



HAL
open science

L'insertion économique internationale de la Russie actuelle : une approche d'économie politique internationale

Olga Garanina

► **To cite this version:**

Olga Garanina. L'insertion économique internationale de la Russie actuelle : une approche d'économie politique internationale. Economies et finances. Université Pierre Mendès-France - Grenoble II, 2007. Français. NNT : . tel-00273023

HAL Id: tel-00273023

<https://theses.hal.science/tel-00273023>

Submitted on 14 Apr 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE GRENOBLE II PIERRE MENDES FRANCE
U.F.R. ECONOMIE, STRATEGIES, ENTREPRISE (E.S.E.)

DOCTORAT

Discipline: Sciences économiques

Olga GARANINA

**L'INSERTION ECONOMIQUE INTERNATIONALE
DE
LA RUSSIE ACTUELLE**

Une approche d'économie politique internationale

Thèse en co-tutelle dirigée par Bernard GERBIER / Igor MAXIMTSEV

soutenue le 23 novembre 2007

Jury :

M. GERBIER Bernard, Professeur à l'Université Grenoble II Pierre Mendès France (co-directeur de la thèse)

M. KARLIK Alexandre, Professeur à l'Université d'Etat d'Economie et de Finance de St-Pétersbourg (rapporteur)

M. LEVESQUE Jacques, Professeur à l'Université du Québec à Montréal

Mme LOCATELLI Catherine, chargée de recherche CNRS au Laboratoire d'Economie de la Production et de l'Intégration Internationale, Université Pierre Mendès France Grenoble II

M. MAXIMTSEV Igor, Docteur ès sciences économiques, Recteur de l'Université d'Etat d'Economie et de Finance de St-Pétersbourg (co-directeur de la thèse)

M. SAPIR Jacques, Directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (rapporteur)

“ La Faculté n’entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propre à leur auteur ».

Remerciements

Je tiens à remercier en premier lieu *Bernard Gerbier* qui m'a proposé de réaliser cette thèse, pour l'encadrement qu'il m'a offert tout au long de ces quatre années, pour son regard critique sur l'avancement de la thèse et pour sa patience lors de la lecture de mes textes.

Igor Maximtsev pour son soutien inestimable lors de mes séjours en Russie et l'accueil à l'Université d'État d'Économie et de Finances de St-Pétersbourg.

Jacques Lévesque pour l'accueil chaleureux à l'Université du Québec à Montréal et les nombreuses discussions sur l'avancement de cette thèse.

Les membres du LEPII (Université de Grenoble II), les professeurs à l'Université d'État d'Économie et de Finances de St-Pétersbourg et les membres du CEPES (Université du Québec à Montréal) pour l'aide et les conseils précieux qu'ils m'ont apportés pendant mes recherches, tout en particulier *Catherine Locatelli*, *Sylvain Rossiaud*, *Mehdi Abbas* et *Pierre-Olivier Peytral*, *Sofia I. Rekord*, *Elena A. Gorbashko*, *Mark-David Mandel*, *Michel Roche*, *Albert Legault*.

Enfin, je suis reconnaissante à toute ma famille et à mes amis de m'avoir encouragée pendant les moments difficiles de cette recherche.

Je reste, bien sûr, seule responsable de toutes les erreurs que comporterait ce document.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE.....	7
PREMIERE PARTIE. INSERTION DE LA RUSSIE DANS LES ECHANGES INTERNATIONAUX...	22
CHAPITRE 1. STRUCTURES DE PRODUCTION INTERNES ET INSERTION INTERNATIONALE DE LA RUSSIE.....	24
CHAPITRE 2. LE SECTEUR ENERGETIQUE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE?...	73
DEUXIEME PARTIE. TRAJECTOIRE INTERNATIONALE DE LA RUSSIE: ENTRE LES CHOIX PUBLICS ET PRIVES	118
CHAPITRE 3. L'ÉTAT RUSSE DEPUIS 1991 : DE LA FRAGMENTATION A LA CONSOLIDATION ? .	121
CHAPITRE 4. POLITIQUE COMMERCIALE DEPUIS LE DEBUT DES ANNEES 1990: VERS UNE OUVERTURE ADMINISTREE?.....	164
TROISIEME PARTIE. INTEGRATION REGIONALE ET INSERTION INTERNATIONALE : QUELLE PLACE POUR LA RUSSIE?	198
CHAPITRE 5. LA CONSOLIDATION DE L'ANCIEN ESPACE SOVIETIQUE EN QUESTION: CEI.....	201
CHAPITRE 6. RUSSIE ET UE: ASYMETRIES POLITIQUES ET ECONOMIQUES.....	240
CHAPITRE 7. LES RELATIONS DE LA RUSSIE AVEC LA CHINE ET LES ETATS-UNIS.....	267
CONCLUSION GENERALE.....	298
ANNEXES	301
BIBLIOGRAPHIE	324

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ACR : Avantage comparatif révélé
AIE : Agence Internationale de l'Energie
APC : Accord de partenariat et de coopération
BERD : Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
CAEM : Conseil d'Assistance Economique Mutuelle
CBR : Banque de Russie (*Tsentralniy Bank Rossiiskoy Federatsii*)
CEE : Communauté Economique Européenne
CEI : Communauté des Etats Indépendants
CIA : Central Intelligence Agency
CMI : Complexe Militaro-industriel
CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CTCI : Classification Type pour le Commerce International
EBRD : European Bank for Reconstruction and Development
ECE : United Nations Economic Commission for Europe
EEC : Espace Economique Commun
EEEC : Espace Economique Européen Commun
EIA : US Energy Information Administration
EIA : United States Energy Information Administration
EPI : Economie Politique Internationale
FBCF : Formation brute de capital fixe
FMI : Fonds monétaire international
GNL : Gaz naturel liquéfié
IDE : Investissement Direct Etranger
IET : Institut pour l'économie en transition
MERT : Ministère du Développement Economique et du Commerce
Minfin : Ministère des Finances de la Fédération de Russie
Minprirody : Ministère des Ressources naturelles de la Fédération de Russie
Minpromenergo : Ministère de l'Industrie et de l'Energie de la Fédération de Russie
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OCS : Organisation de coopération de Shanghai
OKVED : Classificateur général des types d'activités économiques
OMC : Organisation Mondiale du Commerce
ONU : Organisation des Nations Unies
OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PECO : Pays de l'Europe Centrale et Orientale
PIB : Produit Intérieur Brut
PME : Petites et Moyennes Entreprises
PPA : Parité du pouvoir d'achat
Rosstat : Service Fédéral des Statistiques d'Etat (*ex-Goskomstat*)

RSFSR : République socialiste fédérative soviétique de Russie
SIPRI : Stockholm International Peace Research Institute
TSEK : Centre de la conjoncture économique auprès du Gouvernement de Russie
TVA : Taxe sur la valeur ajoutée
UE : Union Européenne
UNCTAD : United Nations Conference on Trade and Development
URIE : Union Russe des Industriels et Entrepreneurs, *RSPP*
URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques
USGS : United States Geological Survey
WTO : World Trade Organization

INTRODUCTION GENERALE

"Notre pays a de grandes possibilités, non seulement pour les criminels, mais aussi pour l'Etat"

Vladimir Poutine

(Itogi, 1999, N°50)

L'éclatement de l'Union Soviétique en décembre 1991 et la création de la Communauté des Etats Indépendants se sont traduits par une redéfinition des axes principaux de la politique d'insertion internationale de la Russie. La poursuite de buts idéologiques dans les relations économiques internationales a cédé la place à la recherche de l'intégration dans l'économie mondiale. Ainsi s'opère le passage de la géopolitique à la géoéconomie. Le processus de transformation économique commencé à la fin des années 1980 dans l'Union Soviétique et dans les pays de l'Europe de l'Est, accompagné de celui de la désintégration politique, conditionne une profonde modification des courants d'échange (contenus, pays) de la Russie (et plus généralement de la zone).

L'objectif principal de notre recherche consiste à comprendre l'impact des facteurs internes (structures de production internes, conflits de groupes d'intérêt internes¹) sur

¹ La distinction entre les notions de "*groupes d'intérêt*" et "*groupes de pression*", le deuxième impliquant une action plus prononcée, bien que précisée dans le débat américain, n'a pas trouvé lieu dans le débat français, à l'exception de l'ouvrage de Meynaud [1958]. Il en résulte une utilisation synonymique, mais parfois quelque peu confuse, de ces deux termes. Cette insensibilité de langage traduit une insensibilité théorique à certaines questions, comme par exemple: pourquoi seuls certains groupes systématisent-ils leur relations avec le décideur public (généralement, le parlement)? Les groupes de pression le sont-ils conjoncturellement (tant qu'un texte est en discussion au Parlement), structurellement (puisque leur activité dépend des pouvoirs publics) ou historiquement (puisque'ils s'appuient sur des relations issues du passé)? Plus tard, à ces deux termes s'ajoutera un

l'insertion économique internationale de la Russie. L'intérêt de cette recherche consiste à relier la dynamique économique et politique interne de la Russie avec les propriétés du système économique international.

Premièrement, la recherche permettra de comprendre le positionnement de la Russie dans l'économie internationale. Actuellement, l'insertion internationale de la Russie passe essentiellement par les hydrocarbures et les matières premières (les hydrocarbures présentent plus de la moitié des exportations russes). Quelle est l'évolution de la spécialisation internationale de la Russie depuis la dissolution de l'URSS, et quelles en sont les perspectives? Il s'agit à la fois de la soutenabilité des exportations des hydrocarbures à long terme, de leur impact sur la croissance russe et des possibilités de diversification de l'économie russe. Etant donné l'importance de la Russie sur le marché mondial des ressources énergétiques (premier exportateur mondial de gaz, la Russie se place parmi les cinq premiers exportateurs de pétrole et de produits pétroliers et d'énergie électrique), ce thème de recherche soulève la question de la dynamique des marchés énergétiques internationaux.

Ensuite, la recherche contribuera à éclairer la dynamique interne de la Russie. Elle permettra de comprendre les arrangements entre les groupes d'intérêt internes étant à la base des évolutions de la politique économique en Russie dans le cadre de l'approche de l'économie politique. Cela permettra d'ailleurs de mieux comprendre la dynamique des réformes économiques en Russie dans d'autres sphères que la politique d'ouverture et la trajectoire politico-économique dans les économies en transition en général.

Enfin, sur le plan géopolitique et géoéconomique, la réalisation du présent projet améliorera la compréhension des rapports entre la Russie et les grandes puissances géoéconomiques (l'Europe, les Etats-Unis, la Chine) et les conflits de puissances. Quels sont les enjeux économiques des relations de la Russie avec ces pays? Peut-elle améliorer sa position compétitive grâce à la conclusion des accords régionaux?

Problématique et cadre théorique de la recherche

Notre recherche vise à fournir une explication aux axes majeurs de l'insertion économique internationale de la Russie depuis le début de la transition. La recherche se situe à la frontière de l'économie internationale et de l'économie politique internationale (EPI). La première permet de construire une présentation pointue de la spécialisation internationale de la Russie dans les échanges de biens et de capitaux et des perspectives de son évolution, alors que la deuxième fournit une maquette d'analyse des raisons principales des évolutions opérées.

Selon sa définition la plus large, l'économie politique internationale a pour objet les interactions entre l'économique et le politique et entre le national et l'international (Gilpin [1987]). Au sein de l'EPI, la notion de l'insertion économique internationale peut être interprétée de deux façons différentes. D'un côté, il s'agit du positionnement d'un pays dans le système des relations économiques internationales. L'étude de l'insertion (ou l'intégration) internationale comprend alors l'analyse de la composante internationale de la politique économique d'un pays et se prête à dégager ses orientations en faveur du régionalisme, du multilatéralisme ou encore du bilatéralisme. A ce champ d'études s'attachent les théories

troisième, soit le "*lobbying*" (les traductions de cet anglicisme par "couloirisme", "démarcheurs", "émissaires dans les couloirs" et "agents parlementaires" ayant échoué). Courty [2006, p. 19, 23-24].

d'économie politique internationale qui cherchent à expliquer le fonctionnement des systèmes économiques internationaux, notamment la théorie des régimes².

De l'autre côté, l'analyse de l'insertion internationale (telle que nous la comprenons ici) consiste à comprendre le rôle des facteurs internes (structures de production internes, conflits d'intérêts entre les groupes d'intérêt divers) dans la formation de la politique d'ouverture, c'est – à – dire la libéralisation du commerce extérieur et l'ouverture aux mouvements de capitaux. Cette branche de l'EPI, dite domestique-sociétale, a donc pour objet l'étude de la politique économique extérieure endogène. La modification des modes d'ouverture s'explique par (i) les changements de préférences de structure d'un des groupes d'intérêt dominants ou (ii) les changements de la hiérarchie des différents groupes d'intérêts (Bohn [2002]). Dans le monde actuel de la mobilité du capital, le concept de la "politique d'ouverture" semble plus pertinent que celui de la politique commerciale adapté plutôt au cadre de l'immobilité internationale du capital. La politique d'ouverture englobe les *"diverses formes d'interventions étatiques ayant pour but d'assurer l'ajustement des structures productives nationales aux effets de la libéralisation (commerciale et capitaliste) internationale"* (Berthaud et. al. [2004]). On peut donc parler de l'interconnexion entre la politique commerciale et la politique industrielle.

A la différence de la théorie économique qui explique comment les instruments de la politique commerciale (tarifs, quotas, subsides) affectent les économies, l'économie politique (notamment l'économie politique de la protection), quant à elle, cherche à comprendre les choix en matière de politique d'ouverture. Ces derniers assurent les transferts de revenus entre les groupes sociaux internes et modifient les structures productives nationales. La vraie question posée derrière les choix en matière de protection est donc celle de l'investissement, ou, en d'autres termes, celle de la production (Gerbier [2001]). Mais les conflits d'intérêt divers et les structures de production internes sont indissociables de l'environnement international. La formation de la "préférence nationale de structure", soit le choix de l'utilisation et de la combinaison des forces productives à l'intérieur du pays (Weiller [1989]) doit être analysée **comme articulation des structures internes et internationales**³ (Gerbier [2001], c'est l'auteur qui souligne). Non seulement la nature, l'ampleur et le contenu des échanges sont-ils justifiés par le jeu des groupes d'intérêt internes, mais ils doivent également être négociés avec les autres pays, ce qui invoque les rapports de force internationaux (Gerbier [2001]).

Malgré son importance incontestable pour la compréhension des débats politiques et économiques, l'EPI domestique – sociétale ne fournit pas une théorie cohérente. L'influence des facteurs internes sur la formation de la politique commerciale de la Russie peut être analysée suivant trois approches différentes : factorielle, sectorielle et institutionnelle. Les deux premières sont des approches expliquant la demande de protection en fonction des intérêts des facteurs de production ou des industries, la dernière est politique et porte sur l'offre de la protection par les institutions domestiques⁴. En matière de libéralisation

² Voir Graz [2000] pour la discussion de l'évolution des approches de l'EPI, notamment de la théorie des régimes.

³ "Celles-ci sont en réalité des préférences de structures **internes et internationales**, puisqu' aucun pays ne peut prétendre construire ses structures nationales sans affronter celles des autres pays (l'autarcie n'est en effet qu'un concept théorique vide, donc un concept purement idéologique, aucun pays n'ayant jamais été autarcique). L'énoncé des PNS est donc **inséparablement** l'énoncé de préférences sur les structures de l'économie internationale, ce qui pose la question de la souveraineté nationale, de ses conditions d'exercice et de ses limites." (Gerbier [2001, pp. 32-33], c'est l'auteur qui souligne).

⁴ Une quatrième explication, celle structurelle qui se concentre sur l'étude des déterminants extérieurs de la politique économique extérieure nationale (où il s'agit notamment de l'analyse des propriétés du système international et du rôle de l'hégémon dans la formation du système commercial international) sera laissée de côté dans notre analyse. La théorie de la stabilité hégémonique et la théorie des régimes relie la distribution de la

financière, le corps théorique est moins développé. Toutefois, l'analyse de la formation de la politique d'ouverture en matière commerciale va également éclairer certaines questions liées à l'ouverture aux mouvements des capitaux, étant donné les forts liens entre le commerce et l'investissement. Ensuite, les modèles développés dans le cadre de l'approche sectorielle prennent en compte le comportement des firmes en matière d'investissements. Enfin, les modèles d'offre de la politique commerciale peuvent être appliqués aussi bien à toute décision de politique économique, y compris celle concernant l'ouverture aux mouvements de capitaux.

Notre objectif consistera donc à appliquer la maquette de l'EPI domestique – sociétale à l'analyse de la politique d'ouverture de la Russie depuis l'éclatement de l'URSS. Trois questions se posent alors: (i) en quoi consistent les principales approches de l'EPI domestique - sociétale, (ii) quelle est la pertinence de ces approches pour la Russie actuelle et quelles en sont les limites, (iii) quels sont les principaux facteurs internes qui déterminent l'insertion internationale de la Russie.

Quelle approche méthodologique?

Il convient d'abord de présenter les approches principales de l'EPI domestique – sociétale.

A. L'approche factorielle et ses limites

Le modèle de Rogowski [1989] constitue la base méthodologique de l'approche factorielle. En s'appuyant sur les conclusions du théorème de Stolper-Samuelson relatives à l'impact de l'ouverture sur les revenus des facteurs⁵, ce modèle relie l'évolution des tensions politiques internes entre les propriétaires terriens, les industriels (propriétaires du capital) et la main-d'œuvre à l'évolution des pratiques commerciales nationales et/ou internationales. Les propriétaires des facteurs abondants vont soutenir la politique de libéralisation du commerce extérieur et verront leur capital politique augmenter, et *vice versa*. Une maquette à trois facteurs répond aux conditions de validité du théorème Stolper-Samuelson, tout en permettant de prendre en compte le jeu des coalitions des facteurs et en assurant la facilité relative de l'analyse.

Rogowski [1989] fournit une grille de lecture de l'histoire économique, notamment des clivages politiques des détenteurs des facteurs de production en relation aux évolutions du contexte du commerce international (libre-échangiste ou protectionniste). Selon Rogowski [1989], dans la période après la deuxième guerre mondiale, l'Union soviétique se présente comme abondante en terre et en capital, mais pauvre en travail. Le système politique est centralisé et résistant à des pressions locales, mais l'influence des groupes d'intérêt au sein du parti est possible. L'ouverture de l'économie soviétique à la concurrence internationale rencontre la résistance de certains groupes d'intérêt du fait des comportements de rent-seeking dans le management et dans le parti qui contrôle le capital. La libéralisation menace

puissance au niveau international aux niveaux différents d'ouverture des économies. Alors qu'elles permettent de comprendre les grandes tendances du développement du système commercial international, elles n'expliquent pas les décisions particulières en matière de politique d'ouverture prises par les Etats. D'autre part, la théorie des régimes n'aurait que des apports limités pour l'analyse du positionnement international de la Russie, la faiblesse économique de cette dernière ne lui permettant de prétendre au rôle de leader dans le système mondial.

⁵ La libéralisation du commerce extérieur favorise les propriétaires des facteurs abondants au détriment des propriétaires des facteurs rares. Inversement, la protection bénéficie aux propriétaires des facteurs rares et entraîne une baisse des revenus des facteurs abondants. Le nombre de facteurs doit être inférieur au nombre de secteurs.

également les ouvriers, puisque l'ouverture a un impact négatif sur les revenus des facteurs rares. Donc, les "rent-seekers" et les ouvriers demandent la protection, alors que seuls les managers compétitifs de l'industrie d'Etat et de l'agriculture soutiennent l'ouverture. L'opposition des ouvriers constituera un obstacle à la restructuration de l'Union soviétique, qui semblerait plus difficile que dans d'autres pays de l'Europe de l'Est du fait que, dans ces derniers, le commerce semble unifier les intérêts du travail et du capital. On peut toutefois s'interroger sur la portée réelle de l'ouverture de l'économie soviétique, dans laquelle la protection des industries était assurée dans le cadre du monopole d'Etat du commerce extérieur et de la planification (voir Hough [1986]).

La pertinence de l'approche de Rogowski pour l'analyse de l'insertion internationale de la Russie actuelle s'avère limitée. Tout d'abord, le modèle explique les clivages politiques qui émergent en relation avec l'évolution des pratiques commerciales, mais n'a pas la prétention de prédire les solutions en termes de mesures protectionnistes ou libre-échangistes adoptées. Comme le remarque Rogowski [2000, p. 326] lui-même, l'issue du jeu sera déterminée par la taille respective des groupes et par les facteurs culturels et institutionnels. Ce modèle est donc insuffisant car il ne prend pas en considération les mécanismes institutionnels par lesquels transitent les demandes de la politique commerciale exprimées par les facteurs.

Concernant la mesure des dotations factorielles, Midford [1993] met en question les mesures per capita utilisées par Rogowski, qui mènent à des appréciations des dotations factorielles erronées⁶. Ensuite, la pertinence des facteurs mêmes (Terre, Travail, Capital) est mise en question. D'un côté, l'on est confronté à l'importance des investissements en capital en agriculture, d'autre part, la distinction du travail qualifié et du travail non-qualifié prend de plus en plus d'importance. La nouvelle maquette serait donc « Capital, Travail non-qualifié, Travail qualifié » (Rogowski [1989], Kébabdjian [1999]). Mais un modèle à trois facteurs est-il suffisant? Il fournit des causalités à un niveau très général et ne reflète pas suffisamment la multiplicité des agents économiques d'aujourd'hui. De plus, il ne prend pas en compte la volonté politique dans l'utilisation des facteurs (par exemple, cas de l'apartheid dans l'Afrique du Sud) et est un modèle statique (Bohn [2002]).

Enfin, le modèle de Rogowski s'appuie sur l'hypothèse de la mobilité intersectorielle des facteurs du théorème Stolper-Samuelson. Le travail et le capital sont supposés parfaitement mobiles entre industries. Or, avec l'évolution technologique, les facteurs deviennent de plus en plus spécifiques et donc de moins en moins mobiles entre secteurs. Certaines industries sont plus protégées que d'autres, tandis que l'approche factorielle n'explique pas la différenciation sectorielle de la protection (Kébabdjian [1999, p. 62]). La différenciation des acteurs devrait donc se faire par les secteurs et non par les classes (facteurs). Midford [1993] considère qu'il faut trouver un nombre de facteurs optimal, afin d'assurer à la fois la facilité d'analyse et sa pertinence⁷. Le nombre de facteurs optimal dépend du niveau de développement du pays. Ainsi, dans les pays avancés, la distinction du travail devient plus complexe (Midford [1993]).

Or, poussée à l'extrême, l'augmentation du nombre de facteurs nous conduit à considérer le modèle à facteurs spécifiques. Il s'agit de l'approche sectorielle de la demande de la politique commerciale.

⁶ Suite à Leamer (Leamer E. [1984] : "*Sources of International Comparative Advantage: Theory and Evidence*", Cambridge, Mass. : MIT Press), Midford [1993] propose de mesurer les dotations factorielles par la comparaison entre la part du pays dans la dotation globale de la ressource x avec la part du pays dans le PIB mondial.

⁷ Il soutient le modèle de Leamer [1984] (*Op.cit.*) à onze facteurs de production.

B. L'approche sectorielle: l'hétérogénéité des points de vue

L'approche sectorielle est basée sur l'idée qu'il n'existe pas de politique commerciale unique pour tous les secteurs et qu'il est nécessaire de considérer les préférences et les mesures de politique commerciale selon les industries. L'ouverture est toujours sélective car elle doit concilier des intérêts divergents (Peytral [2002]). Étant basée sur l'hypothèse de l'immobilité des facteurs (le modèle Ricardo – Viner), l'approche sectorielle démontre le lien entre l'efficacité des groupes de pression représentant tel ou tel secteur et la politique commerciale, il s'agit donc du lobbying. L'atout de l'approche sectorielle est de montrer la divergence d'intérêts des facteurs spécifiques au sein d'une classe et les coalitions entre les facteurs spécifiques appartenant à des classes différentes (Berthaud *et al.* [2004]). Le clivage se fait entre les facteurs spécifiques des industries importatrices et ceux des industries exportatrices. Quant au travail (facteur mobile), il a intérêt à l'ouverture lorsqu'il est utilisé intensément dans l'industrie exportatrice et qu'il dépense une partie majeure de son budget pour le bien importé. Donc, "*le facteur spécifique avantage politiquement est celui spécifique au bien intensif en travail et qui n'est pas consommé par le travail de façon disproportionnée*" (Alt et Gilligan [2000, p. 335], trad. par nous). Ceci étant, les problèmes de l'action collective (Olson [1965]) mettent en cause la formation des lobbys des consommateurs. Bien qu'on doive reconnaître l'action de nombreuses associations de consommateurs, dans le cas russe leur influence est assez limitée.

De nombreuses recherches de l'EPI domestique-sociétale portent sur les déterminants des préférences des firmes au regard de l'ouverture. Ici, il convient de distinguer non seulement les préférences des groupes d'intérêt à l'égard de l'ouverture, mais aussi de comprendre leur capacité d'influencer le processus politique (Milner [1986, p. 68]). L'on peut citer des facteurs suivants: la dépendance de l'industrie à l'égard des exportations et le degré de multinationalité⁸, sa position compétitive (par exemple, les industries intensives en travail semblent recevoir la protection plus facilement; la protection est aussi accordée aux industries en déclin), les rentes autorisées par les tarifs douaniers (le degré de concentration et le pouvoir de monopole), la nature des biens produits (l'on protège plutôt les industries productrices de biens de consommation plutôt que des biens intermédiaires), le niveau de commerce intra – branche (sont protégées plutôt des industries peu engagées dans un commerce intra – branche), le degré de concentration des clients, enfin, les habitudes et les considérations idéologiques (Milner [1988a,b], Rodrik [1995]). Des études dans ce champ ne constituent pas un corps théorique homogène. Se basant sur les études de cas isolés, les auteurs arrivent souvent à des conclusions contradictoires, la même variable pouvant avoir plusieurs effets⁹.

⁸ L'argument du degré d'internationalisation rencontre cependant des limites (Milner [1988a]). Premièrement, les intérêts protectionnistes des firmes se renforcent si leurs exportations baissent alors que leurs importations augmentent (la détérioration de la position compétitive ou la réorientation des firmes des marchés étrangers vers le marché domestique). Deuxièmement, le clivage entre les multinationales et les firmes orientées sur le marché domestique doit être nuancé. Les multinationales peuvent opter pour une protection sélective en fonction du développement de leurs opérations internationales. D'ailleurs, au niveau global, Bhagwati [1988] perçoit l'internationalisation et l'interdépendance croissante de l'économie mondiale par les échanges et les investissements directs étrangers comme le facteur favorisant les échanges.

⁹ L'impact du degré de concentration de l'industrie est parmi les questions plus débattues. Par exemple, Brawley [1993] défend que la concentration contribue à la montée du protectionnisme (comportements de recherche de rentes). Selon Milner [1988a] cette proposition ne se confirme pas en pratique. Pour Hathaway [1998], les industries concentrées tendent à être moins protectionnistes, car l'intensité capitaliste et la dépendance à l'égard du commerce augmentent.

Finalement, les industries tranchent entre les préférences de la politique commerciale stratégique et du protectionnisme¹⁰. Selon Milner, Yoffie [1989], l'accélération des changements technologiques, la globalisation de la concurrence et l'intervention croissante des gouvernements visant à soutenir les firmes nationales laissent supposer le renforcement des demandes des politiques commerciales stratégiques. Les demandes de politiques commerciales stratégiques semblent avoir un impact politique plus fort. Elles proviennent essentiellement des secteurs de hautes technologies et dénoncent souvent les pratiques commerciales déloyales. Enfin, les auteurs présagent le mouvement global du multilatéralisme basé sur l'ouverture non-conditionnée vers le bilatéralisme. La politique commerciale stratégique correspondrait donc à la primauté du bilatéralisme dans le système des relations économiques internationales. Mais, dans le cas russe, la prépondérance des industries d'extraction dans l'économie et le court horizon de planification des agents laissent supposer une faible influence des demandes de politiques commerciales stratégiques.

Enfin, la nécessité d'appréhender les facteurs d'influence politique des industries (notamment la structure de l'industrie, le degré de compétition, la taille et la distribution géographique des firmes, le caractère de la main d'œuvre employée) nous amène à la nécessité de prendre en compte les facteurs institutionnels permettant d'expliquer la réaction du décideur public face aux pressions émises par des groupes d'intérêt. Il conviendra donc de compléter cette approche par une étude des propriétés des institutions chargées de la définition de la politique d'ouverture.

C. Arbitrage entre les deux approches pour l'analyse de la demande de politique d'ouverture en Russie

Au premier regard, l'approche factorielle semble incompatible avec l'approche sectorielle, la première étant basée sur la mobilité des facteurs et la deuxième sur l'immobilité des facteurs de production. Or, si l'on prend en compte le temps, les approches sectorielle et factorielle deviennent complémentaires, la première expliquant le lobbying industriel dans le court et moyen terme et la deuxième analysant les conflits entre les propriétaires des facteurs quant à l'ouverture qui émergent à long terme. Or, l'industrie n'est pas toujours pertinente en tant que niveau d'analyse. Le libre-échange peut être abandonné dans plusieurs industries simultanément. Kébabdjian [1999] propose donc de construire des modèles à mobilité partielle. On sera donc confronté à la fois à des demandes sectorielles pour les facteurs spécifiques et les demandes factorielles pour la partie où les facteurs de production sont mobiles.

Globalement, l'insuffisance de ces deux approches consiste en ce qu'aucune d'entre elles n'explique le commerce intra-branche, justifié par les rendements d'échelle croissants (Rodrik [1995, p. 1462]). Si le commerce intra-branche prend le pas sur le commerce inter-branche, les préférences seront plutôt pour le libre-échange, puisqu'il est bénéfique à tous les acteurs. La limite du commerce intra-branche semble peu importante dans le cas de la Russie. Son intégration à l'économie mondiale étant basée sur les exportations de matières premières et les

¹⁰ La politique commerciale stratégique se distingue de la politique du protectionnisme (d'ouverture) par sa mise en relation avec les politiques commerciales poursuivies par les partenaires commerciaux. Ainsi, la politique commerciale stratégique consiste à demander les barrières douanières protégeant le marché domestique si les marchés étrangers sont protégés, alors que les demandes traditionnelles de protection sont non - conditionnelles. Selon Milner et Yoffie [1989], si les stratégies des firmes sont symétriques (industries non-segmentées) ou bien si les industries sont segmentées mais la position concurrentielle des firmes décroît lentement, les industries demanderont la politique commerciale stratégique. Si les industries sont segmentées et que la position concurrentielle décroît rapidement, l'industrie demandera la protection. Enfin, si la perte de compétitivité n'a pas lieu, l'industrie soutiendra le libre-échange.

importations de produits manufacturés, le commerce intra-branche joue un rôle négligeable. Enfin, il faut tenir compte des mouvements internationaux des facteurs, non étudiés dans le cadre de ces modèles (Hiscox [2001]). Ici encore, la relativement faible ouverture de la Russie aux mouvements internationaux de capitaux atténue cette limite de la maquette d'analyse.

La faible mobilité du capital et du travail en Russie¹¹ nous conduit à opter pour l'approche sectorielle. De plus, l'instabilité et l'incertitude quant à la trajectoire économique et politique de la Russie dans les années 1990 expliquent les stratégies de court terme des agents et par ce biais justifient l'approche sectorielle.

Les préférences des groupes d'intérêt transitent par le système institutionnel, ce qui nécessite donc une analyse de l'offre des politiques commerciales.

D. Offre de protection: approche institutionnelle

Les décisions de politique commerciale sont prises par le décideur public qui cherche à bénéficier des transferts de revenus induits par les mesures prises. L'étude de l'offre de protection s'appuie sur les théories du "choix public" élaborées dans les années 1960 (Buchanan et Tullock [1962]) selon laquelle les intérêts particuliers (aussi bien du secteur privé que public) se substituent à des intérêts du "service public" ou de "l'intérêt général". Cette approche s'oppose aux approches normatives de la protection, dans lesquelles les interventions de l'Etat sont perçues comme exogènes et sans lien avec les intérêts des autres agents, de l'Etat lui-même ni le degré d'ouverture des pays¹².

La théorie économique démontre que la politique commerciale est un instrument de redistribution inefficace. Pourquoi alors les politiques commerciales sont-elles biaisées vers le protectionnisme? La protection est dans certains cas bénéfique pour le décideur public. Premièrement, elle permet de maximiser des recettes fiscales provenant de la taxation des importations. Cet argument semble d'actualité pour la Russie, étant donné que les taxes sur le commerce extérieur et les opérations économiques extérieures constituent autour de 20% des recettes budgétaires¹³. Ensuite, elle contribue à faire évoluer les avantages comparatifs du pays (cas de la protection des industries naissantes) et assure les profits politiques s'il s'agit de protéger les industries en déclin. La protection tend à se renforcer lors de la dépression économique, de l'instabilité et de la compétition croissante avec les importations. La protection émerge en cas de l'assurance incomplète ou de l'incertitude sur le marché car elle contient de l'information. La politique commerciale consensuelle sert à compenser les effets du changement de l'avantage comparatif sur les revenus. Enfin, la protection contribue à assurer la sécurité économique nationale (par exemple, l'autosuffisance alimentaire). Il existe également des arguments politiques en faveur de la libéralisation. Il s'agit généralement de l'ouverture discriminatoire (pour certains pays, les concessions offertes sont supérieures à

¹¹ Les taux de rentabilité et de salaires diffèrent considérablement selon les industries. Selon les données du Ministère du développement économique et du commerce et du Comité d'Etat des statistiques de janvier-septembre 2003, les industries les plus rentables sont l'industrie gazière, la métallurgie non ferreuse et le raffinage du pétrole, avec les taux de 46,1%, 40,5% et 30,1% respectivement. L'industrie microbiologique est la moins rentable (-27,3%). La rentabilité moyenne de la production industrielle au deuxième trimestre 2003 est de 18,3%. Quant au travail, le salaire mensuel moyen en janvier-septembre 2003 est 5214 roubles (soit moins de 150 euros). Ceci étant, en août 2003, le salaire mensuel moyen le plus élevé est enregistré dans l'industrie gazière (27 653 roubles, soit environ 790 euros). Les salaires les plus faibles sont dans l'agriculture (2 361 rouble, soit 65- 70 euros). Un tel écart (plus de 10 fois) reste significatif même s'il doit être corrigé pour prendre en compte les avantages en nature ou la fiabilité des données.

¹² Guillochon [2006, p. 42].

¹³ 19,6% en 2003, 16,7% en 2002 et 22,3% en 2001. Données du Ministère du développement économique et du commerce et Comité d'Etat des statistiques, janvier-septembre 2003.

celles accordées au reste du monde). L'on rejoint ici la problématique de l'intégration régionale et les effets pour les pays membres des accords préférentiels régionaux¹⁴.

Concernant les instruments de la politique commerciale, le choix dépendra de la difficulté d'obtention des mesures voulues (par des voies législative ou exécutive) et de la durabilité des décisions prises. Il sera également conditionné par les bénéfices comparés de l'introduction de diverses mesures protectionnistes du point de vue des *policy-makers* ainsi que du cadre institutionnel extérieur (tel que l'appartenance du pays à l'OMC). On rejoint ici l'approche structuraliste de l'EPI qui étudie le lien entre les propriétés du régime commercial international et les niveaux d'ouverture des économies nationales.

Dans le cadre de l'approche institutionnelle, l'on retrouve un ensemble théorique pouvant être caractérisé comme une offensive économiste sur le champ du politique. Ainsi, sont étudiés les marchés politiques sur lesquels les *policy-makers* offrent des politiques commerciales. Les politiciens et les décideurs publics sont considérés comme égoïstes et rationnels qui cherchent à maximiser leurs bénéfices (se faire (ré)élire, garder leurs postes ou encore maximiser le budget). Les marchés politiques sont semblables à des marchés économiques. Les politiques choisies jouent sur les marchés politiques le même rôle que les prix sur les marchés économiques. L'équilibre est atteint si la valeur marginale des ressources déployées par les opposants est égale aux gains marginaux de leurs actions.

Suivant le degré de complexité (prise en compte des comportements de l'administration publique faisant le choix des politiques économiques et de l'activité des groupes de pression), les modèles principaux sont: la démocratie directe (Mayer [1984]), la fonction de soutien politique (Hillman [1982]), le modèle bureaucratique (Niskanen [1971, 1975], Messerlin [1981]), la fonction de la formation tarifaire (Findlay et Wellisz [1982]), le modèle de contributions électorales (Magee, Brock, Young [1989]), l'approche des contributions politiques (Grossman, Helpman [1994])¹⁵.

Les marchés politiques ne sont pas parfaits¹⁶, ce qui explique la sous-optimalité des politiques choisies. Les modèles des marchés politiques décrivent les politiques du gouvernement actionnées par les intérêts privés. Néanmoins, les hypothèses restrictives simplificatrices du fonctionnement des marchés politiques et les problèmes de mesure de satisfaction des agents rendent ces modèles quasiment inopératoires. De plus, ces modèles ne traitent pas des obstacles non-tarifaires (Rodrik [1995]). Enfin, dans le cas russe, l'approche en termes de marchés politiques est limitée puisque les institutions sont encore en construction, les comportements n'étant pas encore devenus routiniers et les procédures n'étant pas encore répétitives. De plus, l'ampleur des stratégies de contournement des règles limite la portée des mesures prises par le décideur public, ce qui se répercute sur l'impact des mesures prises en termes du bien être. La fonction présumée du soutien électoral sur le marché politique devient de ce fait inadéquate au soutien effectif.

La logique générale de ces modèles doit cependant être gardée à l'esprit.

Certains auteurs (Milner [1986, p. 56], Bhagwati [1988]) soulignent le rôle des idées et des croyances (*beliefs*) du décideur public, outre la structure même du fonctionnement des institutions. Bien que les idées, à notre avis, ne constituent pas de loin un facteur suffisant d'explication de comportement du décideur public, leur prise en compte permet de mieux

¹⁴ Voir De Melo et Grether [1997], Messerlin [1998], Kébabdjian [1999], Milner [1988a], Rodrik [1995].

¹⁵ Voir De Melo, Grether [1997] et Helpman [1995] pour le survey des modèles.

¹⁶ Sur les marchés parfaits, les conditions de Coase (aucun coût de vote, information parfaite, absence de coûts de redistribution et contrats exécutoires) sont respectées et les politiques optimales sont adoptées. Voir De Melo, Grether [1997].

comprendre certaines mesures de la politique d'ouverture. Notamment, cela semble pertinent pour l'analyse de la politique d'ouverture de la Russie: en particulier il s'agit de la libéralisation radicale des échanges et de l'épanouissement de l'idéologie libérale dans les premières années suite à l'éclatement de l'Union soviétique.

Suivant la présentation de Milner [1986, pp. 63-65], on peut distinguer les limites suivantes de l'approche institutionnelle. D'abord, à l'instar de l'approche sectorielle, il s'agit des études de cas isolés, dégagant par conséquent des conclusions non obligatoirement extrapolables sur d'autres cas. Ensuite, se pose la question du choix de l'institution qui exerce l'influence critique sur la politique commerciale, ainsi que les problèmes d'interprétation de sa forme organisationnelle. Enfin, l'on peut s'interroger sur la relation entre l'institution et les mesures qu'elle met en oeuvre, l'intérêt national (lequel?) et les intérêts socio-économiques des divers acteurs domestiques, la question à laquelle tentent de répondre les modèles des marchés politiques.

Au total, dans les pays en transition et notamment en Russie, la faiblesse des institutions démocratiques rend difficile la vérification des modèles de l'offre de politiques économiques. La transition économique en Russie se heurte au blocage des réformes institutionnelles destinées à créer un cadre stable pour le bon fonctionnement du marché. Cela semble valable également pour les marchés politiques. En effet, les principales institutions de la transmission des demandes de politiques d'ouverture (la compétition des partis politiques, la représentation corporative des intérêts des firmes) ne sont pas développées. La faiblesse de la démocratie réduit l'influence de la société civile (notamment des consommateurs, pour nous rapprocher des termes des modèles) sur le décideur public. Ce dernier est donc confronté essentiellement aux firmes qui, elles, cherchent à maximiser leurs gains à court terme. Le décideur politique quant à lui est préoccupé essentiellement par le maintien de sa place dans la hiérarchie du pouvoir dans une conjoncture économique et politique défavorable. Ceci se traduit par (i) un affaiblissement de la cohésion au sein de l'Etat central (pouvoirs croissants des régions) et (ii) une forte influence des groupes de pression internes (firmes ou industries) sur les décisions de la politique économique, ces deux tendances étant flagrantes en Russie jusqu'à la fin des années 1990. Il en résulte de nombreuses incohérences de la politique d'ouverture, soumise à une forte influence des groupes de pression internes.

E. Vers un modèle syncrétique de la formation de la politique d'ouverture

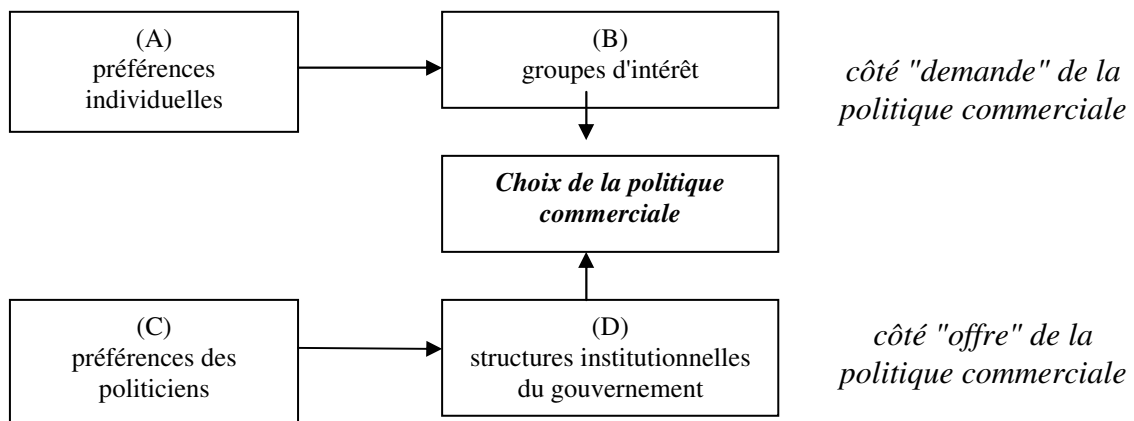
La confrontation de la demande et de l'offre de protection est nécessaire pour comprendre la formation de la politique d'ouverture. La politique commerciale est issue de l'interaction entre l'offre et la demande de protection (cadres Stolper-Samuelson ou Ricardo-Viner) (voir schéma 1). Les groupes de pression internes interfèrent avec les institutions gouvernementales. Du côté de la demande (boîte B), il convient de tenir compte des modes de l'organisation politique et de l'expression des préférences internes. S'agit-il des groupes de pression ou des partis politiques? Du côté de l'offre (boîte D), il s'agit, en premier lieu, de comprendre les motivations des politiciens (réélection, transfert de ressources à leurs groupes favoris, réalisation des promesses électorales ou encore le bien-être de la société). Quel est le rôle de la branche exécutive et législative dans la définition de la politique commerciale? S'agit-il d'un système majoritaire ou de la représentation proportionnelle, de la dictature, de la démocratie directe ou de la démocratie représentative? Quelles sont les obligations au regard des traités internationaux?

Une autre approche est proposée par J. Bhagwati [1988]. Sans distinguer le côté de l'offre et celui de la demande de la politique d'ouverture, il distingue trois catégories de facteurs de la politique d'ouverture: [i] facteurs idéologiques (théoriques et historiques), [ii]

intérêts (au sens politique et économique du terme) et [iii] structures institutionnelles (en ce qu'elles favorisent ou limitent l'action). A la différence de l'approche de D. Rodrik qui accorde la première importance aux intérêts (préférences) des acteurs, cette vision met en valeur le rôle de l'idéologie.

Les politiques commerciales sont adoptées simultanément avec d'autres politiques. Il faut donc situer la politique commerciale dans l'ensemble des politiques économiques et tenir compte de cette interdépendance et considérer la relation entre la politique commerciale et la politique étrangère et les éléments dynamiques expliquant l'évolution de la politique commerciale¹⁷. Au sens plus large, ce schéma peut s'appliquer à la politique d'ouverture.

Schéma 1. Processus de la formation de la politique commerciale



Source: Rodrik [1995, p. 1459]

Brawley [1993], Alt et Gilligan [2000] cherchent à comprendre l'interaction entre la demande et l'offre de la politique commerciale. Le modèle de Brawley [1993] comprend deux types de secteurs (intensifs en capital ou en travail) et deux types de pouvoir politique (systèmes politiques républicains et autoritaires). Ainsi, le système autoritaire, non contraint par les échéances électorales, peut satisfaire plus aisément les groupes d'intérêts internes (accorder des rentes domestiques aux secteurs intensifs en capital). Alt et Gilligan [2000] considèrent le degré de mobilité (spécificité) des facteurs, les propriétés des institutions politiques domestiques (majoritaires ou non majoritaires) et les coûts de l'action collective pour expliquer la formation des coalitions en matière de politique commerciale.

Les poids relatifs des acteurs de l'offre et de la demande de la politique commerciale sont interdépendants et peuvent évoluer dans le temps. Hathaway [1998] étudie le facteur du temps dans l'explication des préférences des industries. L'industrie choisit entre l'ajustement et le lobbying (*voice*) en fonction du bénéfice potentiel du lobbying et de la chance de succès perçue. Lorsque l'industrie s'ajuste à la concurrence d'importations, le bénéfice potentiel du lobbying baisse, la chance de succès semble baisser aussi. On assiste donc à une sorte de "*supplier-induced demand*" sur les marchés politiques (Hathaway [1998]). La divergence croissante des préférences des firmes au sein d'une même industrie contribue à réduire l'influence de l'industrie sur la formation de la politique commerciale tout en renforçant le pouvoir des policy-makers. D'ailleurs, le consensus atteint sera plus libre-échangiste qu'auparavant du fait du poids croissant des multinationales, lesquelles sont d'habitude adeptes de l'ouverture (Milner [1988a]). L'interaction s'opère selon les règles qui affectent le

¹⁷ Commentaire de D. Baldwin à D. Rodrik [1995]. Cité in Rodrik [1995, p. 1460].

mode de représentation des intérêts des groupes de pression et aussi leur nature (par exemple degré de mobilité des facteurs). Il faut donc comprendre la nature de ces règles (Hiscox [2001]).

Enfin, pour comprendre la politique d'ouverture, il faut aussi tenir compte de l'ouverture financière. Frieden [1988] propose de classer les pays selon leur stade financier, c'est-à-dire en fonction de l'importance des gains des actifs à l'étranger par rapport aux prêts et investissements accordés à l'étranger. Ainsi, les pays passent par trois stades. Tout au début, ils sont débiteurs à l'égard du reste du monde. Ils deviennent ensuite "nouveaux prêteurs", les profits rapatriés étant supérieurs aux exportations du capital. A ce stade, les actifs à l'étranger sont financés par le surplus commercial. Enfin, au troisième stade, le pays est "rentier". L'ouverture de son marché interne permet aux pays débiteurs de rembourser leurs dettes.

Des interrogations portent sur le degré d'autonomie des politiques nationales dans l'économie moderne. Ainsi, à long terme, le capital voit son pouvoir augmenter. Les propriétaires du capital choisissent à leur gré où investir, alors que les Etats deviennent concurrents quant à l'attraction des investissements. A court terme (modèle à facteurs spécifiques), l'on observe le clivage entre le secteur financier et les firmes multinationales intégrées d'un côté (les gagnants de l'intégration financière) et les firmes spécifiques à des industries et des localisations particulières de l'autre côté (perdants de la compétition accrue pour les emprunts en capital). Ce clivage est sous-jacent au conflit entre les partisans et les opposants de l'intégration. Néanmoins, le modèle d'ensemble de la formation de la politique d'ouverture reste encore à élaborer.

Enfin, cette vision syncrétique de la formation de la politique d'ouverture peut être appliquée tant au niveau multilatéral que régional. Ainsi, Milner [1997] montre que le caractère des arrangements régionaux reflète les réponses du gouvernement aux situations domestiques. Elle propose une maquette d'analyse en trois étapes : (i) l'explication des préférences des industries (notamment, il s'agit des secteurs à la concurrence imparfaite et aux rendements d'échelle croissants) à l'égard des accords régionaux de libre-échange, par opposition aux demandes de la protection ou de l'ouverture multilatérale, (ii) les choix politiques des décideurs publics et (iii) l'interaction entre les pays et les préférences à la réduction réciproque des barrières douanières. Dans notre cas, l'argument de l'exploitation des économies d'échelle au niveau régional peut être transformé en celui de la gestion du potentiel productif intégré à l'échelle de l'Union soviétique hérité par les nouveaux pays indépendants de l'espace post-soviétique.

Ainsi, pour analyser la formation de la politique d'ouverture de la Russie, il nous semble pertinent d'adopter une approche syncrétique combinant l'approche sectorielle pour le côté demande de protection et celle institutionnelle de l'offre de protection. L'on rejoint ainsi la logique de F. Perroux, pour lequel la nation est "un groupe de groupes orientés et arbitrés par un Etat qui use de la contrainte légitimée et organisée"¹⁸. Plus précisément, notre objectif sera de comprendre:

- les préférences des groupes d'intérêt internes (industries exportatrices de matières premières, et aussi industries concurrencées par les importations);
- les mécanismes de leur transmission par les institutions publiques et les caractéristiques de l'ouverture sélective qui en découlent;
- les perspectives de l'évolution de la spécialisation de la Russie dans le système des relations économiques internationales, et ce, au niveau régional et global.

¹⁸ Citation d'après Berthaud, Gerbier, Peytral [2004, p.1].

Hypothèse structurante

L'objectif de notre recherche est bidimensionnel.

Premièrement, il s'agit d'étudier l'évolution de la spécialisation internationale de la Russie tant pour ce qui est de la nature des biens échangés que des pays partenaires. Il convient de souligner que, pour la Russie, la distinction des structures d'échange selon les pays partenaires est indispensable puisque les préalables aux échanges (prix, relations de production) ne sont pas identiques. En effet, la Russie d'aujourd'hui est née de la dissolution de l'empire soviétique, par la décomposition de l'ensemble économique, productif et social qui était l'Union soviétique, par la "perte" de ses satellites (quatorze républiques sœurs). Inversement, quant aux relations avec les pays développés, la recherche acharnée de l'intégration à l'Occident selon les principes de marché vient à la place de l'aspiration (quoique non-réalisable) à "minimiser" les liens économiques avec les pays capitalistes. La prise en compte de cette réalité implique donc une approche différenciée selon les grands ensembles des partenaires économiques de la Russie. Le constat qui sera fait en résultat de cette recherche est celui d'une dépendance de plus en plus forte à l'égard des exportations de richesses naturelles, et ce, indépendamment du cercle géographique (ou politique) de partenaires choisi. A ce jour, la Russie n'arrive pas à mettre en place une stratégie de développement permettant de diversifier son économie et entamer une trajectoire soutenable de développement.

Le deuxième volet porte sur l'explication des décisions prises en matière de politique économique extérieure par les coalitions de groupes d'intérêt internes. On cherchera à comprendre l'influence des groupes d'intérêt internes sur les décisions du décideur public. Or, la maquette de l'EPI nécessite d'être adaptée au contexte russe. Pendant les années 1990 (et tout particulièrement dans la première décennie 1990), il semble difficile de parler de groupes d'intérêt *stricto sensu*. La période se caractérise par l'ampleur des arrangements personnels et relations individualisées dans un Etat capturé et fragmenté (les régions s'accaparent du pouvoir au détriment du centre fédéral). Cette situation est favorisée par les capacités d'influence des intérêts issus du secteur des ressources naturelles (dotés d'avantages économiques), par la grande taille et la situation de quasi-monopole des entreprises soviétiques, par les pratiques de corruption héritées de l'Union soviétique, par l'état désastreux de l'industrie manufacturière ne disposant que de ressources minimales pour promouvoir ses intérêts au niveau politique, par une forte instabilité politique favorisant les comportements de recherche de rente...¹⁹ En résultat, il semble plus pertinent de parler d'un *lobbying individualisé*, par opposition à l'action coordonnée des groupes d'intérêt.

A partir du début des années 2000, cette situation semble être remise en question avec une recentralisation de l'Etat central et une recherche de relations institutionnalisées entre le décideur public et les entreprises. Serait-on donc appelé à opter pour une approche en termes de l'EPI plus traditionnelle, analysant les *interrelations entre les lobbies et les institutions*? Cependant, l'issue des évolutions en cours est encore incertaine, le balancier se tournant vers une capture des entreprises par l'Etat (en faveur de quels intérêts? réalisant quelles politiques?). L'inertie des comportements laisse supposer un fort degré de préservation des structures clientélistes.

¹⁹ Dans son ouvrage intitulé le "chaos russe", J. Sapir [1996, p. 285] notait que "*l(L)es effets de cette corruption au sens le plus strict ont aussi favorisé la persistance du clientélisme. Aucune société ne saurait vivre sans règles ou normes. Le risque d'anomie issu de l'explosion de l'individualisme sauvage a suscité le renforcement des relations en réseau, fondées sur des comportements patrimoniaux...*"

Structuration de la thèse

La thèse comporte trois parties. La première étape du travail de recherche est constituée essentiellement par une analyse de la dimension économique de la politique d'ouverture de la Russie. A la deuxième étape, l'on cherche à analyser le contexte institutionnel interne permettant de comprendre les principales évolutions du positionnement international de la Russie. Enfin, à la troisième étape, l'on élargit notre analyse pour mettre en relation les préférences internes à l'égard de l'ouverture avec les préférences des principaux partenaires économiques de la Russie, à travers l'étude de ses relations avec trois grands cercles géoéconomiques, qui sont i) la Communauté des Etats Indépendants, ii) l'Union Européenne et iii) la Chine et les Etats-Unis.

La **première partie** est consacrée à l'analyse de la spécialisation internationale de la Russie et des perspectives de son évolution. Elle permettra de comprendre les préférences des principales industries à l'égard de l'ouverture.

Dans un premier temps, nous allons nous interroger sur le lien entre les structures de production internes et l'insertion de la Russie dans les échanges internationaux (l'évolution de la structure de production, l'analyse de la balance de paiements et des flux d'échanges, la mesure de la spécialisation internationale de la Russie). Nous montrerons que, dans les années 1990, les avantages comparatifs dans les secteurs d'extraction (notamment les hydrocarbures) se renforcent, alors que la position des secteurs manufacturiers est très faible (chapitre 1).

Dans un deuxième temps, nous allons étudier plus en détail le rôle du secteur énergétique dans l'insertion internationale de la Russie (les limites des capacités d'exportation de la Russie, le rôle de l'Etat dans la gouvernance du secteur des hydrocarbures et la question de la dépendance de la conjoncture russe à l'égard des exportations des hydrocarbures) (chapitre 2).

La **deuxième partie** est consacrée à l'étude des interférences entre les stratégies privées et publiques dans la formation de la politique économique (politique d'ouverture) de la Russie. Les préférences en matière de politique d'ouverture exprimées par des secteurs divers transitent par le système institutionnel. Les arrangements politico-économiques internes et externes permettent-ils de modifier la spécialisation de la Russie, laquelle est aujourd'hui déterminée essentiellement par les exportations de ressources naturelles et de produits primaires? Cette question reflète la dimension institutionnelle de l'EPI domestique – sociétale.

Premièrement, sera fournie une approche économique de l'Etat russe. Quel est le rapport de force entre le côté de l'offre et de la demande de la politique d'ouverture? L'Etat capturé par les intérêts privés est-il capable de réaliser des préférences autonomes par rapport aux groupes d'intérêt? D'abord, nous allons présenter l'économie politique de la transition en Russie (il s'agit du blocage des réformes institutionnelles et de la capture de l'Etat par les intérêts privés suite aux privatisations). Ensuite, il faut prendre en considération les interactions entre les autorités publiques de différents niveaux (affaiblissement et consolidation de la fédération) et la dynamique des relations des pouvoirs avec les groupes d'influence, notamment, avec les grandes entreprises (les origines, la structure et l'évolution du capital privé et les modes de représentation de ses intérêts) (chapitre 3).

Deuxièmement, nous allons analyser les évolutions de la politique d'ouverture qui découlent de ce jeu de groupes d'intérêt internes. Seront étudiées les évolutions des barrières tarifaires et non-tarifaires aux échanges (ainsi que les dotations et autres formes de soutien

aux industries) afin de dégager les axes de la politique d'ouverture sélective. Il semble que la "prédation généralisée" des ressources (Vercueil [2002]) autorisée par les arrangements ponctuels dans les années avant la crise de 1998 cède la place à une stabilisation du cadre juridico-institutionnel des transactions avec l'extérieur. La réforme du tarif douanier de 2001 s'inspire d'une idéologie libérale. Le tarif est homogénéisé et revu à la baisse, ce qui répond à l'objectif de la légalisation de nombreuses transactions grises ou illégales, mais, en contrepartie, consolide l'exposition des producteurs russes à la concurrence internationale. Il conviendra également d'analyser l'impact de l'accession à l'OMC sur l'économie russe (notamment, sur la compétitivité des secteurs), l'accession révélant d'ailleurs les préférences des secteurs quant à l'ouverture (chapitre 4).

La **troisième partie** cherche à situer les préférences d'ouverture dans le système plus large des relations économiques internationales. L'ouverture sélective est le produit du compromis entre les préférences internes (elles - mêmes issues des conflits d'intérêt des groupes de pression divers) et des structures internationales. Il faut donc comprendre si les relations avec la CEI et les grandes puissances peuvent contribuer à modifier la spécialisation internationale de la Russie.

Nous allons procéder à une analyse successive des trois cercles structurant les relations internationales de la Russie: (i) l'ancien espace post-soviétique (pays de la Communauté des Etats Indépendants) (chapitre 5), (ii) l'Union Européenne, le premier partenaire économique de la Russie (chapitre 6) et (iii) les Etats-Unis et la Chine, la première étant considérée comme la puissance internationalement dominante actuelle et la deuxième comme l'héritière éventuelle du rôle de l'hégémon (chapitre 7). Il semble que sur les trois cercles de partenaires, les échanges deviennent de plus en plus polarisés autour des exportations d'hydrocarbures de la Russie, alors que ses exportations manufacturières restent globalement peu compétitives.

PREMIERE PARTIE

INSERTION DE LA RUSSIE DANS LES ECHANGES INTERNATIONAUX

INTRODUCTION DE LA PREMIERE PARTIE

La transition des années 1990 n'est pas la première dans l'histoire russe. Ainsi, dans le débat économique du début du XXème siècle, nous trouvons par exemple l'ouvrage "Economie de la période de transition", publié par N. Boukharine en 1920²⁰ et consacré aux questions de la transition vers le système administré, à partir de l'année 1917.

Le concept de transition, *stricto sensu*, est trompeur. Le terme de transformation économique, plutôt que celui de transition, serait plus approprié. En effet, le but de la transition n'est pas prédéterminé, le point objectif se trouvant entre la situation de l'économie administrée et celle de l'économie de marché idéalisée. Néanmoins, la transition est le terme le plus courant. Nous allons donc l'employer dans notre travail.

Le passage de la Russie à l'économie de marché n'a pas autorisé la sortie du marasme économique de la période soviétique ni la mise en place d'un cycle vertueux de développement économique. Au contraire, le passage au marché a révélé la non compétitivité de larges pans industriels, enfonçant la Russie dans une crise économique profonde et prolongée.

Le **chapitre 1** examine l'évolution des axes principaux de l'insertion internationale de la Russie depuis le début de la transition. L'analyse des structures d'échanges sera appuyée par celle des structures économiques internes de la Russie. Nous montrerons que ses avantages révélés dans les échanges, soit les hydrocarbures et les matières premières, ne correspondent pas à son potentiel de développement en termes de ressources technologiques et capital humain. Jusqu'à présent, il n'est pas clair si et à quel horizon temporel la Russie pourra faire évoluer la structure de ses échanges extérieurs pour faire valoir son potentiel compétitif.

Le **chapitre 2** étudie le potentiel de développement du secteur des hydrocarbures et son impact pour la diversification et la modernisation de l'économie russe. Premièrement, nous analyserons les limites du potentiel de production et d'exportation des hydrocarbures. Deuxièmement, nous tenterons d'examiner le lien entre le développement du secteur des hydrocarbures et le reste de l'économie. Deux questions seront traitées: le partage de la rente pétrolière et gazière au profit des industries de transformation et les effets du développement du secteur des ressources naturelles sur les autres secteurs (notamment, il s'agira du syndrome hollandais).

²⁰ Boukharine N.I. [1920] : "Ekonomika perekhodnogo perioda", chast 1, Obschaya teoriya transformatsionnogo protsessa, Mai 1920, in "Problemy teorii i praktiki sotsializma", Moskva, Politizdat, 1989, pp. 94-176.

CHAPITRE 1

Structures de production internes et insertion internationale de la Russie²¹

L'éclatement du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (CAEM) et de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) au début des années 1990 s'est traduit par un choc dans les relations économiques extérieures de la Russie. D'une part, l'économie prend le pas sur le politique dans la structuration de ses relations avec l'extérieur. D'autre part, la Russie, héritière des disproportions de l'économie planifiée, subit des transformations de ses structures économiques internes. Cette double mutation débouche sur la spécialisation croissante sur les exportations de matières premières (essentiellement, des hydrocarbures). Pour évaluer la place actuelle de la Russie dans l'économie internationale, et estimer le potentiel de diversification de ses structures productives et d'exportation, il convient de répondre à plusieurs questions. En premier lieu, il faut comprendre la structure et les évolutions du système productif russe depuis le début de la transition, ainsi que les facteurs pesant sur leur développement. En deuxième lieu, il convient de procéder à une analyse de la participation de la Russie dans les échanges mondiaux de biens et capitaux.

L'objectif de ce chapitre est de tracer la trajectoire internationale économique de la Russie après la dislocation du CAEM et de l'Union soviétique. Durant les années de la transition, la Russie s'enlise dans le modèle de développement basé sur les exportations d'hydrocarbures. Cette spécialisation est une continuation de la structure économique héritée de l'URSS. Elle est accentuée lors de la transition, les industries manufacturières s'avérant non compétitives dans un environnement concurrentiel. La question se pose quant aux perspectives de diversification des structures de production (développement accéléré des secteurs manufacturiers, en premier lieu des secteurs de haute technologie, réduction de la dépendance à l'égard des exportations de produits primaires, croissance du degré de

²¹ Des extraits de chapitre ont été présentés au colloque "Russie Européenne" (Université du Littoral, Dunkerque, 14 - 16 décembre 2006). La communication intitulée "Evolution de la spécialisation internationale de la Russie depuis le début de la transition" paraîtra dans la revue *Innovations. Cahiers d'économie de l'innovation* en 2007 (n° 26, 2007/2).

transformation des matières premières...). Le développement économique, la croissance et la diversification de l'appareil productif, l'augmentation du contenu technologique de la production sont affichés par les autorités publiques comme les objectifs à atteindre et représentent la condition de la stabilité intérieure et de la meilleure intégration internationale de la Russie. Comme le déclare V. Poutine dans son adresse à l'Assemblée fédérale du 26 mars 2004²², "...ce n'est que récemment que nous sommes arrivés à la troisième étape dans le développement de l'Etat russe moderne, à la possibilité de développement à des taux élevés, à la possibilité de réalisation des objectifs d'envergure de l'intérêt national. Et maintenant nous avons à la fois et l'expérience suffisante et les outils nécessaires pour poser devant nous des objectifs véritablement de long terme... Aujourd'hui, pour la première fois depuis longtemps, nous pouvons anticiper notre vie non pas pour quelques mois, - voire non pas pour un an, mais pour des décennies...". Notons que la première étape de développement, d'après V. Poutine, est celle du démantèlement de l'ancien système, alors que la deuxième étape est consacrée au dégagement des débris du "vieil édifice". A la deuxième étape, les décisions prises n'étaient pas toutes de long terme, alors que "les actions des autorités fédérales étaient plutôt des réponses aux menaces sérieuses que l'on affrontait". On constate ainsi le changement de l'environnement macroéconomique, la domination des logiques de court terme cédant la place à la mise en place d'une logique de développement de plus long terme.

La transition a accentué ainsi l'insertion de la Russie sur la base de l'exportation des ressources naturelles. La question principale est donc de savoir si la Russie pourra faire évoluer la structure de ses échanges extérieurs pour faire valoir son potentiel en termes de capital technologique et humain hérité de l'Union soviétique. En premier lieu, nous montrerons les contraintes socio-économiques majeures pesant sur le développement économique de la Russie, celles héritées du système planifié et celles dues à la crise de la transition. Nous étudierons par la suite les évolutions des structures de production de la Russie et montrerons la consolidation de sa spécialisation internationale sur les exportations de produits primaires. Enfin, nous essayerons d'analyser les évolutions les plus récentes pour dégager les possibilités de diversification économique, notamment dans les secteurs de pointe.

Section 1. Héritage économique de la Russie avant les réformes de la transition et nouveaux défis socio-économiques

L'insertion internationale de la Russie est nécessairement une continuation des structures productives et des comportements hérités de l'Union soviétique. La dissolution du camp soviétique présente des pertes géopolitiques à la Russie (1.1). La nouvelle Russie est confrontée aux déséquilibres socio-économiques (1.2.) et à une faible efficacité des structures productives (1.3.).

²² http://www.kremlin.ru/appears/2004/05/26/2003_type63372type63374_71501.shtml , accès le 12 juillet 2006, trad OG. Sauf mention contraire, les traductions du russe et de l'anglais en français sont les nôtres.

1.1. Pertes géoéconomiques de la Russie en relation avec l'éclatement de l'Union soviétique

La dissolution de l'Union soviétique implique des pertes géoéconomiques significatives pour la Fédération de Russie, son Etat continuateur. En comparaison avec l'URSS, la Russie représente environ la moitié de sa population, 76% de son territoire et 60% de sa production industrielle (voir tableau 1.1, Annexe carte 1).

Tableau 1.1. Ex-République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) et ex-URSS (en 1989/1990)

	Ex-RSFSR	Pourcentage de ex-URSS
Population (mi-1990, million)	148,0	51,3
Surface (milliers km ²)	17075	76,2
1990 PIB per capita (roubles courants)	4224,0	110*
Pétrole (1989) (millions tonnes)	552	91
Gaz (1989) (Mds mètres cubes)	616	77
Charbon (1989) (millions tonnes)	410	55
Blé (1986/89 moyenne)	-	53
Production 1989 (Mds roubles 1990)	463	61
Production industrielle 1989 (Mds roubles 1990)	192	62
Production agricole 1989 (Mds roubles 1990)	94	50
Actifs fixes dans la sphère matérielle de la production 1989 (Mds roubles 1990)	120	62

*Comme pourcentage de la moyenne de l'ex-URSS

Source: OECD [1996, p. 58], données World Bank, IMF.

Il convient également de citer le resurgissement d'anciennes discontinuités territoriales (région de Kaliningrad), l'émergence de nouvelles frontières séparant la Russie de l'Europe Centrale (Ukraine, Moldavie, Biélorussie) et du Moyen Orient (Républiques de Transcaucasie et d'Asie Centrale), la réduction des façades maritimes (sur la Mer Caspienne, la Mer Noire, la Mer Baltique) et la perte du contrôle de certains de ses ports les plus importants (Bakou, Odessa, Ventspils). A ceci s'ajoutent les problèmes de développement des transports (leur insuffisance et besoin d'investissements)²³. Enfin, la Russie est devenue un pays plus nordique par rapport à l'ex-URSS. Plus de 95% du territoire et 83% de la population sont situés au nord du 50ème parallèle²⁴.

A comparer avec l'empire russe de 1913, la dynamique est encore moins favorable. Le territoire russe se réduit de 14,8% des terres émergées mondiales en 1913 à 11,5% en 2003, alors que sa part dans la richesse mondiale (en PIB PPA) passe de 8,7% en 1913 à 2,5% en 2003²⁵.

A la différence des pays de l'Europe centrale où les réformes de la période de la transition sont vécues comme un processus de libération de l'empire socialiste et ont pour but l'adhésion à l'Europe (ce qui crédibilise les réformes), en Russie, ce processus est associé à des pertes considérables. La perte du statut de superpuissance n'a pas été compensée par les gains économiques pour la majorité de la population. Le PIB par tête russe rapporté au PIB par tête mondial (base 100 en PPA) est de 99% en 1913, atteint 148% en 1973 et chute à 68% en 1998²⁶. Après la libéralisation des prix (1992), 70% environ de la population s'est

²³ Vercueil [2002, p.144].

²⁴ Pivovarov [2002, p. 66].

²⁵ Benaroya [2006, p. 7]. Données de l'OCDE, Banque Mondiale.

²⁶ Benaroya [2006, p. 7]. Données de l'OCDE, Banque Mondiale.

retrouvée avec des revenus en dessous du barème fixé par le budget de consommation minimal soviétique²⁷.

1.2. Contraintes socio-économiques

Pour poursuivre son développement économique, la Russie doit faire face à des contraintes géographiques et démographiques fortes.

1.2.1. Climat et développement des territoires

La nature même du territoire, bien que extrêmement riche en ressources naturelles, pose des contraintes sur les performances économiques de la Russie, notamment par ses conditions climatiques rudes. D'après Parshev [2001], (i) un tiers du territoire seulement est "efficace pour la vie"²⁸, et (ii) le climat et l'immensité du territoire impliquent des dépenses supplémentaires (notamment, coûts de chauffage et coûts de transports). Ces arguments expliquent les risques liés à l'ouverture sur l'extérieur pour l'économie russe.

Or, comme l'expliquent d'autres auteurs²⁹, le problème consiste non pas en un climat rude en tant que tel, mais plutôt en le mode de peuplement, soit une relativement forte population résidant dans les régions les plus froides. En effet, la politique de développement de l'URSS a résulté en surpopulation de la Sibérie et des régions nordiques³⁰. Le mouvement du système productif soviétique vers le Nord et vers l'Est s'accompagnait d'un mouvement subséquent de la population. Hill et Gaddy [2003] montrent la diminution des températures "per capita" durant la période soviétique³¹ et la prépondérance de la Russie en termes de possession des villes les plus froides au monde. Il découle de l'analyse de Hill et Gaddy [2003] que, au lieu de contribuer à la puissance économique, le développement de la Sibérie et de l'Extrême Orient constitue aujourd'hui un des défis du développement économique de la Russie³². Néanmoins, cette répartition des structures productives et de population permettait d'assurer le développement des ressources de la Sibérie (où sont situées les principales réserves minérales de la Russie) et de réaliser les objectifs géopolitiques, notamment, la présence en Extrême Orient, au voisinage de la Chine surpeuplée.

Après 1991, le vecteur de la migration interne tend à se retourner graduellement au détriment des régions du Nord et de l'Extrême Orient. Ainsi, alors que 75% du territoire se

²⁷ Kortchagina *et al.* [2005, p. 234].

²⁸ Soit, selon la *Nouvelle géographie universelle* de Reclus, un territoire ayant des températures moyennes supérieures à -2 degrés et situé en dessous de 2000m. d'altitude.

²⁹ Voir Hill et Gaddy [2003], discussion dans Treivish [2005].

³⁰ D'ailleurs, A. Treivish [2005] remarque que le mouvement vers le Nord et l'Est n'est pas le fait de la planification communiste uniquement, mais est présent dans la pensée russe avant 1917. On peut se référer aux idées de Lomonosov (18^{ème} siècle) selon lequel la Sibérie augmenterait la puissance de la Russie ou de Mendeleïev ("*K poznaniyu Rossii*", *St-Petersbourg, A.S. Suvorin, 1907*) qui prédisait le glissement du centre de la population vers le Sud et l'Est ou de Semenov-Tyan'-Shanskiy ("*O moguschestvennom territorial'nom vladenii primenitelno k Rossii (ocherki po politicheskoy geografii)*", *Petrograd, V. Stasulevich, 1915*) qui appelait au développement des régions entre la Volga et le Yenisey, pour rapprocher le centre culturel du centre géographique de la Russie.

³¹ Précisément, le déclin de 1° entre 1930 et 1990, par rapport à la croissance de 1° au Canada durant la même période (calculs de Hill et Gaddy [2003, p. 38]).

³² Néanmoins, les coûts de ce surpeuplement du Nord sont difficiles à mesurer, notamment, du fait des différences des structures de coûts en fonction des économies. Hill et Gaddy [2003] se basent sur les données de l'influence climatique sur l'économie aux Etats-Unis, alors que la réalité russe (notamment, les coûts énergétiques) est différente.

trouve à l'est de l'Oural, plus de 80% de la population russe vit dans la partie européenne, à comparer avec 78% en 1991³³.

Comme l'observe L. Dienes [2002], la Russie représente aujourd'hui un archipel au sens géographique, économique et social, l'économie intégrée étant composée d'agglomérations urbaines, quelques villes industrielles plus isolées et des centres d'extraction de ressources, séparés par des espaces très vastes, vides d'activité humaine ("espace mort"). Ceci entraîne une hausse des coûts de transports et d'infrastructures et explique la segmentation des marchés et l'émergence des monopoles régionaux.

1.2.2. Disparités de développement régional

La situation socio-économique des régions est très contrastée. Alors que le développement de l'économie planifiée se caractérisait par une convergence des niveaux de développement des régions, les disparités économiques augmentent dans les années 1990³⁴. La différenciation des trajectoires économiques après 1991 s'explique dans une grande mesure par le type d'industries hérité de l'URSS et les coûts de transports (Maurseth [2001]). Alors que la Sibérie Occidentale, l'Extrême Orient et les régions du Nord, riches en ressources naturelles se caractérisent par une part relativement forte de l'industrie primaire, les structures industrielles des régions de la Russie européenne sont dominées par les industries manufacturières³⁵. Dans certains cas, l'on constate la dépendance des régions à l'égard de la situation d'un secteur industriel, voire d'une entreprise, ce qui renforce la vulnérabilité lors de la crise de transformation. Au début de la transition, les régions dominées par les industries lourdes ont des résultats plus faibles que les régions riches en ressources naturelles³⁶. Le déclin industriel de la période de transition a ainsi révélé l'importance relative de la production sibérienne, basée sur les ressources naturelles et sous-évaluée dans les statistiques soviétiques du fait des distorsions de prix (les produits énergétiques étant généralement sous-évalués par rapport aux produits manufacturés). Ceci étant, le développement de la Sibérie se limitait *grosso modo* à l'exploitation des ressources naturelles, alors que les industries manufacturières restaient concentrées à l'Ouest de l'Union soviétique.

La répartition de la population est très inégale. Avec la moyenne de 8,55 habitants au kilomètre carré (h/km²), la densité de la population passe de 119 h/km² dans le centre de la Russie européenne et au Caucase jusqu'à moins de 3 h/km² en Sibérie et en Extrême Orient³⁷. Ceci étant, les dix régions les plus peuplées de ses 89 régions concentrent 34,9% de la population de Russie, alors que les 10 régions les moins peuplées ne comptent que 0,6% de la population totale³⁸.

³³ Benaroya [2006, p. 83]. Voir également Treivish [2005].

³⁴ Voir Smith [1999], Hanson [2004], Maurseth [2001]. En 2005, la croissance dans le District Fédéral Central est de 17%, à comparer avec 4% la moyenne russe (données janvier-septembre).

³⁵ Voir, sur ce sujet, Sagers [1992].

³⁶ Bradshaw, Hanson [1998, p. 289], Dolinskaya [2002].

³⁷ Kortchagina *et al.* [2005, p.220].

³⁸ Données 2002 tirées de *l'Annuaire statistique 2003*. Aujourd'hui (avril 2007), le nombre de régions est porté à 86 du fait de fusions entre les régions (voir chapitre 3). Les régions les plus peuplées sont: la ville de Moscou, la région de Moscou, la région de Krasnodar, la ville de St-Pétersbourg et la région de Sverdlovsk. Alors que la ville de Moscou compte 10 358 milliers d'habitants, la région la moins peuplée (*okroug* autonome d'Evenkie) ne compte que 18 milliers d'habitants.

La production est concentrée sur un nombre limité de régions. En 2001, les dix régions ayant le plus grand produit régional produisent 54% du total des produits régionaux³⁹. Quant aux revenus de la population, en 2002⁴⁰, les revenus moyens disponibles des moscovites étaient 5,57 fois supérieurs au minimum de subsistance pour la ville de Moscou. Les deux autres régions les plus prospères sont les *okroug* autonomes Yamalo-Nenets et Khanty-Mansi, riches en hydrocarbures. Les revenus moyens dans l'*okroug* Ust-Ordynskiy de Bouriatie ne couvraient le minimum de subsistance local qu'à 77,6%⁴¹. Les régions plus pauvres sont particulièrement concentrées dans le Sud de la Russie. Ceci étant, le nombre des régions relativement pauvres (dont la production *per capita* est en dessous de 75% de la moyenne russe) augmente entre 1990 et 2002, sur fond d'un glissement des régions relativement "prospères" vers le Nord et l'Ouest (Treivish [2005]).

Ces disparités régionales se maintiennent dans un contexte de mobilité limitée des personnes (barrières financières, telles que les prix élevés du logement, et barrières bureaucratiques, telles que le maintien du système de l'enregistrement obligatoire au lieu de domicile conditionnant dans certains cas l'embauche et certains avantages sociaux).

1.2.3. Crise socio - démographique

Les performances économiques et démographiques se dégradent pendant la crise de la transition. La transition a provoqué deux tendances quant à la répartition des revenus: d'une part, l'appauvrissement d'une large couche de la population et, d'autre part, la différenciation des revenus. Selon les statistiques officielles, le niveau de revenus réels monétaires de la population a atteint 47% de son niveau de 1991 au point bas (année 1999)⁴². Ceci étant, en 1992-2003, l'écart entre le premier et le dixième décile a augmenté de 8 à 14,4 fois⁴³. Remarquons que, parmi les facteurs de l'inégalité, les variables géographiques sont à la première place⁴⁴.

Cependant, certaines études montrent que la contraction de la production n'a eu que des effets modérés pour le bien-être de la population. Selon l'étude de Gavrilénkov et Yasin [2005]⁴⁵ menée sur la base des statistiques officielles, la consommation privée n'est jamais tombée en dessous de 90% de son niveau de 1991 et dépasse ce niveau à partir de 2000. Néanmoins, il faut tenir compte du niveau modeste de la consommation privée au début des réformes, de la croissance de la pauvreté et des inégalités sociales, de la dégradation de l'offre de services sociaux, de l'augmentation de l'incertitude. Ces processus se répercutent sur la dégradation des indicateurs de santé de la population et des indicateurs démographiques.

³⁹ Ces régions sont ville de Moscou, région de Tiumen (y compris ses deux *okrougs* autonomes de Yamalo-Nenets et Khanty-Mansi), ville de St-Petersbourg, régions de Moscou, Krasnoïarsk, Tatarstan, Sverdlovsk, Samara, Bachkortostan et Perm. *Annuaire statistique 2003*. Le total des produits régionaux n'inclut pas la valeur des services publics non-marchands et n'est donc pas égal au PIB.

⁴⁰ Nous préférons utiliser des statistiques récentes en espérant une meilleure qualité des données par rapport aux premières années suivant la dissolution de l'URSS.

⁴¹ Les données sont absentes pour 13 régions. *Annuaire statistique 2003*. Les chiffres ne reflètent pas une différenciation plus fine de la population. Ainsi, les retraites versées à Moscou ne couvrent que 76,8% du minimum de subsistance régional.

⁴² Gouline, Iline [2005, p. 43].

⁴³ UNDP [2004, p. 49].

⁴⁴ Kortchagina et al. [2005, p. 225], étude menée en 2000. La dispersion des revenus entre les régions explique 26% des inégalités de revenus. Les autres variables sont âge, sexe, type de ménage, diplôme, profession et type de commune.

⁴⁵ Gavrilénkov, E. Yasin E. [2005] : "*Russia: Current Macroeconomic Situation and Economic Growth Outlook*", presentation made to the OECD Economics Department Seminar "Sustaining Long-Term Growth in Russia: Possible Development Paths", Paris, 24 January. Cité in Ahrend, Tompson [2005, p. 11].

Du point de vue de l'économie politique, cette situation contraste avec l'amélioration des conditions de vie de la population observée lors de l'affermissement du régime soviétique. La coïncidence des réformes démocratiques avec l'entrée en crise économique profonde met en cause la confiance de la population à l'égard des nouvelles institutions (Yakovlev [2003]).

La population russe diminue depuis 1992, soit pour la première fois après la Deuxième guerre mondiale. Elle a décliné de 149 Mns au début des années 1990 à 145,16 Mns en 2002 selon le recensement de 2002. On observe la baisse de la natalité, la hausse de la mortalité et la baisse de l'espérance de vie⁴⁶. Cette situation est liée à une forte dégradation des conditions économiques mais aussi à l'évolution des comportements (recul de l'âge du mariage et de la première naissance chez les femmes). Les indicateurs démographiques s'améliorent légèrement ces derniers temps. Ainsi, les statistiques de 2004 laissent entendre que la tendance à la hausse de la mortalité s'est arrêtée. De même, l'espérance de vie a augmenté de 64,3 à 65,8 ans⁴⁷.

Au début de la transition, la Russie a bénéficié d'un afflux migratoire net⁴⁸, lequel compensait en partie le solde naturel négatif. Il s'agissait précisément du retour des russes vivant dans d'autres républiques de l'URSS. Par la suite, l'immigration s'est ralenti alors que la l'émigration ne s'est pas réduite dans la même mesure. En résultat, le solde migratoire ne permet plus de combler la baisse naturelle de la population. Dans ce contexte, selon les projections de l'ONU, la population tomberait à 140 Mns en 2010, 133 Mns en 2020, 125 Mns en 2030 et 112 Mns d'habitants en 2050 dans le scénario médian⁴⁹ et cette diminution de la population s'accompagnerait d'un vieillissement considérable.

Les calculs montrent que, pour remplacer la main d'œuvre à partir de 2007, il faudra attirer près de 1 million de migrants actifs par an⁵⁰, ce qui posera des questions socioéconomiques (manque de main d'oeuvre, maintien des équilibres sociaux) et stratégiques (dépendance et vulnérabilité accrues). Pour stimuler l'accroissement de la population, les autorités publiques lancent un programme conséquent d'aide financière pour les nouvelles naissances (proposé par V. Poutine lors de son adresse à l'Assemblée Fédérale du 10 mai 2006) et favorisent le retour des russes résidant à l'étranger⁵¹. Dans le contexte de la croissance économique, permettant les financements nécessaires, on peut donc s'attendre à une atténuation de l'envergure de la crise démographique.

1.3. Principes de fonctionnement de l'économie soviétique

Le collapsus russe des années 1990 est ancré aux structures de l'économie soviétique (Jordan [1999]). Les structures de production et d'échange extérieur de l'économie soviétique sont conformes aux logiques politiques du planificateur central. Les échanges avec les pays

⁴⁶ La baisse de l'espérance de vie a débuté déjà à la période soviétique et a été arrêtée durant la perestroïka, entre autres grâce aux restrictions sur la production et la distribution de l'alcool.

⁴⁷ World Bank [2006b, p. 12, 21].

⁴⁸ L'immigration nette est de 5,6 Mns d'individus entre 1989 et 2002 (Benaroya [2006, p. 82]).

⁴⁹ United Nations Population Division, World Population Prospects : The 2004 Revision Population Database, <http://esa.un.org/unpp/>. Accès le 17 juillet 2006.

⁵⁰ World Bank [2006b, p. 23], estimation de N. Mkrtchian et N. Zubarevitch, *Tsentr Strategicheskikh razrabotok* (centre de recherches stratégiques).

⁵¹ Programme "Sur les mesures de contribution à la migration volontaire vers la Fédération de Russie des compatriotes résidant l'étranger". Ce programme prévoit des avantages divers, surtout dans le cas des migrations vers les régions les plus en difficultés, donc, moins attirantes pour la plupart des migrants potentiels. Taratuta Yu. "Obratnaya tiaga", *Kommersant*, 27 juin 2006.

occidentaux, menés selon les principes de marché, révèlent la spécialisation internationale de l'Union soviétique sur les hydrocarbures et matières premières.

1.3.1. Disproportions dans la production et limites de l'évaluation de la production

Dans l'Union soviétique, la distribution centralisée des ressources dans le cadre d'un système administré reflète les préférences du planificateur ("*planners' preferences*", Bergson [1964]). Suivant la logique du planificateur, la priorité a été accordée au développement de l'industrie lourde et de l'industrie de la défense au détriment des biens de consommation. Les propriétés systémiques de l'économie planifiée expliquent la non-compétitivité des industries de l'URSS sur les marchés occidentaux, sauf pour les ressources naturelles.

Au niveau des entreprises, J. Kornai introduit la notion de "contraintes budgétaires molles", c'est-à-dire la possibilité de renégociation avec le planificateur des objectifs de plan (Kornai [1979, 1986]), ce qui autorisait la persistance des entreprises non compétitives. Le passage au marché implique la primauté de la logique de recherche de profit, en réduisant (graduellement) les possibilités de marchandage avec les autorités publiques. Ce changement révèle la faible compétitivité des entreprises soviétiques dans les conditions de marché. Mais, l'étude des séries temporelles longues et les comparaisons directes avec les développements de la période post-soviétique sont impossibles du fait de nombreuses limites que présentent les statistiques soviétiques:

- dans l'Union soviétique, le revenu national est enregistré selon la Comptabilité du Produit Matériel. Dans ce système, seul le "produit matériel" est pris en compte, les services étant exclus. Dans le cadre du passage au Système de Comptes Nationaux, le PIB est calculé dans le nouveau format, néanmoins, les révisions méthodologiques séquentielles, ainsi que les évolutions en ce qui concerne la disponibilité des données, entraînent plusieurs re-estimations du PIB, notamment pour la première moitié des années 1990;

- la structure des prix autorise des prix multiples et ne reflète pas nécessairement le coût des facteurs;

- les déflateurs de prix utilisés sont biaisés ce dont témoigne l'inflation cachée se révélant par les pénuries;

- la collecte des données était vraisemblablement biaisée car les agents sont incités à embellir la réalité. Inversement, depuis la fin de l'URSS, les incitations se renversent, les entreprises étant intéressées à diminuer les volumes reportés pour des considérations fiscales;

- l'essor de l'activité informelle inhibe les données officielles, particulièrement pendant la transition.

Les données officielles du *Goskomstat* (Comité des statistiques d'Etat) ne sont pas compatibles avec les statistiques occidentales et sont régulièrement réévaluées (notamment, par la *Central Intelligence Agency* - CIA). Les questions les plus débattues portent sur les taux de croissance de l'économie soviétique et la part des dépenses militaires.

Quant à la croissance économique, les statistiques officielles la portent à 3,2% en moyenne annuelle en 1980-85, alors que la CIA⁵² (A. Bergson) l'évalue à 2,0% et G. Khanin (expert soviétique) à 0,6%⁵³. Les estimations de la CIA sont accusées de surestimer la taille et le taux de croissance de l'économie soviétique et de sous-estimer la part des dépenses militaires. Les critiques majeures portent sur la méthode de l'ajustement des coûts des facteurs (CIA cherche à estimer le PIB à partir des coûts des facteurs pour éliminer les distorsions de prix), l'estimation faussée des innovations soviétiques, souvent fictives (d'où le biais

⁵² Rosefielde [1991, 2005].

⁵³ Benaroya [2006, p. 28].

d'évaluation des gains de productivité et du coût réel des inputs), les biais de l'inflation cachée et du gaspillage, ainsi que les problèmes de distinction entre les secteurs militaire et civil (Rosefielde [1991, 2005]).

Les estimations varient également en ce qui concerne le rôle du secteur militaire. Selon les statistiques officielles, le budget militaire soviétique était assez bas (les dépenses en défense diminuant de 5,5 à 5,3% du PIB en 1960-70 à 3,9% du PNB en 1975). Or, selon la CIA (après révisions), les dépenses diminuent de 18% du PIB en 1960 à 12,8% en 1975. Cependant, d'après Rosefielde [1991, 2005], le fardeau du secteur militaire était supérieur aux estimations de la CIA et, en plus, augmentait. Des estimations portent ce budget à plus de 20% du PIB à la fin de la période soviétique⁵⁴.

Les dépenses militaires vont chuter suite à l'éclatement de l'URSS. Les dépenses russes atteignent le point bas en 1998 de 3,1% du PIB et constituent 4% du PIB en 2004⁵⁵.

1.3.2. Système des relations extérieures de l'URSS: ouverture minimale d'une économie planifiée

Le développement de relations économiques au sein du CAEM à partir des années 1970 avait pour objectif la progression vers une "division internationale socialiste du travail" favorisant la spécialisation des économies et les économies d'échelle⁵⁶. Selon J. Vercueil [2002], la spécialisation internationale de l'Union soviétique résulte de (i) la spécialisation décrétée selon la planification et (ii) la spécialisation factorielle issue des dotations factorielles. Cependant, les effets de la spécialisation décrétée sont limités par les considérations de sécurité économique stratégique et de prévention de pénuries. Ainsi, pour l'URSS, ayant une position polaire au sein du CAEM, d'autres facteurs viennent limiter les effets de la spécialisation. Premièrement, l'URSS assume la fonction de fournisseur en dernier ressort pour les pays du CAEM. Deuxièmement, la taille de l'économie soviétique, sa moindre ouverture sur l'extérieur et l'orientation croissante vers les partenaires occidentaux à partir des années 1970 atténuent les effets de la spécialisation décrétée (Vercueil [2002, p.129-130]).

La structure des échanges extérieurs de l'URSS reflète la *logique de pénurie* propre au système économique soviétique et repose sur le principe *d'ouverture minimale*. Le monopole commercial étatique visait à obtenir les ressources nécessaires pour combler les pénuries domestiques par les importations. De ce fait, le commerce était envisagé par le plan comme résidu en fonction des lacunes de la production domestique. Si le prix des exportations s'élevait, il suffisait d'exporter moins de produits pour obtenir le montant de devises souhaité (Kornai [1992]).

Dans le cadre du monopole d'Etat du commerce extérieur, la production domestique était isolée du marché extérieur. Il s'agissait (i) de la déconnexion quasiment totale du prix interne à l'égard des prix du marché mondial (y compris l'inconvertibilité des devises et la multiplicité des taux de change) et (ii) de la centralisation des relations financières avec l'extérieur. Dans ce système, la régulation bureaucratique vient remplacer la coordination par le marché, le marchandage avec le bureaucrate ayant une importance majeure. Aussi les

⁵⁴Voir les débats dans Rosefielde [2005], Harrison [2003]. Selon Rosefielde [2005, p. 37, 41], le budget est porté à 25% du PIB en 1980 en y ajoutant des dépenses connexes (notamment, entretien des forces paramilitaires). Se basant sur de nouvelles sources documentaires, Harrison [2003] l'évalue à plus de 20% du PIB en 1980 selon une base "étroite" des dépenses prises en compte.

⁵⁵ Benaroya [2006, p. 71].

⁵⁶ Vercueil [2002, p. 111].

stimuli à l'augmentation de la compétitivité sont-ils quasiment absents. Au niveau des entreprises, selon J. Kornai, l'on peut observer plusieurs phénomènes. La "*soif d'importation*" s'explique de la manière suivante. Le système socialiste favorise la demande des importations, les entreprises pouvant acquérir des biens importés de meilleure qualité à un prix donné. Les produits importés sont d'autant plus recherchés dans un contexte de pénurie généralisée. Il en découle donc la *propension à l'endettement* dans les relations avec les pays capitalistes, cependant limitée par les considérations politiques (isolement politique et ouverture minimale). Inversement, les exportations présentent des difficultés supplémentaires liées au travail avec des clients étrangers et, surtout, ne facilitent pas l'obtention des ressources rares par les entreprises dans une économie de pénurie, d'où une "*aversion aux exportations*" (Kornai [1992, p. 404-422]).

Ensuite, les échanges sont conformes à une logique politique ou stratégique, le monde extérieur capitaliste étant perçu comme hostile. Il s'en suit des effets de création de commerce avec les pays du bloc socialiste⁵⁷. Néanmoins, le système n'est pas soutenable: l'URSS diversifie les échanges au profit des pays occidentaux et des pays en développement hors CAEM et au détriment des pays du CAEM, particulièrement à partir des années 1970. La part des pays européens membres du CAEM dans les exportations de l'Union soviétique diminue de 53% environ en 1970 à près de 19% en 1990, alors que la part des Pays Développés à Economie de Marché augmente de près de 22% en 1970 à 52% environ en 1990. Pour les importations, la part du CAEM passe de 57% à 23%, alors que celle des pays développés augmente de 26% à 55%⁵⁸. L'accélération du retard technologique implique le recours renforcé à des importations d'équipements occidentaux. Alors que la pression soviétique sur les pays du CAEM recule, les pays socialistes se tournent de plus en plus vers l'Occident.

La différenciation des systèmes de relations avec l'extérieur se reflète sur les structures d'échange à travers la dichotomie entre les "*biens durs*" (*hard products*) et les "*biens mous*" (*soft products*) (Kornai [1992]). Le bien est considéré comme "mou" s'il ne peut (ou très difficilement) être vendu sur les marchés occidentaux du fait des problèmes de qualité, conformité aux normes, etc, ou bien si le pays socialiste acheteur peut facilement s'en priver. Les biens "durs" sont facilement commercialisables sur les marchés occidentaux ou fortement demandés dans les pays acheteurs. Il semble donc rationnel de maximiser les exportations de biens "mous" vers le CAEM et les importations de biens "durs" en provenance du CAEM, tout en minimisant les exportations des biens "durs" vers le CAEM et les importations des biens "mous" en provenance du CAEM. En d'autres termes, il s'agit de la loi de Gresham appliquée aux échanges intra-CAEM. En conformité à cette hypothèse, les exportations soviétiques de matières premières et de produits primaires (produits "durs") représentent un pourcentage plus fort dans les échanges avec les pays occidentaux. Les échanges de produits industriels sont plus prononcés entre les pays socialistes.

Il nous semble néanmoins que cette thèse doit être nuancée. En effet, l'Union soviétique déploie le réseau de livraisons énergétiques vers l'Europe de l'Est, en rendant les pays socialistes dépendants des fournitures énergétiques soviétiques. Elle maximise donc les exportations de "produits durs" vers les pays du CAEM, en satisfaisant la (quasi)totalité de leurs besoins énergétiques, ce qui débouche d'ailleurs sur un fort subventionnement des économies socialistes lors de la hausse des prix énergétiques.

⁵⁷ La part de l'Europe Centrale et Orientale dans les échanges de l'URSS est de 12,5% en 1938 et elle passe à 80% environ en 1950 (Vercueil [2002, p.128]).

⁵⁸ Vercueil [2002, p. 126].

1.3.3. Mesure de la spécialisation internationale de l'URSS: matières premières et combustibles

Le système d'échanges extérieurs des pays socialistes réunissait deux types de relations : celui administré régissant les échanges avec les autres pays socialistes au sein du CAEM et celui marchand s'appliquant aux échanges avec les pays capitalistes. Pour apprécier la compétitivité de la production soviétique, il convient de s'intéresser tout particulièrement aux échanges avec les économies capitalistes selon les principes de marché.

La spécialisation de la Russie actuelle découle par nécessité principalement de celle de la RSFSR⁵⁹. Cependant, nous ne disposons pas d'études détaillées de la spécialisation internationale de la RSFSR. Toutefois, on peut se référer à la structure des échanges de la Russie à l'exception des anciennes républiques de l'URSS pour constater la dominance des ressources minérales dans ses exportations⁶⁰.

L'importance économique de la Russie dans l'URSS nous laisse supposer que ses structures économiques correspondent *grosso modo* à celles de l'URSS. Ainsi, nous pouvons citer l'étude de la Commission Européenne [1991] des avantages comparatifs révélés⁶¹ de l'Union soviétique. Bien que ce mode de calcul ne reflète que les échanges existants, sans donner plus d'informations sur leur potentiel concurrentiel, ses résultats indiquent la compétitivité des exportations soviétiques dans une perspective immédiate. Ainsi, selon la Commission Européenne [1991], seuls deux groupes d'industries de l'URSS sont susceptibles d'assurer à long terme leur insertion dans les échanges mondiaux: ce sont les hydrocarbures et, dans une moindre mesure, la filière bois-papier, pour lesquels l'URSS dispose des avantages comparatifs révélés dans le commerce avec "le reste du monde" (voir tableau 1.2). Dans le commerce avec le CAEM, les avantages comparatifs de l'URSS sont plus nombreux. Cependant, l'URSS est toujours désavantagée en machines et équipements, produits alimentaires et biens de consommation.

Tableau 1.2. Avantages comparatifs révélés de l'URSS (en 1988 – 1989)

	Monde	CAEM	Reste du monde
1. Machines, équipements de transport	-0,42	-0,40	-0,48
2. Combustibles et énergie	0,83	0,91	0,72
3. Matières premières	0,13	0,33	-0,11
4. Produits chimiques	0,06	0,18	-0,01
5. Papier et bois	0,49	0,78	0,30
6. Textiles	0,00	0,73	-0,61
7. Denrées alimentaires	-0,82	-0,83	-0,80
8. Biens de consommation	-0,67	-0,70	-0,60
9. Autres biens*	0,25	0,04	0,53

Source: Commission Européenne [1991, p. 247].

* Les valeurs de cette catégorie sont obtenues par déduction et, par conséquent, ne sont pas significatives

Andreff *et al.* [1991] analysent les échanges entre les pays de l'ex-CAEM et la CEE. Ils arrivent à la conclusion similaire, soit la spécialisation de l'URSS sur les hydrocarbures⁶²,

⁵⁹ République socialiste fédérative soviétique de Russie.

⁶⁰ Voir Annexe 1.1. Commerce extérieur de la Russie par produit, 1990-1993.

⁶¹ Ici, l'indice $(X_{ij}-M_{ij})/(X_{ij}+M_{ij})$, où X-exportations, M-importations, i – produit, j-pays. L'indice varie de -1 (le produit n'est pas exporté) à 1 (le produit n'est pas importé).

⁶² Il s'agit des indices de l'intensité relative des flux de l'URSS avec les pays de la CEE. $W_{ijk} = (X_{ijk}/W_i) / (X_i/W_i + M_{jk}/W_j)$ Xik – les exportations du pays i en produit k, Mjk – les importations du pays j en produit k, W – le commerce total. Lorsque $w=1$, le flux commercial dépend uniquement du poids relatif des partenaires i et j et du produit k. Lorsque $w>1$ le flux est relativement plus intense que la moyenne et lorsque

auxquels s'ajoutent, de manière moins significative, les minéraux non métalliques et les véhicules routiers. Les métaux non ferreux ont une grande importance dans les échanges avec la France.

D'autres auteurs cherchent à estimer le potentiel de diversification des exportations de l'Union soviétique en relation au passage à l'économie de marché. Duchêne, Sénik-Leygonie [1991] effectuent une estimation des effets du passage à un taux de change d'équilibre sur la rentabilité des branches à partir d'un tableau d'entrées-sorties corrigé. Les meilleurs résultats sont enregistrés dans les industries extractives, filière bois - papier, sidérurgie, métallurgie des non-ferreux et aussi dans les constructions mécaniques. Hughes, Sénik-Leygonie [1992] cherchent à déterminer les branches susceptibles d'attirer des capitaux à long terme grâce à leur profitabilité nette. Les calculs des taux de profit potentiels aux prix mondiaux pour la Russie font ressortir que les profits sous-jacents de long terme (*long-run shadow profit rate*) les plus forts sont enregistrés dans la métallurgie, les hydrocarbures, la filière papier et les produits minéraux non métalliques (taux de profit sous-jacent de 27,4-40%). Les textiles, l'industrie chimique et l'ingénierie ont des profitabilités moins fortes, mais positives, alors que l'agriculture, les produits du bois et surtout l'industrie alimentaire (-166%) ont une profitabilité négative (elles sont donc destructrices de valeur). Alors que la déconnexion des prix internes vis-à-vis des prix du marché mondial contribue à maintenir des branches non compétitives, elles vont enregistrer un déclin profond suite au passage au marché.

Section 2. Evolutions des structures de production depuis 1991

Les réformes de transition se traduisent par une chute profonde et durable de la production et des investissements (2.1.). Toutefois, de nombreux facteurs (notamment, le recours aux divers schémas financiers afin de minimiser les prélèvements fiscaux) inhibent l'analyse de la composition sectorielle du PIB russe (2.2.). La crise de 1998 (2.3.) marque une nouvelle étape dans la trajectoire russe, la dévaluation du rouble contribuant à la reprise de la production domestique dans la période post-crise (2.4.).

2.1. Dynamique du PIB depuis le début de la transition

Bien que les réformes aient atteint leur résultat principal, soit le passage au marché et l'introduction de la propriété privée (le privé assure aujourd'hui 70% du PIB⁶³ environ), les coûts économiques ont été très lourds. La Russie vit un déclin plus profond et plus prolongé que d'autres économies des PECO⁶⁴. La Russie perd près de 40% du PIB et 50% de la

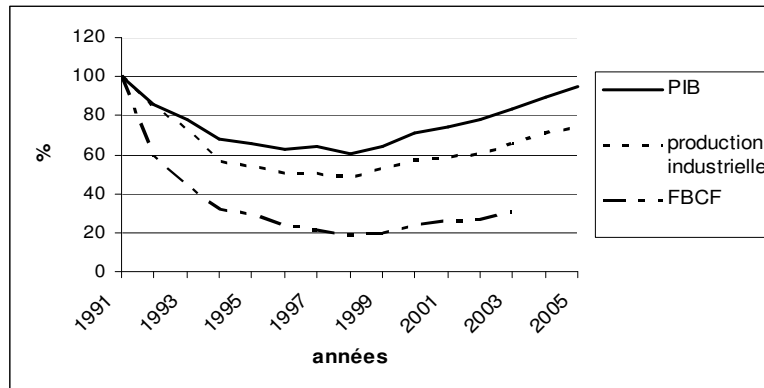
$w < 1$ il est relativement moins intense. Donc, les biens pour lesquels $w > 1$ indiquent une spécialisation bilatérale du pays i avec le pays j pour le bien k par rapport aux échanges CEE-CAEM.

⁶³ Estimations du *European Bank for Reconstruction and Development* (EBRD), citées in Ahrend, Tompson [2005].

⁶⁴ Dans les pays de Visegrad (Pologne, Hongrie, République Tchèque et Slovaquie), la production a repris deux ans après le début des réformes. L'ampleur et la durée de la récession russe sont néanmoins proches de la moyenne de celles de la CEI.

production industrielle en 1991-1998⁶⁵, alors que les investissements chutent de 80%. La reprise survient en 1999 (excepté une amélioration en 1997), mais ce n'est qu'en 2006 que le PIB atteindra 99,4% de son niveau de 1991 (voir graphique 1.1).

Graphique 1.1. Dynamique du PIB russe depuis le début de la transition



Source : données IMF, *World Economic Outlook Database*, September 2005 (variation du PIB, mesurée en prix constants), Rosstat (indice de la production industrielle), Ahrend, Tompson [2005] (FBCF).

Ce désastre économique a alimenté le débat sur l'efficacité des réformes mises en place. L'ampleur et la durée de la récession peuvent être expliquées par les conditions initiales différentes. Notamment, selon la Banque Mondiale (World Bank [2002]), il s'agit de:

- (i) la nature des structures économiques (part de l'industrie, dépendance commerciale): la récession est plus forte dans les économies industrialisées et dépendantes d'autres économies planifiées (donc plus vulnérables face aux chocs), alors que la possession des ressources naturelles (produits exportables) est censée réduire le déclin ;
- (ii) l'ampleur des distorsions par rapport à l'économie de marché (inflation, taux de change du marché noir) ;
- (iii) la nature des institutions (expérience de marché et de l'Etat nation) : l'expérience récente de marché dans les PECO contribue à la création réussie des institutions de marchés lors de la transition⁶⁶.

A plus long terme, l'impact des conditions initiales et de distorsions perd de l'importance au profit des politiques menées et du développement des institutions.

Alors que le déclin a été généralisé, son ampleur se différencie selon les industries. Ainsi, les industries basées sur l'extraction des ressources minérales pouvaient compenser la baisse de la demande domestique par une orientation croissante vers les marchés internationaux, ces derniers étant en quête des ressources primaires. Leur déclin est donc relativement moins fort, alors que les industries manufacturières, faiblement compétitives face aux concurrents étrangers, ont connu le déclin le plus fort (par exemple, l'industrie légère)⁶⁷. Selon les données du *Rosstat*, le secteur énergétique (hydrocarbures et charbon) a perdu 30% de sa production environ en 1990-1995, alors que la moyenne était de 50% pour tous les

⁶⁵ Pour comparer, le PIB de l'URSS a baissé de 24% pendant la deuxième guerre mondiale. Le PIB des Etats-Unis a diminué de 30,5% pendant la Grande Dépression de 1929-1933 (Reddaway, Glinski [2001, p. 249].

⁶⁶ Ces questions seront étudiées plus en détail dans le chapitre 3.

⁶⁷ Voir Annexe 1.2. Dynamique de la production par industrie depuis le début de la transition. Vu la faible qualité des données statistiques, il convient de les considérer en tant que chiffres indicatifs. Pour plus de détails l'on peut se référer à Schroeder [1998].

secteurs. Le complexe militaro-industriel (CMI) a enregistré également une forte baisse. Selon les données officielles, la production militaire a baissé de 87% en 1992-1996, alors que la production totale du CMI a diminué de 77%⁶⁸. Plus généralement, comme argumenté par Blanchard et Kremer [1997], la transition s'est révélée plus difficile pour les industries complexes, puisqu'elle a décentralisé le processus de marchandage entre les clients et les fournisseurs, en causant donc une désorganisation. Dans l'économie planifiée, les firmes étaient souvent dépendantes d'un seul fournisseur. Lors du passage au marché, la production déclinera considérablement dans les industries à chaînes de production plus longues, les négociations dans un contexte de contrats incomplets et d'asymétries d'information se résolvant par des échecs.

En résultat, le poids relatif des hydrocarbures dans l'économie augmente. Se développent également des activités nouvelles, telles que l'immobilier, la finance, les services d'information. Néanmoins, la croissance de la part des services dans l'économie doit être relativisée pour trois raisons⁶⁹. Premièrement, la réduction de l'activité industrielle était plus forte en termes absolus. Pendant 1991-1994, la production des biens a diminué de 45% en termes réels, alors que la production des services a baissé de 14% seulement. Deuxièmement, les prix relatifs des services augmentent plus vite, sauf en 1993. Troisièmement, il faut prendre en compte les changements dans la redistribution des revenus entre les secteurs (notamment, l'attribution d'une partie des "*special foreign trade earnings*"⁷⁰, considérés auparavant comme taxes indirectes, aux profits du secteur du commerce, la réduction de la valeur ajoutée de l'agriculture suite à la forte diminution des subsides agricoles).

Les investissements ont chuté fortement pendant les années de la transition. En 1996, l'investissement industriel annuel n'atteint qu'un tiers environ de son niveau de 1991. De plus, une grosse partie des investissements était totalisée par le secteur énergétique (la part des combustibles était de 32% en 1991 et se situe légèrement au dessus de 40% en 1992-1997; la part du secteur électrique progresse de 7,7% à 21,1% entre 1991 et 1997). Inversement, les constructions mécaniques, matériaux de construction et industrie légère voient leur part diminuer⁷¹.

Enfin, le déclin industriel en Russie n'a pas été suivi par l'accroissement correspondant du chômage. Alors que les modifications des structures de production sont assez rapides, le glissement de la main d'oeuvre est ralenti. Le chômage potentiel de grande ampleur a été substitué par un chômage officiel modéré et une baisse des salaires réels⁷². Ceci est lié au développement des formes atypiques de l'emploi (emploi à temps partiel, vacances administratives forcées, emplois secondaires, emploi dans le secteur informel, arriérés de paiement, paiements non officiels ou en nature, production de biens et services par les ménages). La forte concentration géographique de l'industrie (textile dans la Russie centrale, villes mono- industrielles), ainsi que la persistance des obstacles à la mobilité de la main d'oeuvre y ont contribué également. Ces formes de l'emploi se présentent comme substituts du système de la protection sociale à l'étape de la crise et source d'augmentation de l'emploi avec la reprise⁷³. Comme le résumait Gimpelson, Kapeluchnikov [2006, p. 134], "*le marché du travail russe se caractérisait par des pertes en emploi relativement faibles, la flexibilité du*

⁶⁸ Schroeder [1998, p. 247].

⁶⁹ Tabata [1996, p. 132].

⁷⁰ Revenus résultant des différences entre les prix domestiques et internationaux.

⁷¹ Schroeder [1998, p. 251-252], données du *Goskomstat (Rosstat)* sur la répartition des investissements selon les industries en prix courants.

⁷² Ainsi, les effectifs dans l'industrie ont diminué au total de 26% entre 1992 et 1996, alors que la baisse de la production industrielle a été beaucoup plus forte (48%). Schroeder [1998, p. 249].

⁷³ Voir, par exemple, Gimpelson, Kapeluchnikov [2006].

temps de travail et la super-flexibilité des salaires, la prolifération totale des relations de travail "atypiques", enfin, une forte régulation formelle et une faible efficacité des mécanismes de son application". Alors que le marché russe était parmi les plus régulés parmi les économies en transition, la pratique de masse des accords informels (c'est-à-dire, le contournement des règles) assurait sa flexibilité.

L'étude pointue des évolutions de la structure du PIB est difficile du fait de nombreux problèmes statistiques. Tout d'abord, en réalité, la contraction de l'économie a vraisemblablement été moins forte que disent les statistiques officielles⁷⁴. L'évaluation alternative du déclin du PIB réel à partir des données sur la demande faite par Gavrilénkov et Koen [1994] mesure le déclin à un tiers environ entre 1989-1994, alors que les données officielles l'évaluent à 50% environ. Ensuite, l'appréciation du vrai volume du PIB nécessite la prise en compte de l'activité informelle, se mesurant à 18%-38% du PIB en 1996 selon les estimations différentes⁷⁵ et, enfin, des distorsions de prix relatifs.

Dans le système soviétique, les entreprises étaient incitées à surestimer les volumes de production. En même temps, les prix des biens de production et de consommation étaient relativement élevés par rapport aux prix des ressources naturelles et matières premières. Le poids des industries manufacturières était donc surévalué. Gaddy, Ickes [1998, 1999] proposent une conception du système économique russe des années 1990 appelée l'"économie virtuelle", cette notion désignant la situation où les secteurs non compétitifs, voire détruisant la valeur, survivent grâce aux transferts de valeur en provenance des secteurs de ressources naturelles dans le cadre des schémas complexes de troc, compensations, arriérés de paiements et autres sortes de relations non monétaires⁷⁶. L'économie virtuelle prend sa source dans les structures économiques héritées de la période soviétique, où les valeurs produites sont distribuées pour améliorer les performances apparentes des secteurs prioritaires. Elle était endossée par les règles économiques du système de prix : puisque les entrants (matières premières) étaient sous-évalués, les coûts de production paraissaient moins lourds.

Enfin, les statistiques officielles russes surévaluent le poids des services et sous-évaluent le rôle des hydrocarbures dans l'économie russe.

2.2. Reconsidération de la structure du PIB

Selon *Rosstat*, la Russie apparaît actuellement comme une économie post-industrielle. En 2002, la production de biens constitue 35,4% du PIB et la part des services dans le PIB est de 53,5%. La part des hydrocarbures dans le PIB est évaluée à 9%⁷⁷. D'autre part, selon *Rosstat* également, les revenus des exportations pétrolières et gazières assurent 20% du PIB environ ce qui laisse entrevoir une importance plus grande des hydrocarbures dans les structures productives de la Russie.

L'évaluation de la valeur ajoutée créée par l'industrie des hydrocarbures nécessite la délimitation statistique des activités de la chaîne de production. Dans les faits, une part

⁷⁴ Voir OCDE [1995, p. 8-13].

⁷⁵ De Broeck, Koen [2000, p. 5-6].

⁷⁶ Sapir [1999] nuance ce concept en introduisant dans l'analyse du processus de création de valeur la "rente d'intermédiation". Ainsi, dans certains cas, la valeur créée dans la production peut être sous-estimée du fait de l'accapement de la rente d'intermédiation (par exemple, le cas du constructeur automobile qui vend sa production au distributeur à un prix inférieur au coût de revient, faute d'infrastructures de distribution). La rente d'intermédiation joue un rôle particulièrement important au début des années 1990.

⁷⁷ *Rosstat*, Annuaire statistique 2003.

considérable des revenus d'exportation des hydrocarbures est transférée vers les secteurs de commerce et transports, sous forme de marges (World Bank [2004a])⁷⁸. Notamment, pour minimiser le fardeau fiscal, de nombreuses compagnies vendent leur production à des sociétés affiliées à des prix inférieurs aux prix de marché, ces dernières les revendant aux consommateurs. D'habitude, ces compagnies de *trading* sont enregistrées dans les zones offrant des avantages fiscaux. De ce fait, la plus-value des secteurs du commerce ou du transport s'avère surestimée dans les statistiques officielles, ce qui revient à renforcer la part du secteur tertiaire. Selon Kuboniwa, Tabata, Ustinova [2005], le transport par pipelines constitue 4,1% de la valeur ajoutée dans le secteur pétrolier et 24% dans le secteur gazier, et les activités du commerce et de l'intermédiation 35,3% et 41,0% respectivement. En contrepartie, les profits du secteur des hydrocarbures sont assez faibles⁷⁹. Enfin, comme note Gourvitch [2004], *Rosstat* mesure la valeur ajoutée en prix de base, soit sans prendre en compte les impôts sur les produits (TVA, taxes à l'exportations, accises). Or, pour le secteur des hydrocarbures, il serait intéressant d'évaluer la valeur ajoutée en prix de marché.

Plusieurs études ont procédé à l'estimation du poids réel du secteur des hydrocarbures. La Banque Mondiale (World Bank [2004a]) réévalue la part de l'industrie des hydrocarbures en appliquant les plus-values réalisées en Grande Bretagne et dans les Pays Bas. Leur résultat est que 19,8% du PIB (dans le cas de l'utilisation des plus-values de la Grande Bretagne) ou 22,8% (dans le cas de l'utilisation des plus-values des Pays Bas) est transféré du secteur du commerce vers l'industrie⁸⁰. Ainsi, en 2000, la part de l'industrie dans le PIB passe de 31,8% à plus de 50%. La part des hydrocarbures passe de 8,8% à 25% environ, dont l'industrie pétrolière de 6,5% à 12,9%, et l'industrie gazière de 1,1% à 7,3%. Dans ce contexte, empêcher le recours à des prix de transfert est une des priorités des autorités publiques⁸¹.

Kuboniwa, Tabata, Ustinova [2005] proposent une mesure alternative du poids réel de l'industrie des hydrocarbures dans l'économie russe. Les auteurs étudient le rôle des grands holdings dans l'industrie des hydrocarbures, lesquels se composent (1) des entreprises industrielles d'extraction et de traitement des hydrocarbures, (2) des entreprises commerciales de vente des hydrocarbures sur le marché domestique et international. Les auteurs modifient les tableaux d'entrées- sorties en intégrant dans le secteur pétrolier et gazier la production destinée au marché domestique et international, le revenu d'intermédiation (marge commerciale), les transports et les revenus de la prestation des pipelines aux producteurs indépendants. Les calculs montrent qu'une grande partie de la valeur ajoutée est créée dans le secteur du commerce et de l'intermédiation (précisément, 35,3% dans le secteur pétrolier, 70,1% dans le secteur des produits pétroliers et 41% dans le secteur gazier). En résultat, la part de l'industrie des hydrocarbures dans le PIB russe augmente de 7,6% à 18,5% du PIB, soit un résultat très proche de celui de la Banque Mondiale.

Des conclusions similaires sont obtenues dans l'étude de Gourvitch [2004]. Il estime que la part du secteur des hydrocarbures a augmenté pour atteindre 26,3% du PIB en 2000, a diminué par la suite mais a rebondi en 2003, en constituant 21,4% du PIB. Enfin, selon

⁷⁸ Tabata [2002] montre, sur la base de l'analyse des tableaux d'entrées-sorties et des statistiques budgétaires russes, qu'en 1995-1998, 20-24% du PIB du secteur du commerce correspond aux marges commerciales sur les hydrocarbures. Cet indicateur s'élève à 32% en 1999 et à 40% en 2000. Tabata [2002, p. 614].

⁷⁹ Soit 11-14% des recettes des ventes en 1995-1999, légèrement au dessus de la moyenne totale de l'industrie laquelle s'élevait à 10-12% durant la même période (Tabata [2002, p. 611]).

⁸⁰ Seul le profit est censé se modifier suite à ces calculs, les salaires et les impôts restant fixes.

⁸¹ Un certain nombre de mesures est mis en œuvre afin de contrecarrer les manipulations avec les prix de transfert, en particulier il s'agit de la liquidation des *offshores* internes, des modifications fiscales (passage du taux en pourcentage à un taux spécifique d'impôt sur l'extraction du pétrole), ainsi que des limitations sur les écarts des prix intra-groupes ou intra-companies par rapport aux prix de marché.

l'estimation de Berezinskaya, Mironov [2006], la part de l'industrie des hydrocarbures dans le PIB est de 28% en 2000.

Le tableau 1.3 résume les conclusions présentées ci-dessus.

Tableau 1.3. Part de l'industrie des hydrocarbures dans le PIB (en pourcentage)

	Part du secteur pétrolier dans le PIB	Part des produits pétroliers dans le PIB	Part du secteur gazier dans le PIB	Part des hydrocarbures dans le PIB
<i>Goskomstat (Rosstat)</i>				
2000	6,5%	1,2%	1,1%	8,8%
<i>Banque Mondiale [2004a]</i>				
2000	12,9%	4,7%-5,0%	7,3%	24,9%-25,2%
<i>Kuboniwa et al. [2005]</i>				
2001	9,5%	3,4%	5,6%	18,5%
<i>Gourvitch [2004]</i>				
1998	7,8%	-	8,1%	15,9%
1999	13,4%	-	7,6%	21,0%
2000	18,6%	-	7,7%	26,3%
2001	14,2%	-	7,0%	21,2%
2002	13,6%	-	6,0%	19,6%
2003	14,9%	-	6,5%	21,4%
<i>Berezinskaya, Mironov [2006]</i>				
2000	-	-	-	28%

Source : World Bank [2004a], Kuboniwa, Tabata, Ustinova [2005], Gourvitch [2004], Berezinskaya, Mironov [2006].

Une autre contrainte sérieuse à l'estimation de la structure et du volume du PIB est posée par l'activité informelle. Ainsi, d'après Khanin [2006], alors que les statistiques officielles sous-estiment le niveau de revenu national, elles surévaluent les taux de croissance⁸². Ces imperfections statistiques doivent être gardées à l'esprit lors de l'analyse des données officielles.

Il convient maintenant de poser le lien entre les phénomènes de la sphère réelle et les mesures de la politique monétaire.

2.3. Politique monétaire et crise de 1998

L'introduction de la convertibilité du rouble visait trois objectifs : (i) lier les prix russes aux prix internationaux, (ii) éliminer le "surplomb monétaire" (*money overhang*, l'excès de monnaie par rapport à l'offre de biens en prix courants, conséquence des pénuries de l'économie soviétique) et instaurer la discipline fiscale et monétaire et (iii) faciliter l'afflux des capitaux⁸³. En réalité, ces objectifs n'ont pas été atteints. La libéralisation des prix de 1992⁸⁴ s'est traduite par une brusque montée du niveau des prix, conséquence du surplus monétaire de l'économie soviétique dans laquelle la baisse de la productivité s'accompagnait d'une hausse des salaires et les pénuries chroniques dissimulaient l'inflation. Les problèmes

⁸² Selon l'estimation alternative basée sur les indices de croissance de production industriels, la consommation des combustibles et la croissance du transport du fret, le taux de croissance s'avère inférieur de 3% en moyenne aux taux annuels déclarés par les statistiques officielles sur la période 1999-2003. Khanin [2006, p. 154-156].

⁸³ Brada in Breslauer, Brada, Gaddy *et al.* [2000, p. 9-10].

⁸⁴ Le 2 janvier 1992, ont été libéralisés 90% des prix des biens de consommation et 80% des biens industriels. Le contrôle a été maintenu dans le domaine des biens énergétiques, des matières premières et de certains biens alimentaires.

monétaires étaient aggravés par le maintien de la zone rouble et la création monétaire pratiquée par les banques centrales des anciennes républiques de l'Union soviétique. Par la suite, le démantèlement de la zone rouble et la limitation de la croissance des agrégats monétaires par la Banque de Russie ont contribué à la diminution de l'inflation à partir de la fin 1993⁸⁵.

En 1995, la stratégie de stabilisation se centre sur le maintien du taux de change. La Russie suit le régime de parité glissante (*crawling peg*) entre mi-1995 et la fin 1997, autorisant les fluctuations du rouble dans les limites d'une bande étroite laquelle se déprécie très lentement. Néanmoins, ceci a eu pour conséquence l'appréciation réelle du taux de change, lequel a doublé en 1995, ce qui explique vraisemblablement la poursuite du déclin de la production en 1995-1996⁸⁶. La part des entreprises en "condition financière bonne ou normale" a diminué de 35% au début 1995 jusqu'à 15% à la fin de l'année⁸⁷. Ceci étant, les faillites ont été relativement peu nombreuses. Le maintien des entreprises a pris la forme de subsides indirects à travers les arriérés de paiements à l'égard des fournisseurs énergétiques (notamment, ceux du gaz et de l'électricité), ainsi que les arriérés de salaires et les arriérés fiscaux⁸⁸. Le subventionnement indirect reflétait à la fois l'influence des managers des entreprises auprès des autorités publiques et les craintes de conséquences sociales néfastes. L'imposition de contraintes budgétaires dures (*hard budget constraints*) au sens de J. Kornai semblait politiquement impossible⁸⁹. Parallèlement, se développent les échanges sous forme non-monétaire (troc)⁹⁰.

La stabilisation du taux de change n'a pas été accompagnée par une stabilisation fiscale. La croissance du déficit budgétaire⁹¹ était financée par les emprunts, ce qui permettait d'éviter le recours à la planche à billets. Ainsi, le stock de la dette du gouvernement libellée en roubles est passé de 4,5% du PIB à la fin 1995 à 18% environ à la fin avril 1998⁹². Les incertitudes quant à la soutenabilité de la stabilisation créaient des pressions à la hausse des taux d'intérêt. Au début de 1998, l'équilibre devenait de plus en plus fragile. La croissance des importations associée à la baisse des prix pétroliers déséquilibrait la balance extérieure, la balance courante devenant négative à mi-1997. Le taux de change⁹³ était trop élevé pour permettre d'équilibrer la balance extérieure dans le contexte de fuite des capitaux, tout en nuisant à la compétitivité des entreprises. Le crédit du FMI a apporté une solution à court terme, sans pour autant modifier les fondamentaux. Les taux d'intérêt ont atteint des niveaux supérieurs à 100% en termes réels. En août 1998, le gouvernement a accepté la dévaluation du rouble et annoncé la restructuration de la dette domestique de court terme et le moratoire sur le paiement de la grande partie de la dette extérieure privée. En termes réels, le rouble a atteint le point bas en janvier 1999, en perdant la moitié de sa valeur d'avant la crise. En termes nominaux, le taux de change par rapport au dollar a diminué de 75% en cinq mois⁹⁴.

⁸⁵ Ahrend, Tompson [2005, p.10].

⁸⁶ En 1995-1996, dans la majorité des pays de l'ancien espace soviétique commence la reprise économique. Ahrend, Tompson [2005, p.12].

⁸⁷ Ahrend, Tompson [2005, p. 12]

⁸⁸ Voir sur ce sujet Tompson [1999], Treisman [2000].

⁸⁹ Ahrend, Tompson [2005, p. 12].

⁹⁰ Selon les données de *Russian Economic Barometer*, la part du troc dans les transactions des entreprises industrielles atteint 50% en janvier-avril 1998 et ce chiffre exclut des transactions non-monétaires utilisant des lettres de change (*vekselya*). Tompson [1999].

⁹¹ Le déficit augmente de 6% du PIB en 1995 à 10% en 1996. Ahrend, Tompson [2005, p. 12]

⁹² Ahrend, Tompson [2005, p. 12].

⁹³ Le "corridor" monétaire a été abandonné en janvier 1998. La bande de fluctuation a été élargie à 15% mais le taux central a été fixé pour trois ans à 6,2 roubles/doll. Ahrend, Tompson [2005, p. 15].

⁹⁴ Ahrend, Tompson [2005, p. 15].

Alors que la crise a eu un impact négatif sur le secteur bancaire, de nombreuses banques étant exposées aux bons du gouvernement nominés en roubles, la dévaluation s'est avérée cruciale pour la reprise de la production et l'équilibre de la balance externe. La production reprend même avant la croissance des prix pétroliers. Contrairement à ce qu'on pourrait supposer, la reprise post-crise n'est pas due à la croissance des prix pétroliers (Ahrend, Tompson [2005]).

2.4. Reprise post-crise

La reprise après la crise de 1998 s'appuie sur les effets de la dévaluation du rouble, auxquels s'ajoute par la suite la hausse des prix pétroliers. D'autres auteurs (p.ex. Aslund [2004]) mettent l'accent sur les progrès atteints en matière de la libéralisation, stabilisation et privatisation, en conformité avec le concept du consensus de Washington⁹⁵. En termes d'économie politique, la reprise peut être expliquée par l'émergence d'une logique de développement et l'élargissement de l'horizon de planification pendant la présidence de V. Poutine. Les taux de croissance dépassent les niveaux attendus initialement.

Suivant J. Sapir [2004, 2005a], nous pouvons distinguer trois phases de la croissance depuis 1998:

-sur septembre 1998-septembre 1999, l'économie russe traverse la phase de *récupération*, dont le moteur principal est la substitution aux importations, causée par la dévaluation du rouble et la désorganisation du commerce extérieur ;

-la *consolidation* s'opère en octobre 1999-fin 2000. Elle est appuyée par une reprise des investissements ;

-la troisième phase commence en 2001. Elle est caractérisée par la réévaluation du taux de change réel du rouble mettant en cause la dynamique de croissance. A partir de 2002, dans le contexte de la hausse des prix mondiaux du pétrole et la hausse des volumes physiques des exportations, la croissance est tirée par les exportations des hydrocarbures. L'épuisement des gains de dévaluation nécessite des restructurations pour améliorer la productivité. Cependant, la hausse de la production s'appuie jusqu'à récemment sur l'exploitation des capacités de production non-utilisées ou obsolètes. Sa soutenabilité à moyen et long terme est en question.

En décomposant le PIB par les dépenses⁹⁶ (consommation finale, accumulation du capital et exportations nettes), on peut constater que, juste après la crise, la croissance est tirée par les exportations nettes. La demande interne prend le relais par la suite, le sentier de la croissance du PIB se rapprochant de plus en plus de celui de la consommation privée. La consommation des ménages est le facteur dominant dans la dynamique de la demande agrégée. La relative stabilité de la consommation publique reflète la discipline fiscale du gouvernement, alors que les investissements sont très volatiles.

La hausse de la consommation s'appuie sur une hausse des salaires réels et le pouvoir d'achat croissant du rouble. Cependant, l'augmentation des salaires et l'appréciation du rouble mettent en cause la compétitivité du secteur industriel russe et favorisent les importations. Ainsi, en 2005, près de 70% de l'augmentation de la demande interne a été satisfaite par les importations⁹⁷.

⁹⁵ Quant à cette relation, Ahrend, Tompson [2005, p. 16] rappellent qu'en 1994, lorsque les transformations institutionnelles étaient très loin d'être achevées, les facteurs similaires (rouble faible, prix domestiques peu élevés et prix internationaux de pétrole élevés) n'ont pas suffi pour faire démarrer la croissance.

⁹⁶ Voir Annexe 1.3. Structure du PIB par dépenses.

⁹⁷ *Kommersant*, 22 mars 2006.

Section 3. Insertion de la Russie dans les échanges internationaux

Nous procéderons par une démarche en quatre temps, en analysant d'abord l'évolution des postes principaux de la balance de paiements (3.1.), ensuite celle des courants d'échanges de biens (3.2.), dont des indicateurs de la spécialisation internationale (3.3.), et, enfin, l'évolution des flux d'investissements étrangers (3.4.), pour démontrer que pendant la transition, la Russie n'arrive pas à développer son potentiel compétitif, en s'enlisant vers un modèle de développement fortement dépendant des exportations des produits primaires (3.5).

3.1. Balance des paiements

La balance courante de la Russie est positive (sauf l'année 1992 et le repli pré-crise de 1997)⁹⁸. L'excédent est dû dans une grande mesure aux revenus d'exportations, dans une grande partie, des hydrocarbures (37-45% des exportations dans les années 1990 et 61% en 2005). La Russie est d'ailleurs le seul pays en transition à avoir maintenu le surplus commercial et de la balance courante durant les années 1990.

La balance des capitaux et opérations financières est généralement déficitaire⁹⁹. Durant les années 1990, la Russie enregistre des fuites de capitaux (représentées au travers des achats enregistrés des actifs étrangers et le poste "erreurs et omissions"). Ceci étant, les IDE étaient très faibles. Le surplus du compte courant ne finançait que très faiblement les réserves de change, alors que la progression de la dette du gouvernement était comparable aux fuites de capitaux.

Depuis la crise de 1998, les comptes extérieurs se rétablissent (l'excédent courant est élevé, les réserves de change augmentent). L'évolution de la balance des capitaux révèle néanmoins quelques disfonctionnements. Premièrement, l'endettement privé prend le pas sur l'endettement public. Les capitaux affluent principalement sous forme d'emprunts des acteurs privés russes sur les marchés internationaux. Ceci étant, alors que les entreprises cherchent à financer les investissements, le crédit domestique, bien qu'en progression rapide, se situe encore à des niveaux très bas (19% du PIB fin 2004)¹⁰⁰, ce qui révèle les inefficacités du système bancaire russe. Deuxièmement, les investissements directs restent globalement limités sur la période. Toutefois, ces deux dernières années montrent l'ouverture croissante de la Russie aux flux d'IDE (*voir infra*).

L'Etat mène une politique financière externe prudente. Depuis 1999, on enregistre les sorties nettes de capitaux du secteur officiel. La Russie a remboursé par anticipation sa dette auprès du FMI au début 2005 et négocié le rachat d'une partie de la dette auprès du Club de Paris. Cependant, la dette extérieure totale russe augmente depuis 2002, tirée par la montée de la dette privée et, surtout, des entreprises du secteur non financier. Les emprunts des compagnies augmentent de 15-16 Mds doll/an en 2002-2003 jusqu'à plus de 40 Mds doll/an en 2005 (dont près 10 Mds doll. pour l'emprunt de Gazprom pour l'achat de Sibneft). Les emprunteurs principaux sont les grandes compagnies du secteur des hydrocarbures.

Les fuites de capitaux (mesurées comme la somme du poste "erreurs et omissions nettes" et "non rapatriement des recettes d'exportation") reculent entre 1999 et 2001, puis

⁹⁸ Voir Annexe 1.4. Balance des paiements. Ces chiffres présentent quelques imperfections. A noter certains changements méthodologiques, ainsi que les valeurs élevées du poste "erreurs et omissions".

⁹⁹ Sauf les années 2003, 1997-1998, 1995 et 1992. Néanmoins, il faut prendre en considération le poste erreurs et omissions dont les valeurs sont extrêmement élevées.

¹⁰⁰ Ménascé, Zlotowsky [2005, p. 61].

remontent depuis 2002. En moyenne annuelle, elles s'élèvent à 21,3% des exportations entre 1995 et 1998 et 16,6% entre 1998 et 2004. En 2004, elles étaient estimées à 5,5% du PIB et plus de 17% des exportations¹⁰¹. Selon la définition de la "hot money" (erreurs et omissions nettes plus flux nets excluant les IDE et les investissements de portefeuille des agents autres que les autorités monétaires, gouvernement et banques), les fuites de capitaux constituent 19,1 Mds doll par an en moyenne en 1994-2002 et atteignent 171,5 Mds doll. au total (à comparer avec la dette externe totale russe à long terme de 144,9 Mds doll. à la fin 2003)¹⁰². La Banque de Russie analyse les sorties nettes des capitaux privés (banques et entreprises) et montre que les sorties ont diminué entre 2000-2003, le solde passant de 24,8 Mds doll. à 1,9 Mds doll. (à comparer avec les sorties de capitaux de 17,13 Mds doll. en moyenne en 1994-1999). Ensuite, les sorties de capitaux ont repris suite à l'affaire Yukos (8 Mds doll. en 2004), mais ont été nulles en 2005¹⁰³. Malgré la difficulté de la prise en compte des fuites de capitaux, il semble donc que les sorties de capitaux se ralentissent.

Suivant l'analyse de l'OCDE [2004b, Annex B, pp. 90-92], on peut distinguer plusieurs facteurs favorisant les fuites de capitaux au détriment des investissements domestiques. Ce sont l'instabilité macroéconomique, le système fiscal, arbitraire et confiscatoire, particulièrement avant l'entrée en vigueur du nouveau code fiscal, le manque de confiance à l'égard du système bancaire, les faibles institutions de protection des droits de propriété, les opportunités créées par le processus de privatisation permettant de vendre les actifs et cacher les gains à l'étranger. En résumé, dans le contexte d'incertitude, les agents cherchent à sécuriser les gains immédiats. Les canaux de transmission incluent la sous-déclaration des revenus d'exportation (par exemple, sous-facturation des exportations ou schémas de transfert par les paradis fiscaux), surélévation des paiements pour les importations (dont les contrats fictifs), avances fictives sur les importations, opérations diverses avec le compte de capital, effectuées souvent par le biais des comptes des banques non-résidentes avec les banques russes.

Enfin, en 2005, sans la prise en compte de deux opérations majeures, lesquelles sont le remboursement de 17 Mds doll. de la dette externe et la vente de *Sibneft* (détenue auparavant par une compagnie *offshore*), la Russie enregistrerait pour la première fois depuis le début de la transition un solde positif de la balance de capitaux¹⁰⁴. L'année 2006 confirme cette tendance, l'afflux net de capitaux dans le secteur privé étant estimé à 41 Mds doll environ selon la Banque de Russie (ce qui correspond au solde positif de plus de 11 Mds doll). D'autre part, l'afflux des capitaux contribue à la hausse du taux de change du rouble.

3.2. L'insertion de la Russie dans le commerce mondial

La part de la Russie dans les échanges mondiaux décline en relation avec la crise économique. Elle passe de 2,1% dans les exportations et 2,3% dans les importations mondiales (sans la prise en compte du commerce extérieur avec la CEI) en 1990 à 1,7% dans les exportations et 0,7% dans les importations mondiales en 2002¹⁰⁵. En 2004, la Russie est le

¹⁰¹ Ménascé, Zlotowsky [2005, p. 65].

¹⁰² OECD [2004b, Annex B, p.90].

¹⁰³ Données Banque de Russie, disponibles sur www.cbr.ru. Consultation : avril 2006, juin 2007.

¹⁰⁴ World Bank [2006b, p. 9].

¹⁰⁵ A titre de comparaison, la part des Etats-Unis dans les exportations et importations mondiales est respectivement de 11,4% et de 19,4% en 2002. Selon cet indicateur, la Russie se rapproche de pays tels que l'Australie ou la Suède. Source : *Annuaire statistique russe 2003, table 26.64.*

quatorzième exportateur mondial de biens, derrière le Mexique et devant Taipei, et ne figure pas dans la vingtaine des plus grands importateurs¹⁰⁶.

3.2.1. Limites statistiques

Il convient de noter dès le départ les limites de fiabilité des statistiques disponibles en raison des imperfections systémiques de l'appareil statistique et du développement de l'économie souterraine. En 1992, il existait plusieurs taux de change du rouble, chacun étant appliqué pour des produits spécifiques. Par exemple, les taux avantageux (plus élevés) étaient appliqués pour les importations de produits alimentaires. Il est donc possible que l'utilisation du taux officiel dans le cadre du Système de Comptes Nationaux ait entraîné une surévaluation des échanges en roubles (notamment des importations)¹⁰⁷. Ceci étant, les statistiques douanières ne précisent pas les volumes importés (exportés), en se limitant à des données en valeur. Alors que le biais du taux de change est à ce jour réduit, l'absence de données sur les volumes du commerce extérieur constitue une limite assez importante, puisque elle ne permet pas de distinguer l'effet-prix et l'effet-quantité dans l'analyse des évolutions des flux d'exportations et d'importations. Le deuxième biais est représenté par des importations non officielles.

Les comportements frauduleux et les importations non officielles expliquent le décalage important entre les exportations et les importations déclarées par la Russie et par ses partenaires commerciaux. Une partie significative des transactions n'est pas reflétée dans les statistiques officielles. Par exemple, le commerce de navette, lequel concerne essentiellement les importations de biens de consommation en provenance de l'étranger lointain, représente environ 20% des importations russes en 1996-1997. De ce fait, les données primaires collectées par les douanes sont ajustées par la suite pour prendre en compte les échanges non enregistrés (commerce de navette, fraude), ce qui donne le chiffre pour le "commerce extérieur total". Parallèlement, la Banque de Russie procède à ses propres séries¹⁰⁸. Les corrections des données douanières faites par la Banque de Russie pour les importations de 2005 s'élèvent à 23% du total corrigé¹⁰⁹.

Zhukovskaya, Trofimova et Chertko [2003]¹¹⁰ confirment la sous-évaluation de la valeur des importations dans les statistiques douanières russes sur la base de l'analyse des statistiques miroir. Ils étudient les échanges de la Russie avec ses 15 premiers partenaires commerciaux pour 89 catégories de produits (soit près de 35% des importations russes totales), pour la période de 1996-2001. L'étude démontre que le Service de Douanes de Russie a rapporté les importations cumulées de 123,8 Mds doll, à comparer avec 174,6 Mds doll d'après les statistiques miroir pour la même période, ce qui signifie une sous-estimation des importations supérieure à 50 Mds doll sur la période 1996-2001. Les écarts les plus grands sont enregistrés dans les importations en provenance de l'Allemagne, de la Turquie, de la Belgique, de la Chine et de la Corée et concernent notamment les importations de produits alimentaires, de vêtements et de produits pharmaceutiques (parmi les catégories étudiées). Du côté des exportations, le décalage statistique est beaucoup moins significatif.

¹⁰⁶ WTO [2005].

¹⁰⁷ Tabata [1996, p.136].

¹⁰⁸ Vercueil [2002, pp.185, 205-207].

¹⁰⁹ BOFIT [2006-5].

¹¹⁰ Zhukovskaya V.M., Trofimova I.T., Chertko N.T. [2003] : *"Export/Import Flows of the Russian Federation – Comparison of Data from the Russian Federation Customs Statistics and the OECD Trade Statistics"*, mimeo (in Russian), prepared for the OECD by the Institute of World Economy and International Relations of the Russian Academy of Sciences (IMEMO), Moscow 2003, *cité in* Kalinova [2005].

Enfin, l'étude de la structure du commerce extérieur russe est complexifiée par le choix de la nomenclature commerciale (et sources) à adopter. Ainsi, les données agrégées du commerce extérieur publiées par Rosstat sur la base des séries de la Banque de Russie ne correspondent pas à la nomenclature internationale (p. ex. CTCI), ce qui entrave toute comparaison. Les données des organisations internationales (par exemple, celles de la CNUCED ou UN Comtrade) sont à leur tour biaisées du fait de la non prise en compte des importations grises¹¹¹.

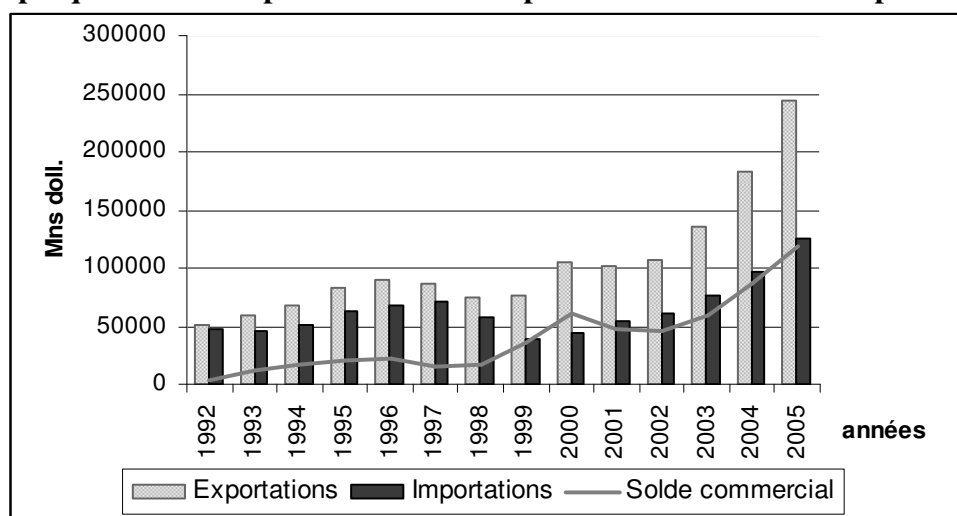
Malgré ces limites, il convient de procéder à une analyse de l'évolution des flux commerciaux de la Russie.

3.2.2. Mesure de l'ouverture et solde commercial

Les échanges se contractent drastiquement suite à l'éclatement du CAEM et dans le contexte d'une crise économique et systémique. En 1991, les exportations soviétiques ont baissé de 40% en dollars et les importations ont chuté de 80% en dollars¹¹².

Ensuite, les exportations augmentent (sauf en 1998 et 2001), leurs fluctuations suivant l'évolution des prix des hydrocarbures. Les importations progressent rapidement depuis ces dernières années en relation à l'augmentation du pouvoir d'achat et l'appréciation du rouble (voir graphique 1.2).

Graphique 1.2. Les exportations et les importations de la Russie depuis 1992



Source : données sur le commerce extérieur de la Banque de Russie, mise à jour 31 mars 2006 (les données de 1992 et 1993 tirées des tables de balances de paiements)

Le solde commercial est positif, ce qui contribue à l'appréciation réelle du rouble. Les pressions à la hausse du taux de change sont d'ailleurs aggravées par le déclin des fuites de capitaux privés.

¹¹¹ Les importations russes telles que rapportées dans la base de données UN Comtrade et dans le Manuel de statistiques de la CNUCED sont systématiquement inférieures aux importations selon la Banque de Russie. Le décalage est de 30% environ en 2001-2004.

¹¹² Ahrend, Tompson [2005, p. 6]. Dans tous les cas, l'estimation de la contraction des échanges (davantage concernant les échanges inter-républicains) peut varier en fonction de la valorisation des échanges soviétiques en prix internationaux.

Alors que la progression des exportations en valeur est très rapide, la dynamique sous-jacente des exportations en volume est modérée. L'accélération des échanges en valeur est due essentiellement à la montée des prix des hydrocarbures. Près de 85% de la croissance de la valeur des exportations est liée à la croissance des recettes d'exportations énergétiques en 2005. Or, les exportations du pétrole ont décliné en volume de 2% en 2005 par rapport à 2004 et les exportations de gaz ont augmenté en termes physiques de 3% seulement en 2005 (6% en 2004)¹¹³. Bien que les données varient considérablement en fonction de la source, on peut constater que la croissance des volumes physiques des exportations est de beaucoup inférieure à celle des importations et se contracte fortement en 2005 (voir tableau 1.4). La tendance à la hausse du solde positif de la balance commerciale peut donc se renverser dans les années à venir. Ceci va dépendre de la conjoncture des prix des hydrocarbures et du taux de croissance des importations.

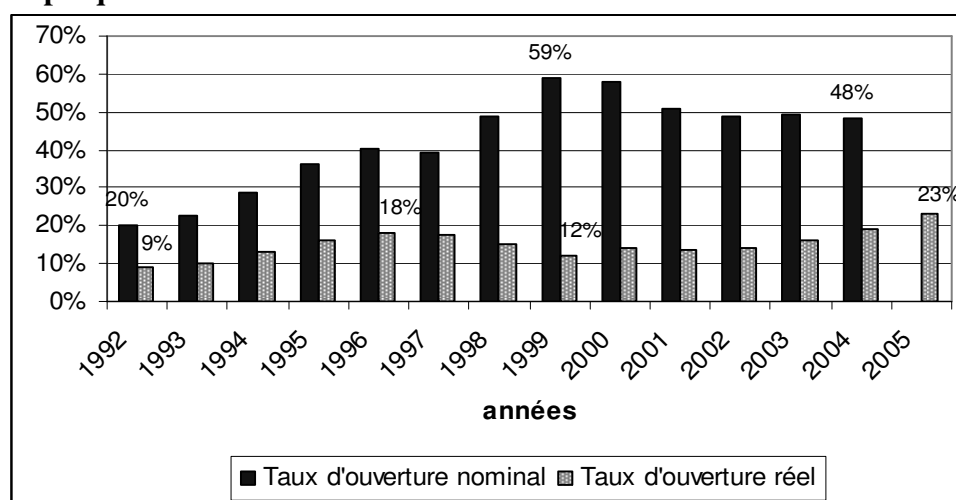
Tableau 1.4. Dynamique des exportations et importations en volumes physiques (% d'accroissement par rapport à l'année précédente)

	2002	2003	2004	2005
Exportations en volumes physiques	8,9	10,5	11,2	3,8
Importations en volumes physiques (www.forecast.ru)	9,9	19,3	23,3	29,8
Importations en volumes physiques (MERT)		24,4	21,8	22,6

Données du rapport "Ekonomicheskie itogi 2005 goda", obzor makroekonomicheskikh tendentsiy N°63, 14 février 2006, préparé par le Centre de l'analyse macroéconomique et prévisions de court terme, disponible sur www.forecast.ru (téléchargé le 19 juin 2006). Page 2, 12.

Le taux d'ouverture de la Russie en termes réels (mesuré comme le ratio du commerce nominal au PIB selon la parité du pouvoir d'achat) culmine à 18% en 1996, diminue suite à la crise et augmente jusqu'à 23% en 2005. L'ouverture nominale est beaucoup plus forte (près de 50% dans les années 2000) (voir graphique 1.3). Ces indicateurs sont proches de ceux des autres ex-républiques de l'ex-URSS¹¹⁴.

Graphique 1.3. Ouverture de l'économie russe au commerce international



Source : PIB prix courants : CNUCED Handbook of Statistics, consultation 04 avril 2006, PIB PPA : IMF World Economic Outlook Database, consultation 04 avril 2006, Exportations et importations : Banque de Russie.

¹¹³ BOFIT [2006-3].

¹¹⁴ Voir Elborgh-Woytek [2003].

De nombreuses études montrent que les échanges des pays de la CEI, dont la Russie, sont inférieurs à leur niveau potentiel déterminé en fonction des facteurs géographiques et de revenus, mais aussi institutionnels tels que la qualité des institutions et le degré d'achèvement des réformes, des restrictions au commerce, la faible infrastructure, la corruption (Elborgh-Woytek [2003], Babetskii *et al.* [2003], Babetskaia-Kukharchuk, Maurel [2004], World Bank [2006a]). Par exemple, selon le modèle de Elborgh-Woytek [2003], si la transition¹¹⁵ dans la CEI était aussi avancée que dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale, la Russie aurait commercialisé 62,6% plus avec l'UE en 2001.

Il convient maintenant de présenter la structure des échanges.

3.2.3. Evolution de la structure des échanges

Les ruptures géographiques et économiques (notamment, en termes de prix) nous empêchent de comparer la structure du commerce de la Russie avant la transition et actuellement. Dans ses grandes lignes, la structure du commerce extérieur russe (tableau 1.5) s'aligne sur celle héritée de l'Union soviétique¹¹⁶. Néanmoins, la polarisation des exportations sur les matières premières semble s'accroître :

- la part des produits énergétiques dans les exportations augmente (elle atteint 64% des exportations en 2005)¹¹⁷. Néanmoins, la hausse des exportations des hydrocarbures en valeur est due en partie à la croissance des prix mondiaux (*voir chapitre 2 pour la discussion*);

- la part des machines et équipements dans les exportations décline, bien que leur déclin a été atténué par la reprise des exportations des armements au milieu des années 1995¹¹⁸ ;

- la part des importations de biens de consommation est en augmentation, ce qui reflète les effets d'une crise économique profonde et la montée de la consommation dans les dernières années ;

- la part des machines et matériel de transport dans les importations progresse. Cependant, on observe le glissement des importations de biens d'investissement vers les biens de consommation (électroniques et automobiles)¹¹⁹, ce qui reflète la baisse des investissements et la montée de la consommation de luxe. Pour favoriser les investissements en actifs de production, les tarifs douaniers sont ramenés à taux zéro pour les importations de certains types d'équipements technologiques non fabriqués en Russie, pendant 9 mois à partir de 24 avril 2006. Cette mesure a concerné près de 5% des importations d'équipements. L'exonération est prolongée et élargie sur une liste plus vaste d'équipements technologiques à partir de juin 2007. Selon le projet du MERT, le taux zéro s'appliquera à plus de 50% de la nomenclature des équipements technologiques, soit 6% des importations russes d'équipements¹²⁰.

¹¹⁵ Mesurée par l'indice de la transition de la BERD.

¹¹⁶ Voir Annexe 1.1. Commerce extérieur de la Russie par produit, 1990-1993.

¹¹⁷ BOFIT [2006-3]

¹¹⁸ Ahrend, Tompson [2005, p. 26]

¹¹⁹ Ahrend, Tompson [2005, p. 26], Breslauer, Brada, Gaddy *et al.* [2000]. Selon J. Brada (*in* Breslauer, Brada, Gaddy *et al.* [2000, p. 8-9]), la catégorie des machines et équipements est la principale perdante dans la structure du commerce en 1994-1998. Sa part baisse de 27,6% à 23,1%, alors que la part des véhicules et équipements de transports augmente de 4,7% à 10,8% (données de ECE).

¹²⁰ *Kommersant* du 30 mars 2006 et du 12 mai 2007.

Tableau 1.5. Structure du commerce extérieur de la Russie (en pourcentage)

	Exportations, %			Importations, %		
	1996	2000	2004	1996	2000	2004
Total (CTCI 0 à 9)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Produits alimentaires (CTCI 0 + 1 + 22 + 4)	1,8	1,2	1,4	17,8	15,1	16,6
Matières premières d'origine agricole (CTCI 2 - 22 - 27 - 28)	3,3	3,1	3,0	0,8	1,6	1,1
Combustibles (CTCI 3)	43,1	51,3	50,2	2,8	3,3	2,6
Minerais et métaux (CTCI 27 + 28 + 68)	9,9	9,1	7,6	3,4	4,8	3,7
Produits manufacturés (CTCI 5 à 8 moins 68)	26,1	22,2	21,0	43,6	40,0	67,8
Produits chimiques (CTCI 5)	5,9	4,8	4,4	7,0	8,3	11,5
Articles manufacturés divers (CTCI 6 + 8 - 68)	13,1	11,5	11,6	16,6	14,4	20,5
Machines et matériel de transport (CTCI 7)	7,0	5,9	5,0	20,0	17,2	35,8
Non-distribués	15,8	13,0	16,9	31,6	35,3	8,2

Source : UNCTAD Handbook of Statistics on-line, CTCI Rév.2.

Le ralentissement de la croissance des exportations en volume, enregistré en 2005, est lié aux trois principaux groupes de produits : produits énergétiques, métaux et machines et équipements (voir tableau 1.6).

Tableau 1.6. Dynamique des exportations par groupes de produits en volume physique en 2004-2005 (indices par rapport à la période précédente, %)

	Volumes physiques		Prix	
	2004	2005	2004	2005*
Exportations – Total	111	104	123	131
Produits alimentaires et matières premières agricoles (sauf textiles)	84	163	110	101
Combustibles et produits énergétiques	111	103	123	145
Production de l'industrie chimique, caoutchouc	109	110	119	119
Cuirs et fourrures	106	106	102	108
Bois et filière papier	111	112	113	110
Textiles et chaussures	96	88	109	109
Métaux et produits de métaux	117	107	140	121
Machines, équipements et matériels de transports	108	103	105	95
Autres produits	101	122	104	101

* données de janvier-septembre

Source : Mironov [2006, p. 46], données du Service Fédéral des douanes

Le ralentissement dans le secteur des hydrocarbures est lié à l'épuisement du modèle de croissance basé sur l'exploitation intensive des réserves déjà prospectées mais délaissées pendant la crise économique de la fin de la période soviétique et de la transition (voir chapitre 2). L'industrie des métaux doit faire face à la concurrence accrue sur les marchés internationaux et à la croissance de la demande interne. Les secteurs manufacturiers subissent les effets de la réévaluation du taux de change réel du rouble, dans un contexte de manque d'investissements (voir infra).

3.2.4. Structure géographique du commerce extérieur de la Russie

Le démantèlement du camp socialiste implique des changements profonds dans la structure géographique des échanges de la Russie. La tendance principale consiste en la réorientation des flux commerciaux des anciennes économies soviétiques vers les économies de marché développées. Dans les années 1990, la part des pays européens de l'ancien camp

socialiste a diminué considérablement, en passant de 14,3% à 10% environ dans les exportations et de 13% à 7,3% dans les importations russes¹²¹. D'ailleurs, cette tendance se développait avant les années 1980-1990. De même, on constate une forte baisse des échanges avec les anciennes républiques de l'URSS, regroupées dans la CEI (à l'exception des pays baltes). Leur part dans les exportations russes diminue de 58% en 1991 à 15% en 2003, et, pour les importations, de 55% à 23% respectivement¹²². La baisse des échanges avec la CEI se poursuit jusqu'à présent.

A ce jour, les partenaires principaux de la Russie sont les pays de l'UE (UE-25 représente 52,1% des échanges de la Russie en 2005), certains pays de la CEI (la CEI assure 15,2% des échanges de la Russie en 2005), notamment l'Ukraine et la Biélorussie, ainsi que la Chine (voir tableau 1.7). Les échanges avec la Chine augmentent assez progressivement, sa part passant de 5,1% en 2001¹²³ à 6% en 2005 selon les statistiques russes.

Tableau 1.7. Principaux partenaires commerciaux de la Russie (en 2005, Mns doll)

	Exportations de la Russie	Importations de la Russie	Part dans le total des échanges, %
Allemagne	19731,1	13239,9	9,7
Pays Bas	24595,4	1933,7	7,8
Italie	19057,7	4407,6	6,9
Chine	13048,3	7249,3	6,0
Ukraine	12403,1	7774,4	5,9
Biélorussie	10093,6	5713,9	4,7
Turquie	10859,8	1732,2	3,7
Royaume Uni	8270,8	2775,5	3,3
Pologne	8623,4	2744,0	3,3
Suisse	10476,1	874,7	3,3
Finlande	7645,0	3085,9	3,2
Etats-Unis	6321,1	4560,0	3,2
France	6110,7	3668,1	2,9
Kazakhstan	6526,9	3208,0	2,9
Japon	3749,9	5831,7	2,8

Source : données du Service d'Etat des Douanes, www.customs.ru

Actuellement, selon le modèle gravitationnel de Babetskaia-Kukharchuk, Maurel [2004], deux effets principaux se dessinent:

-les effets de diversion des flux commerciaux dus au système administré n'ont pas encore disparu. D'après le modèle, la CEI devrait commercialiser trois fois plus avec l'UE, alors que le commerce intra-CEI devrait diminuer de sept fois. Le commerce entre la CEI et les PECO devrait diminuer de plus d'une fois et demie. Cependant, les évolutions ne sont pas détaillées au niveau de chaque pays¹²⁴;

-la Russie va s'ouvrir encore plus sur le monde. La convergence de la Russie vers les institutions de marché de l'UE (ou encore, standards de l'OMC) impliquerait la croissance des échanges entre la Russie et l'UE de 66,2% et celle entre la Russie et les PECO de 27,6%.

¹²¹ Ahrend, Tompson [2005, p. 26]

¹²² Comité interétatique de statistiques de la CEI, www.cisstat.com

¹²³ Données du Comité des Douanes d'Etat, www.customs.ru.

¹²⁴ Leur étude se base sur les pays de l'UE-15 (Autriche, Belgique, Luxembourg, Danemark, France, Allemagne, Grèce, Italie, Pays Bas, Portugal, Espagne, Suède, Royaume Uni, Finlande et Irlande), ainsi que PECO (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Tchéquie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Estonie, Lettonie et Lituanie), quatre pays de la CEI (Russie, Kazakhstan, Ukraine et Biélorussie), et le reste du monde composé de Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, Egypte, Etats-Unis, pays du Golfe, Inde, Israël, Japon, Norvège, Suisse, Thaïlande, Turquie. La période temporelle s'étend de 1994 à 2001.

Toutefois, la validité de ces résultats est en question, puisque les modèles gravitationnels ont pour hypothèse de départ la stabilité de la structure d'échanges dans une économie diversifiée. Elles ne sont pas censées expliquer les échanges des matières premières, dont les échanges d'hydrocarbures, peu influencés par les processus de régionalisation (ces derniers constituent l'objet d'étude des modèles gravitationnels) et, de plus, sujets à des logiques politiques. Dans le cas russe, en outre, la croissance des échanges doit être étudiée en relation à la diversification de la structure des exportations.

Deuxièmement, l'envergure des effets prévus par Babetskaia-Kukharchuk, Maurel [2004] s'explique par la prise en compte des variables de développement institutionnel dans le modèle¹²⁵, la convergence des institutions russes vers les standards de l'OMC (de l'UE) contribuant à la croissance des échanges.

Une étude récente de la Banque mondiale (World Bank [2006a])¹²⁶ arrive à des conclusions quelque peu différentes, ce qui s'explique par le choix des variables explicatives. Le modèle de la Banque Mondiale [2006a] n'inclut que la mesure du PIB, la distance, l'adjacence, la langue et la participation dans un même bloc commercial. Ainsi, sans la prise en compte de l'évolution éventuelle des institutions, le commerce factuel se rapproche plus des prédictions du modèle. On constate l'ouverture croissante de la Russie (augmentation tendancielle de tous les ratios des flux factuels rapportés au flux potentiels), mais aussi son emprise croissante sur le commerce avec la CEI (les ratios flux factuels/flux potentiels pour la CEI sont supérieurs aux indicateurs pour la totalité des échanges russes, voir tableau 1.8).

Tableau 1.8. Commerce extérieur de la Russie et de la CEI : ratios flux factuels/flux potentiels

	1994		1997		2001		2003	
	Russie	CEI	Russie	CEI	Russie	CEI	Russie	CEI
Monde – Total	0,78	0,72	0,77	0,83	1,08	1,11	1,57	1,84
CEI	0,76	0,78	0,92	1,02	1,05	1,20	1,75	1,89
UE-8	2,43	1,97	2,07	2,04	2,42	2,28	3,09	3,08
Europe de l'Est et du Sud	3,68	2,87	3,38	3,32	4,05	3,98	4,98	5,17
UE-15	0,73	0,80	0,69	0,87	1,10	1,08	1,58	1,58

Source : calculs de H. Broadman, World Bank [2006a, p. 105-106]. L'UE-8 est composé de nouveaux pays membres de l'UE.

3.2.5. La Russie comme pays intermédiaire entre les pays occidentaux et la CEI

Dans les statistiques russes, d'habitude, on distingue les échanges avec les pays de la CEI, nommée "étranger proche" (soit les anciens échanges inter-républicains, à l'exception des pays baltes), et les échanges avec l'"étranger lointain", c'est-à-dire avec tous les autres pays. Il persiste en effet une différenciation des échanges avec ces deux ensembles de pays, laquelle reflète la persistance des tissus économiques issus de l'époque soviétique (voir tableau 1.9). La Russie exporte relativement plus de produits primaires vers les pays en

¹²⁵ Pour Babetskaia-Kukharchuk, Maurel [2004], les variables sont: la taille du marché national, la distance entre les capitales, la volatilité des taux de change et des variables caractérisant le développement institutionnel (politique commerciale, indicateurs des investissements directs reflétant les restrictions sur les entreprises étrangères, mesure de restrictions sur la banque et la finance, indice des droits de propriété et, enfin, l'indice du développement du marché noir).

¹²⁶L'étude est basée sur le modèle gravitationnel de Frankel J. A. [1997]: "*Regional Trading Blocs in the World Economic System*", Washington, DC: Institute for International Economics. http://bookstore.iie.com/merchant.mvc?Screen=PROD&Product_Code=72.

dehors de la CEI et importe relativement plus de produits alimentaires, machines, équipements et produits des industries chimiques en provenance des pays hors la CEI. La position de la Russie dans les échanges peut être qualifiée comme celle de "pays intermédiaire" au sens de Lassudrie-Duchêne, Mucchielli [1979]. Selon eux, un pays peut être avantagé en produit donné par rapport à un partenaire commercial tout en étant désavantagé sur ce même produit par rapport à un autre partenaire (groupe de partenaires). Il paraît donc que la Russie détient les avantages comparatifs sur les produits manufacturés par rapport aux pays de la CEI tout en démontrant un désavantage comparatif par rapport aux pays développés. Néanmoins, la comparaison directe des structures des échanges est biaisée par la différenciation des prix (par exemple, les exportations énergétiques vers la CEI, notamment, vers l'Ukraine et la Biélorussie à des "prix d'amis").

Tableau 1.9. Structure sectorielle des échanges de la Russie avec les pays de la CEI et hors CEI (en 2004, en pourcentage)

Secteurs	Exportations, %		Importations, %	
	Hors CEI	CEI	Hors CEI	CEI
Hydrocarbures	60,3	44,2	1,0	13,8
Métaux	21,9	12,4	5,5	16,0
Produits chimiques	6,0	9,9	17,6	9,9
Véhicules, équipements	5,5	19,5	45,7	26,5
Bois, cellulose	4,0	3,3	4,0	3,1
Agriculture, agroalimentaire	0,9	6,4	17,9	19,7
Textile – habillement	0,3	1,7	3,7	6,4

Source : Benaroya [2006, p.97], source Rosstat.

La CEI peut-elle servir de première étape vers la diversification des exportations russes? La Russie peut-elle bénéficier de la reprise économique dans l'espace post-soviétique pour ressusciter les liens productifs affaiblis? A ce jour, nous ne pouvons pas juger d'une tendance, les relations avec la CEI se caractérisant plutôt par une désintégration politique et économique (voir chapitre 5).

3.3. Indicateurs de la spécialisation internationale de la Russie

Nous présentons ici l'analyse de deux indicateurs principaux de la spécialisation internationale: la position par marché et l'avantage comparatif révélé.

3.3.1. Position par marché

L'indicateur de la position par marché reflète le solde relatif des échanges d'un pays en un produit donné par rapport au commerce mondial de ce produit¹²⁷.

¹²⁷ La position par marché (solde relatif) se calcule selon la formule $S_{ik} = 100 * (X_{ik} - M_{ik}) / W_k$, avec

X_{ik} , les exportations du pays i du produit k , M_{ik} , les importations du pays i du produit k , W_k , le commerce mondial du produit k . L'indice se définit en pourcentage. Source: Lafay *et al.* [1999]. Nous utilisons les données de la CNUCED, classification CTCI révision 2. La classification est assez fiable dans la mesure où le pourcentage de l'erreur de classement [("total tous produits" - somme de tous les postes) / "total tous produits"] est inférieur à 1% dans la plupart des cas et ne dépasse pas 2%. L'indicateur est calculé pour la période 1996-2003 car les données sur les échanges extérieurs russes sont disponibles à partir de 1996 alors que les données détaillées sur la structure du commerce mondial sont disponibles seulement jusqu'en 2003 (revue juin 2007).

Les limites générales des statistiques russes nous obligent à traiter les résultats avec précaution. Ainsi, les données sur les exportations de la Banque de Russie sont très proches de celles de la CNUCED. Néanmoins, les

Le nombre de positions par marché sur lesquelles la Russie a une notation négative (soit importateur net) est environ deux fois supérieur à celui des positions exportatrices nettes¹²⁸. Ses positions les plus fortes sont concentrées dans les produits primaires. Ce sont "nickel" (683), "gaz naturel et gaz manufacturé" (341), "autres bois bruts ou simplement équarris" (247), "lingots et formes primaires en fer ou en acier" (672), "engrais manufacturés" (562), "engrais bruts" (271), "aluminium" (684), "autres moteurs et machines motrices et parties" (718), "autres métaux communs non ferreux, et cermets" (689) et "ferrailles, déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier" (282), pour ne citer que la première dizaine. Ces positions correspondent aux ressources naturelles ou à des produits intensifs en énergie. Le pétrole vient à la onzième place, ce qui reflète la moindre part qu'occupe la Russie sur le marché pétrolier international, par rapport à certains métaux ou le gaz naturel.

Les positions les plus faibles sont "thé et maté" (074), "sucres et miel" (061), "tabacs, non fabriqués"; "déchets de tabac" (121), "minerais de métaux communs, même enrichis, n.d.a." (287), "beurre" (023), "viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés" (011), "machines et appareils pour l'industrie alimentaire, et pièces" (727), "margarine et graisses culinaires" (091), "huiles et graisses d'origine animale" (411), "coton" (263). Elles incluent non seulement les biens non produits en Russie, mais aussi des produits agroalimentaires qui pourraient être produits suffisamment en Russie, ce qui témoigne d'une crise profonde de l'agriculture.

Quant à l'évolution des positions par marché, on peut faire les observations suivantes:

- la position de la Russie s'améliore en moyenne en 1996-2003;
- les produits alimentaires (CTCI 0+1+22+4) constituent le noyau des positions les plus faibles. Toutefois, la Russie semble s'approprier des positions fortes en blé;
 - sur les matières premières agricoles (CTCI 2 sauf 22, 27, 28), la position de la Russie est assez forte et stable. Le poste "autres bois bruts ou simplement équarris" (247) enregistre une forte croissance, ce qui témoigne du développement insuffisant des industries de transformation et de la persistance des stratégies de prédation des ressources;
 - sur les minerais et métaux (CTCI 27+28+68), la position se renforce. Notamment, il s'agit du nickel, du fer et acier et de l'aluminium;
- la Russie détient des positions fortes sur les combustibles (CTCI 3);
- dans les produits chimiques (CTCI 5), les positions sont variées, avec des positions fortes sur les "engrais manufacturés" (562), ainsi que les "explosifs et articles de pyrotechnie" (572) et "produits chimiques inorganiques; oxydes et sels halogénés" (522);
- la situation dans le groupe machines et matériel de transport (CTCI 7) est globalement défavorable (sauf les postes "machines à vapeur d'eau, locomotives et pièces" (712) et "Autres moteurs et machines motrices et parties" (718), sur lesquels la Russie détient des positions positives. Pour les autres postes, la position est généralement négative, dont quelques-uns faisant partie des positions les plus faibles ("machines et appareils pour l'industrie alimentaire, et pièces" (727), "Appareils d'électricité médicale et de radiologie" (774));
- dans les autres produits manufacturés, les positions restent faibles.

Notons à part les postes correspondant aux matériels militaires "Véhicules blindés de combat, armes de guerre et munitions" (951), "Navires, bateaux et engins flottants" (793), et "Appareils de navigation aérienne, matériel connexe, et pièces" (792). La notation de la Russie est dans la plupart des cas positive. A ce jour, on ne peut toutefois en dégager une tendance forte. De plus, de fortes incertitudes concernent la fiabilité des données.

importations selon la Banque de Russie sont considérablement supérieures à celles rapportés par la CNUCED. Le rapport Importations selon la Banque de Russie/ Importations selon la CNUCED est de 1,11 en 1996, 1,06 en 1997, 0,98-0,99 en 1998-2000, mais atteint 1,45 en 2002 et se situe entre 1,29 et 1,32 en 2001, 2003 et 2004.

¹²⁸ Voir Annexe 1.5. Les positions par marché, 1996-2003.

3.3.2. Avantages comparatifs révélés de la Russie

Parmi plusieurs méthodes de mesure de l'avantage comparatif révélé (ACR), nous retenons ici la méthode du CEPII¹²⁹. A la différence de la méthode classique de Balassa¹³⁰, fondée sur les structures relatives d'exportation, l'indicateur du CEPII tient compte de la taille du pays exprimée en PIB. Il s'exprime en millièmes du PIB PPA du pays *i* et caractérise l'écart entre la position par marché sur le produit *k* et la position globale.

Nous préférons également la méthode de CEPII à la méthode utilisée dans Ahrend [2004]¹³¹ car cette dernière ne prend pas en compte l'évolution de la structure du commerce mondial (mesurée en valeur) et donc des phénomènes de prix. Ahrend [2004] constate que (i) le nombre de secteurs sur lesquels la Russie a des avantages comparatifs est faible et que (ii) en 1997-2003, les avantages et les désavantages de la Russie s'approfondissent. Néanmoins, ces résultats sont biaisés par l'évolution des prix du commerce extérieur et notamment, des prix des hydrocarbures.

Les résultats de nos calculs selon la méthode du CEPII¹³² montrent encore une fois la spécialisation de la Russie sur les hydrocarbures et les produits primaires. La Russie démontre des avantages comparatifs révélés sur 18% environ des postes de la nomenclature CTCI à trois chiffres¹³³, et ce essentiellement sur les produits primaires. Les ACR les plus forts sont "Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux" (333), "Gaz naturel et gaz manufacturé" (341), "Produits raffinés du pétrole" (334), "Aluminium" (684), "Lingots et formes primaires en fer ou en acier" (672), "Engrais manufacturés" (562), "Autres bois bruts ou simplement équarris" (247), "Nickel" (683), "Cuivre" (682) et "Larges plats et tôles, en fer ou en acier" (674). Les désavantages principaux sont (à commencer par les désavantages les plus flagrants): "Voitures automobiles pour le transport des personnes" (781), "Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés" (011), "Équipement de télécommunication et pièces" (764), "Produits médicaux et pharmaceutiques" (541), "Lampes, tubes, valves électroniques à vide et à vapeur" (776), "Sucres et miel" (061), "Machines automatiques de traitement de l'information" (752), "Minerais de métaux communs, même enrichis, n.d.a." (287), "Autres machines et appareils pour l'industrie particulière et pièces" (728), "Transactions spéciales et articles non classés par catégories" (931).

¹²⁹ Lafay *et al.* [1999]. Il se calcule de la manière suivante: $F_{ik} = 1000 * W_k / Y_i (S_{ik}/100 - S_i/100)$. S_{ik} représente la position sur le marché, W_k – commerce mondial du produit *k*, Y_i – PIB en PPA du pays *i*. Pour des comparaisons temporelles (*r* – année de référence), les flux *X* et *M* doivent être corrigés afin d'éliminer l'influence des changements non spécifiques au pays étudié liés à l'évolution du poids des produits sur le plan mondial. Il faut multiplier les flux des autres années (*n*) par le coefficient *e*. $e_k^n = [W_k^r / W_k^1] / [W_k^n / W_k^n]$. L'indicateur est donc mesuré aux poids de l'année de référence. Pour l'année de référence, il correspond à la contribution relative *f* et pour les autres années il s'en écarte suivant l'évolution des poids des produits dans le commerce mondial.

¹³⁰ $BB_{ik} = X_{ik} / [X.k * (X_i / X.)]$ (*i* – pays, *k* – produit, *X* – exportations, *X.k* – exportations mondiales du produit *k*, X_i – exportations du pays *i*, $X.$ – exportations mondiales). Le dénominateur représente le niveau qu'auraient atteint les exportations du produit *i* par le pays *p*, si elles étaient proportionnelles à la part du pays dans les exportations mondiales. Balassa [1965].

¹³¹ Ahrend [2004] calcule l'ACR de la manière suivante: $ACR_i = (X_i / \sum X_k - M_i / \sum M_k) * 100$, X_i et M_i sont respectivement exportations et importations du produit *i* (coefficient proposé par Neven D. [1995]). La hausse des prix des hydrocarbures entraîne l'amélioration de l'avantage comparatif mesurée selon cette méthode.

¹³² Les corrections sont faites par rapport à l'année 1996. L'indicateur est calculé pour la période 1996-2003. Les données sur le commerce extérieur russe sont disponibles à partir de 1996, alors que les données détaillées sur la structure du commerce mondial ne sont pas disponibles que jusqu'en 2003 (revue juin 2007).

¹³³ Voir Annexe 1.6. Avantages comparatifs révélés de la Russie, 1996-2003.

Au total, la structure des ACR correspond à celle des positions par marché, avec un resserrement plus net des avantages sur les hydrocarbures et produits primaires. Ceci étant, les désavantages sont moins profonds et plus nombreux que les avantages.

La structure des ACR semble assez stable. On remarque néanmoins un renforcement de la spécialisation sur le pétrole, lequel reflète la hausse des exportations pétrolières en volume (les phénomènes prix étant enlevés grâce à l'indexation des poids du commerce mondial). Il nous semble donc que suite à l'épuisement récent de la hausse de la production pétrolière, on peut s'attendre à une stabilisation de l'avantage comparatif en pétrole (à plus long terme, une réduction est possible en cas de percée des exportations d'autres produits).

3.4. Investissements directs étrangers

L'insertion de la Russie dans les flux internationaux de capitaux reste limitée. Deux sources russes présentent des statistiques concernant les Investissements Directs Etrangers (IDE)¹³⁴, *Rosstat* et Banque de Russie. Ces deux institutions recourent à des méthodes différentes pour des objectifs différents. *Rosstat* s'appuie sur les statistiques douanières et questionnaires spéciaux, alors que la Banque de Russie prend en compte les données du *Rosstat* et aussi les résultats du *monitoring* des opérations des banques avec le compte capital. Ensuite, selon la méthodologie du FMI, les montants des IDE rapportés par *Rosstat* comprennent non seulement l'investissement initial, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre l'entreprise et l'investisseur (investissement secondaire). Finalement, les données rapportées par *Rosstat* incluent les projets dont le financement suppose les paiements vers les unités russes basées à l'étranger, lesquels ne font pas partie des statistiques de la balance de paiements de la Banque de Russie. Alors que *Rosstat* fournit des informations plus détaillées (répartition sectorielle et par pays), les données de la Banque de Russie permettent de mieux évaluer la position financière internationale de la Russie¹³⁵.

La répartition des IDE par secteurs est fournie seulement par *Rosstat*. Cependant, des changements de classifications inhibent les comparaisons dans le temps¹³⁶. De plus, le caractère étranger des investissements directs doit être relativisé. Des paradis fiscaux (Chypre, Iles Vierges) figurent parmi les principales contreparties. En cas d'IDE entrants, il s'agit donc essentiellement de rapatriement de capitaux ou de schémas d'investissements intra-russes.

Pour ces raisons, nous préférons recourir aux données des organisations internationales (CNUCED) pour la présentation générale et les comparaisons internationales et, ensuite, pour des précisions ou données les plus récentes, à celles de *Rosstat*.

La Russie apparaît relativement plus fermée aux IDE que d'autres économies européennes. En 2003, les stocks entrants d'IDE par rapport au PIB constituaient 38,5% dans les 10 nouveaux pays membres, 32,5% dans l'UE-15 et 20,0% seulement en Russie¹³⁷. Les IDE restent très limités durant les années 1990. Bien que la participation de la Russie dans les

¹³⁴ Définis comme la propriété de 10% ou plus d'actions ordinaires appartenant à l'investisseur direct, résident d'un pays étranger, avec un intérêt durable dans une entreprise résidente de l'économie russe. Les IDE ne constituent donc qu'une composante des investissements étrangers lesquels incluent également les investissements de portefeuille et "autres investissements" (crédit commercial et autres formes de crédit).

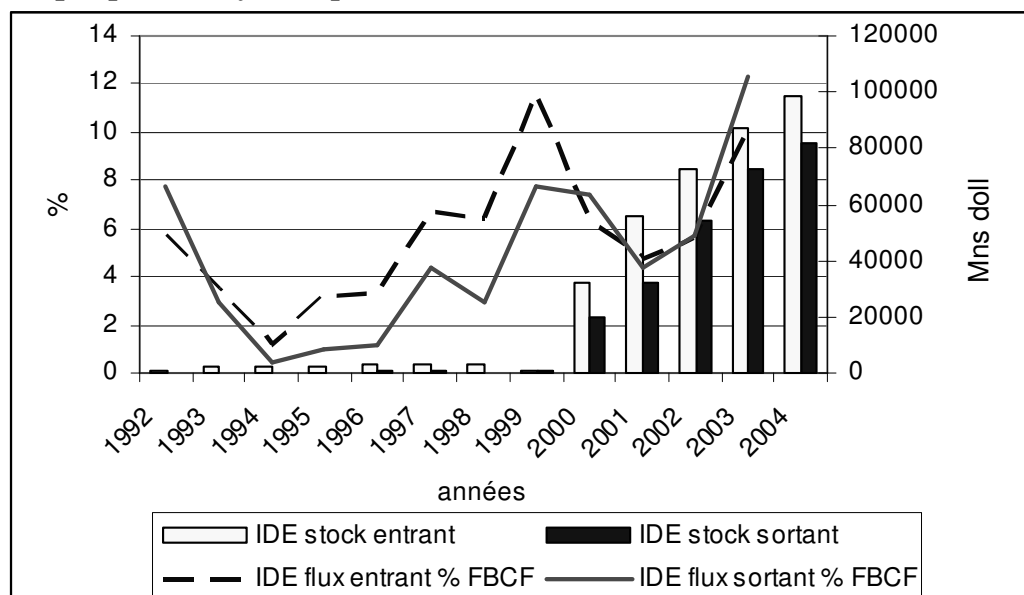
¹³⁵ OECD [2004b, p. 23].

¹³⁶ Par exemple, la version russe du site www.gks.ru propose des données 1995-2004, la version anglaise fournit une classification différente mais plus détaillée pour 2000-2004, alors que les données 2005 sont présentées encore sous une autre classification!

¹³⁷ UNCTAD *Foreign Direct Investment database on-line*, consultation 26 avril 2006.

échanges de capitaux s'intensifie fortement depuis le début des années 2000, la structure de pénétration des IDE reste assez volatile. Quelques grands projets d'investissements sont encore susceptibles de modifier considérablement le score final (voir graphique 1.4, tableau 1.10).

Graphique 1.4. Dynamique des IDE en Russie



Source : UNCTAD Foreign Direct Investment database on-line, consultation 19 avril 2007.

Tableau 1.10. Investissements étrangers entrants en Russie (Mns doll.)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total	10958	14258	19780	29699	40509	53651	55109
Dont							
investissements directs	4429	3980	4002	6781	9420	13072	13678
investissements de portefeuille	145	451	472	401	333	453	3182
Autres investissements	6384	9827	15306	22517	30756	40126	38249
IDE par rapport à l'année précédente		89,9%	100,6%	169,4%	138,9%	138,8%	104,6%

Source : Rosstat, www.gks.ru (information sur les investissements étrangers pour les années 2005, 2006)

Les pays principaux d'origine des IDE vers la Russie sont le Luxembourg (18,8% du stock d'investissements étrangers en 2005), Chypre (17,2%), les Pays-Bas (16,9%), la Grande Bretagne (11,4%), l'Allemagne (8,7%), ainsi que les Etats-Unis (6,1%), la France (3,5%), les Iles Vierges (2,2%), la Suisse (2,1%) et les Iles Bahamas (1,8%)¹³⁸.

A la fin 2005, les stocks d'IDE sont cumulés principalement dans les activités manufacturières (31%), de commerce et d'entretien (25,4%) et, en troisième place, dans l'extraction des ressources naturelles (19,4%)¹³⁹. On pourrait donc supposer une diversification progressive des investissements étrangers vers d'autres secteurs que les ressources minérales¹⁴⁰, d'une part, grâce à l'attrait des autres secteurs dans une économie en

¹³⁸ Données du Rosstat (www.gks.ru , consultation 26 avril 2006). Les données incluent les investissements directs et de portefeuille.

¹³⁹ www.gks.ru Données courantes du Rosstat, accès avril 2006.

¹⁴⁰ Selon G. Gref, Ministre du Développement économique et du commerce, "dans le passé, l'intérêt pour la Russie était manifesté principalement par les firmes du secteur énergétique, lesquelles se concentraient principalement sur les investissements en gaz et pétrole, mais maintenant la modification de l'intérêt s'est porté

croissance et, d'autre part, parce que les possibilités d'investissement dans les hydrocarbures sont restreints par l'emprise croissante du contrôle étatique. Néanmoins, le fait que le secteur manufacturier reçoit le plus d'IDE en 2005 est lié, selon la Banque Mondiale, aux investissements en raffinage liés à la vente de *Sibneft*¹⁴¹.

Quant aux investissements sortants, il est assez difficile de tracer leurs destinations du fait du recours massif aux schémas d'optimisation financière par les paradis fiscaux. Selon *Rosstat*, les stocks cumulés d'investissements russes à l'étranger à la fin de 2005 se répartissent de la façon suivante (y compris les investissements de portefeuille): Chypre (15,6%), Iles Bahamas (9,0%), Pays Bas (8,3%), Ukraine (7,1%), Etats-Unis (6,0%), Autriche (5,9%), Grande Bretagne (5,4%), Iran (4,8%), Gibraltar (4,2%) et Lituanie (3,8%). On considère généralement que les entreprises russes investissent principalement dans la CEI et les PECO. Les entreprises les plus actives relèvent des secteurs basés sur l'exploitation de ressources naturelles (gaz, pétrole et métaux), avec les objectifs de contrôle de toutes les étapes de la chaîne de valeur et du meilleur accès au marché (par exemple, les investissements de Gazprom dans les pipelines et compagnies de distribution en Europe) et aux ressources (acquisitions *upstream* dans la métallurgie). A noter également l'expansion des marchés, par exemple les prises de participation récentes des compagnies de télécommunications russes dans la CEI.

Selon l'OCDE [2004b, p. 12], ce sont plutôt les facteurs institutionnels que les restrictions formelles directes qui limitaient les IDE. En effet, depuis le début des années 1990, les législations russes ont été favorables à l'ouverture au capital étranger. La Constitution de 1994 protège de manière explicite les droits économiques (dont de propriété) des investisseurs étrangers. Viennent ensuite le Code civil et la législation sur les sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée et les faillites. La loi relative aux investissements étrangers est adoptée en 1999 et amendée en 2002 et 2003. Elle stipule le principe du traitement national des investisseurs étrangers, garantit la compensation en cas d'expropriation d'actifs et la protection si augmentation de paiements mandataires en cas de gros projets d'investissement et autorise le rapatriement des profits. La Russie a signé les traités bilatéraux d'investissement et sur la taxation double avec plusieurs pays de l'OCDE et d'autres pays. Des restrictions demeurent nombreuses dans le secteur des services financiers (banque et assurance), des médias, de l'aviation, des transports terrestres, du secteur énergétique et de la propriété des terres agricoles. Toutefois, malgré de nombreuses améliorations législatives, une forte incertitude persiste quant à la mise en œuvre de ces normes, notamment la protection des droits par le recours au système judiciaire. La corruption répandue dans le secteur public met en cause la confiance des investisseurs à l'égard du cadre légal et de régulation¹⁴².

Il semble que c'est la volonté conjointe du secteur privé et du gouvernement qui devient le facteur majeur permettant de mener à bout les opérations. Des projets d'investissement dans les industries stratégiques sont soumis au contrôle étatique formel ou informel (il suffit de citer l'affaire Yukos et les négociations sur la vente de 40% des actifs de Yukos à Exxon-Mobil qui la précèdent). Néanmoins, selon l'enquête réalisée en 2006 par le Conseil Consultatif sur les Investissements Etrangers¹⁴³, les investissements étrangers en Russie vont

sur les hautes technologies, la construction d'automobiles et pratiquement tous les autres domaines de produits et services" (voir Johnson's Russia List N°25, 27 janvier 2006, #22).

¹⁴¹ World Bank [2006b, p. 6].

¹⁴² Voir OECD [2004b]. Notons que le rapport de l'OCDE [2006] reflète les inquiétudes en relation à l'emprise croissante de l'Etat sur les secteurs considérés stratégiques en mettant en avant la nécessité d'assurer une plus grande transparence des politiques à l'égard des investissements étrangers.

¹⁴³ Le Conseil Consultatif sur les Investissements Etrangers a été créé en 1994 avec l'objectif de développer "un climat d'investissement attractif". Il est actuellement dirigé par G. Gref et réunit en son sein les

croître, et ce, malgré une appréciation négative de l'activité du gouvernement¹⁴⁴. Selon ce rapport, le gouvernement russe a une faible efficacité quant à l'attraction des investissements étrangers. Les facteurs d'intérêts principaux sont la taille du marché interne, une forte croissance et les ressources humaines. Les barrières à l'investissement en 2006 demeurent les mêmes qu'en 2005, soit les obstacles administratifs (licences, obtention d'autorisations de travail, obstacles bureaucratiques), la corruption, les incohérences législatives et l'application sélective de la loi. Notons que le gouvernement met en œuvre des mesures pour pallier ces problèmes. Citons le projet de création de "zones économiques spéciales" en Russie, offrant des avantages fiscaux pour certaines activités (technologies et innovation, production industrielle), ainsi que les garanties de stabilité de législation pour 25 ans. La création d'une agence chargée de contribuer à attirer les investissements étrangers est à nouveau en discussion au sein du gouvernement, malgré l'expérience de création et de liquidation d'agences à cette vocation depuis le début de la transition.

3.5. Avantages absolus et avantages comparatifs : limites de l'analyse

Il ressort de la théorie classique que la meilleure politique d'ouverture serait le libre-échange basé sur les avantages comparatifs. Ceci étant, nous avons démontré la spécialisation internationale de la Russie sur les produits primaires. Des réflexions suivantes nous paraissent pertinentes à ce propos.

Premièrement, la théorie des avantages comparatifs n'explique pas les échanges fondés sur les motifs politiques ou diplomatiques, ni les échanges basés sur les avantages absolus. Ces derniers correspondent à la situation où l'un des partenaires n'est pas en mesure de produire le bien importé, quels que soient les coûts. Les hydrocarbures et autres matières premières font partie des avantages absolus¹⁴⁵. En effet, pour ces produits, il n'y a pas de coûts comparés et le prix à l'échange varie en fonction de la conjoncture internationale sans les limites des coûts comparés des pays échangistes. La majeure partie des exportations russes se trouve donc en dehors du cadre des théories du commerce international (approche ricardienne, expliquant les différences des coûts relatifs des produits par les différences de productivité de la main d'oeuvre, ou celle de Heckscher-Ohlin se basant sur les différences des dotations, et donc des coûts, des facteurs). Les échanges commerciaux russes sortent également du cadre des nouvelles théories du commerce international analysant l'émergence du commerce intra branche. Les exportations russes reflètent les avantages absolus de l'économie, précisément sa dotation en ressources naturelles. Elles se rapprochent ainsi du cadre de la théorie de "la disponibilité" ("*availability*" *theory of trade*, Kravis [1956]), selon laquelle le pays donné exporte la ressource ou le produit disponible dans le pays (et non disponible dans les autres pays). A ceci s'ajoutent les ventes d'armements, soumises aux logiques politiques.

représentants des grandes firmes étrangères travaillant en Russie. Il représente ainsi une possibilité de dialogue direct des firmes étrangères avec le gouvernement russe.

¹⁴⁴ Plus précisément, selon cette enquête (102 investisseurs actuels et 53 investisseurs potentiels ont été questionnés), 94% des firmes comptent "élargir leurs opérations" et 91% des firmes comptent augmenter le volume d'investissements (par rapport à 78% et 71% respectivement en 2005). 49% des investisseurs potentiels ont déclaré avoir des projets d'investir en Russie en 2007. 51% des investisseurs actifs et potentiels pensent que le climat d'investissement en Russie va s'améliorer dans les deux prochaines années. La part des investisseurs estimant les risques russes comme supérieurs aux risques des pays en développement a baissé considérablement en 2006. Voir l'article de A. Chapovalov "Inostrannye investory v Rossii chuvstvuut sebja luche", *Kommersant*, 22 avril 2006.

¹⁴⁵ Voir Lassudrie-Duchêne, Ünal-Kesenci [2001].

Deuxièmement, la pertinence même du concept de l'avantage comparatif, basé sur l'hypothèse de l'immobilité des facteurs entre les économies, est limitée par le développement de la mobilité internationale des facteurs de production¹⁴⁶. Néanmoins, dans le cas russe, l'on peut encore l'admettre du fait de la relative fermeture aux investissements étrangers.

L'analyse de la spécialisation internationale de la Russie ne démontre pas un avantage comparatif révélé prononcé et durable dans les industries manufacturières, mis à part celles basées sur la première transformation des matières premières.

Néanmoins, la Russie possède un potentiel fort pour faire évoluer sa spécialisation internationale, notamment en termes de coûts (par exemple, coûts salariaux), de qualité du capital humain et du potentiel d'innovation technologique. A ce jour, la Russie n'arrive guère à capitaliser ce potentiel. Ses gains à l'échange sont de ce fait limités.

De plus, en tentant de réaliser son potentiel compétitif, la Russie devra faire face à la concurrence des grandes entreprises oligopolistiques bénéficiant de nombreux avantages tels que la domination des marchés en amont, les fortes capacités financières, le renom international et, probablement, l'importance politique et le soutien des gouvernements¹⁴⁷. D'autre part, dans le contexte de la globalisation, ses structures productives seront mises en concurrence par rapport aux conditions (notamment, en termes de coûts de main d'œuvre) proposées par certains pays asiatiques.

Section 4. Potentiel de diversification des exportations

L'étude de la structure du commerce extérieur démontre l'échec de la Russie en matière de développement des industries de transformation. Toutefois, ces dernières années montrent l'émergence d'une approche "développementaliste" par opposition aux logiques de court terme dominant les décisions politiques et économiques pendant la décennie 1990 (4.1.). Bien que la compétitivité des secteurs manufacturiers reste faible (4.2.), nous considérons que la Russie possède un potentiel de développement significatif sur plusieurs secteurs, dont les industries de pointe. Nous présentons ici des perspectives et limites majeures au développement pour les principales industries exportatrices (4.3.), ainsi que les problèmes d'ordre général tels que l'amélioration du cadre institutionnel (4.4.) et l'accès au crédit (4.5.). Les hydrocarbures, faisant l'objet du deuxième chapitre, sont laissés de côté.

4.1. Vers l'émergence d'une approche stratégique

Pendant les années 1990, la réalité économique russe est dominée par le court terme et les mesures gouvernementales s'apparentent plus à des réactions au cas par cas qu'à la mise en œuvre d'une stratégie¹⁴⁸. Ceci étant, la crise économique réduisait la marge de manoeuvre du décideur public. Ainsi, le Programme fédéral de développement des exportations (adopté en

¹⁴⁶ Je dois cette idée à B. Gerbier.

¹⁴⁷ Lassudrie-Duchêne, Ünal-Kesenci [2001].

¹⁴⁸ Le passage à l'établissement des budgets de moyen terme et la création de Fonds de Stabilisation accumulant une partie des recettes d'exportation des hydrocarbures témoignent de la mise en place des logiques de moyen - long terme par le décideur public (par opposition à l'horizon de planification raccourci propre des années 1990).

1996) n'a pas été appliqué faute de financement. Ce programme prévoyait l'octroi de 0,3-0,35% du PIB par an pour la promotion des exportations (garanties de crédits, avantages fiscaux, participation de l'Etat au financement de certains projets, aide à la participation des entreprises exportatrices aux foires internationales etc..). Néanmoins, les mesures envisagées ne résolvaient pas le problème de fond de la crise de production en Russie¹⁴⁹.

Avec la stabilisation économique, les questions du développement de long terme commencent à émerger au premier plan dans la discussion économique. Il convient de noter l'élaboration de la stratégie du développement socio-économique de la Russie à long terme par le *Centre de recherches stratégiques*¹⁵⁰ en 1999-2000 (co-dirigé par le ministre actuel du développement économique G. Gref) qui a été mise à la base du programme gouvernemental de politique socio-économique de long terme (jusqu'en 2010) (MERT [2001])¹⁵¹. Ce document attribue les causes de la non-réalisation du potentiel de développement de la Russie à (i) un climat d'affaires défavorable (intervention trop importante de l'Etat dans l'économie et, en même temps, sa défaillance en matière de garanties de protection des droits de propriété et de politique de concurrence), (ii) un fardeau fiscal lourd, (iii) une structure économique inefficace, dominée par les secteurs de ressources et services non marchands, une faible productivité du travail, une forte intensité énergétique, le vieillissement des infrastructures de production. La stratégie met un accent particulier sur les réformes institutionnelles. La politique structurelle, quant à elle, doit évoluer du subventionnement des entreprises non-efficaces vers le soutien de nouvelles industries (secteurs d'innovation et d'information), les restructurations des entreprises et des monopoles naturels. Ce document reflète la logique d'achèvement des réformes de marché, propre à la première période de la présidence de V. Poutine.

Néanmoins, la poursuite de cette stratégie ne permet pas d'empêcher la poursuite de l'enlisement de la Russie dans les exportations d'hydrocarbures. La stabilisation de l'environnement macroéconomique et institutionnel et la prise de conscience des risques liés à la dépendance accrue à l'égard des exportations de ressources naturelles entraînent de nouveaux questionnements. Ainsi, Ivanter, Uziakov *et al.* [2005] s'interrogent sur les perspectives de développement de l'économie russe à long terme. Ils distinguent deux scénarios. Le premier scénario dit de "développement inertiel" ne suppose aucun changement significatif en matière de politique économique. D'après les auteurs, ceci entraînera le ralentissement de la croissance économique (les taux annuels anticipés sont de 2-3% à l'horizon 2020-2025), dû essentiellement aux contraintes de ressources. A contrario, le scénario dit de "bond d'innovation" (*innovatsionnyi proryv*) permettra d'assurer une croissance de l'ordre de 7-8% par an à l'horizon 2020-2025, ce qui nécessite la mise en place des politiques coordonnées et efficaces visant le développement d'une large gamme des innovations en termes de produits, technologies et institutions tout en bénéficiant de leurs complémentarités (Ivanter, Uziakov *et al.* [2005, p. 28]). Les investissements constituent un des facteurs majeurs de la réalisation de ce dernier scénario.

Le rapport de Belousov¹⁵² [2005, et article de 2006] constitue une discussion de la conception du développement économique du pays, axée sur le mode de son insertion internationale. L'auteur reconnaît que la conservation du modèle économique basé sur les exportations des matières premières, dans le contexte de la présence de la Russie sur les

¹⁴⁹ Voir Obolenskiy [2006, p. 82-83].

¹⁵⁰ *Tsentr strategicheskikh razrabotok*, www.csr.ru.

¹⁵¹ Ce programme est une stratégie "informelle", puisque le document n'a pas reçu l'approbation "officielle".

¹⁵² Directeur du *Centre d'analyse macroéconomique et prévisions de court terme*, conseiller du Premier ministre M. Fradkov; nommé ministre adjoint du développement économique et du commerce en 2006.

niches étroites de marchés, entraîne la perte de l'indépendance politique et économique, le glissement vers une place périphérique sur la scène mondiale et la montée de la crise sociale et démographique.

A. Belousov distingue quatre avantages comparatifs de l'économie russe, lesquels sont ses potentiels énergétique, scientifique et de recherche, des transports (transit) et, enfin, agricole. La réalisation de ce potentiel n'est possible que dans le cadre de son insertion dans l'économie mondiale, notamment à travers des relations bilatérales de long terme. Belousov décrit quatre scénarios de développement en fonction de deux paramètres : (i) la capitalisation des avantages comparatifs et (ii) la modernisation des industries de transformation de masse. Les scénarios sont :

- "Le saut vers la globalisation", soit la capitalisation des avantages comparatifs sans la modernisation des industries de transformation. Ceci implique l'ouverture des marchés internes, la croissance des importations de produits finis et le repli des industries de transformation domestiques non compétitives.

- "La modernisation super-industrielle", soit le déploiement des projets de long terme permettant de réaliser les avantages potentiels de l'économie russe et la modernisation des industries de transformation domestiques, y compris sur la base des investissements étrangers et de transferts de technologie.

- "L'isolationnisme économique", soit le refus de l'intégration internationale nécessaire pour réaliser les avantages comparatifs. La priorité est donnée à la modernisation des industries avec l'appui sur les forces internes, sur la base de la "substitution rationnelle aux importations", l'attraction des investissements étrangers et l'ouverture limitée des marchés internes.

- "L'autisme énergétique", soit le refus des projets de réalisation des avantages comparatifs, la conservation du modèle basé sur les exportations de matières premières, le rétrécissement du potentiel économique lié au ralentissement des exportations d'hydrocarbures, à l'ouverture des marchés internes de produits finis et la baisse de la compétitivité - prix des industries de transformation.

Le meilleur scénario, la modernisation super industrielle permet d'assurer les taux de croissance moyen de long terme de l'ordre de 6-7% annuels et nécessite des investissements de l'ordre de 4,2 trillions doll. en 15 ans (sur 2006-2020, en prix de 2005), dont 650 Mds doll d'investissements étrangers investis en modernisation des actifs de production. Le saut vers la globalisation entraînera la polarisation économique et sociale exacerbée et des taux de croissance inférieurs à 5% annuels après 2015. L'isolationnisme économique provoque le ralentissement de la croissance à terme, pour des raisons de retards technologiques.

Enfin, deux autres conditions sont importantes pour assurer le développement à long terme. Ce sont la formation d'une classe moyenne forte et la formation d'une zone rouble intégrant les principaux partenaires économiques de la Russie dans l'espace eurasiatique.

Belousov anticipe également les risques, ou nœuds de crises, pour 2007-2008 (montée des problèmes sociaux et dilution du support public consolidé du pouvoir étatique), 2011-2012 (lié entre autres à l'épuisement des ressources du régime de développement actuel dans certaines industries majeures, tels que le complexe militaro-industriel, les secteur électrique et de transports, l'agriculture) et 2015-2017 (dégradation de l'efficacité des mécanismes de la gouvernance publique, retards technologiques, épuisement des ressources rentables et exploitables du pétrole et de certains métaux non ferreux et dégradation de la situation médico-démographique).

Alors que la discussion plus pointue des mesures à prendre pour se rapprocher du sentier de la "modernisation super-industrielle" dépasse le cadre de l'étude de Belousov, il

n'explique pas suffisamment les facteurs sensés infléchir la trajectoire russe. Néanmoins, de par sa discussion des scénarios possibles de stratégies de développement économique de la Russie, il marque un pas vers l'émergence d'une vision stratégique de long terme.

4.2. Compétitivité des industries manufacturières : paramètres prix et non prix

L'étude de la compétitivité nécessite la prise en compte des paramètres de coûts, mais aussi de qualité, ces derniers étant plus difficiles à mesurer.

4.2.1. Approche par les prix (coûts)

Dans la période post-crise 1998, la croissance économique s'appuie sur l'amélioration de la productivité totale des facteurs, puisque l'investissement reste faible et la croissance de la main-d'œuvre peu significative. Depuis 1997 (à l'exception de 1998), la productivité du travail augmente de 8% par an en moyenne¹⁵³. Néanmoins, une grande partie de la croissance de la productivité, surtout dans les secteurs ayant une productivité initialement faible, est expliquée par la restructuration passive, c'est-à-dire la réduction de la main d'œuvre et peu d'investissements, la production étant stagnante ou en déclin. Or, le passage nécessaire au stade de la restructuration industrielle active implique des investissements en modernisation de la base industrielle et, de ce fait, des coûts considérables (Ahrend [2006]).

Pour améliorer la compétitivité-prix, il faut que la productivité augmente plus vite que les salaires et ce, plus rapidement que dans les pays partenaires. Si l'on compare l'évolution de la production par travailleur et des salaires, on constate que la productivité augmente sensiblement plus vite que les salaires dans la sidérurgie, la métallurgie des non-ferreux et les combustibles. Dans les secteurs manufacturiers, la croissance de la productivité est proche de la croissance des salaires. A supposer la croissance du prix des autres ressources (nécessité d'investissements en modernisation des capacités de production), en plus du renchérissement des coûts du travail, on peut apercevoir la baisse de la compétitivité dans certains secteurs manufacturiers¹⁵⁴.

4.2.2. Approche globale

La tendance à la baisse de la compétitivité des entreprises est confirmée par les enquêtes menées auprès des entreprises¹⁵⁵. Selon l'enquête menée par le *Centre de la Conjoncture Economique auprès du Gouvernement de la Fédération de Russie* (TSEK [2005]), en 2004 par rapport à 2003¹⁵⁶, on observe la tendance à la diminution de la part des entreprises dont la compétitivité est évaluée comme élevée ou moyenne sur les marchés internes, de la CEI et autres marchés externes, alors que la part des entreprises ayant des appréciations de

¹⁵³ OCDE [2004a, p. 122]. Données 1997-2002 ou 1997-2003 selon les industries. Les exceptions sont l'industrie gazière, l'électricité, l'industrie du blé et du pain où la productivité diminue.

¹⁵⁴ World Bank [2006b, p.5].

¹⁵⁵ Notamment les enquêtes réalisées par le *Centre de la Conjoncture Economique auprès du Gouvernement de la Fédération de Russie* – TSEK. Le rapport du TSEK s'appuie sur les données des enquêtes sélectives trimestrielles de l'activité d'environ 800 entreprises de diverses industries et des enquêtes annuelles de l'activité d'investissement de plus de 5000 entreprises industrielles réalisées par le *Rosstat* et le TSEK dans des régions différentes de la Russie. Puisque la représentation des entreprises des industries d'extraction dans les enquêtes trimestrielles est insuffisante, le rapport porte essentiellement sur les entreprises manufacturières.

¹⁵⁶ Malheureusement, nous ne disposons pas de données du TSEK plus récentes.

compétitivité faibles augmente. Ceci reflète la baisse de la compétitivité de l'industrie russe dans le contexte d'ouverture des marchés et de croissance des importations. Comme cela ressort du rapport, cette tendance peut être également liée à une plus grande objectivité des évaluations des entrepreneurs en relation à l'adaptation au marché et une meilleure connaissance de la conjoncture des marchés par les personnes interrogées. Les enquêtes révèlent également la meilleure compétitivité perçue des entreprises sur le marché interne par rapport aux marchés de la CEI et étranger lointain¹⁵⁷.

La compétitivité sur les marchés interne et externe se différencie également selon les industries. Sur le marché interne, au 4^{ème} trimestre 2004, la compétitivité des entreprises manufacturières est évaluée comme élevée par 26% des dirigeants de l'industrie légère, 22% des dirigeants dans l'industrie chimique et pétrochimique, 21% dans l'industrie alimentaire, 15% dans la production des matériaux de construction. La part des estimations élevées tend à diminuer en 2004 par rapport à 2003, l'amélioration étant observée dans l'industrie légère seulement (ceci étant, une bonne partie des entreprises moyennement compétitives descendant de classement pour rejoindre les compétitivités faibles, il s'agirait donc d'une polarisation des structures industrielles). Dans tous les secteurs étudiés, la compétitivité "moyenne" est de loin l'appréciation la plus répandue. Quant aux marchés externes, la compétitivité perçue la plus forte est observée parmi les entreprises de l'industrie chimique et pétrochimique. Dans les autres secteurs, la situation perçue est plus morose, les appréciations dominantes étant la compétitivité faible (constructions mécaniques et traitement des métaux) ou "pas de réponse"¹⁵⁸.

Selon Mironov [2006], on peut juxtaposer les données obtenues dans le cadre des enquêtes d'entreprises reflétant la compétitivité intégrale (avec la prise en compte des facteurs non-prix) et les résultats de l'étude du facteur prix de la compétitivité (notamment, le "taux de change réel pour l'industrie" calculé comme le rapport entre la dynamique du cours nominal du rouble au dollar et la dynamique de l'indice de prix dans l'industrie). Mironov [2006] compare les résultats de 1997 et 2004. Il distingue plusieurs groupes d'industries :

1. les industries ayant évité la baisse de leur compétitivité par rapport à 1997 tout en maintenant leurs réserves de compétitivité - prix ("taux de change réel pour l'industrie"). Leurs perspectives dépendront de l'activation des facteurs qualitatifs suite à l'épuisement du potentiel de la compétitivité-prix. On trouve ici *l'industrie alimentaire*, l'industrie des *matériaux de construction*, bénéficiant de la forte croissance de la demande, ainsi que la *chimie et pétrochimie* bénéficiant des coûts énergétiques et de matières premières réduits.

2. les industries ayant diminué leur auto-appréciation de la compétitivité sur fond de la baisse de la compétitivité-prix : *combustibles, métallurgie des non-ferreux et sidérurgie*.

3. les industries ayant perdu en compétitivité par rapport à 1997, malgré une croissance relativement lente des prix internes (maintien du potentiel de compétitivité-prix). Ce sont la *filière bois - papier, les constructions mécaniques et l'industrie légère*.

¹⁵⁷ Selon le rapport TSEK [2005], Au IV^{ème} trimestre 2004, la compétitivité de la production industrielle (manufacturière) russe a été évaluée de la manière suivante:

-sur le marché interne, la compétitivité de la production de 14% des entreprises russes est estimée comme "élevée", 69% des entreprises ont une compétitivité "moyenne" et 12% "faible" (près de 5% de dirigeants ont eu des difficultés à fournir une réponse),

-sur les marchés de la CEI, ces indicateurs s'élèvent à 9%, 37% et 10%,

-sur les marchés des autres pays, ces indicateurs sont de 8%, 16% et 20%.

Les dirigeants de près de 50% des entreprises enquêtées ont eu des difficultés à apprécier la compétitivité de leur entreprise sur les marchés externes, ce qui témoigne, selon le rapport, de l'absence de fournitures à l'extérieur et de faibles connaissances des marchés étrangers.

¹⁵⁸ Voir Annexe 1.7. Compétitivité des industries manufacturières en 2003-2004.

Cette approche nous semble intéressante, mais elle présente certains inconvénients majeurs. Premièrement, cette méthode est biaisée par le choix des années de référence. Deuxièmement, elle ne tient pas compte de l'évolution du prix mondial, ce qui dégrade la place des industries sur lesquelles la Russie a les positions compétitives les plus fortes (hydrocarbures). Enfin, en intégrant les enquêtes des entreprises sur leur position concurrentielle, elle laisse un biais de subjectivité très important, auquel s'ajoutent les problèmes de représentativité de l'échantillon et celui de la quantification des données qualitatives.

Plekhanov [2005], selon une méthode plus pointue qui prend en compte plusieurs devises utilisées dans les échanges, montre que les indices industriels du taux de change réel effectif du rouble constituait, en juin 2005, 91% du niveau de mars 1998 pour la filière bois - papier, l'industrie chimique et l'industrie alimentaire, 93% pour les constructions mécaniques et 99% pour l'industrie légère (du fait des importations en provenance de la Chine). Cette dernière se trouve donc dans la position concurrentielle la plus difficile.

4.3. Perspectives de développement des exportations dans une dimension sectorielle

Nous présenterons ici les perspectives de développement pour les principales industries exportatrices (excepté les hydrocarbures, auxquels on va revenir dans le chapitre 2).

4.3.1. Chimie et pétrochimie¹⁵⁹

En 2005, les entreprises chimiques enregistrent de bons résultats, dû essentiellement au facteur prix. Les prix des produits chimiques et pétrochimiques suivent la hausse des prix des hydrocarbures. La conjoncture du marché des engrais (produit d'exportation principal de l'industrie) est très favorable. La consommation interne contribue également à créer les conditions propices au développement. Néanmoins, l'industrie ne semble pas capable de maintenir des taux de croissance élevés. Il s'agit non seulement du potentiel physique (les capacités de production étant utilisées presque à 100%), mais surtout de la hausse des tarifs de l'énergie, atout principal de l'industrie sur les marchés internationaux¹⁶⁰. En même temps, se développe la production des engrais dans les pays du Golfe Persique et de l'Afrique du Nord. Ceci étant, le marché interne des engrais ne peut pas devenir une alternative aux exportations, la part de la consommation interne stagnant à 20-25% de la production environ (dans certains cas, tels les engrais phosphoriques, les exportations comptent pour 95% de la production). La consolidation et la reprise du secteur agricole pourraient modifier cette situation, mais ceci seulement à moyen - long terme.

Quant aux produits chimiques de consommation, la compétitivité des producteurs russes se fonde essentiellement sur les coûts faibles. Or, ce facteur perd de l'importance au profit de la qualité en relation à la croissance des revenus de la population. De plus, en s'implantant en Russie, les producteurs étrangers bénéficient des mêmes conditions des prix d'*inputs*. Les

¹⁵⁹ Nous nous référons dans cette partie à l'analyse de la revue *Expert* (Rating "*Expert 400-Krupneichie*", 2005).

¹⁶⁰ En 2004, les tarifs du gaz ont été multipliés par deux. Les producteurs d'engrais d'azote sont les plus concernés, puisque le gaz représente 60% de leurs coûts environ. Rating "*Expert 400-Krupneichie*", 2005, www.raexpert.ru.

producteurs russes se voient ainsi évincés¹⁶¹. Néanmoins, ici, cela ne porte que sur la propriété des actifs, la production étant toujours assurée en Russie.

4.3.2. Métaux

La Russie a hérité d'un fort potentiel de l'industrie des métaux de l'Union soviétique. En réponse au rétrécissement de la demande interne, cette industrie se réoriente vers les marchés externes. Près de 50 % de la production de la sidérurgie et 80% de celle des non ferreux est exportée. Néanmoins, il semble que la spécialisation de la Russie dans ces industries ne sera pas renforcée.

A. Sidérurgie¹⁶²

La Russie occupe une des premières places selon ses réserves et volumes d'extraction de minerai de fer et charbon à coke. Elle a hérité également des capacités de production de l'Union soviétique et bénéficie des ressources à bon marché (gaz, énergie électrique, main d'oeuvre). Le développement de l'industrie, concentrée actuellement au sein de quelques grands groupes privés, procède par une intégration verticale en 1995-1998, ce qui lui a permis de contrôler les coûts, non seulement ceux des matières premières, mais aussi des monopoles (transports et énergie électrique), en négociant des tarifs préférentiels. La croissance de l'industrie est assurée par le bas coût de revient de la production d'acier dans une conjoncture favorable (hausse des prix provoquée par des importations chinoises). Or, le modèle de croissance basé sur l'intégration verticale et la minimisation des coûts des *inputs* semble s'épuiser. D'une part, les entreprises doivent faire face à la hausse des tarifs des monopoles; d'autre part elles sont amenées à investir en développement des actifs de matières premières, ce qui se répercute sur la compétitivité - coût. Afin de devenir un fournisseur important sur le marché mondial, avec une part croissante des produits à forte valeur ajoutée, objectif déclaré par les grandes compagnies russes, la sidérurgie russe doit résoudre les problèmes suivants:

-amélioration de la structure actuelle de la production, dominée par les semi-produits;

-amélioration de la qualité de la production. Les producteurs russes perdent des positions sur le marché des aciers spéciaux, de qualité supérieure, vis-à-vis de leurs concurrents étrangers proposant un meilleur rapport qualité-prix;

-concurrence sur les marchés extérieurs. Les exportations russes, jouissant de la compétitivité-prix, sont présentes principalement par les produits de première transformation et se heurtent aux barrières protectionnistes sur les marchés américain et européen. Dans ce contexte, les prises de participation permettent d'accéder aux marchés (par exemple, l'achat de Rouge Industries aux Etats-Unis par l'entreprise d'acier russe Severstal ou la tentative de rapprochement Arcelor - Severstal);

-insuffisance des capacités de production du complexe sidérurgique pour assurer la croissance simultanée des exportations et la satisfaction des besoins internes en relation à la

¹⁶¹ Par exemple, en 2004, les entreprises contrôlées par *Procter and Gamble* et *Henkel* ont assuré la production de 63,7% des produits de lavage. Les entreprises russes opèrent dans le segment de bas prix où les marges sont faibles. Rating "*Expert 400-Krupneichie*", 2005, www.raexpert.ru.

¹⁶² Pour plus d'informations, voir Rating "*Expert 400-Krupneichie*", 2005, et "Métallurgie russe : stratégie et limites de la croissance", étude du centre analytique "Expert", 2006, notamment la présentation de I.A. Boudanov sur le thème "Problèmes et stratégies de développement de la sidérurgie de la Russie". Disponible sur <http://www.raexpert.ru/researches/metallurgy/2006/>.

reprise économique. Etant donné les limites de croissance de la demande externe (pression concurrentielle) et le marché interne en reprise, la stratégie consisterait à s'orienter vers le potentiel croissant du marché interne, d'autant plus que les prix internes correspondent (voire dépassent) au niveau mondial.

B. Métallurgie non ferreuse¹⁶³

De même que la sidérurgie, la métallurgie non ferreuse de la Russie s'appuie sur le potentiel développé à l'époque soviétique. Suite à la crise, elle s'est réorientée vers les exportations, puisqu'elle offrait un produit compétitif (à la différence de nombreuses productions manufacturières) et qu'elle bénéficiait de coûts faibles (salariaux, énergétiques). Malgré la conjoncture de prix très favorable des dernières années, la croissance de la production se ralentit en 2004 et diminue pour certains métaux au premier trimestre 2005, ce qui témoigne de la fin de la croissance extensive de l'industrie. Les problèmes majeurs à ce jour sont les approvisionnements en ressources et le besoin d'investissements.

La croissance des tarifs ferroviaires aiguise les discontinuités territoriales, la majorité des entreprises d'extraction et des gisements non explorés étant située en Sibérie orientale et Extrême Orient, alors que les usines métallurgiques se trouvent pour la plupart en Oural. De plus, dans l'Union soviétique, plusieurs actifs d'extraction (par exemple, le zinc) étaient situés en dehors de la république de Russie. Dans ce contexte, les entreprises d'extraction (notamment, de plomb, zinc et cuivre) des régions russes et des anciennes républiques de l'URSS arbitrent entre les livraisons vers les usines russes ou vers la Chine.

La croissance de la production révèle le développement insuffisant de ressources dans certains secteurs (cuivre, plomb, zinc)¹⁶⁴ ou leur insuffisance (aluminium)¹⁶⁵. La recherche de ressource explique les stratégies de prises de participation dans les compagnies en amont (par exemple, l'élargissement d'actifs de production de bauxite et alumine par la compagnie d'aluminium russe *Rusal* en Guinée). En même temps, il s'agit d'optimiser la structure géographique de la production afin de diminuer les coûts (les coûts de transports et énergétiques entre le lieu de l'emplacement de la ressource, les lieux de la production et de la consommation).

Enfin, les entreprises font face non seulement à la concurrence intra - branche mais aussi inter-branche avec le développement d'autres matériaux de construction.

Ainsi, le gouvernement prévoit la croissance de la production en volume des non-ferreux de 1,3% et 1,7% en 2006 et 2007, puis de 4,1% en 2008 grâce à l'effort de la modernisation¹⁶⁶. Ceci étant, la croissance économique (notamment, la production de

¹⁶³ Voir le Rating "*Expert 400-Krupneichie*", 2005, et "Métallurgie russe : stratégie et limites de la croissance", étude du centre analytique "Expert", 2006, disponible sur <http://www.raexpert.ru/researches/metallurgy/2006/>.

¹⁶⁴ La situation dans la prospection s'est fortement dégradée. La part des non ferreux et métaux rares a baissé de 4,9% à 0,9% dans le volume des travaux de prospection en 1994-2003 (ceci étant, la part des minerais ferreux a baissé de 0,6% à 0,2%). "Métallurgie russe : stratégie et limites de la croissance", étude du centre analytique "Expert", 2006, présentation de *Minpromenergo*, p. 157, <http://www.raexpert.ru/researches/metallurgy/2006/>, données de *Rosstat*.

¹⁶⁵ Actuellement, les matières premières domestiques assurent près de 50% des besoins de l'industrie d'aluminium. On ne s'attend pas à la découverte de nouveaux gisements de bauxites. "Métallurgie russe : stratégie et limites de la croissance", étude du centre analytique "Expert", 2006, présentation de I.V. Prokopov, président de NP "Aluminium" sur le thème "Etat et perspectives de l'industrie d'aluminium de la Russie". <http://www.raexpert.ru/researches/metallurgy/2006/>

¹⁶⁶ MERT [2005b, p. 36].

machines et équipements et transports) entraînera la hausse de la consommation interne des métaux¹⁶⁷, ce qui va contraindre la croissance des exportations.

4.3.3. Complexe militaro-industriel et constructions mécaniques

Le complexe militaro-industriel est un des secteurs les plus compétitifs de l'industrie russe des constructions mécaniques. Ses exportations sont en croissance. Selon le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI), en 2000-2004, la Russie est devenue le premier exportateur d'armements (26,9 Mds doll.), devant les Etats-Unis et la France. Ces statistiques sont cependant critiquées par les experts. Ainsi, d'après K. Makienko, la méthode du SIPRI comptabilise non pas les sommes réelles contractées, mais les exportations des armements en prix mondiaux. Or, les armements russes sont assez bon marché et se vendent en grande quantité, ce qui entraîne une surévaluation des exportations russes par le SIPRI. La Russie occuperait donc la troisième ou quatrième place, derrière les Etats-Unis, la France et, probablement, la Grande Bretagne¹⁶⁸. Selon le registre de l'ONU, la Chine est le client principal de la Russie en 2005, notamment pour la production pour les forces militaires navales¹⁶⁹.

Comme le constate K. Makienko¹⁷⁰, la dernière année a vu une forte activation du gouvernement sur la voie de l'intégration de l'industrie de défense. Il s'agit notamment de la consolidation sectorielle, notamment dans l'aéronautique¹⁷¹ et dans la construction navale¹⁷². La situation quant au financement budgétaire du CMI s'améliore. Le processus de restructuration est initié non seulement par le haut, mais aussi par le bas, sous forme d'alliances et projets de coopération internationale, en particulier dans l'industrie de l'aviation (notamment, avec EADS). On peut citer l'entrée récente de Finmeccanica italienne au capital de Sukhoi pour la réalisation du projet d'avion RRJ¹⁷³ en dérogation des limites sur les participations étrangères dans l'aéronautique. L'intérêt porté par des compagnies étrangères à

¹⁶⁷ Croissance de la consommation interne en 2008 par rapport à 2004 d'aluminium de 28%, de cuivre de 15,9% et de nickel de 1,8 fois selon les prévisions du MERT [2005b, p. 37].

¹⁶⁸ I. Naumov. "Orujeiniy proryv", *Nezavisimaia Gazeta*, 29 mai 2006.

¹⁶⁹ Néanmoins, le registre de l'ONU ne comptabilise pas l'intégralité de l'information sur les exportations d'armements russes. Il y a eu des cas de présentation incomplète de données par les producteurs russes vers les Affaires Etrangères pour le registre de l'ONU. De plus, le registre ne reflète pas les fournitures des équipements et pièces modernisés, un poste important des exportations russes, estimé à 1,2Mds doll. minimum en 2005. Lantratov K. "Rossiya podelilas' s OON gosudarstvennoi tainoi", *Kommersant*, 20 juin 2006.

¹⁷⁰ Article de K. Makienko "MiG" mejdu prochlym i buduschim. Sozdany predposylki dlia radikalnogo pereloma situatsii v OPK", *Rossijskaia Gazeta-prilojenie OPK*, 11 juillet 2006, téléchargé du site www.cast.ru le 11 juillet 2006.

¹⁷¹ La " Compagnie unifiée d'aéronautique" (*Ob'edinennaya aviastroitelnaia korporatsiya*) est entérinée par l'oukaz présidentiel de février 2006. 90,6% du capital de cette holding regroupant plusieurs entreprises de l'industrie aéronautique est détenu par l'Etat.

¹⁷² Ainsi, la "Compagnie industrielle unifiée" (*Ob'edinennaia promychlennaia korporatsiya*) va réunir les deux grands chantiers navals de St-Pétersbourg (usine Baltiyskiy et Severnaya verf') et une banque afin de réaliser de grands projets d'investissement industriels.

¹⁷³ L'accord sur la collaboration stratégique pour la création de l'avion régional RRJ est signé entre Sukhoi (avionneur militaire et civil russe, producteur des avions de la marque Su) et Finmeccanica en juin 2006, en présence de V. Poutine et du Premier ministre italien R. Prodi. Selon cet accord, Alenia Aeronautica (filiale de Finmeccanica) achète 25% plus 1 action de la société "Grajdanskie samolety Sukhogo" et participe au financement à hauteur de 25% du *business-plan* minimum. Cet accord contourne les restrictions sur les participations étrangères dans l'aéronautique russe (limitées à 25% moins 1 action par la loi sur la régulation étatique du développement de l'aviation de 1998) par une dérogation fixée dans les accords intergouvernementaux. "Italiansy voidut v "Sukhoi" blokom", *Kommersant*, 21 juin 2006.

l'aéronautique russe ne fait que démontrer le fort potentiel compétitif de l'industrie. La question se pose de la poursuite de l'ouverture de l'aéronautique aux compagnies étrangères.

Parmi les problèmes qui demeurent, on peut noter le manque de ressources, la perte du potentiel d'innovation et l'épuisement des technologies héritées de l'Union soviétique. Le financement budgétaire nominal augmente, mais ne modifie pas pour autant la situation de l'industrie. D'une part, l'inflation réduit le financement réel, d'autre part, on constate une mauvaise organisation de la recherche (selon K. Makienko, beaucoup de projets sont menés en même temps sans qu'il y ait pour autant des perspectives de mise en production de masse).

Certains autres secteurs civils de constructions mécaniques passent actuellement sous le contrôle de l'Etat (notamment l'industrie automobile). La reprise en main par l'Etat peut être vue comme une tentative de réponse aux problèmes d'investissements de modernisation.

4.3.4. Potentiel de recherche et innovations

La Russie dispose d'un fort potentiel dans la science et la recherche. La Russie a hérité notamment des compétences dans la recherche fondamentale et notamment dans la physique, la chimie et les mathématiques de l'Union soviétique. Alors même que les dépenses en recherche chutent pendant la transition (la réduction des dépenses en recherches est 2,5 fois supérieure à la réduction du PIB pendant la transition, ce qui se répercute sur le nombre de personnels, les salaires, l'accès aux ressources et aux équipements, etc.)¹⁷⁴, la Russie maintient un fort potentiel dans ce domaine. Elle est 8^{ème} producteur mondial de biens de haute technologie¹⁷⁵. Elle occupe la quatrième place selon le nombre d'ingénieurs et scientifiques employés dans la science et la recherche/développement. Selon les dépenses totales (publiques et privées) pour la science et la recherche/développement, la Russie se place derrière les autres pays du G8, ainsi que derrière la Chine, l'Inde et la Corée¹⁷⁶. Parmi les problèmes principaux, on retrouve¹⁷⁷:

- l'éparpillement des ressources et le financement insuffisant de projets isolés;
- la faiblesse des institutions (propriété intellectuelle, organisation) et le décalage entre la recherche fondamentale et appliquée, la recherche et l'éducation, la recherche et les entreprises¹⁷⁸;
- la faible activité d'innovation des entreprises;
- les retards quant à l'accès aux équipements et technologies de recherche appliquées, la dégradation de la base matérielle;
- le vieillissement des chercheurs.

On s'attend à une croissance du financement de la recherche civile par le budget fédéral, qui va atteindre 0,38% du PIB en 2008, à comparer avec 0,28% en 2004. Le montant total des dépenses internes pour la recherche constitue 1,17% du PIB en 2004¹⁷⁹.

¹⁷⁴ UNDP [2004, p. 31-32].

¹⁷⁵ UNDP [2004, p. 38].

¹⁷⁶ Données 2002, Banque Mondiale. Subbotina T. [2006] : "Rossiya na rasput'e : dva puti k mejdunarodnoy konkurentosposobnosti", *Voprosy ekonomiki*, N°2, p. 56.

¹⁷⁷ Voir Belousov [2005, p. 93-94].

¹⁷⁸ Voir sur ce sujet: Desai, Goldberg [2007], OECD [2005] : "*Fostering Public-Private Partnership for Innovation in Russia*"; "*Innovating for Profit in Russia*", Summary of a Workshop, ed. by Schweitzer G.E., Guenther R.S, Committee on Innovating for Profit in Russia: Encouraging a "Market Pull" Approach, Office for Central Europe and Eurasia, National Research Council, Russian Academy of Sciences, 2005, <http://www.nap.edu/catalog/11418.html>.

OECD [2005] : "*Fostering Public-Private Partnership for Innovation in Russia*", juin.

¹⁷⁹ MERT [2005b, p. 56]

4.4. Des réformes institutionnelles

Plusieurs changements institutionnels contribuent à consolider la croissance entamée à la sortie de la crise de 1998. Les aspects majeurs des réformes portent sur la stabilisation financière, la politique fiscale, la dérégulation, la réforme foncière. Le gouvernement adopte des politiques fiscales prudentes. Les dépenses rapportées au PIB (y compris tous niveaux de gouvernement et fonds sociaux) ont diminué de 10% par rapport à la période avant crise, alors que les revenus rapportés au PIB n'ont pas diminué. Les budgets sont adoptés sur la base des estimations conservatrices du prix de pétrole¹⁸⁰. Outre la réduction des dépenses budgétaires, le gouvernement impose la discipline du paiement, centralise les revenus au centre fédéral et met en œuvre une réforme fiscale. Les entreprises font face désormais aux contraintes budgétaires fortes (*hard budget constraints*). Le budget est excédentaire depuis 2000.

Les directions principales de la réforme fiscale (entérinée par l'entrée en vigueur d'un nouveau Code Fiscal) sont la réduction du nombre de taxes (de 200 à 33)¹⁸¹ et la centralisation fiscale, l'abolition du système progressif des taxes sur les revenus personnels (la taxe plate étant établi au niveau de 13%) et, un an plus tard, au 1 janvier 2001, la réduction de l'impôt sur les profits de 35% à 24%. Au niveau sectoriel, la charge fiscale est déplacée vers l'industrie des hydrocarbures. La réforme foncière rend opérationnelle l'achat et la vente de terres, la propriété privée étant reconnue par la Constitution de 1993¹⁸². Plusieurs lois sont adoptées, parmi lesquelles le nouveau code du travail, la nouvelle loi sur le contrôle des devises (éliminant pratiquement tous les contrôles de capitaux), la loi sur la régulation technique (certification de produits), le nouveau code douanier et le tarif douanier. De nombreuses lois sont destinées à ajuster la législation russe aux normes de l'OMC. Les réformes ne se limitent pas aux modifications législatives et touchent d'autres aspects (augmentation des tarifs des monopoles naturels, réforme des retraites, réforme du secteur électrique et réforme bancaire). La nouvelle législation améliore les lois antérieures ou remplit le vide législatif dans certains domaines. Or, comme notent Ahrend, Tompson [2005], les améliorations de la qualité de la législation russe ne sont pas encore complétées par l'amélioration de la qualité des institutions chargées de mettre en œuvre ces actes législatifs et d'appliquer la loi pour la résolution de conflits¹⁸³.

Des obstacles institutionnels persistent. Selon les résultats des *surveys* entrepris dans 16 économies de marché émergentes, deux pays seulement ont une fiscalité moins lourde qu'en Russie. En revanche, la Russie occupe la dixième place selon la qualité de l'administration fiscale, la douzième selon le temps nécessaire pour surmonter les obstacles bureaucratiques et la dernière selon la proportion d'entreprises s'étant heurtées à la corruption officielle¹⁸⁴. Selon l'étude de la *foundation INDEM* et *ROMIR Monitoring*, le volume total des pots de vin versés par les Russes en 2005 est de 319 Mds doll (soit 2,66 fois le budget fédéral), à comparer à 35 Mds doll. en 2001. Selon les résultats préliminaires, la corruption se renforce entre 2001 et 2005 et son accroissement provient de la corruption dans les milieux d'affaires. Alors que le nombre de pots de vin versés semble diminuer (moins 20% en 2005 par rapport à 2001), le volume de chaque transaction est 13 fois plus élevé. Le milieu le plus corrompu est la délivrance des autorisations et licences pour l'activité des entreprises et les organismes de

¹⁸⁰ Moyenne annuelle de 40 doll/bar pour le pétrole Urals pour l'année 2006.

¹⁸¹ Aslund [2004, p. 404]

¹⁸² Le code foncier (2001), chapitre 17 du Code civil, loi sur le turnover des terres agricoles (2002). Les restrictions demeurent toutefois pour les étrangers. Ils sont interdits de détention des terres agricoles, mais peuvent en revanche prendre un bail pour une durée inférieure à 49 ans. Des restrictions peuvent également s'appliquer dans les régions frontalières sensibles.

¹⁸³ Voir sur ce sujet des *OECD Economics Surveys* de la Russie.

¹⁸⁴ Données de *World Economic Forum*, citées dans Ahrend, Tompson [2005, p. 53].

contrôle d'activité¹⁸⁵. Il existe donc un décalage fort entre les règles formelles et informelles, entre les règles formelles et leur mise en œuvre. Des questions se posent également quant à la protection des droits de propriété, notamment suite à l'affaire Yukos, et au renforcement de l'indépendance des juges. En cette relation, A. Ledeneva [1998] propose la notion de l'économie des faveurs (*economy of favors*), qui caractérise l'interpénétration des institutions formelles et des réseaux informels et s'enracine dans les pratiques de la période soviétique. Elle se manifeste entre autres à travers la corruption, le crime organisé, les arriérés de paiements, l'échange non-monnaire et l'évasion fiscale.

La capacité des autorités publiques à poursuivre les réformes nécessaires pour assurer le cadre institutionnel pour la croissance économique de long terme dépend dans une grande mesure de la capacité à gérer les pressions émanant des groupes d'intérêt internes. Alors que la première étape de la présidence de V. Poutine est marquée par l'adoption d'un vaste programme de réformes d'inspiration libérale, le deuxième mandat est empreint par le retour en force de l'Etat dans les secteurs stratégiques. Néanmoins, à notre avis, l'affermissement de la composante du dirigisme dans la politique économique ne remet pas en question l'orientation générale vers la création d'une économie de marché.

4.5. Problèmes d'investissement et de financement

A ce jour, l'économie russe butte vraisemblablement sur ses limites du point de vue de l'offre. Des études (notamment IMF [2005], chap.1) montrent que le niveau d'utilisation des capacités de production et de la main d'œuvre a atteint ou dépassé son niveau "naturel". Or, le dépassement du niveau naturel d'utilisation des facteurs crée des pressions inflationnistes. Ceci étant, le niveau d'investissement (ratio investissement/PIB) est assez modeste, notamment par rapport à d'autres économies émergentes, soit environ 18%, ce qui paraît trop faible pour permettre la modernisation de l'économie¹⁸⁶.

Bien qu'en croissance, le secteur bancaire russe est faible (même les plus grandes banques russes sont petites selon les standards internationaux) et fragmenté (part élevée de banques de très petite taille, utilisées entre autres pour boucler les schémas financiers de leurs propriétaires)¹⁸⁷. En 2003, les crédits bancaires ont financé seulement 4,8% des investissements fixes¹⁸⁸. Selon *Rosstat*, près de la moitié des investissements en capital fixe est assuré par les fonds propres des entreprises (47,7% en 2005, 45,4% en 2004, 49% en 1995), le budget consolidé (budget fédéral et budgets régionaux) procurant près de 20% des investissements. Quant aux marchés financiers, la capitalisation est assez élevée (presque 50% du PIB), mais les actions de 7 à 10 compagnies seulement assurent près de 90% du volume d'opérations sur les deux principales places.

Alors, la forte dispersion des actifs bancaires empêche de financer les grands projets d'investissement. Néanmoins, les entreprises subissent beaucoup de difficultés même pour attirer les crédits de moindre envergure. Selon l'étude réalisée par les organisations *OPORA*

¹⁸⁵ Voir l'article de N. Popov "I dat, i vziat. Korruptsiya v Rossii neistrebima, kak holoda i bezdorojie", *Novoye Vremia*, № 33, 21 août 2005. Téléchargé à partir de www.indem.ru le 02 avril 2005. Voir aussi les résultats préliminaires du survey de la corruption dans INDEM [2005].

¹⁸⁶ BOFIT [2005-11, p. 1].

¹⁸⁷ La taille moyenne d'actifs d'une banque commerciale russe (excepté la *Sberbank*) est de 100 Mns doll, à comparer à 5 Mds doll en Grande Bretagne et 45 Mds doll. au Japon. A. Ivanter dans Rating "*Expert 400-Krupneichie*", 2005.

¹⁸⁸ Ahrend, Tompson [2005, p.34]

*Rossii*¹⁸⁹ et *VTSIOM*¹⁹⁰, un quart des petites entreprises¹⁹¹ possèdent l'expérience d'utilisation du crédit bancaire pour se financer (et, curieusement, 10,3% seulement à Moscou), et 24,3% ont déclaré avoir essayé, mais soit les conditions n'étaient pas intéressantes, soit la banque avait refusé. Le crédit à la consommation semble plus développé¹⁹². Des mesures sont donc nécessaires pour améliorer l'efficacité de fonctionnement du système bancaire, tout en assurant sa stabilité.

Assurer les investissements d'envergure paraît donc l'enjeu majeur pour la modernisation de l'économie. Les propositions les plus radicales (par exemple, Khanin [2006]) préconisent une mobilisation des revenus de la population (des strates les plus élevées) et du surplus commercial pour réaliser des investissements massifs, ce qui permettrait de produire un grand bond en avant. Ceci nécessite également un Etat fort, voire autoritaire. Les propositions interventionnistes semblent prendre le pas sur celles imprégnées du paradigme libéral (par exemple, Gavrilentov [2006]), escomptant une diversification spontanée par le jeu des forces du marché de capitaux. En effet, l'Etat procède à la consolidation des entreprises industrielles (par exemple, Rosoboronexport dans le secteur de défense et de l'industrie automobile, la consolidation des entreprises de l'aviation et de la construction navale) et à la reprise en main du secteur énergétique. Dans le contexte du manque d'investissements, on peut supposer les effets bénéfiques de l'expansion de grandes compagnies d'Etat. Pour J. Sapir¹⁹³, une telle consolidation de certains secteurs est nécessaire pour assurer une croissance rapide, puisque les acteurs de taille faible ne pourront assurer les investissements d'envergure, d'autant plus avec un système bancaire faible et en l'absence d'institutions financières étatiques visant à soutenir les investissements de long terme.

¹⁸⁹ Organisation des petites et moyennes entreprises.

¹⁹⁰ Centre d'étude d'opinion publique en Russie (*Vserossiyskiy tsentr izoutcheniya obshchestvennogo mneniya*).

¹⁹¹ Entreprises ayant les effectifs inférieurs à 30-100 salariés en fonction de l'activité, et entrepreneurs individuels.

¹⁹² A. Ivanter, Rating "*Expert 400-Krupneichie*", 2005, section "Banques".

¹⁹³ Jacques Sapir, interview à la revue *Expert*, prise par A. Ivanter, "*Zabud'te Miltona Fridmana*", n°10 (504), 13 mars 2006.

Conclusion du chapitre 1

Le développement de l'économie planifiée a débouché sur une dépendance accrue à l'exploitation des ressources naturelles, les échanges de l'URSS avec le monde occidental révélant la spécialisation sur les hydrocarbures. Néanmoins, durant les années 1990, la Russie n'arrive pas à mettre l'ouverture économique au service de son développement. La transition consolide la spécialisation de la Russie sur les exportations naturelles. Les secteurs manufacturiers, à quelques rares exceptions, démontrent une compétitivité faible, et ce, malgré la présence d'un fort potentiel de développement (développement du capital humain, potentiel scientifique et de recherche). L'amélioration des caractéristiques de qualité constitue l'enjeu majeur de la compétitivité des entreprises russes, d'autant plus dans le contexte de l'épuisement de la compétitivité prix. Les investissements constituent un des facteurs clefs pour la diversification des structures de production.

On constate actuellement le passage de la logique de court terme de la captation des richesses disponibles (ressources naturelles), à une approche stratégique de long terme, orientée vers la création de la richesse. Néanmoins, plusieurs questions restent ouvertes. Quelles sont les perspectives de développement de l'industrie des hydrocarbures, ainsi que l'impact de cette industrie pour le reste de l'économie? Quels sont les facteurs internes expliquant la trajectoire économique de la Russie et quelles seront les implications futures de l'interaction entre groupes d'intérêts internes qui s'opère actuellement? Enfin, la Russie pourra-t-elle faire valoir ses intérêts (faire évoluer sa spécialisation internationale) par le biais des accords multilatéraux, régionaux et bilatéraux?

CHAPITRE 2

Le secteur énergétique au service du développement économique?

La Russie prétend au *leadership* mondial en matière énergétique. Dans le discours officiel, le bien-être actuel et futur de la population et le développement de l'économie sont liés à la place qu'elle occupe sur le marché énergétique, et ce, non seulement au travers de l'augmentation des volumes de la production et des exportations, mais aussi des innovations énergétiques, nouvelles technologies, protection et économies de la ressource. De plus, cet objectif est vu comme "catalyseur de la modernisation et de l'ascension qualitative" de l'ensemble de l'économie russe¹⁹⁴.

La Russie détient les ressources naturelles pour réaliser ces objectifs. Elle possède les plus grandes réserves au monde de gaz naturel (26,7% des réserves mondiales prouvées à la fin 2004) et est classée au septième rang pour ses réserves pétrolières (6,1% des réserves mondiales prouvées à la fin 2004, soit les plus grandes réserves pétrolières parmi les pays hors OPEP)¹⁹⁵. La Russie est le premier producteur et exportateur de gaz naturel dans le monde et le deuxième producteur de pétrole derrière l'Arabie Saoudite. Comme l'a déclaré récemment A. Miller, le président de Gazprom, la question pour Gazprom n'est pas celle de savoir où prendre du gaz, mais plutôt quand¹⁹⁶. Plus de 70% des réserves et de la production des hydrocarbures sont situées dans la Sibérie Occidentale¹⁹⁷.

¹⁹⁴ Discours de V. Poutine lors de la réunion du Conseil de Sécurité russe sur le thème du rôle de la Russie dans la sécurité énergétique internationale, 22 décembre 2005, www.kremlin.ru.

¹⁹⁵ BP [2005]. Nous laissons de côté la discussion sur l'évaluation et la classification des réserves. Les évaluations russes sont d'habitude supérieures aux occidentales. Pour la question des différences de classifications des réserves russes et occidentales, on peut se reporter à IEA [2002].

¹⁹⁶ Présentation de A. Miller au Congrès gazier à Amsterdam 6 juin 2006. Voir par exemple *Kommersant* du 7 juin 2006.

¹⁹⁷ IEA [2004, p. 301, 309]. Voir les cartes des principales régions productrices des hydrocarbures et des pipelines dans l'Annexe (cartes 2, 3, 4).

Bien que l'industrie pétrolière enregistre une forte hausse de la production au début des années 2000, des questions émergent quant à la dynamique de la production à plus long terme et la soutenabilité des niveaux de production actuels. Le développement de l'industrie énergétique russe souffre de nombre de problèmes structurels (épuisement des gisements géants, réduction du forage de prospection). Ainsi, l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) estime que le développement des ressources énergétiques de la Russie nécessite des investissements supérieurs à 900 Mds doll. d'ici 2030¹⁹⁸. D'autre part, le ralentissement de la croissance en Russie depuis la fin 2004 sur fond de l'appréciation réelle du rouble est à l'origine des débats sur les perspectives de la croissance économique et l'impact néfaste des exportations de ressources naturelles sur les secteurs manufacturiers.

Pendant la période de l'Union soviétique, l'industrie des hydrocarbures démontre une forte préférence pour l'ouverture, notamment du fait des meilleures conditions de prix sur les marchés étrangers par rapport au marché domestique. Sur le marché interne, l'industrie subissait de nombreuses restrictions. La rente des hydrocarbures était utilisée pour le maintien du système politique et économique. La part de la rente s'opérait par le biais des subsides indirects aux secteurs économiques (notamment, le secteur de défense), près de 70% du pétrole et 87% du gaz naturel étant consommés dans l'Union soviétique¹⁹⁹. Le système perdure durant la transition, le maintien de prix énergétiques internes à un niveau très inférieur au prix mondial constituant un subside aux industries manufacturières. La rente des hydrocarbures²⁰⁰ est mise au service du maintien du système économique mais aussi social dans une économie en crise de transition donnant naissance à l'émergence d'une "économie virtuelle" (Gaddy, Ickes [1998, 1999]).

Ce chapitre est articulé autour de deux questions principales. Premièrement, il s'agira de montrer les limites de la croissance de la production et des exportations énergétiques. Deuxièmement, nous discuterons des effets positifs et négatifs du secteur des hydrocarbures pour la croissance et la diversification de l'économie russe.

Section 1. Prévisions des exportations d'hydrocarbures et défi de l'efficacité énergétique

La reprise vigoureuse de la production pétrolière semble ralentie ces derniers temps. La production augmente de 2,2% seulement en 2005, à comparer avec 8,9% en 2004, 11% en 2003 et 9% en 2002²⁰¹. Les prévisions de croissance de la production et des exportations des hydrocarbures pour les prochaines années sont assez modérées (voir tableau 2.1).

¹⁹⁸ IEA [2004, p. 283].

¹⁹⁹ Sagers *et al.* [1995, pp. 393-394].

²⁰⁰ Nous retenons ici la définition de la rente comme du surprofit économique (revenus moins coûts économiques, y compris la dépréciation d'actifs et le revenu normal du capital), à la différence de la définition de la rente de rareté de Hotelling [1931] définie comme la différence entre le prix d'unité et le coût marginal d'extraction.

²⁰¹ IET [2006, p. 23].

Tableau 2.1. Production et exportations des hydrocarbures (prévisions du MERT)

	2004 rapport	2005 estimation	Prévisions			2008 par rapport à 2004, %
			2006	2007	2008	
Production pétrolière (y compris le gaz condensé), Mns. t. <i>En % par rapport à l'année précédente</i>	459,3 <i>109,0</i>	470 <i>102,3</i>	484 <i>103,0</i>	495 <i>102,3</i>	500 <i>101,0</i>	108,9
Exportations du pétrole (Mns. t.) <i>En % par rapport à l'année précédente</i>	257,7 <i>113,1</i>	254,6 <i>98,8</i>	266 <i>104,5</i>	276 <i>103,8</i>	281 <i>101,8</i>	109,0
Transformation primaire du pétrole (Mns. t.) <i>En % par rapport à l'année précédente</i>	195,3 <i>102,7</i>	207 <i>106</i>	209 <i>101,2</i>	210 <i>100,5</i>	210 <i>100,0</i>	107,5
Production du gaz naturel (Mds m3) <i>En % par rapport à l'année précédente</i>	633 <i>102,0</i>	636 <i>100,5</i>	646 <i>101,6</i>	654 <i>101,2</i>	661 <i>101,1</i>	104,5
Exportations du gaz naturel, (Mds. m3) <i>En % par rapport à l'année précédente</i>	200,4 <i>105,8</i>	208,6* <i>104,1</i>	199 <i>95,4</i>	196 <i>98</i>	197 <i>101</i>	98,3

*compte tenu des ressources de gaz dans les réservoirs de stockage en Ukraine de 5,2 Mds m3.

Source : MERT [2005b, pp. 29, 31].

A plus long terme, une forte incertitude pèse sur le niveau de la production d'hydrocarbures. Les prévisions de la Stratégie énergétique russe (voir encadré 2.1) s'appuient sur l'hypothèse d'une forte croissance du PIB (près de 5% annuels), des changements structurels et la diminution de l'intensité énergétique, ce qui réduit la croissance de la demande énergétique interne. L'AIE, à son tour²⁰², se base sur l'hypothèse d'une croissance économique plus modérée, une moindre efficacité des mesures de réduction de l'intensité énergétique et le maintien de la part élevée du gaz dans la production d'électricité. En revanche, les experts de l'AIE comptent sur une plus forte croissance de capacités de production des hydrocarbures, en mettant en exergue les besoins d'investissement de l'industrie pour atteindre les objectifs de production. En résultat les deux prévisions donnent des résultats assez proches (Laponche [2003]), ce qui ne réduit pas pour autant les incertitudes pesant sur l'estimation des capacités d'exportation de la Russie (voir tableau 2.2).

Encadré 2.1. Stratégie énergétique de la Russie

La Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2020 est adoptée en août 2003. Les versions précédentes datent de 1992 – concept de la politique énergétique de la Russie dans les nouvelles conditions économiques-, ensuite de 1995 et 2000. Porteuses de la logique de la planification de la production, elles étaient défailantes quant à l'élaboration des mécanismes économiques de la réalisation des objectifs posés.

La stratégie de 2003 présente la réflexion stratégique sur l'évolution du secteur énergétique et procure les orientations de la régulation du secteur énergétique. Elle fournit les prévisions de demande et de production de l'énergie, tout en identifiant les principaux défis du secteur (besoin d'investissements, restructuration des industries du gaz, électricité et charbon, impact de la hausse des prix énergétiques internes, amélioration de l'efficacité énergétique). Néanmoins, elle ne concrétise pas les mesures à mettre en œuvre pour les restructurations, ni les modes d'intervention de l'Etat. Aujourd'hui, ses principales conjectures sont déjà invalidées en pratique. Ainsi, le scénario optimiste se base sur un prix du brut de 30 doll./ bar en 2020, soit le niveau largement dépassé en réalité. La consommation interne de gaz a atteint en 2004 le niveau prévu pour 2020, alors que l'augmentation de la production pétrolière au début des années 2000 a été sous-estimée²⁰³.

²⁰² Notamment World Energy Outlook 2002

²⁰³ Bachmakov K. "Energeticheskoe bezvolie", *Kommersant*, 5 avril 2006.

Tableau 2.2. Prévisions de la Stratégie énergétique et de l'Agence Internationale de l'Energie

	2002	2020	
		Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2020	AIE, World Energy Outlook 2004
Secteur énergétique Demande primaire d'énergie, Mtep	619	794-881	802
Secteur pétrolier Production, Mns t.	383	450-520	531
Exportations de brut et des produits pétroliers, Mns t.	248	305-350	351
Secteur gazier Production, Mds m3	584	680-730	801
Exportations, Mds m3	169*	275-280	249*
Electricité Production, térawatt-heure	889	1215-1365	1200

* *Exportations nettes*

Source: IEA [2004, p. 292].

La forte intensité énergétique en Russie, et donc la croissance éventuelle de la demande interne en relation à la croissance économique, met en cause les capacités d'exportation des hydrocarbures. L'intensité énergétique du PIB russe (calculé selon la PPA) est supérieure à la moyenne mondiale de 2,3 fois et supérieure à la moyenne de l'UE de 3,1 fois²⁰⁴. Ceci s'explique non seulement par les conditions climatiques difficiles, mais surtout par les propriétés du système économique hérité de l'Union soviétique (surdéveloppement des industries lourdes intensives en énergie) et la faible efficacité de la consommation d'énergie (faible isolation des bâtiments, utilisation des machines et appareils intensifs en énergie, etc.).

Par conséquent, la croissance du PIB sous l'hypothèse de son intensité énergétique inchangée entraînera le rétrécissement de l'indépendance énergétique de la Russie, voire l'épuisement de ses capacités d'exportation²⁰⁵. Cet effet peut être atténué avec l'amélioration de l'efficacité énergétique, la croissance de la production énergétique et aussi le ralentissement de la croissance économique. La Stratégie énergétique russe prévoit la baisse de l'intensité énergétique du PIB de 26-27% à l'horizon 2010 et de 45-55% à l'horizon 2020, grâce à la restructuration de l'économie et la mise en œuvre des technologies d'économie d'énergie²⁰⁶. Selon les projections de l'AIE, l'intensité énergétique en Russie va se réduire presque de deux fois d'ici 2030, mais, même à ce niveau, elle sera supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE de deux fois et demi environ²⁰⁷.

Section 2. Potentiel limité de croissance des exportations pétrolières

Suite à l'éclatement de l'Union soviétique et à la crise économique, la production pétrolière a diminué de 1,7 fois entre 1990 et 1996. De même, les exportations pétrolières russes vers les pays occidentaux ont baissé de 124,4 Mns. t. en 1988 à 56,5 Mns. t. en 1991²⁰⁸. La reprise ne survient qu'en 1999 en relation avec la hausse du prix mondial (les prix

²⁰⁴ Stratégie énergétique, p. 46-47.

²⁰⁵ Voir Sapir [2004], Laponche [2003].

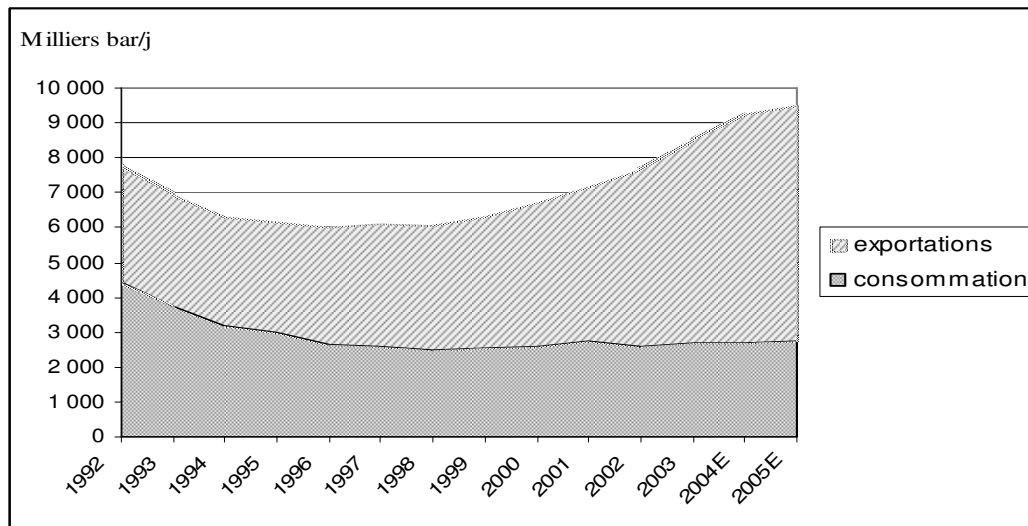
²⁰⁶ Stratégie énergétique, p.47.

²⁰⁷ IEA [2004, p. 297].

²⁰⁸ IEA [2002, p. 87, 110].

pétroliers ont triplé entre janvier 1999 et septembre 2000)²⁰⁹, la dévaluation du rouble de 1998 et les investissements en technologies modernes. En 2004, la production pétrolière atteint le niveau de 1991²¹⁰ et stagne par la suite (voir graphique 2.1).

Graphique 2.1. La production et exportations pétrolières russes en 1992-2005
(total des liquides)



	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 ^{E*}	2005 ^{E*}
Production	7 819	6 951	6 307	6 172	6 017	6 101	6 070	6 312	6 724	7 160	7 660	8 527	9 265	9 480
Consommation	4 423	3 750	3 179	2 976	2 619	2 562	2 489	2 538	2 578	2 737	2 580	2 675	2 680	2 759
EXPORTATIONS	3 396	3 201	3 128	3 196	3 397	3 539	3 581	3 775	4 145	4 423	5 080	5 852	6 585	6 721

Source : EIA [2006]. Les liquides sont constitués majoritairement par le pétrole brut (9 Mns bar/j environ sur 9,5 Mns bar/j de liquides produits en 2005). *- estimations

Plus de 70% de la production pétrolière est exportée, essentiellement par les pipelines vers l'Europe ou bien vers les ports de la mer Noire et de la mer Baltique, pour être acheminée vers les marchés internationaux. Dans le contexte du prix mondial élevé et du manque d'infrastructures d'exportation, 5% environ des exportations russes sont acheminées par la voie ferroviaire²¹¹.

Les exportations vers les anciennes républiques de l'URSS ont baissé fortement en relation à la crise économique. De 1991 à 2000, elles ont diminué de 85%, pour atteindre 17 Mns. t. seulement²¹². Inversement, les exportations vers les pays occidentaux augmentent.

La privatisation opérée dans l'industrie pétrolière a favorisé les comportements de recherche de rente (2.1.), contribuant aux stratégies de maximisation de production à court terme (2.2.). Ceci étant, le développement des industries en aval (produits pétroliers) rencontre de nombreuses difficultés (2.3.).

2.1. Privatisation du secteur et diverses stratégies privées

Le processus de privatisation dans le secteur des hydrocarbures a été opéré avec de nombreuses défaillances.

²⁰⁹ EIA [2006].

²¹⁰ IEA [2004, p. 284, 303].

²¹¹ EIA [2006].

²¹² IEA [2002, p. 109].

2.1.1. Processus de privatisation

La privatisation de l'industrie pétrolière (organisée sous la forme d'un ministère à l'époque soviétique) passe par deux étapes majeures, à l'instar de la privatisation dans les autres secteurs. Dans un premier temps (soit à partir de 1992), les anciennes entités de production, de transport et de raffinage ont été transformées en sociétés par actions détenues à 100% par l'Etat. Par la suite, dans le cadre de la privatisation de masse, il a été formé un actionnariat dominé à 40% par les *insiders* (sur 40% des actions détenues par les *insiders*, 5% appartiennent aux dirigeants et 35% aux employés). L'Etat reste un actionnaire important (jusqu'en 1995) et détient 45% des *holdings* pétrolières. Dans le cadre d'une privatisation rapide, la plupart des licences n'ont pas été achetées par les compagnies pétrolières selon la procédure d'appel d'offres comme exigé par la loi, mais acquises par une confirmation des droits accordés *de facto* à l'époque de l'Union soviétique²¹³. Dans un deuxième temps, à partir de 1995, les actions sont cédées au travers des programmes de ventes aux enchères (*loans for shares*) qui bénéficient essentiellement aux *outsiders* banquiers. Par la suite, le secteur subit une consolidation, dont résulte une forte concentration d'actifs aux mains de quelques grandes compagnies verticalement intégrées.

L'Etat a maintenu le contrôle sur le réseau de transports (monopole *Transneft* pour les oléoducs de brut et *Transnefteproduct* pour les produits pétroliers). Etant donné les capacités de transports limités (donc le marchandage avec *Transneft* sur l'accès au réseau), l'Etat se préserve le contrôle des flux d'exportations du secteur²¹⁴.

Alors que la propriété de l'entreprise est attribuée dans une large mesure au secteur privé, la propriété de la ressource reste dans les compétences étatiques. La loi sur les sous-sols (adoptée en 1992) attribue le droit de propriété des sous-sols de la Russie à l'Etat. Les entreprises ont le droit d'exploiter les gisements sur la base de licences lesquelles, selon la loi, doivent être allouées par enchères publiques sur une base concurrentielle. Dans les années 1990, le droit d'attribuer les licences était attribué à des compétences conjointes du centre fédéral et des régions²¹⁵. Les droits de propriété étaient donc partagés *de facto* entre le centre fédéral et les régions. Cependant, les procédures définissant la réalisation du principe des compétences conjointes par rapport à la propriété des ressources des sous-sols n'ont pas été définies²¹⁶.

A partir de 2001, la régulation est modifiée. Les compétences sont conférées au centre fédéral au détriment des régions (*voir aussi chapitre 3*), ceci dans un contexte de restauration du pouvoir du centre fédéral vis-à-vis des régions²¹⁷. Les changements portent aussi sur la fiscalité, destinée à assurer la redistribution de la rente des hydrocarbures vers les autres secteurs non –extractifs.

Ainsi, suivant Krukov [2006], on peut distinguer trois étapes de la formation du système de gouvernance de l'industrie pétrolière :

- 1990 - 1997 : formation des bases du système orienté vers le marché (loi sur les sous-sols, loi sur le partage de la production). On prend en compte les initiatives régionales ;

²¹³ La disposition du Conseil Suprême de RSFSR n° 3314-1 du 15 juillet 1992, par. 19.1 oblige les entreprises d'extraction des ressources du sous-sol à passer la demande de confirmation du droit d'exploiter ces réserves par le biais de l'obtention d'une licence. Voir Institute of Energy Policy [2004, p. 19].

²¹⁴ Voir travaux de C. Locatelli, notamment Locatelli [2005].

²¹⁵ Le développement des réserves *offshore* ressort uniquement des compétences du gouvernement fédéral.

²¹⁶ Voir Krukov [2006, pp. 89-90].

²¹⁷ Néanmoins, le système centralisé est considéré moins efficace notamment pour la gestion des gisements de moyenne et petite taille, qui nécessite le rôle actif des régions. Krukov [2006, p. 91].

- 1998 - 2001 : renforcement de l'influence de grands groupes sur la formation des règles d'exploitation des ressources, par exemple, l'introduction d'une taxe plate (à taux fixe) sur l'extraction des ressources minérales promue par Yukos ;

- à partir de 2002 : changements législatifs visant le rétablissement du rôle de l'Etat dans le développement de l'industrie; réduction des compétences des régions.

2.1.2. Privatisations dans une industrie de rente et stratégies d'entreprises

Selon l'approche standard de la transition, la définition des droits de propriété privée devait déclencher un processus politique visant à développer les institutions permettant de les sécuriser et de les consolider (Schleifer, Vishny [1998]). Or, dans les industries de rente, les acteurs ont peu d'incitations pour développer l'Etat de droit. Inversement, l'opacité de fonctionnement permettait aux compagnies pétrolières de préserver les rentes (Locatelli [2005]). On peut noter les particularités suivantes du système institutionnel russe²¹⁸ :

-absence d'orientation claire dans la formation et l'évolution du système institutionnel, fragmentation des autorités publiques. Le système institutionnel dans l'industrie des hydrocarbures se forme sous pression des intérêts dominants (notamment, conglomérats financiers - industriels). De ce fait, sa cohérence n'est pas toujours assurée ;

-dans le cadre de la nouvelle économie institutionnelle, les auteurs constatent que la privatisation de l'industrie pétrolière n'a pas permis de créer un système de droits de propriété définis et sécurisés²¹⁹. Ils reprochent à l'Etat le maintien de son droit d'aliéner l'actif (par exemple, l'affaire *Yukos* est liée entre autres à la tentative de vendre 40% des actifs de *Yukos* à *Exxon-Mobil*)²²⁰ ;

-l'incertitude quant au *droit d'usufruit* (par exemple, problèmes d'accès au réseau de transport de *Transneft* et la non-acceptation par l'Etat de la construction de pipelines privés dans le contexte des différentiels de prix sur les marchés intérieur et extérieur). De ce point de vue, remarquons que le renforcement récent de l'emprise fiscale rend les compagnies pétrolières quasi-insensibles à l'évolution du prix international ;

-la *régulation fiscale* visant la maximisation des entrées budgétaires, par opposition à celle visant l'exploitation des ressources à la vitesse optimale pour la réalisation des objectifs sociaux. Des évolutions récentes laissent apercevoir le passage à une approche plus "durable" dans la gestion de l'exploitation des ressources.

L'opacité, voire l'illégitimité (du moins, telle que perçue par la population) des privatisations autorise le renforcement de l'interventionnisme étatique dans le secteur pétrolier, tout en favorisant les stratégies de sécurisation des gains déployés par les agents privés. La structure de propriété (le degré de sécurisation des droits de propriété) et les

²¹⁸ Krukov [2006], Locatelli [2005].

²¹⁹ Voir les travaux de C. Locatelli, par exemple Locatelli [2005], ainsi que Runov [2004].

²²⁰ Il nous semble important de préciser que ce fait reflète non pas tant les résultats "inattendus" de la "réforme" de marché (droits de propriété privée incomplets et non sécurisés), mais il s'agit plutôt d'une tentative de remise en ordre des relations entre l'Etat et les entreprises, de l'enlèvement de la contrainte de la capture de l'Etat par les intérêts privés (du moins, dans le secteur des hydrocarbures), et ce, au niveau fédéral et régional. Il serait donc plus pertinent d'évoquer le *retour à l'Etat de la gestion stratégique des actifs* dans un nouveau contexte politico-économique interne.

objectifs poursuivis qui en découlent permettent de faire la différenciation qui suit entre compagnies pétrolières²²¹:

A. Les compagnies verticalement intégrés privées:

Dans ce groupe, l'on retrouve des compagnies pétrolières de deux types:

(i) détenues par les *insiders* (*Surgutneftegaz*, *Lukoil*). Privatisées par *insiders* et dirigées par les managers de l'époque soviétique, ces compagnies cherchent à améliorer les paramètres technologiques et accumuler les ressources d'investissement internes, les performances financières d'un point de vue d'investisseur externe étant de moindre importance.

(ii) détenues par les *banques extérieures* (*Yukos*, *Sibneft*, *TNK-BP*). Ces compagnies, privatisées dans le cadre des programmes de "ventes aux enchères", sont dirigées par des financiers, leurs objectifs étant la maximisation du profit net par baril produit, la réduction des coûts et l'augmentation de la valeur des actions. Ces compagnies agissent dans une approche de court terme et ont réussi à le plus augmenter leur production.

B. Les compagnies contrôlées par les gouvernements fédéral ou régional (*Rosneft*, *Bashneft*, *Tatneft*), ce qui suppose leur mise au service des intérêts politiques des décideurs publics mais aussi la possibilité de bénéficier de leur soutien dans la compétition avec d'autres compagnies.

Enfin, Grace [2005, p. 167] observe que *Yukos*, *Sibneft*, *Surgutneftegaz* et *TNK-BP* ont amélioré les performances des actifs hérités ou acquis, à la différence de *Lukoil* et *Rosneft*, dont la croissance est issue principalement des acquisitions d'actifs.

Au total, les résultats des privatisations nous paraissent assez décevants. La privatisation du secteur pétrolier n'a pas contribué à assurer une croissance soutenue dans le secteur pétrolier. Par conséquent, de nombreuses questions se posent quant à la soutenabilité des exportations pétrolières.

2.2. Soutenabilité de la production et des exportations pétrolières

La forte croissance de la production pétrolière russe depuis 2000 (laquelle a d'ailleurs été sous-estimée par les projections passées, dont celles de l'AIE et de la Stratégie énergétique du gouvernement russe) semble s'épuiser après 2004. A court et moyen terme, cette situation s'explique par les stratégies des compagnies pétrolières, la question étant non pas tellement la disponibilité des réserves pétrolières, mais plutôt la capacité de les exploiter. Les limites majeures sont les suivantes²²².

Premièrement, la croissance du début des années 2000 n'est pas durable puisqu'elle n'est pas appuyée par la mise en service de nouvelles réserves. La hausse de la production résulte de la récupération du pétrole non extrait pendant les années de la transition ou laissé en terre du fait des pratiques soviétiques non efficaces des années 1980. En effet, un nombre

²²¹ La différenciation des stratégies est discutée dans Dienes [2004], Locatelli [2005]. L'idée de degré de sécurisation des droits de propriété revient à Gaddy et Ickès [2005].

²²² Ici, nous nous basons essentiellement sur les analyses de Dienes [2004], Locatelli [2005], Grace [2005] et IEA [2004].

considérable de puits a été fermé à cette époque pour cause de besoin de réparations ou manque d'entretien ou encore pour des raisons de faible productivité. L'amélioration de la productivité des puits grâce à de nouvelles technologies de récupération assistée a été la source majeure de croissance de la production de Yukos et Sibneft, ce qui s'opère dans une conjoncture de prix très favorable. Les réparations et modernisations complétées, les vieux gisements vont à nouveau décliner. A ce jour, la plupart des opportunités de faire augmenter la production à coûts modérés sont épuisées. Comme le résume Locatelli [2005], le bond de production des années 2000-2004 résulte de la stratégie de la maximisation de la production passant par l'écrémage des gisements les plus rentables, et ce, au dépens d'une stratégie de forage équilibrée (la stratégie du remplacement des réserves par la prospection). Ironiquement, comme le remarquent Bradshaw et Bond [2004, p.353], l'introduction du marché dans le secteur pétrolier a entraîné des comportements semblables à ceux favorisés par le système soviétique. Les compagnies pétrolières, en cherchant à minimiser le coût de revient, privilégient l'intensification du développement des réserves actives, tout en arrêtant les puits à débit plus faible. Les *stratégies d'«écrémage»* de court terme et, notamment, *cash stripping* (recherche de valorisation immédiate des actifs) et *asset stripping* (stratégies de prédation d'actifs), lesquelles visent la maximisation des gains immédiats sont encouragées par *l'environnement institutionnel* (notamment, législatif)²²³. Ainsi, le contrôle de l'exploitation des gisements est insuffisant. Pour le fonds actif des puits pétroliers, l'extraction excède de 25% les volumes prévus selon les accords de licence. En même temps, plus de 20 000 puits d'extraction, prévus par les conditions d'obtention des licences, ne sont pas forés. Il s'agit donc d'extraction sélective en violation des projets d'exploitation des gisements²²⁴.

Or, la plupart des gisements dans la principale région productrice (Khanty-Mansi en Sibérie occidentale) sont en stade de maturité. La majeure partie de la production russe provient des champs ayant déjà atteint le maximum de production. Les gisements en déclin ont contribué à 7 Mns bar/jour sur 8,4 Mns bar/jour de la production russe en 2003²²⁵. Afin de maintenir la dynamique de production, de nouvelles capacités importantes doivent donc être mises en service. Mais, les coûts de développement de nouveaux projets sont supérieurs aux coûts des projets existants pour des raisons de manque d'infrastructures et de conditions géologiques et climatiques plus difficiles. Or, le coût technique d'un baril de brut russe est déjà plus élevé que dans d'autres grandes régions productrices²²⁶. A long terme, une partie importante du nouveau pétrole va provenir de la Sibérie Orientale et de l'Extrême Orient, alors qu'à ce jour, peu de travail d'exploration y a été entrepris, les gisements présentant des coûts de production et de transports élevés ainsi qu'un challenge technologique. De lourds investissements sont actuellement nécessaires pour assurer non seulement des entrées monétaires, mais aussi l'accès aux technologies pour développer les champs spécifiques (par exemple, *offshores* en Arctique). Un prix international élevé du pétrole sera une condition nécessaire pour la mise en service de ces gisements coûteux. Alors que de nouveaux projets

²²³ Locatelli [2005]. Voir Annexe 1.8. Environnement institutionnel dans le secteur pétrolier et stratégies d'entreprises.

²²⁴ Tarasuk V.M. "Problemy sovershenstvovaniya zakonodatelstva v sfere nedropolzovaniya", Comité parlementaire sur les ressources naturelles et exploitation de la nature, http://www.duma.gov.ru/cnature/publiks/nedra/taras_nedra.htm. Malheureusement, le document n'est pas daté, mais il ressort du texte (d'après les événements cités) qu'il est sorti en 2004 au plus tôt. Selon d'autres données, les volumes de forage pétrolier et gazier fixés pour 2004 sont réalisés à 58% pour le forage de recherche, à 75% pour le forage d'exploration, 70% pour la géophysique d'exploration, et 95% pour les puits d'exploitation. Vinogradova O. "Slouchali, no ne ouslychali", *Neftegazovaya vertival'*, n°9-10, 2006. www.ngv.ru.

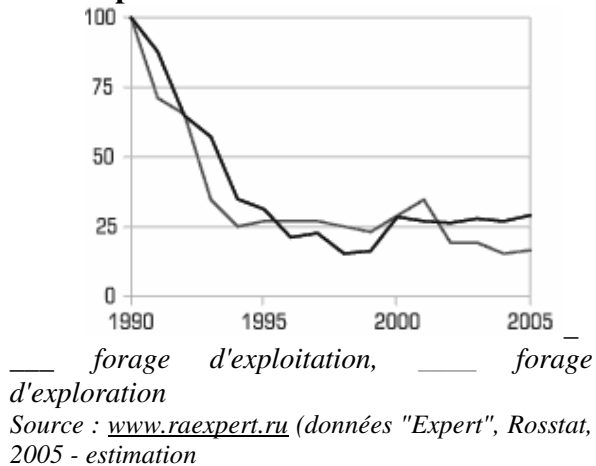
²²⁵ Grace [2005 p. 184]

²²⁶ Il s'élève à 12 doll. en Russie contre 8-11 doll. en mer Caspienne, Amérique latine, Golfe du Mexique, Angola et mer du Nord et 3 doll. à l'OPEP-Moyen Orient (le coût englobe l'exploration, le développement et la production, hors le transport). Rotillon [2005, p. 15].

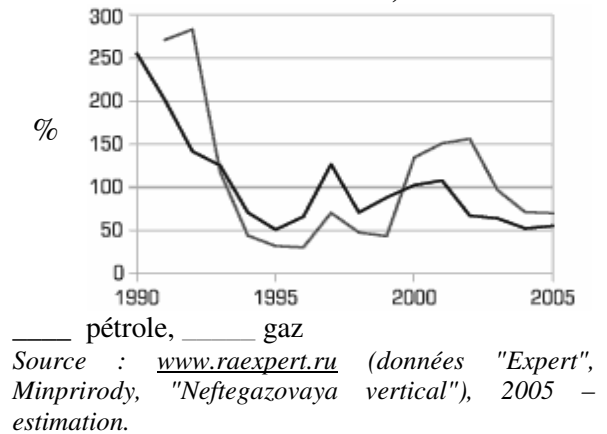
permettraient de compenser le déclin des gisements matures, l'incertitude pèse sur le moment de leur mise en production (Grace [2005, p. 202], Moe, Krukov [2006]). Il s'en suit donc que la véritable question n'est pas le volume de production, mais le *timing* de la courbe de la production (la largeur du plateau et la raideur du déclin éventuel). Et ce *timing* est déterminé essentiellement par les questions institutionnelles, soit les relations entre l'Etat et les compagnies pétrolières nationales et internationales (Gaddy [2004, p. 348-349], Grace [2005]).

Ceci étant, le ratio réserves/production se détériore fortement depuis le début de la transition (voir graphiques 2.2, 2.3).

Graphique 2.2. Forage dans le secteur pétrolier



Graphique 2.3. Reproduction des réserves réserves/extraction)



En 2002, 70% des réserves ont été remplacées et seulement 60% en 2003²²⁷. Dans le secteur pétrolier, les volumes de forage d'exploration en 2005 ont baissé de 30% par rapport à 2000 et de plus de 4 fois par rapport à 1990. La baisse de la prospection en 2002 est liée à l'élimination de prélèvements sur la reproduction de la base matérielle minérale, alors qu'il n'a pas été créé de mécanismes d'incitation à l'exploration par les agents privés²²⁸ et que le financement de l'exploration n'a pas été prévu dans le budget fédéral²²⁹.

Néanmoins, à court terme, la contrainte de la disponibilité de la ressource peut être atténuée pour deux raisons. D'une part, on constate la disponibilité à court terme de centaines de champs découverts²³⁰, ce qui débouche d'ailleurs sur les stratégies de croissance de production par acquisition d'actifs (Lukoil, Rosneft), par opposition à la logique d'exploration. Deuxièmement, on peut s'attendre à une dynamique positive dans l'exploration. Selon les projections du MERT [2005b, p. 69], l'exploration des ressources naturelles (toutes ressources

²²⁷ IEA [2004, p. 303].

²²⁸ L'insuffisance de la protection des investissements dans l'exploration est, selon Moe et Krukov [2006], une des raisons majeures limitant les investissements des compagnies pétrolières dans l'exploration. Plus particulièrement, il s'agit de l'absence de garantie d'attribution de la licence d'exploitation pour les champs nouvellement prospectés grâce aux investissements réalisés par la compagnie pétrolière. Deuxièmement, la création de mécanismes de partage de risques liés à l'exploration entre les compagnies pétrolières et l'Etat paraît nécessaire.

²²⁹ Alors que l'industrie pétrolière constitue la source majeure des recettes budgétaires, le financement budgétaire destiné à la reproduction de la base de ressources diminue (compte tenu de l'inflation). Ainsi, le budget 2004 prévoyait 7,2 Mds roubles pour la reproduction de la base de ressources minérales, alors que le budget 2005 n'allouait à ses objectifs que 6,6 Mds roubles (compte tenu de l'inflation anticipée de 11%). Kimelman, Andriuchin [2005, p. 73].

²³⁰ Grace [2005, p. 195].

naturelles confondues) va reprendre à partir de 2006 (croissance attendue de 7,5% en 2006 et de 10,5% en 2007 de toutes sources de financement).

Les perspectives des exportations se heurtent également à la nécessité de développement des capacités de transport. Deux tiers des exportations russes en 2003 sont acheminés par pipelines. Alors qu'il existe des capacités de transports non utilisées (notamment, en Lettonie et en Ukraine), la situation est très tendue sur certains trajets, en relation avec la modification des voies d'approvisionnement ou de restrictions du trafic (par exemple, par les Détroits turcs)²³¹. Les limites des capacités de transports amènent les compagnies à exporter le brut par des voies alternatives, notamment la voie ferroviaire, ce qui se répercute sur les coûts. L'Etat à son tour cherche à préserver le contrôle de pipelines (monopole de Transneft) et restreint la construction de pipelines privés. On prévoit actuellement l'élargissement des capacités de transport, notamment du système balte (de 50 à 60 Mns. t. de pétrole par an) et la construction du pipeline Sibérie Orientale – Pacifique (premier tronçon de Taishet à Skovorodino) de la capacité prévue de 30 Mns. t. par an pour 2008²³². La question majeure est donc celle des coûts et de l'investissement.

Enfin, on peut attribuer le ralentissement de la croissance de la production pétrolière à l'affaiblissement des stimuli à la croissance dans les conditions de l'alourdissement du fardeau fiscal. Dans ce contexte on prévoit des avantages fiscaux pour favoriser le développement des gisements à conditions géologiques plus complexes (*voir infra*).

Les contraintes discutées ci-dessus représentent en quelque sorte les contraintes endogènes de l'accroissement de la production. Or, c'est l'estimation des réserves ultimes disponibles qui nous fournira une contrainte exogène forte. Ainsi, selon les estimations de *United States Geological Survey* (USGS), les réserves pétrolières ultimes (c'est-à-dire, les réserves déjà identifiées plus les réserves à découvrir avec une probabilité donnée) disponibles en Russie constituent 158,9 Gb avec 95% de chance de découverte réussie et 229,6 Gb avec 50% de chance de découverte réussie, ce qui correspond respectivement à 60% ou 66% des réserves de l'Arabie Saoudite, dotée des plus grandes réserves mondiales. Les réserves identifiées (réserves connues moins production cumulée) s'élèvent à 124,4 Gb, à comparer avec 220,7 Gb pour l'Arabie Saoudite. D'autres experts (J.Laherrère) sont moins optimistes, estimant les réserves ultimes disponibles à la moitié des estimations USGS des réserves ultimes disponibles à 50% de réussite²³³. A supposer que l'estimation des réserves identifiées de 124,4 Gb soit la plus plausible, la production de 10 Mb/j entraînerait un épuisement assez rapide des ressources, le risque étant fort que la Russie devienne importateur net de pétrole vers 2030. L'objectif de maintenir le plateau de production à 6-7 Mb/j pendant trois décennies ou plus serait une stratégie plus avisée (*voir analyse de Boussena et al. [2006, p. 121-126]*).

2.3. Diversification vers les produits pétroliers?

L'industrie du raffinage souffre de problèmes structurels provenant du système de planification soviétique, notamment la surcapacité dans la distillation primaire, le manque de capacités de traitement secondaire et la mauvaise répartition géographique des usines

²³¹ IEA [2004, p. 305-306]

²³² MERT [2005b, p. 35].

²³³ Voir Boussena *et al.* [2006] pour une discussion approfondie.

(éloignement des capacités portuaires)²³⁴. Les capacités de raffinage en Russie ont baissé considérablement durant les années 1990 et ne constituent actuellement que 83,75% du niveau de 1994²³⁵. Les installations les plus usitées ont été arrêtées, alors que leur remplacement paraît problématique. Néanmoins, la Russie dispose de capacités de raffinage de 5,44 Mns. bar/jour, ce qui est largement supérieur à la demande interne (2,6 Mns. bar/jour en 2004 selon les estimations préliminaires)²³⁶. Cependant, ces raffineries sont souvent inefficaces et nécessitent une modernisation. Le taux de la transformation du pétrole est très faible²³⁷. Les produits pétroliers de qualité ne représentent que 10% des exportations russes de produits pétroliers²³⁸. Ceci étant, la consommation de produits de qualité moins bonne sur le marché domestique est autorisée par des exigences peu strictes à l'égard des moteurs des automobiles. De plus, la taxation des exportations de produits pétroliers légers limite les incitations à moderniser et exporter²³⁹. Ceci étant, les compagnies pétrolières russes investissent dans les raffineries étrangères, probablement, du fait de leur meilleure localisation par rapport aux infrastructures de transport et aux marchés d'exportation, alors que la Russie continue à importer les produits de raffinage de haute qualité. Des mesures créant des incitations à la modernisation sont en discussion dans le gouvernement²⁴⁰.

Section 3. Expansion de l'industrie gazière

Le déclin de l'industrie gazière pendant la transition a été relativement peu profond. La production de gaz a baissé de moins de 10%, ce qui s'explique principalement par une baisse de la consommation domestique, alors que la baisse des exportations, assurées par Gazprom, a été moins forte (voir graphiques 2.4, 2.5). L'AIE prévoit une hausse de la production, de la demande interne et des exportations de gaz naturel à l'horizon 2030. Toutefois, ces pronostics prennent en compte les importations en provenance de l'Asie centrale qui permettent une augmentation des livraisons vers l'Europe²⁴¹.

²³⁴ IEA [2004, p. 305].

²³⁵ Institute of Energy Policy [2004, p. 27].

²³⁶ EIA [2006].

²³⁷ On prévoit néanmoins une légère hausse, soit de 71,5% en 2004 à 73,4% en 2008. MERT [2005b, p. 33].

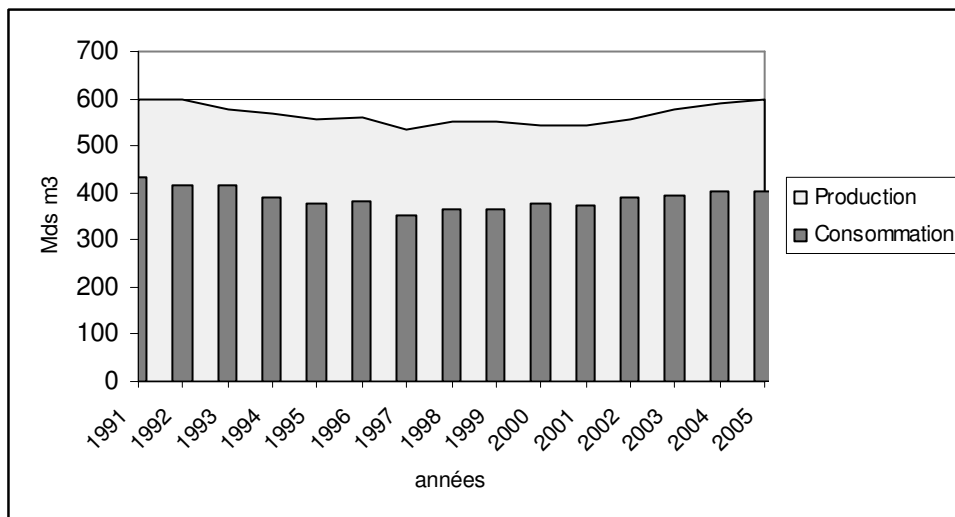
²³⁸ Près de 35% des exportations russes de produits pétroliers sont constituées par le mazout de chauffage (produit secondaire de raffinage et vendu à des prix en dessous des prix du brut). Les produits de qualité (essences et kérosènes) représentent au total autour de 10% des exportations de produits pétroliers. Institute of Energy Policy [2004, p. 32].

²³⁹ Milov, Selivakhin [2005, p.35], Institute of Energy Policy [2004]. Selon V. Alekperov, Président de Lukoil, le prix actuel de l'essence est constitué d'impôts à 55% et à 11% des coûts de transports. *Kommersant*, 1 avril 2006. Institute of Energy Policy [2004] montre que dans le cas de la profonde modernisation des raffineries russes et de la résolution des problèmes de transports, le raffinage peut être attractif pour les entreprises.

²⁴⁰ Netreba P. "Komissiya po TEKu nachala spasenie neftianoi otrasli", *Kommersant*, 1 avril 2006.

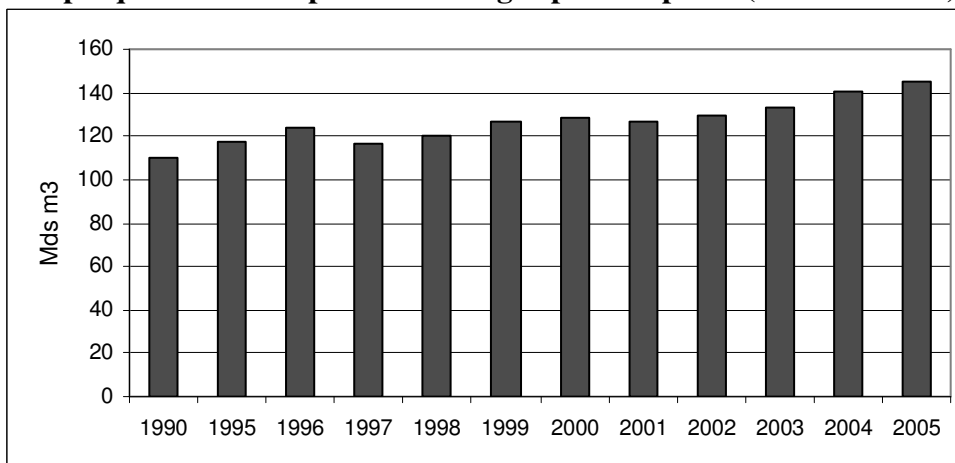
²⁴¹ IEA [2004, p. 308].

Graphique 2.4. Production gazière en Russie



Source : BP Statistical Review of World Energy 2006

Graphique 2.5. Les exportations de gaz par Gazprom (hors ex-URSS)



Source: Gazprom (présentation de A. Medvedev sur le briefing "travail sur les marchés de l'étranger lointain", 10 juin 2005).

L'industrie gazière russe est dominée par Gazprom qui est propriétaire des réseaux de transports et dispose d'un monopole d'exportation (3.1.). Malgré le fait que la compagnie détienne des réserves immenses, ses perspectives d'exportation à moyen terme sont contraintes par le besoin d'investissement, les gisements géants exploités actuellement entrant en phase de déclin (3.2). Ceci étant, la compagnie assure une stratégie expansionniste visant la sortie sur de nouveaux marchés géographiques, ainsi que le développement de nouvelles activités (3.3.).

3.1. Quelques aspects du fonctionnement du marché interne

Le konzern d'Etat Gazprom (devenu ensuite société anonyme) a été créé en 1989 sur la base du Ministère de l'industrie gazière. Actuellement, Gazprom détient des licences pour 55% des réserves russes de gaz naturel (28% sont attribués aux autres producteurs - compagnies pétrolières et producteurs gaziers indépendants-, et 17% des réserves ne sont pas

alloués). L'entreprise assure 90% de la production du gaz et contrôle toutes les étapes de la chaîne gazière. Elle est propriétaire du réseau national de pipelines de haute pression inter-régionaux et des sites de stockage, détient le monopole des exportations en dehors de la CEI et le monopole de la transformation du gaz²⁴². En 2004, l'Etat détenait 38,37% des actions de la compagnie (la participation de l'Etat a été augmentée par la suite), le reste appartenant à des personnes morales russes (36,81%), personnes physiques russes (13,32%) et investisseurs étrangers (11,50%)²⁴³. Ceci étant, on anticipe une tendance à la hausse des producteurs indépendants dans la production gazière russe²⁴⁴.

Gazprom planifie la stabilisation de l'extraction du gaz au niveau de 560 Mds m³ en 2006-2010, et la croissance jusqu'à 580-590 Mds m³ à l'horizon 2020 (Gazprom [2004, p.48]). Gazprom est particulièrement intéressé à écouler sa production sur les marchés étrangers puisque les prix d'exportation vers l'UE sont largement supérieurs aux prix internes. De ce fait, Gazprom cherche à augmenter ses exportations vers l'Europe (voir graphique 2.5). Selon l'AIE, les exportations de gaz naturel vers l'UE vont atteindre 155 Mds m³ en 2030²⁴⁵. Néanmoins, la concurrence sur le marché européen et la croissance modérée de la demande limitent les perspectives de croissance des livraisons russes en Europe.

En effet Gazprom subit des pertes sur le marché interne²⁴⁶. En 2005, alors que le prix moyen pour les exportations vers l'UE est de 3 964,8 roubles/1000m³, soit 140 doll. environ²⁴⁷, (sans accise et droits de douanes), le prix moyen pour les consommateurs domestiques est seulement de 1 009,7 roubles/1 000 m³, soit 36 doll. (sans TVA et accise). La stratégie énergétique russe estime la hausse de prix pour assurer les investissements nécessaires jusqu'à 40 - 41 doll/1000m³ à l'horizon 2006 et 59 - 64 doll/1000m³ en 2010 (sans la TVA et les coûts de transports et distribution)²⁴⁸. La hausse des prix (bien que moins forte) est également confirmée dans l'accord de la Russie avec l'UE sur l'accession de la Russie à l'OMC de mai 2004. Ceci étant, les prix internes pour les consommateurs industriels domestiques en 2010 vont rester largement inférieurs aux prix d'exportation vers l'UE²⁴⁹.

Le marché interne du gaz peut être présenté comme un mécanisme de distribution normative (le mécanisme d'allocation des volumes de livraisons du gaz à des prix fixes) lequel autorise des opérations sur une base commerciale (puisque les volumes dépassant les quotas fixés sont achetés auprès de Gazprom ou des producteurs indépendants à des prix plus élevés). Puisque le tarif intérieur est en dessous du prix à l'exportation, Gazprom est intéressé à maximiser les exportations et minimiser les fournitures sur le marché domestique. L'accès aux gazoducs pour les compagnies tiers est formellement conditionné par la présence de capacités non utilisées, mais Gazprom peut refuser l'accès pour des raisons techniques (par exemple,

²⁴² IEA [2004, p. 308-309].

²⁴³ Gazprom [2004].

²⁴⁴ Selon la Stratégie énergétique de la Russie pour la période jusqu'en 2020 [p. 56], la production de gaz (compte tenu de la part des producteurs indépendants) atteindra 635 - 665 Mds m³ en 2010 et 680 - 730 Mds en 2020 en fonction du scénario du développement socio-économique de la Russie. La part des producteurs indépendants va augmenter de 73 Mds m³ (soit 12% de la production gazière russe) en 2002 jusqu'à 105 - 115 Mds m³ (17%) en 2010 et 140 - 150 Mds m³ (20%) en 2020.

²⁴⁵ IEA [2004, p.313].

²⁴⁶ Selon le Rapport d'activité de 2005, malgré l'indexation des prix, en 2005, les pertes de Gazprom sur le marché interne s'élevèrent à 8 Mds roubles. En 2006, la compagnie s'attend à des pertes de l'ordre de 34,3 Mds roubles, et ce, malgré l'indexation des prix régulés de 11% (données de la comptabilité analytique avec la prise en compte de la revalorisation des actifs fixes). Gazprom [2005, p. 53].

²⁴⁷ Au taux de change moyen de 28,25 roubles pour 1 dollar.

²⁴⁸ Stratégie énergétique de la Russie pour la période jusqu'en 2020, p. 78.

²⁴⁹ Selon l'AIE, les prix internes du gaz vont atteindre le niveau reflétant les coûts de production de 50doll./1000m³ pour 2014 et 60doll./1000m³ pour 2020 (en dollars réels de 2000). Les subsides croisés entre le secteur industriel et les consommateurs domestiques disparaîtraient en 2020 (IEA [2004, p. 293]).

liées à la qualité du gaz). En plus, Gazprom contrôle toute l'information sur la production, les capacités des pipelines et les flux d'exportation. En pratique, l'accès aux gazoducs est assez restrictif²⁵⁰. Ceci est le cas notamment pour BP-TNK, qui contrôle le gisement géant de Kovykta dans la région de Irkoutsk mais ne réussit pas à développer les exportations vers l'Asie (la licence d'exploitation de Kovykta est cédée à Gazprom en juin 2007, voir *infra*). Le monopole de Gazprom pour les exportations est entériné dans la loi en 2006²⁵¹.

Néanmoins, en 1998-2002, les volumes de gaz produit hors Gazprom ont triplé et le nombre des producteurs indépendants ayant obtenu l'accès au réseau, a augmenté²⁵². Gazprom n'est pas intéressé à interdire l'accès des producteurs indépendants au marché interne vu le différentiel de prix domestiques et à l'exportation, tout en préservant le contrôle du réseau de gazoducs. Selon OCDE [2004a], les réformes doivent donc viser l'amélioration de la transparence de l'activité de Gazprom et la baisse de son rôle régulateur dans l'économie (transparence de distribution de quotas des livraisons gazières à des prix fixes, transparence quant à l'accès au réseau). A ce jour, bien que plusieurs projets de réforme de libéralisation du secteur gazier (particulièrement, la séparation du monopole naturel, c'est-à-dire des infrastructures de transports) n'aient pas été réalisés, ce qui est lié notamment à la résistance de Gazprom, l'entreprise semble améliorer sa transparence financière (séparation comptable des activités). Cependant, il ne faut pas oublier que c'est cette structure de marché qui a permis de subventionner l'industrie russe pendant la crise de transition.

3.2. Besoins d'investissement

Assurer les investissements est une question cruciale pour les perspectives de l'industrie gazière russe. Gazprom doit faire face au problème du renouvellement des réserves. Il s'agit de la baisse de la production sur les trois gisements majeurs (Medvejie, Ourengoï et Yambourg), lesquels assurent au total près de 75% de sa production. Les réserves de ces gisements sont épuisées à 55-75%²⁵³. En même temps, la part des réserves situées dans des conditions climatiques et géologiques difficiles et éloignées des infrastructures existantes augmente. La rapidité du déclin de la production des principaux gisements sera donc le facteur décisif pour les futurs niveaux de production de Gazprom²⁵⁴.

Le seul gisement géant mis en exploitation par Gazprom ces derniers temps est le gisement Zapoliarnoye (capacité prévue de 100 Mds m³/an), lequel est considéré comme la dernière source de gaz bon marché. Selon la stratégie de Gazprom, la production de gaz jusqu'en 2010 sera assurée par Zapoliarnoye ainsi que par le développement des gisements satellites des champs exploités. Après 2010, Gazprom prévoit le développement de nouvelles zones stratégiques en Extrême Orient, Sibérie orientale, région Ob-Taz, presque île de Yamal

²⁵⁰ L'accès des tiers au réseau est introduit en 1997. Cependant, le refus éventuel de Gazprom d'accorder les capacités de transport aux tiers est difficilement contestable du fait de la non accessibilité de l'information sur la structure de l'utilisation des gazoducs. (Voir OCDE [2004a]).

²⁵¹ La loi a été adoptée par le Parlement en juillet 2006 (et attendait donc la signature présidentielle), ce qui confortait vraisemblablement des objectifs de négociations, notamment dans le cadre du sommet du G8 à St-Petersbourg en juillet 2006.

²⁵² OCDE [2004a]. Selon les données de Gazprom [2004, p. 39], en 2004, les entrées dans le réseau de transports de Gazprom s'élèvent à 687,4 Mds m³ du gaz, dont 525,2 Mds m³ de gaz en provenance des sociétés d'extraction filiales de Gazprom. 33 producteurs indépendants se sont servis du réseau du Gazprom, par rapport à 30 en 2003.

²⁵³ OCDE [2004a, p. 174], Stratégie énergétique de la Russie pour la période jusqu'en 2020, p. 58.

²⁵⁴ Le gouvernement russe et Gazprom prévoient une baisse de 7% annuels environ, les projections de l'IEA sont quelque peu plus optimistes (OCDE [2004a, p. 175]).

et des gisements *offshore* des mers arctiques. Or, ceci nécessitera des investissements importants étant donné les difficultés technologiques de l'exploitation de nouveaux gisements et leur éloignement des infrastructures existantes²⁵⁵. A ce jour, Gazprom vise à réduire la baisse de la production des grandes régions productrices en développant les gisements annexes à des gisements géants.

Dans ce contexte, un rôle important sera joué par les producteurs indépendants (dont la part dans la production va augmenter) et les accords de livraisons de gaz en provenance de l'Asie centrale. La participation des investisseurs étrangers est limitée dans le contexte du renforcement du contrôle national sur les réserves stratégiques. Néanmoins, l'accès des investisseurs étrangers peut prendre la forme d'échanges d'actifs (participations minoritaires dans les actifs en amont contrôlés par Gazprom contre l'accès de Gazprom aux réseaux de distribution en Europe).

3.3. La stratégie expansionniste de Gazprom

Gazprom réalise actuellement une stratégie d'expansion au niveau géographique (en passant de l'orientation quasi-exclusive sur les marchés européens vers une stratégie "globale") et au niveau industriel (extension d'activités). Il s'agit notamment des aspects suivants:

- le contrôle des infrastructures de transports, permettant de dominer le secteur gazier,
- la volonté de conclure des contrats à long terme d'importation de gaz en provenance de l'Asie centrale, ainsi que la participation au développement des ressources gazières à l'étranger. Les accords d'importation signés avec les pays de l'Asie centrale (en premier lieu, avec le Turkménistan, dépendant à l'égard du réseau de transport russe) permettent à Gazprom de décaler dans le temps le développement des gisements coûteux de Yamal et de l'Arctique, de réduire le besoin d'acheter du gaz auprès des producteurs indépendants et d'éliminer la concurrence potentielle des producteurs de l'Asie centrale sur les marchés étrangers²⁵⁶,
- la politique d'acquisition d'actifs du secteur pétrolier et électrique. Gazprom contrôle au moins 10,3% de RAO EES de la Russie (monopole d'électricité) et plus de 25% de Mosenergo (distributeur moscovite),
- l'expansion dans les secteurs en aval, où les marges sont plus importantes (distribution du gaz, notamment sur les marchés européens). Dans le contexte de la libéralisation du marché européen, Gazprom développe des opérations sur les marchés *spot*,
- l'expansion vers de nouveaux marchés (pays et produits). Orienté traditionnellement sur les marchés européens, Gazprom développe une stratégie globale, ce qui suppose l'entrée sur les marchés asiatique et américain et la diversification des produits (entrée sur le marché du gaz naturel liquéfié).

Les deux derniers aspects seront étudiés dans la troisième partie de la thèse.

²⁵⁵ Par exemple, la mise en exploitation des gisements de Yamal et de la région Ob-Taz est estimée par Gazprom à 25 Mds doll., plus 40 Mds doll. pour les infrastructures de transport. Les gisements *offshore* de la mer de Barents nécessite 10-15 Mds doll. pour la mise en exploitation, sans compter les infrastructures de transport (OCDE [2004a, p. 175]). Selon la Stratégie énergétique de la Russie pour la période jusqu'en 2020, le besoin en investissement de l'industrie gazière jusqu'en 2020 est évalué à 170-200 Mds doll. (p. 116-117).

²⁵⁶ IEA [2004, p. 313].

Section 4. Reprise en main par l'Etat de l'industrie des hydrocarbures

Depuis récemment, on observe une intervention directe croissante de l'Etat dans le secteur des hydrocarbures. Après un constat factuel (4.1.), nous tenterons de fournir une interprétation de ce phénomène (4.2.), se révélant préoccupant pour les investisseurs étrangers (4.3.).

4.1. La reprise en main par l'Etat: les faits

La situation actuelle dans le secteur des hydrocarbures révèle le renforcement de l'intervention publique dans le secteur énergétique. Pour appuyer cette conjecture, citons les faits suivants:

- affaire Yukos et passage de ces principaux actifs sous la tutelle de Rosneft, compagnie pétrolière contrôlée par l'Etat,

- augmentation de la part de l'Etat dans le capital de Gazprom à plus de 50%; changement de l'équipe gestionnaire de la compagnie²⁵⁷ suite à l'arrivée de Poutine à la Présidence de l'Etat et consolidation des actifs dispersés pendant les années 1990. Ayant le contrôle majoritaire du capital, l'Etat autorise la libéralisation du marché des actions de Gazprom (auparavant des restrictions s'appliquaient aux étrangers),

- fusion annoncée de Gazprom et Rosneft, fusion de Gazprom et Sibneft en automne 2005, rachat par Rosneft de Yugansknefteugansk (principale unité de production de Yukos) en décembre 2004. Suite à ces deux dernières opérations, la part de la production pétrolière russe contrôlée par l'Etat se situe à 25% environ²⁵⁸,

- interdiction de la restructuration de Gazprom annoncée par V. Poutine à la fin 2003 et en 2004²⁵⁹,

- volonté affichée du Kremlin d'approbation des transactions privées sur les actifs stratégiques (par exemple, blocage de la vente de 40% des actions de Yukos à Exxon Mobil),

- rachats par Gazprom d'actifs énergétiques sur l'ancien espace soviétique,

- cas d'annulation de licences d'exploration et de développement détenues par les étrangers (par exemple, ExxonMobil sur Sakhaline III en 2004)²⁶⁰,

- durcissement du régime des accords de partage de la production et l'entrée des compagnies d'Etat dans les projets développés dans le cadre d'accords de partage de la production (par exemple, l'entrée de Gazprom dans le projet Sakhaline II),

- reprise par Gazprom des participations étrangères majoritaires dans l'exploitation des majeurs gisements gaziers (par exemple, l'achat par Gazprom de la participation de BP-TNK dans le capital de la société Rusiya Petroleum, le propriétaire de la licence d'exploitation du gisement de Kovykta),

- transfert du processus d'attribution des licences des compétences conjointes entre le centre fédéral et les régions au profit des compétences exclusives du centre fédéral,

- augmentation du fardeau fiscal et prélèvement d'une grande partie des surprofits.

²⁵⁷ Voir par exemple *Gas Matters*, April 2005, p. 9.

²⁵⁸ EIA [2006].

²⁵⁹ Milov, Selivakhin [2005, p. 23].

²⁶⁰ Voir Rebrov D. "Amerikantsam ne dostalos bolche nefi i gaza", *Kommersant*, 8 août 2006. A ce jour, le refus d'élargir les frontières du gisement (suite aux travaux d'exploration entrepris par ExxonMobil) est utilisé pour négocier l'augmentation de la part de Rosneft dans le projet Sakhaline 1.

Cette liste est, certes, incomplète mais établit un témoignage suffisant de la recherche de reprise en main de l'industrie des hydrocarbures par l'Etat.

4.2. Les hydrocarbures entre stratégies privées et publique

La reprise en main par l'Etat de l'industrie des hydrocarbures est censée répondre à la meilleure réalisation de l'intérêt national. On peut y trouver des explications en termes économiques, politico-économiques, et politiques:

-le renforcement du contrôle étatique permet de maîtriser les paramètres de développement de l'industrie (investissements, structure de production,...), de centraliser la redistribution de la rente, ainsi que de préserver le contrôle national des ressources stratégiques,

-en disposant de réserves importantes, la Russie a une possibilité d'utiliser le potentiel d'exportation des hydrocarbures en tant qu'instrument de la politique étrangère. Selon la Stratégie énergétique de la Russie pour la période jusqu'en 2020, "*Pendant les prochaines années, les exportations des ressources énergétiques resteront le facteur clef tant pour le développement de l'économie nationale que pour la place économique et politique de la Russie dans la communauté internationale*" (p. 50)²⁶¹. Ceci étant, "*la poursuite des intérêts politiques de la Russie dans le monde*" est définie comme un des objectifs stratégiques du développement de l'industrie des hydrocarbures (Stratégie énergétique de la Russie pour la période jusqu'en 2020, p. 61, 71)²⁶².

-selon Gaddy et Ickes [2005], à court terme, la faiblesse des droits de propriété pousse les firmes à partager les rentes pour sécuriser leurs droits de propriété. Cette situation correspond à des volumes de production réduits à plus long terme. Un leader prévoyant choisirait donc des droits de propriété sécurisés. Mais, dans cette situation, il existe un risque de perte de pouvoir des autorités publiques en faveur des oligarques. Par conséquent, la propriété privée n'arrange pas les intérêts du leadership, quelle que soit la mesure de protection des droits de propriété. De ce fait, la solution est de renforcer le contrôle étatique sur les secteurs des hydrocarbures. Néanmoins, comme le considèrent Gaddy et Ickes [2005], la centralisation du partage de la rente observée aujourd'hui présente trois problèmes majeurs: (i) la non transparence associée à la gouvernance publique entraîne la non efficacité, donc un coût pour la société ; (ii) le fardeau fiscal, ainsi que les prélèvements informels, affaiblissent les incitations à investir ; et (iii) les droits de propriété sont affaiblis. Or, le secteur privé avec des droits de propriété non sécurisés tend à augmenter la production courante au détriment des investissements dans les nouveaux gisements.

L'analyse de Gaddy et Ickes est intéressante, mais elle ne précise pas suffisamment les objectifs poursuivis par les autorités publiques (autres que la recherche de contrôle). Ces objectifs seraient différents selon l'horizon temporel (et donc le degré de sécurité des droits de

²⁶¹ Voir également les conclusions du Ministre des Affaires étrangères, Sergeï Lavrov, lors d'une réunion fermée du Conseil de Fédération, dans l'article de A. Samarina. "Les non-loyaux vont rester sans pétrole et gaz", *Nezavisimaya Gazeta* (en russe), 13 octobre 2005. Précisément, il s'agit d'appliquer les mesures de pression économiques, en particulier dans le domaine des fournitures énergétiques, envers les voisins de la CEI non suffisamment loyaux.

²⁶² Plus précisément, selon la Stratégie énergétique de la Russie pour la période jusqu'en 2020, un des objectifs stratégiques de l'industrie pétrolière consiste à assurer les intérêts de la Russie dans le monde (p.61), alors que l'industrie gazière est appelée à assurer les intérêts de la Russie "en Europe et dans les pays limitrophes, ainsi que dans la région Asie-Pacifique" (p. 71).

propriété). On peut supposer que le décideur public russe tolérerait les comportements de prédation, lui-même souffrant du manque de légitimité (par exemple, les privatisations selon *Loans for shares* sont liées à la réélection de B. Eltsine pour un deuxième mandat).

Néanmoins, à ce jour, l'on ne peut affirmer avec certitude s'il s'agit à présent d'une politique réfléchie (réalisation d'une stratégie de la restauration du contrôle étatique dans l'industrie énergétique dans l'intérêt national) ou bien de réactions plutôt intuitives de la bureaucratie pour renforcer le contrôle du secteur par l'Etat ou encore d'actes pour des motifs personnels de bureaucrates. Le fait que la reprise en main des hydrocarbures correspond à l'approche défendue par V. Poutine dans sa thèse de *kandidat* ès sciences économiques et dans l'article consécutif paru en 1999²⁶³ laisse supposer, au moins, la présence d'éléments de la première hypothèse, c'est-à-dire de la réalisation d'une stratégie de développement économique national. Poutine [1999] souligne l'importance des ressources naturelles pour le développement économique de la Russie. Il constate les conséquences néfastes de la période marquée par l'affaiblissement du contrôle étatique de l'industrie et soutient la primauté des intérêts de l'Etat dans la gouvernance du secteur. Il opte (i) pour une plus forte régulation publique de l'industrie pour assurer l'exploitation rationnelle, la protection et la reproduction du potentiel de ressources et (ii) pour le support étatique pour la création des compagnies intégrées verticalement, c'est-à-dire des structures interbranches basées sur l'exploitation de l'extraction des ressources minérales, capables de concurrencer les multinationales occidentales. Il s'agit d'un marché dirigé, le gouvernement ayant une voix décisive quant à la prise des décisions majeures concernant le développement du secteur des hydrocarbures.

Cette approche en termes de contrôle étatique rencontre de nombreuses critiques. Les adeptes de la doctrine libérale dénoncent le contrôle national lourd et prescrivent la libéralisation, la décentralisation de la gouvernance, l'attraction du capital privé et le soutien des initiatives privées (par exemple, Milov, Selivakhin [2005], Milov [2006]). Ils s'appuient sur l'argument de l'inefficacité de la gouvernance étatique, notamment, pour assurer le développement de la production et les investissements.

Dans un sens général, à notre avis, la question des buts ultimes du renforcement du contrôle est essentielle: s'agit-il bien du contrôle national pour protéger les intérêts de la population? Si ceci est vrai, quelles seront les politiques de développement mises en place et comment vont-elles être mises en œuvre? Ces questions auront une importance déterminante pour l'insertion internationale du secteur énergétique russe et son impact sur le développement économique de la Russie au sens plus large.

Enfin, notons que, aujourd'hui, la reprise en main par l'Etat de l'industrie des hydrocarbures s'étend vers tous les secteurs considérés comme "stratégiques"²⁶⁴. On y retrouve non seulement les ressources naturelles (hydrocarbures), mais aussi les métaux, les médias, l'automobile.

²⁶³ Poutine [1999], voir aussi la discussion dans Balzer [2005] et Olcott [2005]. Certes, les idées défendues par V. Poutine [1999] auraient pu changer entre temps et ne seraient pas nécessairement à appliquer sur le terrain réel.

²⁶⁴ La création de la Liste des entreprises stratégiques et des sociétés anonymes stratégiques résulte de la réforme administrative. La liste a été adoptée pour la première fois par l'*Oukaz* n°1009 du 4 août 2004. Dans la liste, ont été incluses 514 Entreprises unitaires fédérales d'Etat ainsi que 549 sociétés anonymes dont les actions ressortent de la propriété fédérale dont la participation de la Fédération de Russie dans la gestion assure les intérêts stratégiques de l'Etat. En particulier, Gazprom a été classifié parmi les entreprises stratégiques. *Source* : *Nezavisimaya Gazeta*, 12 octobre 2005.

4.3. Le régime des investissements étrangers

La Russie refuse de ratifier la Charte énergétique, son régime juridique entérinant la sécurisation des investissements étrangers et la liberté d'accès aux pipelines par tiers (notamment, les compagnies pétrolières et gazières étrangères et producteurs de l'Asie centrale)²⁶⁵.

Cependant, nous partageons l'avis selon lequel les changements opérés ne visent pas à remettre en cause "*les principales logiques, mécanismes de coordination, normes et règles d'une économie de marché*" (Boussena, Locatelli [2006, p.1]) dans l'industrie pétrolière. Au contraire, la reprise en main par l'Etat de l'industrie des hydrocarbures peut clarifier les choix effectués et les formes prises par les participations étrangères (Locatelli [2006]).

Actuellement, la loi régulant la participation des étrangers dans les objets stratégiques est en préparation, l'objectif étant double : (i) créer des mécanismes de participation des investisseurs étrangers permettant d'assurer la protection de l'intérêt national dans l'économie et (ii) contribuer à améliorer le climat d'investissement en clarifiant les règles d'accès à l'exploitation des ressources naturelles.

L'accès d'investisseurs étrangers à des gisements stratégiques en est un des sujets principaux. L'entrée en vigueur de la nouvelle législation (notamment, la modification de la loi sur les sous-sols) était prévue pour le deuxième semestre 2006. Selon la dernière version de la nouvelle loi sur les sous-sols, 70 gisements seront classés d'importance stratégique et pour lesquels l'accès des investisseurs étrangers sera limité. Il s'agit des gisements pétroliers supérieurs à 70 Mns t., les gisements gaziers supérieurs à 50 Mds m³, de minerai de cuivre supérieurs à 500 milliers t., de minerai d'or supérieurs à 50 t. Ces critères sont considérablement durcis par rapport aux projets de loi précédents, selon lesquels cinq gisements seulement étaient qualifiés de stratégiques (trois gisements des hydrocarbures, un de minerai d'or et un de cuivre)²⁶⁶.

Une forme alternative pour le développement des hydrocarbures est représentée par les accords de partage de la production, lesquels fixent la répartition des profits entre l'Etat et la compagnie pétrolière pour toute la période de la réalisation du projet, en assurant ainsi la compagnie contre les changements législatifs, notamment dans les pays où le cadre institutionnel est instable, réduisant ainsi l'incertitude financière et juridique des investissements.

Les accords de partage de la production régis par la loi de 1995 et auxquels s'appliquait déjà un cadre assez restrictif²⁶⁷ ont été rendus quasiment non opératoires par l'amendement de

²⁶⁵ Voir Wälde [2004], Yerchov [2006].

²⁶⁶ Kornycheva A. "Yuriy Troutnev poimal TNK-BP v elektronnuu lovouchkou", *Kommersant*, 20 juillet 2006.

²⁶⁷ Du fait de nombreuses modifications et compromis, la loi sur le partage de la production (1995) a été accusée d'être floue et, sur certains points, contradictoire avec d'autres actes législatifs. Elle nécessitait donc des amendements, lesquels ont été adoptés en 1996-1998. Il en résulte un cadre assez restrictif. Premièrement, le régime de partage de la production ne pouvait s'appliquer qu'aux gisements figurant dans la liste approuvée par la Douma (21 gisements, les trois premiers projets de partage de la production ne figurant pas sur la liste). Deuxièmement, 30% des réserves russes seulement pouvaient être développés dans le cadre d'accords de partage de la production. Ceci étant, en 2002, les 21 gisements pétroliers inclus dans la "*list law*" comptaient déjà pour 26,5% des réserves pétrolières russes, alors que le "quota" pour le gaz était rempli à 11,2%. Une autre limite portait sur le barème de 30% pour les équipements étrangers utilisés. Enfin, à partir de 1999, les accords de partage de la production pour les gisements inférieurs à 25 Mns t. sont approuvés par les gouvernements fédéral et régional, et non par la Douma, ce qui représente un compromis dans les relations entre le centre fédéral et les régions. Source : IEA [2002, p. 101-102].

2003, soutenu par les grandes compagnies pétrolières russes. Désormais, le recours aux accords de partage de la production ne peut s'appliquer que pour les gisements pour lesquels aucun investisseur n'est prêt à emprunter le régime fiscal normal. Ceci contraint de facto des compagnies internationales à opérer dans le cadre législatif du régime russe normal, soit à créer des joint-ventures avec une compagnie russe (comme BP-TNK), soit à prendre des participations au capital des compagnies russes (participation de *ConocoPhillips* dans le capital de *Lukoil*). D'ailleurs, les seuls accords de partage de production mis en place sont ceux des gisements de Sakhaline I et II et de Kharyaga, ces trois accords ayant été signés avant l'entrée en vigueur de la loi de 1995²⁶⁸. Remarquons aussi la volonté d'augmenter la participation étatique dans les accords de partage de production (par exemple, l'entrée de Gazprom dans le projet Sakhaline II).

Enfin, la participation des étrangers semble relativement plus facile pour des projets complexes, éloignés et à coûts élevés (comme par exemple ceux de Sakhaline ou encore Shtokman de la mer Barents).

Section 5. Rente des hydrocarbures et croissance économique

Le développement du secteur des hydrocarbures répond à deux grands objectifs de la politique économique: (i) redistribution d'une partie de la rente; (ii) modernisation de l'économie. Nous allons essayer d'évaluer ces deux aspects. Etant donné la part élevée de l'industrie des hydrocarbures dans l'économie russe et le déclin industriel de la période de transition, le secteur des hydrocarbures est la source majeure des revenus budgétaires. En 1994, le secteur énergétique (majoritairement les hydrocarbures) a assuré plus de 30% des recettes collectées du budget²⁶⁹. En 2000, la part des recettes douanières et des paiements liés à l'exploitation des ressources naturelles (provenant pour une bonne partie des hydrocarbures) a constitué 22% des revenus du budget fédéral et 3,4% du PIB. En 2005, elle a atteint 50% des revenus du budget fédéral et près de 12% du PIB²⁷⁰. Il s'agit de la contribution fiscale "formelle" de l'industrie dans l'économie. Or, une grande partie de la rente est de plus redistribuée par les mécanismes de prix permettant la survie des industries manufacturières dans une "économie virtuelle" (Gaddy, Ickès [1998, 1999]). Après une présentation de la taille et des modes formels et informels de partage de la rente des hydrocarbures (5.1.), nous procéderons à une étude plus détaillée pour le cas du secteur pétrolier (5.2.) et gazier (5.3.).

²⁶⁸ L'accord Sakhaline I est conduit par ExxonMobil (30%), le consortium japonais Sodeco (30%), les affiliés de Rosneft (RN-Astra (8.5%) et Sakhalinmorneftegas-Shelf (11.5%)) et la compagnie indienne ONGC Videsh Ltd. (20%).

L'accord Sakhaline II était mené par Shell (55%), Mitsui (25%) et Diamond Gas (20%). En avril 2007, Gazprom finalise son entrée dans le projet. Le gazier russe acquiert 50% plus une action. La part des autres partenaires est par conséquent réduite.

L'accord de Kharyaga (région de Nenets) est composé de Total (opérateur, 50%) Norsk Hydro (40%) et du côté russe Nenets Oil (détenue par l'administration locale et Lukoil, 10%).

²⁶⁹ Sagers *et al.* [1995, p. 390]. Données IEA.

²⁷⁰ BOFIT [2006-3].

5.1. Taille et partage de la rente des hydrocarbures

Les hydrocarbures et le partage de la rente (définie ici comme le surprofit économique, soit revenus moins coûts et revenu normal du capital) sont au cœur du système économique et politique russe. La non – transparence apparaît parmi les caractéristiques majeures du système de distribution de la valeur. Dans le système soviétique, les transferts de valeur (et donc la distribution de la rente) étaient opérés par le biais des mécanismes de prix administrés. Par la suite, d'autres institutions ont émergé pour perpétuer et dissimuler les transferts de valeur.

Selon les estimations de Gaddy, Ickes [2005], (i) la rente des hydrocarbures représente en 2005 près de 25% du PIB, ce qui reste inférieur au pic de 1981 lorsque la rente dépassait 40% du PIB; (ii) les rentes sont très volatiles, un fort déclin étant enregistré entre 1981 et 1998 ; (iii) les rentes gazières prennent de l'importance par rapport aux rentes pétrolières; (iv) les rentes sont tirées par les fluctuations du prix du pétrole (voir graphique 2.6).

Graphique 2.6. L'évolution de la rente gazière et pétrolière

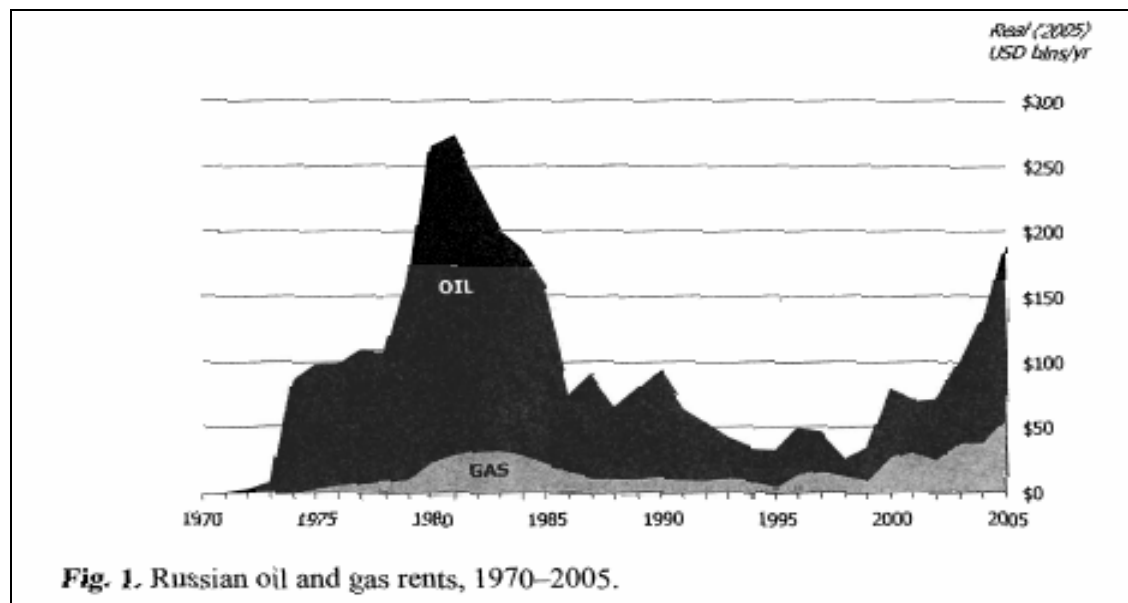


Fig. 1. Russian oil and gas rents, 1970–2005.

Source : Gaddy, Ickes [2005, p. 562].

Suivant l'analyse de Gaddy et Ickes [2005], l'on peut diviser la rente en composantes formelles et informelles, à chacune d'entre elles correspondant les groupes d'intérêt.

Le partage formel de la rente inclut (i) les *taxes formelles*, lesquels renvoient à l'augmentation en termes absolus et relatifs de la rente collectée par le gouvernement sous forme de taxes et (ii) les *profits*, qui supportent les effets des changements fiscaux.

Le partage informel de la rente inclut (i) les *subsidies de prix*, étant donné que le prix interne des hydrocarbures est inférieur au prix d'exportation; (ii) les *taxes informelles*, telles que les pots de vin²⁷¹ ou les dépenses sociales et de charité ; (iii) les *coûts excessifs*, par exemple, les inefficiences du transport du pétrole par la voie ferroviaire. Ce dernier élément est assez problématique puisqu'il est difficile d'estimer le coût normal. D'ailleurs, comme le remarquent Gaddy et Ickes, l'estimation présentée ci-dessus est vraisemblablement biaisée à la baisse du fait de la prise en compte des coûts d'inefficacité, notamment pendant la période soviétique.

²⁷¹ Voir les études de la fondation INDEM.

De plus, l'analyse de Gaddy et Ickes [2005] se base sur l'hypothèse de coûts constants de production pétrolière (8 doll/bar) et gazière (18doll/1000m3). Autrement dit, l'évolution du coût de production n'est pas prise en compte. Le prix de vente est considéré invariable selon les pays (prix de marché pour le pétrole Urals et prix *netback* des exportations gazières vers l'Europe occidentale. Mais, cette hypothèse nécessite d'être nuancée (par exemple, le cas d'exportation des hydrocarbures vers la CEI aux prix "d'amis"). Enfin, la difficulté se pose quant à la comparaison de la rente (en prix de marché) au PIB d'une économie planifiée. Néanmoins, malgré ces limites, cette analyse montre l'ampleur de la rente des hydrocarbures dans l'économie russe.

Le partage informel touche une partie plus large de l'économie et de la société. Comme le notent Auty, Gelb [2001]²⁷² : "*(U)ne caractéristique des pays abondants en ressources est .. l'utilisation des mécanismes de redistribution indirects pour allouer la rente naturelle*". De plus,.."*les gouvernements des Etats prédateurs et factionnels oligarchiques préfèrent les méthodes non transparentes de déploiement des rentes afin de maximiser l'envergure des manœuvres politiques*".

Les marchés pétrolier et gazier internes russes n'ont jamais été complètement libéralisés. La régulation s'opérait par quatre mécanismes : régulation de quantités (quotas), régulation directe de prix, fiscalité et tarification des transports. Le maintien des prix énergétiques internes bas contribuait à réaliser les objectifs de la politique industrielle (compétitivité des industries, notamment celles intensives en énergie) et de la politique sociale (subsidés de prix pour la population). Le bas prix énergétique est donc un des facteurs essentiels de compétitivité de certains secteurs industriels russes. Le maintien des prix internes bas des hydrocarbures est d'autant plus important que la part du gaz dans la demande primaire d'énergie représente 53% en 2002 (47% en 1992) et la part du pétrole 21% (28% en 1992)²⁷³.

Le subside procuré à l'industrie est renforcé du fait des retards de paiements et du recours aux instruments non monétaires pour le remboursement de la dette énergétique. Dans le secteur pétrolier, les problèmes de non-paiements émergent en 1993 et s'accroissent en 1994-1995, avec 30% des recettes sur le marché interne non-payés ou payés par le troc²⁷⁴. Dans le secteur gazier, selon les données de Gazprom, entre 1997 et 1999, les "paiements directs monétaires" constituaient moins de 20% des paiements effectués par les consommateurs²⁷⁵. Le reste était constitué par des paiements sous forme de titres, troc, retards de paiements et paiements partiels, compensations et *netting* (compensation réciproque des obligations) dans le domaine de la fiscalité au niveau fédéral et régional. Les débiteurs principaux au début 2000 étaient les centrales électriques (40 % de la dette au début 2000) et les organisations gouvernementales (financées par le budget fédéral) (environ 15% de la dette). Après 2000, le troc et les non – paiements ont régressé, le coefficient de paiement s'est approché de 98%²⁷⁶.

Enfin, le subventionnement ne concerne pas que les consommateurs russes, mais aussi ceux des anciennes républiques de l'Union soviétique. Ainsi, en 2003, les pays de la CEI achetaient le pétrole environ 25% moins cher que les pays de l'étranger lointain et le gaz presque trois fois moins cher que l'Europe occidentale²⁷⁷. Ces pratiques sont abandonnées en

²⁷² Auty R., Gelb A. [2001] : "Political Economy of Resource –Abundant States", in Auty (ed.) [2001] "*Resource Abundance and Economic Development* ", New York, NY: Oxford University Press, 2001. Cité in Gaddy, Ickes [2005, p. 565, nbp 13].

²⁷³ IEA [2004, p. 286].

²⁷⁴ Grace [2005 p. 78].

²⁷⁵ Voir IEA [2002, p. 157-158].

²⁷⁶ OCDE [2004, p.170], Gazprom [2004, p. 44].

²⁷⁷ Données MERT, Gazprom. Voir chapitre sur la CEI.

raison de l'échec de l'intégration de l'espace post-soviétique. Mais, par exemple, l'application à l'Ukraine des prix "européens" ne date que du début 2006.

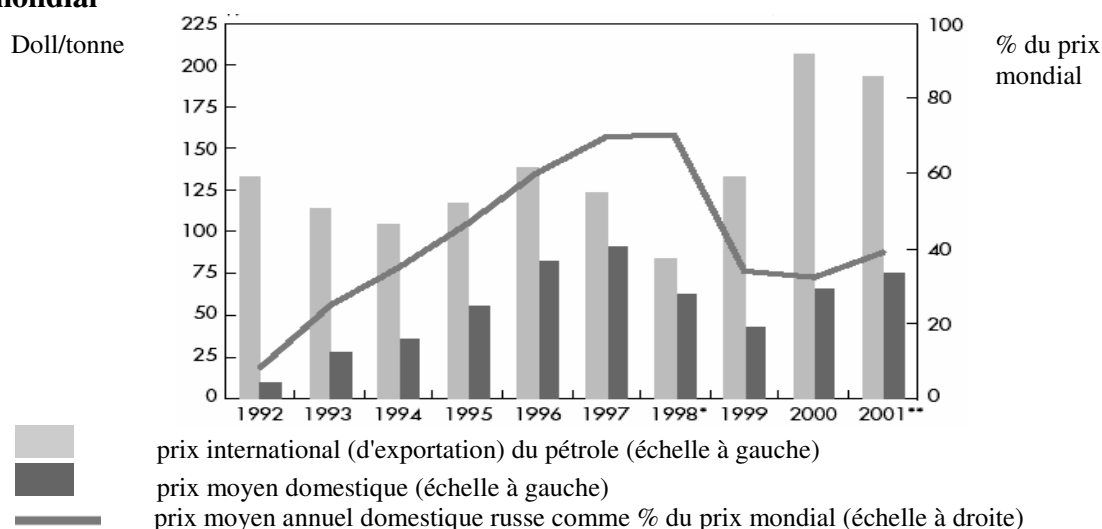
5.2. Partage de la rente et secteur pétrolier

Le partage de la rente pétrolière s'opère à travers les mécanismes de l'administration des prix et quantités offertes sur le marché interne et de la régulation fiscale.

5.2.1. Différentiel des prix domestiques et mondiaux et régime d'exportation

Les prix pétroliers sont libéralisés en partie en 1992²⁷⁸. La libéralisation complète n'est introduite qu'en janvier 1995²⁷⁹ (et plus tard, en 1995, pour les produits pétroliers).

Graphique 2.7. Prix moyen russe du pétrole brut comme pourcentage du prix "mondial"



* Après la dévaluation de août 1998, les prix domestiques du 3ème et du 4ème trimestre sont tombés en dessous de 40\$/tonne, après avoir atteint 93\$/tonne au 1er trimestre 1998 (98% du prix mondial).

** 6 mois.

Source : IEA [2002].

Dans ce contexte de différenciation du prix interne et international (voir graphique 2.7), jusqu'en 1995, les exportations sont limitées par le régime de *quotas*, auquel s'ajoute le système d'"exportateurs spéciaux" (compagnies étant autorisées à réaliser les opérations d'export). Enfin, la *taxe d'exportation* constituait un autre obstacle au rapprochement des prix

²⁷⁸ Au 1 janvier 1992, sont libéralisés les prix pour 90% des biens de consommation et 80% des biens industriels. Les prix énergétiques demeurent contrôlés. Entre janvier et mai 1992, le système à deux niveaux est mis en place. Le brut vendu dans le cadre des commandes publiques est facturé au tarif fixe de 350 roubles/tonne (soit cinq fois le prix de décembre 1991), le reste étant vendu aux prix libres, généralement dix fois plus élevés. A partir de février 1992, les entreprises sont autorisées à vendre à prix libres 40% de leur production de pétrole et gaz, à condition de remplir les quotas des commandes publiques pour les besoins du gouvernement. Ce système s'appliquait également au gaz naturel. En mai 1992, on établit les plafonds de prix pour les ventes de pétrole et gaz naturel (soit 1800-2200 roubles/tonne de pétrole et 1100-1600 roubles/1000 m³ du gaz). Ensuite, en septembre 1992, les prix sont libéralisés mais on impose des mesures de limitation des marges (*caps on profits*) pour les différents segments de l'industrie pétrolière. Voir Sagers *et al.* [1995].

²⁷⁹ Abolition des limitations des marges (se mesurant à l'époque à 50%). Sagers *et al.* [1995, p. 404].

internes et internationaux. La libéralisation des exportations pétrolières figurait comme l'exigence principale des organisations internationales conditionnant l'octroi des prêts. La libéralisation, prévue initialement pour mai 1994, commence en avril 1995 (libéralisation des prix, suppression des quotas et de la catégorie des "exportateurs spéciaux"). Par conséquent, en 1995, la *taxe d'exportation* (introduite déjà en 1992) devient l'instrument principal du contrôle des exportations et de la régulation des prix internes. Elle a été graduellement diminuée et abolie finalement en juillet 1996, selon l'accord avec le FMI. La taxe d'exportation est réintroduite néanmoins en 1999, variable en fonction du prix mondial du pétrole, pour prélever des revenus supplémentaires dus à la dévaluation du rouble. A partir de 1998, l'accès aux pipelines d'exportation est conditionné par la réalisation des approvisionnements du marché interne prévus pour le pétrole et certains produits pétroliers.

5.2.2. La fiscalité pétrolière

La régulation mise en place permettait d'atteindre des objectifs sociaux ou macroéconomiques et restreignait en revanche les disponibilités financières des firmes pétrolières. Durant la plupart des années 1990, la taxation de l'industrie pétrolière a été extrêmement lourde²⁸⁰. Ainsi, selon l'étude de Ivanenko [2005], dans l'extraction pétrolière, les profits nets (taxes et coûts du capital déduits) étaient négatifs (-21,6% par rapport aux revenus)²⁸¹. Néanmoins, les profits nets effectifs étaient positifs de l'ordre de 13,5%. Le décalage s'explique par des comportements d'évasion fiscale et la négociation permanente en matière fiscale²⁸². Cette situation reflète à la fois (i) la faiblesse des autorités publiques en quête des ressources budgétaires, à concevoir et à appliquer une politique fiscale cohérente et (ii) la prise d'influence des compagnies pétrolières auprès du décideur public afin de réduire les versements fiscaux effectifs. Cependant, la lourdeur des prélèvements fiscaux, auxquels s'ajoutait la tarification des transports dans le cadre du monopole de *Transneft*, s'est répercutée sur le déclin rapide de la production et des investissements dans l'industrie pétrolière.

Le système fiscal est réformé en 2002. La taxe sur les profits est réduite (pour tous les secteurs) au niveau de 24% en 2002. Dans le secteur pétrolier, la nouvelle *taxe sur l'extraction des ressources minérales* remplace les royalties, la taxe de remplacement des minerais et les accises. La nouvelle taxe est plate, c'est-à-dire non variable selon les difficultés géologiques et technologiques d'exploitation, et rattachée aux volumes de production afin de lutter contre le recours aux prix de transfert.

²⁸⁰ Outre les taxes générales (TVA, la taxe sur les profits,...), l'industrie pétrolière était sujette à des taxes spécifiques. Les accises, introduits en août 1992 et versés au budget fédéral, représentaient initialement 18% des recettes, puis ont été modifiés à plusieurs reprises. Viennent ensuite les *royalties pour l'utilisation du sous-sol* (variant de 6 à 16% de la valeur des ventes, avec une moyenne de 8%; elles sont attribuées à 40% au budget fédéral, 30% au budget régional et 30% au budget local). La taxe de remplacement des minerais (*taxe géologique*) s'appliquait aux compagnies réalisant les travaux de prospection contractés par le Ministère des Ressources Naturelles, le taux variant de 0% (dans les vieilles zones d'extraction) à 10% (lorsque les travaux sont complexes) et était partiellement remboursée dans certains cas. De plus, toutes les compagnies étaient sujettes aux impôts spéciaux, tels que sur l'utilisation des routes, sur la propriété, sur l'utilisation des terres. Voir IEA [2002, p. 96].

²⁸¹ Ces conclusions sont conformes à l'analyse de IEA [2002] selon laquelle les taxes payées par le producteur pétrolier moyen dépassant le barème de 100% de la marge opérationnelle. Même en juin 2000, lorsque le prix mondial a été très élevé, les prélèvements fiscaux s'élevaient à 90% des revenus des ventes sur le marché domestique et 56% des revenus d'exportation. IEA [2002, p. 95].

²⁸² De même, l'industrie gazière était confrontée à des niveaux de fiscalité non soutenables à long terme, le profit net (taxes statutaires et coûts du capital déduits) se mesurant à -4% en 1995. Le profit effectif, quant à lui, est de 8,6%. Ivanenko [2005].

En 2004, dans le contexte de la hausse du prix mondial, on renforce la taxation des superprofits pétroliers. La *taxe d'exportation* est attachée au niveau du prix mondial du brut. De cette manière, près de 90% des revenus supplémentaires qui se forment lorsque le prix d'exportation dépasse 25 doll/bar sont prélevés²⁸³. Le renforcement du fardeau fiscal (voir tableau 2.3) et les coûts croissants des compagnies pétrolières expliquent le faible volume de profit supplémentaire enregistré lors de la croissance des prix du pétrole ces dernières années.

Tableau 2.3. Les charges fiscales du secteur pétrolier en 2000-2005

	2000	2003	2004	2005*
<i>Estimation de IET [2006]</i>				
Impôts, Mds doll.	15,0	29,1	48,8	88,4
Impôts par rapport à une tonne de pétrole produite, doll./t.	46,5	69,0	106,4	188,5
Impôts, en pourcentage du chiffre d'affaires	28,3	37,4	45,4	59,5
Impôts, en pourcentage du revenu net	57	80	81	91
Revenu net à la disposition des firmes, en pourcentage du revenu net	43	20	19	9

*Estimation

Source : IET [2006, p. 26]

La politique fiscale est censée répondre à deux préoccupations majeures : (i) la répartition de la charge fiscale entre le secteur pétrolier et le reste de l'économie et (ii) le choix d'un mode de taxation appliqué au secteur pétrolier compte-tenu des contraintes institutionnelles, des besoins d'investissement et du développement équilibré du secteur.

En résultat de la réforme fiscale, la charge fiscale relative pesant sur l'industrie des hydrocarbures a augmenté. Alors qu'en 2001, la charge fiscale dans le secteur pétrolier était inférieure à celle du reste de l'économie, la réforme redistribue la rente pétrolière vers d'autres industries. Selon les calculs de Vassilieva, Gourvitch [2005b], elle a été renforcée de 6-8% de la valeur ajoutée selon les types de charges pris en compte²⁸⁴ dans l'industrie des hydrocarbures alors que, dans d'autres secteurs, elle a diminué de 8-10%. En résultat, en 2003, la charge fiscale des hydrocarbures est supérieure par rapport à d'autres secteurs industriels (36,9% contre 28,4% selon le scénario de base, c'est-à-dire sans les taxes à la consommation). Ce calcul prend en compte l'évasion fiscale (notamment, le déplacement des valeurs ajoutées dans le secteur des hydrocarbures vers le secteur tertiaire par le biais des transferts intra-entreprises), il s'agit donc de la charge fiscale réelle. Sans la prise en compte du déplacement de la valeur ajoutée, elle serait proche de 69% pour l'industrie des combustibles en 2003 (Vassilieva, Gourvitch [2005a]).

Selon les données du Ministère des Finances, le secteur d'extraction a payé les impôts (y compris la taxe sociale unifiée) pour une valeur supérieure à 50% de sa valeur ajoutée produite en 2005. Cet indicateur était de 19% dans l'industrie manufacturière, 13-17% dans d'autres secteurs majeurs et 4% dans l'agriculture²⁸⁵.

La taxation renforcée de l'industrie des hydrocarbures, tout en permettant le drainage des liquidités dues à la hausse du prix international du pétrole, semble mettre en question les capacités d'investissement des compagnies pétrolières. L'étude de Desai [2006] montre que la hausse de la taxation pétrolière a un résultat négatif pour les investissements dans l'économie,

²⁸³ Vassilieva, Gourvitch [2005b].

²⁸⁴ A la première variante "étroite", correspondent les prélèvements à la charge des entreprises, tels que les impôts sur le profit, la propriété, l'utilisation de ressources, le chiffre d'affaires; dans le deuxième cas dit de "base", on y ajoute les impôts sur le travail (impôt sur les revenus et impôt social) partagés de fait entre l'entreprise et les salariés; enfin, la variante "complète" y ajoute les taxes à la consommation (TVA, taxes d'importation, accises).

²⁸⁵ BOFIT [2006-6].

mais le résultat n'est statistiquement significatif que pour une partie de la période observée. Une période temporelle plus longue serait nécessaire pour élaborer des relations plus robustes.

Néanmoins, le manque d'investissements et la baisse d'exploration sont liés non seulement aux aspects quantitatifs de la fiscalité, mais aussi qualitatifs ou structurels. Ainsi, comme nous l'avons évoqué plus haut, la baisse de l'exploration est liée notamment à l'élimination en 2002 de prélèvements pour la reproduction de la base des ressources (les investissements en exploration étant par conséquent laissés aux choix privés). En même temps, la taxe sur l'extraction des ressources minérales introduite en 2002, étant plate, favorise l'exploitation des puits les plus productifs au détriment des gisements à conditions plus difficiles. Elle rend plus difficile la situation des compagnies petites et moyennes, lesquelles assurent généralement le développement des gisements difficiles ou au stade final d'exploitation et elle rend le développement de ces gisements non rentable²⁸⁶. En revanche, étant plate, la taxe contribue à améliorer la transparence des entreprises pétrolières ainsi qu'à réduire la fraude et la corruption. Il n'est pas certain qu'il soit possible de mettre en place un système fiscal complexe dans un environnement à forte corruption.

Il ressort des "Directions principales pour la politique fiscale pour 2007-2009" (approuvées par le gouvernement en mai 2006) et de l'adresse budgétaire de V. Poutine prononcée en 2006, que le caractère "temporaire" du schéma non-différencié de prélèvement de la taxe sur l'extraction de ressources minérales sera transcrit dans le code budgétaire, malgré la discussion sur la nécessité de sa différenciation. Toutefois, l'on prévoit l'introduction d'avantages fiscaux pour les compagnies qui commencent le développement des nouveaux gisements de Timano-Pechora, Sibérie Orientale, Extrême Orient et *shelf* continental. Des avantages concerneraient également certains gisements en voie d'épuisement (notamment, ceux avec des réserves restantes très faibles). Cette évolution, bien que positive, ne semble pas prendre en compte l'état de chaque gisement²⁸⁷. Il s'agit donc d'un *trade-off* entre la préservation de la lisibilité et une plus grande flexibilité du système fiscal.

5.3. Partage de la rente dans le secteur gazier et "économie virtuelle"

Le différentiel de prix du gaz entre les marchés internes et externes augmente durant la deuxième moitié des années 1990 dans un contexte de régulation de prix internes. Le rapport entre les prix européens et russes (en roubles après la dénomination) a augmenté de moins de 2/1 en 1996 jusqu'à presque 6/1 en 1999 (et ce, dans un contexte de prix bas en Europe) et 9/1 dans la première moitié de 2001²⁸⁸. En 2003, le prix d'exportation vers l'Europe (hors CEI) est de 128,1 doll/1000m³, à comparer avec le prix pour les consommateurs industriels russes de 23,8 doll/1000m³ et 15,9 doll/1000m³ pour les ménages²⁸⁹ (voir tableau 2.4). Selon les données de l'OCDE, en 1997-1999, les secteurs gazier et électrique ont assuré une aide annuelle à l'économie de 5,0-5,5% du PIB²⁹⁰.

²⁸⁶ Prozorovsky V., directeur adjoint du comité parlementaire sur les ressources naturelles et exploitation de la nature, présentation au IIIème forum pétrolier international "Pétrole de la Russie : présent et avenir", 18 mai-20 mai 2004. http://forum.oilru.com/archive_iii/47.phtml.

²⁸⁷ "Budjetnoe poslanie Prezidenta blokiruuet ulutchenie nalogovogo rejima otrasli", *Neftegazovaya vertical'*, n°9-10 2006. www.ngv.ru ; BOFIT [2006-6].

²⁸⁸ IEA [2002, p. 161].

²⁸⁹ OCDE [2004, p. 171].

²⁹⁰ OCDE [2002, pp. 119-131].

Tableau 2.4. Tarifs moyens du gaz naturel pour les ménages et consommateurs industriels (doll./1000 m3)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Ménages	19,2	15,6	7,9	8,0	9,3	11,6	15,9
Consommateurs industriels	46,0	26,5	10,6	12,2	14,9	17,6	23,8
Exportations vers l'Europe hors la CEI	84,2	80,5	60,0	103,5	119,1	107,3	128,1

Source : OCDE [2004a, p.150], données Commission Fédérale pour l'Energie, Rosstat, United Financial Group.

La libéralisation des prix a révélé la mesure dans laquelle la valeur ajoutée était créée dans le secteur de l'énergie et des matières premières. L'économie virtuelle perdure dans les années 1990, ce qui est lié (i) au manque de restructuration des secteurs manufacturiers et (ii) à la démonétisation de l'économie. Elle masque la non viabilité du secteur manufacturier. En continuité avec le système soviétique, l'économie semble avoir un secteur manufacturier large mais, dans les faits, il détruit la valeur. Dans le cadre d'un simple modèle à quatre secteurs (ménages, secteur qui ajoute de la valeur -Gazprom -, secteur industriel qui soustrait de la valeur, et budget) et en considérant les paiements non monétaires, Gaddy, Ickes [1999] montrent que les résultats de l'économie virtuelle (ventes, profits, PIB, production) sont meilleurs que ceux de l'économie réelle. Les individus restent dans le système de l'économie virtuelle tant qu'ils ne sont pas sûrs de trouver un emploi dans la "nouvelle" économie, alors que le secteur créateur de la valeur (Gazprom) en bénéficie étant donné les possibilités de détournement de revenus. Les entreprises manufacturières non compétitives, quant à elles, assurent leur survie²⁹¹.

Cette répartition de la valeur en faveur du secteur manufacturier non compétitif s'appuyait sur les relations personnelles des bureaucrates, propriétaires et managers des entreprises. L'investissement en capital relationnel représentait une alternative aux investissements en capital physique et humain, en constituant de cette manière un obstacle aux restructurations. Pour Gaddy et Ickes [2005], les mécanismes de l'économie virtuelle ont permis de préserver la majorité des vieilles structures économiques soviétiques. De ce fait, ils attribuent la défaillance des restructurations aux transferts de la rente dans le cadre de l'économie virtuelle.

Il faut néanmoins ajouter que les gouvernements fédéral et régional mettaient la pression sur les *utility companies* afin que ces dernières poursuivent le subventionnement du secteur manufacturier (par exemple, interdiction d'arrêter les fournitures pour certaines catégories de clients). Par le biais du maintien du secteur manufacturier, ceci permettait de réduire le chômage et donc les tensions sociales potentielles (Treisman [2000]).

²⁹¹ Bien que cette approche reçoive des critiques, elle nous semble très pertinente pour expliquer le rôle de l'industrie gazière dans l'économie russe. D. Woodruff [1999] montre qu'avec le recours au troc, le modèle de Gaddy et Ickes aurait eu des conclusions semblables même si le secteur manufacturier n'était pas "soustracteur" de la valeur. Il critique Gaddy et Ickes pour la faiblesse de la définition de la notion de valeur et, surtout, affirme que Gazprom préfère maximiser ses paiements monétaires, même sur la base de prix moins élevés. Gazprom est considéré suivre une logique de différenciation de prix selon le consommateur. Le troc sert non pas à dissimuler les subsides de prix, mais permet d'appliquer aux consommateurs les prix qu'ils peuvent supporter, malgré le niveau de prix nominal relativement élevé (les prix sont fixés par le régulateur, ce dernier étant influencé par les acteurs étrangers (organisations internationales)). Cette interprétation n'est pas approuvée par S. Doubinine (haut administrateur de Gazprom) d'après lequel, inversement, Gazprom a fait pression pour la hausse des prix internes à plusieurs reprises, tout en essayant de réduire le recours au troc par ses clients (voir Treisman [2000, p. 237]). Le manque de transparence concernant l'activité de Gazprom, notamment sa structure de coûts, empêche toute tentative d'analyse rigoureuse des pratiques de différenciation de prix. Il est vraisemblable que la compagnie vend le gaz sur le marché interne aux prix inférieurs au coût marginal, subissant les pertes.

Ces dernières années, la subvention procurée par l'industrie gazière s'est réduite rapidement. Ainsi, entre le début 2000 et le premier trimestre 2004, les prix ont augmenté de 70% en moyenne en termes réels²⁹². De plus, la subvention de l'industrie gazière est réduite en pratique car les consommateurs industriels achètent une partie du gaz aux prix supérieurs aux tarifs établis. Selon une étude de l'OCDE de novembre 2003, le prix moyen pour l'industrie est supérieur au niveau réglementé de 7% environ.²⁹³

La plupart des estimations du niveau "normal" des prix du gaz sur le marché interne (compte tenu de la nécessité de couvrir les coûts variables, remplacer les actifs fixes et mettre en place de nouveaux gisements et infrastructures de transports) donnent la fourchette de prix de 35-45 doll/1000m³²⁹⁴. Ce prix est proche des objectifs de la Stratégie Énergétique russe et l'accord de la Russie avec l'UE quant à l'accession à l'OMC²⁹⁵. Pour comparer, le prix de vente moyen de Gazprom sur le marché interne a été de 35 doll/1000m³ en 2005 (sans TVA et accise) environ. Gazprom annonce des pertes sur les livraisons sur le marché de l'ordre de 8 Mds roubles en 2005 (et 34,3 Mds roubles prévus en 2006)²⁹⁶ ce qui représente respectivement moins de 0,04% et 0,13% du PIB. Donc, les tarifs du gaz naturel pour les consommateurs industriels s'approchent du niveau de récupération des coûts. Ceci étant, l'industrie russe bénéficie de tarifs très inférieurs aux prix du gaz sur les marchés étrangers.

Enfin, notons que les projets de renforcement de la taxation d'autres industries extractives sont actuellement en discussion²⁹⁷, alors que l'orientation à la baisse des taxes dans les secteurs non extractifs est maintenue. Le gouvernement considère également l'augmentation de la part des budgets régionaux dans les recettes des taxes sur l'extraction. Dans la période récente, la majorité des recettes (près de 80% en 2002-2003, et encore plus par la suite) étaient destinée au budget fédéral, alors que les recettes de l'extraction de certaines ressources non énergétiques étaient laissées à la discrétion régionale. Cette stratégie, censée atténuer le décalage interrégional de niveau de vie par une redistribution des revenus s'est avérée non favorable pour pousser les régions à attirer les investisseurs vers les nouveaux gisements²⁹⁸.

²⁹² Notamment, au début 2004, les prix ont été augmentés de 18% et, en août 2004, le gouvernement approuve la hausse du tarif de 23% à partir du 1 janvier 2005 (IEA [2004, p. 291]). En même temps, le monopole procède à l'augmentation des tarifs de transport du gaz pour des firmes tierces. Gazprom [2004, p. 46]).

²⁹³ Voir OCDE [2004a, p. 172]. Les données officielles détaillées sur la structure de consommation du gaz et des tarifs sont absentes. Selon OCDE, l'industrie russe achetait environ 22% de la consommation de gaz à des prix supérieurs aux niveaux fixés et ce différentiel de prix est légèrement en dessous de 32%. Toutefois, cet indicateur ne reflète pas les capacités des divers secteurs et entreprises à obtenir du gaz à des prix fixes.

²⁹⁴ OCDE [2004a].

²⁹⁵ Rappelons que les objectifs de prix sont établis au niveau de 37-42 doll/1000m³ en 2006 et 49-57 doll /1000m³ en 2010 pour les consommateurs industriels selon l'accord entre la Russie et l'UE et de 40-41 doll / 1000m³ à l'horizon 2006 et jusqu'à 59-64 doll / 1000 m³ en 2010 (sans TVA, coût de transports du gaz et coûts de distribution) selon la Stratégie énergétique de la Russie pour la période jusqu'en 2020 (p.78).

²⁹⁶ Gazprom [2005]. Données de la comptabilité analytique avec la prise en compte de la réévaluation d'actifs.

²⁹⁷ Pour la discussion économique, voir par exemple Kimelman, Andruchin [2005].

²⁹⁸ BOFIT [2006-6].

Section 6. Challenges de la richesse en ressources naturelles

Contrairement à une suggestion intuitive, la richesse en ressources naturelles²⁹⁹ pose plusieurs défis au développement économique des pays - producteurs des ressources. Après une présentation des approches théoriques, dont celle du syndrome hollandais (6.1.), nous proposerons une interprétation du cas russe (6.2.). Aux défis économiques s'ajoutent les défis politiques (ou institutionnels), ces derniers étant plus difficiles à affronter (6.3.).

6.1. Défis économiques de la richesse en ressources naturelles: de la "malédiction des ressources" à sa remise en cause

Au premier abord, on pourrait supposer que la richesse en ressources naturelles peut contribuer à la croissance économique. De même, la découverte et mise en exploitation de nouveaux gisements (ou la flambée des prix internationaux des ressources exportées) est susceptible d'avoir des conséquences positives pour l'économie nationale, notamment par le biais de l'expansion de la demande ou l'augmentation des investissements. Or, de nombreuses études montrent que les pays riches en ressources naturelles tendent à croître plus lentement que les pays pauvres en ressources³⁰⁰.

On retrouve plusieurs explications à ce phénomène³⁰¹.

A. Hypothèse de Prebisch -Singer

Prebisch [1950] et Singer [1950] ont montré la tendance à la baisse des prix relatifs des matières premières (en comparaison des prix des produits finis). Il s'en suit que la croissance des pays - producteurs de matières premières sera relativement plus lente. Ils recommandent de ce fait la fermeture temporaire de l'économie afin de développer des industries manufacturières. La question se pose néanmoins de la validité de cette hypothèse, notamment pour le prix des hydrocarbures.

B. "Staple theory of development"

Innis [1956] montre que certains pays, en particulier le Canada, se sont développés par les exportations de produits primaires (fourrure, blé, bois, minerais, combustibles), les profits des exportations de ressources étant réinvestis dans les activités à valeur ajoutée et infrastructures. D'autres auteurs montrent que l'influence positive ou négative du secteur primaire dépend de ses liens avec d'autres secteurs, dépendants notamment des technologies d'extraction (Hirschman [1958]). Ainsi, la richesse en ressources naturelles peut avoir des effets positifs pour le développement si le secteur exportateur a des interconnexions avec d'autres secteurs à plus forte valeur ajoutée. Inversement, si les liens entre le secteur exportateur et les autres secteurs sont faibles, le pays entre en trappe de spécialisation sur les matières premières.

Cependant, cette théorie paraît insuffisante car elle ne prend pas en compte d'autres facteurs macroéconomiques ou politiques.

²⁹⁹ Les économies sont généralement qualifiées de "basées sur les ressources naturelles" lorsque les ressources comptent pour plus de 10% du PIB et 40% des exportations. La Russie correspond à cette définition.

³⁰⁰ Par exemple, Sachs et Warner [1999], Sachs et Warner [2001].

³⁰¹ Nous nous appuyons dans une grande mesure sur l'analyse de Polterovitch *et al.* [2007].

C. Modèle de "overshooting"

Rodriguez, Sachs [1999] montrent que le boom de ressources naturelles (la découverte de nouveaux gisements ou la flambée du prix mondial du pétrole) conduit à l'augmentation du PIB *per capita* dans un premier temps ("overshooting" par rapport à l'état stationnaire), ce qui est lié aux niveaux de revenu accrus grâce à l'exploitation des ressources naturelles. Dans un deuxième temps, avec l'épuisement des ressources, le PIB *per capita* diminue, les taux de croissance étant négatifs (convergence par en haut vers l'état stationnaire).

Or, ces auteurs n'expliquent pas pourquoi le revenu n'atteint pas celui des pays développés (Polterovitch *et al.* [2007]).

D. Syndrôme hollandais³⁰²

Le terme "syndrome hollandais" (*Dutch Disease*) (Corden, Neary [1982], Van Wijnbergen [1984a]), désigne la situation où la découverte dans un pays de gisements d'une ressource naturelle a un impact négatif pour le développement d'autres secteurs (notamment, secteurs de transformation) dont les produits sont exportés. Un phénomène similaire peut être observé en cas de hausse du prix mondial d'une ressource naturelle exportée par le pays donné.

L'économie est supposée en plein emploi des capacités de production, le capital étant le facteur spécifique et le travail parfaitement mobile (d'où l'égalité intersectorielle des salaires). Les dotations en capital et en travail sont exogènes et constantes.

L'économie est divisée en trois secteurs : deux secteurs produisant les "produits échangeables" (produits manufacturiers soumis à la concurrence internationale et produits énergétiques exportés) et un secteur protégé (dont les produits ne sont pas échangeables). La "maladie hollandaise" se propage au travers de deux effets³⁰³ :

(i) effet dépense. L'augmentation de la demande (privée ou publique) induite par la hausse des revenus d'exportation s'exerce sur les biens échangeables, dont les prix sont limités du fait de la concurrence extérieure, et sur les biens (services) non échangeables. Il s'en suit une hausse relative des prix des produits non échangeables et, par conséquent, une augmentation du taux de change réel. Ceci entraîne le glissement du facteur mobile (travail) vers le secteur protégé de la concurrence internationale ;

(ii) effet de mouvement de ressources. La hausse du produit marginal dans le secteur énergétique due à la hausse du prix du pétrole (amélioration de la profitabilité) attire le facteur mobile (travail) vers le secteur énergétique.

Les deux effets entraînent la baisse de la production dans le secteur manufacturier (produits échangeables), ce qui est appelée "la maladie hollandaise". Quant au secteur des produits non échangeables, l'effet de dépenses favorise la production, mais l'effet de mouvement de ressources a un impact négatif.

En même temps, l'augmentation des liquidités liée à la croissance des recettes d'exportation augmente le risque d'inflation.

Enfin, plusieurs variables, telles que la présence d'économies d'échelle³⁰⁴, les effets d'apprentissage et le progrès technologique³⁰⁵, la durée et l'ampleur d'expansion du secteur

³⁰² Cet effet a été observé aux Pays Bas suite à la découverte des gisements gaziers de Groningen en 1959.

³⁰³ Voir aussi la présentation succincte du modèle et la discussion du cas russe dans Volchkova [2005].

³⁰⁴ Sachs et Warner [1999] proposent un modèle dans lequel le résultat de la flambée des revenus des ressources dépend des caractéristiques du secteur échangeable et non échangeable (notamment, présence de rendements d'échelle croissants). Si le secteur aux rendements d'échelle croissants est protégé de la concurrence

énergétique³⁰⁶ interfèrent également pour définir la trajectoire du développement industriel contaminé par la "maladie hollandaise".

E. Vulnérabilité externe

Les économies riches en ressources naturelles sont particulièrement vulnérables aux chocs des termes du commerce (risque de baisse des prix des principaux biens d'exportation). La bonne gestion macroéconomique (politique fiscale contra cyclique eu égard aux prix, maintien de l'équilibre budgétaire à travers le cycle de prix) permet de réduire la vulnérabilité. La création d'un fond de stabilisation est un instrument important visant à lisser les recettes et les dépenses, ainsi que le sentier de croissance, et à réduire les fluctuations de change (Ahrend [2006]).

Dans un sens plus large, la Russie cherche à limiter sa "vulnérabilité énergétique", définie comme la situation où elle ne serait pas "en mesure de faire des choix de politique énergétique librement consentis ou de les faire à un coût économique et politique collectivement insupportable" (Percebois [2006]). Cette notion, à la différence de la dépendance énergétique des pays importateurs, s'applique également aux pays exportateurs et inclut non seulement la vulnérabilité en cas de baisse du prix directeur de l'énergie, mais aussi la menace de propagation du syndrome hollandais lors d'une hausse du prix mondial, la dépendance technologique croissante ou encore une influence accrue des centres de décision étrangers sur le secteur énergétique domestique.

F. Pour une remise en cause des effets pervers de la richesse en ressources naturelles

Certains travaux récents mettent en cause les effets négatifs de la richesse en ressources naturelles (Alexeev et Conrad [2005], Stijns [2005], Brunnschweiler [2006]). Ils critiquent notamment le choix de la mesure de la richesse en ressource. Par exemple, la part des exportations des ressources naturelles dans le PIB, utilisée notamment dans les travaux de Sachs et Warner, reflète plutôt le retard des industries de transformation que la richesse en ressources. Ceci étant, Stijns [2005] montre une corrélation absente entre la production ou les réserves des ressources naturelles *per capita* et la croissance économique, alors que Alexeev et Conrad [2005] trouvent un lien positif entre la production et les réserves de ressources naturelles avec la production *per capita*. Brunnschweiler [2006] montre que le "capital naturel" *per capita* contribue à accélérer la croissance du PIB réel sur 1970-2000.

D'autres auteurs mettent en avant qu'à plus long terme, le développement des minerais peut être considéré comme une industrie de connaissances impliquant une forte composante technologique. Par exemple, Wright, Czelusta [2003] critiquent l'approche en termes de "windfalls" et "booms" de ressources naturelles, propre à la littérature de *Dutch Disease*, et montrent que les dotations en ressources de plusieurs pays ont été élargies grâce à l'effort

internationale (biens non échangeables), l'essor du secteur des ressources peut enclencher la dynamique de croissance. Si le secteur aux rendements d'échelle croissants produit des biens échangeables (secteur manufacturier), l'essor des ressources naturelles a des effets négatifs (phénomène de *Dutch Disease*).

³⁰⁵ Van Wijnbergen [1984b] discute de l'efficacité des subventions pour les secteurs non-énergétiques produisant des biens échangeables lesquels présentent un fort potentiel d'effets d'apprentissage, afin de stimuler la productivité pendant les périodes de revenus pétroliers élevés.

³⁰⁶ Pour Krugman [1987], l'expansion faible se traduira seulement par une hausse de salaires, une expansion plus importante entraînera une désécialisation et, si elle est durable dans le temps, certaines industries ne vont pas revenir de l'étranger à la fin de l'essor du secteur des ressources naturelles.

d'exploration, l'introduction de nouvelles technologies, le progrès et la diffusion des connaissances. On retrouve ici la variante positive de la *staple theory*.

Il s'en suit donc que la "malédiction des ressources" est due non pas à la richesse en ressources naturelles, mais aux problèmes de partage (utilisation) des revenus de leur exploitation (Ahrend [2006], Polterovich *et al.* [2007], Stijns [2005]).

6.2. Syndrome hollandais en Russie?

Depuis récemment, on constate la présence dans l'économie russe des facteurs de développement de la maladie hollandaise (flambée des prix du pétrole sur fond de la croissance physique des exportations), ainsi que les manifestations de sa propagation, telles que le ralentissement de la production et l'appréciation du rouble. A ce jour, les effets du syndrome hollandais en Russie semblent atténués. Cependant, les questions se posent quant à l'efficacité de la politique actuelle du gouvernement visant la restriction des liquidités, du fait de ses effets néfastes pour les industries de transformation.

6.2.1. Effets de l'appréciation du rouble sur la compétitivité de la production domestique

Dans la période post-crise 1998, l'économie russe était protégée par les effets de dévaluation du rouble, ce qui a contribué au développement des industries orientées sur le marché domestique. Les effets de dévaluation s'estompent au fil du temps et semblent pratiquement épuisés au début 2005, puisque l'indice du taux de change réel du rouble par rapport au dollar en janvier 2005 constituait près de 95% par rapport à décembre 1997³⁰⁷.

La réévaluation du rouble entraîne une baisse de la compétitivité-prix de la production domestique par rapport aux importations. En revanche, elle diminue les coûts relatifs d'achat des *inputs* (dont les machines et équipements). En effet, dans le contexte de la hausse de la production industrielle, les importations de machines et équipements augmentent de 45,3% en 2004 et 30-35% en 2005³⁰⁸. Ceci étant, les enquêtes d'entreprises³⁰⁹ menées en 2004-2005 montrent que l'appréciation du rouble et la hausse des importations ont eu un impact négatif pour 55% des entreprises, alors que 5% des entreprises seulement ont noté l'impact positif. Les enquêtes d'entreprises confirment également la présence croissante des biens importés sur le marché domestique (Chvareva, Plekhanov [2005]). Ainsi, la part des entreprises qui estiment que la part des importations sur le marché augmente est passée de 36% en 2004 à 54% en 2005, la hausse étant remarquée surtout par les entreprises dans les secteurs de caoutchoucs et plastiques, textiles et industries chimiques.

Quatre groupes d'entreprises industrielles sont relativement avantagés dans le contexte de l'appréciation réelle du rouble: (i) les monopolistes (RAO EES dans le secteur électrique, Gazprom) capables d'augmenter les prix libérés de la pression concurrentielle, (ii) les entreprises bénéficiant des avantages fiscaux ou autres ou celles protégées par les barrières douanières, (iii) les entreprises qui n'augmentent pas les salaires ou paiements pour les sous-traitants proportionnellement à l'inflation, (iv) les productions à valeur ajoutée réduite, basées

³⁰⁷ Koudrine [2006, p. 32].

³⁰⁸ MERT [2005b, p. 40].

³⁰⁹ Enquête du panel d'entreprises de IET (995 entreprises de 71 région, composé essentiellement de moyennes et grandes entreprises manufacturières).

sur l'assemblage des *inputs* importés³¹⁰. Au total, cette situation désavantage la production domestique par opposition à l'investissement dans les instruments financiers ou actifs à l'étranger. De ce fait, les experts ne prévoient pas une accélération des investissements à court terme³¹¹. Deuxièmement, la croissance économique va contribuer à la demande d'importations, ce qui met en question la soutenabilité de l'équilibre macroéconomique en cas de baisse des prix du pétrole.

6.2.2. Développements au niveau sectoriel

Au niveau sectoriel, la maladie hollandaise devrait se manifester par le développement accéléré des industries de services (biens non échangeables sur le marché international) au détriment des industries manufacturières. Dans le cas russe, les développements sont plus nuancés (voir tableau 2.5, Annexe 1.9).

Tableau 2.5. Indices du volume réel du PIB (pourcentage par rapport à l'année précédente)

Industries	2003	2004	2005	2006	
Section A	Agriculture, chasse et sylviculture	105.5	103.0	101.0	101.7
Section B	Pêche	103.4	101.2	103.4	112.0
Section C	Industries extractives	110.8	107.9	100.9	102.1
Section D	Industrie manufacturière	109.5	106.7	105.7	104.8
Section E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	101.6	102.0	101.3	102.6
Section F	Construction	113.0	110.3	110.6	114.1
Section G	Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	113.2	109.2	109.9	108.7
Section H	Hôtels et restaurants	101.3	105.9	108.8	111.2
Section I	Transports et communications	107.2	110.9	106.8	109.4
Section J	Activités financiers	109.6	109.9	109.8	110.4
Section K	Immobilier, location et services aux entreprises	103.0	102.8	111.8	106.1
Section L	Administration publique	99.5	104.5	96.1	104.1
Section M	Education	100.9	100.4	100.4	101.8
Section N	Santé et action sociale	96.1	101.1	103.1	103.8
Section O	Services collectifs, sociaux et personnels	100.0	112.4	107.5	112.7
	Services d'intermédiation financière mesurés indirectement	107.5	114.1	106.9	111.0
	Coût total ajouté par type d'activités économique (en prix constants)	107.4	106.8	106.1	106.3
	Impôts nets sur les produits	105.9	110.0	108.4	109.1
	Produit intérieur brut (en prix de marché)	107.3	107.2	106.4	106.7

Source : www.gks.ru, accès le 22 avril 2007. Classification OKVED

Depuis la reprise post-98, les meilleures performances des industries sont enregistrées par les secteurs d'extraction (essentiellement, il s'agit de l'extraction des produits énergétiques, les industries d'extraction de matières non énergétiques ayant des performances inférieures à la moyenne industrielle). Or, la croissance de la production des hydrocarbures ralentit à partir de 2005, ce qui a néanmoins un impact atténué d'un point de vue des recettes, puisque le prix mondial augmente. D'autre part, alors que la croissance de l'industrie de transformation semble ralentir en 2006, la tendance demeure positive.

³¹⁰ Cherepanov A. "Kompradorskiy variant", *Kommersant*, 30 juin 2006.

³¹¹ Selon le Centre de Développement, le taux de croissance des investissements en 2006 sera proche de celui de 2005, soit 10%-11%. La banque ING s'attend même à une baisse jusqu'à 9,5%, par rapport à 10,7% en 2005. "Export investitsiy", *Kommersant*, 26 juin 2006.

Ensuite, les activités de services, telles que construction, commerce, transports et communications, ainsi que l'intermédiation financière montrent des taux de croissance élevés, ce qui peut s'expliquer par les effets d'entrées des liquidités dues au secteur des hydrocarbures.

Comme le note la Banque Mondiale³¹², alors qu'en 2003 et au premier semestre 2004, la croissance était tirée par les hydrocarbures et d'autres secteurs industriels, par la suite, elle se déplace vers les secteurs produisant des biens et services protégés de la concurrence étrangère. La croissance semble concentrée dans les activités protégées de la concurrence internationale (commerce, bâtiment). Ceci étant, la part des importations dans le commerce de détail a dépassé 45% (35% des produits alimentaires et 55% pour les autres produits)³¹³, ce qui démontre la faible compétitivité des industries de transformation russe. Enfin, les industries d'extraction, quant à elles, sont sur le point d'épuiser la croissance extensive des dernières années (industrie pétrolière) ou buttent sur les contraintes d'investissements (industrie gazière).

Bien que les données financières des entreprises russes présentent une fiabilité assez faible, il convient de remarquer que la croissance des profits dans l'industrie manufacturière a été de 16,2% en 2005 soit quelque 5% supérieure au taux d'inflation. A ceci correspond une baisse d'emploi dans l'industrie manufacturière (-4% en 2005), la hausse la plus forte étant observée dans le "commerce de gros et de détail et entretien de véhicules" (9,7% en 2005)³¹⁴.

Néanmoins, la majorité des secteurs industriels poursuivent leur croissance, ce qui ne permet pas de juger d'une désindustrialisation liée au phénomène de la maladie hollandaise. Le déclin de certaines industries (par exemple, l'industrie légère, production de machines et équipements)³¹⁵, ne semble pas être lié uniquement aux phénomènes de la maladie hollandaise, mais est aussi associé à sa faible compétitivité héritée de l'économie soviétique. En revanche, plusieurs branches manufacturières (dont les équipements électriques et optiques, la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique, l'industrie du papier et l'édition, les équipements de transports, l'industrie chimique, le traitement des métaux) enregistrent des taux de croissance assez élevés. On peut donc supposer que les produits non compétitifs sont supplantés par les effets-revenus faibles ou négatifs, alors que la partie compétitive de l'industrie démontre une croissance durable. A l'appui de cette vision, citons l'étude de Desai [2006], qui montre sur la base des modèles de régression que l'appréciation du taux de change réel du rouble semble avoir des résultats négatifs pour le secteur manufacturier mais le résultat n'est pas statistiquement significatif. En revanche, la performance de l'activité manufacturière russe est troublée par les chocs structurels au sein même du secteur manufacturier. De même, la croissance des prix dans le secteur des services par rapport aux prix des biens industriels et alimentaires peut s'expliquer par les ajustements structurels de l'économie en transition.

³¹² World Bank [2006b, p. 3].

³¹³ BOFIT [2006-6].

³¹⁴ Néanmoins, les profits dans l'industrie manufacturière avaient augmenté de 57,5% en 2004. World Bank [2006b, pp. 4 – 5].

³¹⁵ Au début 2007, ces industries n'arrivent d'ailleurs à dépasser le niveau de production de 1995. Voir Annexe 1..9. Dynamique de la production en volume, 2002-2007.

6.2.3. Ambiguïtés du "syndrome russe"

A ce jour, nous ne pouvons constater une tendance claire et nette au ralentissement dans les secteurs manufacturiers en conformité avec le déroulement de la maladie hollandaise. On peut trouver plusieurs explications à ce fait:

-la Russie est une économie grande. Les exportations constituent 1/3 du PIB environ, ce qui atténue les symptômes de *Dutch Disease* (Roland [2005, p.7]),

-la mobilité intersectorielle des ressources est limitée et ne reflète pas suffisamment les mouvements des prix relatifs (Volchkova [2005, p.12]),

-le court intervalle de données disponibles ne permet pas encore de dégager cet effet. Les taux de croissance sont instables et, sur une courte période, peuvent également être influencés par des biais statistiques,

-le modèle de syndrome hollandais se construit sur l'hypothèse du plein emploi des facteurs. La présence du chômage et la protection des secteurs manufacturiers font obstacle à sa propagation.

Enfin, certains auteurs soulignent que l'appréciation du rouble observée en Russie peut avoir d'autres fondements que l'afflux des recettes d'exportations d'hydrocarbures, ce qui sert d'argument pour remettre en cause le fait du développement du syndrome hollandais en Russie (Roland [2005], Boussena *et al.* [2006]). Il s'agit notamment de l'effet Balassa-Samuelson qui attribue l'appréciation de change à la hausse de la productivité³¹⁶.

Cependant, la hausse de la productivité (selon les statistiques officielles, elle passe de 7% à 5,5% en 2004 - 2006 en moyenne annuelle pour l'ensemble de l'économie) est inférieure à l'appréciation réelle du rouble, laquelle se mesure à environ 9-10% par an selon la Banque de Russie³¹⁷, alors qu'une étude récente montre que l'appréciation du rouble en 1999-2005 peut être expliquée par la combinaison de la hausse des prix pétroliers et l'augmentation des volumes exportés, la hausse des prix seule ne pouvant expliquer l'appréciation du change (Sosunov, Zamulin [2006]). L'effet Balassa-Samuelson ne suffit donc pas pour expliquer l'appréciation de change.

Enfin, d'autres études confirment que la croissance de l'économie russe ne provient pas uniquement des ressources naturelles. Ainsi, selon l'OCDE [2004a, p.32], la croissance annuelle moyenne 2000-2003 serait de 5,8%, au lieu de 6,8% enregistré, si les prix du pétrole étaient constants au niveau de moyenne de long terme de 19doll/bar³¹⁸. Récemment, le FMI a augmenté les prévisions de la croissance du PIB pour 2006, les hypothèses sur le prix du

³¹⁶ Balassa [1964], Samuelson [1964]. La croissance de la productivité dans le secteur de biens échangeables entraîne la croissance de salaires dans tous les secteurs, d'abord celui de biens échangeables et par la suite celui de biens non échangeables, sous l'hypothèse du plein emploi. Ceci entraîne une hausse de prix dans le secteur non échangeable et, par ce biais, une appréciation réelle de change. La hausse des prix reflète dans ce cas une amélioration des standards de vie.

³¹⁷ Ainsi, selon la Banque de Russie (CBR [2005]), l'appréciation du taux de change réel effectif est due à la hausse des prix d'exportation et à la croissance du différentiel d'inflation par rapport aux pays partenaires.

³¹⁸ La Banque Mondiale (World Bank [2003]) évalue l'élasticité du PIB par rapport à la variation du prix du pétrole à 0,07 (la hausse de prix du pétrole de 1% entraîne la hausse du PIB de 0,07%). Selon cette étude, la hausse des prix pétroliers en 2000 explique 5,9% de la croissance du PIB (la croissance étant de 10%). Au premier semestre 2003, 3% de la croissance du PIB est due à l'augmentation des prix du pétrole (la croissance du PIB dans la première moitié de 2003 étant de 7,2%). Les taux de croissance post-crise supérieurs à 5% sont dus à la croissance des prix pétroliers.

Voir aussi l'étude de *Economic Expert Group* qui estime l'élasticité du PIB par rapport aux prix du pétrole à 0,02 pour 1doll/bar (*résultats cités in OCDE [2004a, p. 31]*).

L'étude de Rautava [2002], pour la période 1995-2001, montre qu'une augmentation (diminution) permanente de long terme du prix international du pétrole de 10% entraîne la croissance (diminution) du PIB de 2,2%. Selon la même étude, l'appréciation (dépréciation) du rouble de 10% correspond à une baisse (hausse) de la production de 2,4%.

pétrole étant pratiquement inchangées. De même, l'incorporation du nouveau barème de prix du pétrole dans les prévisions du MERT n'a quasiment pas influencé les prévisions du PIB³¹⁹.

Le développement du secteur des hydrocarbures, tiré par les prix pétroliers élevés, entraîne la croissance dans les industries manufacturières et les services. Bien que cet effet soit difficilement mesurable, on peut le constater à travers la forte croissance de certains secteurs, comme par exemple la hausse de la production des voitures ferroviaires (35,8% en 2003), destinée à fournir des capacités de transport supplémentaires pour les exportations pétrolières³²⁰. Ces faits confirment ainsi la proposition de Gaddy, Ickes [2005] selon laquelle lorsque les "*coûts excessifs*" (coûts d'inefficacité) sont importants, certaines industries manufacturières peuvent bénéficier de l'existence d'un large secteur de ressources naturelles (par opposition au syndrome hollandais). Il va s'opérer ainsi un glissement des industries soumises à la concurrence internationale vers les industries fournissant le secteur pétrolier. De ce point de vue, il importe de distinguer les cas d'une hausse des prix et d'une hausse réelle de la production, les effets d'entraînement étant plus forts dans le dernier cas. En Russie, néanmoins, bien que les prévisions de croissance de la production en volume sont modérées, les effets d'entraînement peuvent être importants étant donné la nécessité de mise en exploitation de nouveaux gisements et de nouvelles infrastructures. Ces effets concerneraient principalement les constructions mécaniques et l'industrie de l'acier (en amont), ainsi que l'industrie du raffinage et la pétrochimie (en aval, à condition de la mise en œuvre de politiques adéquates). Les dernières données sur la production industrielle semblent confirmer cette hypothèse. Ainsi, au premier trimestre 2007, l'on constate une forte croissance de la demande des biens d'investissement de la part des monopoles naturels et des entreprises de secteurs d'extraction, de métaux et de construction, ce qui se répercute positivement sur la croissance dans la production de certains types de machines et équipements³²¹.

Cependant, ceci ne résout pas le problème de la faible compétitivité des industries manufacturières concurrencées par les importations et exposées aux effets de la réévaluation du rouble.

6.2.4. Politique monétaire, politique de change et Fonds de stabilisation

La politique économique du gouvernement russe s'inspire de l'approche monétariste, soit une restriction quantitative des liquidités. Elle vise à (i) réduire la volatilité liée aux chocs des termes de commerce et (ii) limiter les entrées de liquidités en circulation.

Selon Gourvitch [2006], l'incertitude des facteurs de l'environnement (en premier lieu, de la conjoncture de prix) pose des contraintes supplémentaires sur la politique économique (budgétaire et monétaire), laquelle doit limiter l'impact de la conjoncture sur les principaux indicateurs économiques. La politique stabilisatrice (stérilisation de la masse monétaire excédentaire) s'opère essentiellement par la voie budgétaire, les capacités de la Banque

³¹⁹ BOFIT [2006-5].

³²⁰ World Bank [2004a, p. 5].

³²¹ World Bank [2007, p. 4-5]. Pendant les 4 premiers mois de 2007, la production des équipements mécaniques (par exemple les turbines à gaz, les turbines hydrauliques) augmente de 52,5% par rapport aux 4 premiers mois de 2006 (à comparer à la baisse de 41,1% en janvier-avril 2006 par rapport janvier-avril 2005). D'autres secteurs en croissance sont la production des équipements pour le secteur pétrolier, la métallurgie et la sidérurgie, ainsi que les grues, les tracteurs, les camions, etc...

centrale étant limitées par les risques d'accroissement excessif de la masse monétaire³²². Ainsi, pour atténuer l'impact de l'afflux de devises sur le taux d'inflation et le taux de change réel et pour assurer l'équilibre du budget fédéral en cas de la diminution du prix de pétrole en dessous du niveau de base, à partir de 1 janvier 2004 a été créé le Fonds de stabilisation³²³. Le Fonds accumule les revenus supplémentaires du budget fédéral formés par le fait que le prix du pétrole est supérieur au niveau de base ainsi que les soldes budgétaires au début de l'année financière, y compris les revenus de placements des moyens du Fonds de stabilisation. Selon le plan de finances pour 2006-08, le fonds de stabilisation va atteindre 146 Mds doll à la fin 2008, soit 12% du PIB.

Cette politique est complétée par une politique budgétaire prudente (proficit budgétaire, maintien du prix limite à 27 doll/bar, quasi-absence de dépenses de ressources du Fonds)³²⁴.

Plusieurs questions sont débattues quant au Fonds de stabilisation:

-la taille du Fonds de stabilisation par rapport au PIB et au niveau de dépenses publiques (il représente 6,8% du PIB au début 2006, à comparer avec 80% PIB en Norvège³²⁵). Le montant actuel du Fonds de stabilisation paraît donc insuffisant.

-le mode de gestion du Fonds. Bien qu'il y ait eu une discussion sur la gestion du fonds pour le développement de projets spécifiques ou d'industries³²⁶, la conception dominante est celle d'inspiration monétariste du Ministère de Finances. Selon les calculs de A. Koudrine, Ministre des Finances, l'utilisation à l'intérieur du pays de 250 Mds roubles du Fonds de stabilisation provoquerait 1% de la hausse de l'inflation³²⁷. Il privilégie donc la conservation du Fonds en actifs libellés en devises étrangères, ceci afin de diminuer l'appréciation de la devise nationale, tout en autorisant le remboursement de la dette extérieure. Néanmoins, quelque 30 Mds roubles ont été accordés pour couvrir le déficit du Fonds de retraites en 2005 et le prix "limite" du baril de pétrole a été augmenté de 20 à 27 doll/bar à partir du début 2006.

Enfin, la gestion du Fonds de stabilisation est un sujet sensible au niveau interministériel (du point de vue de la préservation du contrôle du Fonds) et des relations avec la société (puisque en 2005, 88% de la population soutient l'utilisation des moyens cumulés)^{328,329}.

³²² La stérilisation de long terme à grande échelle est entravée par l'incapacité de la Banque centrale d'émettre sa propre dette jusqu'à la fin 2004. La Banque centrale utilisait donc comme substituts les bonds gouvernementaux pour les opérations de stérilisation de court terme. Ahrend, Tompson [2005, p. 18].

³²³ Loi fédérale sur les amendements du Code Budgétaire de la Fédération de Russie concernant la création du Fond de stabilisation de la Fédération de Russie N 184-FZ, entrée en vigueur le 1 janvier 2004. La création de réserves financières dans le budget fédéral a été prévue pour la première fois en 2002 (Kudrin [2006, p. 31]).

³²⁴ A. Koudrine, Ministre des Finances (Koudrine [2006a, 2006b]), constate la dépendance croissante de la Russie à l'égard de l'argent "facile" du pétrole, prône la stratégie des dépenses budgétaires en fonction d'une tendance de long terme (par opposition à la conjoncture de prix sur les marchés de matières premières dans le court terme) et propose de séparer le budget en deux parties, pétrolière et non pétrolière. En 2004, le déficit du budget non-pétrolier est estimé à 4% par A Koudrine, alors que le budget total (y compris le pétrole) est en surplus de 4%. Les calculs similaires sont menés dans IMF [2005], Gourvitch [2006].

³²⁵ Koudrine [2006a, p. 41].

³²⁶ Voir, par exemple, Belousov, Solntsev [2005] sur deux modes alternatifs de l'utilisation du Fonds de stabilisation : (i) la réalisation des projets nationaux visant l'amélioration de la compétitivité de l'économie nationale et (ii) la baisse du fardeau fiscal sur la production (en premier lieu, les secteurs manufacturiers).

³²⁷ Koudrine [2006a, p. 44].

³²⁸ VTSIOM, Press-vypusk 2005. I'ul, N°244. *Cité in Gourvitch [2006]*.

³²⁹ A partir de février 2008, le Fonds de Stabilisation sera remplacé par le "Fonds de réserve" (10% du PIB, selon la conception du Ministère de Finances) et le "Fonds de générations futures". Les principes de compensation entre ces deux fonds en cas de la baisse du brut sont encore débattus (revue avril 2007).

Ceci étant, la politique stabilisatrice (création d'un Fonds de stabilisation) s'appuie sur une politique monétaire restrictive conduisant à l'appréciation réelle du rouble. La Banque Centrale poursuit les objectifs de la diminution de l'inflation et de la stabilité du taux de change. Or, la politique visant à maintenir la stabilité du taux de change nominal, sur fond de l'inflation, entraîne l'appréciation du rouble en termes réels³³⁰ (voir tableau 2.6). La comparaison internationale des niveaux de prix menée en 2005 montre que le rouble est sous-évalué de 5% seulement³³¹. Ceci étant, le rouble s'est apprécié de 7,4% en 2006 et peut s'apprécier de 4-5% en 2007³³². L'appréciation du rouble conduit à remettre en cause la compétitivité des industries manufacturières domestiques exposées à la concurrence internationale (et ce, dans le contexte d'une protection relativement faible, voir chapitre 4).

Tableau 2.6. Indicateurs monétaires de la Russie (1999-2005)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Solde de la balance courante, % PIB	12,6	18	11,1	8,5	8,3	10,3	11,4
Accroissement des réserves en devises, Mds doll	1,8	16	8,2	11,4	26,4	45,2	57,7
Inflation, % (déc/déc) ³³³	36,5	20,2	18,6	15,1	12	11,7	10,9
Augmentation du taux de change de rouble réel effectif, % (déc/déc)	13,2	14,2	8,0	-2,3	4,1	4,7	10,5*
Augmentation du taux de change réel du rouble au dollar (déc/déc)	-0,9	11,3	8,6	6,2	18,9	14	3,9*

Source : Koudrine [2006a, p. 32].

*- données préliminaires

D'autre part, l'afflux de capitaux en Russie lequel se renforce particulièrement à partir du début 2007 met en question l'efficacité même de la politique de stérilisation à travers le Fonds de Stabilisation. En effet, comme le note la Banque Mondiale (World Bank [2007]), le profit de la balance de paiements est de plus en plus lié au solde de la balance de capitaux, alors que le profit de la balance commerciale tend à se réduire sous l'effet de la croissance des importations. Comme l'achat de devises par la Banque de Russie est le facteur principal de l'émission monétaire, l'afflux des capitaux contribue à la hausse de la masse monétaire et des réserves de la Banque centrale, en mettant ainsi en cause l'efficacité des instruments de la politique monétaire.

³³⁰ On s'attend donc que, dans trois ou cinq ans, la Banque Centrale va passer à un régime basé sur *inflation targeting* et *floating exchange rate*. BOFIT [2005-12, p. 23].

³³¹ BOFIT [2005-11, p. 4, avis de D. Plekhanov]

³³² La croissance du taux de change effectif réel du rouble en 2006 est toutefois inférieure au seuil de 9% fixé dans CBR [2005]. Déclaration de S. Ignatiev, Président de la Banque de Russie devant le XVIII Congrès de l'Association des banques russes, avril 2007, disponible sur http://www.cbr.ru/today/publications_reports/print.asp?file=Ignatiev_XVIII_arb.htm.

³³³ La mesure de l'inflation par l'indice des prix à la consommation est sujette à critiques. Rosstat utilise le panier basé sur la consommation d'un individu ayant un revenu mensuel de 8-9 milliers de roubles. Cette méthode pose problème, notamment pour la prise en compte des coûts d'habitation (par exemple, les dépenses en services communaux constituent 2,78% du panier de dépenses seulement, et il n'est pas clair comment sont prises en compte les achats d'immobilier). En plus, l'inflation se forme également dans le secteur des prix de production. Selon une méthode alternative, soit le déflateur du PIB, la hausse des prix en Russie a été non pas de 10,9% mais de 20%. Avis de O. Belenkaya dans l'article de Naumov I., Skliarov S. "Rosstat otryvaetsia ot realnosti", *Nezavisimaya Gazeta*, 6 juillet 2006.

6.2.5. Fonds de stabilisation et limites pour la croissance

L'approche du gouvernement rencontre de nombreuses critiques. L'analyse des causes de l'inflation fournit une limite majeure à cette politique. L'inflation des coûts (*cost-push inflation*) présente un facteur plus important que l'inflation tirée par la demande des ménages (notamment tirée par la dépense éventuelle des moyens accumulés dans le Fonds de stabilisation). Le vieillissement des capacités de production, du fait du manque d'investissements, met en cause la compétitivité des entreprises et alimente l'inflation³³⁴. La Banque de Russie (CBR [2006]) attribue à l'augmentation des tarifs régulés des services le rôle majeur en tant que source de pressions inflationnistes. Leur croissance se rapproche de 25% en 2005 (décembre 2005/décembre 2004), alors que le poids de l'inflation de base³³⁵ est modéré, soit de l'ordre de 8%. L'augmentation des tarifs des monopoles naturels va peser sur la compétitivité-coût des entreprises. Ceci va rendre d'autant plus difficiles les investissements, financés en grande partie par les fonds propres des entreprises. Enfin, Dmitrieva [2006] confirme cette conjecture et démontre la réduction de la part des dépenses budgétaires consolidées dans le PIB en 2003-2005 sur la base d'une estimation alternative³³⁶, ce qui remet en cause les critiques selon lesquelles la hausse des dépenses budgétaires crée les pressions inflationnistes. Le profit budgétaire supérieur au taux de croissance du PIB (comme ceci a été le cas en 2005, avec le profit de l'ordre de 8% du PIB et la croissance du PIB de 6,4%) aurait, selon elle, un impact récessionniste.

J. Sapir [2005b] présente une critique néokeynésienne de l'approche monétariste du gouvernement. Comme il le note, en théorie, l'approche monétaire et quantitative de l'inflation s'appuie sur deux hypothèses principales : (i) la neutralité de la monnaie, la monnaie ayant des effets uniquement sur les prix, sans implications pour le secteur réel et (ii) une économie sans rigidités, sauf celles de l'offre en cas de plein emploi des facteurs. Or, comme le montre J. Sapir [2005b], l'hypothèse de la neutralité de la monnaie est invalidée lorsque l'on prend en compte la nature séquentielle et dynamique de l'économie, laquelle justifie les déséquilibres comme des situations naturelles. La prise en compte des rigidités, quant à elles, amène à considérer la diffusion séquentielle des effets de la demande et justifie la notion de l'inflation par les coûts. Comme il le note, (i) l'accroissement des revenus des ménages apporte la garantie des profits aux entrepreneurs et contribue donc aux investissements (à condition de leur compétitivité) et (ii) la dépense d'investissement crée dans un premier temps une pression inflationniste mais devient anti-inflationniste par la suite, par le biais des gains de productivité. Selon J. Sapir [2005b], deux phénomènes jouent dans la définition du taux "normal" de l'inflation pour la Russie³³⁷ :

-l'ampleur de la restructuration de l'appareil productif, laquelle implique un mouvement des prix relatifs. Le maintien de l'inflation à taux zéro signifierait la baisse des prix dans certains secteurs, donc une crise de liquidités et de nombreuses faillites. L'inflation de l'ordre de 10% est, selon J. Sapir, susceptible d'assurer les mouvements nécessaires des prix relatifs sans poser des contraintes de liquidités insurmontables à taux de change donné.

³³⁴ Voir J. Sapir, interview à la revue *Expert*, prise par A. Ivanter, "Zabud'te Miliona Fridmana", n°10 (504), 13 mars 2006.

³³⁵ Le terme de l'inflation de base désigne l'inflation nette de la régulation administrative des tarifs et de la fluctuation saisonnière de prix.

³³⁶ Elle étudie la part des dépenses du "gouvernement élargi" dans le PIB qui inclut les dépenses factuelles du budget fédéral, des budgets régionaux et du Fonds de retraites sans double compte des transferts interbudgétaires (du budget fédéral vers le Fonds de retraites et vers les budgets régionaux). D'après ses calculs, la part des dépenses budgétaires dans le PIB passe de 32,5% en 2003 à 30,8% en 2004 et 29,2% en 2005 (Dmitrieva [2006, p. 25-26]).

³³⁷ Plus précisément, J. Sapir [2005b, p.12-13] estime le taux normal intertemporel dans une économie en restructuration à 10%-13%. L'effort d'investissement justifie le pic d'inflation au niveau de 20%-25%.

-l'effort d'investissement. Vu l'importance des investissements à réaliser, le décideur public doit arbitrer entre une forte intensité d'investissement initial et l'inflation élevée pendant une période assez brève (3-5 premières années du cycle d'investissements) ou bien l'extension du cycle sur une période plus longue (15 ans), accompagné d'une inflation assez forte pendant cette période, ce choix étant politique et conditionné par l'acceptation de la population.

Le taux de monétisation de la Russie (mesuré comme agrégat monétaire M2 en pourcentage du PIB annuel) est inférieur à celui des économies de marché. Il est de 22% en 2004³³⁸, à comparer avec 60-100% et plus dans les économies de marché. Ceci est d'ailleurs une particularité de la quasi-totalité des économies en transition. De ce fait, l'impact de l'augmentation de la masse monétaire serait atténué par les capacités d'"absorption monétaire" de l'économie en croissance (par exemple, à l'accroissement de M2 en 2003 de 50,5% correspond une inflation de 12% et croissance économique de 7,3%, voir tableau 2.7). Sans nier le besoin de politiques de stabilisation, ceci démontre la nécessité de politiques stimulatrices de l'activité des entreprises³³⁹.

Tableau 2.7. Indicateurs macroéconomiques et monétaires

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Croissance de M2, déc/déc, %	29,0	21,3	57,5	61,5	39,7	32,4	50,5	35,8	38,6
Croissance du PIB, %	1,4	-5,3	6,4	10,0	5,1	4,7	7,3	7,2	6,4
Taux d'inflation (indice des prix à la consommation)	11,0	84,4	36,5	20,2	18,6	15,1	12,0	11,7	10,9

Source : BOFIT [2006-6]

Il semble donc pertinent d'utiliser le Fonds de stabilisation (du moins, une partie) pour les investissements de long terme, par exemple pour les économies d'énergie, pour les infrastructures sociales (santé, éducation) ou la modernisation des infrastructures de production (J. Sapir³⁴⁰). Plusieurs autres utilisations du Fonds de stabilisation présentent un danger inflationniste moindre, telles que l'octroi des garanties d'Etat pour l'attraction d'investissements privés, des subventions des taux et garanties de crédits, des subventions des importations de technologies et l'introduction des innovations, la protection de la propriété intellectuelle russe et des brevets, la création de parcs technologiques (S. Glaziev³⁴¹).

Une politique stabilisatrice alternative serait l'introduction d'un système de taux de change à deux compartiments (Sapir [2005a]). D'une part, les exportateurs des matières premières (hydrocarbures, métaux) vendraient leurs recettes à la Banque centrale à un taux régulé. La partie restante étant libre, les agents échangent les devises au taux de marché, affranchis de l'influence du secteur de rente. On peut toutefois se demander la faisabilité politique de cette proposition.

³³⁸ L'agrégat monétaire M2 représente le volume des liquidités en circulation (hors banques) et soldes en devise nationale sur les comptes des organisations non financières et personnes physiques, étant résidents de la Fédération de Russie (définition de la Banque de Russie). Le taux de monétisation est de 22,3% en 1992, 11% en 1995 (année majeure de la stabilisation financière), 12% en 1999. Yasin [2005, p. 11].

³³⁹ Voir Yasin [2005]. Ye. Yasin estime d'ailleurs les pertes de la sous-utilisation de la monétisation, interrompue en 2003, à 100-200 Mds doll. en 2003-2008, en relation aux écarts de la croissance. Le PIB augmenterait de 4,4-5% ou 5,5-6% par an seulement, au lieu de 7,3-7,4% annuels en 2003 -2008 si on augmentait la monétisation de 33% à 50% (y compris les dollars en circulation) en 2003-2011, sous l'hypothèse du niveau d'activité de 2003.

³⁴⁰ Jacques Sapir, interview à la revue *Expert*, prise par A. Ivanter, "Zabud'te Miltona Fridmana", n°10 (504), 13 mars 2006.

³⁴¹ Glaziev S. "Stabfond obiazan rabotat' v obschenatsionalnykh interesakh", *Nezavisimaya Gazeta*, 23 juin 2006.

Les derniers développements montrent que le décideur public semble admettre, du moins partiellement, certains arguments critiques énoncés ci-dessus, dont témoigne la mobilisation d'une tranche de Fonds de Stabilisation pour les besoins des institutions publiques de développement nouvellement créées (la Banque de Développement, le Fonds pour les investissements à risque et le Fonds pour la rénovation de l'habitat), prévue pour 2007³⁴². Ce qui consolide l'assise financière pour un "Etat développementaliste" russe.

6.3. Pathologies institutionnelles

La richesse en ressources naturelles provoque des conséquences négatives en termes de l'économie politique, favorisant les comportements de recherche de rente, ce qui se répercute sur le ralentissement de la croissance. Un ensemble vaste de la littérature est consacré aux conséquences néfastes de la richesse en ressources naturelles sur le développement des institutions³⁴³. Ross (1999) les classifie en trois grands groupes :

-les explications cognitives liées à la "myopie" des décideurs politiques³⁴⁴ trop confiants dans le contexte de conjoncture favorable à court terme,

-les explications sociétales selon lesquelles la richesse en ressources renforce les pouvoirs des secteurs, classes ou groupes d'intérêt favorisant les politiques faisant obstacle à la croissance,

-les explications stato-centrées selon lesquelles le *boom* de ressources naturelles affaiblit les institutions. Ces types d'explication sont hybrides et mitigent des arguments cognitifs, sociétaux et institutionnels et s'appuient sur les théories de l'Etat rentier. Selon cette approche, (i) les Etats cherchent des revenus d'un niveau satisfaisant, et non maximum, et (ii) l'efficacité des politiques économiques diminue dans la mesure de la baisse de la demande de revenus de la part de l'Etat. Ainsi, lorsque les gouvernements perçoivent la majeure partie des revenus des sources externes (rente de ressources ou aide étrangère), ils sont moins "*accountables*" à l'égard des sociétés gouvernées.

Selon Shafer [1994], les caractéristiques du principal secteur d'exportation influencent la capacité institutionnelle de l'Etat et son autonomie. Lorsque le secteur leader se caractérise par un faible nombre de firmes, des barrières d'entrée/sortie élevées et une forte spécificité d'actifs, il rencontre des difficultés pour s'adapter aux évolutions du marché (autrement dit, il est très peu flexible eu égard aux fluctuations du marché). Ceci étant, les problèmes d'action collective (Olson) sont atténués par le faible nombre de firmes. De ce fait, ce secteur va émettre des demandes de protection étatique en conjoncture défavorable. Dans ce cas, selon Shafer, l'Etat se concentre sur le développement du système de gouvernance du secteur leader (taxation des revenus, promotion de l'activité), tout en étant dissuadé de développer les institutions nécessaires pour répondre aux besoins des autres secteurs. Les secteurs leaders non flexibles produisent donc des institutions faibles.

Robinson, Torvik, Verdier [2006] montrent sur la base d'un modèle de vote en deux temps que les effets de la richesse en ressources naturelles dépendent du degré de

³⁴² Le montant des dépenses supplémentaires pour 2007 n'est pas encore établi (World Bank [2007, p. 12]. De même, certaines modalités de fonctionnement de la Banque de Développement ne sont pas encore définies. Elle servira d'intermédiaire pour le financement gouvernemental des projets d'investissement dans les industries stratégiques, le début d'activité étant prévu pour la mi-2007. Mais, ses compétences en matière d'assurance (pour les crédits à l'export) sont débattues (revue juin 2007).

³⁴³ Voir la comparaison des modèles de croissance des pays riches et pauvres en ressources naturelles dans Auty [2001]. Pour la revue de littérature, voir également Tompson [2005].

³⁴⁴ Voir la discussion dans Rodrik [1996].

développement des institutions. En cas d'institutions faibles, les revenus du secteur de ressources naturelles peuvent devenir une ressource politique permettant d'influencer l'issue des élections. Dans ce cas, la richesse en ressources naturelles débouche sur l'inefficacité dans l'exploitation des ressources (extraction trop élevée) et dans le partage des revenus. Inversement, dans les pays ayant des institutions fortes, l'utilisation des revenus de l'exploitation des ressources naturelles est moins avantageuse et ne nuit pas au bien-être.

Mehlum, Moene, Torvik [2005] concluent qu'il existe un seuil du niveau de développement institutionnel en dessous duquel la richesse en ressources naturelles détériore la qualité des institutions. Ils perçoivent la qualité des institutions comme l'attractivité de l'activité productive par rapport à l'activité de recherche de rente. En cas d'institutions fortes, s'établit un équilibre productif, dans lequel le volume de ressource est corrélé positivement au volume de la production. Inversement, si les institutions sont faibles, l'équilibre sera qualifié de "prédateur". Il se caractérise par une dépendance négative entre le volume des ressources et le volume de la production.

D'autres explications prennent en compte le rôle des entreprises en propriété d'Etat (considérées comme moins efficaces) ou l'incapacité de l'Etat à respecter les droits de propriété, etc.

Par conséquent, pour éviter ou résoudre ces problèmes, une action étatique efficace est nécessaire, ce qui exige la création de structures résistantes à la corruption, de règles transparentes et standardisées, le développement de l'Etat de droit et de la société civile (Ahrend [2006]).

Au total, les explications en termes d'économie politique nous paraissent assez hétérogènes et plutôt applicables *ad hoc*. De plus, la question se pose de leur pertinence dans le contexte russe. D'une part, il semble que les pathologies institutionnelles russes correspondent aux situations décrites dans la littérature consacrée à l'économie politique des ressources naturelles, notamment la faiblesse de l'Etat de droit et de la société civile, les comportements de recherche de rente, la corruption, etc. Or, se pose la question suivante. La gouvernance serait-elle meilleure si la Russie avait entamé la transition sans les secteurs de ressources naturelles? Selon Tompson [2005], il est difficile d'attribuer les problèmes institutionnels russes à sa richesse en ressources naturelles. A notre avis, les défis en termes d'économie politique posés par la richesse en ressources naturelles ont été aggravés et non créés pendant la transition par le changement des bases du système économique (passage à l'économie de marché, introduction de la propriété privée et privatisations de grande ampleur).

Conclusion du chapitre 2

Dans les années à venir, les performances de la Russie vont continuer à dépendre de la situation des secteurs d'exploitation de ressources naturelles, plus précisément, des hydrocarbures. En effet, si la Russie développe d'autres produits, leur contribution sera très limitée dans les prochaines années. Il s'en suit donc le besoin de maintenir les exportations d'hydrocarbures et d'assurer le développement équilibré de l'industrie à long terme. Ceci concerne notamment le secteur pétrolier, dominé par les stratégies privées visant l'écrémage des actifs les plus rentables. Dans ce contexte, la reprise en main par l'Etat du secteur des hydrocarbures est censée répondre aux objectifs de développement économique de l'industrie, mais aussi du développement de l'ensemble de l'économie nationale.

La richesse en hydrocarbures donne à la Russie un puissant levier d'influence sur la scène internationale. Bien que la Russie ne puisse concurrencer l'Arabie Saoudite en termes de quantités produites, ni en termes de prix, elle reste un producteur à potentiel très fort. La Russie semble vouloir jouer sur les volumes, prix et directions des flux d'exportations des hydrocarbures en les mettant au service de ses intérêts économiques et politiques. Or, cette stratégie crée des tensions politiques. La réponse des pays consommateurs serait la recherche de sources alternatives (d'autres producteurs, d'autres voies d'approvisionnement, d'autres sources d'énergie ou d'autres modèles de consommation). Dans la troisième partie, nous allons juxtaposer ces aspects pour l'étude de l'insertion de la Russie au niveau de son étranger proche (CEI) et de ses principaux partenaires économiques et politiques (UE, Etats-Unis, Chine).

A ce jour, il est difficile de tirer des conclusions univoques sur le fait qu'il y a maladie hollandaise en Russie. Bien que des symptômes de cette maladie soient présents en Russie (appréciation du taux de change, croissance des secteurs protégés de la concurrence étrangère, ralentissement dans les industries exposées à la concurrence), il est difficile de les attribuer uniquement au développement du syndrome hollandais. L'expansion du secteur des hydrocarbures s'opère dans une économie en très grande transformation, il est de ce fait difficile d'arbitrer quant aux causes exactes dans chaque évolution des structures de production. De plus, le développement de la maladie hollandaise en Russie est atténué par la taille de l'économie et un chômage assez massif.

Enfin, la présence des ressources naturelles dans une économie renforce des activités de recherche de rente. Donc, la mise en place des politiques de développement nécessite non seulement l'élaboration des politiques macroéconomiques adaptées stimulant les innovations et la croissance, mais aussi une coalition des intérêts "développementalistes" permettant de dépasser le cadre de la trajectoire de développement d'une économie de rente des ressources naturelles. L'Etat sera – t –il capable de réaliser cet objectif en consolidant les principales industries sous la tutelle publique et à quel prix?

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Les perspectives de l'économie russe sont étroitement liées à la condition de l'industrie des hydrocarbures. Durant la transition, la Russie s'enlise dans le modèle basé sur les exportations des ressources naturelles, ses industries manufacturières s'étant révélées non compétitives au vu du passage des prix administrés vers les prix mondiaux. L'analyse des statistiques du commerce international disponibles à ce jour ne permet pas de juger d'un renversement de cette tendance.

La dépendance accrue à l'égard du secteur des hydrocarbures nécessite l'adoption d'une stratégie de développement de long terme de l'industrie. Il s'agit d'assurer les investissements pour développer les réserves et reproduire leur base, améliorer les technologies d'extraction, mettre en place de nouvelles infrastructures etc. Dans le contexte de la demande mondiale croissante et de la hausse du prix mondial des hydrocarbures, la reprise en mains par l'Etat de l'industrie des hydrocarbures vise à contribuer à la réalisation des stratégies économique (partage de la rente d'hydrocarbures) et politique des autorités publiques. L'efficacité des politiques en cours est toutefois discutable, notamment en ce qui concerne la conception monétariste du Fonds de stabilisation.

Dans les prochaines années, l'on ne peut s'attendre à une croissance forte de l'industrie des hydrocarbures. Dans ce contexte, l'on s'attend à un ralentissement de la croissance industrielle, puisque la croissance des industries manufacturières ne compense pas le ralentissement dans les secteurs primaires. Les industries à plus fort potentiel de croissance (dont matériaux de construction, segments des constructions mécaniques, industries chimiques, alimentaire et hautes technologies) constituent environ un quart de la structure industrielle.

L'impact de l'essor du secteur des ressources naturelles sur l'économie est ambigu. D'une part, il peut stimuler le développement des industries connexes à plus forte composition technologique. D'autre part, il peut avoir un impact négatif pour la compétitivité des industries manufacturières exposées à la concurrence internationale dans le cadre de la propagation du syndrome hollandais. Enfin, si certaines caractéristiques de l'économie russe (la taille et la diversification des structures économiques, la présence des capacités oisives de production, la mobilité des facteurs limitée) et mesures de politique économique (notamment, la taxation des surprofits pétroliers) limitent la propagation du syndrome hollandais en Russie, la richesse en ressources naturelles provoque des problèmes de l'ordre de l'économie politique, notamment ceux liés au mode de partage de la rente des hydrocarbures.

Il convient donc de passer à l'étude des stratégies des groupes d'intérêt influençant le cours des réformes en Russie.

DEUXIEME PARTIE

TRAJECTOIRE INTERNATIONALE DE LA RUSSIE: ENTRE LES CHOIX PUBLICS ET PRIVES

INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE

Pour A. Gerschenkron [1962], l'histoire économique russe est une séquence de phases de rattrapage forcé et de stagnation. Ceci étant, le rattrapage économique peut être accéléré par l'intervention d'un Etat fort, qui peut stimuler et coordonner les stratégies des agents.

A la fin des années 1980, lorsque la crise systémique devient imminente, les élites cherchent à s'appropriier les actifs les plus rentables (compétitifs), c'est-à-dire les matières premières. D'autres encore se lancent dans les activités de commerce et s'enrichissent sur les arbitrages de prix de produits et de taux de change.

L'ouverture aux marchés des pays occidentaux correspond aux intérêts des exportateurs des ressources et des milieux commercial et financier qui aspirent à la libéralisation des importations et des opérations commerciales et financières. Ceci étant, l'industrie de transformation est quelque peu délaissée. Non - compétitive, elle n'arrive pas à faire valoir ses demandes de politiques économiques (politiques commerciales).

La donne économique et politique semble renversée depuis le début des années 2000, avec les modifications des structures économiques suite à la crise de 1998 et la hausse du prix mondial du brut, et les évolutions politiques suite à l'arrivée au pouvoir de l'administration de V. Poutine. Est-on en présence d'un changement de période dans la logique de A. Gerschenkron, le "chaos russe" (Sapir [1996]) de la transition cédant la place à l'émergence d'un Etat promoteur?

Le **chapitre 3** étudie la configuration des intérêts en présence influençant le cours des réformes. Nous articulons notre analyse autour de deux dimensions: la première est la structuration des relations entre les autorités publiques de divers niveaux au sein de la Fédération et la deuxième est les relations de l'Etat avec les entreprises. Nous montrons que la décennie 1990 est marquée par le développement des arrangements ponctuels de toutes sortes entre les agents individuels et les autorités publiques. Ceci étant, seuls les secteurs les plus compétitifs peuvent constituer une base de ressources suffisantes pour le lobbying, qui s'opère à un niveau individualisé (arrangements ponctuels). Les agents contrôlant ces secteurs peuvent ainsi faire valoir leurs demandes de politiques économiques confortant leurs stratégies économiques (appropriation des actifs, obtentions des autorisations pour des

activités commerciales, exemptions tarifaires, etc.). Les évolutions économiques et politiques suivant la crise de 1998 et l'arrivée au pouvoir de l'administration de V. Poutine laissent apercevoir la remise en cause de ces tendances, notamment, la reconstruction de la verticalité du pouvoir dans les relations entre le centre fédéral et les régions, ainsi qu'une mise au pas des oligarques.

Le **chapitre 5** est consacré à l'étude de la politique commerciale de la Russie depuis le début de la transition. L'ouverture rapide est complémentaire à la thérapie de choc. Dans un premier temps, le tarif d'importation a été ramené à zéro dans un premier temps. L'industrie de transformation subit de plein fouet les conséquences d'une libéralisation radicale. Non seulement elle n'a pas d'expérience du fonctionnement dans les conditions de marché (et donc de formulation et de promotion des demandes de protection), mais aussi les institutions permettant de transférer et faire valoir les préférences des industries sont absentes. La logique d'urgence et la promotion des intérêts individuels dominent sur une approche stratégique du développement national. Au fil du temps, la pression des industries et le déficit macroéconomique vont jouer sur les décisions d'augmenter les barrières douanières. Ceci étant, l'ampleur des comportements frauduleux liés à l'évasion douanière nous permet de parler d'un laisser-faire généralisé plutôt que de mise en place d'une politique commerciale cohérente. De même, le début des années 2000 marque les tentatives d'une clarification des relations en matière des échanges extérieurs, notamment au travers de la réforme du tarif douanier, sans pour autant remettre en cause l'orientation libérale des politiques poursuivies.

CHAPITRE 3

L'État russe depuis 1991 : de la fragmentation à la consolidation ?

L'échec de la transition vers l'économie de marché en Russie est lié à plusieurs facteurs. Tout d'abord, la Russie entre en transition avec des déséquilibres macroéconomiques et des disproportions structurelles héritées de l'Union soviétique. Deuxièmement, et plus important, l'échec est dû aux caractéristiques de ses structures sociales et institutionnelles (par exemple Yakovlev [2003]). En Russie, la base sociale pour la création de l'économie de marché et d'un régime démocratique est faible, voire absente. A la différence des pays de l'Europe de l'Est, la Russie n'a pas d'expérience historique du développement dans les conditions d'une économie de marché et de démocratie. Les valeurs propres à l'Etat de droit ne sont vraisemblablement pas appropriées par la société ni par les élites. Ensuite, l'opposition interne dans l'Union soviétique est quasi-inexistante. La crise de l'idéologie ancienne ne s'accompagne pas de l'émergence de nouvelles valeurs qui soient partagées par la société.

L'objectif de ce chapitre consiste à expliquer les intérêts des acteurs qui interviennent dans la définition des axes de la politique économique russe et à analyser les modes de leur interrelation. D'un point de vue théorique, nous nous associons à une représentation de l'Etat en termes de la théorie des choix publics, selon laquelle les choix politiques faits par les autorités publiques sont influencés par les intérêts des groupes d'intérêt dominants. En même temps, cela nous permettra de construire une analyse du cas russe en termes d'approche institutionnelle de l'économie politique internationale domestique - sociétale.

Les institutions en Russie sont en cours de construction et leur forme dépend de l'issue des conflits d'intérêts. Ceci étant, les intérêts de la société civile ne sont guère représentés, ce dont témoigne la dissolution du Parlement en 1993 et ensuite les prérogatives larges attribuées au Président (de ce fait, nous nous concentrerons essentiellement sur l'exécutif, tout en faisant allusion à la structuration des rapports avec d'autres branches du pouvoir lorsque nécessaire). La trajectoire des réformes inspirées du consensus de Washington s'avère bloqué par les stratégies de recherche de rente des agents privés (1).

Nous distinguerons ensuite deux dimensions des conflits d'intérêts, celle entre centre et régions (2) et celle entre Etat et entreprises (3). Pendant la décennie 1990, l'Etat fédéral³⁴⁵ s'avère à la fois fragmenté entre les diverses entités régionales et capturé par les intérêts des groupes de pression internes (grandes entreprises). Cette période est marquée par la persistance des *arrangements ponctuels* entre les divers niveaux de l'Etat et les groupes d'intérêts privés. A partir de l'année 2000, les évolutions politiques et économiques se répercutent sur les tentatives de consolidation de l'Etat, tant sur la dimension du renforcement de la verticalité de pouvoir centre fédéral - régions que sur la dimension de l'institutionnalisation des relations entre l'Etat et les firmes. Cependant, les mouvements de consolidation rencontrent des oppositions.

Section 1. Economie politique des réformes de marché en Russie

Dans un premier temps, nous présenterons d'abord le cadre théorique d'analyse des réformes de la transition (1.1.), pour tenter de définir les intérêts en présence influençant la trajectoire des réformes dans un deuxième temps (1.2.).

1.1. L'économie politique de la transition: cadre théorique

Nous expliquerons ici les défaillances du modèle de transition adoptée en Russie pour s'interroger ensuite sur les interprétations théoriques du processus de réformes économiques en termes d'économie politique.

1.1.1. Deux approches de la transition

Avant la chute du bloc socialiste, la théorie de la transition au marché n'existe pas. Les débats qui vont suivre concernent essentiellement la vitesse de la mise en place des réformes. Deux modèles principaux se dégagent³⁴⁶:

³⁴⁵ *Stricto sensu*, la qualité de "Fédération" du système politique de la Russie est discutable. Selon la définition classique de la Fédération (Dahl R.A. [1986] : "Federalism and the Democratic Process", in Dahl R.A., "Democracy, Identity and Equality", Oslo: Norwegian University Press, p. 114, reproduit de Stepan [2000, p. 134]), le fédéralisme est "*a system in which some matters are exclusively within the competence of certain local units – cantons, states, provinces – and are constitutionally beyond the scope of the authority of the national government ; and where certain other matters are constitutionally outside the scope of the authority of the smaller units*". Or, ce sont seulement les systèmes démocratiques qui peuvent assurer des garanties crédibles du respect des prérogatives des sous-unités de la Fédération. Pour Stepan [2000], la Russie n'est donc pas une Fédération.

Dans le présent papier, nous nous intéresserons essentiellement aux aspects économiques des prérogatives des sous-unités de la fédération. Le débat purement politique sur la formation du régime politique en Russie aura une importance de deuxième rang. Des aspects politiques seront traités dans la mesure de leur relation immédiate avec la trajectoire économique de la Russie.

³⁴⁶ Ici, nous pouvons référer le lecteur aux analyses de Andreff [2002, 2003], Roland [2000], Roland [2002].

-le premier modèle dit de "thérapie de choc" (modèle de "*big bang*") est issu du consensus de Washington, et suppose (1) la libéralisation des prix, (2) la stabilisation, c'est-à-dire une politique monétaire stricte et le respect de l'équilibre budgétaire et (3) la privatisation. Il s'appuie sur la thèse de la supériorité du marché par rapport au plan (c'est-à-dire du mécanisme de prix par rapport à celui de rationnement quantitatif) et l'hypothèse des acteurs rationnels et informés. L'accent est mis sur la macroéconomie et le court terme. Les partisans de cette approche³⁴⁷ prônent une mise en place rapide et intégrale des réformes de marché. Ainsi, ils soutiennent "*la thérapie de choc contre le gradualisme, la libéralisation contre l'intervention économique de l'Etat (hormis un rôle régalién minimal), et la privatisation avant la restructuration plutôt que l'inverse*" (résumé de Andreff [2002, p. 271]).

En termes d'économie politique, l'argument de la vitesse de la réalisation des réformes s'appuie sur l'utilisation de la fenêtre d'opportunité, cette dernière étant ouverte par l'introduction de la démocratie. Les réformes doivent être mises en place le plus vite possible (Lipton, Sachs [1990], Balcerowicz [1995]), en assurant l'irréversibilité des changements (Boycko, Shleifer, Vishny [1995])

Au fur et à mesure de l'avancement (ou plutôt de l'enlisement) du processus de transition, il apparaît de plus en plus de nuances dans le cadre de cette approche d'inspiration néoclassique. Notamment, il se dégage un passage vers l'analyse des effets structurels à moyen terme. Il s'agit de mettre en relation la croissance du nouveau secteur privé, la restructuration des entreprises du secteur public et le chômage lié à ces réallocations de ressources (Blanchard [1997]).

A partir de 1996, les organisations internationales reconnaissent l'importance d'une gouvernance publique et privée efficace, de la nécessité de l'offre de services publics, du développement du système bancaire, de l'utilité de la protection douanière modérée, soit de l'inefficacité du *big bang* et de l'importance du développement préalable des institutions (World Bank [1996, 1997]). La rupture avec le consensus de Washington se propage à d'autres organisations internationales. Ainsi, la recherche de l'équilibre macroéconomique à court terme cède la place à la reconnaissance de l'importance des institutions.

-le deuxième modèle relève de la perspective évolutionnaire – institutionnaliste et met l'accent sur la création préalable des mécanismes de marché et l'importance de la séquence des réformes à suivre. Portes [1994] met en exergue le fait que les résultats obtenus sont inférieurs aux attentes (tant en termes des objectifs à atteindre que du temps nécessaire pour y parvenir), ce qui remet en cause les prescriptions de l'approche standard.

Les critiques sont hétérogènes. Elles contestent l'analyse standard en s'appuyant sur les facteurs institutionnels, structurels ou sociaux et s'accordent sur l'idée que les réformes structurelles (privatisations, changement institutionnel, restructurations etc) ne peuvent être réalisées par la thérapie de choc. D'autre part, la reconnaissance de l'importance de la séquence de réformes implique le débat sur l'ordre des réformes à faire passer, la stabilisation apparaissant en première urgence, alors que la privatisation, l'ouverture sur l'extérieur ou la restructuration pouvant intervenir à la phase terminale³⁴⁸.

³⁴⁷ L'influence intellectuelle provient des organisations internationales, ainsi que des économistes de Cambridge, Massachusetts (par exemple Blanchard *et al.* [1994]) et du *Centre for Economic Policy Research*. Andreff [2002, p. 270].

³⁴⁸ Andreff [2002, p. 285].

L'argument sous-jacent de cette approche en termes de l'économie politique consiste en ce que la séquence appropriée des réformes permettrait d'assurer le soutien à la poursuite des réformes (Dewatripont, Roland [1992a,b; 1995], Wei [1997]). Par exemple, l'émergence des PME était censée constituer le support à des réformes ultérieures du secteur public.

La différence principale entre ces deux approches consiste en l'intégration de l'incertitude. Dans le cadre du consensus de Washington, on considère que les gains des réformes sont sûrs et que les réformes doivent être mises en oeuvre simultanément. L'optique évolutionnaire – institutionnaliste, inversement, insiste sur le fait que faute d'institutions adéquates, les politiques de libéralisation, stabilisation et privatisation peuvent aboutir à des situations sous-optimales et que les institutions peuvent se perfectionner au fil du temps. En termes d'économie politique, le consensus de Washington vise à utiliser la fenêtre d'opportunité pour assurer l'irréversibilité des réformes. Les propriétaires des entreprises privatisées y fournissent le groupe de support principal. L'approche graduelle cherche à assurer le support continu et croissant des réformes en s'appuyant sur la classe moyenne et le nouveau secteur privé.

Enfin, notons qu'en réalité, ces deux approches étaient combinées ou alternées de façon qu'aucune économie en transition ne peut servir d'exemple idéal à l'approche standard ou non-standard.

Bien que les limites de la théorie standard étaient connues au moment de la transition, c'est le consensus de Washington qui a été la philosophie dominante des réformes.

1.1.2. L'échec des réformes et ses explications

Ni la variété des performances entre les économies en transition, ni le déclin profond de la production n'étaient prédits par les économistes. La transition en Russie s'est avérée plus longue et plus profonde que dans d'autres économies en transition³⁴⁹.

Pour les trois axes du consensus de Washington, nous pouvons faire le constat suivant (voir Stiglitz [2002]).

La libéralisation des prix a entraîné l'inflation (d'autant plus forte que la production a chuté) et a détruit l'épargne privée. Néanmoins, les prix de certains produits (notamment, ressources naturelles) ont été maintenus à un niveau artificiellement bas, ce qui a autorisé les stratégies de recherche de rente qui consistaient à acheter des produits à des prix contrôlés et les revendre ensuite aux prix de marché. Cela prépare le terrain pour les critiques libérales reprochant aux réformateurs l'insuffisance de radicalisme. La libéralisation du commerce et des marchés financiers, quant à elle, a facilité l'afflux d'importations et la fuite des capitaux.

La stabilisation a provoqué une restriction de l'offre de crédit par le biais de la hausse du taux d'intérêt afin de juguler l'inflation, ce qui s'est traduit par des effets récessionnistes dans le secteur réel (le taux d'intérêt élevé restreignait le crédit et donc les investissements), alors que la rigidité budgétaire venait renforcer le fardeau fiscal tout en réduisant le budget social.

³⁴⁹ Les résultats des réformes ont été présentés dans le premier chapitre. Rappelons ici que la Russie a perdu près de 40% de son PIB et 50% de sa production industrielle sur 1991-1998 selon les statistiques officielles.

Le soutien d'un rouble surévalué se répercutait sur la compétitivité de la production nationale, et ce, au prix de milliards de prêts. En revanche, le taux de change surévalué facilitait la consommation des biens importés par les élites et stimulait la conversion des avoirs en roubles en dollars. La politique monétaire restrictive a également favorisé le troc.

Quant à la privatisation, l'approche standard insistait plutôt sur la rapidité de son exécution que sur le choix des méthodes basées sur la vente d'actifs. Elle a favorisé les milieux proches du pouvoir, notamment les directeurs d'usines et a autorisé les comportements opportunistes de la part des membres des autorités régionales. La population n'a pas pu y prendre une part active d'autant plus que l'épargne a été perdue. La privatisation n'a pas été accompagnée ni par les restructurations d'entreprises, ni par une politique de concurrence (en transmettant donc les monopoles aux agents privés). Enfin, elle a généré des recettes très faibles.

En conclusion, les résultats de la thérapie de choc semblent conforter les intérêts des élites (qui ont pu se recycler en occupant des postes d'importance ou bien en s'appropriant des richesses) et les intérêts des pays du G7, tant d'un point de vue politique (disparition de la menace soviétique) que économique (accès à ses marchés et à ses ressources).

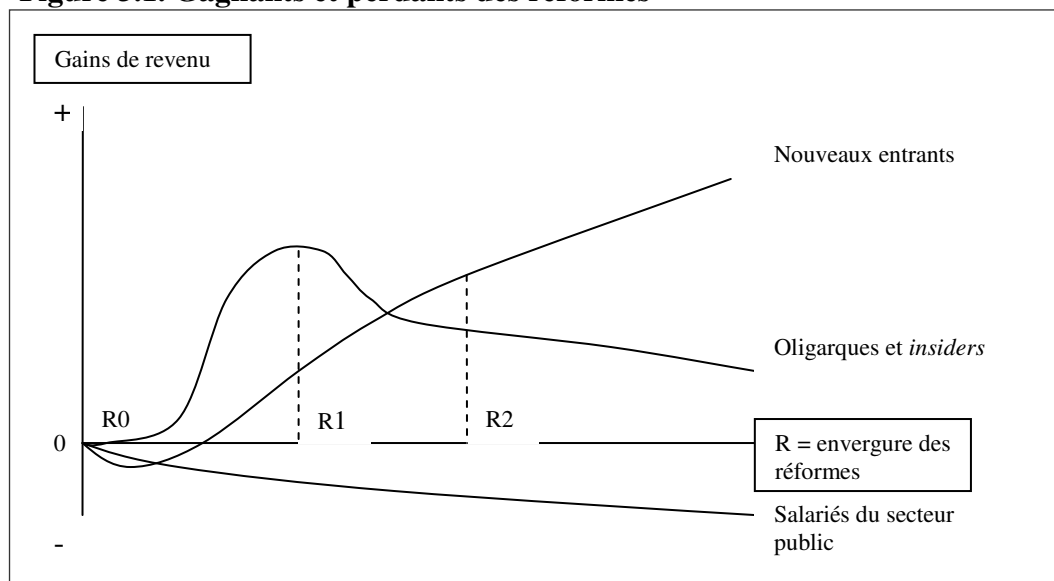
Critiques émanant de l'approche standard

Les adeptes de l'approche libérale affirment que les politiques préconisées étaient correctes. La responsabilité de l'échec est attribuée au mode de réalisation des politiques, notamment à la résistance de la part des oligarques³⁵⁰ et du Parlement (par exemple Aslund [1995]). Les difficultés économiques s'expliquent par l'enlisement des réformes (par exemple, les retards dans la mise en place de politiques de stabilisation), cette dernière trouvant ses origines dans les comportements de recherche de rente (par exemple Aslund [1995], Aslund *et al.* [1996]). Les acteurs privés ou publics gagnants des réformes initiales usent de leur influence pour bloquer la continuation des réformes qui endommagerait leurs rentes (*voir figure 3.1.*)³⁵¹, d'où le phénomène de "réformes partielles" (Hellman [1998]). Par exemple, l'incertitude des droits de propriété facilite les comportements de *asset stripping*.

³⁵⁰ Le terme "oligarque" désigne un homme d'affaires disposant de ressources pour influencer la politique nationale.

³⁵¹ Voir par exemple Havrylyshin, Odling-Smee [2000]. La référence est faite à Krueger A. [1974] : "The Political Economy of a Rent-Seeking Society ", *American Economic Review*, Vol. 64, N°3, pp. 291-303 qui montre que la recherche de rentes dans les pays en développement peut rapporter plus que les activités productives.

Figure 3.1. Gagnants et perdants des réformes



Le point R_0 correspond à l'absence de réformes, R_1 est le point de maximisation des gains des oligarques et *insiders*, R_2 est le degré d'avancement des réformes qui permet aux gagnants des réformes (nouveaux entrants) de compenser ou d'exercer suffisamment de pressions politiques pour neutraliser la résistance des oligarques, *insiders* et salariés du secteur public.

Source : World Bank [2002, p. 93].

Sur le schéma ci-dessus, les différentes configurations des réformes correspondent à une répartition inégale des gains entre i) les oligarques et *insiders* (acteurs qui entament la période de transition tout en disposant d'un contrôle sur les actifs économiques ou en bénéficiant des liens avec les élites politiques), ii) les nouveaux entrants (salariés et entrepreneurs, issus de la transformation du secteur public, qui entrent sur le marché compétitif) et iii) les salariés du secteur public.

La portée de la première phase de réformes est dotée d'une importance majeure. Si les réformes sont mises en place d'une manière radicale, certes, les coûts d'adaptation des nouveaux entrants et des salariés du secteur public seront plus élevés. Mais en revanche, cela permettra de renforcer les gains des nouveaux entrants et de réduire les opportunités de rentes pour les oligarques et *insiders*. Au contraire, des réformes moins radicales (soit la libéralisation et la privatisation non accompagnée d'une discipline de paiements et politique de concurrence) auraient des effets opposés en renforçant les gains des oligarques.

La crédibilité d'engagement de l'Etat à poursuivre les réformes du moins jusqu'au point R_2 , ainsi que sa capacité de limiter les interférences des oligarques et *insiders* devient cruciale pour l'issue des réformes de transition. Si le risque de la "*capture de l'Etat*" par les oligarques et *insiders* est élevé, les nouveaux entrants et les salariés du secteur public auront tendance à accepter les réformes partielles ou à rejeter les réformes afin de diminuer leurs coûts d'ajustement, ce qui conduit au cercle vicieux de l'Etat capturé par les oligarchies.

Shleifer, Treisman [1998] expliquent l'échec des politiques de stabilisation par l'opposition des banques qui s'approprièrent des rentes d'inflation (par exemple, en faisant traîner les transferts de crédits de la Banque centrale aux entreprises; en versant des taux d'intérêt réels négatifs aux déposants) et des entreprises subventionnées et des fermes collectives qui bénéficiaient de crédits et de subventions. En 1995, la résistance des banques a pu être surmontée grâce à la substitution de la rente d'inflation par les profits tirés des marchés

de *GKO* (bons du Trésor à court terme). L'opposition de l'industrie et de l'agriculture a été apaisée par les fournitures énergétiques à des prix subventionnés, en même temps que l'Etat tolérait l'accumulation de la dette fiscale du secteur des hydrocarbures et lui accordait des avantages aux exportations. Quant à la privatisation, la résistance des ministères, des directeurs d'entreprises, des salariés et des administrations locales fait admettre une solution de "deuxième rang" qui consiste pour l'essentiel à privilégier les *insiders* pour acquérir le contrôle des entreprises (*voir infra*).

En conclusion, les politiques appliquées divergent des prescriptions. Il s'en suit que la thérapie de choc n'a pas été appliquée réellement, d'où la nécessité de retour aux fondamentaux du paradigme standard pour stopper les comportements de recherche de rente (voir p. ex. OCDE [1995]³⁵², Sachs [1995]). Les deux mécanismes proposés sont i) la libération totale des prix et du commerce et ii) la pénalisation des politiques non directement orientées vers la stabilisation et peu répressives à l'égard des comportements de recherche de rente³⁵³.

Progressivement, le paradigme standard a évolué (d'autant plus que la crise de 1998 l'a remis en question) en reconsidérant les positions concernant la libéralisation des mouvements des capitaux et les politiques monétaires restrictives et en remettant en cause le bien fondé des privatisations et accordant plus d'importance aux institutions. Par exemple, selon Shleifer, Treisman [1998], la situation russe résulte de l'interaction entre les intérêts des acteurs, le cadre institutionnel et les choix politiques des réformateurs.

Néanmoins, bien que l'importance de la prise en compte des institutions et des comportements des acteurs soit de plus en plus reconnue, l'adéquation de la thérapie de choc n'est pas véritablement mise en question.

Critiques émanant des approches alternatives

La présentation de l'ensemble des critiques de l'approche standard de la transition est assez complexe du fait de leur multitude, de leur hétérogénéité et du caractère quelque peu partiel des analyses proposées, ces dernières étant issues de perspectives diverses³⁵⁴:

-les approches postkeynésiennes prônent la nécessité urgente d'une stabilisation de l'économie (et, en premier lieu, une profonde réforme des institutions financières et une privatisation des banques), tout en partageant le concept des réformes graduelles. Une libération rapide des prix se répercute négativement sur la production par le biais de la contraction de la demande (voir Laski, Badhuri [1997]);

-l'approche autrichienne et l'école historique allemande. L'école autrichienne soutient que l'architecture institutionnelle de l'économie est le résultat d'un processus d'évolution lequel dépend à son tour du rythme d'adaptation des valeurs morales et sociales des individus aux nouveaux problèmes³⁵⁵. Le marché est imprévisible, incertain et influencé par les choix

³⁵² Bien que l'ouvrage critique de Stiglitz [1994], à l'époque l'économiste-en-chef de la Banque Mondiale entame une nouvelle étape dans l'attitude des organisations internationales envers les politiques de réformes de transition, OCDE [1995] stipule que "*l'économie russe serait mieux placée pour récolter les fruits des mesures prises jusqu'à présent et pour atteindre ses objectifs sociaux si les autorités accélèrent le passage à l'économie de marché tout en poursuivant des politiques monétaires et budgétaires saines*", p. 167. Cité in Vercueil [2002, p. 230].

³⁵³ Sur cette question, on peut mentionner la conditionnalité de l'aide extérieure selon les critères de l'inflation et de la liberté du commerce (Aslund *et al.* [1996, pp. 283-285]), ou encore de fixer dans la législation les préconisations de la théorie standard (Sachs [1995, pp. 60-61]).

³⁵⁴ Voir sur ce sujet la revue de littérature dans Andreff [2002, pp. 289-311].

³⁵⁵ Hayek F. [1960] : "*The Constitution of Liberty*", Chicago, The University of Chicago Press.

subjectifs des agents. De ce fait, l'efficacité de la thérapie de choc est fonction de l'environnement économique hérité de l'économie planifiée et de la persistance des comportements passés. L'école historique allemande développe l'argument de l'accumulation quantitative de nombreuses réformes, chacune permettant un changement vers un ordre économique partiel. L'Etat à son tour doit échapper aux pressions des groupes d'intérêt, mettre sur pied un ordre concurrentiel et s'abstenir des interventions allant à l'encontre du marché;

-l'approche évolutionniste conteste la téléologie de l'approche dominante (par exemple Murrell [1992, 1993]). A une trajectoire de transition vers le marché définie, elle oppose une transformation lente et graduelle des économies planifiées dont l'issue n'est pas déterminée et qui dépendra en partie de l'héritage institutionnel, ce dernier d'ailleurs différant d'une économie à l'autre. Ainsi, les réformes doivent-elles viser une évolution progressive des modes de coordination et d'organisation des économies planifiées;

-l'approche néo-institutionnaliste et régulationniste privilégie les structures organisationnelles. Ces analyses englobent la théorie des droits de propriété, les institutions de gouvernance ainsi que l'approche évolutionniste elle-même. Les institutions sont perçues à la fois comme constituantes des marchés mais aussi mues par les marchés. La théorie régulationniste, outre la problématique de la crise des économies planifiées, s'interroge sur les configurations du capitalisme vers lesquelles elles peuvent évoluer, d'où les comparaisons des trajectoires de transition (voir Chavance [1995]).

Même s'il est faux de dire que le consensus de Washington néglige les institutions (il met l'accent sur l'adoption de lois pour protéger la propriété privée et les droits des actionnaires et des créiteurs, sur la lutte contre la corruption, etc., les marchés étant censés se développer spontanément), l'approche évolutionnaire-institutionnaliste développe une vision plus large. L'attention particulière est accordée au minimum d'institutions nécessaire avant les réformes pour soutenir le développement des marchés (imparfaites au début, elles sont censées évoluer au fil du temps). Selon les partisans de cette approche, les réformes de marché provoquent la destruction d'institutions du système de la planification et consolident les comportements d'adaptation sous la forme de nouvelles institutions (troc, économie virtuelle etc.). Il est nécessaire de porter attention à l'inertie des structures, pour comprendre les réactions aux réformes entreprises (par exemple Dosi et Metcalfe [1991], Ellman [1993]). Les conditions initiales sont déterminantes pour élaborer le programme de réforme qui serait de ce fait différencié selon les pays.

Les critiques s'adressent non pas au principes mêmes de la libéralisation, privatisation et stabilisation, mais à la rapidité et à l'envergure de leur introduction (voir Stiglitz [1994], Portes [1994], Tsang [1996], Murrell [1993, 1995], Kozul-Wright, Rayment [1997]). Ainsi, la rapidité et la profondeur de la libéralisation sont à mettre en relation avec les configurations productives propres à chaque pays. En effet, la libéralisation brutale de prix ne permet pas nécessairement d'équilibrer l'offre et la demande dans un contexte monopolistique. Il revient alors à l'Etat d'encadrer les prix, de soutenir le développement du nouveau secteur privé, de mener une politique de concurrence. La privatisation n'est pas une fin en soi mais doit contribuer à la mise en route des mécanismes de concurrence. Elle doit être précédée par l'établissement d'un cadre légal afin de prévenir les interférences des groupes d'intérêt et réduire les incertitudes autorisant une dépréciation d'actifs et doit être opérée de manière sélective. Concernant la stabilisation, la conception monétariste standard de l'inflation est remise en cause par la prise en compte des facteurs non monétaires, dont les comportements de troc, les arriérés de paiement, l'éclatement des structures de prix relatifs (Sapir [1993]), d'où l'insuffisance des mesures de limitation de l'offre de monnaie. De même, la stabilisation financière doit composer l'objectif de réduction des déficits budgétaires avec celui des politiques sociales (dont la réussite garantit la pérennité du gouvernement) et les politiques de

croissance (sachant que la détérioration des finances résulte principalement de la contraction économique).

La limite principale de cette approche consiste dans le fait que, tout en mettant en avant la nécessité de la création préalable des institutions régissant le fonctionnement de l'économie (protection des droits de propriété, politiques de concurrence, etc..), elle passe à côté des intérêts des acteurs au bon fonctionnement de ces institutions, soit des institutions de la vie politique.

Selon Olson [1983], la structure de représentation des intérêts explique la forme de sa gouvernance (la thèse de l'accumulation des groupes d'intérêt qui affectent la croissance). En prolongeant cette idée, Murrell [1984, p. 167] conclut que les institutions sont le produit de l'activité des groupes et non pas le contraire. En quelque sorte, les institutions sont créées "*pour servir les intérêts de ceux qui détiennent le pouvoir de créer de nouvelles règles*" (North [1994], cité in Andreff [2002, p. 300]).

Il convient donc de présenter le cadre d'analyse des réformes économiques en termes d'économie politique.

1.1.3. L'économie politique des réformes

L'économie politique des réformes regroupe deux types d'approches: celle normative et celle positive. Dans le cadre de *l'approche normative*, l'on cherche à analyser le processus de prise de décision par les décideurs publics dans le contexte de contraintes politiques. La réforme est considérée comme un ensemble fixé de mesures, les deux options possibles étant soit son adoption en intégralité, soit le rejet. *L'approche positive* quant à elle s'intéresse à la nature du conflit entre les groupes d'intérêt afin de comprendre l'équilibre des pouvoirs en place et son évolution. Cette dernière approche est relativement moins présente dans les analyses de la transition, marquées par l'approche normative³⁵⁶.

L'approche normative

Dans le cadre de cette approche, l'on distingue des contraintes politiques de deux types :

- i) *ex ante* (qui empêchent la mise en place d'une réforme), et
- ii) *ex post* (qui conditionnent le retournement politique vers la situation avant les réformes).

La question de recherche majeure consiste donc à définir les conditions de la mise en œuvre des réformes (relâchement des contraintes *ex ante*) et de la continuité des politiques mises en place (relâchement des contraintes *ex post*). Quatre stratégies peuvent être envisagées:

-*les transferts compensatoires* afin d'indemniser les perdants des réformes. Les problèmes majeurs concernant cette stratégie sont i) son coût, d'autant plus difficile à supporter si l'économie est en crise, ii) l'information imparfaite sur les perdants des réformes, et iii) le manque de confiance à l'égard du décideur public;

-*les réformes partielles*. La question se pose quant à l'efficacité et à la cohérence d'une réforme partielle. Néanmoins, elle peut être moins coûteuse en termes de transferts

³⁵⁶ Ici, nous reprenons les éléments majeurs de l'analyse de Roland [2002, pp. 31-36].

compensatoires et peut créer des incitations à la poursuite des réformes, à condition du choix approprié de la séquence de réformes;

-la création d'institutions afin de crédibiliser l'engagement des transferts compensatoires;

-attendre une plus grande acceptation des réformes (une dégradation par rapport à la situation actuelle).

L'approche positive

L'approche positive cherche à expliquer les comportements de recherche de rente et la manière dont les intérêts privés peuvent influencer les décisions prises par le décideur public. Les réponses apportées recensent la structure des institutions affectant les coûts et les bénéfices de la recherche de rente. Il s'agira par exemple du nombre d'acteurs pouvant former un veto, du degré de séparation de pouvoirs, de la nature du régime politique (présidentiel ou parlementaire), de la structure de la législature, etc...

On retrouvera ici les conclusions proches des explications de l'échec des réformes en termes d'économie politique proposées par les adeptes de l'approche standard de la transition. Ainsi, pour Winiecki [1990], la résistance des *apparatchiks* posait obstacle aux réformes et à l'efficacité des droits de propriété. L'inefficacité des droits de propriété satisfaisait donc aux intérêts de la bureaucratie en maximisant leurs rentes politiques et économiques (Andreff [2002, p. 300]). Sonin [1999] montre que dans le contexte de la transition, les agents riches (oligarques) profitent de la faible protection des droits de propriété, leur permettant de détourner les actifs corporatifs ou sociaux pour leur usage privé. Ils cherchent par conséquent à capturer le décideur public pour prévenir les réformes visant à consolider la protection des droits de propriété. Cette thèse contredit la conjecture naturelle qui serait de considérer que les agents riches favorisent la protection des droits de propriété. Hoff, Stiglitz [2002] modélisent la demande politique de l'Etat de droit (*rule of law*) sur la base d'un modèle dynamique d'équilibre et arrivent à la conclusion que les bénéficiaires de la privatisation peuvent ne pas exprimer les demandes d'Etat de droit même si cet Etat est Pareto-efficace, ce qui s'explique par l'incertitude quant au régime légal qui peut conduire aux comportements de prédation d'actifs (*asset stripping*). La possibilité de la prédation d'actifs (*asset stripping*) explique donc l'intérêt des acteurs pour prolonger l'absence de l'Etat de droit.

A la différence des économistes standard prônant une plus grande rapidité des réformes, le recours à l'économie politique des analystes hétérodoxes ne débouchera pas sur des préconisations en termes de conditions du développement des institutions, la question des causes du phénomène et des stratégies des agents étant primordiale.

L'approche positive peut s'avérer fructueuse dans le cas des pays ayant des institutions stables (pouvant être considérées comme exogènes). Cependant, la limite majeure de cette approche pour l'analyse de la transition consiste en ce que, dans ces pays, les institutions ne sont pas "données" ou exogènes, mais elles sont le résultat du processus même de transition. La nature endogène des institutions rend l'analyse plus complexe³⁵⁷.

Il est de ce fait difficile, voire impossible, de modéliser (sinon de quantifier) la trajectoire russe en termes d'économie politique, ce qui nous fait adopter une démarche qualitative. Dans les parties suivantes de ce chapitre, nous tenterons d'expliquer les intérêts en présence et leurs interactions.

³⁵⁷ Roland [2002, p. 36].

1.2. Groupes d'intérêt en présence

Nous aborderons successivement les débats réformistes de la dernière période de l'Union soviétique et la constellation des intérêts au début de la transition en Russie, avant de s'interroger sur les modes de leur transmission auprès des autorités publiques et sur l'interférence éventuelle des intérêts externes.

1.2.1. Lutttes politiques et controverses économiques à l'origine des réformes

En 1988-1991, soit dans les dernières années avant la dissolution de l'Union soviétique, plusieurs projets de réformes sont proposés. On compte douze projets³⁵⁸ porteurs de sept idéologies différentes³⁵⁹, y compris le conservatisme orienté vers les secteurs industriels ou le monétarisme, la privatisation favorisant le transfert de la propriété aux directeurs d'entreprises ou le social-populisme.

Le choix de la stratégie de réformes devait être accepté à l'interne, ce qui suppose deux niveaux de décisions (celui de la république de Russie, dirigée par B. Eltsine, et celui de l'ensemble de l'Union présidé par M. Gorbatchev), mais aussi à l'extérieur, le programme de réformes était un facteur majeur du rééchelonnement de la dette soviétique (environ 70 Mds doll en 1991)³⁶⁰.

Le programme "*500 jours: transition au marché*" proposé en 1990 par S. Chataline et G. Yavlinski avait le plus de succès. Programme précurseur de la thérapie de choc, il se différenciait de cette dernière sur plusieurs aspects. Ainsi, à l'opposé de la thérapie de choc, le programme de "500 jours" mettait la privatisation en première place afin de créer un environnement concurrentiel et de donner la possibilité à la classe moyenne d'obtenir la propriété avant la dévaluation d'actifs. La libéralisation ne venait qu'à la deuxième étape (100-250 jours). A l'étape initiale, la convertibilité du rouble devait être limitée. L'Etat contrôlait les prix de la majorité des biens. Entre autres, le programme "500 jours" accordait un rôle actif aux administrations locales.

Le programme a été approuvé mais n'a pas été mis en oeuvre du fait d'une forte opposition des élites économiques et politiques internes et de l'Occident. Alors que les premières y voyaient une menace pour le maintien du contrôle sur les richesses d'Etat, en Occident, ce projet semblait trop populiste et n'inspirait pas confiance au Fonds Monétaire International (FMI), pour lequel la condition de prêts était l'austérité budgétaire. Un autre argument consiste dans le fait que, pour Eltsine, ce projet menaçait de prolonger l'existence de l'URSS et donc le pouvoir de Gorbatchev, alors que Gorbatchev percevait "500 jours" comme menaçant car renforçant la popularité de Eltsine³⁶¹. Les conflits liés au partage de pouvoir dans une Union soviétique en cours de désintégration se mêlent ainsi à l'élaboration de stratégies économiques.

Sous la pression du FMI et du G7, Gorbatchev décide de mettre en place une réforme monétaire confiscatoire et une réforme des prix. Ceci étant, il tend vers des méthodes de gouvernance plus autoritaires (notamment concernant les rapports avec le gouvernement). Le plan "500 jours" va réapparaître de nouveau en juin 1991 (programme *Grand Bargain* de Yavlinsky et Allison) mais sera jugé irréaliste par Gorbatchev et Bush.

³⁵⁸ Goldman M. [1994] : "*Lost Opportunity: Why Economic Reforms in Russia Have Not Worked*", W.W. Norton & Company, New York, p. 76.

³⁵⁹ Reddaway, Glinski [2001, p. 269-270].

³⁶⁰ Roche [2000, p. 71].

³⁶¹ Reddaway, Glinski [2001, p. 272].

Au sommet du G7 de juillet 1991 à Londres, Gorbatchev présente le projet d'augmentation des prix de Pavlov mais n'arrive pas à obtenir ni le soutien financier, ni l'échelonnement de la dette soviétique. Le G7 recommande à l'Union soviétique d'élaborer un projet de réformes en coopération avec le FMI et la Banque Mondiale³⁶², et ce, malgré les concessions de Gorbatchev en matière de contrôle d'armements.

L'effondrement de l'Union soviétique en août 1991 mettra fin au gouvernement Gorbatchev, mais les tendances à la dominance des logiques néolibérales vont se poursuivre. La stratégie économique de Eltsine annonce l'acceptation du projet de réformes des organisations internationales³⁶³. La thérapie de choc proprement dite est appliquée en hiver et printemps 1992. Le décret de décembre 1991 annonce la libéralisation des prix de 80% des biens de production et 90% des biens de consommation. Le décret de janvier 1992 libéralise le commerce. En 1992 également, débute le programme de privatisation. La doctrine néolibérale va guider les réformes économiques avant la crise de 1998 et reste dominante jusqu'au début des années 2000.

Ainsi, l'instabilité politique est une caractéristique majeure de la période. L'incertitude quant à la pérennité du groupe au pouvoir contribue à la mise en place de l'approche de *big bang*, la vision du décideur public étant réduite à court terme.

1.2.2. La constellation des intérêts réformistes

Reddaway, Glinski [2001, p. 241-242] définissent les groupes de pression pour les réformes de la manière suivante:

- A. Acteurs domestiques: (1) les défavorisés qui constituaient la base de l'ascendance démocratique de Eltsine et demandaient de tenir les promesses des réformes; (2) les élites urbaines, dont la "jeunesse dorée", engagées dans le business privé et qui aspiraient à la libéralisation des importations et des opérations commerciales et financières; (3) les réseaux monopolistiques de commerce de l'époque soviétique intéressés à la libéralisation des prix et capables de provoquer des pénuries de biens de consommation, surtout dans les provinces, pour appuyer leur pouvoir de négociation; (4) les directeurs des grandes entreprises ("usines-villes") qui craignaient de perdre leur pouvoirs avec les réformes tout en escomptant les bénéfices de la privatisation qui leur accorderait la propriété; ils préféraient que les investisseurs étrangers et la classe moyenne soient éliminés de l'accès à la propriété et que les ouvriers restent sous leur contrôle.
- B. Acteurs étrangers: (1) les conseillers radicaux de Eltsine, utopistes de marché; (2) la bureaucratie des organisations internationales préoccupée d'obtenir le remboursement des dettes soviétiques et imposant le respect de l'austérité budgétaire; (3) les gouvernements des pays de G7 poursuivant des intérêts de la stabilité stratégique (contrôle d'armements) et des intérêts économiques (accès aux marchés et aux ressources³⁶⁴).

³⁶² Le rapport du FMI, Banque Mondiale, OCDE et BERD sur l'économie soviétique et les perspectives des réformes, inspiré du consensus de Washington, est préparé déjà en janvier 1991.

³⁶³ Discours du 28 octobre 1991 devant le Parlement.

³⁶⁴ Par exemple, en 1992, la Russie obtient des crédits pour un montant de 12,5Mds doll. pour les achats de produits fermiers en provenance des pays occidentaux. Reddaway, Glinski [2001, p. 293].

Un seul groupe, celui des défavorisés sort perdant des réformes. Le contrat "antisocial" est passé entre les "réformateurs radicaux" (réseaux soviétiques de commerce, lobbies importateurs et financiers) et les "directeurs conservateurs" (exportateurs de matières premières et lobbies agraires, le complexe militaro-industriel étant marginalisé) et scellé par la nomination de V. Tchernomyrdin³⁶⁵ en tant qu'adjoint du premier ministre en charge du complexe énergétique dans le gouvernement de Ye. Gaïdar³⁶⁶ en mai 1992.

Yakovlev [2003] emprunte une vision dynamique et met en avant l'aspect générationnel du conflit. Il distingue entre deux générations de la *nomenklatura* (les jeunes utilisant les slogans démocratiques pour évincer les vieux) et deux générations de l'intelligentsia (ils soutiennent les réformes en général, mais les jeunes préfèrent la voie radicale). Cette explication est intéressante car elle insiste sur les rigidités de transmission du pouvoir dans le système soviétique et les stratégies des acteurs qui en découlent mais, à notre avis, est trop généraliste et n'accorde pas suffisamment attention aux processus économiques sous-jacents.

Ainsi une multitude de stratégies de maximisation de gains économiques et politiques des agents intervient dans la formation des intérêts favorables aux réformes économiques radicales. Il convient maintenant d'expliquer les modes de transmission des intérêts réformistes auprès des autorités publiques.

1.2.3. Lobbying individualisé auprès de l'exécutif

Le système politico-institutionnel russe se caractérise par l'emprise du pouvoir exécutif sur le pouvoir législatif et une société civile peu développée.

En étudiant la structure des pouvoirs législatifs et exécutifs, O. Krychtanovskaya remarque que la *nomenklatura* luttait pour accéder à l'exécutif qui concentrait les ressources du pouvoir, alors que le Parlement de 1991 a recruté auprès de l'intelligentsia (elle constitue 53,5% du Conseil Suprême de RSFSR en 1991)³⁶⁷. En 1990-1992, l'opposition entre les "démocrates" (majorité du Parlement et des *soviets* régionaux³⁶⁸, défenseurs des intérêts de la classe moyenne) et la "*nomenklatura* oligarchique" (qui cherchait à préserver le *statu quo* dans la distribution des privilèges et accusait les démocrates de populisme) se renforce.

Notons ici qu'il s'agit plutôt des tendances générales. Ainsi, la *nomenklatura* était un groupe assez varié et certains représentants de ses couches les plus élevées n'ont rien gagné aux événements passés³⁶⁹.

Le Parlement (Conseil Suprême de RSFSR, élu encore à l'époque soviétique) s'oppose aux réformes radicales en dénonçant les privatisations comme "*une forme de pillage qui profite aux dirigeants et à leurs alliés, à la mafia et au capital étranger*" et à la politique

³⁶⁵ Ministre de l'industrie gazière jusqu'en 1989, puis directeur de Gazprom. Il est nommé premier ministre en décembre 1992.

³⁶⁶ Père russe de la "thérapie de choc". Pourtant, dans le passé, il était chroniqueur dans des journaux soviétiques de *mainstream* (*Pravda*) en dénonçant les dangers du radicalisme du marché. Reddaway, Glinski [2001, p 240].

³⁶⁷ Krychtanovskaya [2005, p 148]. RSFSR est l'acronyme pour la République Soviétique Fédérative Socialiste de Russie.

³⁶⁸ Organe à la fois législatif et exécutif constitué des délégués élus. En russe, le mot *soviet* signifie conseil.

³⁶⁹ Remarque personnelle de J. Lévesque lors de mon séjour au Canada.

monétariste (dont les dépenses budgétaires très restreintes) du gouvernement³⁷⁰. L'opposition culmine en été 1993. Ceci étant, l'inflation atteint un taux mensuel de 30% en août, le mécontentement ouvrier progresse, le FMI critique la lenteur des réformes et suspend une tranche de crédit. Paradoxalement, le Président dispose d'un plus grand soutien populaire.

Dans ce contexte, Eltsine révoque le Parlement³⁷¹. Il reçoit le soutien de la part de l'Occident et la promesse de l'aide pour mener les réformes³⁷². L'opposition s'achève en octobre par l'assaut du Parlement non résolu à se dissoudre.

La Constitution adoptée en référendum du décembre 1993 donne de larges pouvoirs au Président. Ainsi, le pouvoir présidentiel est consolidé³⁷³ et les réformes selon les prescriptions du FMI peuvent être relancées.

Les néolibéraux obtiennent un rôle dominant dans le rapport de forces interne, sans pour autant avoir le mandat pour la thérapie de choc de la part de la population. En effet, le parti pro-réformiste dirigé par Ye. Gaïdar n'obtient que 15% des suffrages aux élections parlementaires tenues le même jour³⁷⁴. De plus, la légitimité de cet acte est source de critiques, le principal reproche portant sur la légitimité même des élections, puisque l'existence du Parlement n'avait pas encore été entérinée par la Constitution³⁷⁵.

En même temps, les élections des dirigeants régionaux sont suspendues en pratique jusqu'en 1996³⁷⁶.

M. Roche [2000] parle alors d'une "démocratie confisquée". On retrouve alors la problématique d'étude de liens entre le régime politique (démocratie ou régime autoritaire et la mise en place de réformes). Ainsi, le modèle de la *courbe J* décrit la répartition des gains et

³⁷⁰ Voir sur ce sujet l'analyse de Roche [2000] que nous reprenons ici en grandes lignes, pp. 191-226. Citation: *idem*, p. 192.

³⁷¹ Décret n°1400 de septembre 1993.

³⁷² Remarquons que ces événements s'opèrent en même temps avec une victoire des communistes lors des élections parlementaires en Pologne, ce qui pourrait également contribuer à la prise de décision par le FMI à soutenir Eltsine. Reddaway, Glinski [2001, p. 417].

³⁷³ Il s'agit non seulement des pouvoirs formels accrus du Président vis-à-vis du Parlement (droit de dissoudre le Parlement s'il n'accepte pas pour une troisième fois consécutive la candidature du Premier Ministre, droit de démettre le gouvernement sans l'accord du Parlement, droit de nommer les ministres fédéraux), mais aussi du pouvoir personnel de Eltsine. En fixant dans la Constitution la fin du mandat du Président à juin 1996 (paragraphe 3 de la section 2 sur dispositions finales et provisoires), il retire sa décision de mener les élections présidentielles en juin 1994. En effet, la popularité de Eltsine se dégrade fortement: selon un sondage de novembre 1993, 48% de la population est insatisfaite par les performances du Président depuis les événements d'octobre, 25% sont satisfaits et 27% n'ont pas de réponse. Roche [2000, p. 209-210].

³⁷⁴ Au total, les libéraux obtiennent près de 30% des votes (dont "Iabloko" de Yavlinski qui s'oppose à la thérapie de choc 7,83%), la gauche obtient 28% environ (dont le Parti communiste 12,35%), et le parti libéral-démocrate (extrême droite) de Jirinovski obtient 22,79%. Le reste est partagé entre plusieurs partis de moindre importance. Roche [2000, p. 219].

En 1995, le parti du pouvoir ("Notre maison est la Russie" de Tchernomyrdin) a obtenu seulement près de 10% de suffrages, alors que les partis de gauche gagnent environ 32% des votes (Krychtanovskaya [2005, p. 158]).

³⁷⁵ La critique "habituelle" sur les imperfections du calcul des votes étant omise.

³⁷⁶ Les élections ont été interdites en novembre 1991-novembre 1992, ensuite le moratoire a été prolongé pour un an. En 1991-1992, Eltsine a nommé 70 dirigeants régionaux et près de 50% des dirigeants régionaux ont dû quitter leurs postes. Cependant, dans le contexte de la confrontation avec le Parlement, les tendances centrifuges dans les régions se renforcent et le centre perd de son autorité. Le Parlement réduit le pouvoir du Président à influencer les nominations dans les régions (par exemple loi N 4733-1 du 1 avril 1993). Après l'assaut du Parlement, les élections de gouverneurs sont formellement interdites jusqu'à l'inauguration du nouveau Parlement, mais en pratique leur organisation est bloquée jusqu'à 1996, à quelques exceptions. Voir Krychtanovskaya [2005].

des pertes de réformes³⁷⁷. Ce modèle suppose que le gain des réformes est diffusé dans l'espace et décalé dans le temps, alors que les pertes sont concentrées sur des groupes précis (p. ex. retraités, salariés des entreprises publiques) et coïncident dans le temps avec les réformes. En conditions de démocratie, les perdants sont censés agir contre les réformes. Il s'en suit que les réformes radicales ne peuvent être menées au bout que par un gouvernement « autonome » à l'égard de l'électorat à court terme.

L'emprise du pouvoir exécutif est confortée par une forte personnification du pouvoir propre au régime politique russe ainsi que par la quasi-inexistence de la tradition démocratique. En effet, avant les années 1990, l'expérience démocratique se limite à la période de la monarchie constitutionnelle de 1905 jusqu'à la Révolution de 1917. De plus, les régimes politiques russe et soviétique ni favorisaient, ni d'ailleurs n'autorisaient la liberté de pensée et d'expression... Dans ce contexte, la société civile reste assez passive³⁷⁸. D'une part, la Russie hérite des structures paternalistes soviétiques où les travailleurs sont dépendants de leurs entreprises (notamment, à travers la prestation des services sociaux). D'autre part, le contrôle totalitaire passé qui ne tolérait pas d'organisations indépendantes entraîne une atomisation de la société, laquelle se renforce avec l'arrivée de troubles économiques. La population s'adapte aux réformes menées "par en haut" et est en quelque sorte "démobilisée". De surcroît, la crise économique met en cause la confiance de la population à l'égard de nouvelles institutions démocratiques et provoque des comportements de prise de distance à l'égard des pouvoirs publics suivant les logiques de subsistance individuelle.

En conclusion, la thérapie de choc a été mise en oeuvre par coercition de la part de la coalition de Eltsine, sous la pression du FMI et sans l'approbation de la société. Reddaway, Glinski [2001] interprètent la thérapie de choc comme *"une contre-réforme politiquement conservatrice désignée...afin d'affaiblir le potentiel pour la continuation de la révolution démocratique"* (p. 255).

Ainsi se voit former un système caractérisé par la domination de l'exécutif sur le législatif et une influence croissante des entreprises sur les décisions de l'exécutif. Le lobbying des entreprises explique notamment le fait d'octroi de nombreux crédits à des taux très bas ou symboliques accordés par la Banque centrale à l'industrie et à l'agriculture, lorsque la situation macroéconomique se dégrade en 1992³⁷⁹.

Plus précisément, on voit émerger un système basé sur la protection des plus forts (industries exportatrices basées sur l'exploitation des ressources naturelles), les faibles (les industries à faible compétitivité et l'ensemble de la population) étant délaissés à une subsistance autonome. En effet, le système se caractérise par des *relations personnalisées* entre les entreprises (prises isolément) et les décideurs publics, par opposition à la représentation collective des intérêts des groupes d'entreprises (industries) auprès des pouvoirs. La forte concentration de l'industrie soviétique ainsi que le stade initial de développement de l'entreprise privée expliquent i) la représentation "unitaire" des intérêts économiques et ii) la multitude des intérêts (stratégies) des acteurs n'étant pas encore arrivés à une convergence selon le principe d'appartenance sectorielle.

Ce système du lobbying personnalisé implique des *barrières à l'entrée élevées* (dont le contenu monétaire se reflète dans l'épanouissement de la corruption, voire dans la corruption généralisée en Russie, alors que la dimension relationnelle est plus difficile à mesurer), qui

³⁷⁷ Przeworski A. [1991] : "Democracy and the Market", New York : Cambridge University Press, p. 138 (citée in Hellman [1998, pp.206-207]).

³⁷⁸ Voir Mandel [2000].

³⁷⁹ Et ceci, alors même que la dérégulation des prix et l'inflation confisquaient *de facto* l'épargne privée en réduisant ainsi les ressources que la classe moyenne pourrait engager pour participer aux privatisations.

sont en pratique éliminatoires pour des industries naissantes ou des industries stratégiques innovantes, ainsi que pour les PME. Les droits à l'entrée sur l'arène politique étaient montrés notamment par Schattschneider [1960, p. 58]³⁸⁰. D'après Schattschneider, les petites organisations non efficaces ne pourront accéder au véritable travail politique faute de ressources (avant tout, de ressources financières). Elles vont demeurer des "groupes de pression", soit des *outsiders* contraints à émettre des pressions de l'extérieur sans disposer d'accès au cercle d'initiés.

En d'autres termes, on peut parler d'une tendance à (i) l'appropriation privée du patrimoine public et à (ii) la création de biens de club³⁸¹ (appropriation des actifs, sécurité des droits de propriété, prise de décision en matière de politique économique, etc...).

Deuxièmement, l'horizon de planification des agents réduit à court terme dans le cadre de l'instabilité politique consolide le mauvais équilibre dans la situation de recherche de rente immédiate.

Enfin, la forte concentration de l'industrie soviétique crée le terrain pour l'émergence de grandes entreprises disposant de capacités de lobbying considérables.

Le projet de réformes reçoit le soutien des acteurs dominants internes mais aussi il est promu par les organisations internationales.

1.2.4. Aide occidentale?

Le FMI joue un rôle particulier dans les réformes russes. S'agit-il d'un aveuglement idéologique de ses économistes, de la rigidité bureaucratique imposant la seule et meilleure voie à tous les pays ou d'un désarroi total au moment de la chute d'une grande puissance? En s'appuyant sur l'approche marxiste, on peut supposer que le FMI défend les intérêts des pays du G7 et non les intérêts des pays débiteurs (Régol [2005]).

Les dernières années de l'Union soviétique se caractérisent par une dépendance accrue à l'égard de l'Occident, à la fois en termes économiques, culturels et psychologiques. Néanmoins, le soutien financier des pays du G7 aux réformes en URSS est très limité. Il est difficile de trancher dans quelle mesure l'insuffisance de l'assistance de l'Occident s'explique par la volonté de ne pas freiner la désintégration de l'Union soviétique, ce processus confortant les intérêts des puissances occidentales. D'une manière plus objective, on peut dire que la faiblesse de l'aide occidentale s'explique aussi par la dépression économique aux Etats-Unis, d'autant plus que G. Bush était contraint par les objectifs de la présidentielle en 1992. De plus, en 1989-1991, l'Allemagne a transféré environ 33 Mds doll. d'assistance à l'URSS comme prix pour la réunification et l'utilisation de ces fonds était opaque³⁸².

³⁸⁰ Schattschneider E. E. [1960] : *"The Semisovereign People. A Realist's View of Democracy in America"*, New York, Rinehart and Winston. Cité in Courty [2006], p. 85.

³⁸¹ Les biens de club se situent à l'intermédiaire entre les biens privés - les biens consommés par un individu et un seul - et les biens collectifs - les biens consommés par l'ensemble de la communauté, qui se caractérisent par la non-rivalité (la consommation du bien par un individu n'empêche pas sa consommation par d'autres individus) et par la non-exclusion (personne ne peut être exclu de la consommation de ce bien). Les biens de club ont la propriété d'être non-rivaux mais ne sont pas non-excluables (par exemple, chaîne de télévision à péage, centre sportif).

³⁸² Voir Reddaway, Glinski [2001, pp. 178-182, 290-292].

La Russie entre au FMI le 27 avril 1992, à des conditions très sévères (exigence de réformes radicales, ce qui n'était généralement pas le cas pour d'autres ex-pays socialistes)³⁸³. De plus, la position du FMI consistait en ce que la Russie devait atteindre la stabilisation monétaire avant de déboursier les tranches de crédit. Le financement du FMI ne s'accroît sensiblement qu'à partir de 1995 (voir tableau 3.1). D'une part, le "mardi noir" du 11 octobre 1994 lorsque le rouble a perdu 27% de sa valeur par rapport au dollar a démontré l'impossibilité de la stabilisation par le financement monétaire des déficits budgétaires. D'autre part, les mesures de conditionnalité des prêts composaient avec les intérêts de certains groupes de pression du secteur financier, des hydrocarbures et des élites régionales (par exemple, le FMI et la Banque Mondiale font pression pour éliminer des quotas sur les exportations de l'énergie). De plus, une partie de ces fonds aurait été détournée pour les buts de l'enrichissement personnel³⁸⁴.

Tableau 3.1. Les accords FMI – Russie.
milliers de D.T.S. (droits de tirage spéciaux)

Facilité ³⁸⁵	Date d'accord	Date de l'expiration ou de l'annulation	Montant accordé	Montant tiré
Accord <i>Standby</i>	28 juil 1999	27 déc 2000	3 300 000	471 429
Facilité de fond élargie (<i>Extended Fund Facility</i>)	26 mars 1996	26 mars 1999	13 206 570	5 779 714
Dont la facilité de réserve supplémentaire	20 juil 1998	26 mars 1999	3 992 470	675 020
Accord <i>Standby</i>	11 avr 1995	26 mars 1996	4 313 100	4 313 100
Accord <i>Standby</i>	05 août 1992	04 jan 1993	719 000	719 000
		Total	21 538 670	11 283 243

Source: FMI (www.imf.org , mise à jour du document 30 avril 2005, accès juin 2005).

L'accord de prêt d'avril 1995 implique le suivi mensuel des résultats par le FMI et donc l'influence sans précédent sur le cours des réformes russes³⁸⁶. La libéralisation du commerce extérieur et de l'investissement dans l'industrie pétrolière, figurant parmi les conditions de prêts outre la réduction de l'inflation et l'équilibre budgétaire, reflètent la préoccupation énergétique des puissances occidentales.

Le FMI fait pression sur le cours des événements politiques en Russie. En 1993, il soutient Eltsine (et les réformes issues de la thérapie de choc) lors du coup de septembre-octobre 1993. Plus tard, le FMI va soutenir Eltsine lors des élections de 1996 pour éviter la victoire du leader du parti communiste Ziouganov (l'accord de prêt date de mars 1996). Selon certaines sources, le maintien de Tchoubaïs à la tête de la politique économique fait partie des

³⁸³ Roche [2000, p. 74].

³⁸⁴ Selon Stiglitz [2002, p. 245], le milliards de dollars de prêts du FMI réapparaissent sur les comptes *offshores* quelques jours après l'octroi du prêt. De même, ultérieurement, seront menées des investigations quant à l'utilisation de l'aide ou l'utilisation de la position professionnelle à des buts d'enrichissement personnel, tant contre certains représentants de l'équipe russe que des conseillers occidentaux.

³⁸⁵ Accord *Stand-By* : la décision du FMI selon laquelle le membre est assuré qu'il pourra acheter (tirer) auprès du Compte Général de Ressources (General Resources Account, GRA) jusqu'à un montant spécifié et durant la période spécifiée, d'habitude un an ou deux ans, à condition de respecter les termes de l'accord. *Extended Fund Facility*: la facilité de financement par laquelle le FMI soutient les programmes économiques, d'habitude d'une durée de trois ans et visant à dépasser les difficultés de la balance de paiements résultant des problèmes macroéconomiques et structurels. Généralement, sont établis les objectifs généraux pour trois ans et les politiques spécifiques pour la première année, les politiques pour les années ultérieures sont définies lors des revues des programmes.

³⁸⁶ Voir Vercueil [2002, pp. 241-242].

conditions de prêts³⁸⁷. De plus, des décrets, lois et instructions sur la politique économique ont vraisemblablement été rédigés par des personnes proches des organisations financières internationales (dont l'économiste américain J. Sachs). Plusieurs organisations influençant la politique économique du gouvernement situées à Moscou sont financées par les Etats-Unis³⁸⁸.

Enfin, la dette soviétique accumulée fournit un moyen de pression supplémentaire aux pays du G7 pour influencer la politique de réformes en Russie.

Peut-on affirmer que le modèle de transition a été imposé par l'Occident? Paradoxalement, le financement déboursé par le FMI au début des années 1990, soit pendant les années cruciales de la mise en œuvre de la thérapie de choc, a été fort limité. On peut en déduire que l'aide financière de l'Occident n'a pas été un élément indispensable pour la mise en œuvre des réformes. L'aval du projet de réformes par les intérêts internes dominants obtient donc l'importance de premier rang dans le choix du programme de réformes. La coalition en faveur de la thérapie de choc est basée sur les stratégies d'enrichissement et de maintien au pouvoir des élites et consolidée par les facteurs personnels et psychologiques (notamment, luttes de pouvoir entre Gorbatchev et Eltsine, l'idéalisme de marché partagé par les réformateurs et la croyance en l'Occident). Néanmoins, nous ne contestons certainement pas l'influence des experts étrangers, du FMI et des pays du G7 sur le cours des réformes, qui ont dévasté l'économie russe tout en confortant les intérêts occidentaux.

Au total, la transition russe a permis une certaine pérennité des élites. Selon l'étude de la sociologue O. Krychtanovskaya, en 2001, 77% de l'élite politique et 41% de l'élite d'affaires provient de la *nomenklatura*. Ceci étant, une part importante des 59% d'élites d'affaires hors *nomenklatura* provient des milieux proches (membres de familles) ou bénéficiant d'autorisations de toutes sortes distribuées pendant les premières années de réformes, tels que le crédit avantageux et le droit aux relations avec l'extérieur³⁸⁹.

Alors que l'accent est mis sur la privatisation, la réforme de l'organisation de l'Etat est en quelque sorte négligée, ce qui facilite le partage de la propriété d'Etat. Les stratégies privées opportunistes s'enracinent dans la corruption qui se développe bien avant la dissolution de l'Union soviétique et constitue, selon Dallin [1992], une des causes de sa fin. L'affaiblissement de l'Etat central assure la liberté d'action aux élites, tout en permettant de consolider leurs positions politiques (renforcement des pouvoirs des régions à l'égard du centre fédéral) ou économiques (par le biais des privatisations).

Dans les deux parties qui suivent, nous allons étudier en détail les stratégies de maintien de pouvoir qui se révèlent à travers les relations entre le centre fédéral et les élites régionales, et les stratégies d'accès à la propriété développées lors des privatisations.

³⁸⁷ Il s'agit notamment du prêt de 1995, survenu d'ailleurs peu de temps après le limogeage de V. Polevanov, le chef du comité du management de la propriété d'Etat, suite à son rapport critique sur les résultats des privatisations paru en janvier 1995 (Reddaway, Glinski [2001, p. 476-477]).

³⁸⁸ Reddaway, Glinski [2001, p. 297]. Voir Wedel J. [1998] : "*Collision and Collusion: The Strange Case of Western Aid to Eastern Europe*", Palgrave, 322 p. sur les relations entre les réformateurs russes de l'équipe de A. Tchoubaïs, les conseillers occidentaux (dont A. Shleifer et J. Sachs) et l'organisation de l'assistance économique.

³⁸⁹ Krychtanovskaya [2005, p. 318]. Ces chiffres sont en contradiction avec ceux de la p. 343, où elle montre que 60,9% de l'élite d'affaires en 1993 et 28,6% de l'élite d'affaires en 2001 provient de la *nomenklatura*.

Section 2. Affaiblissement et consolidation de la fédération

Selon A. Przeworski³⁹⁰, la faillite institutionnelle au centre fournit un contexte où les nationalismes à base régionale peuvent se mobiliser pour promouvoir leur autonomie. La Russie fournit un cas d'études à cette thèse. La "parade de souverainetés" actionné par des républiques ethniques débouche sur des rapports complexes et asymétriques au sein de la Fédération, avec des implications immédiates sur l'exécution des compétences en matière des relations avec l'extérieur.

La différenciation des politiques industrielles (et commerciales) au niveau régional met en cause la cohérence du cadre législatif fédéral. Les rapports entre le centre et les régions révèlent la complexité du système institutionnel de réalisation des préférences économiques des acteurs régionaux (2.1.). A partir de la fin des années 1990, l'on entreprend une série de mesures afin d'homogénéiser l'espace économique et juridique et consolider l'Etat fédéral (2.2.).

2.1. Destruction de l'espace juridique et économique commun

La dissolution de l'Union soviétique laisse la place à l'émergence de tendances centrifuges, les régions tentant de prendre de l'indépendance à l'égard du centre fédéral. L'inégalité des statuts juridiques s'appuie sur l'inégalité de leurs poids économiques.

2.1.1. Diversité des statuts juridiques et parade de souverainetés

La Fédération de Russie se caractérise par de fortes asymétries institutionnelles et économiques. La Russie représente un Etat fédéral composé de 89 Sujets de Fédération (régions)³⁹¹ qui relèvent de six statuts différents: république, *krai* (territoire, pays), *oblast* (région), ville d'importance fédérale, *okroug* (circonscription) autonome et *oblast* autonome. La Russie hérite de la complexité territoriale de l'URSS. Alors que les *oblast*, les *kraï* et les *républiques* ont un rang hiérarchique "supérieur", les *okroug* ont un statut autonome particulier au sein d'une *oblast* ou d'un *kraï* (sauf *okroug* autonome de Tchukotka qui n'est pas rattachée à une autre entité territoriale). A ceci s'ajoutent l'*oblast* autonome de Juifs et deux villes d'importance fédérale, Moscou et St-Pétersbourg. Sauf mention particulière, nous allons recourir au terme générique de région.

Produit de l'administration soviétique, le découpage administratif ne répond pas nécessairement aux critères historico-ethniques. En 1989, les russes étaient majoritaires dans vingt des trente-une unités ethno-fédérales de la Russie, patries nominales des ethnies non-russes³⁹². De plus, la division administrative de l'Union soviétique est loin d'être immuable. Citons l'exemple de la république autonome de Carélie qui avait le statut d'une république d'union jusqu'en 1956, ou encore de la Crimée qui a été transférée de la Russie vers l'Ukraine en 1954. Enfin, le découpage administratif est inégal, certaines républiques faisant partie de la Russie, par exemple, le Tatarstan, étant comparables en taille économique à des républiques d'union, par exemple, des républiques baltes.

³⁹⁰ Przeworski A. (ed.) [1995] : "Sustainable Democracy", Cambridge University Press, Cambridge, p.22.

³⁹¹ A ce jour (avril 2007), on en compte 86 du fait du regroupement de certaines régions (voir plus loin).

³⁹² Sakwa R. [2002] : "Russian Politics and Society", Routledge, London, 3rd Ed., p. 210.

Lorsque les quinze républiques de l'URSS revendiquent leur souveraineté et que M. Gorbatchev tente de mettre en place un nouveau "traité d'Union", des régions autonomes de Russie cherchent à rehausser leur statut. A l'instar de la Russie qui a proclamé sa souveraineté le 12 juin 1990, les Tatares et les Tchétchènes, faisant partie de la Russie, demandent le statut de républiques fédérées et M. Gorbatchev envisage leur participation dans le traité de l'Union. Dans ce contexte, B. Eltsine, élu président du Conseil Suprême russe en mai 1990 et en lutte pour affirmer la souveraineté de la Russie à l'égard du pouvoir fédéral soviétique, échange vraisemblablement le soutien politique contre les compétences élargies des régions de Russie. Rappelons sa célèbre formule lors du voyage sur la moyenne Volga en août 1990 : "Prenez autant de pouvoir que vous pouvez en avaler..."³⁹³. Cette déclaration de Eltsine provoque une "parade de souverainetés" (Kahn [2000]).

En quelques quatre mois suivant la fameuse déclaration, dix-neuf entités autonomes (républiques, *oblast*, *okroug*) situées dans la Russie proclament leur souveraineté et encore quatre les suivent en décembre 1990-juillet 1991³⁹⁴. L'analyse ci-dessus laisse à supposer que ce ne sont pas seulement les considérations d'indépendance des minorités nationales, mais aussi la recherche du contrôle de richesses régionales jumelée avec les aspirations au pouvoir des élites dirigeantes qui expliquent ce processus au niveau des régions. Selon Kahn [2000], ce processus a été fortement dominé par les élites au pouvoir (par exemple, la rédaction des déclarations a été contrôlée par les élites et aucun référendum n'a été mené jusqu'en décembre 1991). Les déclarations de souveraineté des républiques de Russie répliquent à celle de la RSFSR avec quelques ajustements, les républiques les plus riches revendiquant le contrôle des ressources et les républiques craignant l'exode des populations russes bien éduquées attirant l'attention sur le multiculturalisme (Kahn [2000]).

La promesse de souveraineté faite par Eltsine répond à ses objectifs de lutte politique, mais donne lieu à de fortes asymétries dans la structure de la Fédération.

2.1.2. Partage de compétences entre le centre fédéral et les régions

Après l'éclatement de l'URSS en 1991, B. Eltsine se heurte à une résistance des régions qui veulent imposer leur vision de la fédération, qui ne réservait parfois au centre fédéral que la gestion de l'armée et la politique extérieure (Tatarstan). Dans le *Traité de Fédération* signé le 31 mars 1992, Eltsine accepte le principe d'accords comme base de la Fédération, les républiques faisant partie de la Russie étant considérées comme souveraines (et donc indépendantes dans la gouvernance de leurs relations avec l'extérieur).

Les tendances indépendantistes prennent vite de l'ampleur. La "parade de traités bilatéraux" (Kahn [2000]) dépasse le cadre des républiques ethniques et, en 1993, les *oblast* ordinaires s'engagent dans les revendications de souveraineté³⁹⁵. En même temps, de nombreuses régions refusent de verser les impôts au budget fédéral. Pendant ces deux premières années d'indépendance, les régions votent également leurs constitutions.

³⁹³ Citation tirée de Radvanyi [2000, p. 87]. Kahn [2000, p. 64, fn 8] précise qu'à Kazan, Eltsine a prononcé "*prenez autant d'autonomie (indépendance) que vous pourrez maintenir*" et, quatre jours plus tard, à Oufa, il a déclaré "*Prenez autant de pouvoir que vous pouvez en avaler*".

³⁹⁴ La Nord-Ossétie déclare sa souveraineté le 20 juillet 1990.

³⁹⁵ En juillet 1993, deux mois après le référendum dans l'*oblast* de Sverdlovsk selon lequel l'*oblast* doit avoir des droits égaux avec les républiques, les régions autour de Sverdlovsk déclarent une République Ourale. L'*oblast* de Vologda rehausse son statut à celui de "sujet stato-territorial" (Treisman [1996, p. 328]).

La *Constitution* de la Fédération de la Russie (décembre 1993) stipule l'inviolabilité des frontières et l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie, ainsi que l'exclusivité des compétences du gouvernement en matière de définition des fondements juridiques d'un marché unique, de réglementation des questions financières, douanières, de devises et de crédit, de politique étrangère, traités internationaux et relations économiques avec l'étranger (art. 71). De nombreux domaines sont soumis à la responsabilité conjointe du gouvernement et des autorités régionales (notamment le contrôle de l'exploitation des ressources du sous-sol, attribué par le Traité de Fédération aux compétences des régions, voir art. 72 de la Constitution). La Constitution revient ainsi sur des concessions faites dans le Traité de Fédération. La liste des domaines de compétences fédérales et conjointes est exhaustive. Les autres domaines relèvent de la compétence des régions (art. 73). Cependant, la Constitution n'élimine pas toutes les ambiguïtés des rapports au sein de la Fédération. Alors qu'elle stipule la dominance du principe constitutionnel de la fédération, elle admet également des éléments de relations contractuelles (art.66)³⁹⁶. Outre la Constitution, l'on recourt donc à des contrats pour définir la répartition des compétences entre le centre et certaines régions³⁹⁷.

En 1994-1998, le centre fédéral cède aux élites régionales en passant des traités de partage des compétences. Au total, des traités sont signés avec plus de la moitié des régions³⁹⁸. Les traités et les accords conclus entre le gouvernement central et les autorités régionales renforcent le rôle de ces dernières. Il s'en suit une différenciation des cadres juridiques, notamment en matière de fiscalité et questions budgétaires, conditions de privatisations de propriété fédérale, licences d'exploitation et d'exportation de matières premières, etc., en fonction des régions³⁹⁹. Selon l'art.76 de la Constitution, les régions peuvent promulguer des lois relatives à des questions en dehors de la compétence fédérale ou conjointe. Les régions adoptent des lois en cas d'absence de loi fédérale "pour combler le vide juridique" (notamment, concernant les questions de la propriété foncière). Or, les autorités régionales usent de leurs droits en adoptant des lois dans les domaines de compétences conjointes par exemple.

Une différenciation flagrante est fournie par les relations budgétaires. Au début des années 1990, les flux financiers entre le centre et la périphérie étaient déterminés par le marchandage entre les autorités fédérales et centrales. Ainsi, la Yakoutie est autorisée à conserver la totalité des impôts perçus⁴⁰⁰. Les transferts permettent d'apaiser les régions en opposition avec le centre (Treisman [1996, 1998b])⁴⁰¹. En 1992-1993, 10% seulement des transferts budgétaires était accordés à des régions pauvres, alors que 90% était envoyé à des républiques ethniques plus "indépendantistes"⁴⁰². Au fil du temps, les relations semblent prendre un cadre plus équitable et institutionnalisé. Les réformes budgétaires de 1994 prévoient (1) que les régions peuvent établir de manière indépendante la taxe sur les profits des entreprises et (2) la création d'un fonds de support régional. Ainsi, en 1996, selon les

³⁹⁶ Un autre exemple, alors que les six catégories d'entités territoriales sont égales en droits selon l'art. 5 de la Constitution, les *okrugs* autonomes participent aux élections des gouverneurs et sont représentés dans les législatures de leurs régions "parents" (Goode [2005, p.225]).

³⁹⁷ Voir sur ce thème Radvanyi [2000], OCDE [2003].

³⁹⁸ Le premier traité est conclu avec le Tatarstan en 1994 pour la raison officielle de régler une situation conflictuelle, le Tatarstan n'ayant pas signé le Traité de Fédération et tentant d'imposer le statut d'Etat souverain "associé à la Russie" (Radvanyi [2000, p. 89]). L'un des plus récents est signé avec Moscou en juin 1998, OCDE [2003, p. 18]).

³⁹⁹ Voir OCDE [2003], Vardomskiy, Skaterschikova [2002], ainsi que Stoner-Weiss [2004] pour la mesure et la dynamique des violations de la loi fédérale dans les régions.

⁴⁰⁰ Radvanyi [2000, p. 89].

⁴⁰¹ Voir sur ce sujet la démonstration de Treisman [1996, 1998b] pour 1992 et 1994 respectivement. La mesure de l'opposition est fournie par les déclarations de souveraineté, les grèves et le vote contre Eltsine.

⁴⁰² Smith [1999, p. 194].

données officielles, les régions les plus subventionnées étaient celles du Caucase du Nord et de la Sibérie du sud, les régions donateurs étant les régions plus riches⁴⁰³.

Toutefois, certains auteurs insistent sur la persistance du biais politique des relations centre-régions⁴⁰⁴. Plus tard, les réactions unilatérales des régions à la crise de 1998 (blocages des versements d'impôts au budget fédéral, introduction de nouvelles taxes, restrictions d'exportations) démontrent la faiblesse de la fédération.

Enfin, en cherchant à obtenir des concessions de Moscou, les régions créent des *associations inter-régionales* (huit en 1999, selon Smith [1999, p. 207]). Toutefois, leur identité semble minée par les intérêts individuels des régions membres ou encore de leurs élites dirigeantes (Smith [1999], Bradshaw, Hanson [1998]).

La négociation des traités bilatéraux représente un processus complexe impliquant les relations personnelles entre les dirigeants et les accords avec les oligarchies industrielles et financières. On constate un lien étroit entre les gouverneurs et les entreprises de poids au niveau régional (local)⁴⁰⁵, une forte emprise régionale sur les services de sécurité et les médias. La *nomenklatura* a réussi à sauvegarder ses positions dominantes au sein des autorités publiques régionales (en 1997, 72,7% des gouverneurs sont issus de la *nomenklatura* et 65,9% en 2002)⁴⁰⁶.

Certes, outre l'aspiration à maintenir le pouvoir personnel et le contrôle des ressources économiques de la région, les élites politiques régionales cherchent à maintenir les recettes des budgets régionaux et protéger les populations⁴⁰⁷.

Le principe de la "fédération à la carte" induit une différenciation des statuts des régions an matière des politiques commerciales.

⁴⁰³ Smith [1999, p. 190, 195]. Sur la base des données régionales de 1995, McAuley [1997] trouve que le flux net de ressources financières *per capita* entre le centre et les régions est fort influencé par les performances socio-économiques des régions, ce qui laisse toutefois envisageable le marchandage politique.

⁴⁰⁴ Selon Popov [2004], les transferts nets restent influencés par les facteurs politiques. Plus précisément, le soutien envers le centre fédéral, une forte capacité de négociation et de moindres tensions avec le centre permettent une réduction des transferts vers le centre. Ce trend de "punition" des opposants apparaît en 1994. La contradiction avec les études de Treisman [1996, 1998a,b] pour lequel le centre tend à apaiser l'opposition régionale par les transferts financiers semble due à des différences méthodologiques.

Dans ce domaine, la relation entre le centre et les régions est d'autant plus complexe qu'elle implique des comportements électoraux alors que, selon l'étude de DeBardeleben [2003], les transferts fiscaux n'influencent pas les choix de vote.

⁴⁰⁵ Voir Stoner-Weiss [2004] pour une analyse sociologique de l'infrastructure de l'administration publique. Par exemple, selon son enquête, les chefs des exécutifs perçoivent qu'ils travaillent avec le plus d'efficacité pour mettre en œuvre les priorités de leur administration avec les milieux d'affaires locaux ou régionaux. Les fonctionnaires régionaux considèrent que le gouverneur est le facteur qui influence le plus l'activité des départements économiques des administrations régionales (viennent ensuite la décision de la législature régionale et l'accord entre l'exécutif et le législatif régionaux). P. 154, 149.

⁴⁰⁶ Krychtanovskaya [2005, p. 132].

⁴⁰⁷ Nous pouvons référer le lecteur à l'étude de Gorenburg [1999] qui, en s'appuyant sur l'étude de quatre républiques turques, déduit que tout en concentrant leur discours sur les questions d'avantages économiques de la souveraineté (ce qui permettait de maintenir les populations russes), les leaders régionaux mettent en œuvre toute une série de mesures destinées à promouvoir la renaissance ethnique des peuples.

2.1.3. Diversité des compétences en matière de politique commerciale

Les traités conclus prévoient des compétences des régions en matière de commerce extérieur plus larges (République de Tatarstan, Ville de Moscou) ou moins larges (Territoire de Krasnodar, oblast de Tver). Généralement, les domaines concernés sont les suivants: procédures de délivrance des autorisations, services de distribution, exploitation du territoire et d'autres ressources naturelles, procédures douanières, réglementation de l'investissement étranger (procédures d'enregistrement, mesures d'incitation), marchés publics, encouragement du commerce et obligations liées à la protection de l'environnement⁴⁰⁸.

Alors que le début de la transition se caractérise par un cadre législatif manquant, en 1995 - 1999, les instances fédérales prennent des mesures visant à mieux élaborer le cadre législatif des relations économiques avec l'extérieur⁴⁰⁹. Selon la loi 157-FZ de 1995 relative à la régulation d'Etat de l'activité du commerce extérieur, le gouvernement fédéral a un rôle prééminent dans la conduite de la politique commerciale. Il formule la politique commerciale, réglemente le commerce extérieur (par exemple, en introduisant des mesures tarifaires et non-tarifaires) et signe des accords internationaux. Néanmoins, de nombreux domaines sont attribués aux compétences conjointes du centre et des régions, tels que le soutien aux exportations, la mise en œuvre des accords internationaux liés aux échanges extérieurs et affectant les régions, la divulgation des informations concernant le commerce extérieur. Les régions sont également autorisées à assurer la supervision du commerce extérieur sur leur territoire, délivrer des garanties et privilèges supplémentaires, signer des accords avec les Etats étrangers et avoir des représentants à l'étranger.

Les instances fédérales possèdent dans les régions des branches, responsables de la gestion homogène de la politique fédérale. Cependant, elles subissent des influences de l'administration régionale et locale, ce qui conditionne "une sorte de double subordination informelle" (OCDE [2000, p. 23])⁴¹⁰. De surcroît, les règles relatives au partage des compétences fixées par les textes officiels peuvent ne pas se confirmer en pratique, l'interprétation et l'application des normes étant laissées à la discrétion des fonctionnaires régionaux. Or, les arrangements informels semblent prévaloir sur les lois écrites, notamment au niveau régional et local (OCDE [2003, p.31]). L'abondance des normes et des textes législatifs n'élimine pas des conflits d'intérêts entre le centre fédéral et les régions.

2.1.4. Diversité de préférences d'ouverture

La fragmentation de l'espace juridique et politique contribue à la différenciation économique du point de vue de l'attraction vers les grands pôles économiques, pour des raisons économiques, géographiques et ethno - culturelles. A ce titre rappelons une très forte

⁴⁰⁸ OCDE [2003, p. 18-22].

⁴⁰⁹ La loi 157-FZ relative à la régulation d'Etat de l'activité du commerce extérieur (1995) qui précise les compétences des régions et du centre fédéral concernant le commerce extérieur; 101-FZ relative aux traités internationaux de la Fédération de la Russie (1995); 63-FZ relative aux mesures de protection des intérêts économiques de la Fédération de Russie lors du commerce extérieur des marchandises (1998); 191-FZ relative à la zone économique exclusive de la Fédération de la Russie (1998); ainsi que la loi 4-FZ relative à la coordination des liens commerciaux internationaux et extérieures des sujets de la Fédération de Russie (1999), la loi 119-FZ relative aux principes et ordre du partage de compétences entre les autorités publiques de la Fédération de Russie et les autorités publiques des sujets de la Fédération de Russie (1999) et la loi 184 - FZ relative aux principes généraux de l'organisation des organes législatifs (représentatifs) et exécutifs des autorités publiques des sujets de la Fédération de Russie (1999); le Programme fédéral du développement des exportations (1996); ainsi que les *oukases* du Président, les actes du gouvernement et les instructions du Ministère des Affaires Etrangères (OCDE [2003], Vardomskiy, Skaterschikova [2002]).

⁴¹⁰ Voir OCDE [2000, p.137].

diversité des situations socio-économiques des régions russes en termes de dotation en ressources, du développement des structures productives régionales, du niveau de vie de la population, etc...⁴¹¹

Or, l'analyse de la structure du commerce extérieur au niveau régional est biaisée par le fait que les statistiques douanières reflètent le domicile des firmes exportatrices ou importatrices et non le lieu de la production ou de la consommation. Les données disponibles démontrent une forte concentration des échanges extérieurs sur un nombre limité de régions. Ainsi, en 2002, 10 régions assurent 61% du commerce extérieur de la Russie (20 régions en assurent 76%) et 10 régions comptent pour 84,4% des investissements étrangers reçus (20 régions en assurent près de 95%)⁴¹². La ville de Moscou et la région de Moscou assurent 22% des échanges et 46,2% des investissements⁴¹³.

Les politiques économiques mises en place par les régions oscillent entre le libéralisme (par exemple, Nijni Novgorod) et l'interventionnisme strict (par exemple, Oulianovsk)⁴¹⁴. Les différentes approches commerciales des autorités régionales semblent liées avec les différences de la situation économique (OCDE [2003]). Plusieurs variantes de classification et d'explication de politiques économiques régionales sont proposées.

Berkowitz et DeJong [1999] montrent l'émergence d'une "frontière interne" séparant la "ceinture rouge" (régions du Sud de la Russie manifestant un fort support au Parti Communiste) du reste de la Russie à partir de l'analyse du différentiel des prix lequel révèle des politiques interventionnistes, notamment le contrôle de prix et les subventions mises en œuvre dans les régions de la "ceinture rouge". Lavrov [1999] propose de classer les régions en "conservatrices" et "libérales", en fonction de leur propension à contrôler les prix et octroyer des subventions⁴¹⁵. Cet auteur reconnaît la mauvaise situation économique comme une des causes de la politique de laisser-faire. Parmi les régions libérales, l'on retrouve les régions développées, comme Moscou, Saint-Pétersbourg, Nijni-Novgorod, mais aussi les régions moins développées, comme le Daghestan, la République autonome de l'Altai et Touva.

Pour V. Mau et V. Stupin [1997], les préférences des régions en matière de politique commerciale sont conditionnées par les structures industrielles. Ils distinguent les types suivants d'entreprises en fonction de la taille et de l'efficacité: grandes sociétés non concurrentielles, grandes sociétés efficaces et petites sociétés peu puissantes. Les régions à dominance de petites entreprises plutôt efficaces seraient plus enclines vers le marché, tandis que celles dominées par de grandes entreprises non concurrentielles subiraient de fortes pressions en faveur des mesures de protection des producteurs locaux. Une étude de l'OCDE [1995] distingue également les régions « extraverties » et « introverties ». Les régions extraverties sont riches en ressources et situées dans les régions peu peuplées du Nord et des principaux centres commerciaux et points d'entrée. Bénéficiant de l'intégration au marché mondial, ces régions ont des préférences pour l'ouverture. Les régions intraverties sont des régions agro-industrielles ou celles dominées par le complexe militaro-industriel. Les régions agro-industrielles préfèrent les politiques de protection des producteurs locaux, alors que les régions dominées par le complexe militaro-industriel et les industries lourdes réalisent des stratégies différentes : soutien des réformes de marché et encouragement des IDE en vue de la

⁴¹¹ Voir le chapitre 1.

⁴¹² Sur un total de 19780 Mns doll.

⁴¹³ Données de l'Annuaire statistique 2003.

⁴¹⁴ Voir l'étude de cas de Oulianovsk et de Nijni Novgorod dans Smith [1999].

⁴¹⁵ Lavrov A. [1999]: "O regulirovanii ekonomicheskoy politiki sub'ektov Rossiyskoy Federatsii", Bureau du président de la Fédération de Russie, Administration du territoire, policopié, Moscou. ("*Sur la régulation de la politique économique des sujets de la Fédération de Russie*". Cité in (OCDE [2003, p.28-29]).

restructuration de l'industrie locale ; subventionnement de l'industrie locale ou encore intégration avec des partenaires étrangers ou d'autres régions riches en ressources⁴¹⁶.

Vardomskiy, Skaterschikova [2002, p. 163-171] distinguent trois types d'ouverture régionale: (1) l'ouverture dite "centrale", propre aux régions avec un fort potentiel économique et scientifique, situées essentiellement dans la partie européenne de la Russie et ayant des relations économiques avec l'extérieur développées et diversifiées; (2) l'ouverture dite "frontalière" (maritime), qui caractérise des régions - centres du commerce international, d'où leur fort degré d'ouverture, souvent à dominance des importations (par exemple, Kaliningrad)⁴¹⁷; (3) le type "pro-exportateur" des régions ayant une production fort orientée sur les exportations, par exemple la région de Tioumen. A ceci s'ajoutent les régions introverties et les régions à ouverture limitée ou transitoire.

L'appréciation des relations centre-régions donne lieu à des jugements contrastés. Certains voient dans l'autonomie régionale et l'incohérence des relations budgétaires entre le centre et la périphérie la principale source des difficultés économiques de la Russie (Shleifer, Treisman [2000]). D'autres auteurs y voient un problème parmi d'autres et pas de première importance (Hanson [2004], OECD [2000]). Il nous semble que la fragmentation économique et juridique est plutôt une conséquence de la dislocation de l'Etat en 1991. En revanche, l'emprise croissante des leaders régionaux a constitué en quelque sorte un mécanisme de coordination alternatif dans le contexte d'un Etat central défaillant. Ainsi, Treisman [1999] soutient que l'apaisement d'opposition de certaines régions par des transferts financiers a été une des raisons de la non-désintégration de la Russie à la différence des autres fédérations post-communistes. Mendras [2003] défend que l'emprise territoriale croissante des autorités régionales a permis de préserver la continuité de l'Etat fédéral, bien que affaibli, et éviter ainsi une plus grande déstabilisation. Néanmoins, les systèmes de pouvoirs régionaux, bien que contribuant à résoudre les problèmes au niveau régional, n'ont pas forcément été basés sur les principes de la transparence et de l'Etat de droit et étaient plutôt des systèmes permettant des arrangements *ad hoc*.

Alors que les années 1990 se caractérisent par des tendances centrifuges, la crise de 1998 et l'arrivée au pouvoir de V. Poutine changent la donne politique et économique. Des efforts sont entrepris pour renforcer la "verticale du pouvoir" et homogénéiser l'espace juridique et économique de la fédération.

2.2. Vers une recentralisation de l'Etat

On peut distinguer deux objectifs de la réforme : l'objectif politique, consistant à reprendre les pouvoirs aux gouverneurs, et l'objectif économique qui consiste à éliminer les barrières interrégionales.

⁴¹⁶ OCDE [1995, pp. 52-54].

⁴¹⁷ Le régime économique particulier accordé à certaines régions a conduit à l'émergence des paradis fiscaux internes qui sont supprimés par la suite.

2.2.1. Renforcement de la verticale du pouvoir

L'idée de redécoupage administratif, présente depuis l'époque soviétique, apparaît avec une nouvelle force après la crise de 1998⁴¹⁸. En mai 2000, le président V. Poutine promulgue un décret introduisant *les représentants présidentiels de circonscriptions fédérales*⁴¹⁹. Les 89 régions sont regroupées en sept circonscriptions fédérales, chacune piloté par un des sept représentants présidentiels. Les représentants présidentiels de circonscriptions fédérales viennent remplacer les représentants présidentiels dans chaque région, dotés de peu de pouvoirs et donc inefficaces pour promouvoir les intérêts du centre dans les régions⁴²⁰. Les représentants présidentiels de circonscriptions sont dotés de pouvoirs larges, mais non clairement définis, avec la fonction de veiller à la mise en place de la politique du gouvernement, et dépendent des ordres du Président.

Une série de mesures vise à réduire l'influence des dirigeants régionaux. Premièrement, l'on modifie le mode de représentation des régions dans le Conseil de la Fédération (chambre haute du Parlement). Deux délégués (représentant respectivement le gouverneur et la législature régionale) vont siéger à la place du gouverneur et du président de l'assemblée législative régionale. Les leaders régionaux voient leur influence politique diminuer et, de plus, perdent leur immunité parlementaire. Le point de vue officiel exprimé par V. Poutine consiste à restaurer le principe du partage des pouvoirs, puisque les gouverneurs font partie du pouvoir exécutif et ne peuvent donc participer aux organes du pouvoir législatif. Parallèlement, l'on introduit la possibilité de révoquer les dirigeants régionaux et de dissoudre la législature régionale par le Président en cas de violation des compétences des organes fédéraux ou locaux prévues par la législation fédérale et de violation des droits des personnes morales et physiques⁴²¹. Pour atténuer en quelque sorte le mécontentement des gouverneurs à l'égard des réformes, Poutine crée le Conseil d'Etat de la Fédération de Russie, regroupant le Président de la Fédération et les gouverneurs régionaux et destiné à débattre des questions concernant les relations entre le centre et les régions⁴²². Ensuite, les gouverneurs obtiennent le droit de révoquer les dirigeants locaux, droit dont auparavant ne disposait que le Président.

Les résultats de cette réforme sont ambigus. Alors que, pour certains, le nouveau système contribue à améliorer la communication entre les divers niveaux de pouvoirs et à veiller à l'homogénéisation de la mise en œuvre de la politique fédérale dans les régions, d'autres maintiennent leurs réserves. Les représentants du président "ne sont pas devenus des acteurs politiques de poids au niveau régional" (Raviot [2003, p.6]) ou, selon l'expression de Orttung, Reddaway [2004, p.298], "ne sont pas devenus une partie indispensable de l'Etat". Le pouvoir des représentants présidentiels est contingent et dépend des relations avec le Président (Orttung, Reddaway [2004]), alors que les gouverneurs demeurent assez puissants. Les

⁴¹⁸Dans les années 1980, Yu. Andropov proposait de diviser l'Union soviétique en 13 districts. En automne 1998, E. Primakov, alors Premier ministre, a déclaré que "89 sujets de la Fédération, c'est vraiment beaucoup" (*cité par J. Radvanyi [2000, p. 91]*).

⁴¹⁹Décret n°849, 13.05.2000.

⁴²⁰ Selon l'enquête de Stoner-Weiss [2004, p. 153] menée en 1999, le représentant présidentiel est considéré par les gouverneurs comme le facteur influençant le moins l'activité des administrations régionales.

⁴²¹ Amendement de la loi fédérale 184-FZ relative aux principes généraux de l'organisation des organes législatifs (représentatifs) et exécutifs des autorités publiques sujets de la Fédération de Russie. Néanmoins, le Conseil de Fédération a limité l'article le plus controversé sur le droit de suspension de l'exécutif soumis à procès criminel aux cas de "crimes sérieux ou très sérieux" sur "représentation bien justifiée du Procureur Général" (Hyde [2001]).

⁴²² En janvier 2003, sera créé un "Conseil des gouverneurs sur la politique étrangère". Néanmoins, on peut y voir une manœuvre politique visant à détourner l'attention des leaders régionaux des élections (Raviot [2003, p.9]).

conditions de révocation des gouverneurs sont très restrictives⁴²³. Les gouverneurs maintiennent le contrôle sur les réseaux d'affaires et les médias locaux. Le rôle des représentants présidentiels consiste plutôt à contribuer à la coordination et à la normalisation législative et, surtout, servir de "canaux d'information" sur les intentions des élites régionales pour le Kremlin. Or, malgré ces efforts, des interventions du Kremlin dans les élections régionales et locales ont connu plusieurs échecs⁴²⁴. De plus, Raviot [2003] constate une "oligarchisation" du pouvoir au niveau régional, c'est-à-dire un renforcement d'alliances entre les dirigeants régionaux et les groupes industriels et financiers, durant les années de la présidence V. Poutine. Dans ce contexte, de nombreux oligarques obtiennent des sièges dans le Conseil de Fédération (chambre haute du Parlement), qui semble devenir une "chambre de lobbies"⁴²⁵, et tentent d'occuper les postes de gouverneurs.

Le fait de continuer les réformes dans le domaine du renforcement de la "verticale du pouvoir" confirme la persistance de fortes oppositions au niveau régional. La prise d'otage à l'école de Beslan en septembre 2004 ouvre une fenêtre d'opportunités pour renforcer l'emprise fédérale sur les régions. La nouvelle loi élimine les élections directes des gouverneurs, lesquels sont désormais nommés par les législatures régionales sur la présentation des candidatures par le Président⁴²⁶. Bien que la plupart des gouverneurs sauvegardent actuellement leurs postes, l'influence du centre est consolidée. Parallèlement, s'opèrent de nouvelles modifications dans le découpage administratif. Cette fois, il s'agit de fusions, notamment des *okrougs* autonomes avec leurs régions "parents"⁴²⁷.

L'emprise croissante des autorités fédérales sur les régions s'accompagne d'une centralisation des finances nationales. Les transferts budgétaires augmentent de 1,3% du PIB en 1999 à 2,54% du PIB en 2001⁴²⁸. En 2002, alors que le budget fédéral est excédentaire, les budgets régionaux avaient un déficit de 1,4 Mds doll, soit 0,4% du PIB⁴²⁹. Les régions sont donc plus dépendantes du centre pour financer leurs dépenses. Le nouveau Code Fiscal (2000) limite la liste des taxes sous-nationales. 60 % des taxes des grandes entreprises est envoyé à Moscou, alors que les régions obtiennent 25% des taxes et les autorités locales 15%⁴³⁰.

Enfin, l'autre volet des réformes politiques consistait à assurer la majorité pro - présidentielle à la Douma (chambre basse du Parlement). Le "parti du pouvoir"⁴³¹ de Eltsine était faible du point de vue organisationnel, idéologique et même sa loyauté à l'égard du Kremlin laissait apparaître des doutes. Le parti changeait de nom et de leader pour les

⁴²³ Raviot [2003]. De plus, en juillet 2002, la Cour Constitutionnelle autorisé 43 gouverneurs à entrer en campagne pour un troisième mandat, le nombre de mandats étant limité à deux auparavant (Raviot [2003, p.9]).

⁴²⁴ En 2000, soit l'année de la réforme, seuls 8 candidats officiellement soutenus par l'administration présidentielle ont gagné les élections (sur 44). Le taux de "réussite" s'améliore en 2001 (6 victoires sur 14 campagnes) et en 2002 (9 victoires sur 14), mais le résultat est loin d'être assuré. Raviot [2003, p. 10].

⁴²⁵ L. Nevzline *cité in* Raviot [2003].

⁴²⁶ Loi 159-FZ du 11 décembre 2004.

⁴²⁷ A ce jour (avril 2007), trois *okrougs* autonomes ont déjà été absorbés par leur *oblast* ou *kraï* mère (*oblast* de Perm et *okroug* autonome Komi-Permiatsky, *kraï* de Krasnoïarsk et ses deux *okrougs* autonome, Taimyrskiy et Evenkiiskiy). Le regroupement de *oblast* de Kamtchatka avec son *okroug* autonome Koryakskiy sera effectif à partir de juillet 2007. Le regroupement de l'*oblast* d'Irkoutsk et de l'*oblast* de Tchita avec leurs *okrougs* autonomes est approuvé en référendums. Le référendum pour l'*oblast* d'Arkhangelsk et son *okroug* autonome est prévu pour la fin 2007.

Voir Goode [2004] pour la discussion du processus d'élargissement et de ses objectifs.

⁴²⁸ Popov [2004].

⁴²⁹ Orttung R. [2004, p. 31].

⁴³⁰ R. Orttung *in* Dresen J. [2004, p. 21].

⁴³¹ La faiblesse de la vie politique russe traduit une maigre consistance idéologique des partis, dont le rôle principal consiste à soutenir leur leader formel ou informel, d'où l'expression russe "parti *du* pouvoir".

élections et était destiné à représenter le pouvoir exécutif au Parlement. Aux élections de 1999, le bloc pro-présidentiel "Edinstvo"⁴³² obtient 23,32% de votes, ce qui est supérieur aux résultats des "partis du pouvoir" précédents et, suite à l'union avec d'autres fractions de la Douma, réussit à obtenir le contrôle de 54% des voix et 80% des comités. Les élections de 2003 confirment ce succès: "La Russie Unie" obtient 37,6% des votes et la majorité constitutionnelle à la Douma, alors que le parti communiste n'obtient que 12,6% et les partis de l'opposition de droite ne passent pas la limite de 5% des voix permettant la représentation au parlement⁴³³. La réforme du système électoral restreint les conditions de la représentation politique (contraintes diverses visant à éliminer les petits partis, limiter les possibilités de création de nouveaux partis, contrôle accru de la part de la Commission Electorale, etc.) et remplace le système mixte⁴³⁴ par le système proportionnel avec un seuil de passage au Parlement fixé à 7% des votes (5% auparavant).

Le deuxième volet de la réforme porte sur l'homogénéisation de l'espace économique et juridique.

2.2.2. Homogénéisation de l'espace juridique et économique

Les inquiétudes quant à l'hétérogénéisation croissante de l'espace économique et juridique prennent une forme réelle à partir du milieu des années 90. Selon les décrets du Président et du gouvernement de 1994-1995, le Ministère de la Justice examine les lois adoptées par les autorités régionales et doit effectuer des recommandations auprès des autorités concernées pour qu'elles modifient la loi en cas d'incompatibilité avec la législation fédérale. Sur 52 000 lois examinées de 1995 à avril 2001, 1000 ont été considérées incompatibles⁴³⁵. La promulgation des lois relatives à des domaines en dehors des compétences des autorités régionales et l'amendement de lois fédérales étaient parmi les infractions les plus fréquentes⁴³⁶⁴³⁷.

Depuis 2000, les efforts visant à homogénéiser l'espace juridique et économique russe s'intensifient. Par une série de décrets, V. Poutine ordonne à certaines régions de suspendre la législation en contradiction avec la constitution et agit unilatéralement pour suspendre certaines lois régionales⁴³⁸. Deuxièmement, la loi fédérale de 1999 relative aux principes généraux de l'organisation des organes législatifs et exécutifs des sujets de la Fédération de Russie est modifiée pour permettre au Président d'empêcher les décisions régionales en contradiction avec la législation fédérale (voir *supra*). En continuant l'examen des lois régionales, en 2000, de nouvelles mesures sont prises par le Ministère de la Justice et le président visant à renforcer l'examen des lois régionales et créer une base de données fédérale

⁴³² Bloc "Union".

⁴³³ Krychtanovskaya [2005, p. 246-254].

⁴³⁴ La moitié des députés représentaient les districts individuels. Ils défendaient les intérêts locaux sans conditions d'affiliation à un parti politique.

⁴³⁵ OCDE [2003, p. 96].

Selon d'autres informations, S. Kirienko (représentant présidentiel dans le district de Volga) fournit des exemples plus parlants: dans le seul district fédéral de Volga, près de 2000 lois locales ont été en contradiction avec la loi fédérale. "Russia's Presidential Districts: A Representative's View", *Meeting Reports, Woodrow Wilson International Center for Scholars*, 2002.

⁴³⁶ OCDE [2003, p. 96].

⁴³⁷ Un autre exemple, la loi de Yakoutie établissait deux langues nationales, le yakoute et l'anglais, sans mentionner le russe! "Russia's Presidential Districts: A Representative's View", *Meeting Reports, Woodrow Wilson International Center for Scholars*, 2002.

⁴³⁸ Hyde [2001, p. 733].

des lois régionales. Concernant les mesures liées au commerce, l'examen a porté essentiellement sur des mesures d'autorisation des activités économiques, de liberté de circulation des biens, de liberté de création d'entreprise, de contrôle de prix, de certification et de l'imposition.

L'examen des lois régionales a provoqué de nombreux litiges. Une forte résistance des autorités régionales a été, parfois, couronnée de succès. Le fait d'avoir comblé le vide juridique et clarifié la situation en cas de contradictions internes des lois fédérales joue en leur faveur (OCDE [2003, pp. 96-103]).

En été 2001, V. Poutine crée la Commission chargée d'élaborer des propositions sur les domaines de compétences et des responsabilités des autorités fédérales, régionales et locales (décret 741). Après avoir examiné (et invalidé, pour certains)⁴³⁹ les accords entre les autorités fédérales et régionales, la Commission propose la modification de la loi sur le partage des compétences. La loi 95-FZ de juillet 2003⁴⁴⁰ stipule la dominance de la Constitution et de la législation fédérale dans les questions concernant le partage des compétences (notamment, en cas d'incompatibilités dans les traités de partage des compétences et actes législatifs des sujets de fédération). La loi 199-FZ de décembre 2004⁴⁴¹ précise les compétences des régions. Les modifications touchent aux domaines des prestations sociales, de la gestion des forêts (location, enchères) et de la protection de l'environnement.

Bien que la majeure partie des actes législatifs régionaux ait été mise en cohérence avec la législation fédérale, l'homogénéisation de l'espace juridique reste encore en question. Chebankova [2005] note les difficultés de l'harmonisation légale. Il s'agit à la fois du caractère non achevé de l'harmonisation amorcée et aussi des actes législatifs régionaux nouvellement adoptés. Deuxièmement, de nombreuses critiques portent sur la divergence entre la loi écrite et les faits réels en Russie.

Il convient maintenant d'analyser la seconde dimension structurant la configuration institutionnelle en Russie post-soviétique - celle entre Etat et entreprises - pour comprendre l'évolution de l'influence des intérêts privés sur les décisions de politique économique.

Section 3. Firmes et Etat

La décennie 1990 se caractérise par le partage de la propriété au profit des élites (3.1.), la capture de l'Etat par les intérêts privés et une forte concentration de la propriété (3.2.).

⁴³⁹ La Commission recommande aussi la modification de constitutions, mais cela n'est pas accepté par toutes les régions concernées (OCDE [2003, p. 104]).

⁴⁴⁰ Loi 95-FZ de 4 juillet 2003 relative à l'amendement de la loi fédérale relative aux principes généraux de l'organisation des organes législatifs (représentatifs) et exécutifs des autorités publiques des sujets de la Fédération de Russie (184-FZ, 1999).

⁴⁴¹ La loi 199-FZ (décembre 2004) relative à l'amendement de la législation de la Fédération de Russie en relation à l'extension des compétences des autorités publiques des sujets de la Fédération de Russie en matière de compétences conjointes de la Fédération de Russie et des sujets de la Fédération de Russie, et de l'élargissement de la liste des questions d'importance locale des districts municipaux.

3.1. Privatisation et émergence des élites d'affaires

La structure des intérêts internes explique le choix d'une privatisation rapide favorisant les intérêts des dirigeants d'entreprises et, ensuite, des banques. Bien que l'objectif d'irréversibilité des réformes ait été atteint, les résultats de la privatisation en termes économiques sont peu satisfaisants.

3.1.1. Parties prenantes de la privatisation

Les conditions de la privatisation ont été dans une certaine mesure prédéfinies par la Perestroïka puisque, depuis 1985, on autorise l'intermédiation commerciale, le commerce privé et de coopératives, la location des capacités industrielles aux employés⁴⁴². Le phénomène de "l'économie du *komsomol*" (jeunesses communistes) joue ici un rôle particulier. Le terme de "l'économie du *komsomol*" apparaît en 1987 pour désigner les entreprises commerciales menées par les fonctionnaires du *komsomol* et bénéficiant de nombreux avantages, en termes d'autonomie (l'autorisation d'effectuer des opérations d'intermédiation entre les entreprises et les collectifs "de création" avec le droit de les payer en roubles liquides, l'autorisation d'opérations économiques avec l'extérieur) et d'avantages fiscaux⁴⁴³.

La première étape de la privatisation (caractérisée par le sociologue O. Krychtanovskaya comme la "privatisation de l'Etat par l'Etat") est latente et s'opère avant la privatisation de vouchers, soit en 1988 – 1992. Il s'agit de la création de structures commerciales sur la base des actifs d'Etat, ainsi que des avantages accordés à des entreprises assurant les fonctions de "représentants autorisés" de l'Etat, notamment les banques et les exportateurs spéciaux (licences et autorisations, crédits). Cette privatisation latente s'opérait de la manière suivante. Sur la base d'un ministère, on créait un *konzern* qui était géré par la direction de l'ancien Ministère. A cette époque, Gazprom est transformé du Ministère de l'industrie gazière en *konzern* d'Etat, premier dans le pays. Les *konzerns* d'Etat devenaient des sociétés anonymes par la suite. Ce type de privatisation concernait également le secteur bancaire⁴⁴⁴. La réforme de 1987-88 a transformé la Banque d'Etat (système monobancaire) en Banque Centrale et a créé le système bancaire à deux niveaux. Chaque ancien département territorial de la Banque d'Etat⁴⁴⁵ est devenue la banque commerciale, leurs anciens gestionnaires et les clients principaux devenant par la suite propriétaires des banques. Une autre forme de la privatisation latente représente le fait de création de structures commerciales auprès des usines, chargées de vendre les produits aux prix de marché.

Le 3 juillet 1991, soit avant la fin de l'Union soviétique, la RSFSR a adopté la loi relative à la privatisation des entreprises d'Etat et des entreprises municipales en Russie (n°1531-1). Cette loi définissait les compétences des organes chargés de mettre en oeuvre la

⁴⁴² Goldman [2003, p.78].

⁴⁴³ L'économie du *komsomol* embrasse près de 1 Mn. de personnes en 1990, dont M. Khodorkovski parmi les futurs hommes d'affaires les plus connus (Krychtanovskaya [2005, p. 296-307]).

⁴⁴⁴ Les intermédiaires bancaires émergent en relation avec la libéralisation économique de la Perestroïka. Pendant la période soviétique, la monnaie est divisée en deux catégories: les espèces (qui assuraient les salaires et les achats quotidiens des travailleurs) et la monnaie scripturale. Avec l'autorisation de vendre sur le marché le surplus de la production (par rapport au Plan), les transactions monétaires se développent, d'où l'émergence des bourses d'échanges et de banques (les coopératives sont autorisées à créer les banques en mai 1988, et les agents autres que coopératives en août 1988). Des rumeurs sur l'origine des fonds étaient nombreuses, les sources prétendues étant non seulement les profits des coopératives, mais aussi les fonds du *Komsomol* (Jeunesse communiste), du Comité Central et du KGB. Les directeurs d'entreprises se joignent aussi à cette course en créant des "banques de poche" (voir Goldman [2003, pp. 85-86]).

⁴⁴⁵ A l'exception de la *Vnechekonombank* maintenue en propriété de l'Etat et, partiellement, la *Sberbank*.

privatisation, réglementait les modes de privatisation et fixait les avantages des employés. Selon l'art.3, le programme d'Etat de la privatisation devait préciser les objectifs, les priorités et les limites des privatisations. La rapidité de la privatisation trouve son appui théorique dans le théorème de Coase selon lequel une fois que les droits de propriété deviennent privés, peu importe que l'allocation initiale ait été irrationnelle, ils seront échangés (vendus) jusqu'à ce qu'ils trouvent leur utilisation la plus productive⁴⁴⁶.

Shleifer, Treisman [1998] décrivent les parties prenantes de la privatisation de la manière suivante (pp. 68-70):

-les ministères industriels ont un poids très élevé à l'époque soviétique. Ils ont le droit de nommer les cadres, de définir les objectifs de production et les prix des marchandises et d'allouer les moyens de production. Leurs pouvoirs sont affaiblis par les réformes de Gorbatchev donnant plus d'autonomie aux entreprises (la nomination du directeur par le vote des employés, l'autonomie des décisions concernant les plans de production, le choix des clients, le montant des salaires, le droit de conserver une partie des profits) et par les pénuries liées à la crise économique, suite à laquelle les ministères ne sont pas capables d'assurer aux entreprises les facteurs de production. Ils peuvent néanmoins influencer la politique de privatisation;

-les directeurs des entreprises industrielles récupèrent les compétences des ministères. Ils ont le droit légal de gestion des entreprises et contrôlent les flux monétaires;

-les salariés obtiennent à la fin des années 1980 le droit de négocier les accords collectifs et de faire la grève. Ils constituent en plus la base de l'électorat;

-les administrations locales disposent d'un fort pouvoir d'intervention dans l'activité des entreprises, à la fois légal et opérationnel, acquis de fait par des mesures telles que les inspections, les prestations de services (électricité, eau) et les réglementations diverses.

Pour faire adopter le programme de privatisation, il faut s'assurer le soutien au moins des parties prenantes les plus importantes. Plus généralement, Shleifer, Treisman [1998] distinguent trois séries de facteurs de la politique économique: les intérêts, les institutions et les individus. Or, il nous semble que cette vision est empreinte de l'approche libérale qui inspirait les réformateurs russes et leurs conseillers occidentaux. En Russie, les institutions sont encore en train de se constituer et, particulièrement au début des années 1990, la structure institutionnelle résulte des conflits d'intérêts des agents. Nous ne les considérons donc pas comme des facteurs indépendants (exogènes).

3.1.2. Privatisation de masse (1992-1994)

En pratique, les privatisations commencent avec le décret présidentiel n°341 de décembre 1991 visant à accélérer les privatisations⁴⁴⁷. Pour concilier les oppositions, A. Tchoubaï (le directeur du Comité d'Etat de la Fédération de Russie de gestion de la propriété publique, Ministre depuis 1991) procède en deux étapes, la première s'adressant aux employés des entreprises et la deuxième au public large.

⁴⁴⁶ Sous condition de coûts de transaction nuls. Coase R.H. [1960] : "The Problem of Social Cost", *Journal of Law and Economics*, vol. 3, pp. 1-44.

⁴⁴⁷ L'ensemble de la base législative des privatisations dépasse trois milliers d'actes. Ici seront mentionnés seulement quelques documents parmi les plus importants.

Participation des directeurs et des employés des entreprises

En conformité à la loi de 1991 relative aux privatisations, le Conseil Suprême adopte le 11 juin 1992 le Programme de la privatisation pour 1992. Ce programme propose le choix entre les trois modalités suivantes pour la vente d'actions des sociétés anonymes résultant de la transformation des entreprises publiques:

1. 25% des actions privilégiés (sans droit de vote) sont transférées au collectif des employés gratuitement; jusqu'à 10% d'actions ordinaires peuvent être vendues aux salariés avec des concessions (prix 30% en dessous du nominal, délai de paiement jusqu'à 3 ans); les cadres administratifs ont le droit d'acquérir jusqu'à 5% des actions ordinaires au nominal;

2. L'ensemble des salariés dispose du droit d'acheter jusqu'à 51% des actions ordinaires;

3. Si un groupe d'employés s'engage à respecter le plan de privatisation de l'entreprise, se porte responsable de la prévention de la faillite, et ce, en ayant le mandat des salariés, les membres du groupe obtiennent l'option d'acheter 20% des actions ordinaires au prix nominal au bout d'un an. Ceci étant, tous les employés (dont les membres du groupe) peuvent acheter 20% du capital à un prix inférieur au nominal de 30%, la durée de paiement allant jusqu'à trois ans.

Dans tous les cas, les travailleurs des entreprises obtenaient 10% des recettes des ventes d'actions aux *outsiders*.

Le choix ne comportant initialement que la variante n°1, assez limitative du point de vue des intérêts des managers d'entreprises, a été élargi sous la pression de l'Union Russe des Industriels et des Entrepreneurs (lobby du patronat). Trois quarts des entreprises ont préféré la variante n°2 puisqu'elle permettait le plus grand degré de contrôle interne (c'est-à-dire par les employés) sur l'entreprise et par conséquent ont pu maintenir le contrôle de leurs entreprises⁴⁴⁸.

B. Participation du public

Le deuxième volet de la privatisation consistait dans l'émission du reste des actifs dans le public à travers la distribution gratuite des chèques de privatisation (vouchers) à tous les citoyens⁴⁴⁹ (programme annoncée le 18 août 1992, soit un an après le putsch de 1991). La valeur de chaque voucher, calculée selon la valeur comptable des entreprises, était de 10000 roubles. Les vouchers pouvaient être échangés contre les parts du capital, investis dans les "fonds de vouchers" ou, tout simplement, vendus. Néanmoins, l'hyperinflation a diminué la valeur réelle des vouchers et une bonne partie des fonds de vouchers a fait faillite, tant pour des raisons de l'inadéquation de la fiscalité que de l'insuffisance des moyens de contrôle sur leur activité de la part de l'Etat et des investisseurs⁴⁵⁰.

Les modes de privatisation divergent considérablement. Premièrement, les méthodes différaient en fonction des régions. Par exemple, le maire de Moscou obtient l'exonération du contrôle de Tchoubaï et, selon les résultats de 1994, réussit à récolter plus de fonds que

⁴⁴⁸ Goldman [2003, p. 81].

⁴⁴⁹ La durée de vie des vouchers expirait au 31 décembre 1993 et a ensuite été prolongé jusqu'au 30 juin 1994 (Goldman [2003, p.87]).

⁴⁵⁰ En février 1994, 620 fonds de vouchers disposent de 60 Mns de vouchers. La moitié de ces fonds ont fait faillite en quelques mois. Goldman [2003, p. 88]. Ces fonds contribuaient d'ailleurs à l'émergence du capital financier qui joue le rôle majeur à la deuxième étape des privatisations. Reddaway, Glinski [2001, p. 479-480].

l'ensemble de la Russie (344 Mns doll contre 230 Mns doll.)⁴⁵¹. Deuxièmement, selon le rapport de la Chambre des comptes [2004], en été 1992, soit avant le commencement du Programme d'Etat de la privatisation, 2 milliers d'entreprises environ ont été privatisées spontanément (il s'agit de la privatisation latente présentée ci-dessus ainsi que de toute formes de privatisation précédant le processus législatif).

L'adoption du programme de privatisation a nécessité un compromis eu égard aux parties prenantes. Ainsi, les ministères obtiennent le pouvoir de s'opposer à la privatisation des entreprises des secteurs stratégiques (énergie, matières premières, défense) qui ne pouvaient être privatisées qu'avec l'approbation unanime du cabinet⁴⁵². Certains fonctionnaires ou ministères arrivent à maintenir leurs positions d'importance et consolider leurs fortunes financières. Les directeurs et les salariés bénéficient des privilèges selon la variante n°2 du programme de la privatisation. L'acceptation des réformes par les directeurs d'entreprises permet en quelque sorte de compenser la résistance de la part des ministères. De plus, les entreprises ont été "facturées" à des prix pré-inflationnistes (les actions ont été facturées au prix de la valeur comptable au 1^{er} juillet 1992 multipliée par 1,7, alors que l'hyperinflation enregistrait ses taux records)⁴⁵³.

En résultat, en juin 1994, plus de 60% de l'industrie a été privatisée, ce qui mettait en question toute possibilité de retour en arrière des réformes. Deuxièmement, une grande partie des actifs a été dévolue aux *insiders* à des coûts minima. En avril 1994, soit deux mois avant la fin de la première étape de la privatisation, les acteurs internes possèdent 62% du capital des entreprises privatisées (salariés 53%, direction 9%), les actionnaires externes détiennent 21% et l'Etat 17% du capital⁴⁵⁴. L'ampleur des privatisations opérées et le contrôle dévolu aux acteurs internes permettent de créer une résistance politique forte assurant l'irréversibilité des réformes.

Le politique prend ainsi le pas sur l'économique. Ainsi, selon Boycko, Shleifer, Vishny [1995], le transfert des droits de propriété en faveur des managers et du personnel des entreprises était la seule méthode politiquement faisable. Andreff [2002, 2003] souligne l'importance du concept de l'"enracinement des managers". Ayant su profité de leur appartenance à des réseaux de bureaucrates et d'hommes politiques (Andreff [2002, p. 317; 2003, p. 159]), ils s'opposent au rachat d'actions par les *outsiders* grâce au contrôle sur le registre des actionnaires ou à la collaboration avec les responsables de privatisation locaux (Filatochev *et al.* [1999], Blasi *et al.* [1997]). Ils ont utilisé à leur profit toute imprécision sur les lois de sociétés en matière de droit des actionnaires (minoritaires) (Andreff [2002, p. 317]). Une privatisation rapide a permis à la bureaucratie et aux managers d'obtenir des actifs à bas prix et d'échanger leur pouvoir politique dans un système hiérarchique de parti contre le pouvoir économique dans une économie de marché (Kozul-Wright, Rayment [1997]).

⁴⁵¹ Son activité est toutefois sujette aux nombreuses critiques "habituelles" liées pour l'essentiel au favoritisme de la famille et des amis. Goldman [2003, p. 90-91].

⁴⁵² Les entreprises des secteurs des transports, de la santé, de l'éducation et de l'exploration de l'espace ont été exclues de la privatisation.

⁴⁵³ Une autre "opportunité" a été offerte par le droit de racheter les actifs loués selon la loi de 1989, le prix étant calculé comme la capitalisation des loyers. Les loyers ont été fixés avant l'hyperinflation de 1992.

⁴⁵⁴ Yasin E.G. [2003, p. 232].

3.1.3. Privatisation monétaire (1994-1999)

La privatisation monétaire est initiée en 1994⁴⁵⁵. Formellement, à cette étape, la privatisation répond à la nécessité de (1) augmenter les recettes du budget fédéral et (2) attirer les investissements pour les restructurations (en répondant ainsi aux intérêts des entreprises industrielles). En pratique, c'est à cette étape qu'est attribuée l'émergence de l'oligarchie, notamment par le biais des programmes de prêts contre actions (*loans for shares*). Selon ce programme, les banques organisent des concours pour accorder un crédit au gouvernement. En contrepartie, le gouvernement met en caution des actions d'entreprises (notamment du secteur d'extraction de ressources).

Cette procédure a fait l'objet de fraudes multiples. Les banques chargées d'organiser les concours s'avèrent gagnantes, la somme du crédit ne dépassant que de peu la valeur initiale (dans quatre concours sur douze seulement, le montant du crédit obtenu par l'Etat a été considérablement supérieur au prix initial). Les compagnies ont été cédées à des prix d'amis. Par exemple, selon les enchères de 1996-1997 de vente de 7,97% du capital de la compagnie pétrolière Slavneft, l'Etat a obtenu 48,8 Mns doll, alors que le prix de ce paquet d'actions selon la capitalisation de marché était de 358,1 Mns doll. De plus, la somme des crédits obtenus grâce à la mise en caution de la propriété publique a été proche de la somme des moyens temporairement disponibles du budget fédéral déposés par le Ministère des Finances dans ces mêmes banques commerciales. Autrement dit, les banques utilisent les moyens du budget fédéral pour accorder les crédits au gouvernement. De plus, ces fonds n'étaient pas transférés sur les comptes de la Banque centrale, mais étaient réservées sur les comptes spéciaux dans les banques commerciales (voir le rapport de la Chambre de comptes [2004]).

L'ampleur des infractions explicitée dans le rapport de la Chambre des comptes met en question son affirmation que le "vrai" objectif de la privatisation d'après 1994 a été l'augmentation des recettes budgétaires, objectif dont les méthodes d'obtention se sont avérées inefficaces. Il semblerait que d'autres facteurs, notamment politiques, liés aux échéances électorales interviennent. Jusqu'ici, les deux forces politiques majeures étaient: (1) les théoriciens de la thérapie de choc, disposant du soutien de Eltsine, et (2) les anciens managers soviétiques devenus propriétaires. Or, ces deux groupes se retrouvent désormais en dépendance du financement d'un groupe étroit de banquiers. Le soutien des oligarques est d'autant plus important pour l'équipe de Eltsine que la présidentielle approche. Le taux de popularité de Eltsine est très faible et le principal parti pro-présidentiel dirigé par V. Tchernomyrdin obtient 10% des votes aux élections de décembre 1995.

En 1996, à Davos, des banquiers russes concluent le pacte apportant leur soutien à Eltsine lors de la présidentielle. A sa fin, certains d'entre eux obtiennent quelques sièges d'importance et, vraisemblablement, reçoivent des avantages économiques. Jusqu'en 1996, les financiers ne disposent pas de levier économique : les grandes entreprises industrielles ne leur appartiennent pas. Ils consolident maintenant leur poids économique (par exemple, la Oneximbank de V. Potanin, l'auteur de l'idée des prêts contre actions, obtient par ce biais la compagnie pétrolière Sidanko et le géant de la métallurgie Norilskiy Nickel; la banque Menatep de M. Khodorkovsky acquiert la compagnie pétrolière Yukos), mais aussi politique. Ce dernier processus peut être illustré à travers la hausse du *rating* des hommes d'affaires dans les classements des politiciens les plus importants en 1995-1998⁴⁵⁶ et par certaines nominations (ainsi, V. Potanin devient le premier vice-premier ministre en 1996, soit juste après les élections présidentielles; B. Berezovsky, un des principaux organisateurs de la

⁴⁵⁵ Décret n°1535 relatif aux dispositions principales du programme d'Etat de la privatisation des entreprises publiques et municipales dans la Fédération de Russie après le 1er juillet 1994.

⁴⁵⁶ Krychtanovskaya [2005, p. 330-335].

campagne présidentielle de B. Eltsine, est nommé à la tête du Conseil de Sécurité en 1996-1997 et le Secrétaire exécutif de la CEI en 1998-1999).

Néanmoins, Guriev, Rachinsky [2004] soulignent que la majorité des oligarques (du moins, de la liste établie par ces auteurs) ont une origine autre que les prêts contre actions⁴⁵⁷. Du point de vue de cette relation, M. Goldman [2003] distingue trois groupes d'oligarques:

- les anciens managers des usines. La majorité des directeurs d'usines limitaient leur activité à leurs entreprises, en coopérant parfois pour créer des banques régionales;
- les anciens membres supérieurs de la nomenklatura soviétique. Les oligarques de *nomenklatura* profitaient de la transformation des entreprises publiques en sociétés anonymes et se nommaient directeurs;
- ceux qui étaient à la marge de la société soviétique avant 1987. Les "marginiaux", souvent des non-russes ethniques, légalisent leur activité commerciale à partir de 1987, lorsque Gorbatchev autorise les coopératives.

Le programme de prêts contre actions contribue donc à l'ascension de quelques fortunes, en s'appuyant, ici encore, sur le principe d'arrangements personnels.

3.1.4. Bilan général

Selon la Chambre des comptes, en 2003, la structure de la propriété est la suivante: 77% propriété privée, 4% propriété d'Etat, 6% propriété municipale, 13 % autres formes de propriété (mixte, dont avec la participation des étrangers). La majorité des entreprises ont été privatisées durant la privatisation monétaire de 1993-1994. Le nombre d'entreprises privatisées en 1993-1994 constitue 74,5% du nombre total d'entreprises privatisées en 1993-2003⁴⁵⁸. L'objectif politique majeur d'assurer l'irréversibilité des réformes a donc été atteint.

Cependant, malgré la cession de la plupart d'actifs, les recettes des privatisations ont été modestes (voir tableau 3.2). La production a continué de chuter. Le programme de privatisation n'intégrait pas des mécanismes d'amélioration de l'efficacité des entreprises. Au contraire, la privatisation a retardé les restructurations tout en créant un problème de gouvernance des entreprises. Godoy, Stiglitz [2006] confirment sur la base d'un modèle économétrique que la vitesse de la privatisation a un impact négatif sur la croissance dans les pays en transition et que les variables institutionnelles (notamment la protection des droits de propriété) ont des effets positifs significatifs sur la croissance.

Curieusement, c'est J. Sachs [1990] qui démontre l'absence de conditions de réussite et d'efficacité des privatisations, en mettant en avant les actifs obsolètes dans l'industrie lourde, la très grande valeur des actifs à privatiser comparée à l'épargne intérieure, la concentration et la sur-dimension du secteur d'Etat, l'absence de repreneurs des entreprises d'Etat non rentables, l'absence d'un marché de capitaux, l'absence de compétences de comptabilité, d'audit et d'évaluation des actifs, l'inexistence ou la non-mise en oeuvre de la loi sur les faillites, l'inexistence de la classe d'entrepreneurs, les comportements d'aversion au risque...

Enfin, en termes d'économie politique, on attendait de la privatisation de masse qu'elle crée un intérêt politique pour l'Etat de droit (notamment, la protection des droits de propriété). Or, cela n'a pas eu lieu.

⁴⁵⁷ Les prêts contre actions expliquent les fortunes de Abramovitch, Khodorkovsky et Potanin, ainsi que de Alekperov et Bogdanov, qui obtiennent la propriété des actifs déjà contrôlés. Guriev, Rachinsky [2004].

⁴⁵⁸ Rapport de la Chambre de comptes [2004]. En 1991-1992, 46,8 milliers d'entreprises ont été privatisées; 88,6 milliers en 1993, et 112,6 milliers en 1994 (Chambre de comptes [2004]).

Tableau 3.2. Résultats de la privatisation

Années	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1999	1999	2000
Revenus de privatisations (cumulatifs, en % du PIB)	0,8	1,1	1,3	1,5	1,7	2,7	3,3	3,4	3,8
Part du secteur privé dans le PIB (%)	25	40	50	55	60	70	70	70	70

Source: EBRD [2001, p. 188].

La gestion d'actifs en propriété d'Etat a révélé de nombreuses faiblesses. La passivité des fonctionnaires⁴⁵⁹ (ou la recherche de rente) débouchait sur la dilution des paquets d'actions d'Etat (par les émissions d'actions autorisées par les fonctionnaires). Dans 70% des cas, le rôle des représentants d'Etat est assuré par les fonctionnaires régionaux.

De nombreuses imperfections de la base législative facilitaient l'appropriation des actifs⁴⁶⁰. Bien que la Douma entreprenne des mesures pour renforcer le contrôle sur les privatisations, les instruments de mise en œuvre n'ont pas été créés en pratique⁴⁶¹. Graduellement, le cadre législatif est amélioré (lois sur la privatisation de juillet 1997 (123-FZ), décembre 2001 (178-FZ)). La troisième étape de la privatisation, débutée en 1999, vise à perfectionner les bases juridiques de la gestion de la propriété d'Etat. Néanmoins, selon la Chambre des comptes, ces ajustements viennent en réaction à des processus réels et des crimes économiques. Aucun cadre législatif ne garantit la transparence des transactions, surtout si la corruption systémique persiste, et de nombreuses questions ne sont pas encore résolues, telles que la garantie des droits de l'Etat en tant que propriétaire, les critères de classification dans la classe des entreprises stratégiques, la prévention des faillites "criminelles", la privatisation de la propriété de la Fédération de Russie à l'étranger, le partage de la propriété publique entre le centre fédéral, les régions et les municipalités locales, la législation relative à la nationalisation et la municipalisation, la participation des organes de contrôle financier lors d'estimation pré-vente des actifs et audit des transactions⁴⁶².

L'analyse économétrique de l'influence du type de propriétaire sur l'efficacité de l'entreprise donne lieu à des résultats ambigus. Alors que certains auteurs notent le rôle positif des salariés – propriétaires (Kapeliuchnikov [2001], Kuznetsov [2001]), ce lien positif peut être remis en cause par des facteurs endogènes, tel le choix des entreprises les plus efficaces lors de la privatisation (Kuznetsov, Muraviev [2000]; Kuznetsov [2001]). De même, alors que Kapeliuchnikov [2001] montre que les entreprises dont le capital est détenu par l'Etat ont les résultats financiers les plus faibles, ceci peut être lié au choix des entreprises à privatiser. Pour d'autres, le propriétaire extérieur est préférable (Radyguine, Entov [2001]), certains auteurs ne

⁴⁵⁹ Les fonctionnaires souvent n'avaient pas d'expérience de travail dans cette fonction, devaient en plus composer avec les fonctions de représentant auprès d'autres entreprises ou d'autres fonctions dans l'administration publique, et n'avaient pas de forts stimuli à améliorer le management des entreprises faute de compensation monétaire.

⁴⁶⁰ Par exemple, le gouvernement n'a pas adopté la disposition sur les concours d'investissements. Par conséquent, les actions de certaines entreprises (par exemple *Vnukovo Airlines*) ont été vendues dans les conditions de manque, voire d'absence de contrôle. La Chambre des comptes [2004] résume les infractions à la législation de la manière suivante: violation des compétences par l'exécutif, non-respect de ses obligations par l'exécutif, pratique des prix artificiellement bas des actifs publics vendus, faux concours et faible résultat des ventes, absence de contrôle externe indépendant des transactions, corruption.

⁴⁶¹ La loi relative à la Chambre des comptes de la Fédération de Russie est adoptée en 1995. La Chambre est chargée d'évaluer la légitimité et l'efficacité des actions de l'exécutif concernant la gestion de la propriété d'Etat. L'amendement de la loi relative aux sociétés anonymes (208 FZ, 16 décembre 1995) prévoit le contrôle externe de la valeur du capital au cas où les actions sont détenues par l'Etat. La Douma a créé une Commission chargée de l'analyse des résultats des privatisations en 1992-1996 et a initié une discussion large de ses résultats négatifs. Néanmoins, le limogeage de Polevanov du poste de Directeur du Comité du management de la propriété d'Etat, suite à la parution de son rapport sur les privatisations en janvier 1995, et la soumission antérieure de ce comité à l'autorité de Tchubaï, témoignent des résistances dans les échelons du pouvoir. L'impact des critiques de la privatisation semble relativement faible.

⁴⁶² Rapport de la Chambre des comptes [2004].

trouvent aucun lien tangible (par exemple Estrin *et al.* [2001], Dolgopiatova, Uvarova [2005]). Bessonova, Kozlov, Yudaeva [2003], Yudaeva *et al.*, [2001], Radyguine, Entov [2001] font la conclusion d'une plus grande efficacité des entreprises à capital étranger.

Si le lien entre la nature de la propriété du capital et les résultats de l'activité des entreprises est difficile à démontrer⁴⁶³, les modes d'acquisition des actifs vont jouer le rôle majeur. L'on peut s'interroger sur la stabilité d'un système économique et politique basé sur les droits de propriété perçus comme illégitimes par la majorité de la population, du fait de nombreuses fraudes qui accompagnaient le processus de privatisation. Le manque de légitimité des droits de propriété nécessite la mise en œuvre de stratégies visant la protection des actifs acquis.

3.2. De la capture de l'Etat à la capture des entreprises?

La Russie se caractérise par un taux de concentration de la propriété privée parmi les plus élevés dans le monde, voire le plus élevé⁴⁶⁴. Selon l'étude de la Banque Mondiale (World Bank [2005a, p.131]), les 22 plus grands propriétaires privés contrôlent au moins 20% de l'emploi et 39% des ventes⁴⁶⁵. Selon l'étude de Guriev et Rachinsky [2004] qui porte sur 32 secteurs industriels (activités minières et manufacturières) contribuant pour 76,5% de la production industrielle russe, soit 50% du PIB en 2001, les oligarques contribuent pour 39% des ventes dans les secteur étudiés, dont 92% des ventes des métaux non ferreux (sauf aluminium), 80% de l'aluminium, 78% des métaux ferreux, 73% des minerais, 72% du pétrole et 71% des automobiles.

La concentration de la propriété contribue à accroître l'influence des firmes sur les décisions prises par les autorités publiques en matière de politiques économiques. A partir de la fin des années 1990, les changements politiques internes (changement d'administration) appuyés par une reprise économique créent un contexte favorable pour redéfinir le cadre des relations entre l'Etat et les firmes. Cependant, les tentatives d'institutionnalisation des relations entre l'Etat et les grandes entreprises se heurtent à de nombreuses résistances.

3.2.1. Capture de l'Etat

Les oligarques représentent un groupe étroit qui lutte pour l'acquisition d'avantages concrets pour leurs firmes. Pour caractériser les relations entre les firmes et les autorités publiques dans les pays en transition, Hellman, Jones, Kaufmann [2000] appliquent la notion de "capture de l'Etat" (*state capture*) développée par Stigler [1971]. La capture de l'Etat est définie par la capacité des firmes à influencer la formation de la base législative par le biais des paiements informels à des fonctionnaires ou des politiciens. Les rentes basées sur la capacité des firmes à codifier les avantages privés en règle commune sont partagées entre les

⁴⁶³ Voir Andreff [1999] et Labaronne [2002] sur la discussion théorique des résultats des privatisations. Concernant les limites des analyses économétriques, voir par exemple Dolgopiatova, Uvarova [2005].

⁴⁶⁴ 10 propriétaires contrôlent 60% du marché des valeurs russe (viennent ensuite l'Indonésie (58% avant 1997), la Corée (37%) et Singapour (27%). 26 milliardaires russes contrôlent 19% du PIB. World Bank [2004b], p.19.

⁴⁶⁵ Il s'agit d'une étude menée en 2003. Une étude précédente a été menée par Boone, Rodionov [2003].

firmes et les fonctionnaires⁴⁶⁶. Les firmes captatrices cherchent à acquérir des avantages de l'Etat, par exemple, la protection individualisée de leurs (faibles) droits de propriété.

Selon l'étude de Hellman, Jones, Kaufmann [2000], la Russie figure parmi les pays ayant le taux de capture de l'Etat le plus élevé qui concerne les pays en transition de l'ex-URSS et de l'Europe de l'Est. Avec un indicateur de *state capture* de 32, elle partage la troisième place avec l'Ukraine, en se situant derrière l'Azerbaïdjan (41) et la Moldavie (37)⁴⁶⁷. En Russie, 9% des firmes peuvent être considérées comme captatrices⁴⁶⁸ et 7% comme influentes⁴⁶⁹ (cela correspond à la moyenne dans les pays en transition). Outre les avantages en termes de chiffre d'affaires, les entreprises captatrices s'assurent la fourniture par l'Etat des biens publics tels que la protection des droits de propriété (par le biais des paiements illicites), alors que les firmes influentes peuvent intervenir pour modeler le contenu de nouvelles lois et réglementations (sans procéder nécessairement à des paiements quelconques). Le décalage entre le taux de *state capture* et la part des firmes captatrices témoigne de la forte concentration de la capture de l'Etat, ce qui correspond à une forte concentration du capital en Russie. Enfin, les pays en transition ayant le plus haut niveau de la capture de l'Etat, dont la Russie, sont généralement ceux qui ont le moins de progrès dans l'avancement des réformes selon les indicateurs de la BERD, ce qui corrobore la thèse du blocage des réformes par les groupes d'intérêts.

L'approche en termes de capture de l'Etat peut être complétée par une meilleure prise en compte des intérêts réciproques des partis. Ainsi, Frye [2002] considère qu'un échange d'élites (*elite exchange*) caractérise mieux les relations entre l'Etat et les entreprises que la capture de l'Etat. Il s'agit de relations de type gagnant - gagnant, donc moins accentuées par les bénéfices qu'en tirent les firmes.

⁴⁶⁶ Les deux autres types d'interrelation sont (1) la corruption administrative qui renvoie à des paiements illicites des firmes afin d'altérer la mise en œuvre des réglementations administratives concernant l'activité de la firme et (2) l'influence légale des firmes sur la formation des règles par les institutions étatiques, sans recours à des paiements illicites. Dans le premier cas, les rentes provenant de la capacité discrétionnaire de l'Etat de réguler l'activité des firmes sont appropriées par les fonctionnaires. Dans le deuxième cas, les rentes sont appropriées principalement par les firmes.

⁴⁶⁷ La moyenne non - pondérée de l'indice de la capture de l'Etat est de 20.

L'indice est calculé comme moyenne non - pondérée des pourcentages de firmes affectées par la corruption dans un des domaines suivants (entre parenthèses, sont fournis les indicateurs pour la Russie) : le vote parlementaire sur les lois concernant les intérêts privés (35%), les décrets présidentiels concernant les intérêts privés (32%), la manquement des fonds de la Banque Centrale (47%), les décisions de justice pour les affaires criminelles (24%) et commerciales (27%), les contributions illicites des intérêts privés pour les partis politiques et campagnes électorales (24%).

⁴⁶⁸ Les firmes captatrices sont identifiées en fonction de la réponse à la question "Avec quelle fréquence les firmes comme la votre doivent-elles maintenant effectuer des paiements supplémentaires non officiels aux fonctionnaires pour influencer le contenu de nouvelles lois, décrets et réglementations?". Une firme est classifiée comme captatrice si la réponse est "plus souvent" ou "de temps en temps".

⁴⁶⁹ Les firmes influentes sont identifiées en fonction de la réponse à la question "Lorsqu'une nouvelle loi, réglementation ou décret pouvant avoir un impact substantiel sur votre entreprise est en discussion, combien d'influence votre firme a-t-elle d'habitude au niveau national pour essayer d'influencer le contenu de la loi, réglementation ou décret en question?". La question a été posée séparément pour les branches exécutive, législative, ministérielle et régulateur. A la différence du cas des firmes captatrices, la question posée ne fait pas allusion à aucune sorte de paiement au profit des agents publics. Une firme est considérée influente si elle déclare disposer de l'influence sur au moins une des quatre branches de gouvernance ci-nommées.

3.2.2. Eloignement des oligarques

La crise de 1998 a modifié la structure politico - économique interne. Premièrement, les différentes réactions des industries à la crise (difficultés du secteur financier et renforcement des entreprises industrielles facilité par une dévaluation du rouble) se répercutent sur le poids politique des groupes. Deuxièmement, la popularité du président, le dépassement de la confrontation avec le Parlement et la croissance économique contribuent à une réorganisation des relations avec le monde d'affaires. Le pouvoir cherche à construire un système équilibré des relations avec les entrepreneurs basé sur la dominance des intérêts nationaux et l'institutionnalisation du dialogue, soit un "régime de consultations" (Zoudine [2001]).

En 2000, V. Poutine propose le soi-disant "éloignement égal" des oligarques. Lors de la première rencontre avec les oligarques en juillet 2000, V. Poutine offre un pacte en termes suivants: le paiement des impôts et l'abstention de l'interférence politique contre le respect des droits de propriété et la non-révision des résultats des privatisations. L'éloignement des oligarques se manifeste par les poursuites judiciaires⁴⁷⁰. L'adhésion des oligarques à l'Union Russe des Industriels et des Entrepreneurs (URIE, lobby du patronat)⁴⁷¹ constitue en quelque sorte leur réponse à l'emprise croissante des autorités publiques sur l'économie. L'URIE devient en quelque sorte un club d'oligarques, destiné à représenter les intérêts des grands industriels auprès du pouvoir. En 2000, ont été créées également La Russie d'Affaires (*Delovaya Rossiya*) et Le Soutien de la Russie (*Opora Rossii*), représentant les intérêts des moyennes et petites entreprises respectivement.

Ainsi, le clientélisme et la capture de l'Etat par les intérêts des entreprises dans les années 1990 semblent céder la place à un dialogue institutionnalisé avec des groupes d'entreprises. Si auparavant le rôle des grands entrepreneurs dépendait de leurs poids économique et de leurs ressources politiques autonomes, aujourd'hui, il semble que le rang hiérarchique dans le système institutionnalisé des relations avec l'Etat prend plus d'importance (Zoudine [2001, p.181]).

Frye [2002] démontre que le corporatisme est assez développé en Russie. 50% des lobbyistes recourent à des associations pour obtenir un traitement favorable (données de 2000). Ceci étant, selon cette même étude, les consultations directes avec les administrateurs des villes constituent une méthode légèrement plus employée (52%). Cela laisse supposer que l'institutionnalisation du dialogue Etat - firmes est inachevée.

3.2.3. Limites du nouvel égalitarisme

La tendance au corporatisme reste assez fragile. Premièrement, à l'exception de URIE, qui représenterait 60% du PIB russe⁴⁷², le taux d'adhésion du business à ces unions est faible⁴⁷³. Deuxièmement, les intérêts des membres sont divergents et certains oligarques (par exemple Deripaska) continuent à chercher l'accès direct au Président (Barnes [2003]). Enfin, l'importance économique des grandes firmes en tant que telle fait obstacle à l'égalisation de leurs intérêts au sein de groupes. L'affaire Youkos marque le recul des oligarques sur la scène

⁴⁷⁰ Cependant, selon des rumeurs, certains oligarques se sont couverts des poursuites par des paiements illicites.

⁴⁷¹ L'URIE a été créée en janvier 1992, soit au lendemain de la libéralisation des prix mais a perdu de l'importance politique au fil du temps.

⁴⁷² Favarel-Garrigues, Rousselet [2004, p. 100].

⁴⁷³ A la fin des années 1990, 15 à 20% des entrepreneurs participent à des associations ou unions professionnelles. Favarel-Garrigues, Rousselet [2004, p. 100].

politique. Néanmoins, tout en démontrant la dominance des intérêts stratégiques de l'Etat au jour actuel, le procès Youkos soulève des questions liées à la protection des droits de propriété et l'indépendance des branches du pouvoir ainsi qu'à l'efficacité d'un système basé sur la justice sélective. En effet, plusieurs autres compagnies peuvent faire l'objet de poursuite judiciaire mais cela n'a pas lieu.

Du point de vue de la théorie standard, les principaux actifs sont déjà distribués et les nouveaux propriétaires vont investir en production et promouvoir l'Etat de droit. Néanmoins, pour d'autres (Barnes [2003]), les principaux acteurs économiques sont toujours engagés dans la lutte pour la propriété et sont toujours assez puissants pour manipuler les décisions du gouvernement. Barnes [2003] insiste sur le fait que les actifs en Russie représentent plus qu'une valeur économique simple et qu'ils peuvent en outre servir à dissimuler les profits en utilisant différents schémas financiers, à se protéger contre les concurrents (d'où les stratégies de contrôle des entreprises en amont ou de voies de transports, par exemple des capacités portuaires), et c'est aussi un instrument de puissance politique. Par conséquent, il propose de classer les grands groupes du point de vue de leur diversification et de leur degré d'intégration verticale pour comprendre leurs vulnérabilités.

La corruption persiste (*voir chapitre 1*). Ceci étant, l'influence des entreprises se renforce au niveau régional. Tout d'abord, certaines régions héritent des structures mono-industrielles de l'Union soviétique. L'économie de certaines villes ou régions dépend d'une seule entreprise, d'où leur importance sociale. D'autre part, les représentants des entreprises sont présents non seulement dans les législatures régionales, mais aussi dans l'exécutif, en occupant des sièges de gouverneurs (par exemple, Abramovitch est devenu gouverneur de l'*okroug* autonome de Tchoukotka en 2000). L'élargissement des holdings à l'extérieur des frontières régionales contribue également à accroître leur influence.

L'étude de Slinko, Yakovlev, Zhuravskaya [2003] confirme que les législatures de plusieurs régions sont influencées par des groupes d'intérêt⁴⁷⁴. Tout en assurant des gains aux firmes captatrices, la dépendance des législatures régionales a un impact négatif sur l'activité des entreprises qui n'exercent pas une influence politique. La Banque Mondiale (World Bank [2005a, pp. 110-117])⁴⁷⁵ nuance la capacité des entreprises à participer à la capture des régions en fonction des types de propriété (propriété du gouvernement fédéral, du gouvernement régional, propriétaire privé régional, propriétaire privé fédéral ou investisseur étranger). Elle montre que les entreprises publiques (fédérales et régionales) et les propriétaires étrangers obtiennent plus d'avantages que les propriétaires privés russes. Cependant, la capture des régions par des propriétaires privés fédéraux (ici, firmes représentées dans plus de deux régions) a un impact néfaste pour d'autres entreprises non captatrices de la région, alors que l'impact de la capture des régions par d'autres types de propriétaires est moins significatif. De même, l'étude antérieure de Frye [2002] montre que les entreprises en propriété d'Etat sont également engagées dans les stratégies de capture. Elles sont des lobbyistes plus forts au niveau régional. D'après Frye [2002], au niveau fédéral et municipal, le type de propriété des firmes influence peu les capacités de lobbying.

Ainsi, l'inertie des structures et des comportements pose une contrainte majeure au passage du clientélisme vers le corporatisme dans les relations Etat - firmes. Une nouvelle

⁴⁷⁴ Les auteurs se basent sur le nombre d'actes législatifs régionaux accordant un traitement préférentiel (crédits d'investissements, abattements fiscaux) à des grandes entreprises en 1992-2000, dans 73 régions. La concentration de tels avantages sur un nombre restreint de firmes correspond à un degré de capture plus fort. Les résultats sont convergents avec d'autres indices disponibles pour certaines régions.

⁴⁷⁵ Voir également le *background paper* : Yakovlev E., Zhuravskaya E. [2004] : "State Capture and Controlling Owners of Firms", *CEFIR Working Paper*, June. www.cefir.ru .

reprise de la stratégie de remise au pas des oligarques prend désormais des mesures plus directs de contrôle étatique sur les entreprises.

3.2.4. Vers la captation des entreprises?

Deux tendances se dégagent à ce jour, la première allant dans le sens de la consolidation politique et la deuxième visant une consolidation économique autour d'un Etat développementaliste.

Premièrement, il s'agit de l'ascension des militaires au sein des institutions du pouvoir. O. Krychtanovskaya [2002], Krychtanovskaya, White [2003] montrent l'influence croissante des "*siloviki*" (représentants des autorités de "force", tels Intérieur, Défense) au sein de l'équipe de Poutine. Krychtanovskaya [2002] qualifie le régime de "*militocratie libérale*". Il s'agirait donc d'un système de gouvernance plus hiérarchisée (sans dire autoritaire) visant une remise de l'ordre dans les affaires économiques internes. Les résultats de Krychtanovskaya, White [2003] ont été récemment mis en question par Werning Rivera, Rivera [2006] qui réduisent la montée des *siloviki* au pouvoir tout en démontrant l'ascension comparable des milieux d'affaire, ce qui implique un clivage plus égalitaire entre les élites issus des autorités "de force" et les milieux d'affaires. Cette dernière position semble pertinente dans le contexte politique actuel (avril 2007) dominé par le clivage des élites en clans de "libéraux" et de "militaires" incarnés par les deux vice-premiers ministres, D. Medvedev (vice premier ministre proche du "clan libéral", il est chargé des "projets nationaux" visant des améliorations dans la sphère sociale) et S. Ivanov (ancien ministre de la défense, actuellement vice-premier ministre chargé du développement du CMI et des innovations dans la production civile). Néanmoins, c'est le fait d'une consolidation politique et décisionnelle de l'Etat central qui nous semble ici le plus important.

Deuxièmement, l'on constate une intervention croissante de l'Etat dans l'économie réelle laissant entrevoir l'émergence d'un "Etat producteur" (Durand [2007]), du capitalisme d'Etat (Radyguine [2004]), voire une "captation des entreprises" (*business capture*, Yakovlev [2005]). Depuis l'affaire Yukos, l'on constate la reprise en main par l'Etat des secteurs jugés stratégiques qui, désormais, ne se limitent pas à l'industrie des hydrocarbures mais se répandent vers l'industrie automobile⁴⁷⁶, l'aéronautique, la construction navale etc... La part de la capitalisation boursière du marché russe détenue par l'Etat a augmenté de 20% au milieu 2003 pour atteindre 30% au début 2006⁴⁷⁷. Enfin, le contrôle étatique est consolidé par le fait que les industries stratégiques sont chapotées par les proches de V. Poutine, tel S. Tchemezov de *Rosoboronexport*. Les politiques de haut niveau font désormais partie du Conseil d'Administration des grandes entreprises (par exemple, le vice premier-ministre D. Medvedev dirige le Conseil des Directeurs de Gazprom)⁴⁷⁸.

Les minima de l'envergure de la propriété étatique sont délimités par le décret présidentiel établissant une liste de 1064 entreprises publiques qui ne peuvent être privatisées et de sociétés par actions dans lesquelles la part de l'Etat ne peut être diminuée⁴⁷⁹. Y figurent les entreprises de défense et ceux dont l'activité a une importance stratégique pour l'Etat vu

⁴⁷⁶ Rappelons la prise de contrôle de *Avtovaz* (le plus grand producteur automobile russe) par *Rosoboronexport*, le monopole d'exportation d'armements.

⁴⁷⁷ Données tirées de OCDE [2006] : "Economic survey of the Russian Federation 2006: Expanding State ownership in the Russian Federation", www.ocde.org

⁴⁷⁸ Remarque de Orttung [2006, p. 3].

⁴⁷⁹ Oukaze 1009 du 4 août 2004.

tant de ses fonctions stratégiques que sociales ou culturelles, soit Gazprom, ports et aéroports, entreprises de défense et instituts de recherche, plusieurs entreprises industrielles.

La consolidation dans les mains de l'Etat est censée réunir les capacités d'investissement afin de réaliser les projets de modernisation. Cependant, des limites ou incertitudes pèsent encore sur le bien fondé de ces tendances. Premièrement, n'est-on pas en présence de la naissance d'une nouvelle oligarchie ("*silovarchs*", en empruntant l'expression de Treisman [2007]), ces engagements vertueux de l'Etat - promoteur devenant alors une simple répartition des actifs entre les vieilles et les nouvelles élites? Deuxièmement, la question se pose de l'efficacité du manager public comparé à celle du propriétaire privé. Enfin, les incertitudes pèsent sur la poursuite des réformes au-delà de l'année 2008, le mandat présidentiel de V. Poutine allant vers sa fin...

Conclusion du chapitre 3

Le passage à l'économie de marché et la démocratie allaient de pair dans le projet initial de réformes. Le marché était censé être introduit par des méthodes démocratiques. En pratique, les réformes ont été mises au service des intérêts des élites (nomenklatura, dirigeants d'entreprises), alors que la population a été laissée de côté. La préoccupation de préserver son pouvoir explique les compétences larges accordées à l'exécutif. La lutte des élites pour maintenir leur statut dans le système débouche sur une fragmentation de l'Etat central, tant sur sa dimension "verticale" (relations centre fédéral – régions) que "horizontale" (relations avec les entreprises), dans le cadre d'un système clientéliste.

Ce rapport de forces est mis en question à la fin des années 1990. Des réformes mises en place visent à homogénéiser l'espace juridique de la fédération, renforcer le centre fédéral et institutionnaliser le dialogue avec les milieux d'affaires. Néanmoins, de nombreuses résistances persistent. Le régime de V. Poutine répond aux aspirations à l'ordre de la société (Favarel-Garrigues, Rousselet [2004]) et bénéficie d'un large soutien de la population. La légitimité de son pouvoir facilite les réformes et réduit l'incertitude, ce qui est nécessaire pour augmenter l'horizon-temps des agents économiques et favoriser les stratégies de développement à long terme. Alors qu'un Etat fort se justifie dans une perspective historique de développement (rappelons les succès de l'industrialisation à l'époque stalinienne), de nombreuses incertitudes pèsent tant sur le fait de sa construction que sur la réussite des politiques menées, notamment industrielles et sociales.

CHAPITRE 4

Politique commerciale depuis le début des années 1990: vers une ouverture administrée?

Dans un système administré et fermé, la direction (le Parti) cherchait à assurer le développement du système économique national en son ensemble. Les objectifs d'autonomie des structures économiques impliquaient le développement non seulement des secteurs sur lesquels l'économie détient les avantages comparatifs (ressources naturelles), mais aussi d'autres secteurs (notamment, les secteurs manufacturiers). Les considérations stratégiques priment sur la logique économique. Ceci étant, le système d'organisation du commerce extérieur au sein du Conseil d'Aide Economique Mutuelle (CAEM) favorise la corruption et les comportements de *rent-seeking*, dont bénéficient les représentants des élites du Parti et de la bureaucratie (Brada [1991]).

Le monopole du commerce extérieur est entamé à l'époque de la *perestroïka*, dès 1986. Les changements incluent l'abolition du monopole de certaines centrales de commerce extérieur et la réforme des relations avec le CAEM (août 1986), l'autorisation (janvier 1987) puis la facilitation de création d'entreprises conjointes (1987- 1988), l'accès aux marchés extérieurs par les entreprises d'Etat (juin 1987), la libéralisation de l'activité d'import-export des nouvelles organisations économiques "compétitives à l'exportation" (décembre 1988), l'instauration d'un système de licences pour l'accès aux marchés extérieurs (mars 1989)⁴⁸⁰. Cependant, malgré l'abondance des textes législatifs, le processus d'ouverture manquait de cohérence et avançait plutôt par tâtonnements que sur la base d'une stratégie claire. Ainsi, des amendements ultérieurs rendent caducs des lois précédentes, tout en comportant eux-mêmes des imprécisions ou des obscurités. Par exemple, l'introduction de quotas et licences en mars 1989 limite la portée de la libéralisation du monopole du commerce extérieur (août 1986, 1987-1988)⁴⁸¹. Le négoce ou le troc à l'étranger (autorisé aux coopératives depuis mai 1988, en même temps que l'export-import) est interdit dès mars 1989 du fait de nombreux abus. A la fin 1989, la crainte des pénuries sur le marché domestique fait établir une liste de produits exclus du commerce extérieur⁴⁸². Au total, la Perestroïka enclenche une dynamique de décentralisation, sans pour autant donner une orientation claire à ce processus, et consolide les comportements rentiers. Par exemple, au début 1991, malgré un adoucissement du contrôle du

⁴⁸⁰ Tiraspolsky [1990, p. 23-25], Vercueil [2002, p. 121].

⁴⁸¹ Tiraspolsky [1990, p. 26].

⁴⁸² Vercueil [2002, p. 122].

commerce extérieur, les taux de change étaient toujours administrés, ce qui créait des incitations à la fuite des productions "exportables" du fait du différentiel des prix externes et internes⁴⁸³ et des arbitrages sur les taux de change⁴⁸⁴.

La libéralisation des échanges extérieurs est une partie intégrante des réformes de la transition en Russie. Or, le processus de libéralisation s'avère assez chaotique et ne révèle pas une stratégie cohérente. Le rôle du commerce extérieur dans l'économie russe a été tributaire des décisions politiques internes (interférence discrétionnaire du gouvernement russe, action des lobbies sectoriels) et externes (exigences des organisations internationales, restrictions appliquées par les autres pays aux exportations russes de métaux et produits chimiques). L'ouverture rend la trajectoire économique interne plus dépendante des évolutions sur la scène internationale, ce dont témoigne la crise de 1998. Toutefois, nous considérons que ce sont les facteurs internes et, plus précisément, le résultat d'interrelations entre groupes d'intérêts (il s'agit des intérêts des secteurs entiers et aussi les intérêts des firmes individuelles) qui expliquent fondamentalement les contours des décisions prises en matière de la politique commerciale.

L'objectif de ce chapitre consiste à analyser la politique commerciale russe depuis 1991 pour comprendre l'influence des facteurs internes sur ses directions principales. Nous montrerons que les mesures de la politique commerciale sont tributaires des intérêts des groupes internes. A la première étape, la politique commerciale se caractérise par des *arrangements ponctuels* entre les groupes d'intérêts et le décideur public qui concernent non seulement l'introduction ou l'augmentation des tarifs pour les importations des biens industriels ou agricoles, mais aussi les *dérogations à ces normes*, qui prennent un caractère de masse. Le décideur public fait des arbitrages entre (i) les pressions de lobbies internes, parfois contradictoires, (ii) les considérations de la maximisation des recettes dans le contexte de la crise budgétaire et (iii) les pressions à la libéralisation des organisations internationales. La croissance économique après la crise de 1998 et les changements politiques liés à l'arrivée de V. Poutine au pouvoir contribuent à *stabiliser le cadre général de la politique commerciale*. Ceci étant, le décideur public suit une logique double: le libéralisme, qui inspire dans une grande mesure la régulation des secteurs manufacturiers, et l'interventionnisme public à l'égard du secteur des hydrocarbures.

La limite principale de notre travail est constituée par les problèmes de la collecte d'informations (par exemple, nous n'avons pas accès à une base de données sur l'évolution des barrières douanières) et leur fiabilité (nous nous sommes heurtée à de nombreuses confusions concernant les dates d'entrée en vigueur des nouveaux tarifs, ainsi que des exemptions des mesures tarifaires). Ces problèmes sont dûs en partie au cadre particulièrement instable de la régulation des relations économiques extérieures, c'est-à-dire les changements récurrents, parfois chaotiques et mis en œuvre avec retard. L'analyse ci-dessous concerne les pays hors la CEI, puisque les anciennes républiques bénéficient d'exemptions tarifaires dans le cadre d'une

⁴⁸³ Toutefois, le prélèvement sur le produit en devises des exportations prenait en compte la sensibilité du produit pour l'approvisionnement intérieur. En 1990, ce prélèvement était de 98% pour le pétrole (exporté uniquement par des entreprises d'Etat), de 70% pour les produits agricoles et de 10% pour les produits finis manufacturés. Toutes les transactions étaient réglées par l'intermédiaire de la *Vneshekonombank*. Vercueil [2002, p. 123].

⁴⁸⁴ Un privilège particulier consistait en l'obtention des crédits en devises. Il existait trois taux de change: un taux officiel (0,65 roubles pour 1 dollar), un taux touristique et un taux commercial (10 roubles pour 1 dollar). O. Krychtanovskaya cite l'exemple suivant: le centre de création scientifique et technique de jeunesse "Menatep" (dirigé par M. Khodorkovsky) a obtenu de l'Etat un crédit en devises d'un montant de 1 Mn doll. Il a vendu ensuite les devises au taux commercial et rendu le crédit en roubles au taux officiel. (Krychtanovskaya [2005, p. 305]).

zone de libre-échange⁴⁸⁵. Nous n'étudions pas le secteur des armements, dont les exportations sont censées suivre plutôt une logique politique et non économique (qui est pourtant assez forte en Russie) et qui représentent néanmoins une partie importante des échanges russes avec certains pays (la Chine). Nous nous concentrons essentiellement sur l'analyse de la politique commerciale au sens étroit, c'est-à-dire la régulation des flux de biens et services, en faisant allusion à des politiques connexes: la politique industrielle et la politique de change, lorsque nécessaire.

D'abord, nous analyserons les évolutions chaotiques tributaires des influences des groupes de pression internes caractérisant la politique commerciale en 1991-1998 (section 1). Ensuite, nous montrerons la stabilisation du cadre institutionnel de la période après la crise de 1998 et l'arrivée de V. Poutine au pouvoir (section 2). La dernière partie sera consacrée à l'étude de l'impact de l'accession de la Russie à l'Organisation Mondiale du Commerce (section 3).

Section 1. Evolution de la politique commerciale en 1991-1998

La Russie adopte le choix d'une libéralisation rapide des échanges extérieurs (1.1.). Cependant, en 1991-1998, la politique commerciale russe reste particulièrement instable. Elle est tributaire de l'arbitrage entre les objectifs contradictoires du décideur public, soit l'aspiration à une intégration rapide à l'économie mondiale, la protection du marché interne et des producteurs domestiques et l'augmentation des recettes budgétaires (1.2.). De plus, elle est contrainte par les pressions à la libéralisation émises par les organisations internationales (1.3.). Il en résulte des mesures assez erratiques, voire chaotiques, qui ne reflètent pas une véritable stratégie de l'intégration internationale. De nombreuses exemptions sont accordées à certains opérateurs. L'efficacité de la politique commerciale est de ce fait encore plus limitée (1.4.).

1.1. Pour une libéralisation rapide des échanges extérieurs

La libéralisation des relations économiques extérieures est entamée dès la Perestroïka. Au début de la transition, on opte pour une libéralisation rapide. Bien que le régime des importations devienne plus restrictif au fil des années 1990, son efficacité est en question du fait de l'ampleur des comportements frauduleux.

1.1.1. Ouverture et transition

L'ouverture est placée au premier rang des réformes de la transition. Son volet monétaire est destiné à assurer la correspondance entre les rapports de prix domestiques et internationaux et à contribuer à la stabilisation monétaire, alors que sa dimension commerciale appuie la libéralisation d'activités et est censée faciliter la circulation des capitaux et la restructuration de l'économie. La libéralisation des échanges est censée avoir des effets positifs pour la croissance des anciennes économies planifiées. Ainsi, Dinopoulos et

⁴⁸⁵ Voir le chapitre 5 pour les difficultés de sa création.

Lane [1991] montrent sur la base d'un modèle statique d'économie socialiste à deux secteurs (étatique et privé) que la réduction de quotas ou de barrières douanières entraînera une baisse des pénuries, une réduction de l'ampleur des marchés parallèles du fait de l'anéantissement des possibilités d'arbitrage et, aussi, une amélioration de la collecte fiscale. Berg et Sachs [1992] étudient le lien entre la politique de stabilisation et la libéralisation des échanges dans le contexte de surplomb monétaire dans une économie de trois secteurs (secteur importateur de biens industriels, secteur producteur et exportateur des biens industriels et secteur producteur de services non importables). Ils montrent que le surplomb monétaire réduit les exportations du fait de la contrainte d'équilibre extérieur tout en augmentant le prix des biens importés par rapport aux prix de la production domestique. Ils préconisent donc la stabilisation monétaire interne et le passage à la convertibilité, ces mesures permettant d'éliminer le surplomb par la dévaluation et de passer à un niveau de consommation supérieur. Quant aux flux commerciaux, les effets sont ambigus. Si ces mesures sont favorables au développement des échanges, la réallocation des ressources du secteur exposé à la concurrence internationale vers le secteur protégé peut renverser les tendances des échanges extérieurs, du moins à moyen terme.

Cependant, la question se pose du rythme de l'ouverture vers l'extérieur, la réponse apportée proposant une libéralisation rapide. Alors que, pour les uns, la vitesse de la libéralisation se justifie par sa complémentarité à la thérapie de choc (p. ex. Nordhaus *et al.* [1991, p. 329]), les autres avancent qu'elle ne peut être rapide puisque les autorités ne peuvent organiser un processus graduel (Fischer et Frenkel [1992, p. 38])⁴⁸⁶. L'argument de l'irréversibilité nécessaire des réformes conforte la proposition d'une libéralisation radicale. Les programmes préconisés par les organisations internationales se basent sur une ouverture rapide, l'élimination des subventions et l'adoption d'un tarif douanier modéré et assez homogène (par exemple World Bank [1992]).

Ceci étant, les approches des auteurs standard en matière de la libéralisation peuvent être nuancées. Ainsi, selon Dornbusch [1992], une stratégie graduelle est préférable si le risque de déséquilibre de la balance des paiements est fort, la libéralisation des échanges extérieurs conduisant à un afflux immédiat des importations. Bruno [1992] soutient les réformes progressives. Alors que l'élimination des licences et quotas doit se faire d'un coup pour éviter les arbitrages, des distorsions intersectorielles et une incertitude accrue, rien ne justifie une réduction brutale de tarifs. La libéralisation tarifaire peut être étalée sur une période plus longue (de cinq ans), à condition de la visibilité et de la crédibilité de l'engagement du gouvernement. Ceci étant, la structure tarifaire peu différenciée est préférable afin de limiter les pressions politiques. Havrylyshyn [1994] rappelle le faible taux de réussite des réformes de libéralisation radicales des anciennes républiques de l'Union soviétique tout en optant pour une libéralisation graduelle multilatérale à l'exemple des pays de l'Europe centrale.

De même, l'analyse des organisations internationales se modifie. Si, initialement, leur analyse est centrée sur le paradigme de la stimulation des exportations des matières premières tout en limitant les importations agricoles (pour des considérations de maintien de l'équilibre extérieur), progressivement, les objectifs évoluent en visant désormais le développement des exportations vers l'Occident et l'amélioration de leur composition en faveur des produits à plus forte valeur ajoutée, ainsi que l'importation des biens d'équipement nécessaires (OCDE [1996]). J. Vercueil [2002, p. 51-52] résume les recommandations des organisations internationales de la manière suivante:

⁴⁸⁶ Il s'agit notamment des autorités des pays de l'ancien bloc soviétique par opposition au cas de la Chine.

- passage des restrictions par les quantités (quotas) aux restrictions par les prix (tarifs), et élimination (à terme) des taxes sur les exportations;
- réduction du commerce d'Etat et élimination des mesures nécessitant la délivrance des autorisations;
- passage d'une logique bilatérale des accords économiques extérieurs à une logique multilatérale;
- promotion des exportations et notamment élimination des obstacles aux exportations (taxes, obligation de convertir en roubles les recettes d'exportations à des taux désavantageux), bien que l'OCDE insiste plutôt sur un système d'exemptions tarifaires conjoint à un programme de financement spécifique visant la promotion des exportations;
- limitation du nombre des droits de douanes, ainsi qu'une diminution progressive des droits de douanes;
- plus grande transparence des accords préférentiels régionaux (par exemple, avec la Biélorussie);
- non-recours à l'instrument tarifaire afin d'augmenter les recettes budgétaires.

Les critiques de cette approche peuvent être trouvées dans les travaux inspirés de F. List [1857] qui remettent en cause le caractère universel de la théorie standard, en mettant en avant les particularités des structures productives et sociales de chaque pays. A l'existence de la paix universelle s'oppose l'argument de la poursuite des stratégies de puissance nationales. La théorie du "protectionnisme éducateur" de A. Hamilton et F. List défend l'idée de la protection temporaire des industries naissantes non rentables dans un système concurrentiel, en justifiant ainsi la protection à l'égard des importations. La protection permet aux industries de s'approprier des compétences et savoir-faire afin d'améliorer la technologie de la production, le processus d'apprentissage permettant d'améliorer la compétitivité de sa production vis-à-vis des importations (Meade [1955]). Enfin, il semble que l'objectif de la croissance économique, le but ultime de la politique commerciale⁴⁸⁷, a été en quelque sorte délaissé au profit des objectifs plutôt d'ordre politique, celui du passage irréversible à l'économie de marché.

1.1.2. Libéralisation radicale

Le décret "sur la libéralisation de l'activité du commerce extérieur sur le territoire de la Fédération de Russie" est signé le 15 novembre 1991 et entre en vigueur au 1er janvier 1992. Le mémorandum du gouvernement "sur les directions principales de la politique économique extérieure de la Fédération de Russie" (mars 1992) confirme le principe d'une ouverture rapide issue des préconisations de la théorie standard :

« La notion [...] de protectionnisme sélectif et de soutien à certains secteurs économiques, créant des conditions domestiques qui leur seraient favorables, sert seulement à renforcer le retard technologique de la Russie et forcerait objectivement le pays à vendre des matières premières jusqu'à ce que ses ressources naturelles soient finalement épuisées »⁴⁸⁸.

Les importations connaissent une libéralisation brutale. Toutes les restrictions et tarifs douaniers sur les importations sont suspendus dès le 15 janvier 1992. Cette mesure vise à compléter la libéralisation des prix internes pour permettre leur ancrage sur les prix mondiaux. Par crainte d'un choc sur l'offre nationale, la suspension des tarifs est prévue

⁴⁸⁷ Toutefois, le lien entre le commerce extérieur et la croissance est débattu entre les économistes (voir la synthèse dans Baldwin [2000]).

⁴⁸⁸ "Mémorandum sur les directions principales de la politique économique extérieure de la Fédération de Russie", Gouvernement de la Fédération de Russie, mars 1992. Cité in Vercueil [2001].

jusqu'au 1^{er} avril. En réalité, les tarifs n'entrent en vigueur qu'au 1^{er} juillet 1992, mais le régime d'importation reste néanmoins très libéral⁴⁸⁹. Le taux uniforme pour les pays hors la CEI est de 5% (avec quelques exceptions, par exemple 15% -25% pour les boissons alcoolisées, voitures, téléviseurs et certains autres biens, et 0% pour les produits alimentaires et médicaments). Le taux pondéré s'élève à 4%. En septembre 1992, le taux est revu à la hausse et le tarif d'importation uniforme appliqué à tous les contrats conclus après le 1^{er} juillet est porté à 15% (les exceptions mentionnées étant maintenues)⁴⁹⁰.

Quant aux *exportations*, le décret du 15 novembre 1991 autorise l'accès aux marchés étrangers aux entreprises nationales. Or, des restrictions (taxes, quotas et contrôles administratifs) persistent. L'application des tarifs à l'exportation (introduits dès le 1^{er} janvier 1992) s'explique par le décalage important entre les prix domestiques et les prix mondiaux et vise à (1) alimenter les recettes budgétaires et (2) limiter les fuites de produits en dehors du marché domestique. En effet, en 1992, les prix domestiques des métaux sont inférieurs aux prix mondiaux de 4 fois, alors que les prix des combustibles sont inférieurs de 5-7 fois (au taux de change courant). Le décalage se renforce en *relation* avec la dépréciation du rouble⁴⁹¹. Cependant, dans le contexte de l'hyperinflation, les taxes de l'ordre de 30-50% ne sont pas des instruments efficaces, ni pour protéger le marché interne, ni pour assurer des recettes budgétaires (ECE [1992, p.58]).

Deuxièmement, pour prévenir les pénuries sur le marché domestique, à la mi-1992, on introduit la liste des "matières premières d'importance stratégique"⁴⁹² dont l'exportation est soumise à divers contrôles administratifs (décret du 14 juin 1992).

Les restrictions aux exportations devaient être supprimées rapidement. Ainsi, le "Programme à moyen terme des réformes économiques du gouvernement russe" (publié en octobre 1992)⁴⁹³ prévoit la suppression des tarifs aux exportations fin 1994 et des quotas à l'horizon 1994. A plus long terme, la politique commerciale a pour objectif de laisser les secteurs dominants à l'exportation (hydrocarbures) devenir les "industries motrices, par la diffusion des investissements vers les branches industrielles adjacentes". Les constructions mécaniques et les industries de haute technologie sont considérées disposer des avantages comparatifs potentiels, mais leur vulnérabilité à court terme face aux importations exige l'introduction des "mécanismes de contrôle et de défense des intérêts de la Russie"⁴⁹⁴.

Ce recul du libéralisme radical vient après les premières mesures ultra-libérales et, au niveau politique interne, peut être lié à la pression croissante des industries⁴⁹⁵.

⁴⁸⁹ La nomenclature douanière adoptée en 1992 prévoit quatre types de tarification: un taux de base s'appliquant à des pays bénéficiant du régime de la nation la plus favorisée (125 pays en 1995); un taux préférentiel, égal à la moitié du taux de base, concernant les pays en développement bénéficiant du système généralisé de préférences (104 pays); un taux nul, concernant les pays les moins avancés et la CEI (46 pays); et un taux accordé aux autres pays, le double du taux de base. Cette nomenclature est ensuite réduite à trois catégories, soit un taux de base, un taux réduit (la moitié du taux de base) et un taux majoré (le double du taux de base). OCDE [1996], Vercueil [2002, p. 154-155].

⁴⁹⁰ ECE [1992, pp.56-58], ECE [1994, p.75], OCDE [1996, p.45], Vercueil [2002].

⁴⁹¹ Bien que les prix internes des fiouls ont été augmentés de 50-150% en septembre (décret de 17 septembre), ils constituent toujours 10-15% du niveau mondial au taux de change courant, du fait de l'inflation. ECE [1992, p. 58, fn.18].

⁴⁹² Les "produits stratégiques" englobent notamment pétrole et produits pétroliers, gaz naturel, énergie électrique, métaux, engrais chimiques, bois de coupe, fourrures, blés.

⁴⁹³ Cité par Vercueil [2002].

⁴⁹⁴ Vercueil [2002, p. 153].

⁴⁹⁵ Rappelons que V. Tchernomyrdin (ministre de l'industrie gazière de l'Union soviétique et dirigeant de Gazprom en 1989-1992) est nommé au gouvernement de Ye. Gaïdar en mai 1992. Il devient premier ministre en décembre 1992, ce qui reflète une baisse de l'influence des économistes libéraux dans la définition de la politique économique de Russie.

Le rouble devient convertible au 1^{er} juillet 1992 (jusqu'ici, il existait un système à taux multiple en fonction de la nature des opérations⁴⁹⁶). Cependant, la politique monétaire est contrainte non seulement par les difficultés macroéconomiques, mais aussi par les défauts institutionnels qui réduisent son efficacité. Le rouble est émis par plusieurs instituts en même temps (un par ex-république de l'Union soviétique). La zone rouble est démantelée seulement à la fin 1993⁴⁹⁷. L'afflux de roubles en Russie pour régler les importations des républiques contribue aux déséquilibres dans les secteurs monétaire et réel.

1.2. Entre le protectionnisme et le laisser-faire (1993-1998)

Durant les premières années de la transition, l'Etat se retire de la participation directe aux échanges. Le système d'exportations et importations centralisées disparaît pratiquement à la fin 1994⁴⁹⁸, ce qui est lié entre autres au coût que ce système représente pour le budget. L'Etat intervient à travers l'instrument réglementaire.

La politique commerciale de 1992-1998 présente de nombreuses incohérences. Alors que les importations sont libéralisées, les exportations restent réglementées. Pourtant, la libéralisation des importations est vite abandonnée du fait des effets négatifs sur la production. Quant aux exportations, la libéralisation est graduelle. Le mécanisme de quotas et licences est maintenu afin de prévenir la fuite de toutes les productions exportables. En général, on observe un mouvement dans deux sens opposés: *la protection croissante du côté des importations et la libéralisation graduelle des exportations* (Vercueil [2001, 2002]).

La structure de la protection est influencée par trois facteurs majeurs:

- les demandes sectorielles (par exemple, lobby agricole);
- les recettes monétaires (l'objectif de maximisation des recettes budgétaires et du contrôle des activités générant les devises est un des facteurs de la lenteur de la libéralisation des exportations);
- les exigences des organisations internationales accélérant la libéralisation des échanges, notamment à partir de 1995.

1.2.1. Importations : le laisser - faire individualisé

A. Tarif douanier

En 1992-1994, les tarifs d'importation sont revus quatre fois. Après juillet-septembre 1992, les nouvelles modifications tarifaires entrent en vigueur au 1^{er} juillet 1993. Le nouveau tarif est plus différencié. Le taux de base varie de 5% (biens intermédiaires, métaux, équipements de transports) à 15% (biens de capitaux, biens de consommation durables). Les

⁴⁹⁶ En janvier-février 1992, on compte huit taux différents allant du taux officiel de R55/dollar au taux d'adjudication de R140/dollar (*auction rate*). Vernikov A. "Konvertiruemost rossiiskoi valuty: novye podhody", *Dengi i kredit*, N°5, 1992, cité in ECE [1992, p. 61, fn. 133].

⁴⁹⁷ Les ex-républiques introduisent les monnaies nationales entre mi-1992 et fin 1993, sauf le Tadjikistan qui n'abandonne le rouble qu'en 1995.

⁴⁹⁸ Les exportations centralisées visent à procurer à l'Etat les devises fortes et constituent 33% des exportations totales en 1992, 30% en 1993 et 15% dans la première moitié de 1994. Les importations centralisées sont destinées à fournir des produits de première nécessité à des prix subventionnés par l'Etat. Elles constituent 47% des importations totales en 1992. Le système reste en vigueur jusqu'en 1994. ECE [1994, p. 77].

exemptions tarifaires concernent les produits alimentaires, médicaments et équipements médicaux, vêtements d'enfant et autres produits d'importance "sociale". Le tarif maximum est établi au niveau de 100% (pour les alcools forts)⁴⁹⁹.

Les tarifs sont modifiés de nouveau en mars 1994 (mis en oeuvre à partir de juillet), sous la pression des industriels et du lobby agricole. Le taux moyen et le nombre de biens assujettis à la taxation augmentent. Les augmentations concernent principalement les produits alimentaires (le taux augmente de 0% à 15% - 20%) et quelques biens industriels. Les taux augmentent de 25% à 40-46% pour les voitures, de 5% à 60% pour les panneaux intégrés (*integrated boards*), puces et certains biens électroniques, de 15% à 100% pour les armements, de 5% à 25% pour certains outils de machines. Ce tarif entre en vigueur au 1^{er} juillet, les lenteurs de sa mise en oeuvre étant dues à la résistance des milieux libéraux⁵⁰⁰. Cette augmentation peut être due également à des considérations tactiques liées aux négociations d'accession à GATT-OMC⁵⁰¹.

Au total, le tarif moyen non-pondéré passe de 0% dans la première moitié de 1992 à 5% dans la deuxième moitié de 1992, 9,5% à partir du 1^{er} avril 1993 et presque 15% à partir de 1^{er} juillet 1994⁵⁰². Le tarif moyen pondéré est quelque peu inférieur et varie entre 8% et 12%⁵⁰³.

Ensuite, l'augmentation des tarifs se poursuit en mai et juin 1995 (la nouveauté consiste à introduire des tarifs spécifiques et combinés) et en mai 1996. On procède plutôt par l'élargissement de l'assise tarifaire que par l'augmentation directe des tarifs, car le taux moyen maximum est limité à 13% dans le cadre d'accords avec le FMI⁵⁰⁴. Pour conforter les négociations sur l'accession à l'OMC, un programme de réduction graduelle des tarifs est annoncé pour 1996-2000, avec l'objectif d'un taux moyen de 9% en 2000. Néanmoins, l'appréciation du rouble intensifie les demandes de protection des industries et des mouvements tarifaires se poursuivent en 1996-1997.

En août 1996, le Conseil de la Fédération approuve la loi relative aux mesures de protection des intérêts économiques de la Fédération de Russie lors du commerce extérieur des marchandises (toutefois, la loi n'entre en vigueur qu'en 1998)⁵⁰⁵. Cette loi autorise l'introduction de taxes spéciales et quotas lorsque les importations d'un bien donné menacent les intérêts d'une industrie donnée.

Ceci étant, en 1996, certaines entreprises ou organismes publics continuent à bénéficier d'exemptions tarifaires, bien que de nombreuses déclarations de renoncement à ces exemptions se succèdent depuis 1993⁵⁰⁶.

⁴⁹⁹ ECE [1994, p. 75].

⁵⁰⁰ ECE [1994, p.75], Konovalov [1994, p.40].

⁵⁰¹ OCDE [1996, p. 45].

⁵⁰² ECE [1994, p. 77].

⁵⁰³ Selon Konovalov [1994, p. 40], le taux moyen pondéré a augmenté au niveau de 11% à la fin 1992, diminué à 8% à la mi-1993 et ensuite a augmenté à 12% à la mi-1994.

⁵⁰⁴ ECE [1996].

⁵⁰⁵ Après l'approbation par le Conseil de la Fédération, cette loi a été rejetée par le Président au motif de son incompatibilité partielle avec les règles de l'OMC. Ensuite, la Douma a surmonté le veto présidentiel, mais la loi n'a pas été approuvée par le Conseil de la Fédération. Elle a finalement été signée par le Président le 14 avril 1998.

⁵⁰⁶ En 1993, le Conseil Suprême annonce l'annulation des privilèges accordés aux importateurs à partir du 1^{er} juillet 1993. La loi sur le Tarif Douanier du 1^{er} janvier 1994 abolit les exemptions spécifiques aux entreprises. En mars 1995, B. Eltsine signe un décret abolissant les privilèges douaniers. Konovalov [1994, p. 40], Vercueil [2002, p. 157].

B. Autres mesures restrictives

A partir de février 1993, les importations sont également assujetties à la TVA de 20% et aux droits d'accises (qui frappent les alcools forts, tabac, voitures, produits de cuir et certains autres biens de consommation)⁵⁰⁷⁵⁰⁸. De plus, une taxe spéciale (*spetsnalog*), destinée à financer les secteurs essentiels de l'économie nationale, est appliquée en 1994-1996⁵⁰⁹. Les importations sont libres de quotas, alors que les licences s'appliquaient à un groupe de produits très restreint⁵¹⁰. Pour prévenir la fuite des capitaux, en 1996, on introduit les "passeports" de transactions d'importation (qui contiennent toutes les informations sur la transaction), ainsi que d'opérations de troc.

Suivant Vercueil [2002, p. 158-159], nous pouvons dégager trois facteurs limitant l'efficacité de la réglementation des importations:

(1) manque de cohérence temporelle dans la mise en place des textes de lois. Par exemple, la loi relative au tarif douanier (n°5003-1, 21 mai 1993) n'est adoptée que bien après la libéralisation des activités d'import-export ;

(2) instabilité du cadre réglementaire. Des modifications du cadre réglementaire surviennent très souvent. La loi de 1995 relative à la régulation d'Etat du commerce extérieur comporte des ambiguïtés et ne met pas fin aux changements législatifs;

(3) incomplétude des textes adoptés, notamment, du fait de nombreuses exemptions accordées aux entreprises et régions. En 1993, seuls 2,7 Mds sur 41,4 Mds doll. d'importations sont soumis aux tarifs. Le taux effectif (rapport des recettes des douanes aux montants importés) ne dépassait pas 6% en 1994, soit près de la moitié (!) du taux moyen pondéré. La corruption est largement répandue au sein du Comité des douanes.

Le dernier facteur nous amène à la conclusion suivante : à la différence des propositions des théories de la politique commerciale endogène qui expliquent la structure de la protection par le lobbying de la part des industries (dont l'amplitude est liée aux structures des industries concernées) et l'action du décideur public (expliquée par les théories des marchés politiques) ce qui suppose des demandes de protection collectives et l'application uniforme des règles de droit aux acteurs concernés, dans le cas de la Russie, nous constatons *des pressions émises par des firmes particulières pour obtenir des dérogations à la norme générale*.

Sur ce thème, J. Vercueil parle d'une "sélection adverse des comportements". La faiblesse réglementaire autorise la prédation des ressources et provoque une "sélection adverse" des comportements, lorsque seules les décisions qui impliquent un contournement des règles permettent la survie des entreprises à court terme (Vercueil [2002, p. 187]). Or, sans remettre en cause la complexité et l'instabilité du système institutionnel et réglementaire russe, cette proposition nécessite d'être relativisée par les niveaux effectifs de la fiscalité appliqués aux entreprises. Ainsi, l'étude de Ivanenko [2005] démontre que les taux de fiscalité statutaires en Russie étaient raisonnables pour tous les secteurs, sauf celui des hydrocarbures, qui étaient soumis à des taux non soutenables à long terme, ce qui se répercutait sur les négociations successives au cas par cas avec les autorités publiques.

⁵⁰⁷ ECE [1994, p. 75].

⁵⁰⁸ Les taux des droits d'accise sont mis en conformité avec les taux appliqués aux produits nationaux, afin d'assurer la cohérence avec les normes du GATT-OMC (décret du 21 juillet 1995). Néanmoins, cette mesure n'a pas été appliquée pleinement, ce qui conduit le gouvernement à faire voter une nouvelle loi "sur les droits d'accise" en janvier 1997 pour achever le processus d'harmonisation. Vercueil [2002, p. 156].

⁵⁰⁹ 3% d'abord, puis abaissée à 1,5% en 1995 (Vercueil [2002, p.157]).

⁵¹⁰ Produits chimiques de protection de plantes, médicaments, déchets industriels, armements, munitions, matériaux et technologies nucléaires, produits de destination double, produits psychotropes. Cela constitue 3% des importations (OCDE [1996, p. 46])

Toutefois, nous nous intéressons plutôt à expliquer les pressions internes et leurs résultats, que le lien entre la législation et la nature des comportements provoqués. Autrement dit, pour nous, la législation n'est pas une variable "exogène" qui explique les comportements. Les règles (formelles et informelles) de comportements résultent des conflits d'intérêt internes.

L'envergure des comportements d'évasion tarifaire nous permet de parler non pas d'un protectionnisme sélectif, mais d'un *laisser-faire individualisé*. Au niveau plus général des relations entre l'Etat et les entreprises, ce fait corrobore l'hypothèse de Hellman, Jones et Kaufmann [2000] sur la capture d'Etat par les intérêts particuliers (généralement, un nombre limité des firmes).

Les arrangements ponctuels confortent les intérêts des entreprises de négoce au détriment des secteurs manufacturiers non-compétitifs qui n'arrivent pas à faire valoir leurs demandes de protection.

De plus, les tarifs répondent à des exigences de la collecte fiscale et sont donc soumis à des modifications conjoncturelles ce qui leur fait perdre leur rôle d'instruments de politique industrielle.

Alors que le régime d'importations évolue vers un plus grand degré de protection, du côté des exportations, la dynamique est inverse, les restrictions aux exportations étant graduellement abolies.

1.2.2. Libéralisation des exportations

A. Tarif d'exportation

Les taxes sont appliquées aux exportations jusqu'en 1996 (elles sont abolies au 1er avril pour tous les produits sauf les hydrocarbures et au 1^{er} juillet pour les hydrocarbures). En 1995, elles concernaient 75% des exportations⁵¹¹⁵¹². Les lenteurs et les retards dans la mise en place de la procédure de libéralisation (par exemple, l'abolition a été planifiée pour le 1^{er} janvier 1996 et a été remise au 1^{er} avril 1996) sont dues à des pressions budgétaires⁵¹³.

B. Autres mesures

En 1992, les licences s'appliquent d'une façon très limitée à des produits spécifiques. La régulation est assurée principalement par les quotas qui s'appliquent à 23 groupes de produits (tous les fiouls, métaux ferreux et non-ferreux, produits chimiques, etc.). Un mécanisme plus élaboré s'applique à partir du 1^{er} janvier 1993 (décret n°854 du 6 novembre 1992). Les quotas et licences concernent 50-60% des exportations totales, soit 17 groupes de produits.

⁵¹¹ Des allègements viennent déjà en 1994 et, fin 1995, les droits sur les exportations ne concernent que 40% des exportations, au tarif moyen de 14%. Vercueil [2002, p. 161 fn.165].

⁵¹² Le tarif frappe également les exportations vers la CEI à partir de février 1993, sauf les livraisons intergouvernementales. OCDE [1996, p. 47].

⁵¹³ Vercueil [2002, p.182], ECE [1996].

Dès la deuxième moitié de 1992, on établit en plus la liste d'"exportateurs spéciaux" pour les "matières premières d'importance stratégique"⁵¹⁴. La liste des biens concernés est presque identique à celle soumise à des licences et quotas. Le nombre d'"exportateurs spéciaux" est de 800 à la fin 1993 et 497 au 1^{er} août 1994.

Ces mesures provoquent de nombreuses critiques, notamment de la part des organisations internationales. La liste des produits soumis à quotas est réduite par la suite. Les quotas et licences d'exportation sont abolis au 1^{er} juillet 1994, sauf pour le pétrole et les produits pétroliers et pour les produits dans le cadre de l'accord entre la Russie et l'UE (aluminium, tissus et textiles)⁵¹⁵. Les quotas et licences pour le pétrole et produits pétroliers sont abolis en janvier 1995. L'institut des exportateurs spéciaux est aboli en mars 1995⁵¹⁶.

Néanmoins, le gouvernement cherche à limiter la libéralisation des exportations imposée dans une grande mesure par les organisations internationales. Par exemple, le gouvernement contourne le mémorandum adressé au FMI en instaurant des livraisons obligatoires sur le marché domestique. En février 1995, ce dispositif est remplacé par un décret flou qui laisse la possibilité de contingentement de certaines livraisons. Pour compenser les pertes dues à l'abolition des taxes d'exportation, on augmente les droits d'accise pour le transport du pétrole⁵¹⁷.

Enfin, parmi les autres mesures, il faut citer les "passeports" d'exportation, introduits en 1994 avec l'objectif de contrôler les flux financiers. La TVA ne s'applique pas aux exportations des pays hors la CEI⁵¹⁸.

Globalement, en 1998, les exportations peuvent être considérées comme libéralisées⁵¹⁹.

1.2.3. Investissements étrangers

Le volume des IDE en Russie reste faible en comparaison avec les pays en transition de l'Europe centrale et orientale. Dans le domaine de la législation, il convient de citer la loi de 1991 (elle stipule l'égalité de traitement entre les investisseurs russes et étrangers et les garanties contre l'expropriation), suivie par les décrets présidentiels et certains textes législatifs plus spécialisés, comme la loi de 1995 sur les accords de partage de la production. Cependant, l'instabilité du climat politico-économique met en question la garantie des droits

⁵¹⁴ Le Ministère des relations économiques extérieures distribue des contingents à travers les enchères (peu nombreuses initialement) ou de façon discrétionnaire à des régions, entreprises ou sociétés publiques de commerce (anciennes centrales d'achat). Dans les faits, les exportations sont assurées dans une grande partie par *Ruscontract* (société publique de commerce, qui assure 50-55% des quotas). Viennent ensuite les entreprises (30%), régions (10%-12%) et 3%-5% seulement étaient vendus aux enchères. Konovalov [1994, p. 41].

⁵¹⁵ Néanmoins, les exportateurs spéciaux doivent enregistrer leurs contrats et obtenir des certificats auprès du Ministère des Relations Economiques Extérieure après l'abolition de quotas en juillet 1994, ce qui réduit la portée "réelle" de la libéralisation.

⁵¹⁶ ECE [1994].

⁵¹⁷ Vercueil [2002, p. 182].

⁵¹⁸ Concernant la perception de la TVA, la Russie applique le principe du pays de destination dans le commerce avec les pays hors la CEI et le principe du pays d'origine avec les pays de la CEI. En 2001, la Russie adopte le principe de destination concernant le commerce avec la CEI, sauf pour les hydrocarbures, et l'élargit aux hydrocarbures à partir de 2005 (loi fédérale de 18.08.2004 N 102-FZ sur l'amendement de la deuxième partie du code fiscal de la Fédération de Russie et autres actes législatifs de la Fédération de Russie).

⁵¹⁹ Les licences ne concernent qu'un nombre restreint de produits, soit les armes et équipements militaires, métaux précieux et pierres précieuses, produits à destination mixte, etc. *IMF Annual Report on Exchange Arrangements and Exchange Restrictions*, 1998.

de propriété ce qui se répercute sur les IDE entrants. Outre la complexité de ces textes et de nombreuses limites administratives aux investissements, les investisseurs se heurtent aux règles établies au niveau régional.

L'année 1995 marque une influence croissante du FMI sur les mesures de politique économique en relation avec l'octroi de prêts importants et le suivi mensuel des résultats que cela implique. Or, cela ne se traduit pas par une clarification des règles ou des changements de comportement sur le terrain.

1.3. Rôle des organisations internationales

Alors que le rôle du FMI s'accroît particulièrement après 1995, ses exigences (ainsi que celles émises par l'OMC) ne sont pas toujours respectées. Ainsi, bien qu'en avril 1996, le FMI obtient la suspension des quotas sur les importations d'alcool (annoncées en février 1996 pour la période à partir du mois d'août), les objectifs de réduction des tarifs moyens pour 1998 et 1999 (-15% et -20% respectivement) sont considérés hors d'atteinte. En septembre 1997, la Russie impose des quotas sur les importations de textiles en provenance de l'Union Européenne, en contradiction avec les règles de l'OMC. Néanmoins, en octobre 1997, la Russie s'engage à stabiliser son régime tarifaire en conformité avec les exigences de l'OMC, ce qui trouve une confirmation dans les faits (diminution des droits de douanes maximaux sur plusieurs produits manufacturés). Or, dès juillet 1998, toutes les taxes à l'importation sont augmentées de 3%. Cette dernière mesure suit le rejet par la Douma du plan anti-crise du gouvernement et démontre la faiblesse du gouvernement face aux pressions internes et externes⁵²⁰.

Enfin, même si les recommandations générales étaient respectées, l'échéancier faisait l'objet de retards et révisions systématiques. L'adoption de mesures conformes aux exigences des organisations internationales est suivie par des actes visant à contourner ces restrictions et maintenir le système en l'état⁵²¹. La libéralisation s'opère néanmoins à la suite de l'accord de mars 1996. Au terme de cet accord, la Russie élimine les taxes sur les exportations de pétrole brut au 1^{er} juillet 1996, les taxes pour les autres produits étant éliminées à partir du 1^{er} avril 1996.

On peut avancer que les mesures imposées par le FMI rencontrent les intérêts des pays créditeurs. Ils reflètent en premier lieu leur préoccupation de la maîtrise des sources d'approvisionnement énergétique. Le fait que les importations de machines et équipements financés par les crédits d'investissements des pays étrangers ou organisations internationales étaient exemptées des tarifs⁵²² témoigne également de l'influence des intérêts des producteurs occidentaux.

⁵²⁰ Vercueil [2002, p. 181].

⁵²¹ Par exemple, l'accord avec le FMI d'avril 1994 prévoit l'élimination de la plupart des quotas d'exportations pour mai 1994. Le décret présidentiel du 23 mai abolit les quotas, licences et exemptions des taxes à partir de juillet 1994. Or, il est suivi de deux textes restrictifs qui maintiennent le *statu quo* pour les hydrocarbures jusqu'à la fin 1994 et remplacent les quotas par l'enregistrement administratif pour les exportations stratégiques. Vercueil [2002, p.182]. Voir aussi *supra*.

⁵²² ECE [1996, p. 67].

1.4. Premier bilan

La faiblesse de la politique commerciale russe est liée à l'impossibilité de concilier plusieurs intérêts: l'objectif fiscal des autorités publiques russes, les pressions des lobbies protectionnistes et libre-échangistes et les pressions extérieures des organisations internationales⁵²³. Les incohérences de la régulation des relations économiques extérieures témoignent de l'absence d'une stratégie élaborée d'intégration internationale. Celle-ci s'opère donc au coup par coup, en réaction à des évolutions économiques et politiques. Ainsi, le tarif de 1995 taxant plus lourdement les importations alimentaires reflète l'arbitrage gouvernemental en faveur du complexe agroalimentaire et à l'encontre des intérêts des métropoles, tributaires des importations⁵²⁴.

En outre, la politique commerciale est biaisée par des mesures adoptées au niveau régional, allant dans certains cas à l'encontre de la Constitution. Par exemple, la région Maritime (*Primosrkiy kraï*), dans un but fiscal, taxe les importations, alors que d'autres régions, inversement, bénéficient d'exemptions fiscales et permettent aux importateurs d'échapper au paiement des taxes (par exemple, la région de Kaliningrad). Les pays de la CEI servent également de "ponts" pour acheminer des produits sur le territoire russe à des conditions avantageuses. Le régime commercial des ex-républiques de l'Union soviétique n'est pas harmonisé et, en plus, d'un point de vue technique, le contrôle aux frontières intra-CEI présente des lacunes. Enfin, le "commerce de navette" assuré par les particuliers se chiffre à 20% des importations russes en 1996⁵²⁵ et la part des produits importés de qualité douteuse est très forte (30% à 60% des produits alimentaires importés en 1994)⁵²⁶. Les fuites de capitaux concernent tant les importations que les exportations (exportations non-déclarées ou sous-facturées, importations fictives ou sur-facturées).

Comme conclut J. Vercueil [2002, p. 187-188], la politique d'importation ne réussit à aucun des objectifs qu'elle cherche à concilier. D'un point de vue standard, elle n'est pas assez libérale et n'a assuré ni l'ajustement des prix domestiques aux prix mondiaux, ni le plein essor de la concurrence étrangère. Du point de vue du "protectionnisme éducateur" au sens Listien, elle n'est pas arrivée à protéger les secteurs industriels et prévenir leur déclin. Enfin, d'un point de vue financier, elle n'a pas mis en place un système de taxation efficace, ni prévenu la fuite des capitaux. La politique d'exportation, quant à elle, n'a pas modifié la structure d'échanges centrée sur les exportations des hydrocarbures et n'a pas mis fin à des exportations illégales de biens et capitaux.

Cependant, il nous semble important de souligner le fait suivant: bien que les distorsions de prix (notamment le cas des prix énergétiques internes) et des barrières à l'entrée (notamment, pour les investissements) persistent, la libéralisation des relations économiques extérieures a abouti à sa fin majeure: elle a assuré l'insertion de la Russie dans les flux mondiaux d'échanges selon ses avantages comparatifs, soit les hydrocarbures. Alors que les secteurs industriels étaient maintenus dans le système isolé de l'économie planifiée, le démantèlement du système commercial du CAEM et le passage radical au marché ont affermi le déclin des secteurs manufacturiers, largement non compétitifs face à une offre étrangère quasiment non limitée, du moins dans un premier temps. L'ouverture rapide des premières années de la transition fait partie du programme de la thérapie de choc préconisée par le FMI. Cette politique va à l'encontre des intérêts des secteurs manufacturiers

⁵²³ Vercueil [2002, p. 180].

⁵²⁴ Vercueil [2002, p. 179].

⁵²⁵ A partir du 1^{er} août 1996, les quotas limitant les importations à but personnel sont réduits afin de limiter le commerce de navette. ECE [1996, p. 67].

⁵²⁶ Vercueil [2002, p. 185], OCDE [1996, p. 45].

(globalement non compétitifs, ils préféraient la protection). Leurs demandes de protection étaient affaiblies par la faiblesse des mécanismes institutionnels de coordination avec les autorités publiques et la précarité des institutions politiques, fragmentées par les stratégies individuelles de préservation du pouvoir et de l'acquisition des actifs économiques.

Plus tard, les objectifs fiscaux du gouvernement et la pression des lobbies industriel et agricole vont contribuer à limiter la portée de ces mesures libérales, imposées par les élites au pouvoir et sous pression du FMI.

Section 2. Une ouverture sous contrôle (évolution depuis 1998)

Si la fin de l'année 1998 et l'année 1999 restent marquées par la dominance de la logique d'urgence (2.1.), l'Etat reprend le contrôle sur la politique commerciale à partir de l'année 2000. Néanmoins, la reprise en main vise en premier lieu à prévenir les comportements de fraude. Les réformes mises en place sont empreintes d'une logique libérale (2.2.), sauf pour les secteurs stratégiques (hydrocarbures) (2.3.). Les résultats de ces évolutions sont mis en question (2.4.)

2.1. Politique commerciale à la sortie de la crise de 1998

La dévaluation du rouble entraîne le renchérissement des importations tout en permettant aux producteurs nationaux de regagner le marché intérieur (les importations baissent d'environ 30% en valeur en 1999 par rapport à 1998). Les industries de transformation améliorent leur situation économique ce qui se répercute positivement sur leur influence au niveau politique. Malgré cette nouvelle donne, les fondements institutionnels ne sont pas modifiés. Les alliances et conflits de tous ordres marquent toujours les relations entre les autorités publiques de tous niveaux et les acteurs privés. Les gouvernements Primakov, Stepashine et Poutine sont préoccupés essentiellement par des problèmes d'urgence, par opposition à une vision stratégique à long terme. La succession des gouvernements détériore la visibilité économique, en pérennisant la logique de court terme. Les comportements de contournement des règles persistent. J. Vercueil caractérise l'année 1999 comme l'année de la "transition dans la transition"⁵²⁷.

Dans le cadre de l'accord avec le FMI de juillet 1999, le gouvernement russe s'engage sur la voie de la libéralisation des importations⁵²⁸. Néanmoins, les premières mesures significatives (notamment, celles tarifaires) n'interviennent pas avant 2000. Du côté des exportations, premièrement, le gouvernement cherche à sécuriser l'approvisionnement national par des tarifs et quotas à l'exportation, puisque la dévaluation du rouble a accentué la distorsion des prix entre les marchés intérieur et extérieur. Deuxièmement, les tentatives du gouvernement d'introduire des taxes et de confisquer les surprofits des exportateurs des hydrocarbures s'expliquent par le désastre budgétaire. De ce fait, les tensions entre le gouvernement et les firmes pétrolières s'aggravent. L'incertitude réglementaire reflète la difficulté du gouvernement à asseoir son autorité en tant que régulateur central. Par exemple, après de vifs débats qui ont d'ailleurs révélé l'existence de positions divergentes des hauts fonctionnaires ministériels, le 14 janvier, on annonce la politique de taxation des exportations

⁵²⁷ Vercueil [2001, pp. 12-15].

⁵²⁸ Toutefois, afin de limiter les fuites des capitaux, en 1999, l'on introduit le dépôt d'importation, c'est-à-dire l'obligation de pré-déposer à la banque 100% du montant de la transaction, ce dépôt étant non-remboursable en cas de non-fourniture des biens importés.

d'hydrocarbures et de matières premières à hauteur de 5% à 10%. Mais au lendemain de la publication des nouveaux tarifs, un nouveau projet propose l'application d'une taxe variable sur les exportations pétrolières. En mars 1999, les grandes compagnies pétrolières obtiennent une suspension pour 30 jours de la taxe sur les exportations du brut⁵²⁹.

Quant aux investissements étrangers, le climat d'investissement reste peu favorable à un changement des comportements. Si dans le secteur pétrolier, la nouvelle loi sur le partage de production entre en vigueur en janvier 1999, visant à atténuer des contraintes pesant sur les investisseurs étrangers, des conflits de propriété entre les investisseurs étrangers et l'Etat persistent⁵³⁰ et d'autres projets législatifs favorables aux investisseurs étrangers rencontrent la résistance, notamment de la Chambre haute du Parlement⁵³¹, ce qui limite l'afflux des investissements étrangers.

Le fort soutien populaire dont dispose V. Poutine explique sa plus grande marge de manœuvre politique. En matière des importations, la politique affichée vise la reconstitution des structures productives nationales, mais sans isoler la Russie des échanges internationaux. Selon certains experts (Vercueil [2001, p.17]), les priorités de la politique commerciale semblent établies. Les intérêts d'Etat priment sur ceux des groupes de pression et les intérêts du marché intérieur dominant sur la vitesse d'intégration à l'économie mondiale. Et, pour la première fois, le discours officiel correspond à des mesures prises sur le terrain, en réduisant ainsi l'incertitude.

Cette appréciation semble pertinente, premièrement, dans le contexte général de l'évolution des recettes douanières en termes absolus. Ainsi, la somme des paiements douaniers⁵³² perçus sur la période 2000-août 2003 (67,57 Mds doll.) est sensiblement supérieure à la somme perçue en 1991-1999 (58,15 Mds doll.). Ceci permet donc de juger d'une légalisation croissante des activités de l'ombre et/ou d'une augmentation des barrières tarifaires (voir graphique 4.1).

Ensuite, cet argument paraît pertinent dans le contexte du contrôle étatique croissant sur les secteurs stratégiques (par exemple, le procès Youkos survient au moment des négociations avec les compagnies américaines ChevronTexaco et ExxonMobil concernant la vente éventuelle d'une partie des actifs; Siemens n'est pas autorisé à prendre le contrôle de l'entreprise Silovye machinery qui produit les équipements énergétiques et, entre autres, les équipements électrotechniques pour les sous-marins et les équipements pour l'industrie aérospatiale).

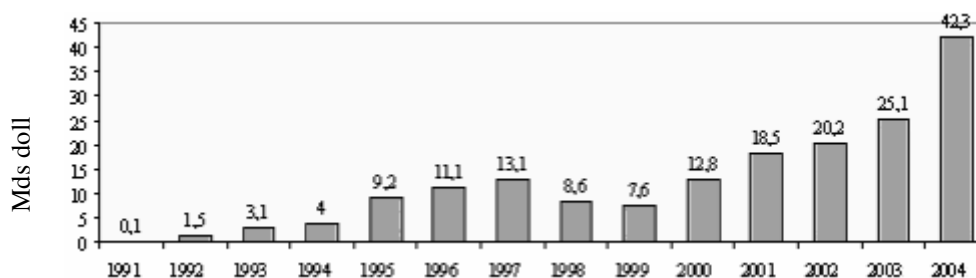
⁵²⁹ Vercueil [2001, p. 14].

⁵³⁰ Par exemple, l'entreprise de porcelaine Lomonossov, détenue à 83% par des capitaux étrangers, n'est pas autorisée par décision de justice à tenir son Conseil d'Administration (sa majorité s'oppose au maintien de son ancien directeur russe). Parallèlement, le Ministère de la Propriété d'Etat procède à la nationalisation d'une partie des unités de production de l'entreprise contre l'avis des actionnaires (Vercueil [2001, p. 14]). L'interdiction de tenir le Conseil d'Administration a été levée en janvier 2000 et la prise de contrôle de l'entreprise par les étrangers est toutefois rendue légale en mars 2000 (Vercueil [2002, p. 196, fn. 265]).

⁵³¹ Par exemple, le projet de loi sur les investissements directs étrangers, qui stipulait la protection des investisseurs contre tout changement législatif en leur défaveur pendant 7 ans est rejeté par le Conseil de la Fédération en janvier 1999 (Vercueil [2002, p. 193; 2001, p. 14]).

⁵³² Les paiements douaniers comprennent les taxes à l'exportation et l'importation, les impôts (la TVA) et autres droits perçus par les autorités douanières.

Graphique 4.1. Dynamique des paiements douaniers en 1991-2004 (versé au budget fédéral)



Source : Service Fédéral de Douanes, www.customs.ru date: 24.02.2005, consultation: juillet 2005

Néanmoins, la reprise en main par l'Etat des secteurs stratégiques s'accompagne dans les faits d'une politique libérale à l'égard des autres secteurs manufacturiers.

2.2. Vers un régime d'importation plus libéral

La réforme du tarif d'importation vise à réduire la fraude et la corruption dans le domaine des échanges extérieurs. Le tarif est simplifié et globalement revu à la baisse.

2.2.1. Axes principaux de la réforme

La politique d'importation est globalement d'inspiration libérale. Le nouveau tarif douanier entre en vigueur au 1^{er} janvier 2001. D'un point de vue officiel, il vise à réduire les importations "grises" et faciliter les importations, renchériées en relation à la dévaluation du rouble, notamment celles d'équipements nécessaires pour la relance industrielle. Les directions principales de la réforme sont les suivantes:

- l'abolition du système des 7 niveaux de taxes *ad valorem* (0, 5, 10, 15, 20, 25, 30 pour cent) et adoption d'un système à 4 niveaux (5, 10, 15, 20 pour cent). Les tarifs pour les équipements technologiques sont réduits afin d'accélérer le processus de modernisation;

- *l'unification des taux* au sein des grands groupes de la nomenclature. Jusqu'en 2001, environ 25% des importations étaient effectuées avec des violations des règles. Le déclassement (*misclassification*) constituait un problème particulier. La diversification des taux au sein des groupes de produits⁵³³ laissait l'opportunité de classer les biens importés dans les catégories assujetties à un tarif inférieur. Par exemple, le poulet pouvait être "déguisé" en dinde (le tarif pour la dinde étant inférieur), les automobiles pouvaient être importées comme des pièces de rechange, etc. L'unification des taux est censée apporter une réponse à ce problème⁵³⁴.

Dans le cas russe, il s'agit d'un tarif simplifié, mais non complètement uniforme. Toutefois, les arguments pour et contre le tarif uniforme sont pertinents pour étudier l'impact du niveau de la protection tarifaire et du degré de diversification des tarifs appliqués.

⁵³³ Par exemple, trois taux différents (10%, 15%, 20%) s'appliquaient au groupe 04 (lait et produits laitiers). IET [2002], partie 2.6.

⁵³⁴ IET [2002], partie 2.6.

2.2.2. Avantages et inconvénients d'un tarif uniforme

Le tarif uniforme permet de réduire les gains potentiels du lobbying (Tarr [1998, 2000])⁵³⁵. L'uniformité du tarif réduit *les motivations de promouvoir la protection* et diminue les gains du lobbying. En résultat, ce type de tarif procure les avantages suivants: (1) le niveau de protection tend à diminuer; (2) les ressources sont utilisées de manière plus productive, le lobbying étant associé au gaspillage; (3) les motivations des entrepreneurs sont renforcées, d'où les produits sont moins chers et de meilleure qualité; (4) la corruption se réduit en relation avec la baisse du lobbying. Enfin, le tarif uniforme est plus commode à gérer d'un point de vue administratif (les coûts administratifs sont moindres car la structure du tarif est plus simple), alors que les motivations à déclasser les produits et aux importations clandestines sont réduites.

Par opposition, les arguments en faveur de l'intervention tarifaire prononcée et leurs critiques sont (Tarr [2000]):

-exploitation du pouvoir de monopsonne: un pays peut taxer les importations des produits sur lesquels il dispose du pouvoir de monopsonne, pour améliorer ses termes de commerce. En pratique, la portée de cet argument reste limité, d'autant plus que la part de la Russie dans le commerce mondial est très faible;

-considérations de politique commerciale stratégique: l'introduction des barrières à l'entrée sur le marché domestique peut faciliter les profits des firmes domestiques en cas d'oligopole international (Brander, Spencer [1985]). Cette proposition, objet de débat théorique elle-même, ne semble pas pertinente dans le cas de la Russie, dont les grandes compagnies exportatrices appartiennent au secteur d'extraction des ressources minérales;

-protection des industries naissantes et en restructuration : la protection temporaire accordée à certaines industries est également objet de critiques. Le tarif en tant qu'instrument pour pallier la défaillance de marché est mis en cause⁵³⁶ et des mesures visant à attaquer le problème "à la source" sont proposées, par exemple la prestation d'information, la protection des brevets, l'utilisation plus efficace des instruments de nantissement. De plus, si pour des raisons plutôt politiques que économiques, le gouvernement souhaite maintenir la production dans un secteur donné, les subsides aux producteurs semblent des instruments plus appropriés car ils ne distordent pas la consommation (Bhagwati, Srinivasan [1999], Krueger [1984]);

-objectif de recettes budgétaires ou de balance de paiements : ici, l'efficacité du tarif est en question puisqu'il distord les choix de consommation et de production. Des mesures macroéconomiques visant à attaquer le problème directement semblent plus pertinentes;

-tarif comme instrument de négociation à l'OMC : le recours au tarif comme instrument de négociation risque de ralentir les négociations et renforcer les incitations pour le lobbying pour la protection supplémentaire dans le futur.

De cette présentation fort empreinte de l'approche néolibérale, il découle que la réduction et l'uniformisation des tarifs doit être accompagnée par les mesures telles que subsides directs, meilleur accès à l'information, protection des droits de propriété intellectuelle, etc. L'absence de ces mesures risque donc de bloquer la restructuration et le développement des industries non compétitives. En Russie, malgré quelques améliorations, ni l'amélioration des institutions, ni le subventionnement direct n'ont été développés à un degré

⁵³⁵ D. Tarr est un économiste de la Banque Mondiale. Nous supposons que la logique ci-dessous est proche de celle du décideur public russe.

⁵³⁶ Par exemple, dans le cas de l'imitation des technologies introduites par une firme pratiquée par des firmes concurrentes, ce qui réduit les gains de la protection, voire impose des pertes à la firme innovatrice. Baldwin [1969].

suffisant⁵³⁷. La question qui se pose alors est celle de la possibilité de mieux administrer le système (améliorer les recettes) sans procéder à une diminution tarifaire.

Ensuite, le nouveau tarif d'importation "libéral" est assez "plat", c'est-à-dire, qu'il exclut les pics tarifaires (tarifs prohibitifs) appliqués dans le cadre d'une protection sélective (du type de la protection des industries en déclin ou des industries naissantes). Alors que, selon les données présentées dans le même papier de Tarr [2000], un nombre important de pays développés et de pays en expansion (dont les Etats-Unis, l'UE, la Chine, l'Inde) ont accordé des taux de protection très élevés à certains secteurs, ce qui témoigne du fait que la logique de protectionnisme sélectif domine dans les pays développés.

Au total, le nouveau tarif abaisse le niveau de protection en Russie, sans pour autant être accompagné par des mesures spécifiques visant à (sur)compenser la vulnérabilité accrue des producteurs domestiques (subventions, fonds d'investissements favorisant la compétitivité), à l'exception, peut-être, de l'agriculture et de l'industrie automobile.

Il convient maintenant de présenter la structure du nouveau tarif.

2.2.3. Structure du tarif

Au premier janvier 2001, entrent en vigueur les taux de 5%, 10%, 15% et 20%. L'uniformisation tarifaire s'opère globalement à la baisse. Dans la plupart des cas, le taux de 30% est ramené à 20% (parmi les exceptions sont : les automobiles (25%), les cuisses de poulet (25%), le sucre blanc (30%), l'alcool (30%))⁵³⁸. Le nombre des produits taxés à 25% est réduit de 624 à 104 lignes tarifaires. Cette réduction concerne notamment les fruits et légumes, les boissons alcoolisées, les produits de poisson, des produits chimiques et autres. Les tarifs de 0% ont été augmentés pour atteindre 5%, sauf pour les produits d'importance sociale, tels que les médicaments contenant l'insuline, les fauteuils d'handicapés, les animaux de race et les produits dans le cadre de l'accord de Florence⁵³⁹.

Au total, à la première étape de la réforme (janvier-octobre 2001), les modifications ont touché 32% de la nomenclature, les taux ont été augmentés pour 440 des postes et diminués pour 3068 postes. Le taux moyen pondéré a diminué à 10,7%⁵⁴⁰ (voir tableaux 4.1, 4.2).

⁵³⁷ Par exemple, la Russie occupe la 70^{ème} position selon *Growth Competitiveness Index* 2003-2004 du Forum économique mondial. L'indice est calculé pour 102 pays en fonction des indicateurs de la qualité de l'environnement macroéconomique, des institutions publiques et du développement technologique. L'indicateur le plus faible de la Russie est le développement des institutions, la Russie étant à la 81^{ème} place. www.weforum.org

⁵³⁸ Nous nous appuyons ici principalement sur les informations tirées du rapport IET [2002]. Il présente néanmoins quelques légères incohérences (par exemple, nombre d'exceptions accordé à la modification générale). Ici, pour le tabac, le taux est vraisemblablement maintenu au niveau de 30%.

⁵³⁹ Accord pour l'importation des objets à caractère éducatif, scientifique ou culturel. Signé en 1950, il engage ses membres à ne pas appliquer de droits de douane sur lesdits biens. IET [2002], partie 2.6.

⁵⁴⁰ IET [2002], partie 2.6. Nous supposons que la différenciation des résultats de calcul des taux pondérés par le IET et le MERT (10,7% ou 10,9%) s'expliquent par l'erreur d'arrondissement.

Selon les données de l'OMC (*Country Profile, données 2001*), la moyenne simple de taux *ad valorem* est de 9,9%. Elle est de 8,9% pour les produits agricoles et de 10,1% pour les produits non-agricoles. Les droits non *ad-valorem* concernent 11,9% des lignes tarifaires.

Tableau 4.1. Taux moyens pondérés du tarif d'importation et bound rates initiaux et finals

(selon les statistiques d'importation de 2000)⁵⁴¹

Moyennes pondérées	Taux appliqué (janvier 2001, %)	Bound rate initial, %	Bound rate final, %
Produits agricoles	14,7	34,71	25,11
Produits industriels	9,73	14,32	9,84
Tous produits	10,92	19,18	12,82

Source: www.wto.ru, consultation: juillet 2005.

Tableau 4.2. Tarifs d'importation moyens pondérés par groupes de produits

(selon les statistiques d'importation de 2000)

Moyennes pondérées pour groupes de produits	Taux appliqué (janvier 2001, %)	Bound rate initial, %	Bound rate final, %
Produits alimentaires et matières premières agricoles (à l'exception des textiles)	14,77	34,86	25,16
Produits minéraux (dont les hydrocarbures et autres produits énergétiques)	5,43	11,06	5,43
Produits chimiques, caoutchouc	8,48	10,22	6,09
Filière bois-papier	8,73	14,62	7,85
Textile et chaussures	11,69	18,31	12,37
Pierres précieuses, métaux précieux et produits dérivés	20	25	20
Métaux et produits de métaux	11,35	19,29	11,7
Machines, équipements et moyens de transport	9,48	14,83	8,75
Gypse, verrerie et céramique	15,51	20,18	14,39
Cuirs, fourrures et produits dérivés	14,94	21,13	13,25
Autres (montres, pendules, instruments de musiques, autres produits)	18,04	20,2	16,43

Source: www.wto.ru, consultation: juillet 2005.

Ensuite, au 1 octobre 2001, tout en maintenant les modifications faites, de nouveaux tarifs ont été introduits pour 400 postes environ. Il s'agit notamment d'une diminution des tarifs sur les équipements technologiques et composants et de la poursuite de l'uniformisation des taux⁵⁴².

Enfin, au 1^{er} janvier 2002, on introduit le nouveau Tarif de douanes qui entérine les changements précédents de l'année 2001 et poursuit la dynamique à la baisse. Les taux sont revus pour encore 140 lignes tarifaires et, dans 90% des cas, diminués⁵⁴³. En moyenne, le tarif moyen pondéré diminue de 10,5% à 9,8%⁵⁴⁴.

Cette réforme a contribué à augmenter les recettes douanières grâce à la diminution des "importations grises". Selon le Service des Douanes⁵⁴⁵, au premier semestre 2003 par rapport

⁵⁴¹ *Initial bound rate of the import tariff*: le taux au moment de l'accession du pays à l'OMC. *Final bound rate of the import tariff*: le taux que le pays s'engage à atteindre à l'issue d'une période de mise en oeuvre (6-8 ans) et avec lequel le pays va fonctionner dans le cadre de l'OMC.

⁵⁴² IET [2001], partie 2.6, information présentée sur le site du Service Fédéral des Douanes www.customs.ru.

⁵⁴³ La diminution de 20% à 15% concerne les appareils audio et vidéo, ainsi que les pièces pour les télé- et radio appareils, le taux pour les parties de cinescopes étant abaissé de 15% à 10%. Le taux pour les navires et autres véhicules aquatiques est diminué de 20% à 10%, pour les machines à coudre de 25% à 20%, pour les vitamines de 15% à 10%, pour les fruits de 10% à 5%. Ceci étant, certains taux sont rehaussés, par exemple, pour le riz de 5% à 10% et de 5% à 15% pour les réfrigérateurs et compresseurs. IET [2002], partie 2.6.

⁵⁴⁴ IET [2002], partie 2.6.

⁵⁴⁵ www.customs.ru

au premier semestre 2000, la croissance des recettes de tarifs d'importation était de 500% pour le beurre, 300% pour les fleurs coupées, 450% pour les vêtements, 350% pour les frigidaires, 1000% pour les téléviseurs, 230% pour les meubles. Néanmoins la croissance des recettes est due non seulement à la légalisation des importations, mais aussi à une croissance des importations en valeur⁵⁴⁶.

2.2.4. Mesures spécifiques. Rôle des acteurs internes et externes

Néanmoins, certaines industries arrivent à négocier une protection renforcée. Cela concerne notamment l'agriculture (marchés de sucre, viande) et l'industrie automobile.

Le secteur agro-alimentaire reprend rapidement depuis 2000 (Wegren [2005]). La hausse de la production alimentaire et la stabilisation financière est due au développement du crédit, à la suppression des dettes, à l'intervention du gouvernement sur le marché du blé, au respect des engagements budgétaires et à la protection douanière. Cela révèle donc le commencement d'une politique agricole active orientée au soutien des producteurs nationaux. Néanmoins, la Russie reste un importateur net de produits agro-alimentaires. Les importations alimentaires, réduites après la crise de 1998, ont repris. En 2004⁵⁴⁷, les importations sont supérieures aux exportations de 5,4 fois, alors que la croissance du secteur agro-alimentaire se ralentit considérablement.

Le soutien agricole fait partie des pierres d'achoppement lors des négociations d'accession à l'OMC. Malgré les poussées protectionnistes, l'agriculture russe est relativement non-protégée par rapport à la moyenne des pays développés. De plus, les mesures protectionnistes mises en oeuvre amènent parfois à des résultats contrastés. Par exemple, l'introduction de quotas⁵⁴⁸ sur les importations de viande (sauf en provenance des pays de la CEI) a entraîné une hausse des importations de produits transformés à base de viande, surtout des pays de la CEI, sans pour autant permettre un élargissement de la production domestique. La Russie a d'ailleurs tout intérêt à mener une politique plus active pour obtenir une marge de manoeuvre plus grande après l'accession, puisque le soutien autorisé est fixé en fonction des politiques mises en oeuvre dans les années précédant l'accession.

Une autre industrie qui réussit à obtenir la protection est l'industrie automobile. A partir du 4 octobre 2002, sont rehaussés les taux pour les voitures produites depuis plus de 7 ans (importées par des personnes physiques), afin de diriger les préférences de la population en faveur des modèles plus récents⁵⁴⁹. Les mesures protectionnistes se succèdent en 2003 et 2004. A partir du 1^{er} janvier 2004, le taux d'importation unique de 48% frappe les voitures produites il y a moins de trois ans (sauf les voitures russes⁵⁵⁰) et un taux différencié en fonction de la puissance du moteur est prévu pour les véhicules dont l'âge est supérieur à trois

⁵⁴⁶ En 2001, les paiements douaniers versés au budget fédéral augmentent de 44% environ par rapport à 2000 (voir graphique 4.1.). Ceci étant, les échanges augmentent en valeur de 3,8% en 2001 par rapport à 2000. Les exportations diminuent de 3%, alors que les importations augmentent de 19,8% (Données Banque de Russie). Ces chiffres approximatifs montrent une "légalisation" des importations grises (la croissance des revenus douaniers est supérieure à la croissance des échanges). Cependant, il nous manque des données (par exemple, les recettes douanières par industrie) pour établir un lien robuste.

⁵⁴⁷ En janvier-septembre

⁵⁴⁸ Quotas tarifaires pour le bœuf et le porc et quotas pour les volailles.

⁵⁴⁹ IET [2002, p. 340].

⁵⁵⁰ Le taux de 1 euro/1000 centimètres cubes de cylindrée s'applique aux voitures russes de moins de 3 ans.

ans⁵⁵¹. Selon le "Concept du développement de l'industrie automobile russe" adopté par le gouvernement russe en 2002, le taux d'importation pour les voitures de plus de 7 ans doit atteindre 35% en 2005 et la diminution des taux (de 5% par an) est prévue pour la période à partir de 2010⁵⁵².

Malgré ces mesures, la demande d'automobiles russes est en baisse, alors que la demande des voitures étrangères augmente. Ainsi, en 2004, les importations de voitures ont augmenté de 2,3 fois par rapport à 2003. Les mesures ultérieures visent plutôt la baisse des tarifs pour les importations de composants pour l'assemblage industriel (à ce jour, les partenariats russo-étrangers d'assemblage bénéficient d'accords spéciaux permettant les importations de composants à taux zéro)⁵⁵³. Il reste à se demander si cette mesure vise les producteurs russes ou les producteurs étrangers qui s'implantent en Russie.

Enfin, de nouvelles concessions en matière de protection de l'industrie automobile seront vraisemblablement accordées dans le contexte de l'accession de la Russie à l'OMC⁵⁵⁴.

D'ailleurs, la protection accordée à l'agriculture et à l'industrie automobile peut être due en partie au lobbying de la part des groupes industriels-financiers. Ainsi, par exemple, l'expansion des entreprises existantes et l'entrée des grandes firmes (oligarques) dans le secteur après la crise de 1998⁵⁵⁵ expliquent une importance accrue des pressions protectionnistes. Ainsi, O. Deripaska, considéré comme le leader des oligarques protectionnistes, après avoir conquis le contrôle de la production de l'aluminium, a investi dans l'industrie automobile. Il contrôle notamment le deuxième producteur de voitures et quasiment toute la production de bus et camions⁵⁵⁶.

Enfin, concernant les interrelations avec les acteurs internes, l'on peut également citer l'imposition de nouvelles limites sur le commerce de navette⁵⁵⁷.

⁵⁵¹ Pour les voitures de 3 à 7 ans le taux varie de 0,85 euros/1000 centimètres cubes de cylindrée à 2,25 euros/1000 centimètres cubes et pour les voitures de plus de 7 ans, le taux est de 2 ou 3 euros/1000 centimètres cubes, indépendamment du pays d'origine. Les taux plus élevés frappent les voitures à volumes de moteur plus élevés.

⁵⁵² IET [2003, p. 304-305].

⁵⁵³ IET [2004, p. 412-413].

⁵⁵⁴ La Russie s'engage à faciliter les importations de voitures neuves. Les tarifs sur les voitures neuves seront diminués de 25% à 15% à l'issue de la période de transition de 7 ans (pendant les quatre premières années après l'accession, les tarifs ne seront presque pas modifiés). Pour les véhicules plus anciens, les mesures restrictives sont maintenues à un niveau assez élevé. Les tarifs pour les voitures, camions et bus de plus de 7 ans seront maintenus au niveau actuel, c'est-à-dire très restrictif. Les tarifs sur les voitures de 3 à 7 ans seront quelque peu diminués, mais ils doivent être supérieurs aux tarifs sur les voitures neuves de 5% minimum. IET [2005, p. 413].

⁵⁵⁵ Barnes [2003].

⁵⁵⁶ Guriev, Rachinsky [2004, p. 9].

⁵⁵⁷ A partir du 1 octobre 2002, l'exonération des tarifs d'importation et de la TVA s'applique à des importations inférieures à 50 kilos et 1000 dollars et, surtout, à condition de la présence personnelle du propriétaire lors du passage de la douane (quelques exonérations sont maintenues jusqu'au 1 janvier 2003). Auparavant, la limite des exonérations tarifaires était de 50 kilos et les importations d'un poids de 50-200 kilos et d'une valeur inférieure à 10000 doll. étaient assujetties au taux de 30% mais exonérées de la TVA. Or, comme la présence du propriétaire n'était pas nécessaire, les importations pouvaient être divisées en petites parties et introduites sur le territoire de la Russie sous forme d'importations personnelles exonérées. IET [2003, p. 341].

Les mesures de politique commerciale sont limitées non seulement par des considérations internes, mais aussi par les relations bilatérales (multilatérales). Le changement majeur dans ce domaine a été la reconnaissance à la Russie du statut d'économie de marché par l'Union Européenne et les Etats-Unis, en 2002, ce qui permet aux exportateurs russes de se défendre contre les enquêtes anti-dumping sur la base de leurs coûts réels et non sur la base de ceux d'un autre pays à niveau de développement proche de la Russie. D'un point de vue pratique, cela améliore la situation des exportateurs russes vers l'Union Européenne (en 2002, 14 mesures anti-dumping sont en vigueur, portant notamment sur les ouvrages en métaux, les engrais minéraux, certains produits de la filière bois et 4 nouvelles enquêtes ont commencé) et les Etats-Unis (le prix minimal de l'acier russe sera établi en fonction de l'information sur le coût de revient présenté par les exportateurs russes). En prolongement de cette dynamique, les limites (quotas) sur les importations de l'acier russe ont augmenté de 30% pour l'UE, revues à la hausse ou éliminées selon les types de produit par les Etats-Unis⁵⁵⁸⁵⁵⁹. Dans la CEI, les relations avec l'Ukraine sont marquées par les manifestations protectionnistes et guerres commerciales récurrentes (*voir la partie 3*). D'autres exemples peuvent être trouvés dans les relations avec la Hongrie⁵⁶⁰ ou, encore récemment, la Pologne⁵⁶¹.

Aujourd'hui, le tarif moyen officiel est de 11%. Cependant, du fait de l'application des régimes préférentiels, le taux effectif actuel (le total des recettes d'importations perçues divisé par le total des importations) est de 7%. Il se distingue du taux du fait de l'application des régimes préférentiels⁵⁶².

2.3. Taxation des exportations

Du côté des exportations, les efforts du gouvernement visent à reprendre le contrôle des exportations des matières premières perdu durant la décennie 1990, d'autant plus que le cours du pétrole offre des opportunités de bénéfices importants. Au fil du temps, le poids de la taxation des hydrocarbures se renforce. Depuis février 2002, le taux sur les exportations du pétrole dépend du prix mondial du pétrole (il est revu tous les deux mois). Ainsi, il est de 140 doll/ tonne à partir d'août 2005 (pour comparer, il était de 31,2 doll/tonne en janvier 2004 et de 101 doll/tonne en janvier 2005)⁵⁶³.

⁵⁵⁸ IET [2003, p. 335, 331].

⁵⁵⁹ L'autre bataille commerciale avec les Etats-Unis concerne les exportations de volailles américaines (appelées en Russie "cuisses de Bush"). La Russie consomme près de 40% des exportations américaines. Une suspension des importations de poulet en 2002 a été perçue par les américains comme une réponse à la limitation des exportations d'acier (Roche [2002, p. 29]). Le conflit d'intérêts entre producteurs de poulet russes et exportateurs américains est toujours d'actualité dans le contexte de l'accession à l'OMC et des négociations sur les importations de viande avec les Etats-Unis.

⁵⁶⁰ Les tarifs supplémentaires imposés par la Hongrie sur les importations d'engrais d'azote russes et l'introduction de quotas sur les importations de ciment, laminage d'acier et certains produits de la filière bois entraînent une réponse de la part de la Russie. En juillet 2001, la Russie introduit des tarifs spéciaux sur les importations de légumes congelés, jus, soupes et certaines sortes d'huiles. Le différend est réglé en 2002, les mesures spéciales étant éliminées par les deux parties.

⁵⁶¹ Par exemple, depuis 2005, la Russie interdit les importations de viande polonaise ce qui sert d'argument à la Pologne pour bloquer les négociations sur le nouvel accord de partenariat et de coopération entre la Russie et l'UE en 2007, ceci dans le contexte de tensions accrues autour des exportations des hydrocarbures de la Russie vers l'UE.

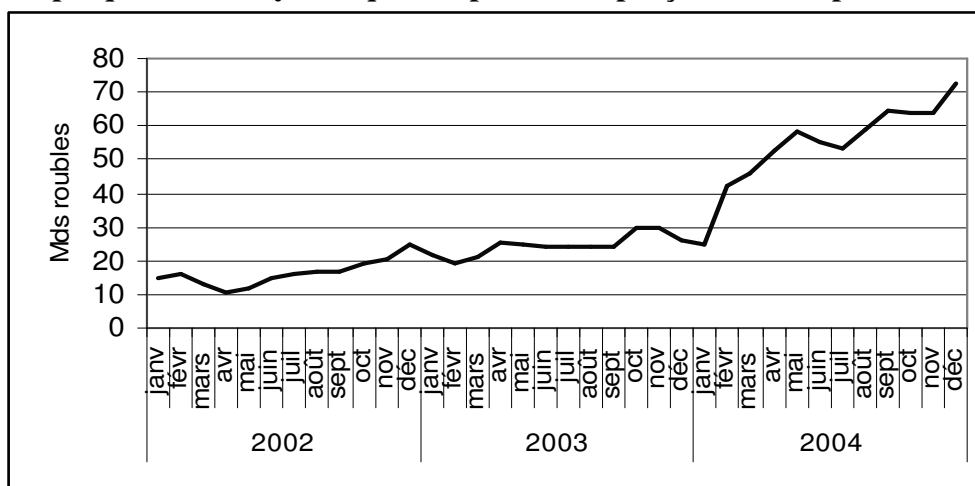
⁵⁶² World Bank [2005b, p.18 fn.8].

⁵⁶³ IET [2005, p. 418].

Pour d'autres produits exportés, le régime d'exportation est facilité. En septembre 2002, le tarif d'exportation est supprimé pour 432 produits (soit 50% de la nomenclature des produits assujettis au tarif d'exportation), dont les exportations sont peu importantes⁵⁶⁴. Les changements réglementaires viennent en réponse à la dégradation de la situation des exportateurs russes sur les marchés internationaux. Par exemple, le taux de 5% frappant les exportations de métaux ferreux a été éliminé au 1^{er} juillet 2002 pour soutenir les exportateurs russes face aux mesures protectionnistes imposées par le Etats-Unis et l'Union Européenne.

La hausse des prix des produits exportés et la réforme de la fiscalité pétrolière (indexation de la taxe d'exportation par rapport au niveau du prix mondial du brut.) se traduisent par une hausse des recettes des exportations, surtout depuis 2004 (voir graphique 4.2).

Graphique 4.2. La dynamique des paiements perçus lors d'exportations



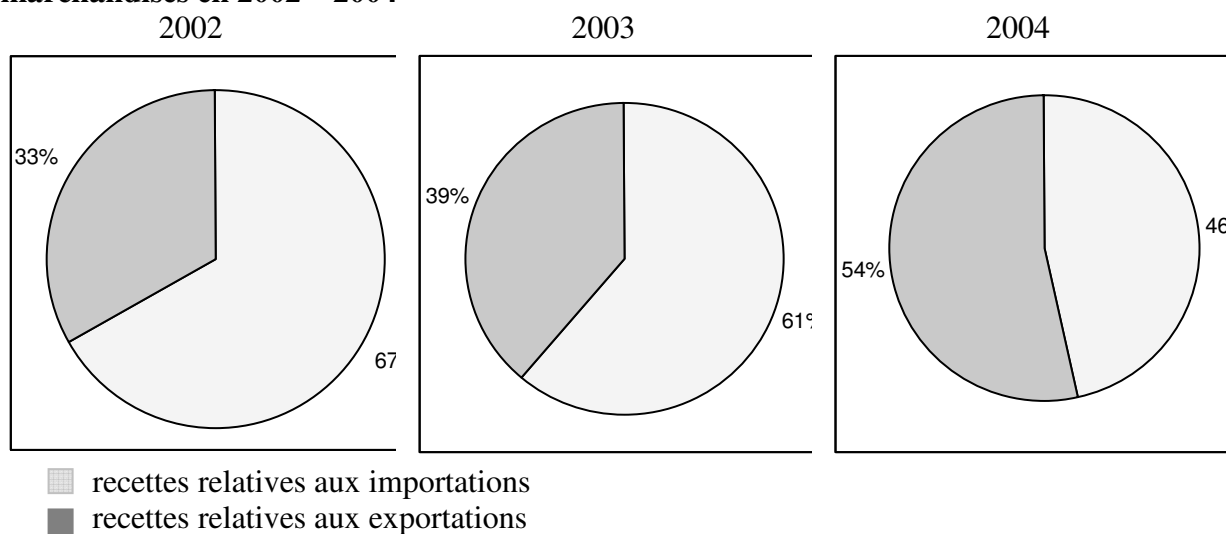
Source : Service Fédéral de Douanes, www.customs.ru date: 24.02.2005, consultation: juillet 2005.

Dans ce contexte, les exportations assurent la contribution la plus grande aux recettes douanières depuis 2004 (voir graphique 4.3.)⁵⁶⁵.

⁵⁶⁴ IET [2003, p. 341].

⁵⁶⁵ Les paiements douaniers se structurent de la manière suivante (données du 1^{er} semestre 2003): le taux d'exporation constitue 39% des paiements (36,7% en 2002), le taux d'importation constitue 21% (23,8% en 2002), la TVA 34% (38,7% en 2002), droits administratifs et autres paiements 6%. www.customs.ru (rapport Service Fédéral de Douanes de la Russie. Bilan et perspectives.) La baisse de la part de la TVA est liée au passage au principe du pays de destination.

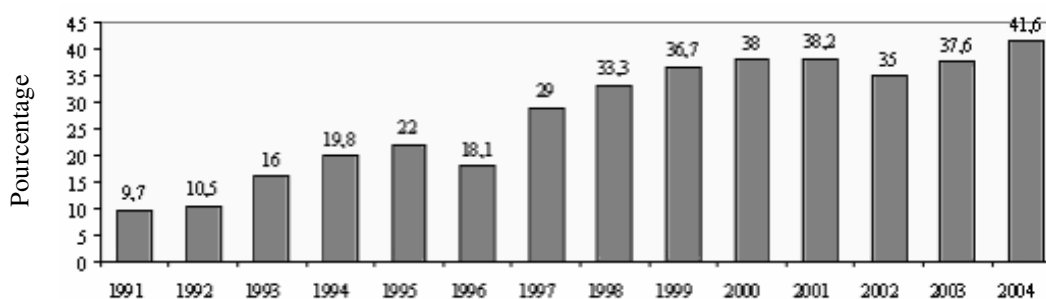
Graphique 4.3. Part des recettes douanières sur importations et exportations de marchandises en 2002 – 2004



Source: Service Fédéral de Douanes, www.customs.ru. Consultation: juillet 2005.

La politique commerciale russe joue un rôle fiscal fort. La part des recettes douanières dans le budget augmente, surtout après la crise de 1998. Les recettes douanières constituent à ce jour près de 40% des revenus budgétaires (voir graphique 4.4).

Graphique 4.4. La part des paiements douaniers dans les revenus du budget fédéral en 1991-2004



Source : Service Fédéral de Douanes, www.customs.ru. Date: 24.02.2005, consultation: juillet 2005

2.4. Mise en cause des mesures appliquées

Introduit dans la foulée de la relance industrielle post-crise 1998, le nouveau tarif se basait sur une conjoncture domestique favorable. Les pressions protectionnistes étaient atténuées par un rouble sous-évalué qui limitait les importations tout en favorisant les exportations. A ceci s'ajoutent la popularité de V. Poutine et le contexte favorable des premières années de la reprise économique après la crise de la transition.

L'impact de ces mesures s'avère ambigu. Dans le contexte de la pression croissante à la hausse du taux de change créée par la croissance des recettes des exportations des hydrocarbures, les industries soumises à la concurrence internationale (industries

manufacturières) se retrouvent plus vulnérables, d'autant plus que la protection (le soutien) accordée à ces industries est faible.

La différenciation du tarif et la préservation du degré "nécessaire" de protection des industries à faible compétitivité sont toutefois définies par le gouvernement parmi les objectifs pour 2003-2005⁵⁶⁶. Dans la pratique, ces mesures vont dans le sens de la libéralisation des importations des équipements de production non fabriqués en Russie, une mesure visant à faciliter la modernisation des industries manufacturières en Russie, sans remettre en cause la logique libérale sous-jacente à la politique promue par le gouvernement (notamment, le ministère du Développement Economique, MERT). Quoique, récemment, le passage à une intervention étatique plus prononcée se voit avec plus de transparence. En même temps, la pression tarifaire sur les exportations des hydrocarbures se renforce.

Au total, les mesures imposées ne semblent pas correspondre aux préférences d'ouverture de secteurs. Les secteurs libre-échangistes (notamment les hydrocarbures) sont soumis à des taxes d'exportation, alors que les secteurs industriels à compétitivité faible, plutôt protectionnistes, souffrent d'insuffisance du soutien public.

Les pressions extérieures liées aux négociations sur l'accession de la Russie à l'OMC obligent à la poursuite de l'ouverture des industries à la concurrence internationale. De ce fait, la Russie risque de se retrouver bloquée dans une situation d'ouverture d'une économie non-compétitive (les hydrocarbures exclus). On peut s'interroger également sur l'efficacité d'une diminution de tarifs avant l'accession à l'OMC⁵⁶⁷. Dans ce contexte, les pays vont vraisemblablement revendiquer une baisse des tarifs à partir du niveau atteint par la réforme.

Section 3. Accession à l'OMC

La Russie a déposé la demande d'adhésion au GATT en 1993. Toutefois, l'idée d'adhésion aux institutions régissant le régime commercial multilatéral est bien plus ancienne. Bien qu'en 1946 l'URSS ait refusé de participer au GATT, plus tard, en 1979, le *politburo* du parti communiste a conclu que l'Union soviétique devait adhérer au GATT. Or, cela ne semblait pas faisable dans le contexte de la guerre froide⁵⁶⁸. En février 1986, M. Gorbatchev évoque "la tendance grandissante à l'interdépendance des Etats de la communauté internationale"⁵⁶⁹. Six mois plus tard, la demande soviétique de participer aux négociations du GATT en tant qu'observateur est refusée. L'URSS n'obtient le statut d'observateur qu'à la fin 1990 et la Russie hérite du statut d'observateur en 1992. L'adhésion aux institutions internationales donnait la possibilité à l'Union soviétique et ultérieurement à la Russie de retrouver l'aide technique et financière ainsi que reconnaissance et influence sur la scène

⁵⁶⁶ Programme de la politique économique et sociale du gouvernement de la Fédération de Russie à moyen terme (2003-2005). Néanmoins, le programme est assez libéral et prend le tarif moyen de l'UE, Japon, Suisse comme repère du niveau de protection, bien que les structures de production russes diffèrent de celles des pays développés.

⁵⁶⁷ Idée exprimée par A. Bekker, "Reforma perehodit tamojennuiu granitsu", *Vedomosti*, 03 août 2000.

⁵⁶⁸ Le site du groupe de travail du patronat russe (RSPP) sur l'accession à l'OMC, www.rgwto.com/wto.asp?id=3671

⁵⁶⁹ M. Gorbatchev. Rapport politique du Comité central du P.C.U.S. au XVIIIe Congrès du Parti, Moscou, Agence de presse Novosti, 1986, p. 25. Ici, reproduit de Roche [2002, p.5].

internationale. Pour les pays développés, l'adhésion permettait une plus grande influence sur le cours des réformes dans l'Union soviétique (et en Russie par la suite)⁵⁷⁰.

Les négociations sur l'accession de la Russie à l'OMC commencent à partir de 1995 et le dossier évolue très lentement. L'accession est censée apporter les effets positifs pour le développement de l'économie russe (3.1.), mais de nombreuses résistances du fait des risques encourus en relation à l'accession de la Russie à l'OMC complexifient le processus de négociations (3.2.).

3.1. Les objectifs de l'accession

Les objectifs de l'accession à l'OMC sont formulés de la manière suivante⁵⁷¹:

- obtention de conditions d'accès de la production russe aux marchés étrangers meilleures que les actuelles et non-discriminatoires ;*
- accès au mécanisme international de régulation des différends commerciaux ;*
- création d'un climat plus favorable pour les investissements étrangers en raison de la mise en conformité du système législatif avec les normes de l'OMC ;*
- élargissement des possibilités pour les investisseurs russes dans les pays membres de l'OMC, en particulier, dans la sphère bancaire ;*
- création de conditions pour l'amélioration de la qualité et de la compétitivité de la production russe comme résultat de la croissance des flux de biens, services et investissements étrangers sur le marché russe ;*
- participation à l'établissement des règles du commerce international avec prise en compte des intérêts nationaux ;*
- amélioration de l'image de la Russie dans le monde en tant qu'un membre participant au commerce international de plein droit.*

Selon G. Gref, *"la balance des droits et obligations de la Russie lors de l'accession à l'OMC doit contribuer à la croissance économique et non l'inverse"*⁵⁷². Selon les sources officielles, les négociations se basent sur deux principes:

-la Russie ne diminue aucun tarif au moment de l'accession. A l'issue de la période de transition, le tarif d'importation peut être diminué dans les secteurs où son niveau n'a pas d'impact significatif sur les producteurs russes (cas de la production domestique manquante ou absente) ou lorsque la Russie est intéressée à l'influx des biens étrangers (par exemple, les équipements technologiques de pointe, ordinateurs, équipements médicaux) ;

- l'accession à un accord sectoriel non-obligatoire ne peut être une condition d'accession⁵⁷³.

Les négociations avancent très lentement. Ceci étant, les risques liés à l'accession de la Russie à l'OMC sont plus grands pour la Russie que pour les pays développés. La Russie bénéficie déjà du statut de l'économie de marché et de nation la plus favorisée accordé par ses principaux partenaires commerciaux (notamment, par l'UE)⁵⁷⁴. Ses avantages comparatifs

⁵⁷⁰ Roche [2002]. L'auteur rappelle également que la Russie n'est admise en tant que membre du FMI qu'après la mise en oeuvre du programme de la thérapie de choc, soit, à des conditions plus contraignantes que d'autres pays de l'ex-camp socialiste.

⁵⁷¹ www.wto.ru – site d'information sur l'accession de la Russie à l'OMC.

⁵⁷² Cité de www.wto.ru . Consultation juillet 2005.

⁵⁷³ www.wto.ru . Consultation juillet 2005.

⁵⁷⁴ Roche [2002] remarque que l'explication la plus plausible de la reconnaissance du statut de l'économie de marché à la Russie par les Etats-Unis et l'Union Européenne réside dans la volonté de renforcer les groupes de pression internes qui soutiennent l'accession de la Russie à l'OMC.

sont concentrés sur les hydrocarbures et les matières premières qui sont généralement peu concernés par les négociations tarifaires. L'ouverture des secteurs non-compétitifs de son économie est porteuse de risques économiques et sociaux. Inversement, l'enjeu pour ses principaux partenaires commerciaux consiste à améliorer l'accès à un marché en croissance et aux ressources russes⁵⁷⁵.

3.2. Economie politique de l'accession

Les négociations sur l'accession de la Russie à l'OMC portent directement sur les mesures commerciales et touchent également aux questions systémiques, telles que la structure du secteur énergétique. Le processus d'accession à l'OMC révèle les conflits d'intérêts et la force de lobbying des principaux secteurs économiques.

3.2.1. Les principales questions des négociations

Les négociations portent sur les questions relatives à la protection de l'industrie et de l'agriculture, la libéralisation des services et les questions systémiques.

A. La protection de l'industrie

Les industries manufacturières russes ont une compétitivité généralement faible, ce qui renforce les pressions protectionnistes en Russie. L'offre tarifaire russe de 2001 (voir tableaux 4.1. et 4.2. *supra*) semble peu réaliste, puisque le niveau final du tarif est supérieur au taux appliqué actuellement⁵⁷⁶. Les premiers résultats des négociations laissent percevoir une dynamique à la baisse du niveau de la protection.

B. Soutien de l'agriculture

Le soutien accordé à l'agriculture reste assez faible par rapport à celui des pays développés (par exemple l'UE, les Etats-Unis). En 1999-2001, 1,5% du budget de l'Etat a été alloué à ces fins, soit moins de 900 Mns euros seulement pour 2001⁵⁷⁷. En 2006, le soutien est porté à 3,5 Mds doll⁵⁷⁸. Néanmoins, la Russie souhaiterait pouvoir accroître l'aide dans le futur : sa proposition consiste à fixer le support domestique autorisé au niveau de 9,5 Mds doll. (la période représentative étant 1993-1995)⁵⁷⁹.

La logique des négociations à l'OMC consiste à établir non pas tellement un niveau de protection uniforme, mais plutôt un taux homogène de réduction de la protection, le niveau de support autorisé étant fixé en fonction des années passées. La période de référence généralement utilisée dans l'accord sur l'agriculture est 1986-1989, mais les pays intéressés n'acceptent pas de l'appliquer à la Russie puisqu'à l'époque, la Russie n'était pas un pays à économie de marché. Les négociations portent donc sur le choix de la période de référence pour déterminer les contours du soutien: les années de la transition (pour les membres de

⁵⁷⁵ Voir par exemple Roche [2002].

⁵⁷⁶ Voir la structure du tarif extérieur appliqué en 2005 dans l'Annexe 2.1. Structure du tarif extérieur.

⁵⁷⁷ Vercueil [2003, p. 62].

⁵⁷⁸ Sedykh I. "Rossita postavila sebe srok v VTO", *Kommersant*, 03 mars 2007.

⁵⁷⁹ www.wto.ru, mise à jour juillet 2005.

l'OMC) ou les années précédant la transition, lorsque les aides étaient bien plus importantes (proposition initiale de la Russie).

C. Ouverture du marché des services

Les objectifs du négociateur russe consistent à permettre le développement du secteur des services (services financiers, télécommunications) domestique avant de l'ouvrir à la concurrence internationale.

A ce jour, les compagnies d'assurances étrangères n'ont le droit d'agir sur le marché russe qu'en créant les filiales. Ceci étant, les filiales détenues par des compagnies étrangères à plus de 49% sont exclues des secteurs de l'assurance de personnes, de l'assurance obligatoire, assurance de biens liée à la réalisation des commandes publiques et de l'assurance des intérêts des organisations d'Etat de niveau fédéral ou local⁵⁸⁰.

Les banques peuvent être rachetées sans limitation par les investisseurs étrangers (le plafond de la participation étrangère est enlevé en novembre 2002), mais d'autres limites s'appliquent au niveau des quotas du personnel de nationalité russe. De plus, la question se pose quant à la limitation de la participation étrangère dans le capital de l'ensemble des banques enregistrées en Russie⁵⁸¹. Enfin, seules les filiales créées selon la législation russe sont autorisées.

Quant aux télécommunications, la participation des étrangers dans les sociétés de télécommunications est limitée à 25%⁵⁸². A l'issue des négociations, la Russie accepte de procéder à une démonopolisation du secteur (démantèlement du monopole de *Rostelekom*)⁵⁸³.

D. Les questions systémiques

En matière de la régulation de l'activité économique et de la législation, la libéralisation du secteur énergétique constitue la question la plus débattue. On demande à la Russie la libéralisation du secteur, notamment le libre accès au transit par les pipelines et le droit de construire des pipelines privés et une hausse des énergétiques domestiques. La Russie se voit reprocher de pratiquer des prix internes très bas⁵⁸⁴, en subventionnant par ce biais l'industrie domestique.

⁵⁸⁰ Pour les détails, voir par exemple Bessonova [2005].

⁵⁸¹ Le quota de la participation étrangère dans le capital de l'ensemble des banques enregistrées en Russie a été fixé au niveau de 12% en 1993, mais n'a jamais été épuisé. La participation étrangère dans le capital bancaire était de l'ordre de 5-7% dans la deuxième moitié des années 1990 – début des années 2000. Dans ce contexte, le quota a été désavoué à plusieurs reprises par les représentants de la Banque de Russie et du Gouvernement et a été formellement dénoncé dans la "Stratégie de développement du système bancaire russe" adoptée en décembre 2001. La situation change à partir de 2005 avec l'afflux croissant des investissements étrangers dans le secteur bancaire russe. Au début 2006, la part du capital détenu par les étrangers dans les actifs bancaires totaux était de plus de 11%, et a atteint 18% au premier trimestre 2007, ce qui a réanimé le débat sur la réglementation de la participation étrangère dans le secteur bancaire, notamment dans le cadre des négociations sur l'accession de la Russie à l'OMC. Alors que les Etats-Unis exigent la levée du quota, la Russie accepte de le porter à 25%, puis se déclare prête à l'élargir à 50%. *Moody's Interfax Rating Agency*, février 2002, http://rating.interfax.ru/prensa_body.html?lang=RU&tz=0&tz_format=MSK&id_news=5613870, *RBK Daily*, 24 novembre 2005, <http://finance.rol.ru/news/article16F97/default.asp?news=94103> (actualités du 7 juin 2007).

⁵⁸² Hors chaînes de télévision touchant moins de la moitié de la population russe. Vercueil [2003, p. 62].

⁵⁸³ Sur ce point, voir Bessonova [2005].

⁵⁸⁴ Le tarif moyen interne du gaz pour les consommateurs industriels est de 40 doll/1000m3 en 2004. A titre de comparaison, il est supérieur à 140 doll/1000m3 dans l'UE. World Bank [2005b, p. 12].

Les autres questions touchent à des barrières non-tarifaires, notamment à la libéralisation du régime sur les aspects suivants:

- licences (notamment sur les importations d'alcools, produits pharmaceutiques, moyens de communication, exportations de diamants et de platines);
- barrières techniques, normes sanitaires et phyto-sanitaires;
- adhésion à des accords non-obligatoires de l'OMC (commerce de l'aviation civile, achats publics);
- libéralisation du régime des investissements étrangers, élimination de la condition du contenu national dans les accords d'investissement, participation non-discriminatoire des compagnies étrangères aux transactions (achats) effectuées par les compagnies publiques;
- protection de la propriété intellectuelle;
- mise en conformité du recours aux quotas tarifaires aux standards de l'OMC et réduction de leur utilisation.

Un plan de mise en conformité de la législation russe et, notamment, celle relative à l'exercice de l'activité économique extérieure avec les normes et règles de l'OMC est adopté en 2001 (disposition du gouvernement du 08.08.2001 n°1054-r). Ce plan est *grosso modo* réalisé à la fin-2004⁵⁸⁵. D'autres mesures majeures d'action indirecte viennent compléter la législation relative aux échanges extérieurs (modifications de la loi sur les faillites et de la loi sur la concurrence, homogénéisation de la législation au niveau régional). A ce jour, la législation fédérale russe est mise en conformité aux normes de l'OMC, mais il reste encore d'assurer sa mise en oeuvre au niveau opérationnel, tant du point de vue de sa transposition en divers actes de niveaux inférieurs que des aspects liés à la résolution des litiges (Bessonova [2005]). Enfin, la possibilité d'intervention contingente du décideur public, notamment dans les secteurs considérés stratégiques, n'est pas réduite.

3.2.2. Les perdants et les gagnants des réformes

Il est encore difficile de trancher sur les conséquences de l'accession de la Russie à l'OMC. Premièrement, les négociations n'étant pas achevées (revue mai 2007), des incertitudes pèsent sur les conditions de l'accession. Deuxièmement, l'élargissement des domaines de négociations dans le cadre de l'OMC à un plus grand nombre de questions traduit une complexité des interactions entre les divers processus d'ajustement enclenchés suite à l'adhésion, et ce, pendant une période étalée dans le temps. Globalement, la position officielle des entreprises telle qu'exprimée par le patronat russe (URIE) est favorable à l'accession de la Russie à l'OMC⁵⁸⁶.

⁵⁸⁵ En particulier, ont été adoptées la nouvelle rédaction du Code des Douanes destinée à clarifier la réglementation douanière et à renforcer l'action directe du Code, c'est-à-dire moins de références à d'autres textes législatifs et moins de lacunes (28 mai 2003, N°61-FZ), la loi relative aux bases de la régulation d'Etat de l'activité du commerce extérieur (28 mai 2003, N°61-FZ), la loi relative aux mesures spéciales de protection, anti-dumping et compensatoires lors d'importation de marchandises, qui pourra notamment contribuer à la marge de manoeuvre dans la politique tarifaire, (8 décembre 2003 N°165-FZ), la loi relative à la régulation des devises et contrôle des devises (10 décembre 2003, N°173-FZ), la loi relative à la régulation technique (27 décembre 2002, N°184-FZ), nombre de lois concernant la protection de la propriété intellectuelle. Le 11 novembre 2004, le Président a signé le projet de compléments au Code de Douanes (relatifs aux droits administratifs). La vérification des actes législatifs régionaux du point de vue de leur conformité aux règles de l'OMC se poursuit. L'amendement à la loi sur le tarif douanier (concernant l'évaluation douanière) est en cours de préparation. Source : www.wto.ru mise à jour: juillet 2005.

⁵⁸⁶ Le site du groupe de travail de l'Union Russe des Industriels et des Entrepreneurs (URIE) chargé de l'accession à l'OMC ne présente que les avantages que l'économie russe va tirer de l'accession à l'OMC.

A un niveau plus désagrégé, on peut distinguer les gagnants et les perdants potentiels. Au-delà de l'amélioration générale de la qualité des institutions, les gains espérés sont dus à la possibilité de mieux défendre ses intérêts commerciaux (cela concerne notamment l'industrie des métaux), à la réforme des transports (qui procurera des bénéfices aux exportateurs d'acier, de produits pétroliers, de charbon), à la privatisation des terres agricoles (qui intéresse les groupes agro-industriels).

Pour les entreprises de l'agriculture, l'industrie automobile, l'industrie aéronautique, les services financiers, les firmes de production et de machinerie (vieille industrie soviétique), le risque de voir leur situation s'aggraver est élevé. Quant à l'industrie aéronautique, la Russie ne souhaite pas adhérer à l'accord non-obligatoire sur l'aviation civile qui fixe les obligations à la libéralisation du commerce d'avions (plus précisément, le taux d'importation de zéro pour cent), dont l'acceptation fragilisera encore la situation de l'industrie⁵⁸⁷. Cependant, les résultats actuels des négociations laissent entrevoir des concessions tarifaires, notamment d'après les accords conclus avec les Etats-Unis. L'accession rencontre également des résistances dans les régions, puisqu'un grand nombre d'économies régionales dépendent d'une seule industrie, voire d'une seule entreprise, non obligatoirement compétitive.

Enfin, pour certains secteurs, la situation est ambivalente. Ainsi, le secteur gazier (de par Gazprom) était favorable à une augmentation des prix internes mais s'opposait à une libéralisation de la structure de l'industrie.

Le lobby des intérêts sectoriels opère à travers le groupe de travail de l'URIE. Ce groupe, dirigé par le PDG de l'entreprise d'acier *Severstal*, A. Mordachov, travaille en collaboration avec le département des négociations commerciales du Ministère du développement économique et du commerce (MERT) et d'autres instances des autorités publiques. L'URIE propose de distinguer trois grands dossiers de négociations: prix énergétiques, questions sectorielles et libéralisation des services et attache une importance particulière au maintien de la double formation des prix énergétiques. Ses représentants éminents (notamment A. Mordachov) considèrent que l'acceptation de la libéralisation des services peut être utilisée pour atteindre cet objectif. Cette position reflète bien les intérêts de la sidérurgie et de la métallurgie, très consommatrices de l'énergie et soucieuses d'améliorer l'accès aux marchés européen et américain.

Notons aussi que les négociations sont menées dans le contexte de la prépondérance de la doctrine libérale dans le bloc économique du gouvernement, laquelle correspond aux exigences des partenaires commerciaux de la Russie. Enfin, la faiblesse du poids économique et politique des industries de transformation peut faciliter les concessions tarifaires.

Il reste à voir dans quelle mesure les préférences des acteurs seront réalisées à l'issue des négociations. Les nombreux modèles économiques traitant de cette question démontrent un effet total positif de l'accession. Néanmoins, la précision de ces pronostics reste en question.

⁵⁸⁷ La compétitivité de cette industrie est en question. De plus, jusqu'en 2005, Aeroflot a bénéficié d'exemptions tarifaires pour importer son parc d'avions étrangers (une trentaine d'avions en 2005). ("Aeroflot" ne prolejit mimo tamojni, *Kommersant*, 06 juillet 2005). La question se pose donc de la protection effective de l'industrie aéronautique dans les années 1990 dans le contexte des préférences individuelles accordées aux compagnies aériennes.

3.2.3. Résultats et limites de la modélisation

Généralement, les études montrent que l'ouverture réelle de la Russie aux échanges est plus faible que son niveau potentiel, en raison des problèmes économiques de la période de transition (qualité des institutions et degré d'achèvement des réformes, restrictions au commerce, faible infrastructure et coûts de transport élevés, corruption) (Babetskaia-Kukharchuk, Maurel [2004], Babetskii *et al.* [2003], Elborgh-Woytek [2003]). Une croissance considérable des échanges extérieurs de la Russie est donc attendue à la suite des changements institutionnels imposés par l'accession à l'OMC.

Une autre série d'études traite directement de l'impact de l'accession à l'OMC sur l'économie russe. Selon la majorité des estimations, les gains et les pertes de la libéralisation de la politique tarifaire seront assez modestes⁵⁸⁸. Les effets positifs les plus significatifs sont attribués à des changements autres que la politique tarifaire, par exemple, la libéralisation des services ou l'amélioration des institutions. En effet, le tarif douanier effectif est relativement peu élevé: il constitue 7% de la valeur des importations. Les constructions mécaniques, industries légères, quelques secteurs de l'industrie alimentaire sont généralement considérés comme perdants de l'accession à l'OMC, alors que les producteurs de métaux sont censés en bénéficier.

Sur la base d'un modèle d'équilibre général⁵⁸⁹, Jensen, Rutherford, Tarr [2004] estiment les gains de l'accession de la Russie à l'OMC à 3,3% du PIB à moyen terme et à 11% du PIB à long terme. Les secteurs orientés sur les exportations (sidérurgie et métallurgie, industrie chimique, filière bois-papier) sont en expansion suite à l'adhésion à l'OMC, alors que les secteurs protégés perdent à court et moyen terme. Trois quarts du gain global de l'accession sont dus à la libéralisation des barrières aux investissements directs étrangers. Néanmoins, ce modèle ne considère pas l'augmentation des prix énergétiques. Un autre modèle de Rutherford, Tarr, Shepotylo [2004] présente les effets de l'accession sur la répartition des revenus. Selon ce modèle, pratiquement tous les ménages obtiennent des gains à moyen terme (les gains représentent de 2 à 25% de revenus), mais beaucoup risquent de voir leur position se dégrader pendant la période de transition.

Néanmoins, la portée réelle de ces pronostics est fort limitée (Yudaeva [2003]). Premièrement, le cadre théorique des modèles ne reflète pas suffisamment certaines caractéristiques de l'économie russe difficiles à modéliser, telles que de fortes différences socio-économiques entre les régions, la faible mobilité interrégionale, les marchés pas toujours concurrentiels. Deuxièmement, il est difficile d'évaluer l'impact de l'accession puisque c'est un processus pluridimensionnel.

Les modèles reflètent mal les changements sur les *questions systémiques*, notamment, dans le secteur énergétique et les services:

-les modèles ne prennent pas en compte la réforme du secteur énergétique (et donc la hausse des prix)⁵⁹⁰. De ce fait, les modèles prédisent des gains à des secteurs exportateurs, dont la métallurgie, très intensifs en énergie ;

⁵⁸⁸ Ici, nous nous appuyons essentiellement sur la présentation des difficultés de la modélisation de Yudaeva [2003].

⁵⁸⁹ Les auteurs supposent que l'accession signifie une réduction des barrières tarifaires de 50% sur tous les produits, une élimination complète des barrières aux investissements directs (sauf dans les transports maritime et aérien, où les barrières sont quelque peu diminuées) et une amélioration d'accès aux marchés (exprimée par une augmentation du prix mondial).

⁵⁹⁰ La Russie arrive à maintenir la structure de l'industrie gazière (notamment, le monopole de transports et dons des exportations), mais une hausse des prix internes semble inévitable, et ce, même en cas de non - accession.

-les gains les plus importants sont censés être dus à la libéralisation des investissements étrangers dans les services. Les négociations ne sont pas encore achevées, mais on peut supposer que la Russie n'accepte pas toutes les exigences des membres de l'OMC ;

-enfin, il est difficile de fournir une mesure adéquate de l'impact des changements institutionnels ou de productivité.

Quant aux *questions tarifaires*, les faiblesses sont les suivantes:

-les changements tarifaires ne sont pas nuancés par secteur ;

-la dynamique temporelle n'est pas prise en compte. La baisse des tarifs est supposée avoir lieu au moment de l'accession, alors qu'en fait, une période de grâce serait accordée afin d'assurer la gradualité des modifications des barrières douanières. D'autres études encore supposent que les tarifs seront rehaussés dans un premier temps (au niveau des *bound rates* supérieurs).

Ensuite, les études ne prennent pas en compte les instruments connexes à la politique tarifaire telles que *les subventions et autres formes de support*, au niveau fédéral ou régional.

Finalement, il faut évoquer les problèmes de la collecte d'informations⁵⁹¹ et de leur fiabilité, liée notamment au développement de l'économie illégale, de la corruption et de la persistance des schémas opaques de l'organisation des affaires en Russie⁵⁹².

En essayant de nous rapprocher de la situation réelle, nous pouvons faire les conclusions suivantes. Si en pratique, la libéralisation des barrières aux investissements (qui explique la plupart des gains) s'avère limitée, les gains de l'accession, tels que prédits par les modèles, seront très modestes. La prise en compte de la croissance des prix énergétiques met en question les résultats positifs des secteurs exportateurs intensifs en énergie. Les exportateurs des hydrocarbures ne semblent pas bénéficier de l'accession à l'OMC. Les industries de transformation qui exportent peu sont considérées comme perdants de l'accession, du moins à court et moyen terme. Le risque du résultat total nul ou négatif est donc assez fort. De plus, comme le conclut J. Sapir [2003], l'entrée à l'OMC avant l'achèvement de la modernisation industrielle va créer des obstacles à la mise en place de toute politique industrielle visant à améliorer la compétitivité de ses secteurs manufacturiers⁵⁹³.

⁵⁹¹Par exemple, jusqu'à récemment, les données sur la Russie n'étaient pas incluses dans la base de données la plus utilisée pour les études des effets des politiques commerciales GTAP (General Trade Analysis Project), qui contenait seulement des données sur l'Union soviétique de 1989. A notre connaissance, une étude sur la base de GTAP est actuellement en cours de préparation par V. Kharitonov et T. Walmsley à l'Université Purdue.

⁵⁹² Voir par exemple les études consacrées à la réévaluation de la structure du PIB russe présentées dans le chapitre 1.

⁵⁹³ "Entering the WTO now, before any industrial rebuilding, would not open any new markets to Russian exports, but would prevent Russia from implementing the kind of industrial policy necessary for a transitional phase of rebuilding a basis for international development". Sapir [2003, p. 14].

Conclusion du chapitre 5

La libéralisation des relations extérieures est ambiguë. Alors que les importations sont libéralisées, on maintient le contrôle sur les exportations. Puis, on cherche à reprendre le contrôle sur les importations, tandis que les exportations sont libéralisées. Les évolutions des mesures de la politique commerciale reflètent les intérêts des groupes d'acteurs privés (par exemple, lobby agricole ou automobile) et publics (les objectifs fiscaux du gouvernement, le programme de réformes des organisations internationales) et aussi des intérêts des acteurs individuels, dont témoigne de nombreuses exemptions et le faible taux effectif des recettes douanières perçues. De ce fait, les effets de la politique commerciale en termes de développement industriel sont fort contraints. La réforme du tarif douanier de 2000-2001 vise à stabiliser le cadre institutionnel et limiter les comportements frauduleux. L'ajustement se fait à la baisse. En résultat, la situation actuelle se caractérise par la concomitance des politiques libérales à l'égard des industries manufacturières et du contrôle renforcé sur les hydrocarbures.

La question se pose quant au résultat de ces politiques, d'autant plus que, après l'accession à l'OMC, la marge de manœuvre du régulateur public sera réduite.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Alors que les intérêts des groupes d'acteurs internes influencent les décisions prises en matière de politique économique dans tous pays, en Russie, le mode d'interrelation se distingue par l'intensité particulière de l'influence des intérêts privés. Ceci étant, quelques particularités se dégagent:

-premièrement, il s'agit de *relations personnalisées* avec le décideur public, ce qui se manifeste au travers de l'ampleur des comportements frauduleux et transactions illicites (rappelons l'exemple de l'évasion tarifaire). Ce système clientéliste dans un Etat capturé limite fortement les possibilités de représentation des secteurs à compétitivité plus faible (industries manufacturières), alors que les acteurs des secteurs des hydrocarbures ou de négoce s'avèrent gagnants. Notons que, dans une grande mesure, il s'agit des stratégies de pillage d'actifs et d'enrichissement personnel, ce qui ne mène pas nécessairement au développement de long terme des industries ou entreprises en question. Nous retrouvons ici par exemple les stratégies d'écramage d'actifs dans le secteur des hydrocarbures;

-la crise de 1998 et l'arrivée au pouvoir de V. Poutine semblent remettre en cause ce mauvais équilibre, avec le passage pour un dialogue institutionnalisé de l'Etat avec les entreprises et la prédominance des intérêts nationaux dans la définition des axes de la politique économique (politique commerciale), bien que beaucoup de résistances et d'incertitudes persistent encore;

-la transition n'a pas conduit à créer un système économique basé sur des droits de propriété protégés. Mais, ce qui est plus important, la légitimité des droits de propriété est incertaine, ce qui nécessite, premièrement, toutes sortes d'arrangements avec les décideurs publics afin de préserver le contrôle des actifs et, deuxièmement, laisse la possibilité au décideur public de remise en cause sélective des droits de propriété.

Au total, même si l'irréversibilité des réformes de marché est atteinte, le système politico-économique en place paraît encore très fragile et dépendant de la conjoncture économique mais aussi politique et sociale nationale et internationale.

TROISIEME PARTIE

INTEGRATION REGIONALE ET INSERTION INTERNATIONALE : QUELLE PLACE POUR LA RUSSIE?

INTRODUCTION DE LA TROISIEME PARTIE

L'ouverture sélective résulte du compromis entre les préférences internes (elles - mêmes issues des conflits d'intérêts des groupes de pression divers) et des structures internationales. Le mode d'insertion internationale peut donc être différencié en fonction de pays (groupes de pays) partenaires.

Cette hypothèse semble d'autant plus pertinente pour le cas de la Russie qu'elle cherche à s'insérer dans les structures économiques internationales alors qu'elle-même ainsi que ses principaux pays partenaires subissent des évolutions profondes.

Ceci nous amène à une analyse successive des trois cercles structurant les relations internationales de la Russie:

- (i) l'ancien espace post-soviétique (pays de la Communauté des Etats Indépendants);
- (ii) l'Union Européenne, le premier partenaire économique de la Russie;
- (iii) les Etats-Unis et la Chine, soit la puissance internationalement dominante actuelle et l'héritière éventuelle du rôle de l'hégémon.

Ainsi, les structures d'échanges sont déterminées à la fois par des structures productives internes russes et les structures productives de ses principaux partenaires. Elles sont également influencées par les objectifs politiques (géostratégiques) nationaux et par les intérêts des acteurs privés (par exemple, des compagnies pétrolières ou gazières). A ce couplage, se superposent les facteurs historico-sociaux. Par exemple, les enquêtes menées en janvier 2007 par le centre de Yu. Levada montrent que, pour 57% de la population de Russie, l'Ukraine n'est pas un pays étranger et, pour 61% de la population, ne l'est pas non plus la Biélorussie⁵⁹⁴. Il est inutile de souligner que les attitudes à l'égard de la Russie ne sont pas forcément les mêmes dans ces deux anciennes républiques soviétiques. De telles conceptions figées vont influencer à la fois les rapports bilatéraux politiques et économiques, à tous niveaux, en aggravant les tensions existantes ou en provoquant de nouveaux conflits.

Le **chapitre 5** a pour objectif de présenter les facteurs économiques de l'intégration intra-CEI. L'analyse porte essentiellement sur la Russie et présente d'abord la structuration politique de l'espace post-soviétique pour s'interroger ensuite sur les fondements économiques des accords politiques existants. L'intégration prend un caractère étatiste "de façade" alors que

⁵⁹⁴ Sedov L. "Tchuvstvo udovletvorenia i krizis illuziy", *Nézávisimaya Gazeta*, 20 février 2007, d'après les enquêtes du centre analytique de Yu. Levada.

les stratégies des acteurs privés sont orientées essentiellement vers les marchés occidentaux. La crise économique et la chute de la production dans l'espace post-soviétique entraînent une baisse des échanges intra-CEI. La logique de prédation de ressources naturelles qui domine les années de transition en Russie implique l'orientation de ses échanges vers les marchés solvables des pays de l'étranger lointain. L'intérêt particulier de l'Ukraine et la Biélorussie réside dans leur rôle de pays de transit des exportations pétrolières et gazières russes vers l'Europe. Est-ce suffisant pour impulser une vraie dynamique d'intégration régionale? Ceci étant, les industries manufacturières, potentiellement intéressées par la création d'une zone de libre-échange, Union douanière ou marché commun sont affaiblies par la crise. Les barrières au commerce persistent et aucun fonds significatif d'aide aux investissements destiné à reconstituer et moderniser la base industrielle n'est mis en place.

Le **chapitre 6** s'interroge sur les tendances actuelles et les perspectives des relations russo – européennes. Les relations économiques Russie-UE se démarquent par un équilibre fragile entre la dépendance économique et la souveraineté politique. Les tensions autour des exportations gazières vers l'Europe, ainsi que la nécessité de réaffirmer les bases juridiques des relations (liée tant à la non-ratification par la Russie du Traité sur la Charte de l'énergie que sur l'arrivée à terme de l'Accord sur le partenariat et la coopération en décembre 2007) font ressortir les relations russo – européennes au premier plan de l'actualité internationale. Or, nous pouvons constater relativement peu d'évolutions au niveau des échanges économiques: la structure d'échanges reste dominée par les hydrocarbures. Cependant, la dépendance énergétique croissante de l'UE, couplée à la reprise en main du secteur des hydrocarbures en Russie, explique la montée récente des tensions politiques russo - européennes.

Le **chapitre 7** analyse la structure des échanges de la Russie avec la Chine et les Etats-Unis. Pour des raisons économiques et stratégiques (la réorientation des échanges de la Russie après la fin de l'Union soviétique, les ventes d'armements à la Chine) ou géographiques (éloignement des Etats-Unis), les relations avec ces deux pays sont quelque peu différentes de la structure globale du commerce extérieur russe, dominée par les exportations des hydrocarbures. La dépendance des hydrocarbures est moins manifeste. Néanmoins, c'est le secteur énergétique qui est actuellement porteur de la dynamique des relations bilatérales. Dans le cas de la Chine, la relation se développe dans trois aspects particuliers. Premièrement, les échanges transfrontaliers se développent rapidement durant la première moitié des années 1990. Liées à la corruption et à la migration (quoique cet argument soit exagéré) des chinois, ces échanges déclinent suite à l'imposition de restrictions administratives. Le deuxième aspect concerne les ventes d'armements et de technologies à la Chine. Néanmoins, la question se pose quant à la poursuite de la coopération militaire en relation avec la croissance des exigences technologiques chinoises. Enfin, les compagnies pétrolières russes promeuvent les exportations d'hydrocarbures vers la Chine, mais les modalités des livraisons sont à rendre en conformité avec les intérêts de l'Etat russe (ou les entreprises d'Etat). Quant aux Etats-Unis, la progression des échanges n'est pas très rapide et les rapports économiques sont peu développés. Le secteur énergétique semble le seul secteur porteur du développement des échanges.

CHAPITRE 5

La consolidation de l'ancien espace soviétique en question: la CEI

Suite à l'éclatement de l'Union soviétique, un nouveau volet de la politique extérieure apparaît dans l'agenda russe. La Communauté des Etats Indépendants (CEI) est créée en décembre 1991 par la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine. Adhèrent ensuite les autres ex-républiques de l'URSS, sauf les républiques baltes. Ceci étant, la CEI est dominée par la Russie, qui réunit à elle seule près de la moitié de la population de la CEI, 75% de la superficie et 75% du Produit Intérieur Brut (PIB).

En termes économiques, il s'agit de créer les relations commerciales à la place des liens organisés en fonction des préférences du planificateur central. En termes politiques, la Russie doit concevoir et mettre en place une stratégie envers les anciennes républiques soviétiques, désormais Etats souverains. Le pro-occidentalisme acharné des premières années de la transition laisse la place à la reconnaissance par la Russie de l'importance stratégique de l'ancien espace soviétique. Selon l'expression de I. Facon [2000], la CEI représente pour la Russie le "dernier cercle de son glacis de sécurité". Selon la formule employée fréquemment par les dirigeants russes et les experts, la CEI est "la sphère des intérêts vitaux" de la Russie. Outre la dimension stratégique, l'intégration de l'espace post-soviétique importe par sa dimension économique, étant donné la forte complémentarité des économies des ex-républiques, et sociale, du fait d'une forte dispersion de la population russe sur le territoire de l'ex-URSS. A ce jour (mai 2007), la CEI est la seule zone régionale distinguée comme département isolé au sein du Ministère du Développement Economique et du Commerce (MERT), ce qui témoigne d'une différenciation de la politique économique de la Russie envers l'espace post-soviétique. Le terme même de "l'étranger proche", utilisé comme synonyme de la CEI durant les années 1990 et moins souvent aujourd'hui, reflète la perception de la proximité socio-économique, culturelle et politique des nouveaux pays indépendants issus de l'Union soviétique (par opposition à "l'étranger lointain", c'est-à-dire les pays en dehors de la CEI).

Or, au bout de quinze ans d'existence, le constat est décevant. La CEI est un ensemble quasi insaisissable aux contours flous, une "coquille vide", une zone d'intégration "à la carte" proclamée et pas toujours réalisée. Au sens politique, elle est décomposée en plusieurs

groupes sous-régionaux. Quant à l'intégration économique, le poids relatif des échanges intra-zone se contracte, représentant à présent moins de 20%-30% du commerce extérieur total. Qu'est-ce qui explique l'échec de l'intégration sur l'espace post-soviétique, cet espace représentant une structure de production unifiée à une échelle gigantesque encore très récemment? Notre objectif consiste à expliquer les déterminants internes du processus d'intégration, pour comprendre les perspectives de repositionnement économique international de la Russie. Nous nous concentrons essentiellement sur le volet économique de l'intégration. Dans un premier temps, il s'agit donc d'expliquer l'échec de l'intégration régionale durant les années de la transition et, dans un second temps, de déterminer le potentiel que représente l'intégration au sein de la CEI (échanges commerciaux, liens de production) pour le développement économique et la diversification de l'économie russe.

Peu d'études répondent à la question des facteurs internes russes de la dynamique d'intégration de la CEI. Dans son étude des relations russo-ukrainiennes, Bukkvoll [2003] conclut que la faiblesse de la politique russe à l'égard de l'Ukraine est due à trois raisons. Premièrement, élaborer une politique signifierait reconnaître l'indépendance de l'Ukraine. Cette raison perd de l'influence au fil du temps. Deuxièmement, les seuls moyens de pression de Moscou sont principalement les hydrocarbures mais l'influence de la diplomatie pétrolière est limitée. Enfin, l'échec de la politique ukrainienne reflète les particularités du *foreign policy making* en Russie. Cette analyse pourrait facilement être extrapolée sur d'autres ex-républiques. Son mérite est de mettre en valeur des problèmes liés aux mécanismes institutionnels de cadrage des relations (personnalités et conflits internes, structure des ministères, culture des relations entre les chefs d'Etats, etc.). Toutefois, la question des intérêts économiques capables de soutenir le processus d'intégration n'est pas traitée suffisamment. D'autres auteurs analysent les orientations stratégiques de la politique extérieure russe pour expliquer les objectifs d'intégration (ou leur absence) du décideur public. Citons l'analyse de Breault, Jolicoeur, Lévesque [2003] des revirements des orientations de la politique extérieure russe entre pro-occidentalisme et auto-centrisme.

Quels sont l'état actuel et les perspectives de l'intégration économique de la CEI? Quelles sont les opportunités en termes de développement économique que la Russie pourrait exploiter au sein de cet ensemble géopolitique? Nous présenterons d'abord la structuration politique de l'espace post-soviétique pour chercher ensuite les fondements économiques des accords politiques existants. Nous montrerons que l'intégration prend un caractère étatiste "de façade" alors que les stratégies des acteurs privés sont orientées essentiellement vers les marchés occidentaux, la CEI n'étant qu'une étape à franchir sur la voie vers l'Europe. Les seules industries domestiques compétitives, soit celles basées sur l'exploitation des ressources naturelles, cherchent à maximiser les exportations vers les marchés internationaux qui présentent une forte demande solvable. Pour ces industries, la CEI n'apporte pas de bénéfices majeurs, voire au contraire, se présente souvent comme un obstacle à franchir (par exemple, problèmes de transit des hydrocarbures par l'Ukraine et la Biélorussie, livraisons vers les pays de la CEI à des prix réduits). En même temps, les tentatives d'intégration s'avèrent tardives et insuffisantes pour améliorer la situation des industries manufacturières, non-compétitives et subissant une crise profonde, ce qui débouche sur le déclin des liens de production entre les anciennes républiques soviétiques et le déclin des liens commerciaux intra-CEI. Dans le contexte du déclin industriel, la libéralisation des échanges et les difficultés à harmoniser les politiques commerciales favorisent les importations en provenance des pays de l'"étranger lointain" au détriment du développement des échanges intra-zone.

La quête de l'indépendance à l'égard de la Russie met en cause la réintégration politique de l'espace post-soviétique. Le modèle de l'intégration "à la carte" fait de la CEI une "coquille

vide". Plusieurs blocs sous-régionaux et accords bilatéraux émergent en parallèle des tentatives de conserver l'espace post-soviétique dans son ensemble (1).

La crise économique et la chute de la production entraînent une baisse des échanges. Bien que la Russie conserve sa primauté commerciale dans la région, les nouveaux pays indépendants cherchent à diversifier leurs échanges. Les restrictions aux échanges intra-zone persistent malgré les tentatives d'intégration affichées (2). La Russie se spécialise de plus en plus dans les exportations des hydrocarbures. L'intérêt particulier de l'Ukraine et de la Biélorussie réside dans leur rôle de pays de transit des exportations pétrolières et gazières russes vers l'Europe (3). Les liens de production entre les ex-républiques de l'URSS sont assez faibles et la base industrielle de la CEI se dégrade (4), alors que les investissements russes sont concurrencés par les investissements occidentaux (5).

Section 1. L'espace post-soviétique: de la dissolution aux tentatives de reconsolidation

La dislocation de l'URSS entraîne l'émergence du "nouveau commerce extérieur" (1.1.). Les tendances à la désintégration prennent le pas sur la consolidation de l'espace postsoviétique (1.1).

1.1. Eclatement de l'URSS

La désintégration de l'URSS constitue un fort choc commercial. Les échanges se font désormais selon les principes de marché.

1.1.1. Désintégration politique de l'URSS

L'URSS était un système indivisible et centralisé. Malgré le droit de sécession garanti par la constitution de 1977, l'indépendance était quasiment impossible à revendiquer vu la complexité de la procédure⁵⁹⁵. Les changements n'adviennent que dans la deuxième moitié des années 1980.

La désintégration produit de nouveaux pays et de nouvelles questions. Ainsi, se pose le problème de la sécurité et de la défense. De même, le fractionnement des filières de production met en question les modes de gouvernance de l'espace post-soviétique. Ensuite, de nombreux russes résidant dans les républiques sœurs se retrouvent désormais "à l'étranger"⁵⁹⁶

⁵⁹⁵ Voir Lesage M. [1990] : *"La crise du fédéralisme soviétique"*, notes et études documentaires, La Documentation française, n° 4905, 160p.

⁵⁹⁶ 25 Mns personnes selon Cabanne C., Tchistiakova E. [2002] : *"La Russie. Perspectives économiques et sociales"*, Collection U, Géographie, Armand Colin, p.20. L'exode des russes suite à la désintégration de l'Union soviétique est justifié par l'entrée en vigueur des normes plus sévères concernant la langue nationale (dont la maîtrise devient critère obligatoire pour certains postes d'emploi supérieur, notamment en Ouzbékistan), ainsi que par l'incertitude sur la qualité de vie des familles (Igritski [1995, p. 126]). Dans une perspective

(cependant, la Russie semble peu préoccupée de ces questions). Plus généralement, il faut définir et poursuivre les intérêts de la Russie ou de chaque Etat nouvellement indépendant par opposition à ceux de l'ensemble des républiques soviétiques. Rompre complètement ou recréer un ensemble intégré sur une nouvelle base? La CEI se présente comme une issue à ces interrogations.

Les motivations sous-jacentes à la création de la CEI incluent les considérations sécuritaires, stratégiques et économiques. L'histoire de la CEI est profondément marquée par la difficulté, voire l'impossibilité, de concilier deux objectifs contradictoires: la désintégration en douceur et l'association des économies interdépendantes. Généralement, la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan suivent la Russie, alors que les aspirations à l'indépendance sont plus fortes en Ukraine, Azerbaïdjan, Géorgie, Moldavie, Ouzbékistan et Turkménistan (Tinguy [1999]). Par exemple, l'Ukraine voit dans la CEI un "organe liquidateur destiné à gérer le divorce", le Kazakhstan aspire à assurer le minimum de l'existence commune, de la coopération économique et de la défense (Claveau [2002, p. 418]). La position de la Russie, quant à elle, est assez ambiguë du fait de la volonté de maintenir l'identité du bloc régional et des craintes que l'intégration ne ralentisse le passage au marché. Ainsi, l'intégration "artificielle" par le haut au sein de l'URSS cède la place à la croissance des nationalismes locaux, qui se révèlent non seulement à travers les trajectoires centrifuges à l'égard de la Russie, mais aussi par de nombreux conflits interrépublicains. Néanmoins, l'espace post-soviétique reste dominé par la Russie, les nouveaux pays indépendants ayant parfois plus de relations avec la Russie qu'entre eux.

La CEI se construit sur la base du respect de l'intégrité territoriale et de l'intangibilité des frontières (Berelowitch, Radvaniy [1999, pp. 109-111]). Cette clause est respectée par tous les Etats, sauf l'Arménie, qui cherchait à annexer le Karabagh, et était donc favorable à une révision des frontières. Néanmoins, les territoires font l'objet de nombreuses contestations, qu'il s'agisse de "territoires autonomes créés sous Staline" (Abkhazie, Ossétie du sud, Karabakgh, Tchétchénie) ou de querelles dues à la présence des russes dans des régions frontalières (Transnistrie, Crimée, nord du Kazakhstan). Certains conflits ont des racines plus anciennes (par exemple, en 1991, l'Estonie et la Lettonie revendiquent des districts attachés à la Russie après 1945; la Roumanie prétend à certaines régions appartenant actuellement à l'Ukraine occidentale). Enfin, il faut tenir compte du fait qu'avant 1914, l'empire russe embrassait les territoires des pays baltes, de la Biélorussie, de l'est de la Pologne et de l'Ukraine occidentale, ainsi également que le Caucase, l'Asie centrale et la Finlande. En analysant les développements économiques et politiques dans la région, il convient donc de garder à l'esprit ce caractère fragile des frontières officielles de 1991.

De plus, les frontières inter-républicaines étaient loin d'être de véritables frontières nationales, leur transformation exige donc l'aménagement des nouvelles zones frontalières et la redéfinition des réseaux de transports. Or, les nouveaux Etats indépendants ne partagent pas la même approche de la défense de leurs territoires. Alors que la Russie cherche à imposer une défense commune (les frontières internes de la CEI étant surveillées par des procédures simplifiées), elle n'est pas uniformément acceptée par les anciennes républiques⁵⁹⁷.

Ainsi, dès le début, la CEI est vouée à des difficultés. Comment intégrer les nations en voie d'auto-affirmation? Comment concilier les intérêts divergents des douze pays se trouvant

informelle, l'"exode" des russes serait en partie lié avec une "renationalisation" des postes dirigeants souvent occupés par des russes à l'époque de l'URSS. Observation de B. Gerbier.

⁵⁹⁷ Sept Etats seulement signent le Traité de la défense commune des frontières extérieures (1995). Ce sont la Russie, la Biélorussie, l'Arménie, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. La Géorgie le remet en cause à la fin 1998.

dans la crise économique profonde de la période de transition? Ce problème de fond sera dissimulé par un cadre juridique surabondant, bien que les accords conclus ne seront jamais appliqués par la suite. La CEI deviendra ainsi une "coquille vide"...

1.1.2. Impact économique de la dissolution de l'URSS

Dans le cadre de l'URSS, le développement de chaque république s'opère sur la base d'une stratégie globale visant à promouvoir les intérêts de l'URSS prise en son ensemble. La division du travail est déterminée à l'échelle de toute l'URSS. Se forme ainsi un système complexe de relations interrépublicaines, chaque république étant profondément intégrée dans les structures de production de l'Union. La recherche des économies d'échelle à l'époque soviétique implique des préférences pour une structure monopolistique et une forte spécialisation des républiques. Ceci étant, la spécialisation ne se fait pas nécessairement selon les avantages comparatifs, notamment, en ce qui concerne les exportations interrépublicaines (Hughes, Sénik-Leygonie [1992]).

Le commerce interrépublicain est dominé par la Russie. Les républiques de l'URSS se caractérisent généralement par une forte concentration des échanges sur la Russie (en 1991, sa part dépasse 60 % dans les exportations totales de la majorité des républiques et est légèrement moindre dans les importations)⁵⁹⁸. Quant à la Russie, elle commerce relativement moins avec les ex-républiques de l'URSS. En 1991, la part de la CEI dans les exportations russes est de 58% (à titre de comparaison, la part moyenne des exportations intra-zone dans les exportations totales des ex-républiques est de 72%). Pour les importations, cet indice est de 55% (la moyenne étant de 70%)⁵⁹⁹. Les partenaires principaux de la Russie sont l'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan qui regroupent à eux seuls 73% des exportations interrépublicaines et 65% des importations interrépublicaines en 1991.

L'effet de spécialisation apparaît à travers le poids et la structure des flux commerciaux. En Russie, l'effet de spécialisation est relativement faible. En 1990, le taux d'ouverture intra-zone (le rapport des exportations et importations interrépublicaines au Produit Matériel Net) est de 16,8% pour les exportations et de 15,1% pour les importations russes, alors que la moyenne dans les pays de la CEI est de 24,4% et 24,5% respectivement. Alors que la Russie est la république la moins ouverte sur la CEI, la contribution du commerce avec l'étranger (différence entre le commerce extérieur et le commerce interrépublicain) y est plus importante. Par conséquent, la rupture de l'intra-commerce semble avoir un impact plus faible pour la Russie que pour d'autres républiques de l'URSS. Selon les données présentées dans ECE 1993⁶⁰⁰, une baisse du commerce interrépublicain de 10% aurait pour effet une baisse du revenu national russe de 3,1%, alors que cet indicateur est de 9-10% pour l'Arménie, la Biélorussie, la Moldavie, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan et les républiques baltes et de 4-7% pour les autres ex-républiques.

Néanmoins, partir des indicateurs généraux d'ouverture au commerce intrarégional pourrait amener à sous-estimer l'impact de la désintégration sur les liens de production et d'échanges. A ceci il convient d'ajouter les problèmes de négociation dans un nouvel environnement de marché, conduisant au déclin de certaines productions, particulièrement pour des chaînes de production longues (Blanchard, Kremer [1997]).

⁵⁹⁸ Voir Annexe 3.1. Asymétrie commerciale Russie/républiques dans les échanges interrépublicains.

⁵⁹⁹ Voir Annexe 3.3. Part du commerce intra-CEI dans les exportations et les importations totales.

⁶⁰⁰ Calculs de Gavrilenkov N. "Ob ekonomicheskikh svyazakh respublik byvchego SSSR" (Sur les relations économiques des républiques de l'ex-URSS), rapport préparé pour UNECE (Voir ECE [1993, p. 86]).

1.1.3. De la gestion administrée au marché

La crise et les réformes économiques entamées encore dans la deuxième moitié des années 1980 se traduisent par des retards de paiements et des ruptures de livraisons, ce qui provoque immédiatement une contraction des échanges. Deux tendances majeures se dessinent: (i) le recentrage national des appareils productifs et (ii) la diversification des liens commerciaux. Des données sur l'évolution du commerce interrpublicain sont très approximatives (voir encadré 5.1), mais les observateurs s'accordent sur le fait que les échanges intra-CEI chutent davantage que le commerce avec les pays tiers. Les exportations russes vers la CEI auraient diminué de 68% entre 1991 et 1994, à comparer avec 12% pour les exportations vers le reste du monde, alors que les importations ont baissé de 55% et 22% respectivement⁶⁰¹.

Encadré 5.1. Biais statistiques

Les données statistiques sur le commerce intra-CEI présentent de nombreuses imperfections, notamment au début des années 1990. Les difficultés concernent tant la collecte même des données que les méthodes de traitement (Belkindas, Ivanova [1995], ECE diverses années, Jordan [1998]).

Premièrement, le mode de collecte de données subit des modifications. Jusqu'en 1992, les données sont fournies directement par les entreprises. En 1992-1993, l'on recourt en plus aux statistiques de "miroir" des partenaires commerciaux, le contrôle aux frontières étant quasiment absent puisque les pays membres ne percevaient pas de taxes sur importations. A partir de 1994, un système de statistiques douanières se met en place. Cependant, les données sont biaisées du fait du développement du troc et des échanges non enregistrés. De plus, les transformations institutionnelles ne s'accompagnent pas de re-estimations de séries précédentes. La contraction des échanges en 1991-1994 semble donc surévaluée.

Deuxièmement, l'inflation, l'utilisation de plusieurs monnaies et les distorsions de prix rendent difficile le choix des indices déflateurs à appliquer. La différenciation des prix des échanges intra-CEI et avec les pays tiers persiste encore aujourd'hui.

Alors que la part du commerce interrpublicain dans le commerce extérieur de la Russie en 1991 est estimée à 58-55% pour les exportations et les importations, elle n'atteint que 19% et 29% respectivement en 1995⁶⁰².

La baisse des échanges dépasse les niveaux anticipés, ce qui peut s'expliquer par trois facteurs (ECE [1993, p. 85; 1994, pp. 87-89]):

-Premièrement, le manque de coordination des politiques monétaires et fiscales dans la zone rouble et l'accumulation des déséquilibres commerciaux débouchent sur des ruptures dans le système de paiements. Les forts déséquilibres commerciaux, caractéristiques du commerce intra-URSS, se traduisent par des problèmes de paiement et de financement sur fond de glissement des prix des matières premières vers le niveau mondial. Le commerce est financé grâce aux "crédits techniques" de la Banque de Russie à taux zéro. Les déficits commerciaux alimentent la dette envers la Russie. La dette cumulée des pays de la CEI envers la Russie est estimée à 2,8 milliards de dollars au taux de change de la fin 1993, 43% de la

⁶⁰¹ Michalopoulos, Tarr [1996, p.6-7].

⁶⁰² Selon les données du comité de statistiques de la CEI. Voir Annexe 3.4. Contraction des échanges intra-CEI: estimations diverses, Annexe 3.3. Part du commerce intra-CEI dans les exportations et les importations totales.

dette étant enregistrée au titre des fournitures des produits énergétiques⁶⁰³. L'émission des roubles dans les ex-républiques pratiquement non limitée implique l'afflux de roubles en Russie (pour régler les importations), ce qui renforce le déséquilibre monétaire en Russie et accentue les pénuries dans le secteur réel. La Russie impose donc des mesures limitatives dans le secteur financier et monétaire. Dans la deuxième moitié de 1993, la Russie remplace les crédits "techniques" par les crédits d'Etat exprimés en dollars et rémunérés au taux LIBOR, avec un échelonnement de remboursement fixé. Néanmoins, cela a stimulé le financement privé par les banques commerciales, sans pour autant limiter la croissance de la dette au complexe énergétique. Les monnaies nationales sont introduites entre mi-1992 et fin 1993 (sauf le Tadjikistan en 1995)⁶⁰⁴. Une partie non négligeable de la dette sera ensuite remboursée sous forme de livraisons de marchandises, cessions de biens immobiliers (dont les participations dans les entreprises d'exploitation de ressources naturelles) ou de prestation de services (dont l'accès aux infrastructures militaires) (Roubinski [2001], Kossikova [1999]).

-Deuxièmement, pour contraindre les déséquilibres commerciaux et protéger l'offre domestique, la Russie impose des mesures de contrôle des exportations (quotas, licences, interdictions d'exportation). D'autres républiques procèdent de même. Des arrêts de livraisons jusqu'au paiement sont également appliqués.

-Enfin, le développement du troc stimulé par la perte de confiance vis-à-vis du rouble, de plus en plus dévalorisé par l'inflation, implique une baisse de la flexibilité des transactions et donc une baisse des échanges. A ceci s'ajoute la tendance à la diversion des exportations des matières premières au détriment de la CEI étant donné les différences de prix à l'exportation.

En général, les régimes commerciaux intra-CEI diffèrent de ceux hors-CEI. L'unification commence à la fin de 1993 dans certaines républiques. Mais, comme c'est le cas pour le commerce hors CEI, les régimes d'exportation sont d'habitude plus restrictifs que ceux d'importations. Le commerce sous accords intergouvernementaux destinés à gérer l'approvisionnement des marchés et pallier le problème des non-paiements domine le commerce intra-CEI dans un premier temps. Néanmoins, les livraisons sont souvent inférieures aux volumes contractés. A la fin 1992-début 1993, plusieurs accords sont renégociés en faveur de la baisse du commerce intergouvernemental tout en introduisant des barrières au commerce inter-entreprises (ECE [1994, p.88-89]).

La désorganisation causée par l'éclatement de l'URSS laisse bientôt la place à la recherche d'une nouvelle identité régionale. Néanmoins, les propositions de solutions multilatérales des problèmes de commerce (telle que Union douanière), bien que émises, n'ont pas eu de succès. Secoués par la crise, les partis tendent vers les solutions bilatérales, jugées plus adéquates dans une situation de devises non-convertibles, de distorsions de prix, de développement de troc et aussi de volonté d'indépendance (ECE [1994, p.89]).

1.2. Evolutions depuis 1992: incohérences de l'intégration politique

Alors que la Russie hésite entre le pro-occidentalisme néolibéral et un développement auto-centré, la CEI se décompose en plusieurs blocs sous-régionaux.

⁶⁰³ La dette est estimée entre 5 et 7-9 Mds dollars début 1999 selon qu'on prend en compte seulement les crédits d'Etat ou que l'on ajoute les sommes dues aux entreprises russes, notamment Gazprom, Systèmes énergétiques unifiés de Russie (secteur électrique), Rosneft (Kossikova [1999]).

⁶⁰⁴ Voir Odleeng-Smee J., Pastor R. [2001] : "The IMF and the Ruble Area, 1991-1993", *IMF Working Paper* WP/01/101, August.

1.2.1. La Russie entre la CEI et l'Occident : objectifs en mutation

Dans les années 1990, la Russie balance entre les préoccupations faibles (voire la négligence) envers la CEI et les tentatives d'intégration, la politique extérieure étant d'inspiration libérale ou réaliste⁶⁰⁵.

A son arrivée au pouvoir, B. Eltsine appuie sa légitimité sur le passage vers un système démocratique et une économie de marché. L'objectif primordial de la politique extérieure est alors de rejoindre "les peuples civilisés" (c'est-à-dire l'Occident), la reconstruction de l'ancien espace soviétique étant un objectif secondaire et subordonné au premier⁶⁰⁶. Plusieurs raisons expliquent le manque de volonté politique et de cohérence dans l'action de la Russie envers la CEI en 1992-1993. Tout d'abord, l'équipe libérale au pouvoir soutient l'intégration dans le cadre de la CEI dans la mesure où elle ne constitue pas un obstacle aux réformes de marché. Or, la majorité des pays de la CEI n'avaient pas encore défini clairement leur voie et subissaient une crise politique et économique profonde. Il s'en suit deux implications majeures:

-Premièrement, la désintégration politique de l'espace postsoviétique amène la Russie à accepter l'intégration "à la carte"⁶⁰⁷, ce qui fait de la CEI un ensemble insaisissable et fluctuant. De plus, l'intégration avec les Etats de l'Asie centrale pouvait être considérée comme un frein à l'insertion dans le monde occidental.

-Deuxièmement, la crise économique explique les réticences de la Russie à l'égard de la poursuite des objectifs déclarés de marché commun et de monnaie unique, par crainte de l'hyperinflation et de la fuite de produits et de ressources vers les républiques les moins disciplinées. Cela provoque des mesures unilatérales imposées par la Russie (par exemple, la limitation des exportations de pétrole et de matières premières). Les propositions les plus radicales vont jusqu'à une coupure complète avec les anciens partenaires qui n'avaient pas mis en oeuvre de stratégie de lutte contre l'inflation.

Cependant, dès les premiers mois de 1993, Eltsine accuse les Etats-Unis d'unilatéralisme et de non prise en compte des intérêts russes. Les relations avec la CEI sont bientôt mises au rang de priorité de la politique extérieure. Le regain d'intérêt porté par Moscou à son étranger proche date de 1993⁶⁰⁸. Sur fond de désastre économique, la Russie s'appuie principalement sur les forces armées pour rétablir son statut hégémonique dans sa "sphère d'influence". La manipulation des conflits interethniques sert également à modeler l'espace post-soviétique. Par exemple, en renonçant à soutenir le mouvement séparatiste russe qui se développe en Crimée en 1993, la Russie arrive à tirer l'Ukraine vers la CEI, obtenir la cession de la flotte de la mer Noire et maintenir les bases à Sébastopol. Plus généralement, la Russie favorise la formation d'un Etat fédéral faible, redevable à la Russie de son intégrité

⁶⁰⁵ Nous suivons ici l'analyse de Breault, Jolicoeur, Lévesque [2003].

⁶⁰⁶ A. Legault [2004] qualifie d'ailleurs la situation d'une "*décolonisation assistée*" du fait de la présence militaire des américains sur l'espace post-soviétique.

⁶⁰⁷ Voir Annexe 3.5. CEI à géométrie variable, encadré 2.

⁶⁰⁸ Le discours de Eltsine du 28 février 1993 dans lequel il demande aux Nations unies d'accorder à la Russie "des pouvoirs spéciaux comme garantie de la paix et de la stabilité" sur l'espace post-soviétique. *Cité in* Breault, Jolicoeur, Lévesque [2003, p. 37]. Plus tard, le décret présidentiel n°940 sur le "plan stratégique de la Russie concernant ses relations avec les Etats membres de la CEI" signé le 14 septembre 1995 proclame la priorité des relations avec la CEI. Selon ce décret, les intérêts vitaux de la Russie dans le domaine économique, politique, sécuritaire, des droits de l'homme sont concentrés dans la CEI. De plus, la coopération avec la CEI est vue comme un moyen de contrecarrer les tendances centrifuges en Russie elle-même. L'objectif de la Russie est de construire un espace intégré au niveau économique et politique. Le Ministère de la Coopération avec les pays de la CEI est institué en 1994 et existe jusqu'en 2000 où ses fonctions sont réparties entre le Ministère des Affaires étrangères (MID) et le Ministère du Commerce Extérieur (Bukkvoll [2001, p. 1148]).

territoriale, et dont les unités maintiennent des relations étroites avec la Russie (Breault, Jolicoeur, Lévesque [2003, p.39]).

Ainsi, entre 1992-1997, sous l'impulsion de la Russie, la CEI devient tout d'abord un *organisme politico-militaire*. Ce faisant, la Russie poursuit l'objectif de la stabilité régionale (dans lequel s'inscrivent le traité de Tachkent, l'intégration des systèmes anti-aériens, la protection des frontières extérieures, voir encadré 5.2) et celui de l'affirmation de sa primauté dans la région. Or, selon D. Claveau [2002], la militarisation excessive des préoccupations russes dans le cadre de la CEI aggrave la fracture entre les États qui la supportent et ceux qui repoussent la tutelle du Kremlin, les opérations russes de maintien de la paix étant le domaine de la politique russe suscitant le plus d'objections. Néanmoins, l'impérialisme russe dont on parle en 1995 semble perdre du terrain depuis 1997. L'échec de la bataille russe contre l'élargissement de l'OTAN devient évident. Les libéraux au pouvoir considèrent que l'influence et la puissance de la Russie doit s'appuyer surtout sur les résultats économiques. En 1998 - 1999, l'on entreprend une tentative de réformes. B. Berezovsky, le Secrétaire exécutif de la CEI à l'époque, propose une série de réformes institutionnelles, mais ses propositions rencontrent de nombreuses oppositions. Toutefois, certaines innovations sont introduites. La CEI se reconcentre sur les questions économiques, la priorité étant désormais la création d'un *espace de libre-échange*.

Encadré 5.2. Intégration sur l'espace post-soviétique : chronologie depuis 1992

A. Avec la Russie⁶⁰⁹

La Communauté des États Indépendants est créée en décembre 1991 (accords de Minsk du 8 décembre 1991), à l'initiative de la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine, auxquels adhèrent ensuite la Moldavie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et la Géorgie, alors que les pays baltes s'orientent vers l'Union Européenne. Les objectifs principaux sont la coordination de la politique étrangère, la coopération pour la création et le développement de l'espace économique commun et des marchés paneuropéen et paneurasien, le développement des systèmes de transport et de communication, la protection de l'environnement, la politique de migration et la lutte contre le crime organisé (Art. 7 de l'Accord sur la création de la CEI). La gouvernance s'opère à travers des institutions interétatiques dont le Conseil des Chefs d'États, le Conseil de la sécurité collective, le Conseil des chefs de gouvernement, l'Assemblée interparlementaire et la Cour économique. L'agenda est défini principalement par la Russie⁶¹⁰. Avec 50% des contributions budgétaires, la Russie est également le principal fournisseur de fonds du budget de la CEI, quoique très maigre⁶¹¹. Ceci étant, la Moldavie, le Turkménistan et l'Ukraine n'ont pas ratifié les statuts de la CEI. Ils ne sont donc pas membres de jure, ce qui n'empêche pas pour autant leur participation dans la CEI.

En septembre 1992, à Tachkent, la Russie, le Kazakhstan, l'Arménie, le Tadjikistan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan signent le Traité de sécurité collective (la Biélorussie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie adhèrent en 1992-1993). Néanmoins, le traité manque de consistance. Il n'implique pas une

⁶⁰⁹ Vu la pléthore des accords et le caractère différencié de l'adhésion en fonction des pays, nous ne fournissons que les éléments les plus importants. Voir Radvanyi [2003], www.cis.minsk.by (comité exécutif de la CEI), les chronologies publiées dans *Le courrier des pays de l'Est*, Claveau [2002], Roubinski [2001], Light [2006].

⁶¹⁰ Alors que, selon le règlement (règle de procédure n°10), la présidence du Conseil des chefs d'États doit être assurée pendant 12 mois à tour de rôle par ses membres, les Présidents de la Russie (Eltsine et ensuite Poutine) l'assurent dans les faits. Le président de l'Ukraine, V. Kouchma, est élu à la Présidence du Conseil en janvier 2003. Les Secrétaires ont toujours pris les instructions de Moscou (voir Claveau [2002, p. 461-462]).

⁶¹¹ 251,67 Mns de roubles en 2004 (soit près de 8,5 Mns doll.) seulement destinés à assurer le fonctionnement courant des institutions, dont la Russie finance presque la moitié, soit 112,14 Mns de roubles. www.pravo.kulichki.ru.

intégration des structures de commandement et de la logistique, ni le commandement suprême unique. L'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Ouzbékistan sortent du traité de Tachkent en avril 1999.

En septembre 1993, les pays de la CEI concluent le traité de l'Union Economique. L'objectif des pays signataires du Traité est la création d'un espace économique unique basé sur le libre mouvement des marchandises, des services, de la main d'œuvre et des capitaux, la coordination des politiques économiques (dont l'unification des régimes douaniers), le rapprochement des méthodes de régulation de l'activité commerciale et la création de conditions favorables pour le développement des liens directs de production. En avril 1994, les membres de l'Union Economique signent l'accord sur la Zone de libre échange, destinée à devenir la première étape de l'intégration. Néanmoins, à ce jour (mai 2007), cet accord n'est pas ratifié par la Russie.

En janvier 1995, la Russie et la Biélorussie créent l'Union douanière que le Kazakhstan rejoint quelques semaines plus tard. En mars 1996, le Kirghizstan adhère à l'Union douanière et les parties signent le Traité pour l'approfondissement de la coopération. Le Tadjikistan en devient membre en février 1999. En octobre 2000, l'Union Douanière devient la Communauté Economique Eurasiennne (CEE). La nouveauté principale par rapport à la CEI consiste en ce que les décisions prises au sein de la CEE ont un caractère obligatoire et peuvent faire l'objet de sanctions. Les décisions sont prises à la majorité (deux tiers des voix), avec les droits de vote répartis en fonction des contributions budgétaires: la Russie 40%, la Biélorussie et Kazakhstan 20%, le Kirghizstan et le Tadjikistan 10%. L'Ukraine et la Moldavie ont obtenu le statut d'observateur en 2002.

En février 1995, dix Etats (sans l'Azerbaïdjan et la Moldavie) signent un accord sur le système de défense aérienne unifié à Almaty. En mai 1995, sept pays de la CEI signent le Traité de la défense commune des frontières extérieures. L'Ouzbékistan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan, la Moldavie et l'Ukraine s'y opposent.

En avril 1996 à Shanghai, la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan signent le traité de sécurité régionale. Après l'adhésion de l'Ouzbékistan en 2001, le traité devient l'organisation de coopération de Shanghai.

En octobre 2000, la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Arménie, le Tadjikistan et le Kirghizstan décident de la création d'une force d'intervention ou de réaction rapide (le premier élément est créé pour l'Asie centrale).

En septembre 2003, les présidents de la Russie, de la Biélorussie, de l'Ukraine et du Kazakhstan signent les accords sur la création de "l'espace économique commun". Cependant, la loi ukrainienne votée en avril 2004 ratifie ces accords seulement dans la mesure où ils ne contredisent pas la Constitution de l'Ukraine. La question de la participation de l'Ukraine dans cet espace reste globalement ouverte.

En mai 2004, la Russie adhère à l'organisation de coopération centre-asiatique (créée en 2002 et unifiant le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan) en confirmant ainsi son intérêt envers la région. Cette organisation planifie la création d'une zone de libre échange et un marché commun en Asie centrale en 2009.

Les relations avec la Biélorussie sont marquées par une plus forte volonté d'intégration. En avril 1996, les parties créent l'Union des républiques souveraines (SSR⁶¹²). En avril 1997, est signé un Traité d'Union Russie-Biélorussie et en mai 1997, les statuts de l'Union⁶¹³. Bien qu'en 1999, la Russie et la Biélorussie signent l'accord sur l'Etat uni et le programme de son développement, les négociations se poursuivent, sans pour autant aboutir à des résultats tangibles. L'intégration semble plutôt virtuelle que réelle et utilisée comme un instrument symbolique dans les luttes de pouvoir internes⁶¹⁴.

⁶¹² En russe, le sigle de "Soyuz Suverennykh Respublik" fait penser aussi à "République Soviétique Socialiste" ("Sovetskaya Sotsialisticheskaya Respublika").

⁶¹³ La Russie abandonne à la Biélorussie 1Mrd doll. de dettes "en l'honneur de l'établissement de l'Union" de 1997 (Balmaceda [2002, p. 165]).

⁶¹⁴ Voir sur ce sujet Drakokhrust Y., Furman D. [2002] : "Belarus and Russia: The Game of Virtual Integration" in Balmaceda M., Clem J., Tarlow L. (eds.) [2002] : "Independent Belarus : domestic determinants, regional dynamics, and implications for the West" , Cambridge, Harvard University Press, pp. 232-255.

B. Sans la Russie

En avril 1994, les cinq Etats d'Asie centrale signent un accord de coopération économique.

En janvier 1994, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan proclament un espace économique unifié. Le traité est signé en avril par le Kazakhstan et devient la Communauté économique centre-asiatique (CAEC) en juillet 1994. Le Tadjikistan adhère en 1998. La CAEC est ensuite transformée en Organisation de la coopération centre-asiatique (CACO, devient effective en février 2002). Après l'accession de la Russie en 2005, elle est absorbée par la Communauté Economique Eurasienne en 2005.

En octobre 1997, GUAM associe la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie. Ayant pour motif économique d'assurer la concertation sur le tracé des oléoducs contournant la Russie, l'organisation prend une dimension politique, étant considérée comme une alternative pro-occidentale à l'influence russe sur l'espace post-soviétique. L'Ouzbékistan rejoint GUAM en 1999 et suspend sa participation en 2002 (sortie définitive en 2005).

L'émergence des forces centripètes lorsque la CEI paraissait en crise est aussi liée à la déception des républiques à l'égard de l'aide de l'Occident qui n'a pas permis une sortie rapide de la crise et au regain de pragmatisme à Moscou après les premières années de pro-occidentalisme idéaliste. La coopération économique est également forcée par la nécessité de gérer les conséquences de la crise de 1998 (Claveau [2002], Roubinski [2001]). Suite à l'arrivée de V. Poutine au pouvoir en 1999, Moscou cherche de nouveau à renforcer les liens distendus avec la CEI. Néanmoins, les résultats concrets restent modestes.

1.2.2. Faiblesses institutionnelles de la CEI et émergence des ententes sous-régionales

Les contradictions internes de la CEI se reflètent à travers son mode de fonctionnement et ses structures institutionnelles. La CEI s'appuie sur un cadre institutionnel surabondant. Elle est construite selon le principe d'une "communauté à géométrie variable", ce qui permet de concilier les intérêts divergents et préserver dans le temps l'existence nominale de la CEI. Hazard [1999, p. 28-29] distingue trois blocs d'Etats:

(i) les Etats partisans d'une CEI supra-nationale: l'union entre la Russie et la Biélorussie, ainsi que le Tadjikistan et l'Arménie aspirant à l'aide de Moscou pour mettre fin aux conflits militaires ;

(ii) les Etats intermédiaires (le Kazakhstan et le Kirghizstan). Ils sont signataires des principaux accords de la CEI mais participent en même temps à d'autres alliances;

(iii) les contestataires (les Etats du GUUAM⁶¹⁵ et le Turkménistan) qui refusent la transformation de la CEI en une union supranationale et cherchent à défendre leur souveraineté nationale.

L'intégration "à la carte" exclut la supranationalité, les décisions étant prises par consensus et étant appliquées par les seuls Etats signataires, sans pour autant avoir un caractère contraignant pour les Etats-membres. Malgré la pléthore d'accords, la plupart d'entre eux ne sont pas appliqués⁶¹⁶, ce qui donne à la CEI la dénomination de "coquille vide".

⁶¹⁵ A la différence de GUAM, l'acronyme GUUAM suppose la participation de l'Ouzbékistan (en russe, le nom de ce pays commence par " U ").

⁶¹⁶ Sur 1500 accords et traités adoptés depuis 1991, pas plus de 10% ont une application réelle ("Tri retsepti reanimatsii SNG", *Nezavissimaya Gazeta*, 22 mars 2005). Par exemple, la Charte de la CEI n'a pas été ratifiée ou signée par l'ensemble de ses membres, notamment l'Ukraine et le Turkménistan!

En parallèle à la CEI, se développent nombre de blocs sous-régionaux et des coopérations bilatérales. Alors que les premières années après 1991 sont marquées par les tentatives de recréer l'espace post-soviétique dans son ensemble (à l'exception des pays baltes), cet ensemble fragile, voire nominal, se voit décomposer en *plusieurs blocs* au fil du temps. Se pose la question des buts poursuivis au sein de chaque ensemble d'intégration. Si, au sens économique, les propriétés de ces accords sont très proches, la réponse vraisemblable serait du côté de la politique de niveau international (les partenariats internationaux stratégiques) ou national (les échéances électorales et le lobbying). Ces blocs (alliance russo-biélorusse, Union douanière, Union économique centre-asiatique, espace économique commun) peuvent-ils co-exister au sein de la CEI? Si non, il s'agit vraisemblablement d'une séquence d'initiatives virtuelles...

En même temps, se développent des *relations sur une base bilatérale*, basées sur les Traités d'amitié que la Russie signe avec les ex-républiques en prenant en compte leurs attentes particulières (sécuritaires ou économiques) et qui ont une prééminence sur tous autres documents de relations internationales (Claveau [2002, p.299]). Le nombre d'accords bilatéraux dépasse largement celui des accords multilatéraux.

En conclusion, la Russie, perturbée par la crise économique et politique, ne possède pas les moyens suffisants pour rester la puissance dominante dans la région. En effet, l'hégemon est " un État qui est suffisamment puissant pour maintenir les règles essentielles gouvernant les relations interétatiques et qui le veut ".⁶¹⁷ La Russie, puissance dominante à l'échelle régionale, s'avère incapable de fournir les biens publics (dont la paix est le premier), ni les biens tout court, suite à la chute de la production et l'ouverture à la concurrence internationale. Cela se reflète au niveau des flux d'échanges et des flux des capitaux.

Section 2. Quelle intégration commerciale?

Notons dès le début les imperfections des données statistiques sur la CEI. Premièrement, les données détaillées sur le prix unitaire des biens échangés ne sont pas disponibles. Or, il persiste de fortes distorsions entre les prix d'exportation en fonction des partenaires commerciaux de la Russie (la CEI ou l'étranger lointain). Ceci concerne notamment le commerce des produits énergétiques, la Russie fournissant les hydrocarbures vers la CEI à des prix d'amis. Deuxièmement, les déficiences du contrôle aux frontières, la corruption et la fraude (par exemple, les importations en provenance de la Russie étant exonérées, l'origine "russe" est souvent attribuée frauduleusement aux produits des pays tiers, ce qui distord notamment les statistiques d'importation des pays de la CEI les moins développés), ainsi que le recours au troc (essentiellement avant la crise de 1998) expliquent la faible qualité des données statistiques des pays de la CEI⁶¹⁸. Il convient donc de tenir compte de ces imperfections lors de l'interprétation des données ci-dessous.

Suite à l'éclatement de l'Union soviétique, le rôle des échanges intra-CEI dans les échanges totaux perd de l'importance (2.1.). La Russie reste le partenaire privilégié (2.2.), alors que les échanges restent dominés par les hydrocarbures (2.2.). Ceci étant, de nombreux conflits commerciaux font obstacle à l'intégration commerciale intra-CEI (2.4.).

⁶¹⁷ Définition de Keohane R. et Nye J. [1997], citée par Gerbier B. [2002] : " *La notion de puissance internationalement dominante et les tâches des Etats-Unis aujourd'hui* ", Journée d'Études Gouvernance Globale, Université Pierre Mendès France de Grenoble, 24 janvier 2002.

⁶¹⁸ Voir Freinkman *et al.* [2004, pp.1-5].

2.1. Réorientation des échanges

Les échanges commerciaux intra-CEI ont fortement diminué depuis l'éclatement de l'URSS. Les statistiques montrent les faiblesses flagrantes de la CEI en tant que zone d'intégration régionale. La part des échanges intra-CEI dans les échanges des ex-républiques de l'URSS se réduit fortement durant la première moitié des années 1990 et stagne ensuite, malgré de nombreuses tentatives intégrationnistes. La part des exportations intra-CEI dans les exportations totales des pays de la CEI diminue de 72 à 20% entre 1991 et 2003, alors que celle des importations baisse de 70% à 37% (voir tableau 5.1)⁶¹⁹. Ces dernières années, la part du commerce intra-CEI dans les échanges des anciennes républiques semble stabilisée. Une plus grande part du commerce intra-CEI dans les importations s'explique par le maintien des relations de production (achats d'équipements et de matières premières), les exportations étant dominées par les ressources minérales et orientées principalement sur les pays hors la CEI. Néanmoins, l'importance des importations peut être surévaluée du fait des comportements frauduleux sur le pays d'origine. La Russie enregistre un solde positif (6 Mds doll. en 2003, les exportations étant de 18,8 Mds doll et les importations de 12,8 Mds doll.)⁶²⁰ grâce à ses exportations énergétiques.

Tableau 5.1. La part du commerce intra-CEI dans le commerce total des anciennes républiques de l'URSS (en pourcentage)

	1991*	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
	Exportations, %							
Russie	58	19	19	15	13	15	15	15
CEI (moyenne)	72	28	27	20	19	20	19	20
	Importations, %							
	1991*	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Russie	55	29	26	28	34	27	22	23
CEI (moyenne)	70	43	38	40	46	40	37	37

Source : Comité interétatique de statistiques de la CEI, www.cisstat.com

Néanmoins, une étude récente de la Banque Mondiale note une réaffirmation de l'emprise russe dans le commerce intra-CEI (World Bank [2006a, p. 105-106]). D'après les calculs, la Russie augmente les ratios flux actuels/flux potentiels⁶²¹ envers la CEI de 0,76 en 1994 à 1,75 en 2003, ce qui indiquerait la re-création du bloc commercial centré sur la Russie (voir chapitre 1). Ceci étant, l'ouverture sur la CEI n'exclut pas l'ouverture croissante globale. Alors que le ratio flux actuel/flux potentiel du commerce de la Russie avec la CEI se renforce de 2,3 fois entre 1994 et 2003, le même ratio calculé pour le total mondial augmente de deux fois environ; il augmente de 1,27 fois calculé pour l'UE-8 (nouveaux pays membres) et 2,16 fois pour l'UE-15 (UE avant l'élargissement).

L'étude de Freinkman *et al.* [2004, p. 31-40] confirme indirectement ces conclusions. Notamment, en partant des équations gravitationnelles, les auteurs estiment un renforcement de l'effet de bloc (son coefficient augmentant de 1,521 en 1994, 1,778 en 1997 et 1,924 en

⁶¹⁹ Pour le tableau complet, Voir Annexe 3.3. Part du commerce intra-CEI dans les exportations et les importations totales.

⁶²⁰ A titre de comparaison, en 1995, le solde positif était seulement de 1,3 Mds doll. Voir Annexe 3.6. Commerce de la Russie avec la CEI et le reste du monde.

⁶²¹ Mesurés selon la méthodologie du modèle de gravitation de Frankel J. [1997]: "*Regional Trading Blocs in the World Economic System*", Washington, DC: Institute for International Economics, http://bookstore.iie.com/merchant.mvc?Screen=PROD&Product_Code=72, données du FMI. Rappelons que les variables explicatives incluent le PNB, PNB *per capita*, distance entre les centres de commerce (capitales), adjacence, langue et appartenance au même bloc commercial.

2001). Toutefois, la validité des modèles gravitationnels pour l'analyse de l'ensemble des flux commerciaux de la Russie est source de questions, notamment puisqu'ils ne permettent pas d'expliquer le commerce des hydrocarbures, le poste majeur des exportations russes (*voir chapitre 1 pour la discussion*).

Dans ce contexte, les résultats de l'étude menée par le Centre du Commerce International⁶²² sont intéressants puisqu'ils fournissent une ventilation de la gravitation au niveau sectoriel, sur la base des données de 2002-2003. Selon cette étude, le commerce russo-ukrainien est supérieur (ou très supérieur) par rapport aux niveaux prévus par le modèle pour tous les secteurs, sauf les secteurs "*mining and quarrying*" et "*precision instruments*" dans lesquels les valeurs sont égales ou inférieures aux prédictions. La situation est similaire dans le cas des échanges avec le Kazakhstan, les secteurs en sous-commerce étant "*precision instruments*", "*other manufacturing*", "*textiles, clothing and leather*" et "*agriculture and hunting*". Sans la prise en compte des échanges de matières premières, la Russie commercialise donc plus que prévu par les modèles avec ses principaux partenaires de la CEI⁶²³.

2.2. Un réseau d'échanges centré sur la Russie

La Russie joue un rôle dominant dans les échanges intra-CEI, notamment de par sa taille économique. En effet, les pays de la CEI ont des économies sensiblement plus petites que la Russie. Le PIB russe selon la parité du pouvoir d'achat est égal à cinq fois environ le PIB de l'Ukraine, treize fois le PIB du Kazakhstan et vingt-deux fois le PIB de la Biélorussie! De même, la Russie a le PIB *per capita* le plus élevé de la CEI.

Bien que la désintégration politique entraîne une désintégration économique, la Russie maintient le rôle de partenaire commercial majeur dans la zone. Si, au lendemain de la chute de l'URSS, la part de la Russie dans le commerce extérieur des ex-républiques est évaluée à 50-60%, elle est de 20%-40% au milieu des années 1990 et baisse encore ou stagne depuis⁶²⁴. Les pays les plus dépendants des échanges avec la Russie sont la Biélorussie (la part de la Russie dans son commerce extérieur est de 58% en 2003), l'Ukraine (27% en 2002 respectivement) et le Kazakhstan (25% en 2003). Bien que la dépendance d'autres pays de la CEI à l'égard de la Russie soit prononcée (tels que la Moldavie ou le Kirghizstan effectuant 20% de leurs échanges environ avec la Russie), leur importance pour la Russie est plus négligeable. Ceci étant, les échanges entre les autres économies de la CEI sont plus limités.

Le commerce régional russe quant à lui est fortement concentré sur la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan qui assurent à eux seuls environ 90% des échanges russes intra-zone. La part de l'Ouzbékistan et de la Moldavie atteint 1-8% selon la nature des flux et les années et est en déclin ces dernières années. La part des autres pays de la CEI est négligeable (*voir tableaux 5.2, 5.3*).

⁶²² <http://www.intracen.org/menus/countries.htm>, accès septembre 2006. La spécification du modèle suit Anderson J.E., van Wincoop E. [2003] : "Gravity with Gravititas: A Solution to the Border Puzzle", *American Economic Review*, vol. 93(1), pp. 170-92. Les variables sont la distance, présence d'une frontière commune, mesure d'accès bilatéral au marché dans le secteur donné, langue commune, mesure bilatérale du conflit, mesure bilatérale de la situation géographique, résistance multilatérale (effets fixes). Voir Helmers C., Pasteels J.-M. [2005] : "TradeSim (third version), a gravity model for the calculation of trade potentials for developing countries and economies in transition", *ITC Working Paper*, International Trade Centre, Market Analysis Service, June.

⁶²³ Les données pour la Biélorussie sont absentes.

⁶²⁴ Voir Annexe 3.2. Part de la Russie dans le commerce extérieur des pays de la CEI.

Tableau 5.2. La structure géographique des exportations russes vers la CEI

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Armenia	0%	1%	1%	1%	0%	0%	-	1%
Azerbaïdjan	1%	1%	1%	1%	1%	1%	-	2%
Belarus	22%	21%	34%	35%	40%	33%	-	40%
Georgia	1%	1%	1%	1%	0%	0%	-	1%
Kazakhstan	15%	16%	14%	11%	16%	17%	-	16%
Kyrgyzstan	1%	1%	1%	1%	1%	1%	-	1%
Rep. Of Moldova	3%	3%	2%	2%	2%	2%	-	1%
Tadjikistan	1%	1%	1%	1%	0%	0%	-	1%
Turkmenistan	1%	2%	1%	1%	1%	1%	-	1%
Ukraine	49%	48%	41%	45%	36%	43%	-	33%
Ouzbékistan	7%	6%	4%	2%	2%	2%	-	3%
Total CEI (Mns doll)	15491,4	15103,8	13730,8	10698,7	13786,1	15969,0	-	18792,9

Source : base UN Comtrade, calculs de l'auteur.

*En 2002, les données sur le commerce Russie-Biélorussie sont absentes dans la base UN Comtrade. Vu leur importance, nous ne pouvons évaluer la structure des importations russes en provenance de la CEI.

Tableau 5.3. La structure géographique des importations russes en provenance de la CEI

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002*	2003
Armenia	0%	0%	0%	0%	0%	0%	-	1%
Azerbaïdjan	1%	2%	2%	1%	1%	1%	-	1%
Belarus	20%	26%	40%	39%	32%	36%	-	38%
Georgia	0%	1%	1%	1%	1%	1%	-	1%
Kazakhstan	20%	21%	17%	17%	19%	17%	-	17%
Kyrgyzstan	1%	1%	1%	1%	1%	1%	-	1%
Rep. Of Moldova	6%	7%	5%	3%	3%	3%	-	3%
Tadjikistan	1%	1%	1%	1%	2%	1%	-	1%
Turkmenistan	1%	1%	0%	1%	4%	0%	-	0%
Ukraine	44%	31%	29%	30%	31%	35%	-	34%
Ouzbékistan	5%	8%	5%	6%	6%	5%	-	3%
Total CEI (Mns doll)	14199,4	12787,7	11304,2	8356,6	11654,9	10897,5	-	12790,1

Source : base UN Comtrade, calculs de l'auteur.

*En 2002, les données sur le commerce Russie-Biélorussie sont absentes dans la base Comtrade. Vu leur importance, nous ne pouvons évaluer la structure des importations russes en provenance de la CEI.

La part de l'ensemble Biélorussie, Ukraine et Kazakhstan dans les exportations russes vers la CEI augmente de 85% en 1996 à 93% en 2001 et elle s'élève à 90% en 2003. La part des trois pays dans les importations russes en provenance de la CEI constitue 85% en 1996, décline jusqu'à 79% en 1997 et augmente ensuite (sauf en 2000 où elle retombe à 82%). Les trois pays totalisent 90% des importations russes en provenance de la CEI en 2003.

En effet, en 2003, la Biélorussie est le deuxième partenaire commercial de la Russie derrière l'Allemagne et devant l'Ukraine, la Chine et l'Italie⁶²⁵. L'importance particulière de la Biélorussie tient au fait que c'est le pays principal du transit du commerce russe (la Biélorussie assure le transit de 70-80% des échanges russes par la frontière occidentale, ces

⁶²⁵ Données du Comité d'Etat aux Douanes de Russie, www.customs.ru

derniers constituant 42% du total des échanges russes)⁶²⁶⁶²⁷(Balmaceda [2002, p.183]). La Russie réoriente ses voies d'échange en faveur de la Biélorussie étant donné l'instabilité des relations avec l'Ukraine.

La concentration des efforts sur la création d'un espace économique à quatre correspond donc à la structure des relations commerciales au sein de la CEI. L'espace économique commun à quatre serait-il une alternative fonctionnelle à une CEI vraisemblablement condamnée? Une plus forte interdépendance économique est un facteur explicatif de l'intégration au sein de l'espace économique commun. Or, les quatre pays s'enlisent au stade des négociations. Il semble que l'interdépendance économique à elle seule ne permet pas d'expliquer le tissu des structures politiques supra-nationales (par exemple, les réticences de l'Ukraine à partager les initiatives d'intégration sous l'égide de la Russie), ce qui met en exergue le poids des considérations politiques. En même temps, l'objectif économique de maintien des liens économiques, quant à lui, perd de la pertinence au fil du temps dans le contexte de la crise qui a réduit de moitié la production industrielle. Les marchés de la CEI en tant que tels ont une moindre attractivité par rapport aux marchés internationaux du fait de conditions de prix défavorables aux exportateurs russes et des arriérés de paiements, notamment dans le cas des hydrocarbures, l'avantage comparatif le plus prononcé de l'économie russe.

2.3. Structure des échanges: orientation croissante sur les hydrocarbures

La crise économique et le passage au marché impliquent l'évolution de la structure des échanges. L'abandon du régime de l'économie administrée et l'éclatement politique inhibent les séries de données temporelles. Selon Watson [1994], les exportations interrépublicaines russes en 1990 calculés en prix de marché étaient constituées de machines et équipements (33%), du pétrole et gaz (28%), des produits chimiques, des métaux ferreux et non ferreux (6-9% par poste) et des produits de l'industrie légère (3%). Quant aux importations, les machines et équipements constituaient 40% des importations interrépublicaines russes en prix de marché, les produits alimentaires et agricoles 10% et l'industrie légère 7%.

La contraction des échanges touche en premier lieu les secteurs à plus forte valeur ajoutée. La part de l'énergie et des matières premières passe, dans les exportations russes vers la CEI, de 51% en 1992 à 88% en 1993, selon les données fournies par Tiraspolsky [1995, p. 136]. Malgré toutes les réserves quant à la comparabilité des séries temporelles vu les distorsions de prix, on peut constater la tendance à la hausse de la part des hydrocarbures et la baisse de la part des produits des constructions mécaniques dans les exportations russes par rapport à la fin de la période soviétique (voir tableaux 5.4, 5.5).

⁶²⁶Selivanova I. [1998] : *"Ekonomicheskaja integratsiia Rossii i Belorussii i ee vliianie na razvitie narodnogo khoziaistva Belorussii"*, in Furman D.E. [1998] : *"Belorussii i Rossiia: Obshchestva i gosudarstva"*, Moscou, p. 326. Cité in Balmaceda [2002].

⁶²⁷La base de données UN Comtrade ne fournit pas de données sur les re-exportations biélorusses. Il est donc difficile de mieux spécifier les courants d'échanges entre la Russie, la Biélorussie et le reste du monde.

Tableau 5.4. Les exportations de la Russie envers la CEI : structure par produits

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
	Pourcentage							Mln. Doll						
Exportations totales	100	100	100	100	100	100	100	14530	16624	13699	10707	13824	14617	15609
Dont														
produits alimentaires et matières premières agricoles (sauf textiles)	2,8	3,6	4,3	4,3	5,3	6,2	7,1	410,8	560,4	591,5	462,3	739,4	904,8	1104,9
produits minéraux	51,4	53,7	53,0	52,5	49,1	43,7	45,4	7526,3	8878,7	7323,2	5617,8	6793,2	6388,5	7081,6
produits des industries chimiques, caoutchouc	10,8	9,1	9,2	10,1	10,2	10,6	10,3	1567,8	1437,7	1263,0	1084,7	1413,9	1553,6	1602,7
cuirs, fourrures	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,4	0,6	20,7	29,8	25,0	25,1	39,7	58,9	85,2
filière bois, papier	3,3	2,5	2,9	2,7	3,0	3,1	3,3	481,9	405,6	390,7	293,1	416,9	454,3	519,9
textiles, produits textiles et chaussures	2,3	1,9	1,8	1,8	2,0	2,1	2,2	334,2	318,8	243,7	195,7	282,3	312,6	351,4
métaux, pierres précieuses et ouvrages	9,5	7,8	9,4	8,3	10,4	11,0	10,8	1317,1	1281,6	1262,5	879,1	1425,3	1605,0	1686,6
machines, équipements et de transports	18,3	19,5	17,7	18,6	17,0	20,6	18,4	2647,9	3467,4	2390,1	1988,0	2346,2	3012,0	2870,2
Autres	1,5	1,7	1,5	1,5	2,7	2,3	1,9	223,7	244,1	209,7	160,9	366,5	327,7	306,3

Source: Annuaire statistique de la Russie 2003

Tableau 5.5. Les importations de la Russie en provenance de la CEI : structure par produits

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
	Pourcentage							Mln doll.						
Importations totales	100	100	100	100	100	100	100	13592	14234	11313	8343	11604	11202	10233
Dont														
produits alimentaires et matières premières agricoles (sauf textiles)	25,3	22,6	19,2	21,0	17,9	17,4	17,2	3427,2	3181,0	2174,3	1754,6	2072,0	1944,2	1764,6
produits minéraux	15,0	14,0	13,2	9,2	15,1	11,4	12,8	2048,8	2034,6	1499,3	768,7	1757,7	1276,1	1305,7
produits des industries chimiques, caoutchouc	9,6	10,6	13,6	14,2	12,6	14,0	12,9	1308,0	1518,3	1542,2	1184,6	1464,6	1564,1	1320,4
cuirs, fourrures	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	41,4	44,9	40,0	36,2	48,9	40,2	39,3
filière bois, papier	0,8	1,5	2,1	2,6	2,5	3,1	4,3	115,4	198,6	232,8	212,6	290,9	346,3	438,1
textiles, produits textiles et chaussures	7,8	8,1	7,6	10,6	9,8	9,5	8,5	1074,0	1140,7	865,3	884,6	1132,1	1068,1	870,5
métaux, pierres précieuses et ouvrages	16,5	14,2	14,4	12,9	14,8	14,5	11,2	2293,4	2051,1	1691,3	1069,9	1717,7	1632,6	1148,2
machines, équipements et de transports	21,9	24,7	25,1	25,5	22,1	25,3	27,6	2895,9	3504,1	2807,8	2129,0	2564,6	2829,4	2821,1
Autres	2,8	4,0	4,4	3,6	4,8	4,4	5,1	387,9	560,7	460,5	302,6	555,6	500,8	524,6

Source: Annuaire statistique de la Russie 2003

Selon les statistiques officielles, la Russie exporte relativement plus de produits primaires vers les pays en dehors de la CEI et importe relativement plus de produits alimentaires, machines, équipements et produits des industries chimiques en provenance des pays hors CEI⁶²⁸. Cependant, la moindre part des produits énergétiques dans les exportations intra-CEI est à relativiser car les prix des exportations énergétiques varient en fonction des destinations (voir tableau 5.6).

Tableau 5.6. La différence de prix d'exportations dans le complexe énergétique en 2003

	Pétrole cru, Mln tonnes			Produits pétroliers, Mln tonnes			Gaz naturel*, Mrd m3			Charbon, Mln tonnes			Energie électrique**, Mrd kWt-h		
	Total	Etranger lointain	CEI	Total	Etranger lointain	CEI	Total	Etranger lointain	CEI	Total	Etranger lointain	CEI	Total	Etranger lointain	CEI
Quantité	223,8	186,8	37,0	77,7	74,2	3,5	189,0	142,0	47,3	60,7	51,1	9,6	21,1	12,7	8,4
Prix, doll/tonne	173,8	181,7	133,7	181,0	180,9	183,7	105,7	Nd	nd	28,5	27,6	33,5	23,5	26,0	19,6

*Prix en doll/1000 m3

**Prix en doll/1000 kWt-h

Source : MERT 2005a, p.117 (données du Service fédéral des douanes). Les incohérences d'approximation proviennent de la source

Les exportations des hydrocarbures russes vers la CEI s'effectuent aux prix globalement inférieurs au niveau mondial⁶²⁹. Les pays de la CEI achètent le pétrole et l'électricité environ 25% moins cher que les pays de l'étranger lointain, mais les importations du charbon sont 21,3% plus chères et le prix des produits pétroliers converge vers le prix de l'étranger lointain. Le différentiel de prix du gaz n'est pas indiqué. Selon le rapport annuel de Gazprom de 2003, le prix des fournitures de gaz vers les anciennes républiques de l'URSS s'élève à 45doll/1000m3 environ, alors qu'il est de 130doll/1000 m3 environ pour l'Europe occidentale. Alors que le prix du gaz payé par l'Ukraine est revu considérablement à la hausse suite à la "guerre" gazière de janvier 2006, la Biélorussie achète le gaz au prix de la dixième zone géographique russe jusqu'au jour actuel (47 doll/1000m3 environ)⁶³⁰. La Russie accorde ainsi des subsides indirects aux économies "proches". L'utilisation du troc comme moyen de paiement, notamment dans la décennie 1990, rend les subsides encore plus importants, le recours au troc permettant d'écouler la production non-compétitive sur les marchés occidentaux (Balmaceda [2002, p. 164-166])⁶³¹.

⁶²⁸ En 2002, les minéraux constituent 56,9% des exportations russes vers "l'étranger lointain" contre 45,4% pour la CEI. La part des métaux, pierres précieuses et ouvrages en ces matières est de 19,9% contre 10,8% respectivement. La part des machines, équipements et moyens de transports est supérieure dans les exportations vers la CEI (18,4% contre 7,9%). Inversement, la Russie importe plus de machines, équipements et matériels de transports des pays hors la CEI (38,7% contre 27,6%). Données de *l'Annuaire statistique russe 2003*. Cela laisse à imaginer que la Russie occupe une position intermédiaire dans la chaîne des avantages comparatifs entre les pays développés et les pays de la CEI. Voir aussi chapitre 1.

⁶²⁹ Pour le tableau complet, il faut prendre en compte les prix de transit. Ainsi, jusqu'en 1996, les droits de transit payés à l'Ukraine étaient basés sur les accords bilatéraux. La suspension pour quelques heures des livraisons du pétrole russe vers l'Europe (pipeline Droujba) en janvier 1996 fait accepter à la Russie des prix de transit élevés (Balmaceda [1998]).

⁶³⁰ N. Grib "Belorussiya otkazyvaetsia obsujdat rost tsen na gaz", *Kommersant*, 04 septembre 2006.

⁶³¹ Ce n'est pas le niveau de prix qui est crucial, mais la possibilité de recourir au troc. Voir Mihalisko K. [1997] : "Belarus: Retreat to Authoritarianism", in Dawisha K., Parrot B. (eds.) [1997] : *"Democratic Changes and Authoritarian Reactions in Russia, Ukraine, Belarus and Moldova"*, Cambridge, p. 273. Sur ce sujet, voir aussi Dodsworth *et al.* 2002. Par exemple, en 1996, 36% des paiements de UES (une grande compagnie ukrainienne de distribution du gaz) s'effectuaient sous forme de troc (Balmaceda [1998, p.271]).

Puisque les prix des fournitures énergétiques intra-CEI sont inférieurs aux prix de livraisons vers l'étranger lointain, la part des hydrocarbures dans les exportations russes vers la CEI est sous-estimée. Si l'on suppose une augmentation de prix d'exportation des produits minéraux de 25%, leur part estimée dans les exportations russes vers la CEI va atteindre 50,9%, toutes choses étant égales par ailleurs. La part de machines, équipements et moyens de transports serait alors de 16,5%. Il semblerait donc que la différenciation de la structure d'échanges se maintient. Ceci nous amène à analyser les échanges manufacturiers intra-CEI plus en profondeur (*voir infra*).

Remarquons également que les distorsions de prix persistent dans d'autres secteurs. Dans certains cas, les prix des produits fabriqués dans la CEI sont supérieurs aux prix mondiaux, alors que les produits sont de moindre qualité: c'est le cas des appareils électriques, tracteurs, camions (Biélorussie), blé, sucre, viande, lait (Ukraine), coton (Ouzbékistan), produits chimiques, pneus, fruits et légumes (Géorgie, Arménie). Moscou l'accepte toutefois sous contrainte de l'accumulation de la dette des ex-républiques (Roubinski [2001, p. 44-45]). D'autres pays de la CEI parfois importent également à des prix supérieurs au niveau mondial (Balmaceda [2002]).

2.4. Régulation des échanges: absence de vraies préférences⁶³²

Alors qu'au premier regard, l'intégration économique de l'espace post-soviétique paraît naturelle, cet espace couvrant les systèmes de production organisés à l'échelle de l'Union soviétique, la situation change très rapidement. Sur fond d'une crise économique profonde, il ressort une diversification croissante des systèmes économiques. Il s'agit à la fois de la différenciation des sentiers de réformes et politiques menées (par exemple, dirigisme plus marqué en Biélorussie ou en Asie centrale et de la différenciation des niveaux de développement. En termes du PIB *per capita*, la Russie est le pays le plus prospère, le PIB *per capita* se mesurant à plus de 4000 doll. en 2004, alors que le Tadjikistan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et la Moldavie sont parmi les pays les plus pauvres (PIB *per capita* inférieur à 600 doll. environ en 2004)⁶³³. La différenciation des structures économiques, renforcée d'ailleurs par la spécialisation et la concentration de la production de l'économie planifiée, au lieu de favoriser l'intégration des économies complémentaires, accentue la diversité des priorités économiques et politico-économiques (dont les politiques tarifaires) des Etats nouvellement indépendants. A ceci s'ajoutent les tensions politiques, culturelles et ethniques qui déstabilisent le tissu sociopolitique de la région. Enfin, la régionalisation s'opère sur fond d'une libéralisation multilatérale à plusieurs vitesses, chaque pays négociant individuellement sa participation à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Il est de ce fait difficile de concevoir l'intégration économique entre les anciennes républiques soviétiques. A ceci s'ajoute la recherche et l'affirmation de la souveraineté nationale, qui met en cause les tentatives d'intégration politique. Comme c'est le cas pour d'autres domaines de la vie économique et politique de la région, il s'agit plutôt de mesures *ad hoc* et d'adaptations au cas par cas que de la réalisation d'une stratégie cohérente de long terme.

La Russie, tout en initiant les accords de libéralisation commerciale intra-zone, ne met pas toujours en œuvre les mesures commerciales correspondantes. L'Accord sur la Zone de

⁶³² Sur ce sujet, on peut référer le lecteur à Freinkman *et al.* [2004, pp. 45-52].

⁶³³ UNCTAD *Handbook of Statistics on-line*, accès 24 septembre 2006.

libre échange de 1994, signé par les membres de la CEI, possède un caractère de cadrage et n'a jamais été ratifié par la Russie⁶³⁴.

Dans ce contexte, le réseau d'accords bilatéraux est venu se substituer à l'intégration multilatérale inefficace⁶³⁵. Les accords bilatéraux ont des contenus similaires, en affirmant le libre-échange ainsi que le libre transit, tout en autorisant des exemptions lesquelles ne sont pas spécifiées. Généralement, les produits exemptés (dont les principaux sont le sucre, le tabac, les cigarettes, l'alcool et, parfois, les boissons non alcoolisées) sont soumis au tarif de la Nation la Plus Favorisée. Les exemptions peuvent être non symétriques (c'est-à-dire différents pour chaque partenaire) et sortir du cadre des exemples cités. Ainsi, la Russie exempte l'acier kazakh. Néanmoins, les exemptions ne concernent que 0,2% des échanges intra-CEI⁶³⁶. Ils ne constituent donc pas à ce jour d'obstacle majeur aux échanges. Or, les mesures de protection temporaire, autorisées également par les accords de libre-échange, constituent des obstacles plus significatifs. Les mesures contingentes sont les plus explicites dans les relations russo-ukrainiennes (voir encadré 5.3), mais des restrictions touchent également les exportations moldaves (viandes, produits végétaux, vins), géorgiennes (production végétale, alcools, eaux minérales) et kazakhs (laminage zingué, produits d'élevage).

Encadré 5.3. Les affrontements commerciaux russo-ukrainiens

En 1999, l'Ukraine a introduit les quotas sur les importations de filaments électriques, fourrures artificielles et canevas peigné en provenance de la Russie. En 2000, elle a ajouté à la liste certains produits de polyuréthane et remplacé les quotas sur filaments par un tarif de 97,5% pour la période de cinq ans. La Russie a répondu en imposant les tarifs anti-dumping sur les tuyaux métalliques ukrainiens (cette mesure étant remplacée par les quotas, négociés en 2001). En 2001-2002, l'Ukraine et la Russie introduisent de nombreuses mesures restreignant l'accès à leurs marchés de produits manufacturés. L'Ukraine a limité les importations de minerai de fer, ciment, lampes électriques et seringues en provenance de la Russie. La Russie a augmenté le tarif pour certains produits de métaux (laminage, tuyaux) et le caramel ukrainiens. En réponse, l'Ukraine a augmenté les tarifs sur les automobiles à capacité du moteur de 1000-1500 cm³, qui constituent le "noyau" de la production d'automobile russe et de ses exportations vers l'Ukraine...

Des négociations et modifications subséquentes du régime commercial se poursuivent. En 2003, l'accord informel entre les présidents russe et ukrainien pour mettre fin aux limitations contingentes des exportations a été désavoué par les gouvernements des deux pays. En 2004-2005, les restrictions portent sur le laminage zingué. Des tarifs sont augmentés sur les confiseries ukrainiennes et tuyaux. En 2006, la Russie interdit les importations de viandes et produits laitiers et sort du projet de création d'avion militaire de transport An-70, financé par Moscou à 72%.

Source : Freinkman et al. [2004, p. 47]; IET [2003, p. 347-348]; Kommersant du 1 juin 2006.

Pour résumer, l'on peut citer les problèmes suivants de la libéralisation commerciale régionale (voir Freinkman *et al.* [2004, p. 48]):

-les exemptions potentielles ne sont pas spécifiées, ce qui crée de l'incertitude concernant l'accès aux marchés dans le futur;

⁶³⁴ La négociation des exemptions au régime de libre échange doit précéder la ratification de ce document par la Russie (décret du gouvernement n°352, 29 mars 1999). En mars 2002, le gouvernement russe a demandé à l'exécutif de lier les négociations sur les exemptions avec celles sur les principes de l'imposition indirecte lors des échanges avec les pays ne faisant pas partie de l'Union Douanière.

⁶³⁵ Freinkman *et al.* [2004, p. 45-49].

⁶³⁶ Ministre du Développement Economique et du Commerce de Russie G. Gref, devant le Parlement (Conseil de Fédération), 26 Février 2003, *cité in* Freinkman *et al.* [2004, p. 46].

- les accords manquent de permanence ;
- les accords ne couvrent pas de manière intégrale l'espace de la CEI, ce qui pose des problèmes pour leur application⁶³⁷.

Quant à l'Union Douanière (l'accord de 1995 réunit la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan et devient en 2000 la Communauté Economique Eurasienne), il n'existe pas de tarif extérieur commun de la CEI. Par la conclusion de l'Union Douanière, qui devait être réalisée en 2005, la Russie cherchait à étendre ses préférences en termes de politique commerciale sur l'ancien espace soviétique. En 2004, la Russie a négocié 95% des positions tarifaires avec la Biélorussie, 85% avec le Kazakhstan, 14% avec le Kirghizstan et 60% avec le Tadjikistan⁶³⁸. Néanmoins, les négociations ne sont toujours pas achevées (revue mai 2007) alors que les trajectoires politiques et économiques des membres de l'éventuelle Union Douanière divergent de plus en plus. De plus, les nouveaux États indépendants négocient séparément leur accession à l'OMC. Le Kirghizstan a été le premier à rejoindre l'OMC (1998), ce qui a mis en question la négociation sur l'Union Douanière dans le format à cinq. Or, les tentatives intégrationnistes à quatre (l'espace économique commun formé par la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan) n'ont pas fait preuve de succès majeur.

Les premières années marquées par la libéralisation des échanges extérieurs cèdent la place au renforcement des tendances protectionnistes en Russie et dans d'autres pays de la CEI. En 1995, la Russie impose des droits (dont taxes sur exportations) et perçoit la taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sur la plupart des biens commercialisés avec la CEI, ce qui n'était pas le cas en 1991-1993, lorsque les barrières tarifaires étaient absentes et les pays de la CEI profitaient des crédits à conditions très préférentielles (ECE [1995, p.66], Claveau [2002, p. 528]). La réaction à la crise russe de 1998 montre la fragilité de l'intégration. Le durcissement des barrières douanières a eu lieu également dans plusieurs Etats de la CEI, ainsi que le recours accru au troc. La Russie impose un extra-tarif de 3% sur toutes les importations en juillet 1998-mars 1999 (à l'exception des importations en provenance des membres de l'Union Douanière). Le Kazakhstan a introduit la protection temporaire pour ciment, tuyaux métalliques, produits agricoles et alimentaires en 1999-2000. En Biélorussie, l'interdiction d'augmenter les prix dans le commerce de détail de plus de 2% mensuels entraîne des pénuries sur le marché légal et l'inflation sur le marché "de l'ombre". En septembre, le transport des biens à l'extérieur de la Biélorussie est interdit.

Enfin, des frictions concernent les principes de l'application des impôts indirects (TVA) dans le commerce intra-CEI. La Russie n'adhère pas à l'accord du 25 novembre 1998 introduisant le principe du pays de destination dans les échanges intra-CEI (c'est-à-dire, le taux zéro de la TVA dans le pays exportateur et l'imposition dans le pays importateur). Elle n'abandonne complètement la perception de la TVA sur les exportations intra-CEI qu'en 2004⁶³⁹ suite aux négociations bilatérales. Ainsi, l'accord négocié en juillet 2004 avec

⁶³⁷ Selon l'information publiée sur le site officiel du MERT, toutefois, il a été créé un "système réel de préférences", fonctionnant sur la base des accords bilatéraux, le régime de libre-échange est appliqué avec quelques exceptions, les tarifs aux importations et les quotas sont généralement éliminés et des accords prévoyant l'octroi réciproque du traitement national ont été signés. www.economy.gov.ru, informations générales sur la CEI (accès février 2005).

⁶³⁸ Michalopoulos C., Tarr D., [2004]: "Are Customs Unions Economically Sensible in the Commonwealth of Independent States?", Trade Policy and WTO Accession: A Training of Trainers Course for Russia and the CIS, *World Bank Moscow Office, Seminar*, March 28- April 06, 2005 (version russe). www.worldbank.org/ru

⁶³⁹ Après la dissolution de l'URSS, la Russie applique le principe du pays de destination dans le commerce avec les pays hors la CEI et du pays d'origine dans le commerce avec les pays de la CEI. La non-coordination des régimes de perception de la TVA débouchait sur une imposition double. Le passage de la

l'Ukraine est perçu comme le prix du soutien électoral au candidat pro-russe Yanukovitch, l'Ukraine acceptant en contrepartie la participation à l'Espace économique commun et autorisant l'utilisation reverse de l'oléoduc Odessa-Brody (*voir infra*)⁶⁴⁰.

L'intégration russo-biélorusse sert d'exemple aux difficultés de l'intégration. Premièrement, il est difficile d'assurer l'intégration économique sans renoncer partiellement à sa souveraineté politique, d'autant plus que les poids des partenaires sont inégaux. Deuxièmement, les problèmes concernent la mise en cohérence des politiques monétaire et économique, ce qui est dû aux difficultés d'intégrer une économie biélorusse largement non réformée dont la structure et les problèmes diffèrent de ceux de la Russie (Timmermann [2002]). Dans les faits, les progrès de l'intégration économique russo-biélorusse sont limités. Par exemple, selon le projet de 1999, la Biélorussie devait passer au rouble russe en janvier 2005, mais, en été 2004, les Présidents remettent l'intégration monétaire à un an, objectif toujours non réalisé (revue mai 2007). Quant à l'Union Douanière, la politique douanière n'est pas harmonisée. La Russie et la Biélorussie négocient indépendamment leur accession à l'OMC. Bien que la frontière douanière ait été libérée en 1995, la Russie rétablit le contrôle douanier à la frontière russo-biélorusse en 2000 afin de collecter les droits sur les importations en provenance des pays tiers et contrôler les flux commerciaux. La Biélorussie répond par l'introduction de mesures similaires quelques plus tard. Selon les informations du MERT [2005a, p. 122], sur un total de 75 mesures restrictives sur les exportations russes en vigueur au 26 janvier 2005, la Biélorussie en applique 13 "en violant des accords bilatéraux et multilatéraux en vigueur".

Enfin, en 2006, la Russie a éliminé les préférences accordées aux échanges commerciaux intra-CEI effectués dans le cadre des cycles de production de l'Union soviétique. Cette mesure est entrée en vigueur seulement en 1998 et supposait la libre circulation des biens dans le cadre des échanges inter-entreprises entre les pays de la CEI dans le cadre des coopérations issues de la période soviétique⁶⁴¹. Les données sur les volumes et la structure de cette coopération sont partielles. Ainsi, les opérations avec l'Ukraine sont estimées à 2 Mds doll en 2005 et 330 Mns prévus pour 2006; les mêmes échanges avec la Biélorussie sont estimés à 300-350 Mns doll par an. La majeure partie des livraisons était destinée aux entreprises du secteur militaro-industriel (il s'agit de minerai de fer, coke, fonte, semi-produits d'acier et laminage de métaux fournis vers l'Ukraine; laminage pour tuyaux, certains produits pétroliers, métaux). Cette mesure, impliquant des pertes des entreprises militaires, peut être liée à la volonté de la Russie de localiser la production militaro-industrielle en Russie ou encore d'infléchir les négociations sur l'intégration.

Russie au principe du pays de destination dans le commerce avec la CEI date de 2001. Le code fiscal (entré en vigueur en 2001, partie 2) prévoit l'imposition dans le pays de destination, sauf pour les hydrocarbures (art. 164), sujets de ce fait à l'imposition double. Les négociations sont poursuivies sur une base bilatérale, notamment avec l'Ukraine et la Biélorussie. Le principe de l'imposition dans le pays de destination est élargie aux hydrocarbures par la loi fédérale (18.08.2004 N° 102-FZ) entrée en vigueur au 1 janvier 2005. La non-application de la TVA par la Russie ne signifie pas pour autant une baisse immédiate des prix à la frontière. Ainsi, Gazprom négocie un niveau inchangé du prix pour la Biélorussie à partir de début 2005. Bruce [2005, p. 18].

⁶⁴⁰ "Vizit s pristrastiem", *Nezavisimaya Gazeta*, 28 février 2005.

⁶⁴¹ Disposition n°315 signé par le Premier Ministre Fradkov le 27 mai 2006. L'accord sur la coopération industrielle (accord d'Achkhabad, signé en décembre 1993) introduisait le libre échange dans le domaine de la coopération industrielle issue des liens productifs de l'Union soviétique. Cet accord a pu être réalisé à partir de 1997-1998 (accords supplémentaires dans le cadre de l'Union Economique de la CEI, accord sur la coopération avec l'Ukraine) et dans les faits entre en vigueur en 1998. L'obtention des préférences nécessitait une approbation ministérielle. D. Boutrine *et al.* "Rossiya svorachivaet proizvodstvennuu kooperatsiu SNG", *Kommersant*, 01 juin 2006.

Ceci étant, la CEI souffre du problème de manque de fonds pour les projets d'investissements communs. Le budget de la CEI est très limité. Le financement est assuré donc par la Russie par le biais de crédits d'Etat d'habitude liés au commerce. A la mi- 1998, les crédits atteignent de 5 à 7-8 Mds de dollars selon que l'on prend en compte seulement les crédits d'Etat octroyés par la Russie ou que l'on y ajoute la dette auprès des entreprises russes - fournisseurs d'énergie. Mais ce n'est que 18% du total des prêts obtenus par les pays de la CEI (hors la Russie) de la part des organisations financières internationales et des pays occidentaux (Kossikova [1999, p.4])⁶⁴². Selon d'autres estimations, cet indicateur s'élève à 1% seulement⁶⁴³. Il s'agit donc à la fois de la faiblesse économique de la CEI en tant que bloc régional et, en particulier, de l'incapacité de la Russie à mettre en œuvre des mécanismes de coopération commerciale et productive.

Dans le contexte du repli industriel, le secteur énergétique occupe la première place dans les relations économiques entre les anciennes républiques, la question du transit des hydrocarbures vers les marchés de l'Europe occidentale étant un des enjeux centraux.

Section 3. L'interdépendance dans le secteur énergétique

L'énergie constitue un axe majeur des échanges intra-CEI. Les ex-républiques sont inégales quant à l'approvisionnement énergétique. La Russie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan⁶⁴⁴, le Turkménistan et l'Ouzbékistan sont des exportateurs nets. Les autres membres de la CEI importent de l'énergie, essentiellement en provenance de la Russie ou de l'Asie centrale.

Suite à l'éclatement de l'Union soviétique, il s'agissait tout d'abord de créer des relations commerciales dans le domaine géré auparavant par le biais de transferts internes⁶⁴⁵. Les relations énergétiques intra-CEI se construisent sur une base bilatérale et incluent à la fois les approvisionnements énergétiques des républiques importatrices (3.1.) et le transit des hydrocarbures en provenance de la Russie et de l'Asie centrale vers les pays importateurs de la CEI (notamment, Ukraine et Biélorussie) et l'Europe occidentale (3.2.). Nous analyserons ici essentiellement les relations impliquant la Russie.

3.1. La dépendance énergétique comme levier d'influence politique

La Russie est le fournisseur principal d'énergie dans la région, notamment pour l'Ukraine et la Biélorussie⁶⁴⁶. Alors que le marché de la CEI absorbe une part limitée des

⁶⁴² Source *Finansovye Izvestiia* n°20, 24 mars 1998, chiffres du Comité des statistiques de la CEI.

⁶⁴³ Sakwa, Webber [1999, p. 389]. Source: *Interfax-argumenty i fakty*, 1998, 15.

⁶⁴⁴ Le Kazakhstan est exportateur net d'énergie, bien qu'il s'approvisionne auprès de la Russie.

⁶⁴⁵ Stern [2005, p. 66].

⁶⁴⁶ En 2002, selon l'AIE, l'Ukraine produit environ 14% de sa consommation de pétrole brut et 33% de gaz naturel, alors que la Biélorussie produit 13% de sa consommation de pétrole brut et 1% de celle de gaz naturel. Le reste est fourni par la Russie ou l'Asie centrale (ce qui nécessite le transit par la Russie). Selon les statistiques du commerce international, la Russie assure 61% des importations énergétiques de l'Ukraine (mesurées comme CTCI 3, rev 3 - Fuels, Lubricants, etc), dont 78% des importations ukrainiennes de pétrole et de produits pétroliers (CTCI 33 rev 3 - Petroleum, petrol.product), et 97% des importations énergétiques de la Biélorussie (CTCI 3 rev 3 - Fuels, Lubricants, etc). Notons que les fournitures des hydrocarbures vers la CEI déclinent dans les années 1990 en relation à la crise économique.

exportations des hydrocarbures russes par rapport aux pays de l'étranger lointain (notamment, l'Union Européenne)⁶⁴⁷, ces pays, précisément, l'Ukraine et la Biélorussie servent de canaux de transit permettant à la Russie d'acheminer les hydrocarbures vers les marchés occidentaux.

Alors que le prix du pétrole intra-CEI se rapproche du niveau mondial, la Russie fournit à des prix "d'amis" près de 100% de la consommation de gaz à la Biélorussie et aux pays baltes et 50% des importations de gaz de l'Ukraine et de la Moldavie, le reste des importations étant assuré par l'Asie centrale (les fournitures de gaz en provenance du Turkménistan sont en baisse depuis 1992, disparaissent quasiment en 1997-98 et reprennent en 1999). En 2003, les prix de Gazprom pour la CEI sont en moyenne trois fois inférieurs aux prix d'exportation vers l'Europe occidentale, la Biélorussie bénéficiant d'un tarif plus bas que l'Ukraine⁶⁴⁸. Au subventionnement par les prix il faut ajouter les retards de paiements et l'accumulation de la dette énergétique envers Gazprom de l'Ukraine et de la Biélorussie.

Jusqu'en 1994, le commerce gazier russe intra-CEI est opéré exclusivement par Gazprom. Par la suite, d'autres fournisseurs apparaissent (notamment, Itera devient premier fournisseur de la CEI en 2000, essentiellement en livrant le gaz turkmène)⁶⁴⁹, Gazprom se préservant le monopole des exportations vers "l'étranger lointain". A l'horizon 2001, Gazprom se retire du commerce intra-CEI, sauf les livraisons vers l'Ukraine, la Biélorussie et la Moldavie qu'il assure en partie en échange de leurs services de transit. Cette tendance est renversée à partir de 2001-2002, en relation avec (i) le changement du management de Gazprom en 2001 et l'alignement de la politique de la compagnie aux objectifs de la politique gouvernementale, (ii) le poids croissant des producteurs de l'Asie centrale dans la formation de l'offre énergétique, (iii) la reprise économique dans la CEI ouvrant la possibilité de tirer des profits.

Malgré les nombreuses difficultés de paiement (allant de retards de paiements aux prélèvements non-sanctionnés du gaz en transit), l'Ukraine reste un marché important (environ 25 Mds m3 fourni par Gazprom en 2003, à comparer avec 30 Mds m3 environ de livraisons vers l'Allemagne et 20 Mds m3 vers l'Italie qui sont les premiers clients européens de Gazprom). Les fournitures à la Biélorussie s'élèvent à 10 Mds m3 en 2003⁶⁵⁰. Ceci met en exergue la complexité des relations énergétiques de la Russie avec ses voisins occidentaux de la CEI. Les négociations réunissent non seulement des questions économiques (prix du gaz, prix du transit, octroi de crédit et échelonnement de la dette, participation de Gazprom dans les réseaux de transports), mais aussi des questions politiques. La dépendance énergétique renforce le pouvoir de négociation de la Russie⁶⁵¹, en lui donnant un levier d'influence sur les pays importateurs (et aussi les pays exportateurs, tel le Turkménistan, dépendant du transit par le territoire russe). Les accords commerciaux sur les fournitures d'hydrocarbures et l'échelonnement (annulation) de la dette gazière se négocient en parallèle aux questions politiques et sont approuvés au plus haut niveau. Parmi les manifestations les plus explicites, l'on peut citer:

⁶⁴⁷ En 2005, Gazprom fournit 76,6 Mds m3 vers les pays de la CEI et les pays baltes et environ deux fois plus vers "les pays européens", soit 156,1 Mds m3 (source: Gazprom [2005]). Quant au pétrole, la Russie exporte environ cinq fois plus de pétrole vers l'étranger lointain que vers la CEI (186,6 Mns t contre 37,0 Mns t en 2003, données MERT).

⁶⁴⁸ Selon l'accord intergouvernemental de 2002, la Biélorussie devait payer à Gazprom le prix égal à la cinquième zone russe (24 doll / 1000 m3)! (En même temps, le prix de Itera était de 38 doll/1000m3). Stern [2005, p. 97].

⁶⁴⁹ Stern [2005, p. 69]

⁶⁵⁰ Gazprom [2003].

⁶⁵¹ Voir sur ce sujet par ex. Smolansky O. [1995] : "Ukraine's Quest for Independence: The Fuel Factor", *Europe-Asia Studies*, vol. 47, n°1, pp. 67-90.

- la tentative (échouée) d'échange de la dette énergétique contre la propriété de la flotte sur la mer Noire ou le retour des têtes nucléaires par l'Ukraine,
- la coïncidence de la crise liée à la création de la joint-venture Beltransgaz pour la gestion du réseau gazier biélorusse avec la participation de Gazprom de 50% et des négociations sur l'unification de la Russie et la Biélorussie,
- la construction du gazoduc Blue Stream vers la Turquie pour contrer le soutien américain envers le pipeline transcasprien partant du Turkménistan et les exportations de gaz azéri de Shah-Deniz vers la Turquie et l'Occident⁶⁵².

3.2. Sécurité du transit et accès aux réserves

A. Ukraine et Biélorussie

Dépendant des facilités de transit en Ukraine, Gazprom est intéressé avant tout au bon fonctionnement du système de transport gazier. Or, dans les faits, à la fin des années 1990, le constat est insatisfaisant: la dette énergétique de l'Ukraine augmente et, de plus, l'Ukraine est accusée de siphonage. Les consommations illégales atteindraient un tiers de l'approvisionnement officiel de l'Ukraine en 2001⁶⁵³. Alors qu'une partie importante des capacités de stockage ukrainiennes ont été construites par l'Union soviétique pour les besoins de ses exportations vers l'Europe, Kiev refuse la participation de Gazprom dans les entreprises gazières ukrainiennes⁶⁵⁴. Plusieurs tentatives d'accords se sont résolues par un échec. Dans ce contexte, la volonté affichée par Gazprom de contourner de 25 à 50% du transit ukrainien par la construction d'un nouveau gazoduc par la Biélorussie a poussé l'Ukraine à mettre fin au siphonage. En même temps, Gazprom se retire du commerce intra-CEI, en limitant ses livraisons vers l'Ukraine à la compensation "en nature" pour le transit (26-28 Mds m3 en 2001-2004), le reste étant comblé par le gaz turkmène (30 Mds m3, par l'intermédiaire de Itera) et la production interne (18 Mds m3)⁶⁵⁵. En 2002, parallèlement à la signature de l'accord sur le partenariat stratégique entre la Russie et l'Ukraine, Gazprom et son homologue ukrainien (Naftogaz) concluent l'accord de création d'un consortium international pour la gestion, la réfection et l'entretien des gazoducs du système de transport du gaz en Ukraine. Néanmoins, cet accord n'a pas été concrétisé.

En juillet 2004 (soit avant la campagne présidentielle en Ukraine), sont négociées les modalités des fournitures gazières vers l'Ukraine (règlement de la dette et mode des livraisons du gaz turkmène⁶⁵⁶). Néanmoins, à notre avis, non sans relation aux changements politiques en Ukraine, le début 2006 est marqué par une crise profonde. En réaction à la non-acceptation par Kiev du passage à la tarification du gaz aux prix de marché, Gazprom suspend ses livraisons vers une Ukraine qui s'oriente de plus en plus vers l'UE et l'OTAN sous l'égide du

⁶⁵² Stern [2005, p. 103, 87], Balmaceda [1998], Bruce [2005].

⁶⁵³ En 2001, la dette de l'Ukraine envers la Russie s'élève à 2,2 Mds. doll. selon les évaluations russes et à 1,4 Mds.doll. d'après les sources ukrainiennes. "Le poids de la dette gazière entre l'Europe et la Russie", *Le Monde*, 31 mai 2001, p. 2.

⁶⁵⁴ Stern [2005, p. 87].

⁶⁵⁵ Stern [2005, p. 90].

⁶⁵⁶ Eural Transgaz qui a remplacé Itera en 2003 sera à son tour remplacé par RosUkrEnergO à partir de 2005. Nous laissons de côté la question peu transparente de la propriété et des motifs de changements de ces intermédiaires.

Président Youchenko. L'accord sera atteint grâce à une compensation du prix du gaz russe facturé au tarif "de marché" par les exportations turkmènes à des prix "d'amis"⁶⁵⁷.

A présent, il semble que la re-négociation des prix gaziers est liée non seulement aux intérêts politiques, mais aussi à l'accès au marché ukrainien par les compagnies russes, notamment leur présence dans la métallurgie, ainsi que les hautes technologie et industries manufacturières⁶⁵⁸.

Quant au secteur pétrolier, en novembre 2004, l'Ukraine octroie le rôle du contrôle du transit pétrolier par l'oléoduc ex-soviétique *Droujba* (cet oléoduc traverse le territoire ukrainien pour acheminer les exportations russes vers l'Europe) au monopole russe des oléoducs Transneft⁶⁵⁹. Ensuite, la Russie arrive à contrer le projet d'oléoduc Odessa-Brody destiné à acheminer le pétrole azéri du port ukrainien d'Odessa sur la mer Noire vers Brody (à proximité de la frontière polono - ukrainienne) où il joindrait l'oléoduc Droujba en direction de l'Europe. Le projet avait pour but de réduire la dépendance énergétique de l'Ukraine à l'endroit de la Russie et d'apporter en plus des recettes sous forme de droits de transit⁶⁶⁰. Au 1er août 2004, l'oléoduc a été lancé en sens inverse pour transporter le pétrole russe vers le port d'Odessa⁶⁶¹ (voir carte 5.1)⁶⁶². L'utilisation reverse de l'oléoduc est maintenue jusqu'à présent (juin 2007), bien que les pressions pour sa réversion pour acheminer le pétrole de la Caspienne vers l'Europe s'intensifient, notamment dans le contexte du GUAM.

Carte 5.1. L'oléoduc Odessa-Brody



Source: *Georgia, Ukraine: A Pipeline Reversal and GUUAM's Rebirth*, March 01, 2005
www.stratfor.com

⁶⁵⁷ Néanmoins, comme la structure de l'intermédiaire (RosUkrEnerg) n'est pas transparente il est difficile d'apprécier les gains et les pertes réelles des participants. La société est contrôlée vraisemblablement à 50% par Gazprom et à 50% par les représentants ukrainiens.

⁶⁵⁸ Butrin D., Grib N. "Viktor Yanoukovitch ne zaplatil za kokteil", *Kommersant*, 25 septembre 2006.

⁶⁵⁹ Selon l'accord signé le 16 novembre 2004 entre l'opérateur ukrainien Ukrtransnafta et le russe Transneft, le monopole de pipelines russe obtient le droit exclusif de contracter les services de transit pétrolier par le territoire ukrainien, pour le compte de tous les exportateurs pétroliers russes. *Zerkalo nedeli*, n°3, 29 janvier – 4 février 2005, <http://www.zn.ua/2000/2229/49065/>.

⁶⁶⁰ Breault, Jolicoeur, Lévesque [2003, pp. 49, 56].

⁶⁶¹ La première partie du système de transports Odessa-Brody est achevée en mai 2002. Sa capacité s'élève à 9-14,5 Mns tonnes de pétrole par an et celle du parc de réservoirs à 200 000 m³. L'on prévoit l'augmentation de sa capacité jusqu'à 40-45 Mns tonnes par an et de celle du parc de réservoirs jusqu'à 600 000 m³. Le port est capable d'accueillir des tankers de *deadweight* de 100 000 t. maximum. www.transneft.ru, actualité du 22.10.2003, 27.07.2004.

⁶⁶² Pour les cartes des pipelines, se reporter également à l'Annexe (cartes 2, 3, 4).

Bien qu'après la "révolution orange", l'Ukraine semble s'orienter plus qu'auparavant vers l'intégration à l'Europe et que l'intégration politique sous l'égide russe ait échoué, les intérêts économiques privés maintiennent leur influence. Le président Youchenko affiche la volonté d'attirer les investissements russes, le besoin de capitaux en Ukraine venant renforcer le pouvoir de négociation des entreprises russes.

Visant à réduire la dépendance à l'égard du transit par l'Ukraine, Gazprom entreprend la construction de nouveaux gazoducs contournant l'Ukraine par le Sud (*Goluboi potok* par la mer Noire vers la Turquie, mise en exploitation en 2003) ou par le Nord (*Yamal-Europe* qui prévoit le transit de 30-32 Mds m³ de gaz par la Biélorussie) (voir carte 5.2). La sécurité des livraisons par la Biélorussie est perçue comme supérieure au transit par l'Ukraine, ayant mauvaise réputation du fait du siphonage.

Carte 5.2. Voies d'exportations gazières vers l'Europe



Source : EIA Country Analysis Brief, Russian Oil and Natural Gas Pipeline Projects Fact Sheet, March 2005

La participation de Gazprom au système de transport du gaz en Biélorussie est la pierre d'achoppement des relations russo-biélorusses⁶⁶³. L'unification des réseaux de transport du gaz ainsi que celle des réseaux des systèmes électriques figurent parmi les objectifs de l'Etat uni de 1999⁶⁶⁴. Gazprom se place donc parmi les acteurs majeurs qui promeuvent l'intégration russo-biélorusse, sans pour autant avoir des préférences explicites quant à la forme de l'Union Russie-Biélorussie⁶⁶⁵. Son intérêt semble plutôt la sécurité d'investissements que la libéralisation commerciale ou la création du marché commun. La pression de Gazprom va

⁶⁶³ Voir l'analyse historique dans Bruce [2005].

⁶⁶⁴ Balmaceda [2002 p. 167-170], Sahm, Westphal [2002, p. 293].

⁶⁶⁵ Sahm, Westphal [2002, p. 294].

jusqu'à la suspension des fournitures à la Biélorussie en janvier 2004 (en même temps, les fournitures vers l'Europe s'effectuaient sans contrat et donc sans paiement des droits de transit, alors que la Biélorussie était fournie par les producteurs indépendants)⁶⁶⁶ et à l'arrêt total des livraisons dans le système de transport gazier biélorusse (dont pour l'Europe) en février 2004. Les négociations visent à équilibrer les positions des partis sur le prix du gaz, le tarif du transit, la dette énergétique, la participation de Gazprom dans le réseau de transports et aussi l'intégration politique de la Biélorussie à la Russie. Plusieurs accords ont été adoptés sans être mis en application.

A partir du 1 janvier 2007, le prix d'exportation de gaz vers la Biélorussie a été doublé (100 doll/1000m³ environ à partir de janvier 2007, à comparer à 46,7 doll/1000 m³ auparavant)⁶⁶⁷ et, en mai 2007, les parties finalisent la vente de 50% de l'entreprise de transport gazier biélorusse Beltransgas à Gazprom. Ceci ne n'exclut pas pour autant le passage graduel au tarif de marché pour les exportations gazières russes vers la Biélorussie. Dans ce contexte, le conflit se propage à d'autres domaines des relations bilatérales (par exemple, la renégociation des conditions du transit des exportations pétrolières russes par le territoire biélorusse vers l'UE en janvier 2007), en continuant le cycle de marchandage politique et économique.

Enfin, le projet de gazoduc Nord-Européen passant par la mer Baltique (de Vyborg, région de St-Petersbourg, vers l'Allemagne) est destiné à réduire les problèmes liés au transit du gaz. Sa capacité totale prévue est de 55 Mds m³ par an, le premier fil (moitié de capacité) étant mis en exploitation dès 2010.

B. Asie centrale

En Asie centrale, la Russie est encore présente par sa compagnie pétrolière Lukoil (qui participe aux projets de prospection et d'extraction d'hydrocarbures en Azerbaïdjan et au Kazakhstan) mais elle ne contrôle plus les voies d'exportation (d'autres pipelines contournant son territoire ont été mis en place) et est concurrencée par les compagnies pétrolières internationales⁶⁶⁸.

Le problème majeur concerne les voies d'évacuation du pétrole de la Caspienne jusqu'à la mer ouverte (voir carte 5.3). Le trajet des pipelines constitue une assise économique aux projets d'intégration tels que le GUAM réunissant les intérêts de la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie. D'autre part, pour empêcher le projet turco-azéri, soutenu par Washington⁶⁶⁹, de l'oléoduc Bakou (Azerbaïdjan) - Tbilissi (Géorgie) - Ceyhan (Turquie, Méditerranée), Moscou initie un projet alternatif reliant Tengiz (Kazakhstan) et Novorossiysk (mer Noire, Russie). Attirant le pétrole kazakh, l'oléoduc Odessa-Brody met en question la rentabilité du projet Bakou-Ceyhan, ce dernier escomptant également sur le pétrole kazakh⁶⁷⁰ (mise en service en mai 2006).

⁶⁶⁶ www.gazprom.ru, rencontre du Directeur du Conseil de management de Gazprom A. Miller et son adjoint A. Riazanov avec les journalistes biélorusses le 17 mai 2004.

⁶⁶⁷ *Kommersant*, 15 janvier 2007.

⁶⁶⁸ Tinguay [1999, p. 125].

⁶⁶⁹ La construction de l'oléoduc Bakou-Ceyhan contrevient, entre autres, aux intérêts iraniens en Asie centrale et dans le Caucase. Le tracé le plus court aurait dû passer par l'Iran (Jégo [2003]).

⁶⁷⁰ Breault, Jolicoeur, Lévesque [2003, pp. 50-51].

Carte 5.3. Pipelines de la Caspienne



Source : EIA Country Analysis Brief, Caspian Sea, Oil Export Issues, January 2007

Quant au secteur gazier, tous les gazoducs d'exportation en provenance de l'Asie centrale passent par la Russie (44,1 Mrd m³ en 2003, Gazprom [2003]), à l'exception du gazoduc qui lie le Turkménistan vers l'Iran (mise en service en 1997, capacité de 5-6 Mds m³ en 2003-2004)⁶⁷¹. Gazprom cherche à augmenter la présence en Asie centrale afin de compenser la baisse de l'extraction sur les "anciens" gisements en attendant l'exploitation de nouveaux gisements (par exemple, contrats avec l'Ouzbékistan et le Turkménistan)⁶⁷².

Au total, plusieurs questions se posent pour Gazprom sur l'espace de la CEI⁶⁷³: (i) la sécurité d'approvisionnements dans le contexte de la dépendance accrue du gaz de l'Asie centrale (du point de vue du niveau de prix et aussi de l'émergence de la demande forte en Asie de l'Est et Sud-est); (ii) la transformation de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Moldavie en marchés profitables; (iii) la sécurité du transit vers l'Europe occidentale et le coût du transit; (iv) la structure future des approvisionnements du Caucase, et notamment sa

⁶⁷¹ Stern [2005, p. 66, 231 (note 1)].

⁶⁷² 1,3 Mrd m³ en 2003 et 7Mrds prévus pour 2004 en provenance de l'Ouzbékistan, les livraisons possibles pouvant aller jusqu'à 10Mrds m³ par an à partir de 2005. Quant au Turkménistan, le contrat long-terme pour 2004-2028 prévoit l'achat par Gazprom de 5-6 Mrds m³ en 2004 et des livraisons possibles de 70-80 Mrds m³ par an à partir de 2009. Ceci étant, en 2003, le niveau de production au Turkménistan est de 60 Mds m³. *Gazprom [2003]*, www.gazprom.ru (actualités). L'augmentation rapide des livraisons serait autorisée par l'expiration du contrat entre le Turkménistan et l'Ukraine à la fin 2006. Par ce biais, on met fin à l'intermédiation du commerce turkméno-ukrainien par les compagnies tierces – d'abord Itera, et ensuite Eural Transgas. Les prix de ces livraisons restent néanmoins à négocier. De plus, l'annonce en 2005 d'un nouvel accord entre le Turkménistan et l'Ukraine pour 50-60 Mds m³ en 2006-2026 met en cause le contrat avec Gazprom.

D'autre part, les craintes de l'échec du développement des exportations turkmènes vers la CEI (notamment, pour la question de la compétitivité-prix sur les marchés de la CEI) alimentent des propositions d'exportations turkmènes vers l'Inde et le Pakistan via l'Afghanistan (Stern [2005 p. 77-78, 96]).

⁶⁷³ Stern [2005, p. 106-107].

dépendance ou détachement des approvisionnements russes (et de l'Asie centrale) à partir de 2006-2007 en relation à l'arrivée du gaz azéri de Shah-Deniz en Géorgie et du gaz iranien en Arménie et probablement en Géorgie.

La diplomatie pétrolière et gazière est au cœur de l'influence russe sur l'ancien espace soviétique⁶⁷⁴. La diplomatie pétrolière et gazière constitue-t-elle une force motrice capable de donner l'élan à la réintégration de l'ancien espace soviétique? A notre avis, les préférences du lobby énergétique ne sont pas suffisamment fortes pour propulser la création d'une zone de libre-échange, une Union Douanière ou un marché commun. Les intérêts du secteur des hydrocarbures russe dans la CEI semblent se limiter plutôt à l'exploitation de réserves et à l'optimisation des voies d'exportation vers les marchés occidentaux plus attractifs.

Section 4. Re-intégration des réseaux de production en question

Si l'espace économique post-soviétique était auparavant intégré par le planificateur central, la transition au marché a remis en question les liens de production existants. On l'observe à travers l'étude de la structure des échanges des produits manufacturés (4.1.) et les perspectives de coopération dans le secteur militaro-industriel (4.2.).

4.1. Commerce des produits manufacturiers et échanges intra-branche

La différenciation de la structure des échanges russes entre la CEI et le reste du monde persiste. On peut le constater à travers deux éléments : (i) dynamique des échanges des produits manufacturiers et (ii) développement des échanges intra-branche.

La structure des échanges manufacturiers de la Russie avec la CEI est dominée par le fer et l'acier (plus de 15% des exportations et plus de 30% des importations russes), les équipements de transport et industriels (voir tableau 5.7), ce qui reflète la persistance des liens industriels entre les anciennes républiques. Néanmoins, la concentration des exportations russes limite les opportunités de développement des exportations et renforce leur vulnérabilité.

⁶⁷⁴ Un fait témoin indirect: le ministre russe de l'industrie et de l'énergie V. Khristenko assume le rôle de représentant spécial du Président responsable des questions de l'intégration de la CEI! (*Nezavisimaya Gazeta*, 10 mars 2005).

Tableau 5.7. Structure des échanges manufacturiers intra-CEI (en pourcentage du commerce des produits manufacturiers – CTCI 5 à 8 moins 68)

Structure des exportations russes (top 20)				Structure des importations russes (top 20)			
CTCI		2000	2005	CTCI		2000	2005
67	Fer et acier	10,68	16,52	67	Fer et acier	30,11	33,29
78	Véhicules routiers	10,11	13,85	79	Autre matériel de transport	2,20	10,46
71	Machines génératrices, moteurs et leur équipement	13,36	7,25	74	Machines et appareils industriels d'application générale, n.d.a., et parties et pièces détachées, n.d.a., de machines, d'appareils et d'engins	7,16	7,45
74	Machines et appareils industriels d'application générale, n.d.a., et parties et pièces détachées, n.d.a., de machines, d'appareils et d'engins	7,02	6,25	78	Véhicules routiers	5,37	6,33
72	Machines et appareils spécialisés pour industries particulières	5,68	5,87	77	Machines et appareils électriques, n.d.a., et leurs parties et pièces détachées électriques	6,45	5,78
77	Machines et appareils électriques, n.d.a., et leurs parties et pièces détachées électriques	5,56	5,10	72	Machines et appareils spécialisés pour industries particulières	6,56	4,61
79	Autre matériel de transport	3,49	4,74	64	Papiers, cartons et ouvrages en pâte de cellulose, en papier ou en carton	4,03	4,56
66	Articles minéraux non métalliques manufacturés, n.d.a.	3,61	4,58	71	Machines génératrices, moteurs et leur équipement	6,10	3,94
69	Articles manufacturés en métal, n.d.a.	4,34	4,39	52	Produits chimiques inorganiques	3,68	3,28
64	Papiers, cartons et ouvrages en pâte de cellulose, en papier ou en carton	3,74	3,97	69	Articles manufacturés en métal, n.d.a.	2,56	2,83
62	Caoutchouc manufacturé, n.d.a.	4,81	3,63	58	Résines artificielles et matières plastiques	1,66	2,70
58	Résines artificielles et matières plastiques	2,25	2,76	66	Articles minéraux non métalliques manufacturés, n.d.a.	2,66	2,03
55	Huiles essentielles et produits de parfumerie ; préparations pour la toilette et produits d'entretien	1,84	2,67	65	Fils, tissus, articles textiles façonnés, n.d.a., et produits connexes	4,29	1,98
89	Articles manufacturés divers, n.d.a.	2,60	2,15	89	Articles manufacturés divers, n.d.a.	0,68	1,58
51	Produits chimiques organiques	2,49	2,05	73	Machines et appareils pour le travail des métaux	1,73	1,52
87	Instruments et appareils professionnels, scientifiques et de contrôle, n.d.a.	2,30	1,72	62	Caoutchouc manufacturé, n.d.a.	3,20	1,45
52	Produits chimiques inorganiques	2,92	1,68	87	Instruments et appareils professionnels, scientifiques et de contrôle, n.d.a.	1,30	1,08
54	Produits médicinaux et pharmaceutiques	1,50	1,54	53	Produits pour teinture et tannage et colorants	2,03	0,86
65	Fils, tissus, articles textiles façonnés, n.d.a., et produits connexes	2,93	1,46	82	Meubles et leurs parties	0,86	0,69
63	Ouvrages en lièges et en bois	0,75	1,33	51	Produits chimiques organiques	1,09	0,64

Sources : calculs de l'auteur, données UN Comtrade, accès 21 septembre 2006, CTCI Rev 2 à 2 chiffres.

D'un point de vue dynamique, on constate que la Russie accélère ses exportations manufacturières vers la CEI bien plus rapidement que vers le reste du monde, tout en s'approvisionnant sur les marchés de l'étranger lointain (voir tableau 5.8).

Tableau 5.8. Dynamique des échanges manufacturiers Russie-CEI en 2005 par rapport à 2000

	Commerce Russie-CEI	Commerce Russie-Monde
Variation des exportations manufacturières russes en 2005 par rapport à 2000	319,9%	199,44%
Variation des importations manufacturières russes en 2005 par rapport à 2000	223,9%	389,15%

Source : données UN Comtrade, accès septembre 2006, calculs de l'auteur.

Les postes en évolution la plus rapide parmi les exportations principales russes sont liège et bois (CTCI 63, augmentation de 5,6 fois en 2005 par rapport à 2000), fer et acier (CTCI 67, augmentation de 5 fois environ), huiles et parfums.. (CTCI 55, 4,6 fois), véhicules routiers (CTCI 78, 4,4 fois), autres équipements de transports (CTCI 79, 4,3 fois), produits minéraux manufacturés non-métalliques (CTCI 66, 4 fois), résines artificielles et matériaux plastiques (CTCI 58 3,9 fois). Il semble donc que dans les prochaines années, la structure des exportations manufacturières russes va se consolider autour des produits intermédiaires et matériels de transports. Bien que certaines autres exportations augmentent rapidement (objets de voyage, engrais, meubles, articles d'habillement et accessoires), leur part dans les exportations manufacturières vers la CEI est encore très faible (elle ne dépasse pas 1,15% pour chaque poste en 2005).

Pour les importations russes, il s'agit surtout d'une très forte hausse de la part des "autres équipements de transports" (CTCI 79, augmentation en valeur de plus de 10 fois en 2005 par rapport à 2000). Cependant, il semble que les importations en provenance de la CEI perdent en compétitivité. On observe la baisse des importations russes en provenance de la CEI en volume sur fond d'une hausse des prix. En 2005, les importations en valeur en provenance des pays hors CEI ont augmenté d'un tiers environ et de 10% seulement pour la CEI. En volume, les importations en provenance des pays hors CEI ont augmenté de 30%, alors que les importations en provenance de la CEI ont diminué. En revanche, les prix des importations en provenance de la CEI ont augmenté de 15%, alors que les prix d'importations hors CEI ont augmenté seulement de 5%⁶⁷⁵.

Le commerce intra-branche des produits manufacturiers, mesurée par l'indice de Grubel-Lloyd⁶⁷⁶ est relativement plus fort pour la CEI. Cependant, les échanges intra-branches s'affaiblissent en 2005 par rapport à 2000 tant pour le commerce avec la CEI que pour la totalité des échanges extérieurs (voir tableau 5.9).

Tableau 5.9. Echanges intra-branche des produits manufacturiers, 2000-2005

	2000		2005	
	Commerce Russie-CEI	Commerce Russie-Monde	Commerce Russie-CEI	Commerce Russie-Monde
Indice Grubel Lloyd (CTCI Rev. 2 à 3 chiffres, groupes 5-8 sauf 68), moyenne pondérée par les échanges	65,11%	47,16%	62,28%	36,12%

Source : données UN Comtrade, accès septembre 2006, calculs de l'auteur.

⁶⁷⁵ BOFIT [2006-3].

⁶⁷⁶ L'indice GL se calcule de la manière suivante: $GL = \frac{[(X_{ik} + M_{ik}) - |X_{ik} - M_{ik}|]}{(X_{ik} + M_{ik})} * 100$. X et M représentent respectivement la valeur des importations de l'industrie k. Le commerce intra-branche se définit ainsi comme la différence entre le commerce total ($X_{ik} + M_{ik}$) et les exportations (ou importations) nettes $|X_{ik} - M_{ik}|$ lesquelles reflètent le commerce inter-branche. Il se mesure entre 0 (commerce intra-branche nul pour l'industrie k) et 100 (tout le commerce de l'industrie k est intra-branche). De la même manière, on peut calculer l'indice bilatéral du pays i avec le pays j : $GL_{ij} = [1 - |X_{ijk} - M_{ijk}| / (X_{ijk} + M_{ijk})] * 100$.

Le commerce intra-branche ressort le plus nettement dans les échanges de biens d'équipement. En 2005, les échanges intra-branche sont les plus forts (indice Grubel-Lloyd supérieur à 90%), dans l'ordre décroissant, dans les industries suivantes : CTCI 653 "tissus de fibres textiles synthétiques", CTCI 744 "Équipement mécanique de manutention, et pièces", CTCI 743 "Pompes, compresseurs et ventilateurs", CTCI 736 "Machines-outils pour le travail des métaux et carbures métalliques", CTCI 778 "Autres machines et appareils électriques, n.d.a.", CTCI 851 "Chaussures", CTCI 727 "Machines et appareils pour l'industrie alimentaire, et pièces", CTCI 673 "Barres et profilés en fer ou en acier", CTCI 513 "acides carboxyliques, leurs anhydrides, halogénures et dérivés", CTCI 749 " Pièces détachées de machines non électriques", CTCI 659 "Couvre-parquets", CTCI 722 "Tracteurs (y compris les tracteurs-treuil), CTCI 533 "Pigments, peintures, vernis et produits connexes". Le commerce de produits de consommation a une moindre part dans les échanges intra-branches. Ceci pourrait témoigner donc d'une reconstitution de la base industrielle à l'échelle de la CEI. Néanmoins, la structure des échanges intra-branches est assez variable selon les années⁶⁷⁷, due en partie à un poids limité des échanges manufacturiers (*voir infra*).

Ces résultats sont en conformité aux analyses antérieurs, selon lesquelles le commerce intra-branche de la Russie est beaucoup plus prononcé avec les pays de la CEI qu'avec le reste du monde, mais aussi que la période 1996-2000 laisse entrevoir un désengagement de la Russie des relations avec la CEI (voir tableau 5.10).

Tableau 5.10. Echanges intra-branche des produits manufacturiers, 1996-2000
(indice Grubel-Lloyd, CTCI à deux chiffres)

	Commerce total		CEI		Hors CEI	
	1996	2000	1996	2000	1996	2000
Russie	47,6	54,7	75,1	71,5	36,3	44,5
Moyenne CEI-7			42,0	40,1	30,1	19,8
Moyenne CEI-centre			62,4	55,3	32,8	33,3

Source : Freinkman et al. [2004, p. 24]. Le calcul est fait pour les produits manufacturiers (groupes 5-8, sauf 68, CTCI à deux chiffres, données WITC, Comtrade et statistiques nationales). CEI – 7: Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kirghizstan, Moldavie, Tadjikistan et Ouzbékistan ; CEI-centre : Russie, Biélorussie, Ukraine, Kazakhstan.

La baisse du commerce intra-branche de la Russie avec la CEI traduit la désintégration des liens de production durant cette période. Ceci étant, selon Freinkman et al. [2004, p. 24], en Russie et en Ukraine, le quart de l'indice est expliqué par l'impact de deux secteurs, soit l'acier et la machinerie lourde, ce qui correspond à la spécialisation internationale (hormis les hydrocarbures).

Les pays nommés ici la CEI – 7 (CEI à l'exception de la Russie, Biélorussie, Ukraine et Kazakhstan) sont moins intégrés dans les échanges intra-branches. Leur commerce est fortement concentré sur un nombre restreint de biens, ce qui réduit leur marge de manœuvre

⁶⁷⁷ Ainsi, en 2000, parmi les leaders des échanges intra-branche étaient, outre les appareils et machines industrielles diverses (CTCI 71., 72., 74., 77.), "cuirs et peaux" (CTCI 611), "papiers et cartons" (CTCI 641-642), "produits de parfumerie..." (CTCI 553), "couvre-parquets" (CTCI 659), "phonographes, machines à dicter et appareils d'enregistrement" (CTCI 763), "articles de ménage et domestiques en métaux communs" (CTCI 697), "tissus de coton" (CTCI 652), "amidons, inuline, gluten de froment, matières albuminoïdes" (CTCI 592), "motocycles, scooters et véhicules similaires pour le transport des malades" (CTCI 785), "tissus de fibres textiles synthétiques" (CTCI 653), "appareils et instruments d'optique" (CTCI 871), "équipement de télécommunication, et pièces (CTCI 764), "appareils sanitaires, de plomberie, de chauffage et d'éclairage" (CTCI 812), et "ouvrages en fils métalliques et grillages" (CTCI 693).

politique et augmente leur vulnérabilité économique. Par exemple, l'aluminium (CTCI 684) représente 69,1% des importations russes en provenance du Tadjikistan en 2000, quoique les échanges se sont rétrécis depuis. Les fruits et légumes (CTCI 05) constituent 29,9% des importations de la Russie en provenance de l'Ouzbékistan en 2003, la part du coton est de 23,1%⁶⁷⁸.

4.2. Reconstitution de liens de production dans le complexe militaro-industriel ?

A la fin des années 1980, le complexe militaro-industriel (CMI) représentait environ 60% du PIB de l'URSS⁶⁷⁹. La Russie a hérité de 70% du CMI soviétique⁶⁸⁰, les industries étant concentrées principalement dans la Russie européenne. Elle contrôle la quasi-totalité des filières technologiques nécessaires pour la construction d'un CMI autonome et équilibré. Néanmoins, il y a quelques exceptions, telles que le cas de l'Ukraine dans les secteurs des constructions navales, de l'aérospatial et de l'électronique, qui empêche le maintien en état opérationnel de certains équipements russes et explique la réactivation de la coopération entre les industries des deux pays.

En 1992, seules 25% des entreprises du CMI russe conservaient véritablement leur activité⁶⁸¹. Durant les années 1990, le complexe militaro-industriel russe connaît de nombreuses difficultés, dont le manque d'investissements, le déclin de la recherche et développement, le vieillissement des capacités de production. Toutefois, Gloaguen [2003] constate une reconstitution rapide des réseaux de production entre les entreprises de la CEI. Aucun programme d'armement russe aujourd'hui n'est national. En 2000, plus de 600 entreprises de la CEI ont fourni des pièces aux usines russes d'armement. Les liens les plus forts sont avec l'Ukraine et la Biélorussie⁶⁸² (Gloaguen [2003, p. 14]). Néanmoins, cette dynamique est à relativiser. Premièrement, il faut savoir s'il s'agit du développement de nouveaux produits ou de l'exploitation en commun des vestiges soviétiques. Deuxièmement, il faut garder à l'esprit la baisse de l'activité dans le secteur. Enfin, la renaissance du secteur à l'échelle de la CEI semble compliquée par la divergence des intérêts stratégiques des pays membres.

Alors que les liens de production semblent se reconstituer graduellement, les entreprises souffrent du manque de fonds de développement. Faute de projets publics d'aide aux

⁶⁷⁸ Selon l'estimation de Elborgh-Woytek [2003], la part des trois principaux produits d'exportation s'élève à 67% (moyenne non-pondérée, statistiques nationales) pour les pays de la CEI. Malgré la pertinence de cette observation, le calcul ne précise pas la nomenclature retenue et la finesse de distinction de produits ou de groupes de produits. Vraisemblablement les classifications retenues par les pays ne sont pas les mêmes. On retrouve par exemple le poste *metals* dans le cas de l'Azerbaïdjan et *aluminium* dans le cas du Tadjikistan.

⁶⁷⁹ Gloaguen [2003, p.4]. Toutefois, 6% de ses entreprises travaillaient uniquement pour le secteur militaire, les autres produisant à la fois les biens militaires et les biens civils.

⁶⁸⁰ Selon Benediktov M., Khrustalev Y. [1998] : "*Integratsiya Voennoi Industrii Stran SNG*", MEiMO, No.12, sur 55000 entreprises impliquées dans l'industrie de défense de l'URSS dans les années 1980, 73% sont en Russie, 14% en Ukraine, 3,3% en Biélorussie, 1% en Moldavie et 1% au Kazakhstan.

⁶⁸¹ Gloaguen [2003, p.4].

⁶⁸² En 2001, l'Agence d'Etat d'exportation d'armements Rosoboroneksport (Russie) et son homologue ukrainien Ukrspetseksport concluent un accord de coopération pour l'exportation en commun des armements conçus pendant la période soviétique, mais fabriqués depuis par chaque pays. Les entreprises biélorusses participent à hauteur de 10% dans les commandes d'Etat russes en 2000 (Gloaguen [2003, p.14]).

investissements dans le cadre de la CEI, le financement privé devait constituer une source de financement alternative, qui est d'autant plus importante qu'elle représente le volet de "l'intégration par le bas" dans la CEI. Au présent, l'autofinancement continue à jouer le rôle majeur dans le financement des projets d'investissement du fait de la faiblesse du système de crédit, alors que le potentiel de développement par la mise en route des capacités de production non-utilisées est quasiment épuisé.

Section 5. Ouverture aux capitaux

L'ancien espace soviétique reste relativement peu ouvert aux investissements étrangers et encore dominé par les capitaux russes (5.1.). Ceci étant, l'influence russe est contestée par l'arrivée des capitaux étrangers. La majeure partie des flux de capitaux est absorbée par l'industrie des hydrocarbures (5.2.).

5.1. Dominance de la Russie dans un espace peu ouvert

L'espace post-soviétique reste relativement peu ouvert aux capitaux étrangers. Dans la CEI, le flux des IDE entrants par rapport à la FBCF (formation brute du capital fixe) est de 9,99% en 2002 (à titre de comparaison, cet indicateur est de 24,86% dans les 10 nouveaux pays membres de l'UE et de 22,34% dans l'UE). La Russie se situe en-dessous de la moyenne de la CEI (5,58% en 2002). L'Azerbaïdjan est le plus ouvert (IDE entrant en 2002 constitue 65,74% de la FBCF). En valeur absolue, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et l'Ukraine attirent le plus d'IDE en 2003, alors que la Russie n'arrive qu'à la quatrième place.

Les flux de capitaux lient la Russie plutôt avec les pays de l'étranger lointain (voir tableau 5.11). La part de la CEI dans l'attraction des IDE russes est très faible et diminue entre 2001 et 2004 (elle constitue respectivement 7,6%, 6,2%, 4,2% et 4,2%) des IDE de la Russie à l'étranger. Sachant que la Russie elle-même n'est pas un investisseur d'envergure, la faiblesse des investissements russes dans la CEI est encore plus flagrante⁶⁸³. Cependant, les investissements sortants des autres pays de la CEI sont encore plus faibles, voire négligeables, sauf pour l'Azerbaïdjan. La Russie à elle seule assure 83% du total des IDE sortants des pays de la CEI en 2003⁶⁸⁴. Néanmoins, l'opacité des schémas d'investissements (précisément, le recours aux paradis fiscaux, ce qui fait augmenter le poids de l'étranger lointain dans les flux d'IDE) entrave une analyse quelque peu détaillée des échanges de capitaux sur l'ancien espace soviétique.

⁶⁸³ La part de la Russie dans le total mondial du flux d'IDE sortant est de 0,59% en 2002 et 0,68% en 2003. *Données de UNCTAD Handbook of Statistics on-line, www.unctad.org.*

⁶⁸⁴ Données de *UNCTAD Handbook of Statistics on-line.*

Tableau 5.11. Les investissements étrangers de la Russie (actifs et passifs au début de l'année, Mns doll.)⁶⁸⁵

	01.01.01			01.01.02			01.01.03			01.01.04		
	Total	Etranger lointain	CEI	Total	Etranger lointain	CEI	Total	Etranger lointain	CEI	Total	Etranger lointain	CEI
IDE sortant	20 141	18 602	1 539	32 437	30 428	2 009	54 608	52 296	2 312	72 273	69 242	3 031
Inv de portefeuille sortant	1 268	975	294	1 342	966	376	2 539	2 157	382	4 778	4 563	216
IDE entrant	32 204	32 081	123	55 445	55 262	183	72 424	72 354	71	86 772	86 661	111
Inv de portefeuille entrant	32 132	32 122	10	46 500	46 480	21	62 387	62 356	31	93 912	93 882	30

Source : Banque de Russie, www.cbr.ru

L'Ukraine est le plus grand pays récepteur des investissements russes dans la CEI⁶⁸⁶. Suivant Puglisi [2003], on peut distinguer deux grandes étapes dans le développement des échanges de capitaux entre la Russie et l'Ukraine. La période 1994-1998 est marquée par l'émergence des élites économiques nationales. La lutte pour le contrôle des richesses nationales entre les acteurs domestiques et contre les concurrents étrangers limite la coopération russo-ukrainienne. Le discours nationaliste, déjà présent dans les sphères politiques, est instrumentalisé au profit des acteurs économiques domestiques et contre l'arrivée du capital russe. Malgré les projets d'intégration affichés, de nombreuses restrictions sont imposées sur la privatisation d'actifs les plus attrayants. Du côté russe, la crise de 1998 mine les projets d'expansion des entreprises. La conjoncture de coopération bilatérale se retourne en 1999 grâce à l'influence concomitante de plusieurs facteurs, notamment la reprise russe après la crise, le besoin de restructuration de l'industrie ukrainienne, la crise politique interne en Ukraine et les pressions du FMI pour relâcher les restrictions sur les privatisations. Bien que les données officielles ne permettent pas de juger d'un revirement brut de la conjoncture, ce raisonnement nous semble assez pertinent.

5.2. Contestation de l'influence russe

La dominance économique de la Russie sur l'ancien espace soviétique est contestée. D'après les statistiques officielles ukrainiennes, les États-Unis sont la première source d'IDE en Ukraine en 2003 et la deuxième en 2004. La Russie n'arrive qu'à la septième place (457,5 Mns doll au 1^{er} janvier 2005). Néanmoins, dans les investissements en provenance de Chypre (première place et 14,1% au 01 octobre 2004) et des Iles Vierges (6,1% au 01 octobre 2004), il y a vraisemblablement une part considérable de capital russe, à côté du capital ukrainien. La part réelle des investissements russes est donc bien plus grande⁶⁸⁷. Viennent ensuite la Grande Bretagne, les Pays Bas et l'Allemagne (7-10% dans la part du stock d'IDE cumulés). Les

⁶⁸⁵ Selon le Handbook of International Statistics on-line de la CNUCED, les chiffres sont quelque peu différents. En 2003, le stock des IDE sortants de la Russie est de 51809,3 Mln doll., celui des IDE entrants est de 52517,6 Mln doll.

⁶⁸⁶ Selon l'*Annuaire statistique 2003*, l'Ukraine absorbe 52,7% de flux d'investissements russes vers la CEI au 1 janvier 2002, alors que la Biélorussie cumule 61,8% du stock d'investissements russes dans la CEI au 1^{er} janvier 2002. Néanmoins, les montants affichés par la Russie et l'Ukraine divergent considérablement: la Russie affiche 69 Mns doll d'investissements cumulés en Ukraine au 1^{er} janvier 2002 (*Annuaire statistique 2003*), alors que l'Ukraine déclare un stock d'IDE russes de 457,5 Mns doll au 1^{er} janvier 2005 (www.ukrstat.gov.ua).

⁶⁸⁷ Selon certaines estimations, jusqu'à 55% des investissements étrangers en Ukraine est d'origine russe. "Yuschenko's problems", *Johnson's Russia list 9073* (source: Moskovskii komsomolets, No 55, 16 mars 2005).

secteurs principaux d'attraction des investissements en Ukraine en 2001-2002 étaient l'agroalimentaire et le commerce domestique⁶⁸⁸. La Russie est présente notamment par les compagnies pétrolières (TNK, LUKoil, Tatneft) qui détiennent trois raffineries (soit 70% de la production de combustibles et 51% du marché ukrainien). Gazprom contrôle la plus grande entreprise productrice de nitrates, phosphates et engrais. Les compagnies russes ont des intérêts également dans la construction de machines (production d'autobus), aluminium et télécommunications⁶⁸⁹.

Au total, l'influence de la Russie en Ukraine est désormais contestée par les investissements américains et européens, alors que les investissements russes passent vraisemblablement par des schémas opaques de compagnies *off-shores*. Le nouveau gouvernement ukrainien affiche son intérêt à attirer les capitaux russes, d'autant plus que les succès économiques servent de gage à la légitimité du régime. D'ailleurs, la protection des investissements figure vraisemblablement parmi les intérêts principaux de la Russie quant à la promotion de l'espace économique commun. La structure des IDE évolue rapidement ce qui reflète les évolutions du contexte économique et politique sur fond d'un stock cumulé peu élevé. La période 2003-2004 est marquée par l'afflux d'investissements de Chypre (+69%) et une croissance des IDE allemands (+42%). Il convient de noter l'entrée de la Pologne dans la dizaine de premiers investisseurs étrangers en Ukraine en 2004. Inversement, au 01 octobre 2004, la Russie totalise 52,8% du stock des IDE ukrainiens sortants, soit 88,1 mln doll⁶⁹⁰.

En Biélorussie, la situation est semblable. Selon les statistiques biélorusses⁶⁹¹, en 2002, les pays exportateurs de capital en Biélorussie sont la Grande Bretagne (105,256 Mln doll. soit 14,57% des investissements étrangers⁶⁹²), les Iles Vierges (89,704 Mln doll. ou 12,4%), les Etats-Unis (78,223 Mln doll. ou 10,8%), la Russie (75,678 Mln doll. ou 10,4%), l'Allemagne (74,553 Mln doll. ou 10,3%) et Chypre (66,455 Mln. doll ou 9,2%)⁶⁹³. La même remarque que dans le cas ukrainien peut être faite concernant les investissements de la Suisse, des Iles Vierges et de Chypre. La très faible valeur des flux d'investissement explique les variations rapides dans la structure, quasiment chaque projet pouvant influencer le ratio final.

Quant au Kazakhstan, les investissements vont essentiellement dans le secteur pétrolier et d'exploitation de ressources minérales. Selon l'information disponible, les principaux projets d'investissements des compagnies multinationales dans les industries de transformation se sont évalués à 1,55 Mrd doll. seulement, alors que le stock cumulé des IDE en 1993-2004 s'élève à 30 Mrds doll⁶⁹⁴. Les investisseurs principaux sont les Etats-Unis, le Canada et l'Europe occidentale, ce qui reflète la structure des investissements dans le secteur des hydrocarbures⁶⁹⁵. La priorité du glissement des investissements vers les industries de transformation est toutefois affichée.

⁶⁸⁸ Shiells C. [2003] : "FDI and the Investment Climate in the CIS Countries", IMF Policy Discussion Paper, PDP/03/05, November.

⁶⁸⁹ *Johnson's Russia List 9073*, 16 mars 2005.

⁶⁹⁰ Comité d'Etat de Statistiques d'Ukraine, <http://www.ukrstat.gov.ua>.

⁶⁹¹ <http://president.gov.by/rus/map2/state/econ/ec1.htm>

⁶⁹² Ici, vraisemblablement, il s'agit des flux d'IDE.

⁶⁹³ Les résultats du premier trimestre 2003 donnent le classement suivant des pays investisseurs en Biélorussie: la Suisse, les Iles Vierges, l'Autriche, la Russie, Chypre, les Etats-Unis et la Grande Bretagne.

⁶⁹⁴ www.president.kz. Le stock d'IDE est de 17,6Mrds doll. en 2003 selon les données de la CNUCED.

⁶⁹⁵ Shiells C. *op.cit.*

Conclusion du chapitre 5

Les relations économiques au sein de la CEI se caractérisent par une forte interdépendance en matière commerciale, notamment entre la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan. La Biélorussie et l'Ukraine sont parmi les premiers partenaires commerciaux de la Russie. Néanmoins, les problèmes des arriérés de paiements et les termes de commerce défavorables à la Russie sapent leur attractivité par rapport aux marchés occidentaux. De plus, la taille du marché de la CEI est très inférieure à celle du marché européen. L'importance particulière de l'Ukraine et de la Biélorussie s'appuie sur le transit des hydrocarbures russes vers l'Europe. Les barrières au commerce persistent et les investissements en modernisation de la base industrielle restent très limités.

Premièrement, la question se pose des motifs économiques de l'intégration. La logique de prédation de ressources naturelles qui domine les années de transition en Russie implique l'orientation des échanges vers les marchés solvables de l'étranger lointain. La stabilité des voies d'exportations et d'investissements fait partie des priorités de ces secteurs. Est-ce suffisant pour impulser une vraie dynamique d'intégration régionale? Ceci étant, les industries manufacturières, potentiellement intéressées par la création d'une zone de libre-échange, Union douanière ou marché commun sont affaiblies par la crise.

Peut-on réussir une intégration économique en situation de crise et de transformations systémiques? Rappelons encore l'argument de Puglisi [2003] du nationalisme économique des premières années de l'indépendance (cas de l'Ukraine en 1994-1998) lié à l'émergence des élites nationales, les luttes internes pour le contrôle des richesses entre les acteurs internes et donc la fermeture à l'égard du capital étranger (russe). L'intégration prend alors la forme une union de façade de moins en moins partagée par ses membres. Entre temps, la décomposition des liens économiques affaiblit l'importance immédiate du maintien de l'espace intégré.

De plus, il faut composer l'intégration économique avec la désintégration politique. Aujourd'hui, le constat est critique. L'espace post-soviétique se voit décomposer en plusieurs blocs, la docilité à l'égard de la Russie étant due aux considérations économiques (telles que la dépendance financière ou énergétique à l'égard de la Russie)⁶⁹⁶ ou géopolitiques (menaces extérieures, tendances séparatistes ou risques de désagrégation). Selon la déclaration de V. Poutine à la fin juillet 2004 au Conseil de la Sécurité de la Russie, *"nous sommes arrivés à une certaine limite dans le développement de la CEI. Soit nous atteindrons un*

⁶⁹⁶ Par exemple, selon Coppieters [1998, p. 205], la diminution de la dépendance à l'égard de la Russie de l'Ouzbékistan (par la réduction de la dépendance en matière de fournitures énergétiques et de blé et l'espoir d'attirer les investissements étrangers) et du Turkménistan (par la résolution partielle des problèmes de transports, notamment par la réalisation d'une voie ferroviaire vers le golfe persique et par la construction d'un gazoduc) peuvent expliquer leur décision de ne pas joindre l'Union Douanière en 1996.

*approfondissement qualitatif de la CEI, nous créerons sur sa base une structure régionale fonctionnelle et influente dans le monde, soit il y aura une 'dilution' de cet espace géopolitique et, comme conséquence, la perte définitive de l'intérêt au travail dans la Communauté de ses pays-membres"*⁶⁹⁷. Les propositions vont jusqu'à dissoudre la plupart des institutions de la CEI, trop bureaucratisée⁶⁹⁸. Les intérêts russes sont concurrencés par les intérêts des autres puissances. Du côté occidental, l'Ukraine sous l'égide du Président Youchenko s'oriente vers l'intégration à l'UE et le rapprochement avec l'OTAN. En Asie, la Chine joue un rôle de plus en plus important dans la région. Elle devient leader de fait de l'organisation de coopération de Shanghai (l'accord fondateur est signé en 2001 par la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, la Russie et le Tadjikistan, auquel s'associent par la suite en tant qu'observateurs la Mongolie, l'Iran, le Pakistan et l'Inde).

La Russie ne semble pas capable de freiner le processus d'éclatement de la CEI en plusieurs clubs d'intérêts. Cependant, sa participation dans la plupart des accords sous-régionaux est de nature à lui permettre de promouvoir ses intérêts politiques et économiques par le jeu des accords régionaux et bilatéraux.

⁶⁹⁷ Soyuz nedvizjimi, *Kommersant*, 15.09.2004.

⁶⁹⁸ Proposition du Président kazakh lors du sommet de la CEI en septembre 2004. Sammit SNG stal iarmarkoi pluralisma, *Nezavissimaya Gazeta*, 17 septembre 2004

CHAPITRE 6

Russie et UE: asymétries politiques et économiques⁶⁹⁹

Les relations avec l'UE ont une importance cruciale pour l'économie russe. L'UE est le principal partenaire économique de la Russie. Les relations Russie-UE sont pluridimensionnelles et incluent les projets de coopération dans de nombreux domaines, tels que le développement de la coopération régionale (l'initiative "Dimension septentrionale"), les programmes de la sécurité nucléaire ou de la lutte contre la criminalité. Les relations économiques se caractérisent par un fort degré d'asymétrie. En 2004, le PIB de la Russie constitue environ 4,5% du PIB de l'UE-25 calculé selon le taux de change de marché en prix courants et 14,5% selon la parité de pouvoir d'achat⁷⁰⁰. Le PIB russe par habitant selon la parité du pouvoir d'achat constitue moins de 40% de celui de l'UE⁷⁰¹.

La Russie et l'UE sont des acteurs différents par nature. De plus, leurs relations se construisent sur fond de profondes transformations internes. La Russie est un Etat souverain avec un système économique et politique de plus en plus centralisé. Après une décennie marquée par la crise économique, l'instabilité et la fragmentation de l'Etat, V. Poutine cherche à consolider l'Etat fédéral et à réduire l'influence des intérêts privés sur les politiques publiques. Malgré ses difficultés économiques, la Russie reste un poids lourd politique (association au G7 par exemple). Inversement, l'UE est un géant économique et un nain politique. L'UE est un acteur spécifique à souveraineté non encore définie et composé de plusieurs Etats avec des préférences nationales divergentes. Actuellement, l'UE fait face au défi de la mise en œuvre quasiment simultanée de plusieurs projets, dont la promotion de la coopération en matière de défense et la transformation des institutions de gouvernance en relation au processus de l'élargissement aux pays de l'Europe Centrale et Orientale (PECO).

⁶⁹⁹ Une version précédente de ce chapitre a été présentée à la conférence internationale du MÉDEE "Elargissement de l'UE: enjeux et perspectives" à Lille en décembre 2004 et publiée dans un ouvrage collectif (Garanina O. [2005] : "Russian-European economic relations: impact of the enlargement of the EU", in K. Westphal (ed.) "A focus on EU-Russian relations. Toward a close partnership on defined road maps?", Frankfurt am Main, Peter Lang, Schriften zur Internationalen Entwicklungen – und Umweltforschung, Band 15, 2005, pp. 71-83).

⁷⁰⁰ UNCTAD Handbook of Statistics On-line, www.unctad.org.

⁷⁰¹ IMF, WEO database, September 2006, www.imf.org.

Notre objectif ici consiste à présenter l'état actuel et les perspectives de développement des relations économiques russo - européennes. Dans le présent chapitre, nous allons nous concentrer sur la dimension économique des relations russo- européennes, tout en faisant allusion aux facteurs d'ordre politique ou stratégique influençant le dialogue entre la Russie et l'UE, lorsque cela est nécessaire.

Les inégalités économiques expliquent des différences d'objectifs et de visions des relations bilatérales et l'asymétrie des échanges russo-européens. Les effets de l'élargissement de l'UE sur les flux commerciaux sont limités. Cependant, le processus d'élargissement soulève des problèmes d'ordre politico-économique, tels que la conception et la mise en œuvre des mesures de la politique économique extérieure dans les zones d'intérêt commun de la Russie et de l'UE. Quant à l'avenir des relations russo-européennes, la réalisation du projet de création de l'Espace Economique Européen Commun est contrainte par l'incohérence entre les objectifs d'une intégration économique profonde basée sur l'ajustement de la Russie selon les normes européennes et la préservation de la souveraineté politique.

Le secteur énergétique constitue à ce jour le moteur principal des échanges. Or, il est en même temps source de contradictions, la question principale étant la place des investissements européens dans le secteur des hydrocarbures de la Russie ainsi que ses capacités d'exportation des hydrocarbures vers l'Europe.

Section 1. Relations Russie - UE: inégalité politique et économique des partenaires⁷⁰²

L'inégalité économique se traduit par l'incohérence du cadre juridique définissant les relations russo-européennes (1.1) et l'asymétrie des échanges (1.2.). Alors que l'élargissement de l'UE aiguise les oppositions politico-économiques entre la Russie et l'UE (1.3.), les perspectives de l'intégration de la Russie et de l'UE sont très incertaines (1.4.).

1.1. Un cadre juridique-stratégique défini mais incohérent

Les relations de l'UE avec la Russie se fondent sur l'Accord de partenariat et de coopération (APC), signé à Corfou en juin 1994, pour 10 ans et reconductible. L'APC n'est entré en vigueur qu'au 1 décembre 1997⁷⁰³.

L'APC traite principalement des questions économiques et commerciales, l'objectif étant de contribuer à rassembler les conditions nécessaires à la création d'une zone de libre-échange entre l'UE et la Russie. L'APC touche à de nombreux domaines: commerce des produits, investissements, règlements et capitaux, concurrence, protection de la propriété intellectuelle et législation économique, coopération économique, lutte contre la criminalité, culture et aide financière. Dans le cadre de l'APC, le statut de la nation la plus favorisée est accordé réciproquement par les deux partenaires, en confirmant le principe établi par l'accord de

⁷⁰² La carte de l'Europe est présentée dans l'Annexe (carte 5).

⁷⁰³ Le conflit en Tchétchénie (1994-1996) amène les partis à signer un accord intérimaire qui est entré en vigueur à partir du 1^{er} février 1996.

commerce et de coopération de 1989. L'APC interdit toute restriction quantitative aux échanges, sauf exceptions telles que des produits textiles, agricoles ainsi que les échanges couverts par le traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. L'APC a également pour objectif de soutenir le processus de la transition démocratique et d'économie de marché en Russie et de développer un dialogue politique visant à une convergence des positions sur les questions internationales d'intérêt commun. Cependant, l'APC vise un degré d'intégration relativement limité, à la différence des accords d'association ayant pour but une intégration économique profonde des PECO à l'UE (*voir infra*).

L'APC prévoit également le cadre institutionnel des relations Russie – UE⁷⁰⁴. Néanmoins, selon Lynch [2003, p. 58], ces liens institutionnels sont très bureaucratiques et conditionnés plutôt par les exigences de l'UE que par la nature des relations (p.ex., la périodicité des sommets est déterminée par la rotation de la présidence de l'UE). D'ailleurs, Sutela [2003, p.154] note que la fréquence des sommets conduit à des initiatives virtuelles, les progrès réels étant absents. Les difficultés de la coopération économique peuvent également être attribuées au manque de continuité du dialogue. Ainsi, selon V. Poutine, il est "difficile de travailler" avec l'UE car "chaque demi-année, le président et les priorités changent"⁷⁰⁵. Le développement des relations bilatérales (notamment, avec l'Allemagne et la France) constitue en quelque sorte la solution de ce problème.

En 1999, soit juste après la crise de 1998, l'UE adopte la *Stratégie commune pour la Russie*. C'est la première stratégie communautaire à l'égard d'un pays tiers. Parmi les objectifs stratégiques de l'UE sont cités (1) la stabilité de la démocratie en Russie, l'Etat de droit et l'économie de marché et (2) la stabilité en Europe, la sécurité dans le monde et la réponse aux défis posés au continent par l'intensification de la collaboration avec la Russie.

Ainsi, la transformation de la Russie est à la première place parmi les objectifs de l'UE. Cependant, ces exigences fortes de l'UE ne semblent pas correspondre aux objectifs limités de l'intégration russo-européenne. Autrement dit, les ajustements institutionnels exigés par l'UE ne sont pas une condition nécessaire pour être un exportateur efficace vers l'UE⁷⁰⁶. Cette position de l'UE peut être due non seulement aux considérations de sécurité politique sur le continent eurasiatique, mais aussi par un fort degré de dépendance de l'Europe à l'égard des ressources énergétiques russes. On retrouve ici le lien entre la stabilité politique et économique et la sécurité énergétique.

Cette stratégie avait été adoptée pour une période de quatre ans et aurait dû être réexaminée, notamment du fait de l'élargissement de l'UE du mai 2004. Néanmoins, elle n'a pas été prolongée pour l'UE élargie. Elle a eu donc assez peu d'implications pratiques⁷⁰⁷.

Quant à la Russie, le partenariat avec l'UE lui permet de consolider sa position dans la communauté internationale. La Russie ne prétend pas à l'adhésion à l'UE ce qui impliquerait

⁷⁰⁴ Ce sont notamment les sommets UE-Russie au plus haut niveau deux fois par an, le Conseil de Coopération au niveau des gouvernements, le Comité de Coopération parlementaire ainsi que le travail de la Troïka européenne et des hauts représentants du gouvernement russe. Le fonctionnement de ces institutions témoigne de la portée pratique réelle de l'APC.

⁷⁰⁵ Cité in Suslov D. "V Evrope ne poniali nedovolstva Kremliia", *Nezavisimaya Gazeta*, 30 mars 2004.

⁷⁰⁶ Lynch [2003], Hamilton [2003].

⁷⁰⁷ Pozzo di Borgo [2007, p. 12].

la perte de son statut de puissance régionale. De plus, l'on constate les différences des positions géostratégiques entre la Russie et l'UE⁷⁰⁸.

T. Bordachev [2003] définit trois phases de la politique russe à l'égard de l'UE.

-au début des années 1990, Moscou ne dispose pas de ressources suffisantes pour considérer la nature de l'UE, cette dernière étant en profonde modification post-Maastricht. L'APC constitue l'achèvement principal de la période.

-en 1996-1999, l'on constate le refroidissement des relations de la Russie avec l'Occident. L'UE est perçue comme élément du système de relations de la Russie avec les Etats-Unis et l'OTAN.

-à partir de 1999, la Russie se retire de la confrontation et cherche à se rapprocher de l'Occident afin de réaliser les objectifs de modernisation de l'économie nationale. En 1999, la Russie adopte la *Stratégie à moyen terme pour le développement des relations entre la Fédération de Russie et l'UE (2000-2010)* visant "la construction d'une Europe unie, sans ligne de division". La Stratégie préconise la protection des intérêts nationaux et l'augmentation du rôle de la Russie en Europe et dans le monde. Les moyens d'atteindre ces objectifs sont le système de la sécurité collective en Europe ainsi que le recours à l'expérience et au potentiel européen pour contribuer à la création de l'économie de marché en Russie. L'on ne trouve pas de référence aux valeurs communes, alors que l'UE est considérée sous un angle plutôt instrumental, qu'il s'agisse de la création d'un monde multipolaire ou du développement économique de la Russie. La Russie semble accepter les ajustements à l'acquis communautaire tout en sauvegardant l'indépendance du système législatif et de la réglementation russes.

Selon la Stratégie, la Russie envisage la zone de libre-échange avec l'UE comme la première étape d'intégration russo-européenne. Néanmoins, comme le précise la Stratégie russe, le partenariat avec l'Europe se base seulement sur les traités adoptés, alors que les objectifs d'association à l'Europe ne sont pas déclarés.

Enfin, ce document reflète des inquiétudes à l'égard de l'élargissement de l'UE. Les négociations sur l'élargissement doivent assurer la protection des intérêts russes⁷⁰⁹.

Alors, si la stratégie de l'UE cherche à implanter en Russie des normes européennes, la stratégie russe se préoccupe de protéger la souveraineté et les intérêts nationaux. Malgré cette divergence d'approches, l'année 1999 a vu la proclamation de partenariat stratégique entre la Russie et l'UE. Or, les proclamations stratégiques dissimulent le manque de substance des relations russo-européennes. Ce fait est reflété notamment dans la Communication de la Commission Européenne de février 2004⁷¹⁰, selon laquelle il convient de donner la priorité à la substance des relations par rapport à leur forme, en vue d'obtention de résultats concrets.

La Russie fait partie du "cercle d'amis" de l'UE. La stratégie communautaire envers ces pays est fondée sur le principe "coopération sans participation aux institutions". La politique de bon voisinage, menée par l'UE envers les pays non-candidats à l'adhésion à l'UE⁷¹¹

⁷⁰⁸ L'exemple le plus marquant est la division des deux puissances selon le critère de participation à l'OTAN.

⁷⁰⁹ Partie 5 de la Stratégie.

⁷¹⁰ *Communication from the Commission to the Council and The European Parliament on relations with Russia*, COM (2004) 106, 09/02/04, www.europa.eu.int.

⁷¹¹ La politique de bon voisinage s'appuyait sur la Communication de la Commission Européenne de 2003 (*Commission of the European Communities. Wider Europe – Neighbourhood: A new Framework for relations with our Eastern and Southern Neighbours.* – 11 March 2003. - COM(2003) 104 final).

s'appliquait alors à la Russie au même titre qu'à d'autres pays de l'Europe de l'Est, du Sud et de la Méditerranée. Par la suite, les relations avec la Russie sont distinguées dans le cadre du projet de l'Espace Economique Européen Commun.

Enfin, notons que la reconnaissance de la Russie en tant qu'économie de marché (novembre 2002) constitue un des principaux résultats en matière de partenariat économique. Grâce à ce statut, les compagnies russes pourront se défendre sur la base des prix et des coûts subis réels et non plus des coûts calculés selon des indicateurs d'un pays tiers⁷¹².

Les incohérences des relations russo-européennes se révèlent non seulement à travers le cadre juridico-stratégique mais aussi à travers l'étude des relations économiques. Les échanges entre la Russie et l'UE s'avèrent fortement déséquilibrés.

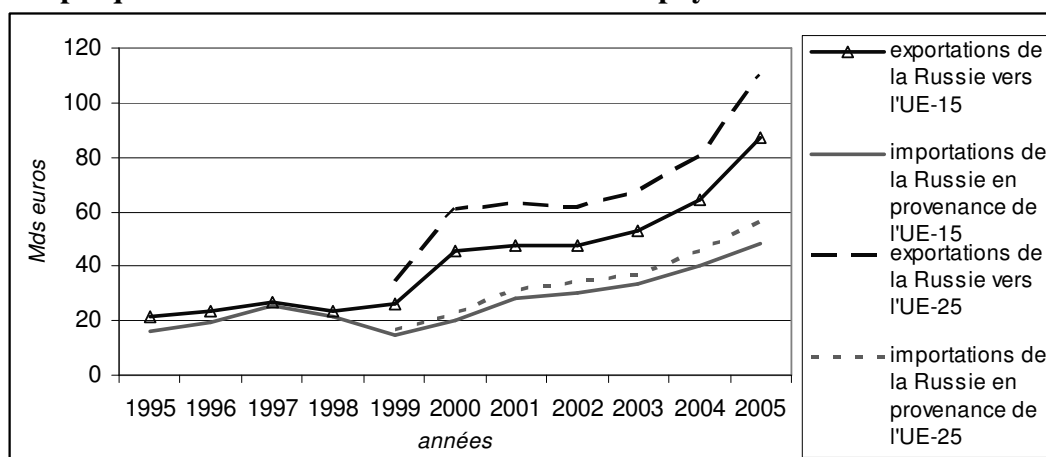
1.2. Déséquilibre des flux d'échanges

Les relations russo-européennes se caractérisent par un fort degré d'asymétrie. L'UE est le premier partenaire économique de la Russie, qu'il s'agisse du domaine commercial ou des échanges de capitaux. Alors qu'en 2002, l'UE a assuré 35,3% des exportations et 39,6% des importations de la Russie, suite à l'élargissement, la part de l'UE dans le commerce extérieur de la Russie s'est rapprochée de 50%⁷¹³.

La dépendance de l'UE à l'égard des marchés russes est moins importante. Selon les données de 2002, la Russie compte pour 4,8% des importations et 3,05% des exportations de l'UE-15 et occupe la cinquième place parmi les partenaires commerciaux de l'UE⁷¹⁴, derrière les Etats-Unis, la Suisse, la Chine et le Japon. Ceci étant, la Russie est un des principaux fournisseurs énergétiques de l'UE.

Entre 1995 et 2005, le commerce de l'UE-15 avec la Russie a augmenté de 3,5 fois environ (voir graphique 6.1). La Russie enregistre un solde commercial positif.

Graphique 6.1. Commerce de la Russie avec les pays de l'UE



Source : données Eurostat, accés: mars 2007.

⁷¹² Selon l'information du site officiel de la Commission Européenne, les 11 mesures anti-dumping portent sur moins de 0.5 % des importations européennes en provenance de la Russie.

http://ec.europa.eu/comm/external_relations/russia/intro/index.htm

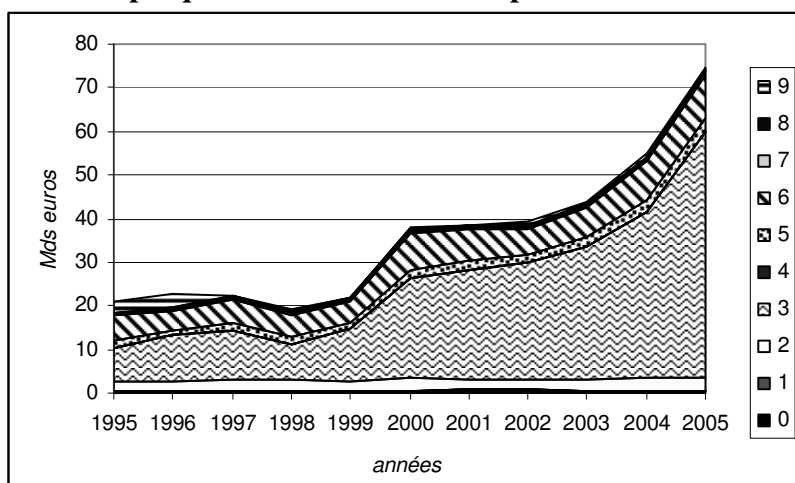
⁷¹³ Données de la Commission Européenne, www.europa.eu.int.

⁷¹⁴ Douzième en 2000

Les pays en accession occupent une place importante dans la structure des liens commerciaux internationaux de la Russie. La baisse de l'intensité des échanges à la fin des années 1980 – début des années 1990 et la réorientation des PECO et des pays baltes vers les marchés ouest-européens sont liées à la crise économique, l'éclatement du CAEM et la transition vers le marché. La reprise de la deuxième moitié des années 1990 est tirée principalement par l'évolution des prix des hydrocarbures. En 2003, les PECO assurent 12% des exportations russes et 7% des importations. La Russie, à son tour, ne contribue que pour 3-11% des importations des nouveaux pays - membres (excepté la Lituanie, dépendante des échanges avec la Russie pour 22% de ses importations) et 1-5% des exportations (sauf la Lituanie et l'Estonie qui envoient en Russie 10% et 11% de leurs exportations respectivement)⁷¹⁵. Le solde commercial de la Russie avec les PECO est positif, ce qui est dû à la structure des échanges (prépondérance des exportations des hydrocarbures).

La part des produits énergétiques (CTCI 3) dans les exportations constitue 59% des exportations russes vers l'UE-15 en 2004. Le secteur énergétique est le principal responsable de la croissance des exportations russes vers l'Europe (voir graphique 6.2), notamment par le biais de la hausse du prix des hydrocarbures.

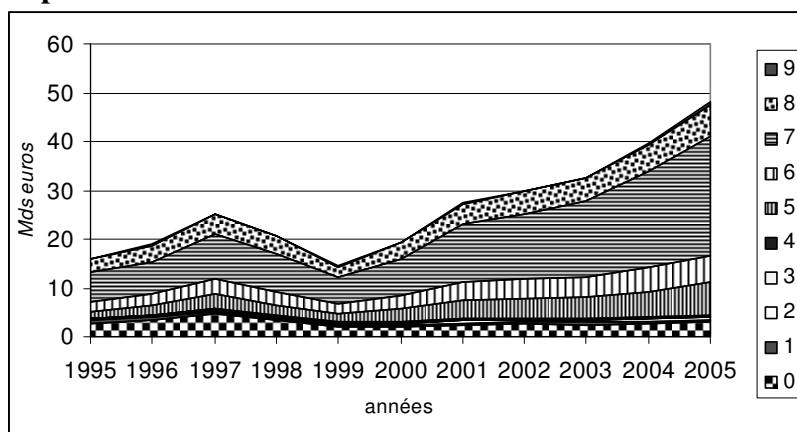
Graphique 6.2. Structure des exportations de la Russie vers l'UE-15



Source : Eurostat, accès mars 2007, nomenclature CTIC.

Section CTIC	
0	Produits alimentaires et animaux vivants
1	Boissons et tabacs
2	Matières brutes non comestibles à l'exception des carburants
3	Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes
4	Huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale
5	Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.
6	Articles manufacturés classés principalement d'après la matière première
7	Machines et matériel de transport
8	Articles manufacturés divers
9	Articles et transactions non classés ailleurs dans la CTIC

Graphique 6.3. Structure des importations de la Russie en provenance de l'UE-15



Source : données Eurostat, accès mars 2007, nomenclature CTIC.

⁷¹⁵ UN Comtrade Database, absence de données sur la Malte en 2003, accès: mai 2005.

Les exportations des pays européens sont plus diversifiées et représentées principalement par les produits des industries de transformation (voir graphique 6.3). La croissance la plus marquée est observée dans les fournitures de machines et équipements vers la Russie (CTCI 7).

Quant à la composition des flux d'échanges avec les pays en accession, la dominance des matières énergétiques est encore plus marquante (voir tableau 6.1). La Russie procure 70-100% des importations de gaz naturel et de pétrole de la majorité des PECO. La part des combustibles minéraux dans les importations de l'UE après l'élargissement atteint 60%.

Tableau 6.1. Structure des échanges commerciaux Russie-UE avant et après l'élargissement (en pourcentage)

Section CTCI		Importations en provenance de l'UE-15		Importations en provenance de l'UE-25	Exportations vers l'UE-15		Exportations vers l'UE-25
		1997	2003	2004	1997	2003	2004
0	Produits alimentaires et animaux vivants	18	8	8	1	1	1
1	Boissons et tabacs	2	1	1	0	0	0
2	Matières brutes non comestibles à l'exception des carburants	1	1	1	10	4	5
3	Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	0	0	1	42	58	60
4	Huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale	1	1	1	0	0	0
5	Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.	11	13	14	6	4	4
6	Articles manufacturés classés principalement d'après la matière première	12	12	13	21	13	13
7	Machines et matériel de transport	35	47	47	2	1	1
8	Articles manufacturés divers	16	15	14	1	1	0
9	Articles et transactions non classés ailleurs dans la CTCI	1	1	1	0	1	4
Total		100	100	100	100	100	100

Source: construit par l'auteur sur la base de données Eurostat, nomenclature CTCI

L'asymétrie des relations se confirme à travers les flux des investissements directs. Alors que la Russie n'est pas une destination principale des investissements européens, l'UE (notamment les Pays Bas) est la première source des IDE en Russie. En termes de pays, les investisseurs principaux sont Chypre (34 % des IDE cumulés à la fin 2006) et les Pays Bas (28%), viennent ensuite les Etats-Unis (7%), l'Allemagne (5%) et le Royaume-Uni (4%)⁷¹⁶. La part élevée de Chypre s'explique par le recours aux schémas d'optimisation fiscale. On peut donc supposer que les IDE venant de Chypre représentent en partie le rapatriement du capital russe.

⁷¹⁶ www.gks.ru "Sur les investissements étrangers en 2006" (en russe).

1.3. Effets économiques de l'élargissement limités

Alors que les effets économiques de l'élargissement sont limités, ce processus a mis en exergue les oppositions stratégiques entre les deux puissances régionales.

1.3.1. Effets économiques de l'élargissement de l'UE

L'adhésion à l'UE de dix pays d'Europe centrale et méditerranéenne (Pologne, République Tchèque, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Estonie, Slovaquie, Slovénie, Malte et Chypre) à l'UE au 1^{er} mai 2004, ainsi que de la Bulgarie et de la Roumanie au 1^{er} janvier 2007 modifie la carte économique et politique de l'Europe et amène à reconsidérer les relations russo - européennes. L'élargissement de l'UE, tout en modifiant le poids économique et les rapports bilatéraux de la Russie et de l'UE, conduit à reconsidérer les relations économiques et politiques russo - européennes.

L'élargissement de l'UE se présente comme l'achèvement du projet politique de l'Europe occidentale, visant entre autres à atteindre l'irréversibilité des réformes dans les pays de l'ancien bloc socialiste. Certes, l'élargissement assure la stabilisation politique et économique dans les nouveaux pays membres, en créant ainsi une base solide pour le développement de la coopération économique russo - européenne. Mais ce processus laisse émerger un certain nombre de problèmes stratégiques, notamment ceux liés à l'élargissement de l'OTAN et à la participation de la Russie dans le système de sécurité en Europe. Ici, nous nous intéresserons principalement aux problèmes d'ordre économique.

Suite à l'adhésion, les dix nouveaux membres vont appliquer les accords bilatéraux de l'UE, le tarif extérieur commun et les mesures de défense commerciale de l'UE. Les nouveaux membres doivent renoncer à des accords bilatéraux signés par eux-mêmes avec des pays tiers.

Selon une vision "optimiste", promue notamment par la Commission Européenne⁷¹⁷, l'élargissement de l'UE contribue à la croissance de l'économie russe par le biais de plusieurs facteurs:

-élargissement de la taille du marché européen. Les règles et standards relatifs à la production et à la consommation dans les pays en accession seront ajustés selon les normes de l'UE ce qui permettra aux firmes russes d'agir dans un champ juridique commun ;

-le taux de croissance des nouveaux membres est supérieur à celui de l'UE-15. La poursuite de la croissance après l'adhésion va contribuer à la coopération économique russo-européenne, en particulier pour les régions frontalières ;

-l'adhésion à l'UE va entraîner l'ajustement des barrières douanières selon les normes de l'UE -15. Or, l'UE -15 est plus ouverte que les pays – candidats: le tarif moyen dans l'UE est de 4% environ, alors que le tarif moyen dans les pays en accession est de 9% approximativement. Parmi les pays en adhésion, seule la Hongrie accordait à la Russie le statut de la Nation la Plus Favorisée. D'ailleurs, selon les règles de l'OMC, une union douanière ne peut être plus protectionniste que ne l'étaient auparavant ses parties constitutives⁷¹⁸.

⁷¹⁷ Voir notamment Liikanen [2003]; interview de Liikanen à la revue *Evropa*: Stepanov A. [2004] "Effekt raschireniya ES budet preimushchestvenno polojitelny" (*L'effet de l'élargissement de l'UE sera principalement positif*), *Evropa*, n° 1 (35), janvier 2004, p. 7-9.

⁷¹⁸ Par exemple, selon l'Article XXIV.5 du GATT, "the duties and other regulations of commerce imposed at the institutions of any such union... shall not on the whole be higher or more restrictive than the general incidence of the duties and regulations of commerce applicable in the constituent territories prior to the formation of such union..."

Ainsi, l'élargissement pourrait créer des opportunités pour le développement des relations économiques. Les experts européens insistent particulièrement sur les effets positifs sur les PME car, pour ces entreprises, les coûts liés aux procédures commerciales sont proportionnellement plus élevés. Cependant, les effets de l'élargissement sur la croissance de l'économie russe s'avèrent négligeables. Ainsi, d'après le modèle d'équilibre général de Sulamaa, Widgren [2003, 2004], l'élargissement n'aura pas de grand impact sur le PIB des pays de la CEI, dont de la Russie, ni de l'UE-15, alors que le PIB des pays en accession augmenterait de 4-5%.

De plus, la Russie manifestait des doutes quant à l'évaluation nettement positive des effets de l'élargissement et des pertes éventuelles des exportateurs russes liés aux effets de détournement des flux commerciaux. En effet, les processus de régionalisation se traduisent généralement par des modifications dans la structure et le volume des échanges. L'élimination des barrières douanières crée le commerce au sein du marché unique au détriment des pays tiers. Ainsi, l'élargissement de l'UE peut entraîner un détournement des importations des pays en accession au détriment de la Russie. En effet, les barrières douanières sont augmentées pour certains produits d'exportations russes, tels que l'aluminium ou des produits du secteur agro-alimentaire. Dans le domaine énergétique, la Russie se confronte aux problèmes liés notamment à la libéralisation du marché gazier et à la politique de diversification des sources d'approvisionnement énergétique. Les modifications des tarifs peuvent être considérables en matière de l'agriculture, où l'UE reste particulièrement protectionniste. Enfin, pour exporter vers les nouveaux pays membres, les firmes russes doivent s'ajuster à des standards européens et à des réglementations techniques.

Cependant, la position selon laquelle les effets de détournement des échanges suite à l'élargissement de l'UE seraient limités nous semble plus pertinente.

Premièrement, l'effet de détournement de commerce est déjà en vigueur et l'accession ne semble pas devoir modifier considérablement les directions et les volumes des flux commerciaux. Par exemple, en 1987, les républiques baltes réalisent plus de 84% de leur commerce extérieur dans le cadre de l'URSS et moins de 4% avec la Communauté européenne, alors qu'en 2002, 45-65% des échanges des Etats baltes s'opèrent avec l'UE, contre 9 à 15 % avec la Russie⁷¹⁹. A présent, la Russie assure moins de 11% des exportations et importations des nouveaux pays – membres (sauf la Lituanie, pour laquelle la Russie contribue à 22% de ses importations)⁷²⁰. 62% des exportations des pays en accession se dirigent vers l'UE⁷²¹.

Les PECO bénéficient de l'accès privilégié au marché de l'UE dans le cadre des accords européens conclus en 1991-1996⁷²². Ainsi, les pays – candidats à l'adhésion étaient libérés de tarifs douaniers sur 80% des lignes tarifaires (à comparer à 54% des lignes tarifaires à taux

⁷¹⁹ Bayou [2002]

⁷²⁰ *UN Comtrade Database*, données absentes pour la Malte en 2003. Accès: mai 2005.

⁷²¹ Liikanen [2003]. Pour le commerce des nouveaux pays membres avec la Russie.

⁷²² Les accords européens (aussi appelés accords d'association), signés en 1991-96, constituent le cadre juridique de l'association entre l'Union européenne et les pays candidats: la Bulgarie, la République tchèque, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Ces accords ont pour objectif la création d'une zone de libre-échange à l'horizon 2002 et contribuent à établir les programmes nationaux de reprise de l'acquis communautaire dans les pays candidats. Les accords d'association avec Chypre (1972), Malte (1970) et la Turquie (1963) couvrent les mêmes domaines que ceux des pays de l'Europe centrale et orientale (à l'exception du dialogue politique) et visent la création d'une union douanière. La Turquie signe un accord d'union douanière avec l'Union européenne en 1995.

Source:

http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/dossier_international/union_europeenne_elargissement/processus/accords_association.shtml

zéro pour les pays de la CEI)⁷²³, ce qui a contribué aux exportations des PECO au détriment de celles de la CEI, notamment sur les postes potentiels d'exportation de la CEI.

De plus, comme nous avons vu, le détournement des flux sera d'autant plus limité que le niveau des barrières douanières dans l'UE est en moyenne plus bas que dans l'ensemble des pays en accession.

Deuxièmement, le fait que les exportations russes soient dominées par les hydrocarbures et les matières premières assure une certaine stabilité aux courants d'échanges, du moins en termes de volume. Certes, l'élargissement implique la modification des règles d'accès aux marchés des pays en accession. Mais les modifications des barrières tarifaires et non-tarifaires vont concerner essentiellement les produits non-énergétiques, les tarifs sur les importations énergétiques et sur les matières premières étant généralement relativement bas. Ces conclusions sont confirmées par les résultats des analyses basées sur les modèles d'équilibre général calculable selon lesquelles les variations des exportations et importations russes ne dépasseront pas 1%⁷²⁴.

Enfin, selon l'étude de Hamilton [2003] des évolutions seront assez importantes en ce qui concerne l'application des mesures anti-dumping par les nouveaux pays membres. Cela serait équivalent à l'augmentation des tarifs de 16-21% en Hongrie, de 5-7% en Pologne, de 2-9% en Estonie, de 9-17% en Tchéquie et de 23% en Slovaquie. Néanmoins, compte tenu de la faible importance des exportations concernées en valeur absolue, les pertes éventuelles de la Russie ne dépasseront pas 2 millions de dollars avec la Hongrie et encore moins pour d'autres pays.

En ce qui concerne les investissements, il semble que les effets de détournement sont peu probables. En effet, les investissements étrangers en Russie se dirigent principalement vers les secteurs de l'extraction ou de la transformation primaire des ressources naturelles. Le choix d'investissement peut également être justifié par la recherche de la proximité du consommateur final. Cela laisse à supposer que la Russie et l'UE ne sont pas des concurrents directs quant à l'attraction des investissements étrangers. Quant aux investissements russes en Europe, les investisseurs pourraient bénéficier du marché élargi. Ce fait positif semble toutefois limité par le caractère restreint de l'internationalisation des compagnies russes.

En résultat des négociations, l'UE et la Russie ont signé le protocole d'extension aux 10 nouveaux Etats-membres de l'APC et la déclaration conjointe sur l'élargissement de l'UE et les relations Russie-UE (avril 2004). Les parties ont atteint le compromis sur les questions principales (dont l'augmentation des quotas sur l'acier, le tarif de compromis sur l'aluminium, les garanties de l'exécution des contrats avec la Bulgarie, la Hongrie, la Lituanie et la République Tchéque).

Les négociations avec l'UE étaient menées en parallèle avec les négociations sur l'accession de la Russie à l'OMC. L'accord sur l'accession de la Russie à l'OMC (signé en mai 2004) est devenu l'étape suivante des négociations. Le tarif moyen à l'issue de la période de grâce sera de 7,6% pour les importations industrielles (aujourd'hui, il est de 10%). L'accord prévoit également une augmentation des prix internes du gaz en Russie (fixée encore dans la Stratégie Énergétique). La Russie a sauvegardé le monopole d'exportations de Gazprom et le

⁷²³ Aslund, Warner [2004, p. 245]. Données OMC, 2000.

⁷²⁴ Sulamaa P., Widgrén M. [2003, 2004], Alexeev et al. [2004].

principe des contrats à long terme et refusé la liberté du transit du gaz étranger par les pipelines russes, ce qui est un succès pour les négociateurs russes⁷²⁵.

La ratification du protocole de Kyoto (octobre 2004) constitue le troisième pilier des négociations avec l'UE ce qui laisse supposer que les négociations russo-européennes se présentent comme un équilibre des positions concernant l'élargissement de l'UE, les conditions d'accès à l'OMC et la ratification du protocole de Kyoto.

Faute de fondements purement économiques explicites, les tensions liées à la régulation des échanges entre la Russie et l'UE élargie peuvent se justifier par des changements stratégiques.

1.3.2. Des oppositions politiques entre la Russie et l'UE en relation à l'élargissement

Le processus d'intégration européenne renforce les tensions politiques concernant la redéfinition des sphères d'influence en Europe. La question clef consiste à coordonner les politiques russe et européennes à l'égard de ces pays, situés entre l'UE élargie et la Russie et faisant auparavant partie de la sphère des intérêts de la Russie. D'ailleurs, c'est encore dans la Stratégie à l'égard de l'UE que la Russie affirme qu'elle va chercher à empêcher les tentatives de l'UE d'établir des relations particulières avec certains pays de la CEI⁷²⁶. Il s'agirait en premier lieu de la Biélorussie, de la Moldavie et de l'Ukraine. L'incomplétude des transformations économiques dans ces pays et la multitude de systèmes économiques et politiques dans la région complexifient la politique dans cette région. Il en ressort l'importance des politiques de coopération régionale.

En 2002, l'UE propose de développer une "nouvelle initiative de bon voisinage". La Commission se propose de renforcer les liens avec les nouveaux voisins à travers l'élaboration d'un Plan d'Action pour chaque pays⁷²⁷. Les objectifs énoncés de la coopération sont les suivants: (1) promouvoir le développement économique et social dans les régions frontalières; (2) coopérer pour relever un ensemble de défis communs, dans des domaines tels que l'environnement, la santé publique et la lutte contre la criminalité organisée; (3) assurer des frontières sûres et efficaces; (4) promouvoir des actions locales "intercommunautés"⁷²⁸. Bien que l'UE et la Russie soient intéressées au développement de la région (tant pour des considérations de stabilité stratégique que de la stabilité des infrastructures énergétiques), le problème se pose quant à la coordination de leurs intérêts économiques et politiques dans la région.

La région de Kaliningrad fournit un cas d'études particulier en tant que cas extrême d'interpénétration des zones d'influence des deux puissances. Sa localisation géographique spécifique et le statut d'une zone économique spéciale conditionnent le fort degré d'ouverture économique avec l'orientation sur les importations, composées essentiellement des biens de consommation et dirigées vers les pays – voisins et la Russie.

⁷²⁵ Smirnov K., Minaev S. [2004] : "Evrosouz kupilsia na rossiiskiy gaz", *Kommersant*, 24 mai 2004; Kernohan D., Vinokurov [2004] : "The EU-Russia WTO Deal: Balancing Mid-term and Longer-term Growth Prospects?", October, www.ceps.be/Article.php?article_id=382.

⁷²⁶ Par. 1.6.

⁷²⁷ La Communication de la Commission Européenne "L'Europe élargie – Voisinage: un nouveau cadre pour les relations avec nos voisins de l'Est et du Sud", 11 mars 2003.

⁷²⁸ Europe élargie: la Commission propose de renforcer la coopération transfrontalière avec les nouveaux voisins, DN: IP/03/922, 01/07/2003, www.europa.eu.int.

Durant la décennie 1990, la région de Kaliningrad est en quelque sorte à la périphérie des préoccupations de l'UE et de la Russie. La question se pose aujourd'hui des modes de gouvernance de la région. Son économie est basée sur le commerce avec la métropole, les liens économiques avec la Russie sont assez forts. Or, l'avenir politique de la région de Kaliningrad est source d'interrogations. Les questions se posent notamment sur les modes de gouvernance et sur le statut politique de la région dans la structure fédérative russe. Plus largement, il s'agit de concilier l'autonomie et le statut exclusif nécessaires pour l'insertion de la région dans l'espace économique européen avec la préservation de son appartenance à la Russie métropolitaine.

Enfin, notons que suite à l'élargissement, l'asymétrie et la complexité des relations russo-européennes vont augmenter. Bien que l'élargissement renforce le poids économique de l'UE, son intégration politique reste inachevée, alors que la diversité des intérêts et des stratégies politiques et économiques se multiplie engendrant le principe de l'Europe à "plusieurs vitesses". Dans le contexte de la diversité des intérêts entre les pays (groupes de pays) de l'UE, et de l'insuffisance de mécanismes de coordination permettant l'élaboration d'une stratégie unifiée en matière extérieure (dont énergétique), la Russie peut s'appuyer sur les liens bilatéraux pour promouvoir ses intérêts économiques.

La continuité du processus d'intégration en Europe nous amène à nous interroger sur les perspectives de l'intégration paneuropéenne et, précisément, du projet de l'Espace Economique Européen Commun.

1.4. Avenir des relations russo-européennes: Espace Economique Européen Commun

L'intégration russo-européenne se manifeste à travers la volonté de créer quatre espaces de coopération: (i) Espace Economique Européen Commun (EEEC), (ii) Espace commun de la liberté, de la sécurité et de la justice, (iii) Espace commun de la sécurité extérieure et (iv) Espace commun de la recherche, de l'éducation et de la culture. La création de l'Espace Economique Européen Commun est appelée à devenir la nouvelle étape d'intégration économique russo-européenne.

La discussion sur l'EEEC a été lancée au sommet de mai 2001. L'EEEC a pour objectif d'assurer quatre libertés fondamentales (libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux) et le bon fonctionnement du système concurrentiel, ainsi que de contribuer à la coopération dans de nombreux domaines, tels que la recherche et développement, la protection de l'environnement, l'éducation et la politique sociale. A ce jour sont formulés seulement les grandes directions de l'EEEC, lequel suppose une intégration économique croissante entre la Russie et l'UE sans la participation de la Russie à l'UE. La substance réelle de ce concept reste à élaborer.

La forme concrète que prendra ce bloc régional n'est pas encore clairement définie. Ceci peut être une zone de libre échange ou une forme d'intégration plus profonde, mais la création

d'une union douanière n'est pas en discussion⁷²⁹. L'incertitude quant aux objectifs et principes de fonctionnement de l'EEEC n'est pas résolue suite à l'adoption de "Feuilles de route des Espaces Communs" au sommet de Moscou de 2005, les objectifs concrets, actions et *timing* de l'EEC⁷³⁰ restant à définir.

Ceci étant, la Commission semble plus concernée par les problèmes de rapprochement institutionnel, tout en maintenant ses réserves quant à l'ouverture des secteurs sensibles, comme l'acier et la métallurgie, les textiles, l'industrie chimique, l'agriculture, alors que les exportations de ces produits peuvent être développées par la CEI⁷³¹.

Le rôle de l'EEC du point de vue du développement de l'économie russe est source de débats. La question principale est le choix du modèle de l'intégration. Nous pouvons distinguer deux approches. Les partisans de l'approche libérale considèrent que la création d'une zone de libre échange aura des effets positifs pour l'économie russe⁷³². Inversement, les partisans du développement et d'une plus grande intervention de l'Etat dans l'économie démontrent la précocité de toute intégration russo - européenne. Nous partageons la position de Sapir [2003] qui considère que le choix d'un paradigme de complémentarité ricardien (soit, l'échange des hydrocarbures contre les produits européens à plus forte valeur ajoutée) ne contribuera ni au développement économique de la Russie, ni à la stabilité en Europe. Inversement, l'objectif de l'intégration peut être réalisé dans le cadre d'un paradigme de coopération industrielle ce qui suppose le développement des échanges intra-branches et une politique industrielle plus efficace, contribuant à l'augmentation des investissements en Russie.

Hamilton [2003, p. 2] qualifie les négociations sur l'EEEC de "vol vers le futur", les études portant sur l'élimination des barrières potentielles sur les produits ou services dont l'offre n'est encore que très peu importante. Cependant, par la suite, Hamilton se rapproche des positions libérales. La priorité, selon Hamilton, doit être accordée à la création d'une zone de libre échange entre la Russie et l'UE selon l'APC de 1994. Cet objectif plus concret et réaliste permettrait d'éliminer les barrières existantes, par exemple celles sur l'acier, les produits des industries chimiques, les produits agricoles et textiles. Or, il nous semble que la Russie pourra bénéficier de la libéralisation du régime douanier à condition de la compétitivité des produits russes sur le marché européen. Ainsi, selon J. Sapir [2003], la création d'une zone de libre-échange à l'étape actuelle aura pour conséquence l'entrée de la Russie dans une situation de "trappe" des exportations de l'énergie et des matières premières. Notons que le développement de l'économie russe va conforter les objectifs de stabilité en Eurasie, d'autant plus dans le contexte de l'élargissement de l'UE vers l'Est. Inversement, la spécialisation croissante des exportations russes sur les exportations énergétiques entraînera vraisemblablement une montée des inégalités et de ce fait une déstabilisation au niveaux interne et externe.

Selon les estimations sur la base d'un modèle d'équilibre général, la création du marché commun aura un effet supérieur à celui d'une zone de libre-échange, ce qui est une conséquence de l'effet de l'accroissement de la productivité. Selon Sulamaa, Widgren [2004], la meilleure forme de l'EEEC pour la CEI sera celle qui combinera les effets de libéralisation du commerce et les effets de productivité dus aux ajustements institutionnels en relation avec les IDE. Mais, même dans ce cas, l'EEEC assurerait un surplus de croissance du PIB des pays

⁷²⁹ Notons que la création de l'Union Douanière constitue un des éléments clefs des négociations avec la CEI. Les difficultés de l'intégration de l'ancien espace soviétique assurent ainsi une plus grande marge de manœuvre à la Russie dans les négociations avec l'UE.

⁷³⁰ La Feuille de route a entériné le terme Espace Economique Commun (EEC).

⁷³¹ Hanson [2005, p. 136].

⁷³² Mau [2004].

de la CEI de 1,3% seulement et aurait des effets négligeables pour les autres pays. Ces résultats sont confirmés par une étude postérieure de Kaitila [2007] basée également sur le modèle d'équilibre général. Selon Kaitila [2007], le PIB de la Russie augmenterait de 0,9% grâce à la création de l'EEEC, avec la prise en compte des effets de l'accroissement de la productivité. Ceci étant, les effets sur les pays de l'UE sont inférieurs mais positifs et se mesurent à moins de 0,5% du PIB. Sans la prise en compte de l'effet de la hausse de la productivité, le PIB de la Russie diminue de 0,3%, alors que les effets pour les pays de l'UE restent quasiment inchangés. Donc, les effets de la libéralisation sur l'économie russe semblent limités, les gains éventuels étant dus essentiellement aux effets des ajustements institutionnels ou à des gains de productivité.

I. Samson et X. Greffe [2002], se trouvant à la place des conseillers semi-officiels de Moscou et Bruxelles, soutiennent plutôt une harmonisation de la législation que la création d'une zone de libre-échange. Selon eux, l'acquis communautaire doit être vu comme un levier de la croissance et de la modernisation. En premier lieu il s'agit de l'amélioration du climat d'investissement et de la protection des droits de propriété. L'utilisation de l'acquis communautaire et l'intégration à l'Europe serviront d'ancrage politique extérieur permettant d'accélérer les évolutions institutionnelles et de consolider le développement économique. Bien que, selon ces auteurs, l'harmonisation complète de la législation soit souhaitable, ils reconnaissent que l'adoption de tous les éléments n'est pas obligatoire à l'étape actuelle et donc que l'adoption de l'acquis communautaire doit être sélective. Ensuite, la création de l'EEEC doit contribuer au développement coordonné des économies complémentaires. Cette association permettrait aux deux puissances de retrouver le sentier de développement commun (*co-development path*). L'UE pourrait bénéficier d'échanges plus intenses, de compositions de facteurs productifs plus complexes, d'économies d'échelle, de l'affaiblissement du pouvoir des monopoles et de l'élimination des rentes. De plus, la création de l'EEEC contribuerait à la stabilité et à la sécurité en Europe. Quant à la Russie, la réalisation de ce projet permettrait de diversifier son économie et d'enclencher le cycle vertueux de la croissance. La Russie pourrait bénéficier de l'influx du capital et des échanges de technologies. Les trois piliers définissant la soutenabilité de ce cycle de croissance sont la libéralisation du commerce, les investissements et technologies et, enfin, les ajustements institutionnels.

V. Mau et V. Novikov [2002] précisent le développement des institutions dans le contexte de l'intégration russo-européenne. Ils soutiennent le principe de l'adoption sélective de l'*acquis communautaire* en fonction des intérêts nationaux de la Russie (en conformité aux objectifs de la croissance économique). Ils distinguent donc quatre domaines: i) basiques (liberté des mouvements des produits, services, travail et capital, droit commercial et aide publique), ii) peu importants (politique de transports, statistiques, énergie, télécommunications et technologies d'information, culture, liens extérieurs), iii) non souhaitables (certaines mesures liées au droit du travail, à la protection sociale, à la fiscalité, à la politique de concurrence, à la protection des consommateurs, à l'agriculture, à la pêche et à l'environnement) et iv) ceux n'ayant pas rapport au processus d'intégration (union monétaire, politique industrielle, développement des PME, science, éducation, politique régionale, justice, politique extérieure, contrôle financier, budget, institutions de l'UE). Deux facteurs interviennent dans ce choix: i) la cohérence entre la convergence institutionnelle selon les normes européennes et le programme des réformes en Russie et ii) l'impact de l'harmonisation des normes sur la libéralisation des pratiques commerciales européennes.

La définition des procédures de prise de décision (coordination de l'évolution des normes) devient donc cruciale pour l'EEC⁷³³.

Il est reconnu que le développement des institutions constitue un des facteurs de la croissance économique. Cependant, l'adoption de l'acquis communautaire doit s'appuyer sur le soutien des groupes d'intérêt internes (dont des firmes). Deux questions nous paraissent pertinentes à ce propos. Premièrement, l'industrie gazière russe, considérée aujourd'hui comme le moteur principal des relations russo-européennes va-t-elle infléchir la trajectoire institutionnelle russe selon les exigences européennes? Deuxièmement, les autorités publiques seront-elles capables de sortir du "mauvais équilibre" caractérisé par la capture de l'Etat par les intérêts privés et le blocage des réformes ultérieures?

Ensuite, l'intérêt particulier du concept de l'EEC réside dans ce qu'il évoque les problèmes et les conditions pour un pays tiers liés à l'intégration économique avec un pays étranger (l'UE), avec la préservation de sa souveraineté politique. La difficulté d'équilibrer l'intégration économique et l'indépendance politique est un des problèmes clés de l'économie politique internationale. Ainsi, D. Rodrik construit le trilemme politique de l'économie mondiale⁷³⁴ reliant l'intégration économique internationale, l'Etat-nation (entité territoriale juridique indépendante) et la politique de masse (systèmes politiques basés sur le droit de vote non-restreint, un haut degré de mobilisation politique et les institutions politiques représentatives des groupes). On peut atteindre simultanément deux de ces trois objectifs mais pas les trois simultanément. Il semble donc impossible d'assurer l'intégration économique profonde et l'Etat de droit en Russie tout en préservant son indépendance politique.

En évoquant les perspectives des relations russo-européennes, nous pouvons accepter l'opinion de Yu. Borko⁷³⁵ pour lequel, le plus probablement, il s'agira d'une coopération limitée basée non tellement sur les valeurs partagées et les objectifs stratégiques, mais plutôt sur la proximité des intérêts concrets.

En conclusion, l'asymétrie économique de la Russie et de l'UE nécessite une différenciation des politiques économiques, ce qui constitue un obstacle principal à l'intégration économique. Ceci étant, la préservation du rôle majeur sur la scène internationale élimine la possibilité de création de structures supranationales. Ces facteurs expliquent le manque de "substance" des concepts d'intégration. Les échanges sont tirés principalement par le secteur énergétique.

Section 2. Secteur énergétique comme moteur des relations russo-européennes

La croissance de la dépendance pétrolière et gazière de l'UE (2.1.) va de pair avec l'interdépendance croissante de l'UE et de la Russie dans le secteur énergétique (2.2), reconnu au niveau officiel par le lancement du Dialogue Énergétique (2.3). Ces interdépendances sont les plus marquées dans le secteur gazier (2.4.).

⁷³³ En cette relation, E. Danilova, directeur du Département des relations économiques extérieures du MERT affirmait que "la convergence ne peut être un processus unilatéral". *Cité in* Barysch [2005, p.123].

⁷³⁴ Rodrik D. [2000] : "Governance of Economic Globalization" in. Nye J.S, Donahue J.D. (eds.) [2000] : *"Governance in a Globalizing World"*, pp. 347-365.

⁷³⁵ "Raschirenje Evropeiskogo Souza i Rossiya". Moscou, Delovaya Rossiya, 2006, p.451.

2.1. L'UE: vers une dépendance énergétique croissante

Dans l'UE, l'on s'attend à une croissance très modérée de la demande primaire de l'énergie, soit 0,7% annuels pour la période 2002-2030⁷³⁶. Cependant, la structure de la consommation de l'énergie va se modifier. Il s'agira d'une augmentation de la part du gaz naturel dans le mix énergétique qui passera de 23% en 2002 à 32% en 2030 selon les prévisions de AIE et de la Commission Européenne (*scénario de base*⁷³⁷)⁷³⁸, au détriment de la consommation du charbon et du nucléaire. La part du pétrole sera relativement stable, soit 35-38% de la consommation primaire énergétique. Bien que les résultats des prévisions soient mis à l'épreuve par la validité des hypothèses retenues (structure et régulation du secteur énergétique, taux de croissance économique), ces prévisions montrent la croissance ou, du moins, la stabilité de la demande des hydrocarbures dans l'UE.

Ceci étant, le déclin de la production interne se traduira par une dépendance extérieure accrue. Plus précisément, la dépendance à l'égard des importations énergétiques va s'accroître de 47,2% en 2000 à 67,3% selon le *scénario de base* de la Commission Européenne. Pour le gaz naturel, la dépendance passera de 49,5% en 2000 à 81,4% en 2030 et, pour le pétrole, de 76,6% à 88,3% respectivement⁷³⁹. La modification du scénario retenu fait varier la dépendance énergétique anticipée, mais elle reste dans tous les cas très forte⁷⁴⁰.

Selon les prévisions de l'AIE, la dépendance de l'UE à l'égard de importations énergétiques sera encore plus forte. Selon l'AIE, les importations de pétrole vont assurer 94% de la consommation pétrolière en 2030, alors que, pour le gaz, la dépendance sera de 81%⁷⁴¹.

En matière gazière, d'après les prévisions de *CEDIGAZ*, la dépendance de l'UE-25 à l'égard des importations gazières sera de 65% en 2020. Ceci étant, le GNL va assurer 15-18% de la demande gazière en Europe⁷⁴². En effet, les réserves gazières de l'UE sont concentrées sur trois pays: 89% des réserves gazières de l'UE-25 sont situées en Norvège, Grande Bretagne et aux Pays-Bas⁷⁴³. La tendance lourde à long terme dans ces pays consiste en une diminution de la production gazière sur fond de l'épuisement des réserves. Ainsi, la production interne dans l'UE n'augmentera pas après 2010, à condition de la non-découverte de nouveaux gisements majeurs⁷⁴⁴. L'AIE, à son tour, prévoit une diminution de la production gazière de l'UE de 225 Mds m³ en 2010 à 147 Mds m³ en 2030⁷⁴⁵.

⁷³⁶ IEA [2004, p. 251].

⁷³⁷ Le *scénario de base* se construit sur l'hypothèse de la continuité des tendances actuelles et prend en compte des mesures de politiques économiques en vigueur au moment de l'étude, ainsi que des mesures en cours d'introduction à la fin 2001 (sans la prise en compte de la Directive 2001/77/CE du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité), les taux de fiscalité sont ceux de la mi-2002.

⁷³⁸ IEA [2004, p. 251]; European Communities [2004, p.39].

⁷³⁹ European Communities [2004, p. 40].

⁷⁴⁰ Par exemple, une plus grande utilisation des renouvelables (et/ou du nucléaire) vont réduire la hausse de la dépendance de 20 points attendus dans le scénario de base à 7-12,5 points. Le refus du recours au nucléaire portera la dépendance énergétique à 75%. European Communities [2004, p. 161].

⁷⁴¹ IEA [2004, p. 252].

⁷⁴² Chabrelié [2006, p.4-5].

⁷⁴³ Chabrelié [2006, p.4].

⁷⁴⁴ L'on prévoit une réduction forte de la production gazière en Grande Bretagne, laquelle verra sa dépendance augmenter de 40% en 2010 à 80% en 2020. La production gazière aux Pays-Bas sera stable à l'horizon 2015, ultérieurement un déclin rapide étant envisageable. La Norvège fournit une exception de ce trend baissier, avec une augmentation de la production à l'horizon 2010 et une stabilisation par la suite. Stern [2006, p.2].

⁷⁴⁵ IEA [2004, p. 154].

Face à ces défis, le Livre vert de 2006⁷⁴⁶ formule les objectifs de la politique énergétique de l'UE de la façon suivante:

-les objectifs environnementaux et de développement durable (le développement des énergies renouvelables, le ralentissement de la demande énergétique en Europe, le lutte contre le changement climatique, notamment dans le cadre du protocole de Kyoto);

-les objectifs de compétitivité économique (les gains procurés par la libéralisation des marchés énergétiques, les investissements en énergies propres et l'amélioration de l'efficacité énergétique, la réduction des conséquences néfastes de la hausse des prix pétroliers et le développement de nouvelles technologies en matière de l'énergie);

-la sécurité des livraisons dans le contexte de la dépendance croissante à l'égard des importations énergétiques (les mesures de limitation de la demande, le recours croissant aux sources énergétiques internes et aux énergies renouvelables, la diversification des sources énergétiques tant au niveau des produits que de pays fournisseurs, les incitations aux investissements, l'amélioration d'instruments de gestion des situations d'urgence, un meilleur accès des entreprises européennes aux ressources énergétiques mondiales...).

La conception d'une stratégie extérieure énergétique cohérente au niveau communautaire qui servirait de point de référence tant au niveau national que communautaire constitue une des priorités pour atteindre ces objectifs. En ce qui concerne la Russie, cette nouvelle stratégie énergétique supposera le développement du "partenariat énergétique" au même titre qu'avec d'autres grands fournisseurs internationaux de l'énergie. Ceci étant, le livre vert reconnaît la possibilité de mise en relation des mesures de la politique commerciale par rapport aux objectifs européens de la politique énergétique⁷⁴⁷.

Il convient également de noter la définition des directions prioritaires de développement des infrastructures en réponse au défi de la sécurité des approvisionnements énergétiques. Ainsi, le Livre vert 2006 distingue les livraisons gazières indépendantes en provenance de la Caspienne, de l'Afrique du Nord ou du Moyen Orient, la construction de nouveaux terminaux de regazéification du GNL (notamment pour les marchés où la concurrence gaz - gaz est encore faible), ainsi que les oléoducs permettant d'acheminer le pétrole de la Caspienne par le territoire de l'Ukraine, la Roumanie et la Bulgarie⁷⁴⁸. Ce qui démontre que la recherche de diversification des livraisons des hydrocarbures est bien entamée par l'UE.

2.2. Interdépendance dans le secteur énergétique

Le degré d'interdépendance de la Russie et de l'UE est très élevé. L'UE absorbe 60% des exportations pétrolières russes et 50% des exportations gazières russes. Inversement, la Russie assure plus de 25% de la consommation pétrolière et plus de 25% de la consommation gazière de l'UE⁷⁴⁹. La Russie est le premier fournisseur gazier de l'UE (32,5% des importations de

⁷⁴⁶ Commission des Communautés Européennes [2006] : "*Livre vert. Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable*", Bruxelles, 8 mars 2006, COM (2006) 105 final, p. 20.

⁷⁴⁷ Commission des Communautés Européennes. Livre vert. Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable. – Bruxelles, 8 mars 2006. – COM (2006) 105 final - p. 19-20.

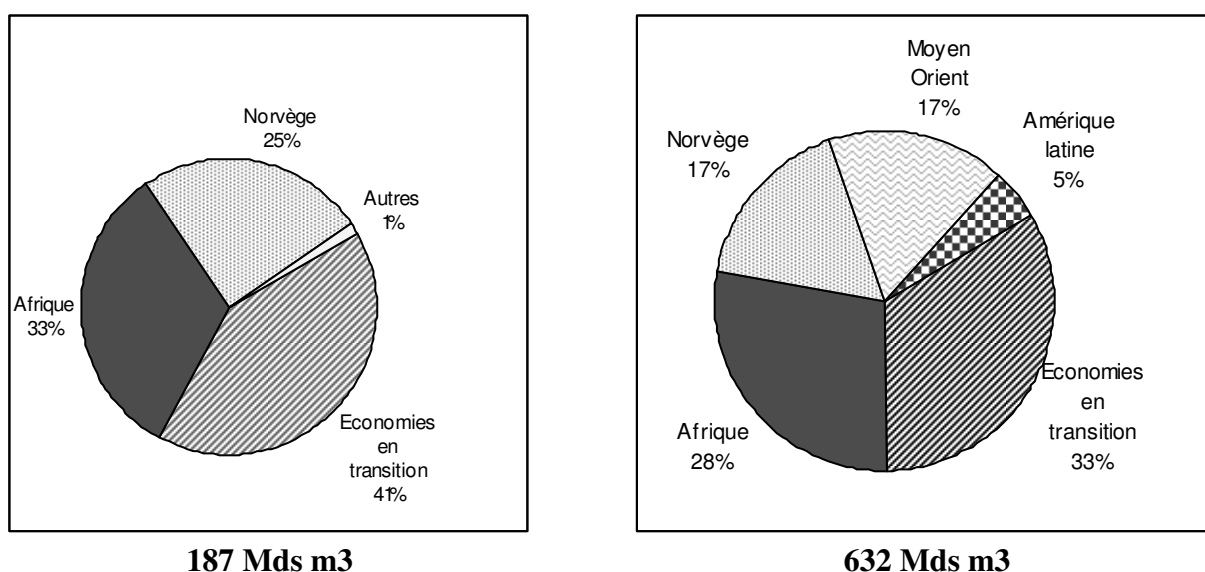
⁷⁴⁸ Livre vert 2006, p. 17, 23.

⁷⁴⁹ http://ec.europa.eu/comm/external_relations/russia/intro/index.htm

l'UE-15 en 2004), suivie par la Norvège (28,5%) et l'Algérie (21,2%)⁷⁵⁰ et aussi le premier fournisseur pétrolier (25,9% des importations de l'UE-15 en 2004). Viennent ensuite la Norvège (20,0%) et l'Arabie Saoudite (12,8%)⁷⁵¹.

Dans le contexte de ressources internes limitées, la Russie est un des principaux fournisseurs potentiels de l'UE en gaz naturel. La politique européenne, visant la diversification des sources d'approvisionnement et la concurrence sur le marché intérieur, peut entraîner une diminution de la part de la Russie dans la structure des importations européennes. Néanmoins, en volumes absolus, les livraisons en provenance de la Russie vont augmenter (voir graphique 6.4).

Graphique 6.4. Structure des importations du gaz naturel par l'UE en 2000 et 2030



Source: données AIE, reproduit de Commeau-Yannoussis [2005].

Certes, les balances énergétiques se différencient selon les pays de l'UE, tant du point de vue de la structure du mix énergétique que de celle des importations (nous le verrons plus loin pour le cas du gaz naturel). Ceci étant, la gestion de l'industrie énergétique au sein de l'UE a toujours été un domaine de compétence des Etats. L'incohérence entre les modes de gouvernance national et/ou communautaire du secteur énergétique européen laisse une plus grande marge de manoeuvre à la Russie pour faire valoir ses intérêts dans le cadre des relations bilatérales avec ses principaux interlocuteurs européens.

L'interdépendance en matière de livraisons énergétiques justifie la recherche de mécanismes de coordination entre l'UE et la Russie.

⁷⁵⁰ Données de la European Commission [2005] : "European Union. Energy and Transport in figures. 2005", DG TREN en coopération avec Eurostat..

⁷⁵¹ Commission Européenne, http://ec.europa.eu/energy/oil/crude/doc/2004_cce_eu.xls.

2.3. Quels mécanismes de coordination entre la Russie et l'UE dans le secteur énergétique?

La non ratification par la Russie du Traité de la Charte de l'énergie dans le contexte de la très forte interdépendance dans le secteur énergétique justifie le lancement du Dialogue Énergétique Russie-UE.

2.3.1. La non - ratification par la Russie de la Charte Énergétique

La non –ratification par la Russie du Traité sur la Charte de l'énergie et du Protocole de Transit est liée aux contraintes qu'impose nécessairement ce traité sur la politique énergétique nationale, notamment en matière du régime des investissements étrangers et du transit des ressources énergétiques (voir encadré 6.1).

Encadré 6.1. La Charte énergétique

Le Traité sur la Charte de l'énergie s'appuie sur la Charte européenne de l'énergie. Cette charte a été signée à la Haye en décembre 1991 par 52 pays, dont l'UE, les Etats-Unis, PECO, CEI et pays baltes, l'Australie et le Japon. Le traité se base sur les principes de la liberté des marchés énergétiques, de la non-discrimination entre les participants, de la reconnaissance de la souveraineté nationale sur les ressources naturelles ainsi que de l'importance de l'efficacité énergétique et du facteur de l'environnement. La signature de la Charte reflète la recherche de stabilité des relations en matière de l'énergie à la fin de la guerre froide. A l'origine, elle est conçue dans le contexte européen comme un mécanisme de facilitation des flux énergétiques de l'Orient vers l'Occident.

Le Traité sur la Charte de l'énergie et le protocole sur l'efficacité énergétique et les aspects environnementaux connexes ont été signés à Lisbonne en décembre 1994 et sont entrés en vigueur en avril 1998. Le Traité considère quatre domaines principaux: la protection des investissements, le commerce, le transit et le règlement des différends.

La Russie a signé, mais n'a pas ratifié le Traité (de même que la Biélorussie). Elle l'applique sur une base temporaire, soit dans la mesure où il ne contredit pas sa législation interne.

L'efficacité de la Charte de l'énergie est mise en question, notamment par la non-disposition de la Russie à la ratification du Traité. Des contradictions émergent quant au projet du Protocole de Transit lequel vise la création d'un régime international pour le transit des ressources énergétiques par les nombreuses frontières nationales (il s'agit notamment de la sécurité du transit du gaz naturel de la Russie et de l'Asie centrale vers l'UE-15). Alors que les articles relatifs à la non - autorisation des prélèvements non - autorisés de la ressource et à la continuité du transit satisfont aux intérêts de la Russie et de l'UE, la non - ratification par la Russie du Traité et du Protocole du transit s'explique de la manière suivante⁷⁵²:

1) dans le cadre de l'Organisation d'intégration économique régionale au sein de l'UE, les pays de l'UE sont considérés comme un sujet intégré et représentent par conséquent un espace de transports intégré. De ce fait, les exigences par rapport au transit ne s'appliquent pas à l'UE, ce qui déséquilibre la balance des intérêts de la Russie (étant le pays de transit par rapport à l'Asie centrale) et de l'UE;

2) l'UE insiste sur la régulation de l'accès aux capacités de transport par des accords de court terme négociés sur une base concurrentielle. Ceci contredit aux intérêts des producteurs russes en matière d'accès aux pipelines. De plus, selon l'art. 7.1 du Traité, le transit des ressources énergétiques doit être opéré de manière libre et non discriminatoire du point de vue de l'origine, la destination et le propriétaire et sans la discrimination tarifaire⁷⁵³;

3) les critères et mécanismes de tarification du transit du gaz par le territoire russe.

⁷⁵² Interview de V. Yazev, chef du comité parlementaire de l'énergie, transports et communications. Yazev V. "Ia protivnik ratifikatsii Energeticheskoi Khartii" (interview), *Kommersant-Guide* (Rossiya i Evropeiskiy Souz), 15 novembre 2006; Yerchov [2006, p.4].

⁷⁵³ Traité sur la Charte de l'énergie, art. 7.1.

La plus grande résistance à l'égard de la ratification de la Charte de l'énergie était montrée par Gazprom. En effet, le monopole de transit couplé à la non-transparence des contrats sur le transit du gaz (prix, volumes) lui permet de contrôler l'intégralité des flux gaziers impliquant la Russie, ce qui est d'autant plus important dans le contexte de la concurrence potentielle avec les producteurs de l'Asie centrale sur le marché européen, ou encore au vu de l'attrait des opérations d'exportation pour les compagnies pétrolières internationales exploitant les gisements d'hydrocarbures en Russie. En cette relation rappelons que le Traité sur la Charte de l'énergie prévoit la possibilité de construction de capacités de transport en cas de leur insuffisance, à condition qu'elles ne menacent pas la sécurité du système énergétique du pays hôte⁷⁵⁴.

Néanmoins, notons que, pour la Russie, le régime de transit du gaz a une importance particulière. 95% du gaz russe est acheminé vers les consommateurs grâce au transit par des pays tiers. Deux tiers du volume des livraisons impliquent le transit par le territoire de trois et plus de pays. Le transit assure près de la moitié des exportations pétrolières russes⁷⁵⁵.

Ainsi la position russe consiste à ne pas ratifier le Traité et le Protocole de Transit tant qu'ils ne sont pas modifiés afin de satisfaire aux intérêts russes. En même temps, Gazprom mène une politique visant la multiplication des voies d'exportations alternatives en contournant les pays de transit (Ukraine, Biélorussie). (*Voir infra*).

Notons enfin que les autres fournisseurs de l'UE ont une position similaire à l'attitude russe. Ainsi, la Norvège a signé mais n'a pas ratifié la Charte, alors que l'Algérie a le statut d'observateur.

2.3.2. Le développement du Dialogue Énergétique entre l'UE et la Russie

La dominance des hydrocarbures dans les échanges russo-européens donne lieu au développement du dialogue énergétique entre l'UE et la Russie. Le dialogue énergétique est lancé lors du sommet UE-Russie en octobre 2000 à Paris. Il convient de noter que la formulation "Dialogue énergétique" est donnée officiellement.

Le Dialogue Énergétique n'est pas à l'origine des relations russo-européennes en matière de l'énergie. Les exportations des hydrocarbures ont commencé dans les années 1960 et sont demeurées stables malgré les tensions dans un monde bipolaire. Ainsi, depuis le début des livraisons gazières en 1968, il n'a pas été imposé une seule contrainte considérable sur les exportations vers l'Europe. Néanmoins, les considérations stratégiques ont justifié une mesure acceptée *de facto* mais non fixée *de jure* selon laquelle la dépendance à l'égard des importations ne doit pas excéder 30% de la consommation interne dans aucun pays de l'UE.

Le Dialogue Énergétique a pour but de contribuer à la sécurité énergétique sur le continent européen par le biais des relations plus étroites entre la Russie et l'UE afin de résoudre les questions d'intérêt commun en matière d'énergie, tout en assurant la politique d'ouverture et d'intégration des marchés énergétiques⁷⁵⁶. Dans le cadre de l'intérêt de l'UE à

⁷⁵⁴ Traité sur la Charte de l'énergie, art. 7.4, 7.5.

⁷⁵⁵ Yerchov [2006, p.4].

⁷⁵⁶ www.europa.eu.int, DG TREN, rubrique "What are the objectives of the partnership?"

assurer la sécurité des livraisons énergétiques, la question de la place des investissements étrangers dans le secteur des hydrocarbures en Russie revêt une importance particulière⁷⁵⁷.

Le lancement du Dialogue énergétique a eu lieu dans un contexte politique et économique favorable⁷⁵⁸. Plus précisément, suivant Belyi [2006], nous pouvons distinguer quatre facteurs:

-la régionalisation de la géopolitique pétrolière. En disposant des plus grandes réserves pétrolières parmi les pays – non membres de l'OPEP, et des plus grandes réserves mondiales de gaz naturel, la Russie est une source alternative dans le contexte d'instabilité au Moyen Orient⁷⁵⁹;

-la croissance rapide de la consommation de gaz naturel dans l'UE. Ceci étant, la disponibilité de l'offre est une condition nécessaire pour la libéralisation des marchés gaziers;

-la libéralisation des marchés électriques crée des opportunités pour le commerce transfrontalier et les investissements internationaux dans le secteur électrique;

-l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto permet le développement des échanges de quotas ainsi que la coopération russo-européenne visant à améliorer l'efficacité énergétique en Russie.

Enfin, plusieurs évolutions de ces dernières années ont renforcé le besoin de coordination entre l'UE et la Russie en matière d'énergie. Il s'agit d'une forte hausse du prix des hydrocarbures sur les marchés mondiaux, de la libéralisation du marché énergétique interne de l'UE, des négociations sur l'accession de la Russie à l'OMC, de l'élargissement de l'UE aux PECO, ces derniers étant très dépendants des hydrocarbures russes.

Le Dialogue Énergétique peut être considéré comme un substitut à la Charte de l'Énergie, puisque la Russie ne l'a pas ratifié. En même temps, ces deux mécanismes sont complémentaires⁷⁶⁰. En effet, selon l'APC, la Charte fournit l'ensemble des normes en matière de commerce, de transit et d'investissements dans le secteur énergétique. A la différence de la Charte, le Dialogue Énergétique forme plutôt un ensemble de déclarations d'intention et un mécanisme de coordination.

Le Dialogue Énergétique a permis d'atteindre un certain nombre de résultats⁷⁶¹:

- la croissance des investissements en Russie: il s'agit notamment des projets des compagnies pétrolières internationales en Russie réalisés au cours du Dialogue (BP, Shell, BASF);

- l'entrée de la Russie sur le marché énergétique européen (notamment les projets de Gazprom);

⁷⁵⁷ "Le partenariat énergétique a pour objectif d'améliorer les opportunités d'investissement dans le secteur énergétique de la Russie afin de moderniser et d'élargir la production de l'énergie et l'infrastructure de transports, aussi bien que d'améliorer leur impact environnemental, d'encourager l'ouverture en cours des marchés énergétiques, de faciliter la pénétration des marchés par des technologies et ressources énergétiques plus propres, et de promouvoir l'efficacité énergétique et les économies de l'énergie". http://ec.europa.eu/energy/russia/overview/objectives_en.htm, rubrique "What are the objectives of the partnership?"

⁷⁵⁸ Belyi [2006, p.94].

⁷⁵⁹ L'importance de ce facteur ressort dans la Commission of the European Communities [2003] : "On the development of energy policy for the enlarged European Union, its neighbours and partner countries", 26 May 2003, COM(2003) 262 final/2.

⁷⁶⁰ Belyi [2006, p. 95].

⁷⁶¹ Voir par exemple Keppler [2005].

- l'importance des contrats de long terme : les deux parties reconnaissent l'importance des contrats gaziers de long terme;
- la levée des restrictions *de facto* sur la part des hydrocarbures russes dans la consommation des pays européens⁷⁶²;
- les projets communs en matière d'infrastructure (la formulation de la liste des projets prioritaires, dont ceux du gaz naturel, l'analyse étant partiellement prise en compte par l'UE) ;
- les programmes d'assistance technique visant l'amélioration de la sécurité des réseaux énergétiques;
- les négociations sur le commerce des matières nucléaires.

Cependant, ces résultats nous paraissent très modérés. Le développement du Dialogue est bloqué par la divergence des intérêts de la Russie et de l'UE. Il s'agit notamment des restrictions de plus en plus apparentes en matière de place des investissements étrangers dans le secteur énergétique russe, auxquelles s'ajoutent les divergences des modèles de régulation des industries énergétiques dans l'UE (libéralisation des marchés) et en Russie (forte emprise du régulateur public). Ici encore, les avantages économiques promus par les économistes d'inspiration libérale, tel Volochine [2004], basés sur l'argument de l'utilisation des investissements européens pour le développement du secteur énergétique russe, se heurtent aux considérations stratégiques de la préservation du contrôle national sur le secteur énergétique.

2.4. Les relations gazières russo - européennes

La stratégie d'exportations gazières de la Russie vers l'UE est remise en cause par les mesures de libéralisation des marchés gaziers européens ainsi que par les problèmes liés au transit du gaz. A moyen-long terme, les perspectives de croissance des exportations gazières russes vers l'Europe sont limitées.

2.4.1. Les exportations gazières de la Russie vers l'UE

Les exportations gazières russes démontrent une tendance haussière. En 2004, la Russie a fourni le gaz vers 21 pays européens⁷⁶³. Ceci étant, les exportations sont concentrées principalement sur un nombre limité de pays, soit l'Allemagne, l'Italie et la France (voir tableau 6.2). Selon les prévisions de Gazprom, les exportations vers l'étranger lointain seront de 180 Mds m3 à l'horizon 2010 (145 Mds m3 en 2005)⁷⁶⁴. Ceci étant, selon la Stratégie énergétique russe⁷⁶⁵, les exportations gazières totales seront de 275 - 280 Mds m3 à l'horizon 2020 (à comparer à 185 Mds m3 en 2002), dont 160-165 Mds m3 vers l'Europe.

La croissance des livraisons gazières russes vers l'Europe est limitée par⁷⁶⁶ :

⁷⁶² Commission des Communautés Européennes [2004]: *"Le dialogue énergétique entre l'Union européenne et la Fédération de Russie de 2000 à 2004"*, Bruxelles, 13 décembre 2004, COM(2004)777 final, par. 3.1 et 3.3a.

⁷⁶³ Gazprom [2004, p. 47].

⁷⁶⁴ Gazprom [2004, p.47]. Les prévisions sont portées à 190 Mds m3 en 2010 selon la présentation de A. Miller de 24 juin 2005 à l'Assemblée Générale de Gazprom (diapositive 15).

⁷⁶⁵ *Stratégie énergétique de la Russie pour la période jusqu'en 2020*, adoptée par la disposition du gouvernement de la Fédération de Russie du 28 août 2003, N° 1234 -p. (en russe), pp. 54-55.

⁷⁶⁶ Stern [2006, p. 7-9].

- le besoin d'investissements pour la mise en exploitation de nouveaux gisements;
- la volonté de Gazprom de diversifier ses exportations en pénétrant les marchés asiatique et américain;
- la croissance de la demande sur le marché interne;
- les incertitudes sur les niveaux de prix sur le marché interne. Une hausse du prix interne diminuera l'attractivité des exportations.

Tableau 6.2. Exportations gazières russes vers l'Europe (Mds m3)

	1980	1992	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Europe	22,2	62,1	74,4	74,4	74,1	78,4	88,4	90,4	90,7	87,8	92,0		
Occidentale													
-UE	22,2	57,2	68,3	67,9	67,0		76,9	79,8			78,9		
Allemagne	11,8	22,9	32,2	32,3	32,5	32,5	34,9	34,1	32,6	32,2	35,0	36,1	36,0
France	0,0	12,1	12,5	12,0	10,9	10,9	13,4	12,9	11,2	11,4	11,2	13,3	13,2
Italie	6,4	14,1	13,9	13,8	14,2	17,3	19,8	21,8	20,2	19,3	19,7	21,6	22,0
Autriche	3,0	5,1	6,1	6,1	5,6	5,7	5,4	5,1	4,9	5,2	6,0	6,0	6,8
Finlande	1,0	3,0	3,6	3,7	3,6	4,2	4,2	4,3	4,6	4,6	5,1	5,0	4,5
-Turquie	0,0	4,5	5,7	5,7	6,7	6,6	8,8	10,2	11,1	11,8	12,8	14,5	18,0
-Suisse	0,0	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
PECO	29,4	37,1	42,9	49,1	42,7	42,1	38,4		40,3	41,6	46,0		
Tchéquie			8,4	9,4	8,4	8,6	7,8	7,5	7,5	7,4	7,4	6,8	7,4
Slovaquie			7,4	7,2	7,1	7,1	7,5	7,9	7,5	7,7	7,3	5,8	7,5
Pologne	5,3	6,7	7,3	7,2	6,8	6,9	6,1	6,8	7,5	7,3	7,4	6,3	7,0
Hongrie	3,9	4,8	6,3	7,7	6,5	7,3	7,4	6,5	8,0	9,1	10,4	9,3	9,0
Bulgarie	4,0	5,2	5,8	6,1	5,0	3,6	3,2	3,2	3,3	2,8	2,9	3,0	2,6
Roumanie	1,5	4,6	6,2	7,4	5,1	4,8	3,2	3,2	2,9	3,5	5,1	4,1	5,0
Total	51,6	99,2	117,3	123,5	116,8	120,5	126,8	129,1	131,0	129,4	138,9	140,5	156,1

Source : Locatelli [2004] (données Cedigaz, Gazprom), Gazprom [2004, 2005].

La dépendance à l'égard du gaz russe diverge selon les pays. Alors que les PECO dépendent quasi-entièrement des livraisons gazières russes, l'Espagne et le Portugal n'en sont pas importateurs, alors que la Grande Bretagne (le plus grand marché gazier de l'Europe) n'importe que des quantités limitées. En 2005, parmi les pays de l'UE-25, la Slovaquie, la Finlande, la Lituanie, la Lettonie dépendent entièrement du gaz russe pour leur consommation interne, dix pays de l'UE-25 et la Turquie dépendent à plus de 50%. Parmi les quatre plus grandes économies de l'UE, en 2005, Gazprom assure 44,9% de la consommation gazière en Allemagne, 26,0% de la consommation gazière en Italie et 26,8% en France. La Grande Bretagne est devenue assez récemment importateur net de gaz naturel, Gazprom comptant acquérir jusqu'à 10% du marché britannique à l'horizon 2010⁷⁶⁷.

La structure de la consommation gazière se différencie également selon la part du GNL. Elle est de deux tiers en Espagne, alors que l'Italie dispose à ce jour d'un terminal de regazéification seulement.

Alors que le déficit de la production gazière européenne interne est comblée par les importations à court et moyen terme⁷⁶⁸, à plus long terme, les volumes non encore contractés sont importants. En 2004, le déficit à l'horizon 2020 était estimé à plus de 65% (soit 290-305 Mds m3/an), dont 30-40% (120-150 Mds m3/an) seraient comblés par les importations de GNL⁷⁶⁹. Autrement dit, malgré l'importance des volumes non-contractés, la concurrence sur le marché gazier européen va s'accroître, notamment la concurrence gaz-gaz (divers projets de pipelines) et gaz-GNL.

⁷⁶⁷ Can Gazprom be trusted? *Energy Economist*, Issue 295, May, 2006, p.3; Stern J. [2005, p.143].

⁷⁶⁸ Ainsi, en 2004, les besoins d'importation étaient estimés à 330 Mds m3/an à l'horizon 2010 et 315 Mds m3 étaient déjà contractés auprès des producteurs. Chabrelié [2004, p.4].

⁷⁶⁹ Chabrelié [2004, p. 4].

2.4.2. La libéralisation du marché gazier européen et les conséquences pour Gazprom

Le marché gazier européen était conçu comme un oligopole bilatéral des producteurs (compagnie d'Etat de l'Algérie, de la Russie ou de la Norvège) et des acheteurs (compagnies gazières européennes disposant du monopole ou du quasi-monopole sur le marché national⁷⁷⁰). Cette structure s'appuyait sur des relations de long terme (contrats d'une durée de 20-25 ans) entre les producteurs et les acheteurs.

La libéralisation du marché européen de l'énergie suppose l'introduction de la concurrence à toutes les étapes de la chaîne gazière, sauf sur le segment du monopole naturel (activité de transports)⁷⁷¹. A ce jour, la libéralisation du marché européen n'est pas achevée⁷⁷². Premièrement, l'intégration des marchés nationaux en un marché communautaire n'a pas été atteinte. Le degré de pénétration des fournisseurs étrangers ne dépasse pas 20% à de rares exceptions (pays voisins très intégrés). Deuxièmement, les structures de marché n'ont pas été modifiées, ce qui autorise le leadership sur le marché d'une ou de deux entreprises. Troisièmement, il est nécessaire d'assurer l'indépendance de l'opérateur de réseau et de l'organe de régulation, afin d'assurer l'accès égalitaire aux réseaux. Enfin, la régulation des tarifs pour les consommateurs finals peut limiter les investissements et la concurrence.

L'avancée des réformes diffère selon les pays. Alors que le Royaume Uni se caractérise par des structures commerciales mûres, la concurrence réelle⁷⁷³ en Allemagne ou en Autriche est très limitée. La France se situe à la moyenne européenne. Les facteurs contraignant la concurrence sur le marché gazier européen peuvent être résumés de la manière suivante:

- la concentration de l'offre dans quelques pays éloignés de l'UE et n'étant pas membres de l'UE;
- les relations de long terme avec les fournisseurs;
- les contraintes juridiques (l'insuffisance de la transparence des marchés et de l'harmonisation des normes, notamment en matière de politique tarifaire);
- les contraintes techniques (différences de qualité du gaz, problème de congestions de réseau, faible interconnexion des réseaux faisant obstacle à la liquidité des marchés).

A ce jour, plus de 90% du volume des livraisons se fait sur la base des contrats de long terme⁷⁷⁴. A la différence du pétrole, les contrats gaziers supposent des relations bilatérales durables et un fort degré d'interdépendance entre le fournisseur et le consommateur. Traditionnellement, les contrats gaziers se caractérisent par i) leur caractère de long terme (20-25 ans), (2) la clause *take or pay*, (3) la *formule de prix (netback* par rapport aux prix pétroliers), (4) la clause de destination finale.

⁷⁷⁰ Le Royaume Uni dont le marché est libéralisé en 1986-1996 était une exception. Il était fourni par la production de la mer du Nord sur la base des contrats de court terme.

⁷⁷¹ Directive 98/30/CE du Parlement Européen et du Conseil du 22 juin 1998 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel; Directive 2003/55/CE du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la directive 98/30/CE. Selon la Directive de 2003 visant à accélérer la libéralisation des marchés, l'ouverture des marchés s'opère avant le 1 juillet 2004 pour tous secteurs, sauf résidentiel et avant le 1 juillet 2007 pour le résidentiel (ouverture entière).

⁷⁷² *Commission des Communautés Européennes. Rapport annuel sur la mise en oeuvre du marché intérieur du gaz et de l'électricité. - Bruxelles, 5 janvier 2004.- COM (2004) 863.*

⁷⁷³ Mesurée comme la part des consommateurs ayant changé de fournisseur en relation aux mesures de libéralisation des marchés. Cet indice est supérieur à 50% au Royaume Uni, en Irlande et en Islande, il est de 25% en France et moins de 10% en Allemagne et en Autriche. Lecarpentier [2006, p. 3-4].

⁷⁷⁴ Lecarpentier [2006, p. 1].

La durée des contrats gaziers figurait parmi les principales contradictions dans le cadre du Dialogue Énergétique. En résultat, les intérêts de Gazprom pour les contrats de long terme ont pris le pas ce qui a été confirmé dans la Directive concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel de 2004⁷⁷⁵. Notons que les contrats de long terme fondent la base des projets d'investissement de Gazprom, notamment pour le développement de nouvelles infrastructures. La réduction de l'horizon de planification aurait entraîné une plus grande incertitude et, par ce biais, pourrait remettre en cause la politique d'investissements.

La condition *take or pay* signifie que l'acheteur s'engage à régler les volumes contractés même s'ils n'ont pas été prélevés en totalité, l'objectif étant de garantir les entrées de liquidités pour le vendeur.

Selon la clause de la destination finale, l'acheteur ne peut revendre le gaz acheté sur un autre marché national. Cette condition permet au vendeur de moduler le prix en fonction de l'acheteur (en prenant en compte les coûts de transport, les conditions de concurrence et les produits substitués) sans craindre la concurrence sur le marché en aval. La libéralisation met fin à la clause de la destination finale, la Commission Européenne la considérant comme un obstacle à la concurrence. Ainsi, la clause est éliminée par Gazprom à la fin 2003 dans ces contrats avec ENI, E.ON-Ruhrigas et OMV. Cette clause se présente comme un problème temporaire qui sera levé à la mesure de l'expiration des contrats en vigueur⁷⁷⁶.

La libéralisation du marché gazier présente à la fois des contraintes et des opportunités pour Gazprom (Finon, Locatelli [2002]). Premièrement, la modification des conditions de contrat (indexation des prix selon l'évolution des prix pétroliers, modification des conditions *Take or Pay*) fait accroître le risque prix et le risque volume qui seront désormais plus volatiles. L'élimination de la clause de la destination finale permettra aux acheteurs de revendre leur gaz en vertu de la libre concurrence. Néanmoins, le processus de libéralisation est graduel et inachevé, ce qui étale ces effets dans le temps. Les contrats en vigueur couvrent jusqu'à 90% de la demande à l'horizon de 5 ans-10 ans, ce qui limite les possibilités de pénétration de marchés par de nouveaux acteurs.

D'autre part, la libéralisation du marché gazier aura pour conséquence le développement des transactions de court terme et la conquête de nouvelles parts de marché, notamment par Gazprom qui détient le monopole des exportations gazières en provenance de la Russie.

2.4.3. La stratégie de Gazprom pour l'Europe

La stratégie russe d'exportations gazières était traditionnellement orientée sur les marchés européens. Or, actuellement elle est en passe de devenir globale, ce qui suppose tant la pénétration de nouveaux marchés (asiatique et aussi américain) que la diversification des produits (notamment, le développement du GNL). Toutefois l'aboutissement de ces projets verra le jour à long terme.

⁷⁷⁵ "Les contrats à long terme ont joué un rôle très important dans la sécurité des approvisionnements en gaz de l'Europe et conserveront ce rôle. Le niveau actuel des contrats à long terme est adéquat sur le plan communautaire, et l'on estime que ces contrats continueront d'occuper une place significative dans l'approvisionnement global en gaz dans la mesure où les entreprises continuent de les intégrer dans leur portefeuille global de contrats d'approvisionnement". Directive 2004/67/CE du Conseil du 26 avril 2004 concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel.

⁷⁷⁶ Les clauses de la destination finale ne sont pas appliquées par la Norvège ni le Nigeria et leur suspension est en négociation avec Sonatrach (Algérie).

L'Europe reste le principal marché d'exportation pour Gazprom. La compagnie agit en trois directions principales:

-la diversification des voies d'exportation, par exemple l'accord récent (signé en juin 2007) entre Gazprom et l'italien ENI sur la construction d'un nouveau gazoduc, le *South Stream*, reliant la Russie à l'Europe via la mer Noire (il passera par la Bulgarie avant de se diviser en deux branches, l'une vers l'Autriche via la Roumanie et la Hongrie et l'autre vers la Grèce, puis vers le sud de l'Italie). Ainsi, le *South Stream* concurrencera le projet Nabucco reliant les gisements de la Caspienne à l'Europe via la Turquie⁷⁷⁷;

-l'acquisition d'actifs dans les réseaux de distribution en Europe, par exemple la création de la joint-venture russo-allemande Wintershall-Gazprom. La stratégie de prise de participation dans les pipelines de transit, notamment en Europe de l'Est, recule au second rang, notamment en relation à la libéralisation du marché gazier laquelle instaure la liberté d'accès aux réseaux de transit du gaz;

-le développement des opérations sur les marchés spot, essentiellement sur le marché britannique et belge⁷⁷⁸. Toutefois, les contrats de long terme sont d'intérêt majeur pour Gazprom⁷⁷⁹.

Le transport du gaz comporte les risques liés aux caractéristiques des voies de transit. La majeure partie des exportations russes s'opère par le biais de transit (ainsi, plus de 95% des livraisons gazières vers l'Europe transitent par l'Ukraine avant 1999). Les prélèvements non autorisés par l'Ukraine amènent à considérer les voies alternatives, par le nord (gazoduc Yamal-Europe) ou par le Sud (gazoduc *Bluestream* vers la Turquie sous la mer Noire), et récemment le gazoduc Nord-Européen (voir carte 5.2, chap.5). En passant sous la mer Baltique, le gazoduc Nord-Européen permet d'éviter le transit du gaz par les pays tiers et vise à diversifier les voies d'exportations vers l'Europe et à renforcer le pouvoir de négociation de Gazprom grâce à la possibilité d'arbitrage entre les routes d'exportation. Le gazoduc va relier la Russie, l'Europe du Nord et la Grande Bretagne. Il est d'ailleurs considéré stratégique dans le cadre du Dialogue Énergétique. La capacité prévue est de 55 Mds m³/an, avec la mise en exploitation de la première ligne d'une capacité de 27,5 Mds m³ par an en 2010. La mise en exploitation du gisement Yuzjno-Russkoïe (la base de ressource associée au projet⁷⁸⁰) se fait en collaboration avec les compagnies allemandes, la participation dans l'exploitation du gisement étant échangée contre la participation de Gazprom dans la distribution du gaz sur le marché européen (allemand). D'après J. Stern, parmi les défauts majeurs de ce gazoduc, pour Gazprom on peut citer i) le manque de nouveaux marchés ayant un fort potentiel de demande, alors que le marché britannique ou hollandais peuvent être atteints d'autre façon et ii) le coût du projet (notamment en comparaison à l'élargissement du gazoduc Yamal-Europe)⁷⁸¹. Ceci étant, la construction de ce gazoduc ne permettra pas d'augmenter considérablement les capacités des infrastructures d'exportation vers l'Europe si l'on prend en compte le vieillissement des pipelines en Ukraine⁷⁸².

⁷⁷⁷ *Kommersant*, 25 juin 2007.

⁷⁷⁸ L'on prévoit que les ventes de *Gazprom Marketing & Trading*, filiale créée pour ces opérations, seront de 10 Mds m³ en 2010.

⁷⁷⁹ www.gazprom.ru, briefing du 10 juin 2005.

⁷⁸⁰ Les gisements de Shtokman, de la péninsule de Yamal et de la région Ob-taz seront utilisées ultérieurement en tant que sources supplémentaires. Source : site officiel du gazoduc Nord-européen, www.nord-stream.ru/gas.

⁷⁸¹ Stern [2005, p.121].

⁷⁸² Selon J. Stern, alors que les capacités de transport du gaz vers l'Europe augmenteront de 230 Mds m³ par an en 2006 à 285 Mds m³ après 2010 (mise en exploitation de Nordstream), le vieillissement des capacité en Ukraine viendra réduire les capacités réelles à 215 Mds m³ par an au début des années 2010. Stern [2006, p.7].

Conclusion du chapitre 6

Les relations russo-européennes se caractérisent par un fort degré d'asymétrie économique et politique. Alors que la Russie cherche à assurer les entrées en devises nécessaires pour la stabilisation macroéconomique et la modernisation de son économie, l'UE est préoccupée de s'assurer de la stabilité des fournitures des hydrocarbures et notamment du gaz naturel. Les effets de l'élargissement de l'UE sur les flux commerciaux semblent peu importants. En effet, la diversion du commerce a déjà eu lieu suite à la dissolution du bloc soviétique et de l'URSS et les tarifs en UE sont relativement peu élevés, surtout pour les exportations énergétiques et de matières premières. Les effets de l'élargissement sont difficilement quantifiables d'autant plus que les négociations sur l'élargissement de l'UE sont menées en parallèle avec les négociations sur l'accession de la Russie à l'OMC et la ratification du protocole de Kyoto. A l'issue des négociations, seront donc modifiées non seulement les barrières tarifaires ou non tarifaires aux échanges russo-européens, mais aussi les composantes internes de la compétitivité des industries, notamment par le biais de la réforme du secteur énergétique russe et des ajustements institutionnels imposés par l'accession de la Russie à l'OMC. Enfin, l'élargissement soulève des problèmes politiques relatifs à la gestion concertée des zones d'intérêt commun, d'autant plus que le poids de la Russie sur la scène internationale est basé essentiellement sur son rôle géopolitique. L'enjeu des relations russo-européennes pour l'avenir consiste à équilibrer l'intégration économique et l'indépendance politique des partenaires.

La concomitance de la faiblesse de l'économie russe et de la persistance de son influence politique, et donc, des ambitions politiques, sont à la base des contradictions des relations russo-européennes. La flambée récente des prix du pétrole sur fond de dépendance énergétique croissante de l'UE aggrave les tensions politiques.

Les négociations se polarisent autour des fournitures gazières qui occupent une part croissante dans les échanges, alors que d'autres domaines de coopération sont en quelque sorte délaissés. Dans ce contexte trois aspects nous paraissent les plus importants:

- l'attraction des investissements européens vers les industries manufacturières russes;
- l'ouverture sélective de l'économie russe et l'amélioration de l'accès des producteurs russes au marché européen dans le cadre des négociations sur le nouvel accord de partenariat et de coopération.

CHAPITRE 7

Les relations de la Russie avec la Chine et les Etats-Unis

Le triangle Russie - Etats-Unis - Chine réunit les relations entre l'hégémon actuel (les Etats-Unis), la puissance globale en déclin (la Russie) et la puissance en expansion (la Chine)⁷⁸³. Le jeu des relations bilatérales au sein du triangle permet aux puissances de réaliser leurs objectifs stratégiques. Alors que les relations bilatérales portent sur un vaste nombre de questions stratégiques d'importance globale ou régionale, nous nous penchons ici principalement sur les aspects économiques des relations.

Suite à la fin de la guerre froide, les relations au sein de ce triangle se modifient profondément. Alors que les Etats-Unis, désormais la seule puissance internationalement dominante, sont concurrencés par une Chine montante, la Russie cherche à s'insérer dans les échanges sur la base des principes de l'économie de marché. L'inégalité des poids économiques est flagrante. En 2004, le PIB russe mesuré selon la parité de pouvoir d'achat constitue 17,44% du PIB chinois et 12,59% du PIB américain⁷⁸⁴. De même, les échanges sont déséquilibrés. Les relations économiques sino-américaines sont beaucoup plus développées que leurs relations respectives avec la Russie. Alors qu'en 2005, les exportations chinoises vers la Russie s'élèvent à 10 230 Mns doll et les importations chinoises en provenance de la Russie sont de 13 553 Mns doll, la Chine exporte vers les Etats-Unis pour 211 505 Mns doll et importe pour 45 289 Mns doll. Les flux commerciaux reliant la Russie aux Etats-Unis sont moins importants par rapport au commerce russo-chinois. Ils s'élèvent à 4 253 Mns doll. pour les exportations américaines et à 10 632 Mns doll. pour les importations américaines⁷⁸⁵.

Notre recherche est centrée sur la Russie, l'objectif principal étant d'étudier les axes du développement des échanges avec les Etats-Unis et la Chine. La structure des échanges avec ces pays est quelque peu différente par rapport à la structure globale du commerce extérieur russe, dominée par les exportations des hydrocarbures, pour des raisons économiques et stratégiques (les ventes d'armements à la Chine, la réorientation des échanges de la Russie après la fin de l'Union soviétique) ou géographiques (éloignement des Etats-Unis). La

⁷⁸³ Marsh C., table ronde au *Nixon center*, 10 mars 2003. www.nixoncenter.org

⁷⁸⁴ International Monetary Fund: World Economic Outlook Database, September 2006.

⁷⁸⁵ Les données de *UN Comtrade*, consultation 10 mars 2007, les chiffres correspondent à la moyenne des données rapportées par les partenaires respectifs. Données de 2005.

dépendance des hydrocarbures est moins manifeste jusqu'à récemment. Néanmoins, c'est le secteur énergétique qui est actuellement porteur de la dynamique des relations bilatérales.

Enfin, les échanges de la Russie avec ces deux régions démontrent particulièrement l'imbrication de plusieurs intérêts dans la formation des structures d'échanges bilatéraux. Il s'agit à la fois des acteurs publics (tant au niveau étatique-fédéral qu'à celui régional) et des acteurs privés, dont les entreprises (notamment celles exportatrices des hydrocarbures) et les individus⁷⁸⁶.

La Chine constitue le deuxième pilier du commerce extérieur de la Russie en dehors de l'Europe. Les fournitures énergétiques, d'armements et de technologies militaires sont des moteurs des relations bilatérales (1). Quant aux Etats-Unis, les relations économiques manquent de substance. Les exportations énergétiques semblent le seul secteur capable d'assurer le dynamisme des relations économiques (2).

Section 1. Relations sino-russes⁷⁸⁷

En étant la puissance la plus proche de la Russie, la Chine occupe naturellement une place importante dans la structure des relations économiques extérieures de la Russie (1.1.). Se développent rapidement des échanges transfrontaliers (1.2.). Ceci étant la structure des exportations russes vers la Chine dans laquelle les exportations d'armements jouent un rôle particulièrement important (1.3.) tend à s'aligner sur la structure globale des exportations russes, les hydrocarbures constituant aujourd'hui un axe majeur du développement des relations sino-russes (1.4.).

1.1. Tendances du développement des relations russo-chinoises

La reprise des relations économiques s'appuie sur la convergence des intérêts politiques. Cependant, la puissance croissante de la Chine explique les réserves de la Russie dans ses rapports avec son grand voisin en Asie.

1.1.1. Cadre juridico-stratégique: convergence et divergences des intérêts au niveau global et régional

Les premières années de l'indépendance de la Russie marquées par la recherche de l'insertion à l'Occident cèdent la place à une approche plus aut centrée et une stratégie d'insertion internationale de la Russie plus équilibrée entre l'Est et l'Ouest. Les résultats du dialogue russo-chinois semblent très positifs, surtout si l'on prend comme point de départ l'époque du conflit sino-soviétique. Depuis la "normalisation" annoncée par M. Gorbatchev en 1989, les Présidents B. Eltsine et Jiang Zemin annoncent pour la première fois le partenariat constructif en 1994, puis le partenariat stratégique en 1996. Il est certain que la promotion d'un ordre multipolaire et la volonté de contenir la dominance des Etats-Unis dans l'ordre de l'après - guerre froide figurent parmi les objectifs communs majeurs de Moscou et Pékin. La menace principale venant des Etats-Unis, la stratégie consiste à s'allier avec l'élément le plus faible du triangle pour contrebalancer en quelque sorte l'influence du plus fort. L'autre

⁷⁸⁶ Ce caractère multidimensionnel, notamment dans les relations russo-chinoises, est mis en avant dans les travaux de Rozman [1998], Constantin [2000].

⁷⁸⁷ La carte de la Russie et de la Chine est présentée dans l'Annexe (carte 6).

élément fondamental du partenariat est le refus de l'ingérence dans les affaires internes, que ce soit en matière des droits de l'homme ou de conflits séparatistes locaux⁷⁸⁸.

Ainsi, dans une grande mesure, la politique russe à l'égard de la Chine est inversement corrélée avec la politique envers les Etats-Unis. Le rapprochement avec la Chine vient au moment de la prise de conscience de l'échec du néolibéralisme des premières années de la transition post-soviétique. Par conséquent, les motifs politiques ou stratégiques se voient attribuer une place dominante dans la conception de la politique russe en Asie-Pacifique, ce qui trouve reflet dans le Traité sur le bon voisinage, l'amitié et la coopération de 2001 (voir encadré 7.1). En contrepartie, les relations économiques se construisent par une série d'ajustements *ad hoc*.

Encadré 7.1. Le traité russo-chinois de 2001

Les relations entre la Chine et la Russie se fondent sur le Traité sur le bon voisinage, l'amitié et la coopération signé le 16 juillet 2001. Le traité précédent (le Traité d'amitié et d'alliance, 1950) avait expiré depuis 1980, mais Pékin refusait la signature d'un nouveau document, malgré de nombreuses propositions russes, par crainte de perdre sur certaines questions, notamment celle territoriale. Or, en 2000, c'est Pékin qui propose de signer un nouveau traité. Les articles du Traité de 2001 répètent en partie le contenu du Traité soviétique, notamment, concernant le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, l'engagement de la Russie pour "une seule politique chinoise" (la non-acceptation de l'indépendance de Taiwan), l'expansion des liens dans de nombreuses sphères, dont celle militaire, et l'organisation de rencontres régulières de haut niveau.

Ensuite, deux articles contiennent une indication sur une alliance militaire bien que les deux pays affirment que le traité ne constitue pas une alliance et que le Traité ne contient pas de clause de défense mutuelle. Les parties s'engagent à ne pas entrer dans des accords avec des pays tiers susceptibles de nuire à la sécurité, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du partenaire (Art. 8.); les partenaires doivent se contacter l'un l'autre en cas de menace d'agression contre le partenaire (Art. 9).

Enfin, de nouveaux articles touchent aux problèmes actuels des relations concernant l'inégalité économique, qui se manifeste notamment au niveau régional. Ainsi, les pays doivent renoncer à toute forme de pression, faciliter la compréhension, la confiance et la coopération dans les régions frontalières (art. 14), maintenir le statu quo le long de la frontière jusqu'à la résolution de la dispute sur les îles (malgré la reconnaissance de l'absence de prétentions territoriales) (art. 6), coopérer pour combattre l'immigration illégale (art. 20). (Voir aussi Wishnik [2001, p. 803-804]).

Un des intérêts majeurs de la Russie à l'égard de la signature du Traité avec la Chine était d'obtenir la reconnaissance formelle du *tracé de la frontière* par la Chine (4300 km environ). Le processus de démarcation était source de conflits. Le passé (notamment les tensions entre les partis communistes, les "traités inégaux" imposés par le régime tsariste) ne faisait que renforcer le manque de confiance des parties, les tensions ayant de longues racines historiques. En effet, rappelons que la Russie n'a acquis les territoires d'Amour et de l'Oussourie qu'au milieu du XIX-ème siècle⁷⁸⁹. Alors que l'accord sur la démarcation de la partie orientale de la frontière est signé en mai 1991⁷⁹⁰, la démarcation de la frontière n'est achevée qu'en 2004 avec la répartition des îles disputées⁷⁹¹.

⁷⁸⁸ Voir les analyses de Wishnik [2001], Niquet [2000].

⁷⁸⁹ La Russie a acquis les territoires d'Amour et de l'Oussourie par les traités d'Aigun (1858) et de Pékin (1860), mais un nombre considérable de chinois, japonais et coréens continuait à vivre en Extrême orient russe. Ils étaient forcés de quitter l'Extrême Orient au milieu des années 1930, avec la croissance des hostilités sino-japonaises (Moltz [1995]).

⁷⁹⁰ L'accord fixe la frontière au talweg des fleuves frontaliers et permet le passage des vaisseaux chinois par le fleuve Amour. La démarcation de la frontière orientale soulevait de nombreux problèmes économiques (p.

Malgré la proclamation du partenariat stratégique, les intérêts de la Russie et de la Chine restent divergents sur plusieurs dossiers, tant politico-stratégiques (le leadership régional) que politico-économiques (notamment l'accès aux hydrocarbures de l'Asie centrale). Ceci étant, alors que l'initiative russe de créer un triangle alternatif à la dominance américaine entre la Russie, la Chine et l'Inde n'a pas trouvé l'approbation auprès des autorités chinoises (en revanche elle a été soutenue par la gauche russe)⁷⁹², Washington reste le partenaire privilégié de la Chine, notamment dans les échanges économiques. Enfin, si la Chine se prononce pour la multipolarité au niveau global, elle cherche le leadership au niveau régional. Ceci étant, la multipolarité régionale (qui permet de contrecarrer la montée en puissance de la Chine) satisfait plutôt au projet stratégique des Etats-Unis⁷⁹³.

1.1.2. Organisation de Shanghai : pour un équilibre des puissances dans la région

La Chine est de plus en plus active dans le cadre de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). L'OCS est créée formellement en 2001 par la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, et le Tadjikistan et l'Ouzbékistan⁷⁹⁴. Dans les faits, elle fait suite au Forum de Shanghai (créé en 1996 par les pays nommés ci-dessus à l'exception de l'Ouzbékistan) dont l'objectif initial consistait à stabiliser l'Asie centrale post-soviétique. Il s'agissait notamment de la démarcation et de la protection de la frontière commune ainsi que, pour la Chine, de la minimisation de l'implication des Etats de l'Asie centrale dans ses problèmes de minorités ethniques. L'OCS a donc pour premier objectif de contribuer à la sécurité régionale plutôt que de devenir un outil d'opposition russo-chinoise vis-à-vis de l'hégémonisme américain.

Notons toutefois que le Forum de Shanghai est fondé en 1996 en période de tensions accrues sur l'axe russo- et sino-américain⁷⁹⁵. Par la suite, la préoccupation régionale n'exclura pas l'action orchestrée de l'organisation envers les Etats-Unis. En effet, l'OCS est une des rares structures asiatiques sans la participation des Etats-Unis. L'OCS devient donc une tribune privilégiée de la Russie et de la Chine pour exprimer leur solidarité politique face à l'hégémonie américaine. L'acceptation de la Mongolie, du Pakistan, de l'Inde et de l'Iran à l'OCS en tant qu'observateurs ne fait que renforcer le poids international de cette organisation.

ex. concernant la pêche) et était d'autant plus difficile que de nombreuses aires n'avaient pas une souveraineté bien établie. De plus, cette situation accentuait la confrontation entre les positions des leaders des régions russes et celles du centre fédéral. L'accord sur la démarcation de la frontière occidentale (55 km), considéré plutôt comme un problème technique, est signé en septembre 1994. Voir Moltz [1995], Lukin [1998].

⁷⁹¹ Deux îles sur le fleuve Amour près de Khabarovsk (Heixiazi, ou Bolchoi Ussuriiski en russe, et Yinlong, ou Tarabarov, d'une surface totale de 320 km²), et la troisième (Bolchoi) sur le fleuve Argoun près de la région de Tchita. Le problème majeur consistait en ce que les deux îles occupent une position stratégique juste en face de la ville russe de Khabarovsk. L'accord signé en octobre 2004 finalise la répartition égalitaire des territoires des îles proches de Khabarovsk.

⁷⁹² Proposition de Primakov, ministre des Affaires étrangères, lors de son voyage en Inde en décembre 1998. Volkhonskiy B., Ivanov A. "Pekin podvel Primakova", *Kommersant*, 24 décembre 1998.

⁷⁹³ Voir Niquet [2000].

⁷⁹⁴ En 2004-2005, la Mongolie, l'Inde, l'Iran et le Pakistan sont admis en tant que membres observateurs.

⁷⁹⁵ Il s'agit notamment de la période des tensions entre la Russie et les Etats-Unis concernant l'élargissement de l'Otan et aussi entre la Chine et les Etats-Unis (crise du détroit de Taiwan en 1996). Le forum est transformé en organisation en 2001, également lors des tensions bilatérales russo-américaines (intervention de l'Otan au Kosovo) et aussi sino-américaines (bombardement accidentel de l'ambassade chinoise à Belgrade), sur fond des déclarations critiques du candidat à la présidentielle G. Bush à l'égard de la politique intérieure et extérieure des deux pays. Facon [2006a, p. 28-29].

Ceci étant, l'OCS révèle le conflit d'intérêts entre la Russie et la Chine, les deux pays voulant renforcer leur présence en Asie centrale⁷⁹⁶. En effet, la création de l'organisation répond à l'intérêt croissant de la Chine envers cette région. Selon V. Gelbras, l'OCS pour la Chine est "une des méthodes de reconquête économique des espaces lesquels, comme le considère la Chine, lui appartenaient aussi auparavant. Soit tout jusqu'à Balkhash"⁷⁹⁷. Alors que la Russie accorde la priorité aux aspects sécuritaires, pour la Chine les priorités de l'OCS doivent être partagées entre l'économie et la sécurité. L'OCS est d'ailleurs la seule structure dont dispose la Chine pour promouvoir ses intérêts en Asie centrale. Ainsi, la Chine renforce sa présence économique dans la région. Déjà inondée de produits chinois qui concurrencent les producteurs russes, l'Asie centrale est aussi une source d'approvisionnements énergétiques pour la Chine (citons l'exemple de l'oléoduc Kazakhstan - Chine et des investissements chinois dans le secteur des hydrocarbures en Asie centrale). La Chine devient donc concurrente de la Russie pour l'accès aux hydrocarbures de la Caspienne.

Pour la Russie, l'OCS fait partie de plusieurs structures multilatérales dont elle dispose pour réaffirmer son influence politique à l'échelle régionale. La Russie est présente également dans la région à travers la CEI et toute une panoplie de blocs et accords sous-régionaux, bien que l'importance de certaines de ces organisations soit en déclin. L'OCS n'est ainsi qu'un des instruments permettant de consolider les anciennes républiques soviétiques de l'Asie centrale sous l'égide de Moscou et de contrer la présence des Etats-Unis sur l'ancien espace soviétique. Dans ce contexte, l'activation de la Communauté économique eurasiatique qui regroupe la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et, depuis 2006, l'Ouzbékistan peut être vue comme une tentative de contraindre l'intégration croissante des économies centre-asiatiques et chinoise⁷⁹⁸. Son renforcement vient au moment où les dossiers économiques prennent de l'importance au sein de l'OCS. Ainsi, en septembre 2003, le "Programme de coopération commerciale et économique" de l'OCS fixe les grandes orientations de l'intégration à l'horizon 2020 et prévoit à terme la création d'un marché commun (libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des technologies).

Ceci étant, la mission économique de l'OCS reste mal définie et l'accession non-coordonnée de ses membres à l'OMC met en question son émergence en tant que bloc commercial⁷⁹⁹. De plus, l'approfondissement éventuel de l'intégration économique dans le cadre de l'OCS aurait des effets redoutables pour la Russie du fait de la concurrence chinoise.

1.1.3. Grandes tendances du développement des échanges

Le rapprochement politique russo-chinois ne débouche pas automatiquement sur des contacts économiques croissants⁸⁰⁰. Pendant les années 1990, les relations sino-russes se

⁷⁹⁶ Voir sur ce sujet Bates, Oresman [2003].

⁷⁹⁷ Lac au Kazakhstan. Il s'agit de l'Extrême Orient (région de l'Amour, Sakhaline), ainsi que du Kazakhstan et du Kirghizstan. Interview à *Novaya Gazeta*, n°49, 11 juillet 2005.

⁷⁹⁸ De même, dans la sphère politique, le refus de la militarisation éventuelle de l'OCS par le Kremlin et son intérêt pour la présence de l'Inde, du Pakistan et de l'Iran dans l'OCS peut être liée à la tentative de "diluer" l'influence d'une Chine montante en termes économiques et militaires. Facon [2006a, p. 34-35].

⁷⁹⁹ M.B. Olcott. "The Shanghai Cooperation Organization: Is it Undermining U.S. Interests in Central Asia?", *Johnson's Russia List* 219, 30 septembre 2006.

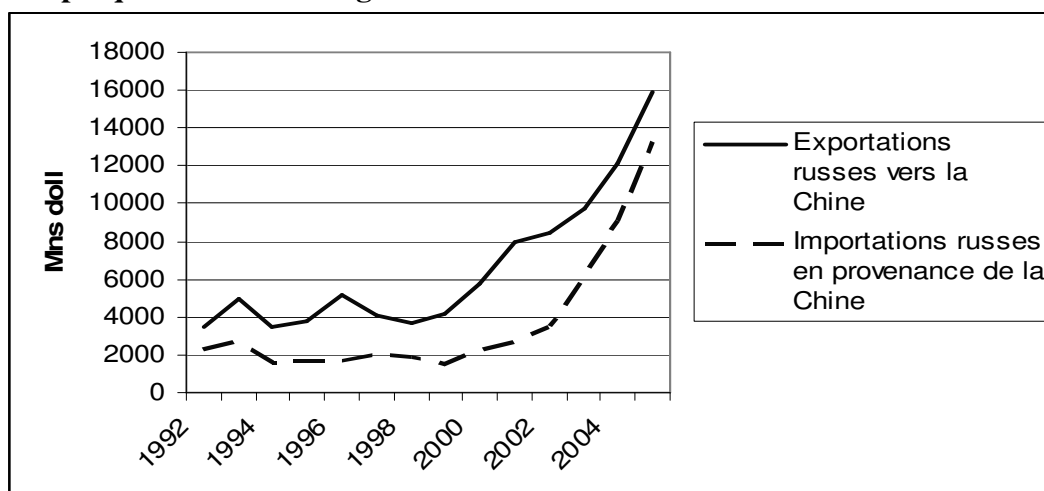
⁸⁰⁰ L'importance des relations commerciales de la Russie et de la Chine est un fait historique. Ainsi, à la fin des années 1950, la part de la Chine dans les échanges extérieurs de l'URSS est de 20% environ, tandis que celle de l'URSS dans le commerce extérieur de la Chine dépasse 50%. Le changement de la politique de la Chine sous la direction de Mao Zedong à l'égard de l'URSS explique la chute brutale des échanges russo-chinois (de 2,6 Mds doll. en 1959 à 70 Mns. doll. en 1970). Le rétablissement des échanges s'opère à partir de 1978, ce qui est lié au début des réformes de Deng XiaoPing. Burmistrov, Holopov [2001, pp.264-265].

construisaient sur la base des objectifs politiques communs, alors que les liens économiques étaient stagnants, les accords bilatéraux revêtant un caractère déclaratoire⁸⁰¹. Les deux partenaires accordent relativement plus d'importance à leur relation respective avec les Etats-Unis. La présidence Poutine marque le développement substantiel des relations sino-russes tant au niveau de leur diversification que du cadre institutionnel.

La Russie enregistre un solde commercial positif et ce, sachant que les exportations d'hydrocarbures sont quasi-inexistantes dans les années 1990. Autrement dit, jusqu'à présent, la Chine n'arrive pas à écouler massivement ses biens de consommation vers le marché voisin. Néanmoins, l'excédent commercial de la Russie se rétrécit ces dernières années en relation avec la poussée des exportations chinoises. Avec une croissance vigoureuse, la Russie et la Chine offrent un fort potentiel de développement des échanges. Le commerce bilatéral est en croissance rapide depuis 1999 (voir graphique 7.1)⁸⁰². Les échanges ont quadruplé par rapport au début des années 1990 et atteignent près de 30 Mds doll en 2005. Cette tendance peut se poursuivre, tirée par la croissance des importations russes et par la mise en œuvre des projets d'exportations d'hydrocarbures vers la Chine.

Notons que les relations commerciales russo-chinoises sont marquées par l'importance du "marché gris". Une part considérable du commerce russo-chinois échappe aux statistiques douanières, ce qui concerne essentiellement les importations des vêtements, cuir, chaussures et du petit électronique par les régions frontalières russes. Les statistiques sont donc à prendre avec précaution.

Graphique 7.1. Les échanges russo-chinois



Source: données UN Comtrade, consultation 10 février 2007 (rapportées par la Chine)

En 2005, la Chine absorbe 4,65% des exportations russes et assure 7,35% des importations de la Russie. La part de la Russie dans les importations chinoises est de 2,41% en 2005 et sa part dans les exportations chinoises est de 1,73%⁸⁰³.

⁸⁰¹ Voir sur ce sujet Bobo Lo [2005].

⁸⁰² Nous utilisons ici les statistiques rapportées par la Chine car elles présentent une série plus longue que celles rapportées par la Russie. Les données pour la Russie ne sont disponibles qu'à partir de 1996.

Néanmoins, le décalage des statistiques russes et chinoises est très important. Ainsi, en 2005, selon les statistiques rapportées par la Russie, la Russie exporte pour 11 217 Mns doll à la Chine et importe pour 7 248 Mns doll. La Chine rapporte 15 890 Mns doll d'importations en provenance de la Russie et 13 211 Mns doll d'exportations vers la Russie. Données UN Comtrade, consultation 10 février 2007.

⁸⁰³ Données UN Comtrade, consultation 10 février 2007.

Les exportations russes sont composées principalement de combustibles minéraux et de matières brutes (voir tableau 7.1). La part des combustibles (CTCI 3, dont la quasi-totalité est représentée par les exportations pétrolières, CTCI 33) augmente rapidement ces dernières années. Elle est de 5% seulement en 1995, mais atteint 22% en 2003 et 41,25% en 2005. La spécialisation de la Russie sur les exportations des ressources naturelles et des matières premières se renforce et ceci concerne pas seulement l'industrie des hydrocarbures. Dans la filière bois par exemple, la Russie n'arrive pas à développer des activités de transformation, ce qui débouche sur les exportations de bois non-transformé vers les marchés chinois⁸⁰⁴. Ainsi, la structure des exportations vers la Chine se rapproche de la structure générale des exportations russes, fortement biaisée vers les exportations d'hydrocarbures et de matières premières.

La Chine fournit à la Russie des biens de consommation (CTCI 8: 57% des exportations chinoises en 2005) et des machines (CTCI 7: 19% des exportations vers la Russie). La part des machines a augmenté de plus de trois fois depuis 1995. La part des produits alimentaires (CTCI 0) diminue de 27% en 1995 pour atteindre moins de 5% en 2005.

Dans ce contexte, on peut s'attendre à une dégradation de la structure des exportations russes (leur orientation croissante sur les exportations de matières premières), avec le risque de dégradation du solde commercial dans le contexte de l'incertitude concernant les prix pétroliers et de la croissance des exportations chinoises.

Tableau 7.1. La structure des échanges commerciaux sino-russes (en pourcentage)

Section CTCI	Exportations russes				Importations russes			
	1995	2000	2003	2005	1995	2000	2003	2005
0 Produits alimentaires et animaux vivants	3,39	7,32	7,26	7,18	27,35	6,15	8,10	4,74
1 Boissons et tabacs	0,00	0,00	0,00	0,00	2,10	0,89	0,33	0,08
2 Matières brutes non comestibles à l'exception des carburants	9,92	18,10	18,11	20,51	2,16	1,81	1,48	0,74
3 Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	5,29	13,48	21,55	41,25	0,50	2,22	1,02	0,97
4 Huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14	0,00	0,01	0,00
5 Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.	33,69	19,83	13,35	13,75	2,43	3,76	2,71	3,65
6 Articles manufacturés classés principalement d'après la matière première	32,72	30,14	25,96	15,09	9,45	6,79	10,66	13,76
7 Machines et matériel de transport	10,07	4,15	12,59	1,92	5,96	7,19	16,51	19,08
8 Articles manufacturés divers	0,85	1,68	0,79	0,21	49,91	71,18	59,19	56,97
9 Articles et transactions non classés ailleurs dans la CTCI	4,08	5,29	0,38	0,08	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source: données UN Comtrade, classification CTCI Rev 3, accès 11 février 2007 (rapportées par la Chine)

Quant aux investissements, la Chine ne fait pas partie de la première dizaine des investisseurs étrangers en Russie en 1995-2005⁸⁰⁵. Les IDE sortants de la Chine sont encore limités, d'autant plus que la Russie est globalement peu ouverte au capital étranger.

Enfin, il convient de noter un fort potentiel de développement des liens en matière d'approvisionnements de l'énergie électrique en provenance des régions frontalières russes⁸⁰⁶, et aussi en matière d'énergie nucléaire (construction de centrales nucléaires en Chine).

⁸⁰⁴ Voir Dresen [2004].

⁸⁰⁵ www.gks.ru, accès le 11 février 2007.

⁸⁰⁶ En 2005, la Russie a fourni à la Chine 630 Mns kWt/h, soit 50% de plus qu'en 2004. Les fournitures prévues sont de 5Mds kWt/h à l'horizon 2009 et jusqu'à 30Mds kWt/h par la suite, ce qui implique la

Une partie importante du commerce russo-chinois est due aux échanges entre les régions frontalières.

1.2. Questions régionales

La proximité territoriale conduit à l'émergence des échanges au niveau interrégional.

1.2.1. Structure économique régionale russe en mutation

Etant donné la distance séparant la Russie centrale (européenne) de ses frontières orientales et les coûts de transport qui en résultent, il semble plus justifié pour la Sibérie et l'Extrême Orient de développer les liens avec les régions avoisinantes de la Chine, de la Corée et avec le Japon. Or, à cette posture de la Russie entre l'Europe et l'Asie, basée sur la logique de marché, se superposent des objectifs politiques liés à l'influence de la Russie en Asie-Pacifique et, non moins important, ceux liés au contrôle et à l'exploitation des ressources des sous-sols de l'Est, dont des hydrocarbures. La Sibérie et l'Extrême Orient représentent en quelque sorte une colonie interne, l'approche dominante de Moscou envers ces territoires étant l'exploitation (l'exportation) de leur richesses naturelles afin de résoudre les objectifs de développement de la Russie (européenne). Or, les années de la transition se sont caractérisées non seulement par le retrait de la présence militaire de la Russie dans la région Asie-Pacifique, mais aussi par l'affaiblissement de l'influence du centre fédéral sur l'économie régionale.

La Sibérie orientale et l'Extrême Orient ont été fortement touchées par la crise économique des années 1990. Alors qu'en 1991-1998, la baisse de la production industrielle en Russie a été de 50%, elle était de 60% en moyenne en Extrême Orient et de 70% dans les régions de Khabarovsk et d'Amour. De même, le taux de pauvreté est supérieur à la moyenne russe. Les problèmes démographiques sont encore plus aigus pour les régions orientales de la Russie. Il s'agit à la fois des tendances naturelles et de la migration. Dans ce dernier cas, la région perd les personnes d'âge actif et probablement les mieux formées et les plus dynamiques⁸⁰⁷.

La crise a modifié la structure économique de la région et le mode de son attachement au centre économique de la Fédération. A l'époque de l'Union soviétique, la région hébergeait beaucoup d'entreprises du complexe militaro-industriel. 75% de la production de l'Extrême Orient a été consommé dans d'autres parties de la Russie et d'autres républiques de l'URSS, 20% a été consommé dans la région et 5% a été exporté. Les réformes ont changé la distribution: désormais, 10% de la production est consommé dans d'autres parties de la Russie, 72% est consommé dans la région et 18% environ est exporté⁸⁰⁸. Ceci témoigne d'un effondrement de la production, mais aussi d'une prise d'autonomie de la région à l'égard du

construction de capacités supplémentaires en Russie. Tomberg I. "Energodiialog Rossiya – Kitai i visit V. Poutina v Pekin", 15 mars 2006, www.fondsk.ru.

⁸⁰⁷ Selon les données du *U.S. Census Bureau*, la population du district fédéral de l'Extrême Orient a diminué de 8Mns personnes à 6,7Mns de personnes pendant la période de 1989 à 2002 (N. Eberstadt *in* Dresen [2004, p. 36]). Néanmoins, la diminution de la population est atténuée au Sud de l'Extrême Orient (c'est-à-dire à proximité de la Chine) par rapport aux territoires situés plus au Nord et à la moyenne de l'Extrême Orient. Ainsi, durant les années 1990, la population de la région Maritime (Primorskiy krai) a diminué de 1,5%, alors que la région de Khabarovsk a perdu 3,3% de sa population (E. Wishnik *in* Dresen [2004, p. 81]).

⁸⁰⁸ A. Fedorovski *in* Dresen [2004, p. 5].

centre fédéral dans le contexte de crise de transformation, sur fond d'échanges croissants avec les pays étrangers voisins.

Selon A. Bogaturov⁸⁰⁹, on peut caractériser la situation actuelle de la manière suivante:

- l'intégration internationale au niveau microéconomique se développe dans le contexte de "l'auto-élimination" du centre fédéral. Il en résulte la formation des complexes industriels interrégionaux de "l'ombre" regroupant les activités les plus lucratives de la région avec les firmes chinoises, coréennes ou japonaises. Ceci concerne notamment les activités de la pêche, de l'industrie de l'or, de la filière bois, du commerce d'automobiles..;

-la formation de ces complexes s'est opérée sans la participation du centre fédéral, mais dans certains cas avec la participation informelle des pouvoirs régionaux. Les activités ont un caractère semi-criminel. Néanmoins, la corruption n'est pas un simple phénomène de transition, mais elle prend ses racines dans le mode de peuplement et de développement de l'Extrême Orient à l'époque tsariste et stalinienne⁸¹⁰, ce qui rend toute remise en cause de l'ordre existant encore plus difficile;

-l'administration Poutine cherche à renforcer ses leviers d'influence sur l'Extrême Orient, mais se heurte à des résistances régionales en provoquant des conflits aigus entre les pouvoirs fédéraux et les intérêts économiques régionaux (par exemple, la croissance de l'autonomie financière des régions est complexifiée par la propagation de l'économie criminelle justifiant les entrées budgétaires manquantes). Ceci étant, le système fiscal ne favorise pas les initiatives locales, puisque la majeure partie des impôts des entreprises travaillant dans la région est transférée à Moscou. La situation économique de la région est donc liée à la configuration politique dans sa dimension centre fédéral – régions et aussi à l'enracinement des pratiques économiques illégales.

Alors que la région s'oriente de plus en plus vers l'exploitation des ressources et les exportations, la trajectoire de son développement devient dépendante des marchés extérieurs et, en premier lieu, asiatiques. Deux réflexions nous semblent pertinentes à ce propos:

-premièrement, la question se pose quant à l'efficacité du développement des liens économiques avec la Chine pour le développement de la région, l'ouverture de la frontière n'ayant pas conduit à l'essor du dynamisme du tissu productif des régions frontalières russes, mises à part les exportations des produits primaires;

-deuxièmement, on peut constater qu'en quinze ans, l'Extrême Orient est devenu une partie de l'espace économique chinois. La Russie s'insère dans les relations économiques de l'Asie-Pacifique "passivement", sans infléchir de manière volontaire la trajectoire de cette insertion⁸¹¹. Inversement, dans les régions frontalières chinoises, on constate la création de structures productives orientées sur le marché russe.

1.2.2. Des échanges régionaux: confrontation ou complémentarité?

La proximité territoriale, la longueur de la frontière commune et l'expansion économique chinoise contribuent au développement des échanges transfrontaliers. Dans le contexte de la coupure des liens économiques intra-nationaux suite à la dissolution de l'Union soviétique, le commerce frontalier russo-chinois représente une source alternative d'approvisionnement en produits alimentaires et en biens de consommation à bas prix. La base des relations transfrontalières est constituée par la complémentarité des économies régionales.

⁸⁰⁹ Bogaturov [2004, pp. 92-94].

⁸¹⁰ Voir Dresen [2004, p. 18].

⁸¹¹ Bogaturov [2004, p. 95].

Les régions chinoises voisines sont productrices de biens alimentaires (blé, légumes, viandes) et excédentaires en main d'œuvre, alors que les territoires russes sont riches en ressources naturelles (dont énergétiques) et possèdent une base industrielle assez forte, tout en étant déficitaires en biens de consommation.

Il s'en suit une forte dépendance des régions frontalières russes à l'égard des importations chinoises. Ainsi, en 1993, la part de la Chine dans les importations régionales se mesurait à 97,4% pour la région autonome juive, 98,5% dans la région d'Amour, 48,7% pour la région Maritime et 64,4% pour la région de Khabarovsk⁸¹². Trois facteurs contribuent à l'essor des échanges transfrontaliers⁸¹³. Premièrement, la décentralisation du droit de s'engager dans l'activité économique extérieure a renforcé l'intérêt à exporter vers la Chine (il s'agit surtout du bois, ciment, acier, engrais) en s'approvisionnant en contrepartie en biens chinois proposés à des prix peu élevés. Deuxièmement, les pénuries de biens de consommation à la fin de la période soviétique expliquent une forte demande pour des produits chinois, d'autant plus que l'échange pouvait s'opérer sous forme de troc. Enfin, la thérapie de choc et la croissance des coûts de transport depuis la Russie Européenne entraînent une "autonomisation" des régions orientales à l'égard du centre fédéral.

Ainsi, les échanges avec la Chine étaient en quelque sorte une "panacée" pour les régions frontalières russes pendant la période de transition, ce qui explique une forte progression du commerce frontalier au début des années 1990. Le pic des échanges régionaux est enregistré en 1993-1994. En 1993, leur volume atteint deux tiers du commerce total russo-chinois⁸¹⁴. Néanmoins, les estimations plus précises sont complexifiées du fait de l'importance des échanges illégaux non-comptabilisés (le commerce "de navette", lequel assurait les importations de biens de consommation chinois). Les estimations du commerce "de navette" sont très diverses. V. Gelbras estimait le volume du commerce "non organisé" entre la Russie et la Chine à la fin des années 1990 à 2-3 Mds doll⁸¹⁵. V. Larine [2005, p. 249], se basant sur les estimations chinoises, avance les chiffres de l'ordre de 500-600 Mns doll. annuels à la fin des années 1990.

Les allers et retours des trafiquants individuels chinois provoquent des craintes à l'égard de l'"invasion chinoise" des terres russes mais appartenant auparavant à la Chine. En effet, la situation démographique des régions frontalières est très déséquilibrée. En fonction de l'étendue du territoire russe pris en compte, la densité de la population est 15-30 fois supérieure du côté chinois⁸¹⁶. Les 8 Mns personnes habitant en Extrême Orient (surface de 6,2 Mns de km²) côtoient 120 Mns d'habitants de provinces limitrophes chinoises (regroupés sur un territoire de 1,9 Mn km²), provinces relativement plus pauvres et particulièrement touchées par un chômage en augmentation⁸¹⁷. De plus, la population de l'Extrême Orient diminue alors que celle de la Chine augmente.

Dans ce contexte, la presse régionale décrit la présence illégale de millions de chinois. De plus, la qualité des produits chinois souvent médiocre et les pratiques commerciales frauduleuses engendrent le mécontentement en Russie. Le recours au troc est courant. Cette situation se résout par le renforcement des contrôles à la frontière, ce qui se répercute sur les

⁸¹² Voir Larine [2005, p. 216].

⁸¹³ Rozman [1998, p. 99].

⁸¹⁴ Wishnik [2002].

⁸¹⁵ Cité par Larine [2005, p. 248].

⁸¹⁶ Zaïontchkovskaya Zj. A. [2005].

⁸¹⁷ Montanaro-Jankovski 2004 p. 71. Le Nord-Est de la Chine est relativement plus pauvre (la région concentre 8% de la population totale et reçoit 22% de l'assistance pauvreté). La région concentre deux fois la moyenne de l'emploi dans le secteur public et souffre des licenciements des entreprises d'Etat. Les grèves sont courantes. (E. Wishnik *in* Dresen [2004, p. 82]).

volumes d'échanges. La baisse des échanges transfrontaliers en 1994 est de 25-40% selon les régions chinoises⁸¹⁸, ce qui est dû entre autres à une augmentation des tarifs douaniers en Russie (notamment pour les échanges de troc), au renforcement du contrôle sur les opérations d'importations (licences) et du contrôle sur les mouvements de personnes⁸¹⁹, ainsi qu'aux restrictions introduites sur la réglementation du travail des personnes étrangères⁸²⁰. A ces raisons réglementaires, s'ajoute la concurrence de la part des producteurs japonais et coréens.

Dans les faits, la présence chinoise en Russie semble largement surestimée⁸²¹. Il faut également tenir compte du fait que l'émigration des travailleurs chinois vers la Russie ne représentent que 3% du total de l'émigration des travailleurs en provenance de la Chine⁸²². Néanmoins, trois remarques doivent être faites à ce propos. Premièrement, il s'agit de prendre en compte non seulement les données sur la migration officielle, mais aussi sur les flux migratoires illégaux et l'activité grise (par exemple, le commerce "de navette"). Deuxièmement, il s'opère en Chine une mutation politique, laquelle consiste entre autres à favoriser l'émigration, laquelle fait désormais partie de la stratégie de développement de la Chine à long terme⁸²³. Enfin, les limites de l'"invasion" chinoise sont dues à ce jour non pas tellement aux obstacles administratifs divers, mais plutôt au potentiel étroit du marché de l'Extrême Orient et aux besoins limités en main d'œuvre⁸²⁴.

Le développement des relations frontalières se heurte, selon Rozman [1998, p. 100-101], à plusieurs obstacles. D'une part, il s'agit de la manipulation de la "menace chinoise" par les leaders locaux, dès l'automne 1992⁸²⁵, qui capitalisaient les inquiétudes de la population à l'égard de la montée en puissance de la Chine, sans pour autant chercher à développer des formes de coopérations bénéfiques. D'autre part, les relations sont associées à un fort degré de corruption et de criminalisation des activités d'exportation très rentables. Donc, ce sont plutôt des forces locales que nationales qui modélisent les relations transfrontalières. Ceci étant, la Chine semble réussir à créer des structures économiques orientées vers la satisfaction du marché russe (production agroalimentaire, création d'infrastructures de commerce sur son territoire..). Elle met ainsi le voisinage avec la Russie au profit de son développement économique.

Ainsi, on constate que les relations avec la Chine sont porteuses de nombreux paradoxes et conflits internes. Selon B. Lo [2005], la véritable "menace chinoise" concerne la montée en

⁸¹⁸ Larine [2005, p. 104].

⁸¹⁹ Les visas sont réintroduits au 1^{er} janvier 1994 après deux premières années d'ouverture de la frontière. Des progrès seront faits également quant à la régulation des flux de migration et au respect du régime de visa. Alors que, en 1994, 64% des visiteurs étrangers de la région Maritime (Primorskiy kraï) quittaient la région dans les délais prévus par les visas, en 1997-2000, plus de 99% des visiteurs partaient dans les délais autorisés. (Wishnik [2002], données du ministère de l'intérieur). Des experts notent aussi les efforts déployés par la Chine pour contrôler la migration.

⁸²⁰ Moscou introduit les quotas sur le nombre de travailleurs étrangers par région. Par exemple, ce quota est de 15000 travailleurs étrangers dans la région Maritime (Primorskiy kraï) en 2003 (E. Wishnik *in* Dresen [2004, p. 83]).

⁸²¹ D'après les estimations de A.D. Voskresenskiy basées sur la confrontation de données de V. Gelbras et V. Larine (cités par A. Bogaturov [2004, p. 95 nbp. 3]), on compte 25000 chinois dans chaque ville importante de l'Extrême Orient. De plus, le nombre de chinois ayant obtenu la nationalité ou le statut de résident permanent est très limité (moins de 700 personnes dans les territoires frontalières, selon Larine [2005, p. 285]). Ces chiffres ne corroborent pas les craintes du péril jaune exprimées ci-dessus.

⁸²² E. Wishnik *in* Dresen [2004, p. 82].

⁸²³ Voir les présentations de V. Gelbras (auprès de l'agence Rosbalt – www.rosbalt.ru, 17 octobre 2006; "Chinese migration into the Russian regions: a new phase", *Russian Regional Perspectives Journal*, Vol.1, Issue 2, IISS.)

⁸²⁴ Larine [2005, p. 310].

⁸²⁵ Voir Larine [2005, p. 140].

puissance de la Chine sur la scène internationale et une "périphérisation" de la Russie. De ce fait, les relations sino-russes reflètent des rivalités stratégiques entre Moscou et Pékin. Les considérations stratégiques posent des contraintes à la poursuite des stratégies économiques, ce qu'on observe dans le cas des exportations militaires ou de celles des hydrocarbures.

1.3. Commerce des armements

Le besoin vital du complexe militaro-industriel russe dans les années 1990 de trouver des clients solvables ainsi que la volonté de Pékin de moderniser et de développer ses forces militaires (quasi inexistantes dans les domaines aérien, maritime, la défense antiaérienne et les antimissiles), soutenus par une vision stratégique globale commune des deux puissances, donnent lieu au développement du commerce des armements. L'accord sur les livraisons d'armements russes vers la Chine est signé en 1992, après l'imposition de l'embargo sur les ventes d'armements vers la Chine par les partenaires occidentaux⁸²⁶ et la survenue de la crise dans le complexe militaro-industriel russe suite à la dissolution de l'URSS. Dans les années 1990, les achats des articles de guerre par la Chine augmentent pour faire de la Chine le premier acheteur d'armements russes. La part de la Chine dans les exportations d'armements russes atteint 40- 50% selon les années⁸²⁷, soit 2 Mds doll par an environ⁸²⁸.

Les fournitures d'armements ne sont qu'une dimension de la coopération militaire russo-chinoise, l'autre dimension étant représentée par des ventes de technologies et l'aide technique. Or, les données sur les transferts de technologie sont pratiquement inaccessibles. Il est connu par exemple qu'un des plus gros contrats porte sur la production en Chine de 200 chasseurs Su-27 pour un montant total de 2,2Mds doll. Grâce à la participation d'ingénieurs russes, la Chine a pu réussir dans la fabrication de chasseurs légers, d'installations radar de bord, de missiles air-air et sol-air et de moteurs d'avions⁸²⁹. La Chine embauche des scientifiques russes et nombre d'ingénieurs chinois effectuent des stages dans les entreprises russes. Citons également les exercices militaires communs en 2003 et 2005. Au total, on assiste à un transfert de technologies d'envergure de la Russie vers la Chine. La Chine cherche à faire basculer la balance de la coopération militaire pour atteindre la proportion de 30 % pour les achats d'armement / 70 % pour les achats de technologie. Cette proportion est inverse à ce jour⁸³⁰.

Les achats de Pékin ont joué un rôle crucial pour la survie des entreprises du complexe militaro-industriel russe, y compris dans les régions frontalières. Il s'agit en particulier du leader de l'aéronautique "Sukhoi" ayant une plate-forme industrielle à Komsomolsk-sur-Amour (à proximité de la Chine)⁸³¹ et des chantiers navals "Severnaya verf" bénéficiant de contrats importants⁸³². Les termes de contrats n'ont pas toujours été favorables à la Russie. Par exemple, un des premiers contrats (avions Su-27) a été payé par la Chine sous forme de troc, notamment des produits alimentaires en conserves. Puis les contrats ont été payés en devises

⁸²⁶ Survenu après les événements sur la place de Tiananmen en 1989. Voir Goltz [2005].

⁸²⁷ Au début de 1992, la RPC comptait pour 30% - 40% des exportations russes d'armements (Niquet [2000, p. 189]).

⁸²⁸ Lantratov K. "Orujeinaya Droujba", *Kommersant – Guide (Kitai)*, 14 mars 2007.

⁸²⁹ Makienko [2003, p. 29-30].

⁸³⁰ Facon [2006b, p. 6].

⁸³¹ D'ailleurs, les livraisons ponctuelles de commandes militaires (notamment, des avions de chasse produits à Komsomolsk-sur-Amour) conditionnent les fluctuations des échanges entre l'Extrême Orient et la Chine.

⁸³² Makienko [2003, p. 29], Wishnik [2002].

fortes, mais certains achats sont passés contre compensation de la dette soviétique, tel le contrat de 2000 pour la fourniture de Su-27⁸³³. Niquet [2000] note le rôle particulier des groupes d'intérêt autonomes et de la corruption, les relations échappant parfois au contrôle des autorités publiques. En ceci, les échanges répondent aux stratégies de survie des entreprises du complexe militaro-industriel russe ainsi qu'aux logiques de recherche de profit des acteurs privés.

A ce jour, la Chine cherche à faire lever les restrictions pesant encore sur les fournitures d'armes et les transferts de technologies russes. Jusqu'à récemment, elle était un client relativement peu exigeant, achetant des armements de série et en grandes quantités (surtout en comparaison avec l'Inde dont les demandes sont spécifiques et s'approchent des frontières des possibilités de l'industrie militaire russe). La Russie fournissait à la Chine des systèmes créés dans les années 1970-80. Ces dernières années, les exigences de la Chine, notamment dans les secteurs de la marine et d'aviation, sont en croissance⁸³⁴. La limite qui s'en suit pour le développement des exportations d'armements vers la Chine est liée non seulement à l'épuisement de la demande pour les armements en passe de devenir obsolètes⁸³⁵, mais aussi à l'épuisement de l'offre russe (production manquante de nouveaux types d'armements) et aux problèmes de modernisation du complexe militaro-stratégique russe. La question se pose sur la volonté des autorités russes à exporter vers la Chine les armements de pointe⁸³⁶. L'issue va dépendre entre autres de la décision de l'UE sur la poursuite de l'embargo sur les ventes d'armements à la Chine. Ceci étant, l'épuisement progressif du différentiel technologique entre la Russie et la Chine, notamment, dans le domaine des armements, fait de la Chine le concurrent potentiel de la Russie⁸³⁷. La stratégie russe consiste à exporter non pas les armements d'attaque, mais plutôt les armements de défense (ainsi que avions et bateaux en quantités ne pouvant porter dommage aux intérêts russes)⁸³⁸. En ceci, elle répond aux considérations stratégiques de la Russie et, notamment, à la concurrence avec les intérêts chinois dans les régions de l'Asie centrale et de l'Extrême Orient.

Aujourd'hui, alors que le partenariat militaro-technique continue à jouer un rôle dominant, la Chine se montre de plus en plus intéressée par les fournitures d'hydrocarbures.

1.4. Les exportations des hydrocarbures

Etant donné la demande d'énergie croissante en Chine et les réserves d'hydrocarbures importantes de la Russie, dont en Sibérie orientale, les exportations d'hydrocarbures de la Russie vers la Chine occupent une part croissante dans les échanges russo-chinois.

⁸³³ Wishnik [2002].

⁸³⁴ Makienko [2003, p. 29-30].

⁸³⁵ Les armements russes vendus à la Chine sont des versions modernisées de la technologie des années 1980 qui seront obsolètes dans 10 -12 ans (Makienko [2003, p. 33]).

⁸³⁶ Cela semble avoir lieu. Voir Makienko K. [2005] : "Restavratsiya istoricheskoy Rossii, rol' Kitaya i instrumentariy VTS", *Glavnaya tema*, n°7 septembre-octobre 2005, 21 octobre 2005. ("*Restauration de la Russie historique, le rôle de la Chine et les outils de la coopération militaro-technique*").

⁸³⁷ Makienko [2003, p. 31], I. Facon [2006b, p.7].

⁸³⁸ V. Litovkine à la radio *Echo de Moscou*, 31 mai 2006.

1.4.1. Potentiel de la demande chinoise

A la fin 2003, la Chine a dépassé le Japon en termes de consommation énergétique et est devenue le *deuxième grand consommateur de pétrole* après les Etats-Unis. Importateur net de pétrole depuis 1993, la Chine importe environ 2,4 Mb/j en 2004, soit 40% de sa consommation pétrolière, dont 60% provient du Moyen Orient, principalement de l'Arabie Saoudite⁸³⁹. La majeure partie de ses exportations transitant par le détroit de Malacca, la Chine est vulnérable dans ses approvisionnements pétroliers. Toutefois, les volumes importés ne représentent qu'un quart de ceux des Etats-Unis.

La croissance de la consommation pétrolière chinoise traduit la croissance économique et l'amélioration du niveau de vie. Selon l'AIE, la demande de pétrole en Chine pourrait atteindre 10,6 Mb/j en 2020 et 13,3 en 2030⁸⁴⁰, les prévisions étant très dépendantes des hypothèses en matière de croissance du secteur des transports. Ceci étant, la Chine semble avoir atteint le plateau de production, soit 3,4Mb/j, et l'on prévoit un déclin à l'horizon 2010-2020⁸⁴¹. Elle est donc en passe de devenir un des importateurs pétroliers majeurs. Cependant, plusieurs facteurs peuvent limiter la croissance de la demande pétrolière⁸⁴²:

- le ralentissement de la croissance;
- les politiques de transport volontaristes visant le développement du transport collectif (cependant, à ce jour, des choix de transports individuels semblent être privilégiés par le gouvernement chinois);
- la structure de la consommation énergétique pour la production de l'électricité (notamment, le recours au gaz naturel);
- la réforme des prix énergétiques internes.

En matière gazière, malgré une hausse de la production, la production chinoise ne permettra pas de couvrir les besoins internes croissants. En effet, la Chine vise une diversification de ses approvisionnements énergétiques par le recours croissant au gaz naturel (dont le GNL), la croissance de la demande gazière pour 2000-2020 étant estimée à plus de 10% annuels. Ceci étant, le gaz naturel ne représente à ce jour que 3% environ du mix énergétique chinois (dominé par le charbon à 70% environ). La Chine affiche la stratégie d'augmentation de la part du gaz naturel, pour atteindre 10% de l'approvisionnement énergétique en 2020.

Néanmoins, de fortes incertitudes persistent quant à la production, la consommation et les importations de gaz naturel. Les prévisions d'importations se situent de 20 à 30 Gm3 à l'horizon 2010 et de 45 à 100 Gm3 à l'horizon 2020, ce qui reflète de fortes contraintes sur la pénétration du gaz en Chine. Il s'agit notamment de l'éloignement des centres de production par rapport aux centres de consommation, de la fragmentation régionale du marché gazier chinois dans le contexte du manque d'infrastructures de transport et de distribution, ainsi que des rigidités de fonctionnement du marché interne limitant la rentabilité du secteur (système de quotas dans la distribution du gaz accompagné de celui de prix administrés). Les conditions actuelles ne favorisent pas la consommation gazière dans l'industrie électrique et dans le secteur résidentiel, le prix du gaz étant supérieur au prix du charbon, mis à part le cas des centrales côtières. Cette situation résulte de la politique d'autosuffisance énergétique promue par les autorités chinoises. D'ailleurs, selon la stratégie chinoise, le charbon va assurer au moins deux tiers de la production d'électricité à l'horizon 2030⁸⁴³.

⁸³⁹ Boussena *et al.* [2006, p. 176].

⁸⁴⁰ Boussena *et al.* [2006, p. 176].

⁸⁴¹ Boussena *et al.* [2006, p. 179].

⁸⁴² Boussena *et al.* [2006, p. 177-178].

⁸⁴³ Boussena *et al.* [2006, p. 180-182, 185-186].

Dans ce contexte, la Russie et la région de la Caspienne font partie de la stratégie de diversification des approvisionnements en hydrocarbures, bien que le Moyen Orient et l'Arabie Saoudite vont rester les principaux fournisseurs pour la Chine.

1.4.2. Capacités d'exportation russes

La situation géographique de l'Extrême Orient russe lui permet d'assurer la liaison entre les ressources énergétiques russes et la Chine et le Japon. Selon la stratégie énergétique russe, la part de la région Asie-Pacifique va augmenter de 3% au présent jusqu'à 30% à l'horizon 2020 et jusqu'à 15% respectivement pour le gaz naturel⁸⁴⁴.

La région de la Sibérie orientale et de l'Extrême Orient possède suffisamment de ressources d'hydrocarbures. Il s'agit notamment des champs Yurobcheno-Tokhomskoye (gisement pétro-gazier), Verkhne-chonskoye (200 Mns t. de pétrole environ), Talakanskoye (plus de 100 Mns t de pétrole) et des deux gisements géants gaziers, Kovykta (plus de 2 trillions m3) et Chayanda (plus de 1 trillions m3)⁸⁴⁵. A ceci s'ajoutent les réserves de l'île de Sakhaline développés essentiellement par des compagnies pétrolières internationales dans le cadre d'accords de partage de production.

Un de problèmes majeurs pour le développement de ces réserves consiste en la création d'infrastructures de pipelines nécessaires, manquantes à ce jour dans la région. Assurer une exploration intensive des ressources d'hydrocarbures de la Sibérie orientale constitue une autre priorité. La question se pose également sur le coût et l'investissement technologique nécessaire pour l'exploitation des gisements de l'Est de la Russie. Selon J. Stern, les estimations de ressources gazières de la Russie orientale sont biaisées par les révisions à la hausse, souvent conflictuelles, des ressources et l'apparition récurrente de données nouvelles, par l'absence d'estimation de ressources techniquement et économiquement recouvrables à divers niveaux de prix et, enfin, par la nécessité de prendre en compte le besoin en infrastructures coûteuses pour les transporter⁸⁴⁶.

De plus, de fortes contraintes pèsent sur le coût des projets d'exportation et la situation politique entre la Russie, les pays de l'Asie Centrale, la Chine, le Japon et la Corée.

1.4.3. Projets d'exportations pétrolières

La Chine cherche à accéder directement aux ressources des hydrocarbures à travers l'internationalisation de ses compagnies pétrolières et par le biais de la multiplication de ses importations pétrolières. Or, l'investissement direct en amont pétrolier (et gazier) en Russie se heurte à la politique de reprise en main par l'Etat des ressources stratégiques, la Chine étant limitée à prendre des participations minoritaires sur certains projets⁸⁴⁷.

⁸⁴⁴ *Stratégie énergétique de la Russie pour la période jusqu'en 2020*, p. 55.

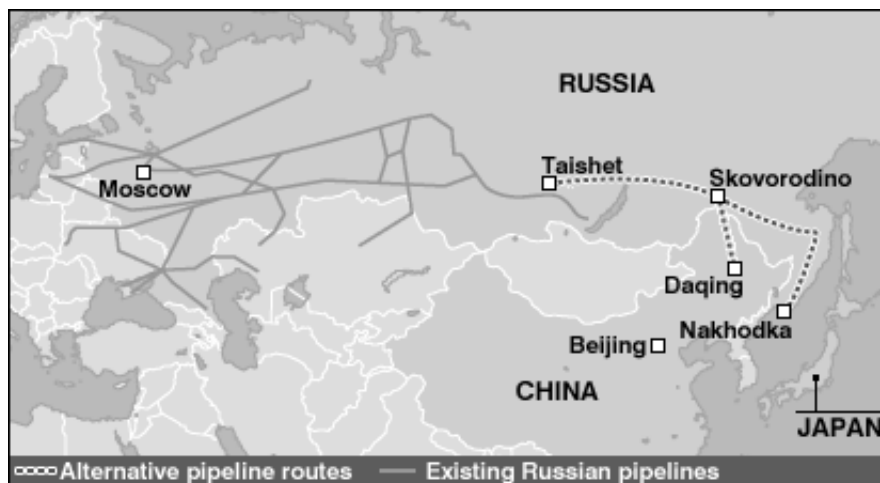
⁸⁴⁵ Kontorovitch A. "Going East", *Oil of Russia*, n°2, 2006, www.oilru.com.

⁸⁴⁶ Stern [2005, p. 145].

⁸⁴⁷ La tentative de prise de participation par CNPC dans la compagnie pétrolière russe Slavneft en 2002 s'est résorbée par un échec du fait du veto imposé par l'Etat russe, la privatisation de Slavneft s'étant faite au profit des compagnies russes TNK et Sibneft. CNPC était intéressée à acquérir une partie du capital de Yuganskneftegaz, la plus grande unité d'extraction de Yukos en 2004, la transaction s'étant faite au profit de Rosneft. La participation de la Chine dans la privatisation de Rosneft en 2006 a également été limitée. Sinopec participera néanmoins à 49% dans le capital de Udmurtneft (production de près de 6 Mns t en 2006), à côté de

En matière d'exportations, les relations russo-chinoises sont marquées par l'arbitrage entre la Chine et le Japon comme la destination du pipeline transportant le pétrole de la Sibirie orientale (voir carte 7.1). Notons que l'idée de construire ces pipelines n'est pas récente. Les discussions sur les pipelines éventuels ainsi que sur la coopération avec le Japon sur le projet de Sakhaline remontent à 30-40 ans⁸⁴⁸.

Carte 7.1. Projets de pipelines vers la Chine et le Japon



Source: BBC

Le pipeline vers la Chine a été promu par la compagnie Yukos. L'oléoduc entre le champ d'Angarsk en Sibirie de l'Est et la raffinerie à Daqing (Chine) devait être financé en partie par Yukos et fournir à la Chine 30 Mns t de pétrole par an à l'horizon 2005⁸⁴⁹. Néanmoins, le désaccord sur la structure de propriété a mis en cause la construction du pipeline. Le projet alternatif, plus long et coûteux, était promu par Transneft (compagnie de pipelines) et Rosneft (compagnie pétrolière d'Etat). Il proposait d'acheminer le pétrole vers le port russe de l'Extrême Orient à Nakhodka, permettant ainsi les livraisons par voie maritime vers la Chine, le Japon, d'autres pays asiatiques ou les Etats-Unis, c'est-à-dire une moindre dépendance à l'égard des conditions imposées par l'acheteur⁸⁵⁰. Le risque de perte du monopole de Transneft contribuerait également à incliner le Kremlin vers le projet Nakhodka.

A ce jour, la stratégie russe consiste à privilégier l'option japonaise vers Nakhodka. Néanmoins, en mars 2006, a été signé un protocole sur l'étude de la construction du tronçon du pipeline Sibirie de l'Est - Pacifique vers Daqing en Chine (d'autant plus que le pipeline passe à 70 km de la frontière chinoise). La capacité prévue de ce projet est de 80 Mns t par an, dont 30 Mns t. pour la Chine. La construction de l'oléoduc, estimée à 11,5 Mds doll, a débuté en avril 2006. La réalisation de la première étape (Taishet-Skovorodino) est prévue pour la fin 2008.

Rosneft qui détiendra 51%. Voir Gourkina E., Skliarov S. "Zona kitayskikh interesov", *Nezavisimaya Gazeta*, 29 août 2006.

⁸⁴⁸ J. Dorian in Dresen [2004, p. 56], M. Bradshaw in Dresen [2004, p. 26-27].

⁸⁴⁹ La compagnie a signé le contrat de fournir des quantités importantes de pétrole vers la Chine (20 Mns t en 2005-2010 et 30 Mns t ensuite) en mai 2003, la solution de transports temporaire étant le transport ferroviaire. Ignatova M. "Kitayskiy postrel" *Izvestiya*, 29 mai 2003 (reproduit sur www.yukos.ru).

⁸⁵⁰ Il convient de rappeler l'échec de Gazprom sur le projet *Bluestream* passant sous la mer Noire vers la Turquie lorsque la Turquie a refusé d'acheter le gaz au prix demandé par Gazprom et a pu le négocier à la baisse (M. Goldman in Dresen [2004, p.35]).

Cependant, les évaluations des réserves de la Sibérie orientale sont encore approximatives et la prospection n'est pas achevée. Dans un premier temps, le pipeline sera rempli par les hydrocarbures des gisements de la Sibérie occidentale, lesquels vont assurer jusqu'à la moitié du pétrole nécessaire pendant la période jusqu'en 2030 minimum⁸⁵¹.

Avant l'achèvement du projet, les exportations pétrolières vers la Chine sont acheminées par la voie ferroviaire (13 Mns t de pétrole et produits pétroliers en 2006 exportés par *Rosneft*).

1.4.4. Projets gaziers

Bien que les projets d'exportation du gaz russe par pipelines ou GNL vers l'Asie ou du GNL vers les Etats-Unis datent des années 1960, leur réalisation pendant la période soviétique était impossible pour plusieurs raisons d'ordre politique, commercial et institutionnel⁸⁵².

Pendant les premières années suivant l'éclatement de l'URSS, Gazprom ne démontrait pas d'intérêt quelque peu substantiel à l'égard du développement des exportations vers l'Asie, du fait des tensions dans les relations russo-japonaises et aussi de l'attrait des marchés européens permettant des opportunités immédiates dans un contexte d'incertitude politique et économique en Russie.

Depuis 1997, Gazprom mentionne les marchés asiatiques comme faisant partie de sa stratégie d'exportation⁸⁵³. En juin 2002, Gazprom est nommé coordinateur du programme pour le système unifié de la production, transmission et distribution du gaz en Sibérie orientale et Extrême Orient⁸⁵⁴. L'importance croissante de la zone, liée à la fois au glissement vers l'Est de la Russie des centres de production des hydrocarbures et au potentiel croissant de la demande dans les pays de l'Asie-Pacifique (notamment, en Chine), explique l'engagement croissant de Gazprom sur la direction asiatique. En 2006, le gazier russe prend part dans le projet *off-shore* Sakhaline II (développé auparavant sans partenaire russe) et fait pression sur TNK-BP (laquelle détient la licence d'exploitation sur le gisement géant de Kovykta dans la région d'Irkoutsk) pour s'assurer sa participation dans l'exploitation de Kovykta. Le développement des exportations vers l'Asie conforte la stratégie de diversification des exportations, tout en assurant à la Russie une marge de négociation avec ses partenaires.

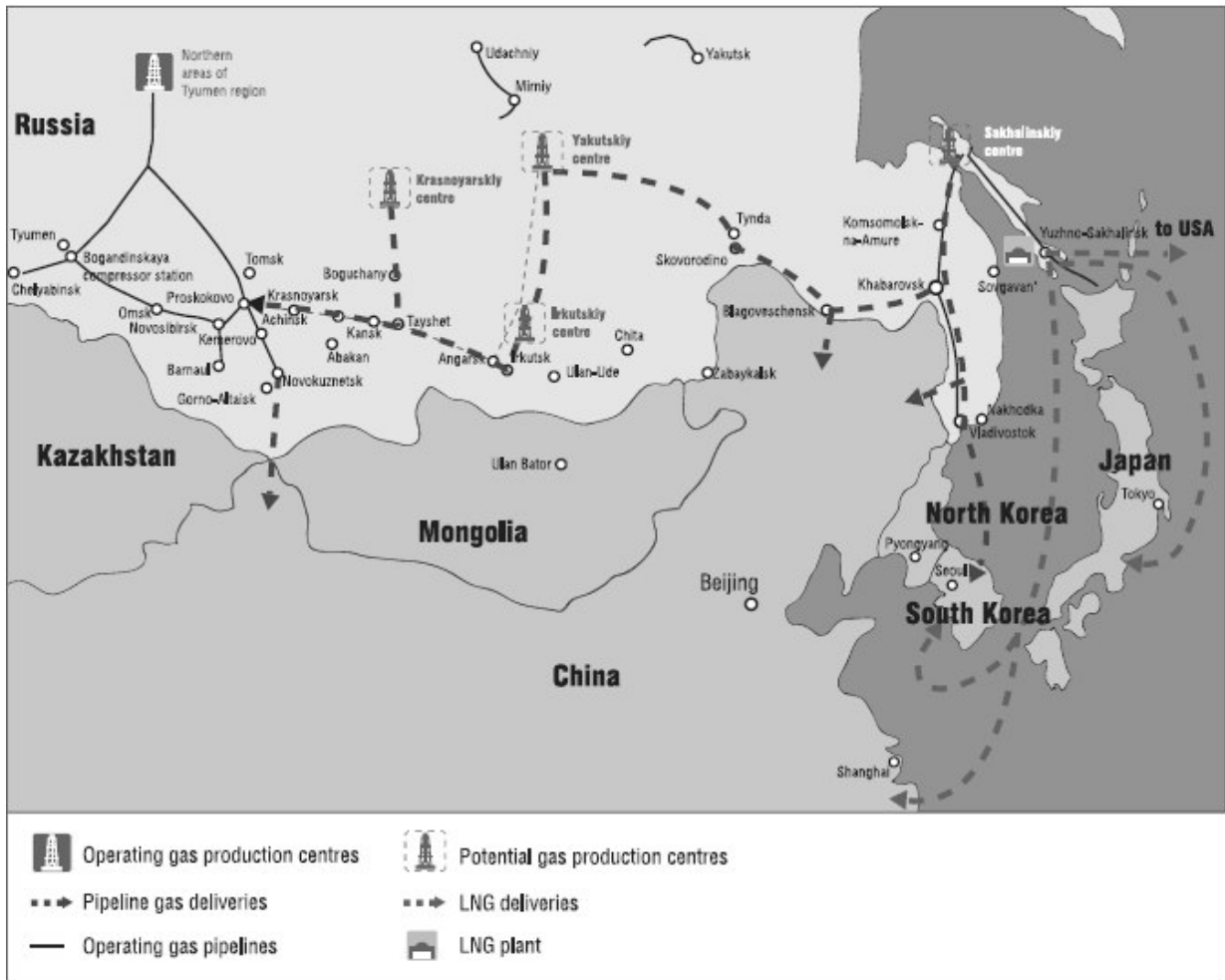
⁸⁵¹ Kontorovitch A. "Going East", *Oil of Russia*, n°2, 2006, www.oilru.com.

⁸⁵² Citons l'absence de traité de paix entre l'URSS et le Japon, ainsi que le conflit territorial au sujet des îles Kouriles. Voir Stern [2005, pp. 144-145].

⁸⁵³ Stern [2005, pp. 156].

⁸⁵⁴ Decret 975-r du gouvernement russe de 2002, voir Stern [2005, pp. 157].

Carte 7.2. Projets de gazoducs vers la Chine



Source : Gazprom

L'approvisionnement de la Chine peut se faire selon trois options (si on laisse à part le cas de Sakhaline, impliquant en premier lieu les projets de GNL).

La première serait de se baser sur l'exploitation du gisement géant de Kovykta de la région d'Irkoutsk. La licence est détenue par Rusiya Petroleum (dans laquelle TBK-BP détient 63% du capital [cédé à Gazprom en juin 2007], le reste étant détenu par la holding Interros et les autorités locales)⁸⁵⁵. La production sur ce gisement peut atteindre 40 Mds m³ par an, l'objectif étant en premier lieu de fournir le marché local et ensuite la Chine et la Corée du Sud⁸⁵⁶. Cependant, la réalisation de ce projet rencontre de nombreuses difficultés, la question majeure étant de définir la modalité de participation de Gazprom qui détient le monopole d'exportation de gaz.

La deuxième option serait de développer les exportations à partir de la région Sakha (gisements de Chayandinskoye et Talakan). Bien que les réserves de la région de Sakha

⁸⁵⁵ En juin 2007, BP-TNK et Gazprom finalisent la vente de la part de BP-TNK dans Rusiya Petroleum ainsi que 50% du capital de la Compagnie gazière de la Sibirie de l'Est chargée d'assurer la gazéification de la région d'Irkoutsk. Rappelons que BP-TNK était menacée de perdre la licence sur Kovykta du fait du non-respect des conditions de la mise en exploitation du gisement fixées dans la licence et, notamment, des retards de sa mise en production, ces derniers étant justifiés par l'absence d'infrastructures de transport (contrôlées par Gazprom). L'opération n'exclut pas le retour de BP-TNK à ce projet, par une procédure d'échange d'actifs avec Gazprom et en tant qu'actionnaire minoritaire. N. Grib, D. Rebrov. "Gosudarstvo bedet sdachu", *Kommersant*, 23 juin.

⁸⁵⁶ <http://www.tnk-bp.ru/operations/exploration-production/>, accès le 9 février 2007.

(notamment, le gisement Chayandinskoye) ont une localisation moins avantageuse par rapport à Kovykta ou Sakhaline, elles deviennent prioritaires face à Kovykta, non contrôlée par Gazprom⁸⁵⁷. Néanmoins, suite à la prise de contrôle par Gazprom du gisement de Kovykta en juin 2007, l'ordre de la mise en exploitation des gisements en Sibérie orientale peut être modifié.

Le protocole signé en mars 2006 entre Gazprom et CNPC (en présence des Présidents des deux pays) prévoit de procéder en deux étapes (voir carte 7.2). A la première étape, le gaz sera fourni vers la Chine par une voie occidentale (projet Altaï, d'une longueur de 2800 km, le coût estimé est de 4,5-5 Mds doll), avec comme base les régions de production traditionnelles de Sibérie occidentale. A la deuxième étape, sera mis en place le trajet oriental (à partir des gisements de Sakhaline). Les volumes prévus sont de 30 Mds m³ par an pour le trajet occidental et 38 Mds m³ pour le trajet oriental, fournis sur la base des contrats de long terme (supérieurs à 30 ans), avec le début des livraisons en 2011⁸⁵⁸.

Néanmoins, la formule de prix ainsi que son niveau de base ne sont pas encore négociés, ce qui va influencer les volumes effectifs de livraisons⁸⁵⁹. Les délais de mise en route du projet semblent également très optimistes. Les négociations commerciales concernant la voie de la Sibérie occidentale auraient dues être conclues à la fin 2006, avec les fournitures débutant en 2011. De plus, la rentabilité économique du projet est source d'interrogations. En effet, pour Gazprom, ce projet implique la construction d'un gazoduc d'une longueur de 2800 km, par opposition à la possibilité d'utilisation des réseaux existants reliant les centres de production aux consommateurs européens à des prix indexés sur le prix pétrolier. Pour CNPC, ce projet impliquerait également des coûts assez élevés d'autant plus que le gaz doit être acheminé à l'est de la Chine vers les centrales électriques où il serait concurrencé par le charbon⁸⁶⁰.

Enfin, la question se pose sur l'équilibre de la balance gazière russe et la disponibilité de la ressource dans les conditions du respect des contrats européens et de la demande interne croissante. Plusieurs facteurs entrent en cause, comme par exemple, l'amélioration de l'efficacité énergétique en Russie, l'évolution du mix énergétique russe vers la consommation croissante de charbon, le recours au gaz des producteurs indépendants (dont au gaz associé) et la construction d'infrastructures nécessaires, les importations du gaz de l'Asie centrale et la mise en exploitation de nouveaux projets. La récente prise de contrôle du gisement de Kovykta par Gazprom peut résoudre une partie de ces préoccupations.

Outre la Russie, l'Asie centrale présente pour la Chine une deuxième possibilité d'approvisionnements en hydrocarbures par les pipelines.

1.4.5. Les enjeux de l'Asie centrale

En matière pétrolière, la Chine se tourne de plus en plus vers le Kazakhstan. L'oléoduc "*West China - West Kazakhstan Oil pipeline*" doit relier la Chine (province Xinjiang) avec le Kazakhstan. L'oléoduc aurait une longueur de 6000 km et doit permettre le transport de 20 Mns. t. par an. Le premier tronçon de cet oléoduc est mis en exploitation en 2003⁸⁶¹ (voir carte 7.3).

⁸⁵⁷ La licence d'exploitation pour le gisement Chayandinskoye n'est pas encore allouée.

⁸⁵⁸ www.gazprom.ru

⁸⁵⁹ www.gazprom.ru, *Spravochnye materialy* (conférence de presse de A. Medvedev de 22 juin 2006).

⁸⁶⁰ Voir Stern [2006, p. 23].

⁸⁶¹ Boussena et al. [2006, p. 196].

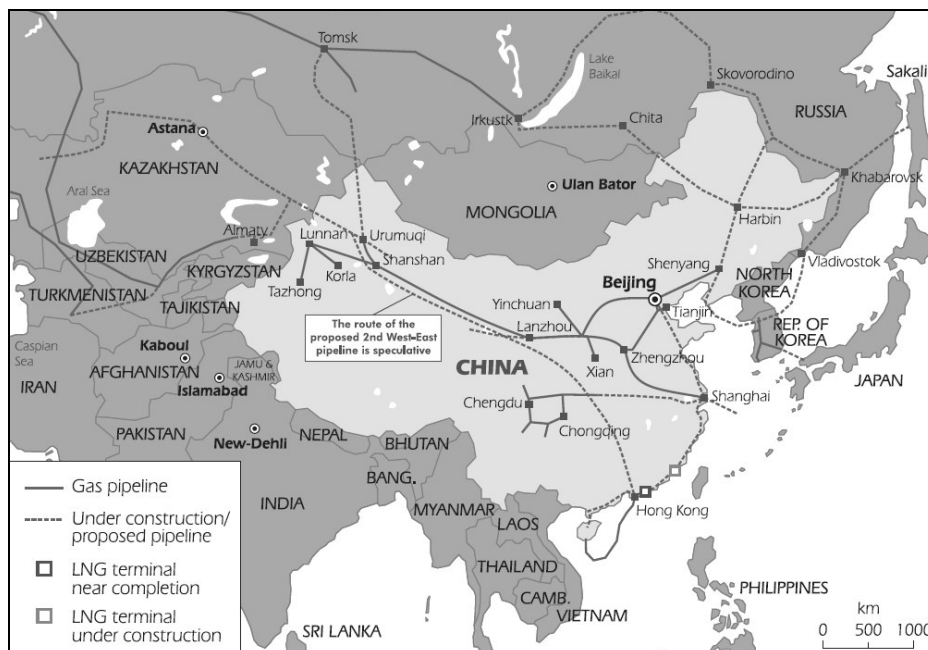
Carte 7.3. L'oléoduc Kazakhstan - Chine



Source : EIA Country Analysis Brief, Kazakhstan, October 2006

En matière gazière, deux options sont disponibles, celles en provenance du Kazakhstan et du Turkménistan permettant les livraisons de 30 et 25 Mds m³ par an respectivement⁸⁶² (voir carte 7.4).

Carte 7.4. Gazoducs en provenance de l'Asie centrale vers la Chine



^ Source : IEA [2006a, p.107].

⁸⁶² Les caractéristiques des projets turkmène et kazakh sont les suivantes (Boussena *et al.* [2006, p. 197]):
 -turkmène, à partir du gisement de Daulatabad principalement vers Shanshan (province de Xinjiang). La distance est de 6000 km, le volume est de 30Mds de m³ par an au coût estimé de 4,7Mda doll environ. Ce projet est connu sous le nom de "Energy Silk Route pipeline";
 -kazakh, à partir du gisement de Karachagansk vers Shanghai. La distance est de 3370 km, les volumes sont de 25 Mds m³ par an environ.

La Chine a également des participations importantes dans l'industrie des hydrocarbures au Kazakhstan.

La réalisation de ces projets pose la question de rentabilité économique au vu de la distance encourue, ainsi que des risques accrus dus à l'instabilité politique en Asie centrale et dans les régions avoisinantes de la Chine (notamment, tensions séparatistes dans le Xinjiang), sur fond de l'incertitude quant à la croissance de la demande gazière chinoise. De plus, les projets de gazoducs sont en concurrence avec les approvisionnements du GNL, plus commode dans un contexte d'incertitude pesant sur l'évolution de la demande⁸⁶³.

Dans ce sens, la relation énergétique avec la Russie semble préférable tant d'un point de vue de stabilité politique que de rationalité économique. Néanmoins, l'existence des pipelines entre Xinjiang et les zones consommatrices de la côte Est renforce la crédibilité des projets centrasiatiques. Plus important, le développement de la relation énergétique avec l'Asie centrale conforte la stratégie chinoise visant à diversifier ses approvisionnements. Il n'est pas exclu que la Chine cherche à mettre en concurrence les divers projets d'approvisionnements en provenance de la Russie et de la Caspienne, pour en tirer les conditions de prix avantageuses. Toutefois, la viabilité de ces projets reste incertaine.

Enfin, la situation actuelle laisse entrevoir la concurrence de la Russie, de la Chine, des Etats-Unis et aussi de l'UE pour l'accès aux ressources de l'Asie centrale. Ainsi, les projets d'exportation de la région de la Caspienne vers la Chine mettent en cause le projet Bakou (Azerbaïdjan) - Ceyhan (Turquie) et donc les intérêts américains⁸⁶⁴. D'autre part, la Russie considère avec méfiance l'intensification de la relation énergétique entre la Chine et les pays d'Asie centrale (que ce soit exportations énergétiques ou investissements dans le secteur des hydrocarbures) et son interférence dans le cadre de l'OCS⁸⁶⁵.

Une des caractéristiques des relations sino-russes consiste en ce que leurs relations économiques bilatérales ont une place moindre par rapport à leurs relations respectives avec l'Occident. Les deux pays ont une relation spécifique à l'égard des Etats-Unis.

Section 2. Les relations entre la Russie et les Etats-Unis

Les relations économiques entre la Russie et les Etats-Unis n'ont pas une grande signification par rapport à l'importance des rapports politiques (2.1.). Les flux d'échanges (2.2.) et de capitaux (2.3.) ne sont pas très importants. Le dialogue économique se développe essentiellement sur la base du secteur des hydrocarbures (2.4), alors que de nombreux conflits commerciaux persistent (2.5.).

⁸⁶³ Boussema et al. [2006, p. 189].

⁸⁶⁴ Tomberg I. "Caspian Basin and Central Asia – Outlook for Russia", *RIA Novosti*, March 29, 2005, in Johnson's Russia List 9107.

⁸⁶⁵ Facon [2006b, p. 8].

2.1. Une approche stratégique

Le partenariat avec Washington est au centre de la politique extérieure soviétique et ensuite russe. A. Konovalov [2000] distingue trois périodes dans le développement des relations russo-américaines dans les années 1990. La période 1991-1993 est une période d'espoirs romantiques, la Russie cherchant à intégrer la communauté des Etats démocratiques. Cependant, les premières illusions sont vite ruinées. La deuxième période commence en 1994 avec la décision d'élargir l'OTAN et s'achève en 1997 avec l'adhésion de la Pologne, la République Tchèque et la Hongrie, alors que B. Eltsine caractérise les relations russo-américaines de "paix froide". La période qui suit démontre le désaccord entre les deux puissances, notamment sur la présence croissante des Etats-Unis dans l'ancien espace soviétique et l'intervention des Etats-Unis au Kosovo et, récemment, sur le déploiement du bouclier antimissile américain en Europe de l'Est. Les Etats – Unis reprochent à la Russie la violation des principes de démocratie et, notamment, depuis ces dernières années, l'autoritarisme et le recours à l'arme énergétique⁸⁶⁶.

La participation de la Russie dans la coalition antiterroriste au lendemain du 11 septembre 2001 contribue à améliorer le climat des relations russo-américaines. En 2002, sont signées les déclarations sur le développement des relations économiques russo-américaines et un nouveau dialogue énergétique. Les Etats-Unis reconnaissent le statut de l'économie de marché à l'économie russe. Néanmoins, les dernières années voient les tensions s'accroître entre les Etats-Unis et une Russie qui cherche à affirmer son influence sur la scène internationale.

2.2. Revue des relations commerciales

En 2005, le commerce russo-américain est de 9,7 Mds doll. selon les données de la Russie et de 20 Mds doll selon les données rapportées par les Etats-Unis (à comparer avec le commerce de la Russie avec l'UE-25, soit 202 Mds doll en 2005)⁸⁶⁷. Les liens économiques russo-américains sont donc relativement faibles. Toutefois, les Etats-Unis sont parmi les premiers partenaires commerciaux de la Russie, en occupant la dixième place parmi les partenaires commerciaux de l'étranger lointain en 2005 (derrière l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie et la Chine), soit plus de 3,2% du commerce extérieur de la Russie⁸⁶⁸. La Russie, quant à elle, occupe une part très faible dans les échanges des Etats-Unis⁸⁶⁹.

La Russie enregistre un solde commercial positif lequel est en forte expansion ces dernières années. En effet, les exportations russes progressent tirées par le prix du pétrole alors que les importations stagnent (voir graphique 7.2, tableau 7.2).

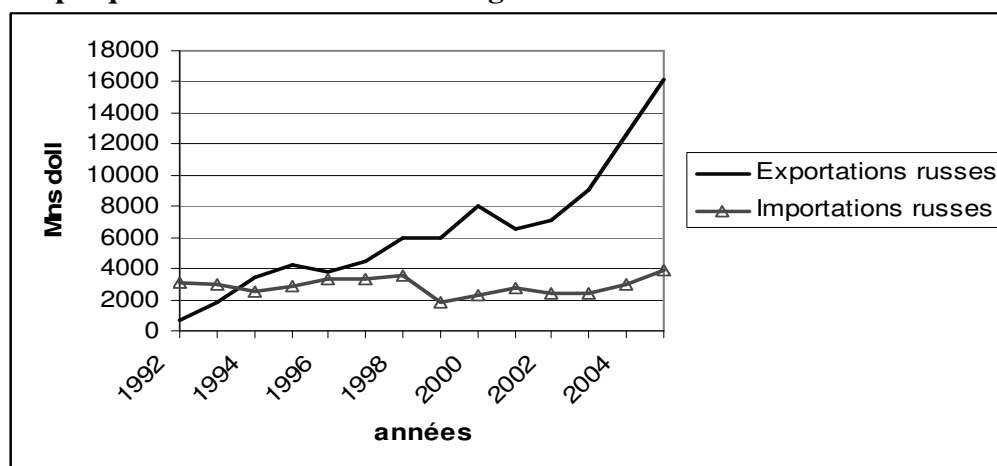
⁸⁶⁶ Il convient de rappeler ici le fameux discours du Vice Président américain D. Cheney à Vilnius en mars 2006 ou encore le rapport du *Council on Foreign Relations* intitulé "*Russia's Wrong Direction: What the United States Can and Should Do?*", paru en 2006, soit quelques mois avant le sommet du G8 à St Pétersbourg consacré à la sécurité énergétique.

⁸⁶⁷ *UN Comtrade*.

⁸⁶⁸ Données du Service d'Etat des Douanes.

⁸⁶⁹ Elle se situe à la 29^{ème} place dans la liste des partenaires commerciaux des Etats-Unis, en représentant 0,6% des échanges américains en 2004. Données du MERT.

Graphique 7.2. Evolution des échanges russo-américains



Source: données UN Comtrade (données rapportées par les Etats-Unis). Accès 3 mars 2007.

Tableau 7.2. Structure du commerce russo-américain (en pourcentage)

Section CTCI	Exportations russes						Importations russes					
	1992	1995	1998	2000	2003	2005	1992	1995	1998	2000	2003	2005
0 Produits alimentaires et animaux vivants	8,45	3,57	4,47	3,29	2,91	2,07	54,36	34,99	23,20	33,20	21,70	22,17
1 Boissons et tabacs	2,74	1,14	0,99	0,93	0,75	0,47	8,19	3,67	4,69	2,93	1,81	1,95
2 Matières brutes non comestibles à l'exception des carburants	3,70	2,26	0,91	1,05	0,76	0,88	2,17	3,03	1,46	0,87	1,26	2,68
3 Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	10,08	3,05	4,16	10,91	39,70	52,97	0,53	0,77	0,76	0,30	0,30	0,29
4 Huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	2,76	0,22	0,12	0,79	0,23	0,10
5 Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.	23,72	16,22	12,27	15,87	16,82	9,35	2,62	3,70	3,93	10,50	12,45	8,68
6 Articles manufacturés classés principalement d'après la matière première	40,13	67,48	71,00	59,95	29,27	31,26	1,99	4,21	2,93	3,03	4,32	4,03
7 Machines et matériel de transport	4,45	1,22	1,89	1,53	2,41	0,70	18,80	38,15	55,41	39,54	48,51	51,77
8 Articles manufacturés divers	2,03	3,32	3,16	5,81	6,94	1,57	6,26	8,72	6,53	7,37	8,77	7,94
9 Articles et transactions non classés ailleurs dans la CTCI	4,70	1,72	1,14	0,65	0,44	0,73	2,32	2,54	0,98	1,44	0,64	0,38
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source: données UN Comtrade, rapportées par les Etats-Unis, classification CTCI Rev 3. Accès 03 mars 2007.

Les exportations russes sont dominées par les combustibles (CTCI 3, 53% des exportations russes vers les Etats-Unis en 2005). Ce poste enregistre une forte croissance suivant la hausse du prix du brut. Néanmoins, la Russie n'est qu'à la neuvième place des exportateurs de brut vers les Etats-Unis en 2005 (soit 3,27% des importations nettes américaines)⁸⁷⁰, alors que ses livraisons gazières vers le marché américain, opérées à ce jour sur la base de contrats de swap de GNL sont très limitées (la première transaction n'est conclue qu'en 2005).

⁸⁷⁰ http://tonto.eia.doe.gov/dnav/pet/pet_move_net_i_a_ep00_IMN_mbbldpd_a.htm . Accès le 09 mars 2007.

Viennent ensuite des produits manufacturés (CTCI 6, 31% des exportations russes en 2005), représentés essentiellement par les métaux⁸⁷¹ et les produits chimiques (CTCI 5: 9% en 2005). Ces derniers, mesurés en valeur absolue, sont en stagnation ces dernières années, alors que leur part dans les exportations russes diminue.

Les importations russes sont dominées par les machines et équipements de transports (CTCI 7, près de la moitié des importations russes). Viennent ensuite les produits du secteur agro-alimentaire (CTCI 0: 22% en 2005).

2.3. Investissements directs

En 2006, les Etats-Unis sont à la 3^{ème} place selon le volume des investissements directs étrangers cumulés, soit 4,59 Mds doll⁸⁷². La Russie est globalement peu ouverte au capital étranger. Ceci étant, les investissements se dirigent principalement vers l'industrie des hydrocarbures (par exemple l'alliance de ConocoPhillips avec Lukoil). Dans d'autres secteurs, les américains s'implantent également dans l'industrie automobile (Ford, General Motors), ainsi que dans l'industrie alimentaire, de tabac et de la restauration.

Inversement, les Etats-Unis sont la quatrième direction selon le volume des IDE russes cumulés à l'étranger. Néanmoins, selon le Rosstat, le stock s'élève à 584 Mns doll seulement en 2006. Il convient de citer les acquisitions des actifs américains par des compagnies russes. Dans le secteur des hydrocarbures, Lukoil possède un réseau de stations d'essence (plus de 2000). Dans la sidérurgie, Severstal a acheté la compagnie Rougesteel, le cinquième producteur d'acier américain. Quant aux métaux non-ferreux, Norilskiy Nickel a acheté 51% des actions de Stillwater Mining, le seul producteur de platine américain et le cinquième producteur mondial.

Néanmoins, le volume de commerce bilatéral et les flux de capitaux restent globalement peu intenses. Les hydrocarbures présentent une des directions potentielles de développement des échanges.

2.4. Dialogue énergétique

Les Etats-Unis sont le premier consommateur mondial de gaz naturel et de pétrole. En 2005, les Etats-Unis importent 58% environ de leur consommation de pétrole brut, les fournisseurs principaux étant le Canada, le Mexique, l'Arabie Saoudite, le Venezuela et le Nigeria. Les importations augmentent constamment depuis les deux dernières décennies⁸⁷³. En matière gazière, la production domestique couvre environ 85% des besoins internes⁸⁷⁴, le reste étant comblé essentiellement par les importations en provenance du Canada. Or, l'on s'attend à une baisse des importations en provenance du Canada, du fait de la croissance des besoins internes au Canada sur fond d'un recul de la production. Quant au Mexique, ses réserves lui permettent difficilement de satisfaire la demande interne, ce qui en fait un

⁸⁷¹ En 2005, la somme des postes CTCI 67 (fer et acier), 68 (métaux non-ferreux) et 69 (Articles manufacturés en métal) représente 92,7% des exportations du poste CTCI 6 (Articles manufacturés classés principalement d'après la matière première). Données *UN Comtrade*, accès 3 mars 2007.

⁸⁷² Données *Rosstat*, www.gks.ru.

⁸⁷³ <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/Usa/Oil.html>.

⁸⁷⁴ Données 2002 Pour une projection de la dépendance gazière des Etats-Unis, l'on peut se référer à Boussena et al. [2006], chap. 7, "Le gaz aux Etats-Unis: vers une nouvelle dépendance extérieure", pp. 329-382.

importateur net de gaz des Etats-Unis. Selon les prévisions de la *EIA*, les importations américaines de GNL vont augmenter de moins de 18 Mds m³ en 2005 à plus de 80 Mds m³ en 2015 et 125 Mds m³ à l'horizon 2030⁸⁷⁵. Les Etats-Unis sont donc amenés à chercher des sources plus lointaines des approvisionnements en hydrocarbures.

Le dialogue énergétique russo-américain est lancé en 2002, dans un contexte i) d'amélioration du climat politique des relations russo-américaines après le 11 septembre et ii) de croissance de la production pétrolière russe (voir l'encadré 7.2).

Encadré 7.2. Le dialogue énergétique russo-américain

En mai 2002, Moscou et Washington ont lancé le dialogue énergétique. L'initiative majeure a été entreprise pendant le premier U.S.-Russia Commercial Energy Summit in Houston, Texas en octobre 2002. Les parties se sont accordés à (i) identifier les barrières au commerce et investissement dans le secteur énergétique, (ii) discuter des politiques afin d'améliorer le climat d'affaires et (iii) explorer les opportunités des partenariats d'affaires.

Pendant le deuxième sommet énergétique tenu à St-Petersbourg en septembre 2003, ont été discutées des questions concernant l'énergie électrique, le développement du gaz naturel et des sources énergétiques alternatives.

La coopération énergétique est à la fois un dialogue intergouvernemental (représenté par Energy Working Group) et inter-entreprises (le forum du Commercial Energy Dialogue co-dirigé par la Chambre de commerce américaine en Russie et l'Union des industriels et entrepreneurs de Russie)⁸⁷⁶. Selon la déclaration signée en février 2005 (sommet de Bratislava), les ministres d'énergie et du commerce doivent élaborer les recommandations pour intensifier le dialogue, avec l'objectif de l'augmentation des importations américaines d'hydrocarbures en provenance de la Russie. Les présidents déclarent l'intérêt notamment à la croissance des investissements américains dans le développement des capacités d'exportations du GNL vers les Etats-Unis⁸⁷⁷.

Cependant, les résultats de ce dialogue ne semblent que modérés dans le contexte de l'emprise croissante de l'Etat russe dans le secteur des hydrocarbures. Dans le domaine pétrolier, le projet de pipeline privé reliant les gisements d'hydrocarbures de la Sibérie occidentale à Mourmansk (port sur la mer Barents) afin d'accroître les livraisons pétrolières vers les Etats-Unis et l'Europe n'a pas abouti (voir carte 7.5). Rappelons que ce projet d'oléoduc a été proposé en 2002 par les compagnies pétrolières privées. En particulier, il a été soutenu par Lukoil (ici, il convient de rappeler l'alliance stratégique avec Conoco Philips qui a acheté 7,59% des actions de Lukoil⁸⁷⁸ et lequel prévoit la coopération de deux compagnies dans le développement des hydrocarbures en province Timan-Petchora en Russie, ainsi qu'en Irak)⁸⁷⁹, puisqu'il permettrait d'accroître les exportations d'hydrocarbures vers le marché américain. Or, l'idée d'un pipeline privé a rencontré la résistance de la part de l'Etat et de Transneft (le monopole de transport de pétrole).

⁸⁷⁵ Stern [2006, p. 21].

⁸⁷⁶ U.S.-Russia Commercial Energy Summit Fact Sheet, 27 septembre 2003, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/09/print/20030927-8.html>.

⁸⁷⁷ U.S.-Russia Joint Fact Sheet: Bratislava Initiatives, 24 février 2005, (version russe) www.kremlin.ru.

⁸⁷⁸ Au 31 mars 2006, cette participation est portée à 17,1%. www.conocophilips.com.

⁸⁷⁹ Initialement, le développement de ce projet était envisagé sous forme d'un accord de partage de production. Or, les difficultés croissantes associées à ce statut ont amené à la création d'une joint venture, dont la production va atteindre 10 Mns t/an en 2008. Akramovsky V. "New approaches, new prospects", *Oil of Russia*, N°1, 2005, www.oilru.com.

Notons que *ConocoPhilips* participe également dans un projet de moindre envergure avec *Rosneft*, dans la même région. Il s'agit de *Polar Lights*, d'une capacité de 1,2 Mns t/an.

Carte 7.5. Projet de pipeline vers Mourmansk



Source : EIA Country Analysis Brief, Russian Oil and Natural Gas Pipeline Projects Fact Sheet, March 2005

Par la suite, Transneft prévoyait la construction d'un pipeline reliant Sourgout (Sibérie occidentale) à la mer Barents, d'une capacité de 50 Mns t. de pétrole par an (augmentation éventuelle prévue jusqu'à 100 Mns t par an). Le pipeline Kharyaga (région de Pechora du Nord-Est de la Russie Européenne) –Indiga (mer Barents) devait constituer la première étape de ce projet. Or, la décision a été prise de se limiter à ce tronçon uniquement, sans le relier aux gisements de la Sibérie occidentale, ce qui est lié sans doute à la construction du pipeline de la Sibérie Orientale vers l'Océan Pacifique, d'où les contraintes financières pour assurer les deux projets à la fois et, encore plus important, le problème de disponibilité de la ressource pour remplir les deux pipelines. Ainsi, seul le pétrole du bassin de Pechora serait dirigé vers les marchés occidentaux, soit 12 Mns t par an⁸⁸⁰. De plus, beaucoup de questions d'ordre technique et écologique se posent concernant ce projet, dont la construction n'a pas encore commencé.

Ceci étant, les majors pétroliers de la région poursuivent des stratégies "autonomes". Lukoil élargit le terminal maritime de Varendei (mer Barents)⁸⁸¹, alors que Rosneft recourt au transport ferroviaire. Enfin, Transneft procède à l'élargissement du tronçon permettant de transférer le pétrole de Pechora vers le sud (le système de pipelines baltique). Le pipeline Kharyaga –Indiga serait donc sollicité essentiellement en relation à l'augmentation de la production dans la Pechora et l'avancée du processus d'attribution des licences pour des gisements non encore alloués⁸⁸², ces perspectives étant encore incertaines.

En matière gazière, des projets d'exportation du GNL de l'Union soviétique vers les Etats-Unis et le Japon sont évoqués dès la fin des années 1970⁸⁸³. Or, ce n'est que depuis les

⁸⁸⁰ La capacité projetée de 24 Mns t par an s'est révélé excédentaire par rapport aux capacités d'exportation des compagnies pétrolières.

⁸⁸¹ Les capacités du terminal de Varendei (1,5 Mns t par an en 2005) seront portées à 12 Mns de pétrole par an, Conoco Philips participant dans le financement de ce projet. Akramovsky V. "New approaches, new prospects", *Oil of Russia*, N°1, 2005, www.oilru.com.

⁸⁸² "Na severe dikom...", *Neft i Kapital*, 03.06.2006, www.oilcapital.ru.

⁸⁸³ Stern [2005, p.162].

années 2000 que ces projets deviennent plus tangibles, en relation au progrès technologique permettant la réduction des coûts de la chaîne de GNL, au développement des contrats à court terme et des *swaps* gaziers, ainsi qu'à l'évolution du marché gazier américain, notamment le passage à un marché déficitaire à prix élevés, ce qui autorise l'expansion des terminaux de regazification⁸⁸⁴. Pour la Russie, cette opportunité commerciale s'appuierait sur les ressources du gisement géant *offshore* de Shtokman, ainsi que sur les ressources de la péninsule de Yamal. Enfin, d'un point de vue politique, le développement des exportations de GNL vers les Etats-Unis était en mesure de redonner la substance aux relations économiques russo-américaines, notamment au Dialogue énergétique lancé depuis 2002⁸⁸⁵.

Cependant, à ce jour, les modalités de développement de ce projet ne sont pas encore établies. Les contraintes techniques obligent Gazprom à nouer des partenariats avec des compagnies pétrolières étrangères. Or, le schéma prévoyant l'octroi à des compagnies partenaires de 49% d'actifs de Shtokman est abandonné au profit de rapports contractuels⁸⁸⁶, Gazprom se préservant la propriété de l'ensemble des actifs. Deuxièmement, le gaz de Shtokman peut être dirigé non pas vers les Etats-Unis, mais vers l'Europe par le gazoduc Nordstream sous la mer Baltique étant actuellement en construction⁸⁸⁷.

2.5. Politiques commerciales restrictives

Le manque de substance des relations économiques contribue à aiguïser les désaccords économiques et politiques entre Moscou et Washington⁸⁸⁸. L'action stabilisante des intérêts des entreprises dans les relations russo-américaines est faible, à la différence des liens entre les Etats-Unis et la Chine.

Les Etats-Unis ont accordé à la Russie le statut de l'économie de marché en juin 2002⁸⁸⁹. Néanmoins, l'élimination de l'amendement de Jackson-Vanick reste en question. Cet amendement du *Trade Act* de 1974 refuse des relations commerciales normales aux pays qui restreignent les droits d'émigration. Bien qu'il n'influence pas profondément les relations bilatérales (puisque sa validité est suspendue sur une base annuelle), son élimination peut contribuer à rapprocher les deux pays.

Alors que la promotion du développement économique de la Russie nécessite l'ouverture du marché américain pour les produits russes, pour un grand nombre de produits, le marché américain reste difficilement accessible. Il s'agit notamment de la métallurgie⁸⁹⁰. Citons également les sanctions introduites en août 2006 par les Etats-Unis contre deux entreprises russes, Rosvooroujenie (exportateur d'armements) et Sukhoi (constructeur d'avions

⁸⁸⁴ Stern [2005, p.162].

⁸⁸⁵ Stern [2005, p.162-163].

⁸⁸⁶ Les compagnies internationales n'ayant pu offrir à Gazprom une contrepartie équivalente. www.gazprom.ru

⁸⁸⁷ Selon les informations du site www.gazprom.ru, la direction européenne figure en premier lieu en tant que débouché du projet de Shtokman. Accès le 4 mars 2007.

⁸⁸⁸ Voir le point de vue de J. Collins, l'ancien ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, dans *Nezavisimaya Gazeta*, March 4, 2005, in *Johnson's Russia List* 9079.

⁸⁸⁹ <http://www.russianembassy.org/>

⁸⁹⁰ Au début novembre 2002, la Commission du commerce extérieur des Etats-Unis a mis fin à l'enquête anti-dumping contre les livraisons de laminage de la Russie et le Ministère du Commerce a perdu le droit de dicter les prix minimaux aux exportateurs russes. Ainsi le marché américain de laminage, sur lequel les prix sont supérieurs de 50% à ceux d'autres pays, est devenu plus accessible pour les métallurgistes russes. (Voir "Rossiiskaia ekonomika v 2002 godu. Tendentsii i perspektivi", Institut ekonomiki perekhodnogo perioda, Moskva. Vipusk. 24, fevral' 2003, p.335. ("Economie russe en 2002. Tendances et perspectives", Institut de l'économie de transition, Moscou, N°24, février 2003, p.335), www.iet.ru)

militaires et civils), justifiées par des contrats russo-iraniens, déniés d'ailleurs par la Russie. Ces mesures mettent en cause les livraisons d'armements à l'armée irakienne et afghane, le projet d'avion régional Sukhoi Superjet 100 et les livraisons de titane sur le marché américain⁸⁹¹.

En novembre 2006, la Russie et les Etats-Unis aboutissent à l'accord sur l'accession de la Russie à l'OMC. Les pierres d'achoppement concernaient essentiellement la libéralisation des services (notamment des services bancaires et d'assurance), la protection de la propriété intellectuelle et les barrières au commerce dans le secteur agro-alimentaire⁸⁹², ainsi que les tarifs sur les importations d'avions et les bas prix énergétiques internes en Russie. A l'issue de cet accord, ont été rendus publics les projets de diminutions considérables de barrières tarifaires pour les importations des automobiles (de 25% à 15% à l'horizon 2014) et des avions à l'horizon de sept ans, ainsi que l'ouverture financière (autorisation des filiales des compagnies étrangères d'assurances, sauf pour l'assurance vie, et la libéralisation du marché bancaire)⁸⁹³. Néanmoins, l'accession à l'OMC, non encore effective, va vraisemblablement avoir pour conséquence un plus grand degré d'ouverture du marché russe, sans favoriser nécessairement les exportations russes vers le marché américain.

⁸⁹¹ Commentaire de l'expert K. Makienko, <http://www.cast.ru/comments/?id=245>. Accès le 9 mars 2007.

⁸⁹² En avril, le gouvernement russe a autorisé une augmentation des quotas et une baisse des tarifs sur les importations de la viande en provenance des Etats-Unis jusqu'en 2009. Les agriculteurs russes (notamment le secteur des poules) s'opposent à cet accord russo-américain.

⁸⁹³ Boutrine D. "Pokazatelnoye vstuplenie", *Kommersant*, 21 novembre 2006.

Conclusion du chapitre 7

Les relations économiques de la Russie avec la Chine et les Etats-Unis se sont développées assez rapidement durant les années 1990.

Dans le cas de la Chine, la relation se développe dans trois aspects particuliers. Premièrement, les échanges transfrontaliers connaissent un essor durant la première moitié des années 1990. Liés à la corruption et à la migration (quoique très exagérée) des chinois, ces échanges déclinent suite à des restrictions administratives imposées. Le deuxième volet concerne les ventes d'armements et de technologies à la Chine. Néanmoins, la question se pose sur la poursuite de la coopération militaire en relation avec la croissance des exigences technologiques chinoises. Enfin, les compagnies pétrolières russes promeuvent les exportations d'hydrocarbures en Chine, mais les modalités des livraisons sont à mettre en conformité avec les intérêts de l'Etat russe, dont les entreprises d'Etat. La croissance de la Chine étant de nature à lui permettre de devenir la puissance dominante, notamment dans l'espace centre-asiatique, la stratégie russe tente de concilier les objectifs de l'intégration (notamment pour des objectifs géopolitiques) et ceux de la protection de ses intérêts nationaux.

Quant aux relations avec les Etats-Unis, la progression des échanges n'est pas très rapide et les rapports économiques sont peu développés, alors que les tensions politiques s'accroissent. Le secteur énergétique semble le seul secteur porteur du développement des échanges.

On observe dans les deux cas l'affermissement de la relation basée sur les exportations des ressources. Cependant, les projets privés de développement de gisements et d'exportation d'hydrocarbures vers les marchés asiatiques et américain sont limités par l'intervention du décideur public.

CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE

Le constat des évolutions sur la scène internationale des années 1990 est insatisfaisant pour la Russie. A ce jour, la Russie n'arrive pas à mettre l'ouverture de son économie au service du développement de son économie, notamment des industries manufacturières.

La CEI dont les structures économiques présentent une prolongation naturelle des structures productives de Russie est un ensemble très fragile au sens économique et politique, dès son origine. La surmontée d'une crise généralisée arrive à une période de désintégration accélérée de l'espace post-soviétique.

Sur les trois cercles analysés (CEI, UE et Chine - Etats-Unis), les hydrocarbures restent le seul moteur dominant des échanges (ou encore, dans le cas des Etats-Unis ou de la Chine, le seul secteur à fort potentiel d'exportation). Dans le cas chinois encore, d'autres types d'échanges présente une importance considérable comme le commerce d'armements. Or, la poursuite des exportations d'articles militaires russes est limitée par des considérations stratégiques (défensifs) du décideur russe, ainsi que par des évolutions éventuelles du contexte international (par exemple, la levée de l'embargo des exportations d'armements vers la Chine par l'UE).

Dans le secteur des hydrocarbures, la Russie et les pays-acheteurs mènent des stratégies dictées par une logique similaire, celle de la diversification des livraisons. La carte de la diversification joue à l'encontre des exportations énergétiques russes dans le cas des relations avec l'UE. Dotée d'un secteur énergétique éclaté et hétérogène selon les pays membres, l'UE cherche à consolider la coordination de sa politique énergétique au niveau communautaire, tout en procédant à une diversification des approvisionnements en faveur d'autres pays-fournisseurs (par exemple, des livraisons de la région de la Caspienne qui ne dépendent pas de l'intermédiaire russe) ou vers de nouvelles sources énergétiques (notamment vers le GNL, ainsi que vers les énergies renouvelables).

La réduction de la dépendance à l'égard des hydrocarbures russes est également recherchée par nombre de pays-importateurs énergétiques de la CEI, notamment par l'Ukraine et par la Biélorussie, ces tentatives étant moins fructueuses pour des contraintes géographiques ou économiques.

En Chine ou aux Etats-Unis, inversement, la recherche de diversification des approvisionnements énergétiques contribue à la percée des exportations russes, jusqu'alors quasi-inexistantes.

Dans un contexte de rareté de la ressource et de dépendance énergétique croissante de ses principaux partenaires économiques, la Russie pourra jouer la carte énergétique sur ces trois cercles géoéconomiques. Deux limites se présentent néanmoins:

-des contraintes économiques et technico-économiques (l'efficacité économique et la possibilité technique d'un revirement des flux énergétiques, notamment la disponibilité de capacités de pipelines). Ainsi il s'agit ici d'un horizon de moyen-long terme permettant de mettre en place les infrastructures nécessaires;

-le développement indispensable des secteurs non-énergétiques de l'économie russe assurant la stabilité sociale, économique et politique interne.

CONCLUSION GENERALE

L'objectif de notre recherche était de *comprendre l'impact des facteurs internes (structures de production internes, conflits de groupes d'intérêt internes) sur l'insertion économique internationale de la Russie.*

Dans la première partie, nous avons tenté de comprendre les évolutions de la spécialisation internationale de la Russie depuis le début de la transition et les perspectives de son évolution.

Sur la base de l'analyse des flux d'échanges et de l'analyse de la composition des structures productives internes effectuée dans le premier chapitre, nous avons établi un constat défavorable. La spécialisation internationale de la Russie est nécessairement une continuation des structures (non)compétitives héritées de l'économie planifiée. Les *avantages comparatifs révélés* de la Russie restent concentrés du côté des matières énergétiques (hydrocarbures), produits intensifs en énergie et produits primaires (métaux). Dans notre étude, nous n'avons pu constater l'émergence d'avantages basés sur des secteurs à plus forte composante technologique. Ceci étant, la Russie dispose d'un fort potentiel de développement de par le potentiel technologique, scientifique et humain hérité de l'Union soviétique.

Le deuxième chapitre s'interroge sur la *place des hydrocarbures dans l'économie russe* sous l'angle (i) de la pérennité des exportations pétrolières et gazières à moyen et long terme, (ii) de la redistribution de la rente des hydrocarbures vers les secteurs manufacturiers et (iii) de l'impact de la croissance des recettes d'exportation sur les structures productives et institutionnelles. Le potentiel de croissance des exportations physiques d'hydrocarbures à moyen terme est limité, ce qui est lié notamment à la contrainte d'investissement pour le développement de nouveaux gisements et à la croissance de la demande interne de l'énergie. Ceci étant, la subvention procurée par le secteur énergétique aux producteurs manufacturiers domestiques au fil des années 1990, notamment par le biais du mécanisme de limitation des prix énergétiques internes, se réduit. De plus, leur compétitivité internationale est atteinte par les effets de l'appréciation réelle du rouble, cette dernière étant liée à la flambée du prix du brut. Au total, à moyen terme, le potentiel de développement des exportations énergétiques est limité, alors que les producteurs manufacturiers perdent en compétitivité face aux concurrents étrangers.

La deuxième partie cherche à expliquer la trajectoire dans une approche en termes d'économie politique.

Le troisième chapitre se propose de dresser un panorama de l'économie politique de l'Etat russe depuis le début de la transition, afin d'expliquer les coalitions d'intérêts à l'origine du cours des réformes. Nous avons montré que, dans un premier temps, l'Etat est défragmenté tant dans sa dimension interne (relations centre fédéral-régions) que sur le plan des relations avec les entreprises, le décideur public se révélant capturé par les intérêts privés. *Stricto sensu*, à notre avis, l'approche en termes de lobbying des *groupes* d'intérêt n'est pas pertinente. En réalité, il s'agissait plutôt des *rappports clientélistes*, basés sur l'octroi d'avantages ou de dérogations (par exemple, de nature fiscale) individuels par le décideur public. De même, pour les régions, la fragmentation s'opère sur la base des traités de partage de compétences signées individuellement par les régions avec le centre fédéral. Généralement, les entreprises gagnantes appartiennent au secteur énergétique et de négoce. Cette situation s'enracine dans les pratiques de corruption et les liens informels hérités de l'Union soviétique et s'épanouit dans un contexte politique très instable lequel raccourcit l'horizon de planification des agents. Cette situation semble être remise en question depuis le début des années 2000, dans un nouveau contexte économique (notamment, le prix du brut élevé et un rouble relativement faible) et politique (l'arrivée au pouvoir de V. Poutine). Cependant, les réformes visant une centralisation de la Fédération et l'institutionnalisation des relations avec les entreprises rencontrent des résistances.

Le quatrième chapitre présente une interprétation de l'évolution de la politique commerciale russe, en mettant en avant l'ampleur des relations clientélistes. La Russie n'arrive pas à mettre l'ouverture économique au service de son développement. La décennie 1990 est marquée par l'ampleur des comportements frauduleux, ce dont témoigne un décalage significatif entre le tarif moyen officiel et le taux effectif (le total des recettes d'importations perçues divisé par le total des importations), ainsi que le poids des importations grises. Cette politique s'apparente à un *laisser-faire individualisé*, par opposition à une protection sélective. La réforme du tarif douanier de 2000-2001 vise à "blanchir" les importations, en passant à une échelle tarifaire à la fois plus plate et plus basse. Or, les répercussions de cette réforme d'inspiration libérale restent à voir, notamment pour les industries manufacturières, déjà fragilisées par les effets du syndrome hollandais. Dans ce contexte, l'accession à l'OMC présente un risque de blocage d'une économie non-compétitive dans une situation d'ouverture sur l'extérieur.

Enfin, la troisième partie visait à analyser la différenciation des modalités de l'ouverture de la Russie sur l'extérieur selon les trois "cercles" de partenaires économiques, d'abord l'ancien espace soviétique, ensuite, l'UE, son premier partenaire économique et, enfin, la Chine et les Etats-Unis.

Le cinquième chapitre a montré que les relations économiques au sein de la CEI ne permettent pas à ce jour de juger d'une reconstitution des tissus industriels issus de l'économie soviétique. Fragmentée politiquement, la CEI se rapproche de plus en plus d'un modèle de forum de gouvernance régionale, sans pour autant déboucher sur une intégration économique profonde, ni d'ailleurs sur une intégration commerciale, de nombreux conflits commerciaux opposant par exemple la Russie avec l'Ukraine et la Biélorussie. Au total, à la sortie de la crise de transition, la CEI présente un ensemble désintégré politiquement et économiquement.

Le sixième chapitre analyse les relations économiques avec l'UE qui totalise à elle seule plus de la moitié du commerce extérieur russe après l'élargissement. Le commerce a une composition asymétrique, la Russie exportant les hydrocarbures et les produits primaires

contre les importations de produits plus élaborés. D'autre part, l'UE est dépendante de la Russie pour les livraisons des hydrocarbures. Ainsi, les relations russo-européennes sont portées par la sphère énergétique, les conflits d'intérêt russe et européens expliquant les oppositions politiques actuelles.

Enfin, le septième chapitre analyse les relations principalement économiques de la Russie avec la Chine et les Etats-Unis. Nous avons montré que, dans ces deux cas, la sphère énergétique devient également le moteur des échanges, bien que certaines particularités persistent encore, par exemple, le commerce d'armements russo-chinois... Cependant, les exportations d'armements de la Russie vers la Chine se développent avec plus de difficultés, en relation avec la montée des exigences du côté chinois.

Sur le plan méthodologique, notre recherche a démontré la particularité de l'application de la maquette de l'Economie Politique Internationale pour l'étude des déterminants internes de la politique d'ouverture. Plus précisément, elle a montré la difficulté de l'analyse en termes de l'approche institutionnelle de l'EPI dans une économie subissant des transformations systémiques radicales.

En s'appliquant à des structures économiques et sociales où l'informel jouait un rôle très important (en compensant d'ailleurs les défaillances du secteur formel administré), le passage rapide à l'économie de marché a ouvert les possibilités de déployer de multiples stratégies privées basées sur les arrangements ponctuels personnalisés avec le décideur public, lui-même disposant d'une légitimité mal définie et étant en voie de fragmentation.

Cet équilibre, d'ailleurs très fragile et peu prolongé dans le temps, de stratégies d'arrangements individuels correspond à la promotion des intérêts des agents disposant de ressources d'influence les plus fortes et escomptant des gains immédiats. Inversement, il contribue à exclure de la coalition des intérêts dominants les industries manufacturières affaiblies par leur mise en concurrence avec les producteurs étrangers plus compétitifs ou nécessitant le déploiement de stratégies de plus long terme (et donc peu attrayantes dans un contexte d'incertitude).

Enfin, bien que la discussion des politiques visant à améliorer la compétitivité des industriels russes sur la scène internationale dépasse le cadre de notre analyse, notons les principaux défis qui se posent devant le décideur public russe:

- la coordination de la politique monétaire, de la politique de change et de la politique industrielle;

- l'investissement en infrastructures et capacités de production lorsque l'intermédiation financière n'est pas suffisamment développée;

- la politique d'ouverture sélective dans le contexte de l'accession à l'Organisation Mondiale du Commerce et le problème de la subvention énergétique pour les industries manufacturières;

- la réduction de l'incertitude économique (vulnérabilité macroéconomique accrue à l'égard des fluctuations des marchés énergétiques), institutionnelle et politique;

- la maîtrise des conséquences politico-économiques de la richesse en ressources naturelles, laquelle favorise les comportements de recherche de rente ayant des effets néfastes pour le développement économique.

ANNEXES

Table des matières des annexes

CARTES	302
1. <i>L'Union soviétique et la Russie</i>	302
2. <i>Les principales régions productrices de pétrole et les oléoducs</i>	303
3. <i>Les principales régions productrices de gaz naturel et les gazoducs</i>	304
4. <i>Oléoducs et gazoducs de la Russie Européenne</i>	305
5. <i>La Russie et l'Europe</i>	306
6. <i>La Russie et la Chine</i>	307
ANNEXES DE LA PREMIERE PARTIE.....	308
1.1. <i>Commerce extérieur de la Russie par produit, 1990-1993</i>	308
1.2. <i>Dynamique de la production par industrie depuis le début de la transition</i>	309
1.3. <i>Structure du PIB par dépenses</i>	310
1.4. <i>Balance des paiements</i>	311
1.5. <i>Les positions par marché, 1996-2003</i>	313
1.6. <i>Avantages comparatifs révélés de la Russie, 1996-2003</i>	314
1.7. <i>Compétitivité des industries manufacturières en 2003-2004</i>	315
1.8. <i>Environnement institutionnel dans le secteur pétrolier et stratégies d'entreprises</i>	316
1.9. <i>Dynamique de la production en volume, 2002-2007</i>	317
ANNEXES DE LA DEUXIEME PARTIE.....	318
2.1. <i>Structure du tarif extérieur</i>	318
ANNEXES DE LA TROISIEME PARTIE	320
3.1. <i>Asymétrie commerciale Russie/Républiques dans les échanges interrpublicains</i>	320
3.2. <i>Part de la Russie dans le commerce extérieur des pays de la CEI</i>	320
3.3. <i>Part du commerce intra-CEI dans les exportations et les importations totales</i>	321
3.4. <i>Contraction des échanges intra-CEI: estimations diverses</i>	322
3.5. <i>CEI à géométrie variable</i>	322
3.6. <i>Commerce de la Russie avec la CEI et le reste du monde</i>	323

Cartes

1. L'Union soviétique et la Russie



Source: Perry-Castaneda Library Map Collection, The University of Texas at Austin, <http://www.lib.utexas.edu/maps/commonwealth.html>

2. Les principales régions productrices de pétrole et les oléoducs



Source : IEA [2004, p. 302]

3. Les principales régions productrices de gaz naturel et les gazoducs



Source: IEA [2006b, p.30].

4. Oléoducs et gazoducs de la Russie Européenne



Source: EIA Country analysis Brief, Russia, Natural Gas, April 2007

5. La Russie et l'Europe



Source : CIA, *The World Factbook reference maps* (www.cia.gov, accès juin 2007)

6. La Russie et la Chine



Source : CIA, The World Factbook reference maps (www.cia.gov, accès juin 2007)

Annexes de la première partie

1.1. Commerce extérieur de la Russie par produit, 1990-1993

(sauf commerce avec anciennes républiques de l'URSS en 1990-1991 et pays de la CEI en 1992-1993)

Produit	Milliards de dollars				Part dans le total, %			
	1990	1991	1992	1993	1990	1991	1992	1993
Exportations – Total	71,1	50,9	42,4	44,3	100	100	100	100
Produits alimentaires et matières premières	1,5	1,3	1,5	1,7	2,1	2,6	3,5	3,8
Produits minéraux	32,3	26,3	21,7	20,7	45,4	51,7	51,2	46,6
Produits chimiques et caoutchoucs	3,3	3,4	2,5	2,7	4,6	6,7	5,9	6,0
Cuir et articles de cuir	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Filière bois-papier	3,1	2,4	1,5	1,9	4,4	4,7	3,5	4,2
Textiles et chaussures	0,7	0,5	0,3	0,2	1,0	1,0	0,7	0,4
Métaux de base et précieux	9,2	7,3	8,5	10,3	12,9	14,3	20,1	23,2
Machines et équipements	12,5	5,2	3,7	2,9	17,6	10,2	8,7	6,5
Autres	8,4	4,4	2,6	4,0	11,8	8,6	6,1	9,0
Importations – total	81,8	44,5	37,0	26,8	100	100	100	100
Produits alimentaires et matières premières	16,6	12,4	9,6	6,0	20,3	27,9	26,0	22,2
Produits minéraux	2,4	1,3	1,0	1,1	2,9	2,9	2,7	4,0
Produits chimiques et caoutchoucs	8,9	5,5	3,5	1,7	10,9	12,4	9,5	6,2
Cuir et articles de cuir	0,8	0,5	0,7	0,7	1,0	1,1	1,9	2,6
Filière bois-papier	0,9	0,5	0,5	0,1	1,1	1,1	1,4	0,5
Textiles et chaussures	7,6	4,4	4,2	3,7	9,3	9,9	11,4	13,9
Métaux de base et précieux	4,4	2,8	1,2	0,9	5,4	6,3	3,2	3,5
Machines et équipements	36,3	15,8	13,9	9,1	44,4	35,5	37,6	33,8
Autres	3,9	1,3	2,4	3,6	4,8	2,9	6,5	13,3

Source : Tabata [1994, p. 445], données du Goskomstat (Russian Federation in Figures in 1993).

N.B. Ces données sont variables en fonction du taux de change appliqué (voir Tabata [1994]).

1.2. Dynamique de la production par industrie depuis le début de la transition

(en pourcentage par rapport à 1990)

	1992	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2004 par rapport à 2003, %
Industrie, total¹⁾	75	50	57	60	62	66	70	106
Industrie électrique	96	80	76	77	77	77	78	100,3
Industrie des combustibles	87	69	70	74	79	86	92	107
extraction du pétrole	84	69	72	78	85	94	102	109
raffinage	88	66	64	66	69	70	72	102
gaz naturel	98	87	89	89	92	97	99	103
Charbon	93	74	76	80	77	83	88	105
Sidérurgie	77	59	70	70	72	79	83	105
Métallurgie des non ferreux	68	55	68	71	76	80	83	104
Industrie chimique et pétrochimique	73	47	60	63	64	67	71	106
chimique	71	49	60	64	65	67	73	109
pétrochimique	78	42	52	57	57	62	65	104
Constructions mécaniques et traitement des métaux	77	41	52	55	56	62	68	110
constructions mécaniques	75	39	46	49	50	54	61	114
Filière bois-papier	78	44	45	46	47	48	50	103
Industrie des matériaux de construction	78	44	36	38	40	42	44	105
Industrie légère	64	18	16	16	16	15	14	93
textile	63	19	20	21	21	20	19	94
vêtements	70	22	25	27	24	22	20	87
cuirs, fourrures et chaussures	70	19	14	13	14	14	14	96
Industrie alimentaire	76	52	55	60	63	67	69	104
alimentaire	86	61	86	95	101	106	112	106
viandes et produits laitiers	65	40	34	37	41	44	46	104
poisson	78	59	72	71	65	64	62	96
Production de farines et céréales	82	52	44	45	42	41	40	97

1) Avec la prise en compte des ajustements pour l'activité informelle.

Source : Rosstat

1.3. Structure du PIB par dépenses

(en prix courants, Mds roubles, avant 1998 - Trl roubles)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Produit Intérieur Brut	1428,5	2007,8	2342,5	2629,6	4823,2	7305,6	8943,6	10830,5	13243,2	17048,1	21620,1	26781,1
dont												
Consommation finale	1016,6	1435,9	1776,1	2003,8	3285,7	4476,8	5886,8	7448,8	9024,7	11401,5	14363,5	17742,5
ménages	719,8	1007,8	1235,2	1462,3	2526,2	3295,2	4318,1	5408,4	6540,1	8405,6	10628,9	12910,9
gouvernement	272,5	391,4	493,5	492,6	703,2	1102,5	1469,9	1913,3	2330,6	2847,5	3598,3	4698,0
les institutions sans but lucratif au services des ménages	24,3	36,7	47,4	48,9	56,3	79,1	98,8	127,1	154,0	148,4	136,3	133,6
Accumulation brute	363,4	475,2	514,8	393,5	715,3	1365,7	1963,1	2170,5	2755,1	3558,9	4349,9	5415,8
Formation brute de capital fixe ¹⁾	301,1	401,6	428,5	424,7	693,9	1232,0	1689,3	1938,8	2432,3	3130,5	3848,4	4795,6
Changement d'inventaires	62,3	73,6	86,3	-31,2	21,4	133,7	273,8	231,7	322,8	428,4	501,5	620,2
Exportations nettes	48,5	84,8	51,6	175,4	822,2	1463,1	1133,7	1167,5	1502,0	2086,5	2932,0	3390,0
exportations	418,4	523,5	579,3	821,0	2084,6	3218,9	3299,6	3813,7	4655,9	5860,4	7592,1	9069,1
importations	369,9	438,7	527,7	645,6	1262,4	1755,8	2165,9	2646,2	3153,9	3773,9	4660,1	5679,1
Ecart statistique	0,0	11,9	0,0	56,9	0,0	0,0	-40,0	43,7	-38,6	1,2	-25,3	232,8

¹⁾ dont l'acquisition nette des actifs

Source : Rosstat, www.gks.ru,

1.4. Balance des paiements

(Mns doll.)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Compte des opérations courantes	-69	9 013	7844	6963	10847	-80	219	24 616	46 839	33 935	29 116	35 410	58 592	84 249	94 467
Balance commerciale	3 700	12 605	16927	19816	21592	14 913	16429	36 014	60 172	48 121	46 335	59 860	85 825	118 266	139 234
<i>Exportations</i>	<i>51 681</i>	<i>58 608</i>	<i>67379</i>	<i>82419</i>	<i>89685</i>	<i>86 895</i>	<i>74444</i>	<i>75 551</i>	<i>105 033</i>	<i>101 884</i>	<i>107 301</i>	<i>135 929</i>	<i>183 207</i>	<i>243 569</i>	<i>303 926</i>
<i> Pétrole</i>	<i>10232</i>	<i>10268</i>	<i>10476</i>	<i>13323</i>	<i>15906</i>	<i>14808</i>	<i>10255</i>	<i>14158</i>	<i>25272</i>	<i>24 990</i>	<i>29 113</i>	<i>39 679</i>	<i>59 045</i>	<i>83 438</i>	<i>102 283</i>
<i> produits pétroliers</i>	<i>4990</i>	<i>4117</i>	<i>4139</i>	<i>5025</i>	<i>7506</i>	<i>7252</i>	<i>4252</i>	<i>5448</i>	<i>10919</i>	<i>9 374</i>	<i>11 253</i>	<i>14 060</i>	<i>19 269</i>	<i>33 807</i>	<i>44 672</i>
<i> Gaz naturel</i>	<i>8757</i>	<i>9591</i>	<i>10591</i>	<i>12122</i>	<i>14683</i>	<i>16414</i>	<i>13432</i>	<i>11352</i>	<i>16644</i>	<i>17 770</i>	<i>15 897</i>	<i>19 981</i>	<i>21 853</i>	<i>31 671</i>	<i>43 806</i>
<i> total hydrocarbures</i>	<i>23979</i>	<i>23976</i>	<i>25206</i>	<i>30470</i>	<i>38095</i>	<i>38474</i>	<i>27939</i>	<i>30958</i>	<i>52835</i>	<i>52 134</i>	<i>56 263</i>	<i>73 720</i>	<i>100 167</i>	<i>148 916</i>	<i>190 761</i>
<i> Autres</i>	<i>27 702</i>	<i>34 631</i>	<i>42173</i>	<i>51949</i>	<i>51590</i>	<i>48 421</i>	<i>46506</i>	<i>44 593</i>	<i>52 198</i>	<i>49 750</i>	<i>51 037</i>	<i>62 209</i>	<i>83 040</i>	<i>94 654</i>	<i>113 165</i>
<i>Importations</i>	<i>-47 981</i>	<i>-46 003</i>	<i>-50452</i>	<i>-62603</i>	<i>-68092</i>	<i>-71 983</i>	<i>-58015</i>	<i>-39 537</i>	<i>-44 862</i>	<i>-53 764</i>	<i>-60 966</i>	<i>-76 070</i>	<i>-97 382</i>	<i>-125 303</i>	<i>-164 692</i>
Balance des services	-3 082	-2 103	-7011	-9638	-5383	-5 945	-4083	-4 284	-6 665	-9 131	-9 886	-10 894	-13 443	-14 695	-14 928
<i>Exportations</i>	<i>6 994</i>	<i>7 761</i>	<i>8424</i>	<i>10567</i>	<i>13281</i>	<i>14 080</i>	<i>12372</i>	<i>9 067</i>	<i>9 565</i>	<i>11 441</i>	<i>13 611</i>	<i>16 229</i>	<i>20 290</i>	<i>24 566</i>	<i>30 340</i>
<i>Importations</i>	<i>-10 076</i>	<i>-9 864</i>	<i>-15435</i>	<i>-20205</i>	<i>-18665</i>	<i>-20 025</i>	<i>-16456</i>	<i>-13 351</i>	<i>-16 230</i>	<i>-20 572</i>	<i>-23 497</i>	<i>-27 122</i>	<i>-33 732</i>	<i>-39 261</i>	<i>-45 268</i>
Balance de rémunérations de travail	—	—	-114	-303	-406	-342	-164	221	268	130	197	-144	-603	-1 869	-4 391
Balance des revenus d'investissements	-2 030	-2 471	-1726	-3069	-5029	-8 350	-11626	-7 937	-7 004	-4 368	-6 780	-13 027	-12 511	-16 290	-24 130
<i>Revenus à recevoir</i>	<i>2 941</i>	<i>2 702</i>	<i>3392</i>	<i>4112</i>	<i>4232</i>	<i>4 140</i>	<i>4000</i>	<i>3 456</i>	<i>4 253</i>	<i>6 176</i>	<i>4 973</i>	<i>10 243</i>	<i>10 792</i>	<i>16 451</i>	<i>24 780</i>
<i>Revenus à verser</i>	<i>-4 971</i>	<i>-5 173</i>	<i>-5118</i>	<i>-7181</i>	<i>-9260</i>	<i>-12 490</i>	<i>-15626</i>	<i>-11 393</i>	<i>-11 257</i>	<i>-10 544</i>	<i>-11 753</i>	<i>-23 270</i>	<i>-23 303</i>	<i>-32 741</i>	<i>-48 910</i>
Balance des transferts courants	1 342	983	-232	157	72	-356	-337	601	69	-817	-750	-385	-677	-1 163	-1 317
Compte des opérations avec le capital et instruments financiers	2 393	-3 965	-9749	12536	-5980	11 252	4293	-13 852	-21 100	-15 748	-11 240	663	-7 085	-10 910	11 868
Compte des opérations avec le capital (transferts du capital)	-250	273	2410	-347	-463	-797	-382	-328	10 955	-9 356	-12 388	-993	-1 624	-12 137	186
Compte financier (sauf actifs de réserve)	2 642	-4 238	-12159	12883	-5517	12 049	4676	-13 524	-32 055	-6 393	1 148	1 656	-5 461	1 226	11 682
Obligations ('+' - augmentation, '-' - diminution)	18 418	12 844	7565	15348	23241	43 510	20665	1 221	-11 381	-4 510	3 277	27 898	36 673	54 999	70 343
<i> Organes de gouvernance fédéraux</i>	<i>15 696</i>	<i>9 136</i>	<i>5387</i>	<i>8680</i>	<i>10894</i>	<i>20 686</i>	<i>13653</i>	<i>1 123</i>	<i>-13 937</i>	<i>-8 791</i>	<i>-11 870</i>	<i>-5 203</i>	<i>-2 625</i>	<i>-20 867</i>	<i>-27 999</i>
<i> Investissements de portefeuille (titres de dette)</i>	<i>0</i>	<i>-4</i>	<i>-48</i>	<i>-820</i>	<i>2270</i>	<i>43 577</i>	<i>7740</i>	<i>-693</i>	<i>-10 334</i>	<i>-1 787</i>	<i>167</i>	<i>-1 617</i>	<i>2 849</i>	<i>-1 639</i>	<i>-995</i>
<i> Emprunts</i>	<i>5 990</i>	<i>5 268</i>	<i>1264</i>	<i>7284</i>	<i>6051</i>	<i>2 487</i>	<i>1549</i>	<i>-4</i>	<i>-2 004</i>	<i>-5 947</i>	<i>-9 596</i>	<i>-3 595</i>	<i>-1 207</i>	<i>-18 915</i>	<i>-23 888</i>
<i> Retards de remboursement</i>	<i>9 725</i>	<i>3 931</i>	<i>3160</i>	<i>1016</i>	<i>2557</i>	<i>-24 457</i>	<i>4112</i>	<i>1 832</i>	<i>-1 638</i>	<i>693</i>	<i>-2 451</i>	<i>-30</i>	<i>-2 871</i>	<i>188</i>	<i>-3 151</i>
<i> Autres obligations</i>	<i>-19</i>	<i>-59</i>	<i>1012</i>	<i>1200</i>	<i>15</i>	<i>-921</i>	<i>252</i>	<i>-12</i>	<i>39</i>	<i>-1 749</i>	<i>9</i>	<i>39</i>	<i>-1 395</i>	<i>-502</i>	<i>35</i>
<i> Sujets de la Fédération de Russie</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>6</i>	<i>1 230</i>	<i>1154</i>	<i>-247</i>	<i>-784</i>	<i>-172</i>	<i>-69</i>	<i>9</i>	<i>235</i>	<i>-302</i>	<i>163</i>
<i> Organes de régulation monétaire</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>-1 963</i>	<i>-2 767</i>	<i>-265</i>	<i>259</i>	<i>2 821</i>	<i>-7 331</i>
<i> Crédits du FMI*</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>3793</i>	<i>-917</i>	<i>0</i>	<i>-3 836</i>	<i>-1 494</i>	<i>-1 902</i>	<i>-1 651</i>	<i>-3 489</i>	<i>0</i>
<i> Autres obligations</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>1 872</i>	<i>-1 273</i>	<i>1 636</i>	<i>1 909</i>	<i>6 309</i>	<i>-7 331</i>
<i> Banques</i>	<i>1 322</i>	<i>2 148</i>	<i>993</i>	<i>2876</i>	<i>4200</i>	<i>8 901</i>	<i>-6262</i>	<i>-879</i>	<i>1 492</i>	<i>2 708</i>	<i>3 636</i>	<i>11 257</i>	<i>7 078</i>	<i>19 233</i>	<i>51 345</i>
<i> Investissements directs</i>	<i>-239</i>	<i>54</i>	<i>56</i>	<i>-5</i>	<i>45</i>	<i>87</i>	<i>261</i>	<i>495</i>	<i>239</i>	<i>75</i>	<i>291</i>	<i>503</i>	<i>685</i>	<i>1 997</i>	<i>2 510</i>

Emprunts et dépôts	655	734	1225	2049	3362	8 118	-6381	-1 406	330	1 875	2 797	11 249	6 833	17 765	47 603	
Autres obligations	905	1 361	-289	832	793	696	-142	33	923	758	547	-495	-439	-529	1 231	
<i>Entreprises du secteur non financier</i>	1 400	1 560	1185	3791	8142	12 693	8328	2 142	1 848	3 709	14 348	22 101	31 726	54 115	54 165	
Investissements directs	1 400	1 157	634	2071	2534	4 778	2500	2 815	2 475	2 674	3 170	7 455	14 760	12 603	26 221	
Investissements de portefeuille	...	...	0	39	2186	1 279	831	-225	308	746	2 824	-425	770	819	11 491
Emprunts	...	403	291	1139	3390	6 636	4997	-448	-935	769	8 334	15 128	16 180	40 900	16 840	
Autres obligations	0	0	260	542	31	0	0	0	0	-479	19	-58	16	-207	-388	
Actifs, sauf réserves ('+' - diminution, '-' - augmentation)	-15 776	-17 083	-19723	-2465	-28758	-31 461	-15990	-14 745	-20 674	-1 883	-2 129	-26 242	-42 134	-53 773	-58 661	
<i>Organes de gouvernance fédéraux</i>	-9 186	-2 673	-3118	-1042	-317	-758	-1150	-1 348	-1 617	10 099	16 990	-299	-237	11 073	-1 460	
Emprunts	2 493	8 848	10621	9001	9139	7 522	5679	4 576	5 806	302	-1 254	2 306	1 241	660	-4 006	
Retards de remboursement	-11 536	-11 360	-12742	-10549	-9446	-8 865	-7137	-5 712	-7 537	9 238	16 002	-2 621	-947	10 871	3 012	
Autres actifs	-143	-160	-996	506	-9	585	308	-212	115	559	2 242	16	-532	-458	-466	
<i>Organes de régulation monétaire**</i>										-199	671	-556	-1 268	-5 306	7 640	
<i>Banques</i>	-3 728	-5 043	-2991	3970	-2898	-1 257	277	-3 408	-3 530	-1 438	-1 107	-952	-3 562	-13 353	-23 874	
Investissements directs	-41	-122	11	-42	-165	-34	33	-37	-340	14	26	51	-237	-738	-257	
Emprunts et dépôts	-3 524	-2 401	-1764	4411	-1913	-1 835	952	-3 476	-3 592	-975	-258	433	-2 432	-9 576	-22 953	
Autres actifs	-163	-2 521	-1239	-399	-819	613	-709	105	402	-477	-875	-1 436	-894	-3 038	-664	
<i>Entreprises du secteur non financier et ménages</i>	-2 861	-9 366	-13614	-5393	-25544	-29 447	-15117	-9 989	-15 528	-10 345	-18 683	-24 435	-37 066	-46 188	-40 967	
Investissements directs et de portefeuille	-1 525	-900	-292	-1964	-170	-3 166	-1303	-2 171	-3 390	-2 736	-3 516	-9 752	-13 672	-13 975	-19 511	
Encaisse de devises étrangères	-1 336	-2 389	-5523	206	-8866	-13 384	766	1 031	-904	-815	-817	6 580	1 998	1 890	11 558	
Crédit commercial et avances	...	-2 400	-3686	1895	-6219	-696	-5388	-3 322	-4 245	475	-1 697	-4 012	-656	-8 104	-626	
Obligations de livraison selon les accords gouvernementaux	...	...	...	...	...	-118	-877	-355	-650	-365	-197	165	-110	1 911	75
Arriérés de paiements et de livraisons***	...	-3 600	-4085	-5239	-10119	-11 591	-7959	-5 051	-5 293	-6 388	-12 244	-15 435	-25 903	-27 195	-19 155	
Autres actifs	0	-78	-29	-292	-170	-492	-357	-122	-1 045	-515	-212	-1 981	1 277	-715	-13 306	
Erreurs et omissions	-386	-1 167	9	-9113	-7708	-9 236	-9817	-8 986	-9 729	-9 974	-6 501	-9 708	-6 272	-11 878	1 131	
Variation des réserves en devises ('+' - diminution, '-' - croissance)	-1 938	-3 881	1896	-10386	2841	-1 936	5305	-1 778	-16 010	-8 212	-11 375	-26 365	-45 235	-61 461	-107 466	
Mise à jour	12 mai 2005	12 mai 2005	8 janv 2003	8 janv 2003	8 janv 2003	12 janv 2006	8 janv 2003	12 janv 2006	12 janv 2006	12 janv 2006	12 janv 2006	1 avr 2004	12 janv 2006	4 avr 2006	3 avr 2006	2 avr 2007

*en 1992-2000, il s'agit du poste "Banque centrale (en partie des opérations avec les crédits du FMI)"

** poste absent en 1992-2000

*** depuis le 4^e trimestre 2002 inclut l'estimation des virements relatifs aux opérations fictives avec des titres

Source : construit par l'auteur à partir des données de la Banque de Russie

1.5. Les positions par marché, 1996-2003

A. Les 20 positions les plus fortes de la Russie, %

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne arithmétique
683 Nickel	23,44	26,12	22,69	23,09	22,12	17,75	25,85	26,40	23,43
247 Autres bois bruts ou simplement équarris	25,70	26,11	26,96	21,95	19,96	20,08	18,50	15,48	21,84
273 Pierres, sables et graviers	9,64	10,81	12,36	14,23	14,99	16,97	19,76	19,70	14,81
672 Lingots et formes primaires en fer ou en acier	11,72	11,68	9,78	10,01	10,36	10,30	10,39	8,68	10,37
541 Produits médicaux et pharmaceutiques	9,76	8,96	8,68	8,87	9,65	10,33	9,97	10,00	9,53
292 Matières brutes d'origine végétale, n.d.a.	10,16	10,70	10,32	9,41	9,28	7,85	7,78	8,00	9,19
684 Aluminium	9,76	9,00	9,26	9,05	8,93	8,41	6,71	6,55	8,46
718 Autres moteurs et machines motrices et parties	5,45	6,19	6,40	9,72	7,37	8,43	8,64	8,90	7,64
689 Autres métaux communs non ferreux, et cermets	8,75	11,06	8,11	6,78	7,10	6,17	4,53	4,89	7,18
341 Gaz naturel et gaz manufacturé	4,65	6,82	11,81	9,53	6,03	5,36	5,31	5,78	6,91
244 Liège naturel brut et déchets (y compris en bloc ou en feuilles)	5,95	5,90	5,29	5,81	6,01	7,29	8,04	8,89	6,65
245 Bois de chauffage (non compris les déchets) et charbon de bois	6,37	6,03	4,16	5,04	6,45	6,23	7,88	7,63	6,22
676 Rails et autres éléments de voies ferrées, en fonte	1,38	4,85	6,63	6,99	5,23	5,99	5,82	8,13	5,63
323 Briquettes; cokes et semi-cokes de houille, lignite et tourbe	3,34	5,51	2,56	3,64	7,74	3,85	8,21	7,30	5,27
267 Autres fibres textiles synthétiques de longueur suffisante pour être filées	6,61	5,14	4,18	3,83	3,83	3,99	4,75	5,74	4,76
233 Latex de caoutchouc synthétique et régénéré; déchets et débris	3,04	3,21	2,87	5,19	2,28	4,06	6,26	5,99	4,11
671 Fonte, fonte spiegel, fer spongieux, poudres de fer	1,42	3,62	3,82	3,43	3,71	4,54	5,48	6,13	4,02
551 Huiles essentielles, produits utilisés en parfumerie et confiserie	6,39	7,25	3,31	3,81	3,31	3,33	2,29	1,91	3,95
423 Huiles végétales fixes, douces, brutes, épurées ou raffinées	4,40	7,93	11,14	6,01	0,80	0,13	0,19	0,09	3,84
232 Latex de caoutchouc naturel; caoutchouc et gommés naturelles	3,23	2,52	2,08	1,90	5,28	4,40	4,24	5,88	3,69

Source: calculs de l'auteur, données CNUCED (accès avril 2006), nomenclature CTCl.

B. Les 20 positions les plus faibles de la Russie

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne arithmétique
074 Thé et maté	-7,30	-9,09	-9,28	-9,45	-7,23	-6,93	-8,06	-7,76	-8,14
061 Sucres et miel	-7,04	-7,21	-8,83	-9,61	-6,94	-9,25	-6,80	-6,68	-7,79
248 Bois, simplement travaillés, et traverses pour voies ferrées	-2,51	-3,99	-5,79	-7,30	-8,33	-8,91	-9,44	-9,13	-6,93
411 Huiles et graisses d'origine animale	-5,86	-4,92	-4,81	-5,18	-5,47	-5,62	-4,61	-3,57	-5,00
023 Beurre	-5,39	-7,39	-4,08	-1,93	-2,47	-4,21	-4,77	-5,12	-4,42
011 Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés	-4,07	-5,92	-4,84	-3,18	-2,60	-4,36	-5,65	-4,65	-4,41
727 Machines et appareils pour l'industrie alimentaire, et pièces	-5,23	-5,47	-5,60	-3,77	-3,43	-3,45	-4,41	-3,86	-4,40
091 Margarine et graisses culinaires	-5,29	-8,71	-6,30	-4,60	-2,15	-2,20	-2,20	-1,90	-4,17
211 Cuirs et peaux (non compris les pelleteries), bruts	-0,93	-1,96	-3,18	-3,34	-3,27	-4,82	-5,74	-5,01	-3,53
281 Minerais de fer et concentrés	-2,09	-3,26	-1,90	-4,19	-4,92	-4,36	-3,34	-2,58	-3,33
774 Appareils d'électricité médicale et de radiologie	-3,57	-3,54	-3,79	-2,45	-1,20	-2,70	-2,06	-2,31	-2,70
072 Cacao	-2,26	-2,85	-2,24	-2,07	-2,58	-2,59	-3,67	-3,01	-2,66
057 Fruits (sauf fruits oléagineux), frais ou secs	-2,89	-3,03	-2,23	-1,35	-2,10	-2,14	-2,43	-2,81	-2,37
014 Préparations ou conserves de viandes, n.d.a.; extraits de poisson	-6,12	-5,44	-3,44	-0,88	-0,73	-0,75	-0,67	-0,42	-2,31
047 Autres semoules et farines de céréales	-5,71	-3,55	-3,74	-4,56	0,03	-0,33	-0,38	0,12	-2,27
056 Légumes, racines et tubercules, préparés ou conservés, n.d.a.	-2,26	-3,11	-2,28	-1,44	-1,95	-2,03	-2,19	-2,12	-2,17
212 Pelleteries brutes (y compris astrakan, caracul et peaux similaires)	-1,56	-2,25	-1,67	-3,13	-1,59	-2,52	-2,85	-1,54	-2,14
251 Pâtes à papier et déchets de papier	-2,33	-4,55	-4,72	-1,89	-1,25	-0,75	-0,66	-0,29	-2,05
634 Placages, contreplaqués et autres bois façonnés	-4,19	-2,91	-2,06	-2,00	-2,12	-1,10	-0,92	-0,63	-1,99
062 Sucreries et autres préparations, non compris la confiserie au chocolat	-2,84	-2,90	-1,90	-1,36	-2,03	-1,70	-0,76	-0,81	-1,79

Source: calculs de l'auteur, données CNUCED (accès avril 2006), nomenclature CTCl

1.6. Avantages comparatifs révélés de la Russie, 1996-2003

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne arithmétique
333 Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	14,94	15,47	14,56	14,50	13,32	15,25	16,83	19,75	15,58
341 Gaz naturel et gaz manufacturé	15,60	16,11	17,16	13,24	11,70	10,44	9,41	8,11	12,72
334 Produits raffinés du pétrole	7,28	7,13	5,08	5,58	6,64	5,72	7,53	7,49	6,56
684 Aluminium	4,44	4,19	4,47	4,05	3,88	3,23	2,45	2,51	3,65
672 Lingots et formes primaires en fer ou en acier	3,54	3,62	3,12	3,01	3,03	2,72	2,65	2,27	3,00
562 Engrais manufacturés	2,04	1,93	1,93	1,85	2,00	1,92	1,81	1,92	1,93
247 Autres bois bruts ou simplement équarris	1,01	1,17	1,39	1,51	1,58	1,61	1,84	1,96	1,51
683 Nickel	1,39	1,58	1,41	1,37	1,28	0,92	1,32	1,44	1,34
682 Cuivre	1,17	1,12	1,00	1,11	0,99	0,80	0,76	0,79	0,97
674 Larges plats et tôles, en fer ou en acier	1,19	1,28	0,89	0,74	0,69	0,43	0,72	0,67	0,82
322 Houilles, lignites et tourbe	0,70	0,57	0,49	0,37	1,21	0,83	0,79	1,23	0,77
248 Bois, simplement travaillés, et traverses pour voies ferrées	0,53	0,60	0,63	0,56	0,64	0,57	0,71	1,01	0,66
673 Barres et profilés en fer ou en acier	1,03	1,01	0,52	0,39	0,32	0,36	0,39	0,48	0,56
282 Ferrailles, déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier	0,35	0,55	1,02	0,77	0,44	0,34	0,33	0,35	0,52
718 Autres moteurs et machines motrices et parties	0,32	0,39	0,42	0,60	0,43	0,44	0,44	0,48	0,44
671 Fonte, fonte spiegel, fer spongieux, poudres de fer	0,11	0,42	0,47	0,38	0,39	0,44	0,54	0,63	0,42
522 Produits chimiques inorganiques; oxydes et sels halogénés	0,58	0,55	0,39	0,29	0,37	0,27	0,20	0,35	0,38
251 Pâtes à papier et déchets de papier	0,37	0,33	0,38	0,29	0,27	0,31	0,36	0,36	0,33
288 Déchets et débris de métaux communs non ferreux, n.d.a.	0,37	0,74	1,09	0,53	-0,01	-0,07	-0,05	-0,07	0,32
233 Latex de caoutchouc synthétique et régénéré; déchets et débris	0,47	0,37	0,31	0,25	0,24	0,22	0,27	0,35	0,31
689 Autres métaux communs non ferreux, et cermets	0,34	0,45	0,34	0,26	0,26	0,20	0,14	0,16	0,27
351 Énergie électrique	0,42	0,59	0,40	0,15	0,04	0,02	0,06	0,09	0,22
512 Alcools, phénols, phénols-alcools, et leurs dérivés halogénés	0,17	0,27	0,12	0,13	0,17	0,12	0,15	0,19	0,17
271 Engrais bruts	0,19	0,20	0,20	0,17	0,17	0,13	0,12	0,13	0,17
211 Cuir et peaux (non compris les pelleteries), bruts	0,23	0,33	0,41	0,18	0,11	0,04	0,00	-0,02	0,16
634 Placages, contreplaqués et autres bois façonnés	0,13	0,14	0,22	0,18	0,15	0,14	0,15	0,12	0,15
511 Hydrocarbures, n.d.a., et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés et nitrosés	0,23	0,22	0,21	0,14	0,12	0,10	0,08	0,01	0,14
323 Briquettes; cokes et semi-cokes de houille, lignite et tourbe	0,07	0,08	0,08	0,13	0,04	0,08	0,13	0,13	0,09
043 Orge non mondée	-0,07	0,07	0,00	-0,06	-0,03	0,11	0,26	0,34	0,08
676 Rails et autres éléments de voies ferrées, en fonte	0,01	0,07	0,09	0,09	0,07	0,07	0,06	0,10	0,07
572 Explosifs et articles de pyrotechnie	0,09	0,10	0,05	0,05	0,04	0,03	0,02	0,01	0,05
686 Zinc	0,04	0,03	0,07	0,08	0,04	0,05	0,05	0,00	0,05
274 Soufre et pyrites de fer non grillées	0,03	0,05	0,02	0,03	0,07	0,03	0,06	0,06	0,04
712 Machines à vapeur d'eau, locomotives et pièces	0,00	0,02	0,04	0,03	0,05	-0,01	0,10	0,09	0,04
212 Pelleteries brutes (y compris astrakan, caracul et peaux similaires)	0,06	0,04	0,03	0,02	0,02	0,02	0,03	0,04	0,03
695 Outils à main et outils pour machines	-0,16	-0,16	0,00	0,46	0,57	0,01	-0,21	-0,27	0,03
222 Graines et fruits oléagineux (non compris les farines)	0,36	0,15	0,20	-0,11	0,04	-0,12	-0,14	-0,15	0,03
711 Générateurs de vapeur d'eau et appareils auxiliaires	-0,13	-0,02	0,08	0,06	0,05	0,09	0,00	-0,02	0,01
687 Étain	0,05	0,04	0,01	-0,01	0,00	0,00	0,00	-0,01	0,01
246 Bois de trituration (y compris les plaquettes et déchets)	0,01	0,01	0,02	0,01	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01
277 Abrasifs naturels, n.d.a., (y compris les diamants industriels)	-0,01	0,00	0,11	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	0,01
679 Ouvrages en fonte, fer ou acier, à l'état brut	0,03	0,04	0,02	0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,02	0,01
524 Matières radioactives et produits associés	0,31	0,00	0,17	0,11	-0,02	-0,20	-0,19	-0,14	0,01

Source : calculs de l'auteur sur la base de données CNUCED, FMI.

1.7. Compétitivité des industries manufacturières en 2003-2004

A. sur le marché interne (% du nombre des entreprises étudiées)

		élevée	moyenne	faible	non compétitive	pas de réponse
Chimie et pétrochimie	IV trim 2003	31	60	7	0	2
Chimie et pétrochimie	IV trim 2004	22	70	8	0	0
Constructions mécaniques et traitement des métaux	IV trim 2003	24	72	2	0	2
Constructions mécaniques et traitement des métaux	IV trim 2004	6	77	12	2	3
Filière bois-papier	IV trim 2003	19	75	6	0	0
Filière bois-papier	IV trim 2004	11	68	20	0	1
Industrie des matériaux de construction	IV trim 2003	21	69	7	2	1
Industrie des matériaux de construction	IV trim 2004	15	64	19	1	1
Industrie légère	IV trim 2003	16	76	5	1	2
Industrie légère	IV trim 2004	26	49	15	3	7
Industrie alimentaire	IV trim 2003	35	55	4	2	4
Industrie alimentaire	IV trim 2004	21	55	16	2	6

Source : TSEK [2005, p. 5].

B. sur les marchés externes (% du nombre des entreprises étudiées)

		Elevée	moyenne	faible	Non compétitive	pas de réponse
Chimie et pétrochimie	IV trim 2003	17	37	25	5	16
Chimie et pétrochimie	IV trim 2004	13	39	23	5	20
Constructions mécaniques et traitement des métaux	IV trim 2003	4	27	36	5	28
Constructions mécaniques et traitement des métaux	IV trim 2004	4	15	31	6	44
Filière bois-papier	IV trim 2003	3	28	2	6	63
Filière bois-papier	IV trim 2004	1	21	16	8	54
Industrie des matériaux de construction	IV trim 2003	0	1	4	18	77
Industrie des matériaux de construction	IV trim 2004	0	3	10	15	72
Industrie légère	IV trim 2003	2	13	10	17	58
Industrie légère	IV trim 2004	6	3	16	20	55
Industrie alimentaire	IV trim 2003	4	6	6	3	81
Industrie alimentaire	IV trim 2004	2	2	8	5	83

Source : TSEK [2005, p.6].

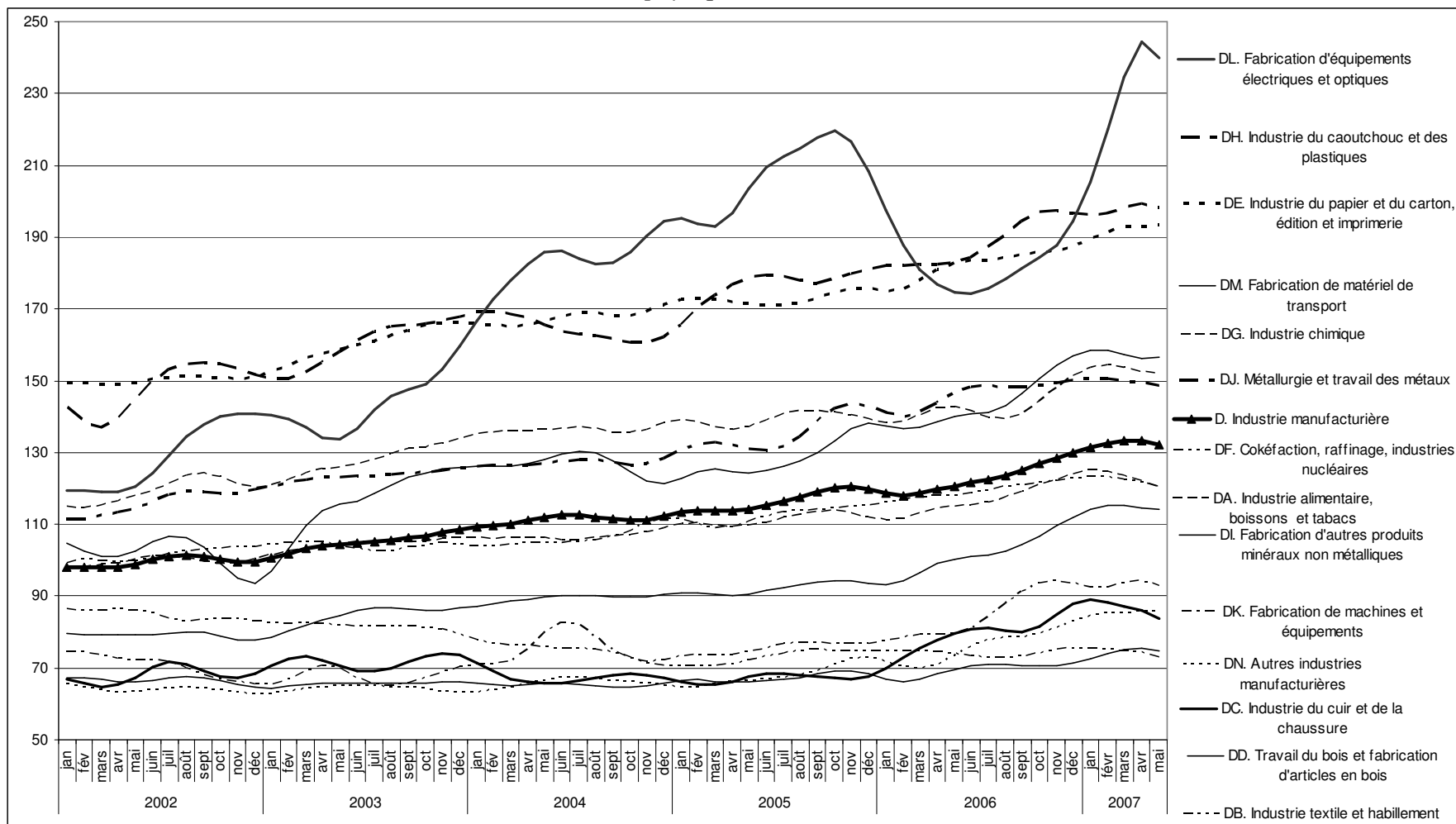
1.8. Environnement institutionnel dans le secteur pétrolier et stratégies d'entreprises

Activités	Caractéristiques	
	Contraintes institutionnelles molles	Contraintes institutionnelles dures
Usage des sous-sols		
Prospection et reproduction de la base minérale	<i>Stratégie passive.</i> Orientation sur les achats des compagnies ayant une base de ressources, achèvement de la prospection des "anciens" gisements dans les limites des avantages fiscaux et autres préférences accordés	<i>Stratégie active.</i> Recherche et prospection de nouveaux gisements avec le recours aux capitaux propres et empruntés
Extraction	Orientation sur l'exploration intensive des meilleurs zones des gisements, application des normes et règles propres "optimisées", vitesse élevée de prélèvements, intensification de l'extraction, les pertes importantes en ressources étant possibles	Orientation sur l'augmentation du degré de prélèvement des hydrocarbures sur la totalité du gisement, respect des normes d'extraction
Politique écologique	Minimisation des coûts pour les objectifs environnementaux	Respect des règles publiques et des règles internes (amélioration des standards propres à des compagnies)
Fiscalité		
Fiscalité flexible basée sur l'approche économique (accent sur la taxation des superprofits)	Croissance non justifiée des coûts afin de minimiser les prélèvements fiscaux, application des prix de transfert	Correspondance entre les coûts rapportés et les coûts factuels, orientation sur la diminution des coûts par les innovations technico - scientifiques et organisationnelles, application limitée des prix de transfert (étant donné les prix de référence établi par les autorités publiques)
Fiscalité flexible basée sur l'approche de production (différenciée en fonction de la productivité des puits et/ou degré d'épuisement des réserves)	Manipulation du niveau et de la dynamique des indicateurs de production, écarts entre la productivité des puits réelle et "rapportée" et degré d'épuisement des réserves (surtout en cas de prospection supplémentaire)	Absence d'écart entre les indicateurs de production réels et rapportés, rapports d'activité réguliers auprès des autorités publiques (présence d'un système efficace de <i>monitoring</i> des réserves), réévaluations de réserves justifiées
Prix appliqués	Application de prix de transfert, localisation des centres de profit dans les zones <i>offshores</i>	Application de prix basés sur les prix de marché ou prix de référence des hydrocarbures

Source : Krukov [2006, p.94].

1.9. Dynamique de la production en volume, 2002-2007

(évolutions des volumes physiques, 1995=100%, classification OKVED)



Source : Construit par l'auteur sur la base des données de High School of Economics, Moscow, <http://stat.hse.ru/hse/index.html>, accès juin 2007

Données ajustées pour les variations saisonnières, Centre de la conjoncture économique auprès du Gouvernement de Russie (pour la méthode de correction, voir Bessonov [2005]).

Annexes de la deuxième partie

2.1. Structure du tarif extérieur

A. Tarifs et importations: résumé

	Année	Total	Produits agricoles	Produits non agricoles
Moyenne des droits NPF* appliqués	2005	11,4	13,5	11,1
Moyenne pondérée par le commerce	2005	12,9	25,0	10,4
Importations en milliards US\$	2005**	91,4	15,6	75,7

* NPF - Nation la Plus Favorisée

** Il s'agit probablement de l'année 2004 puisque 2005 selon la Banque de Russie, les importations s'élèvent à 125,4 Mds doll en

Source : WTO [2007, p. 142].

B. Tarifs par intervalles (en 2005)

Distribution de fréquence	Exempt	0<=5	5<=10	10<=15	15<=25	25<=50	50<=100	>100	Droit non <i>ad valorem</i> en %
	Lignes tarifaires et valeur des importations (en %)								
Produits agricoles									
Droits NPF* appliqués	2,1	38,2	11,6	30,7	8,8	6,2	1,6	0,6	25,6
Importations	3,0	20,9	11,7	11,8	21,8	21,5	7,6	1,6	58,6
Produits non agricoles									
Droits NPF* appliqués	1,2	43,0	16,2	20,9	16,5	1,8	0,3	0,1	10,1
Importations	2,6	44,4	18,2	14,8	18,4	1,5	0,0	0,0	6,1

** NPF - Nation la Plus Favorisée

Source : WTO [2007, p. 142].

C. Tarifs et importations par groupe de produits

Groupes de produits	Droits NPF* appliqués			Importations	
	Moyenne	Exempt en %	Max.	Part en %	Exempt en %
Produits d'origine animale	21,5	7,3	123	3,5	1,1
Produits laitiers	16,2	0	33	1,0	0
Fruits, légumes, plantes	12,2	0	68	4,0	0
Café, thé	11,5	0	66	1,4	0
Céréales & autres préparations	13,1	1,3	227	1,2	1,8
Oléagineux, graisses & huiles	9,4	1,9	37	1,0	14,3
Sucres	21,9	0	117	1,0	0
Boissons & tabacs	29,6	0	159	2,9	0
Coton	0,0	100,0	0	0,3	100,0
Autres produits agricoles	6,8	0	31	0,7	0
Pêche et produits de la pêche	14,4	0,9	155	1,2	4,9
Métaux & minéraux	10,5	0,4	27	11,1	7,0
Pétrole	5,0	0	5	0,8	0
Produits chimiques	7,1	0,4	28	15,5	1,7
Bois, papier, etc.	15,4	4,8	79	4,0	12,5
Textiles	12,4	0	100	1,9	0
Vêtements	21,7	0	62	0,9	0
Cuir, chaussures, etc.	12,6	0	64	1,8	0
Machines non électriques	7,5	3,7	28	17,0	2,3
Machines électriques	10,3	1,4	48	10,3	1,5
Matériel de transport	11,0	2,4	25	14,2	0,1
Autres articles manufacturés, n.d.a.	13,8	1,6	172	4,1	0,5

* * NPF - Nation la Plus Favorisée

Source : WTO [2007, p. 142].

Annexes de la troisième partie

3.1. Asymétrie commerciale Russie/Républiques dans les échanges interrpublicains

(en 1991, en pourcentage)

	Part de la Russie dans les exportations de la république	Part de la république dans les exportations de la Russie	Part de la Russie dans les importations de la république	Part de la république dans les importations de la Russie
Estonie	60	1.5	54	2.5
Arménie	69	3.2	59	2.8
Lituanie	60	3.3	55	6.0
Lettonie	56	2.1	51	3.6
Moldavie	60	3.2	45	3.7
Biélorussie	61	13.0	55	15.2
Kirghizstan	43	1.9	48	2.4
Géorgie	67	3.8	60	3.0
Azerbaïdjan	60	3.7	56	5.9
Tadjikistan	55	2.0	41	1.5
Ouzbékistan	63	8.6	44	9.4
Turkménistan	50	1.7	48	2.9
Ukraine	68	39.1	73	33.2
Kazakhstan	59	12.9	57	8.0

Source : Vercueil [2002, p. 134].

3.2. Part de la Russie dans le commerce extérieur des pays de la CEI

	Arménie *	Azerbaïdjan	Biélorussie	Géorgie	Kazakhstan	Kyrgyzstan	Moldavie*	Ouzbékistan	Tadjikistan	Turkménistan	Ukraine
1994	-	-	-	-	-	-	49%	-	-	-	-
1995	-	-	-	-	-	24%	40%	-	-	-	-
1996	-	17%	-	21%	-	23%	40%	-	-	-	45%
1997	25%	21%	-	16%	-	-	68%	-	-	-	37%
1998	-	18%	59%	17%	-	21%	34%	-	-	-	36%
1999	18%	16%	56%	19%	-	17%	31%	-	-	8%	34%
2000	15%	12%	59%	16%	30%	-	26%	-	-	30%	33%
2001	-	6%	60%	16%	31%	-	27%	-	-	-	29%
2002	19%	10%	58%	-	-	19%	23%	-	-	-	27%
2003	15%	10%	58%	15%	25%	21%	22%	13%**	11%**	7%**	-

Source: UN Comtrade (rapporté par les ex-républiques de l'URSS)

* sans re-exportations

** compilation des statistiques Comtrade (échanges rapportés par la Russie) et des statistiques de la Cnuccd (total des échanges)

3.3. Part du commerce intra-CEI dans les exportations et les importations totales

(en pourcentage)

	1991*	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
	Exportations							
Azerbaïdjan	93	45	38	23	14	10	11	13
Arménie	98	63	37	24	24	26	19	19
Biélorussie	91	63	73	61	60	60	55	55
Géorgie	94	62	56	45	40	45	49	50
Kazakhstan	92	55	40	26	27	31	23	23
Kirghizstan	99,5	66	45	40	41	35	35	35
Moldavie	97	63	68	55	59	61	54	54
Russie	58	19	19	15	13	15	15	15
Tadjikistan	87	34	34	46	48	33	26	17
Turkménistan	98	49	26	...	...	...	...	...
Ouzbékistan	94	39	25	...	...	...	...	...
Ukraine	87	53	33	28	31	29	24	26
Moyenne CEI	72	28	27	20	19	20	19	20
	Importations							
	1991*	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Azerbaïdjan	80	34	38	31	32	31	39	32
Arménie	81	50	26	23	20	25	31	22
Biélorussie	88	66	65	64	70	70	69	70
Géorgie	64	40	30	37	35	37	40	32
Kazakhstan	88	70	48	44	54	51	46	47
Kirghizstan	80	68	52	43	54	55	55	57
Moldavie	87	68	43	41	34	38	39	42
Russie	55	29	26	28	34	27	22	23
Tadjikistan	79	59	63	78	83	78	76	68
Turkménistan	87	55	47	...	...	...	...	...
Ouzbékistan	89	41	28	...	...	...	...	...
Ukraine	82	65	54	57	58	56	53	50
Moyenne CEI	70	43	38	40	46	40	37	37

Source : Comité interétatique de statistiques de la CEI, www.cisstat.com

* la source ne précise pas la signification de l'astérisque.

3.4. Contraction des échanges intra-CEI: estimations diverses

	1990		1991		1992		1993		1994	
	Export	Import	Export	Import	Export	Import	Export	Import	Export	Import
<i>Mns roubles, prix de 1990</i>										
Russie	74,710	67,284	58,837	42,915	42,464	37,006	27,493	23,280	17,365	17,413
Ex-URSS	189,337	188,472	141,216	128,978	95,204	99,834	61,657	67,158	42,258	43,252
<i>Mns doll., prix courants, taux de change officiel (commercial)</i>										
Russie	126,627	114,041	108,571	83,333	10,954	9,246	15,752	10,546	16,077	13,560
Ex-URSS	320,910	319,444	268,022	243,954	24,124	24,583	35,396	34,211	35,135	35,252
<i>Mns doll., prix courants, taux de change calculé</i>										
Russie	146,183	95,802	115,355	61,227	83,753	53,113	55,355	34,109	37,376	27,272
Ex-URSS	309,016	309,016	234,851	213,869	163,227	165,944	107,942	114,417	78,548	79,055

Source: Belkindas, Ivanova 1995, p. 148 (données officielles pour 1990-1991, estimations de la Banque Mondiale pour 1992-1993).

3.5. CEI à géométrie variable

	Arménie	Azerbaïdjan	Biélorussie	Géorgie	Kazakhstan	Kirghizstan	Moldavie	Ouzbékistan	Russie	Tadjikistan	Turkménistan	Ukraine
Communauté des Etats Indépendants Créé en décembre 1991	X	X	X	X*	X	X	X	X	X	X	X**	X
Traité de sécurité collective (mai 1992, transformé en Organisation du Traité de sécurité collective en avril 2002)	X		X		X	X			X	X		
Union Russie -Biélorussie (depuis 1996)			X						X			
Organisation de coopération de Shanghai (1996, comprend également la Chine. L'Iran, l'Inde, le Pakistan et la Mongolie ont le statut d'observateur)					X	X		X	X	X		
GUAM (créé en 1997, l'Ouzbékistan est membre en 1999-2005)		X		X			X					X
Communauté économique eurasienne (créée en 2000)			X		X	X		X	X	X		
Espace économique commun (créé en 2003)			X		X				X			X

* - membre depuis la fin 1993, ** - statut de membre associé depuis août 2005

Source : à partir de Light [2006, p.19]. La Moldavie, l'Ukraine et le Turkménistan n'ont pas ratifié les statuts de la CEI. Ils ne sont donc pas membres d'un point de vue formel.

3.6. Commerce de la Russie avec la CEI et le reste du monde

Années	Exportations				Importations				Solde de la balance commerciale	
	Vers les pays de l'étranger lointain		Vers la CEI		En provenance des pays de l'étranger lointain		En provenance de la CEI		Avec les pays de l'étranger lointain, Mns doll	Avec les pays de la CEI, Mns doll
	Mns doll	% par rapport à l'année précédente	Mns doll	% par rapport à l'année précédente	Mns doll	% par rapport à l'année précédente	Mns doll	% par rapport à l'année précédente		
1994	51 664	x	15 715	x	36 455	x	13 997	x	15 209	1 718
1995	65 446	126,7	16 973	108	44 259	121,4	18 344	131,1	21 187	-1 371
1996	71 119	108,7	18 566	109,4	47 274	106,8	20 819	113,5	23 845	-2 253
1997	67 819	95,4	19 076	102,7	53 394	112,9	18 588	89,3	14 425	488
1998	58 651	86,5	15 793	82,8	43 714	81,9	14 302	76,9	14 937	1 492
1999	63 556	108,4	11 995	76	29 158	66,7	10 379	72,6	34 398	1 616
2000	90 783	142,8	14 250	118,8	31 434	107,8	13 428	129,4	59 349	822
2001	86 614	95,4	15 270	107,2	40 723	129,6	13 041	97,1	45 891	2 229
2002	90 926	105	16 375	107,2	48 815	119,9	12 151	93,2	42 111	4 225
2003	114 572	126	21 357	130,4	60 993	124,9	15 077	124,1	53 579	6 280
2004	153 004	133,5	30 203	141,4	77 491	127	19 891	131,9	75 514	10 311
2005	210 249	137,4	33 549	111,1	103 535	133,6	21 899	110,1	106 714	11 650
2006	260 558	123,9	43 368	129,3	140 115	135,3	24 577	112,2	120 443	18 791

Source : données de la Banque de Russie

Bibliographie

Ouvrages

- Andreff W. [2003] : "La mutation des économies postsocialistes. Une analyse économique alternative", L'Harmattan, Coll. "Pays de l'Est".
- Aslund A. [1995] : "*How Russia Became a Market Economy*", Washington D.C., The Brookings Institution.
- Balcerowicz L. [1995] : "*Socialism, Capitalism, Transformation*", Budapest, Central European University Press.
- Bates G., Oresman M. [2003]: "*China's New Journey to the West: China's Emergence in Central Asia and Implications for U.S. Interests*", CSIS Report, August.
- Belkindas M., Ivanova O. (eds.) [1995] : "*Foreign Trade Statistics in the USSR and Successor States*", Studies of Economies in Transformation, n°18, The World Bank, Washington D.C.
- Benaroya F. [2006] : "*L'économie de la Russie*", Paris, La Découverte, Coll. "Repères".
- Berelowitch A., Radvaniy J. [1999] : "*Les 100 portes de la Russie. De l'URSS à la CEI : les convulsions d'un géant*", Les Editions de l'Atelier/Éditions Ouvrières.
- Bergson A. [1964] : "*The Economics of Soviet Planning*", New Haven, Yale University Press.
- Bhagwati J. [1988] : "*Protectionnisme*", Dunod, 1990.
- Blanchard O. [1997] : "*The Economics of Post-Communist Transition*", Oxford, Clarendon.
- Blanchard O.J., Froot K.A., Sachs J.D. (dir.) [1994] : "*The Transition in Eastern Europe*", Chicago, The University of Chicago Press.
- Blasi J., Kroumova M., Kruse D. [1997] : "*Kremlin Capitalism. Privatizing the Russian Economy*", Ithaca, Cornell University Press.
- Bohn M. [2002] : "*L'intégration économique sud-africaine. Une approche d'économie politique internationale*", Thèse de doctorat, Université Grenoble II.
- Boycko M., Shleifer A., Vishny R. [1995] : "*Privatizing Russia*", Cambridge, Mass., MIT Press.
- Brawley M. [1993] : "*Liberal Leadership: Great Powers and Their Challenges in Peace and War*", Cornell University Press.
- Breault Y., Jolicoeur P., Lévesque J. [2003] : "*La Russie et son ex-empire*", Presses de Sciences Po.
- Buchanan J.M., Tullock G. [1962] : "*The Calculus of Consent*", University of Michigan Press, Ann Arbor.

- Claveau D. [2002] : *"La Russie dans la CEI : défis et ambitions d'une puissance régionale"*, Paris, Thèse de doctorat, Université Paris I.
- Commission Européenne [1991] : *"La situation économique et les réformes en Union Soviétique. Rapport de la Commission Européenne"*. Paris : L'Harmattan.
- Courty G. [2006] : *"Les groupes d'intérêt"*, Paris, La Découverte, Coll. "Repères".
- De Melo J., Grether J.-M. [1997] : *"Commerce international. Théories et applications"*, Bruxelles, De Boeck Université.
- Desai R. M., Goldberg (eds.) [2007] : *"Enhancing Russia's Competitiveness and Innovative Capacity"*, The World Bank.
- Favarel-Garrigues G., Rousselet K. [2004] : *"La société russe en quête d'ordre. Avec Vladimir Poutine?"*, Collection CERI/Autrement, Editions Autrement.
- Gershenkron A. [1962] : *"Economic Backwardness in Economic Perspective"*, Cambridge, Harvard University Press.
- Gilpin R. [1987] : *"The Political Economy of International Relations"*, Princeton, Princeton University Press.
- Goldman M. [2003]: *"The Piratization of Russia : Russian Reform Goes Awry"*, Routledge, London.
- Grace J.D. [2005] : *"Russian Oil Supply. Performance and Prospects"*, Oxford Institute for Energy Studies, Oxford University Press.
- Hill F., Gaddy C. [2003] : *"The Siberian Curse : How Communist Planners Left Russia Out in the Cold"*, Washington, DC, Brookings Institutions Press.
- Hirschman A.O. [1958] : *"The strategy of economic development"*, Yale University Press, New Haven.
- Innis H. A. [1956] : *"Essays in Canadian Economic History"*, Toronto, University of Toronto Press.
- Jordan A. [1999] : *"De la crise industrielle de l'URSS à la fin des années 1970 à celle de la Russie post-soviétique : ruptures et continuités"*, Thèse de doctorat, présentée le 8 janvier 1999, Université Grenoble II.
- Kébabdjian G. [1999] : *"Les théories de l'économie politique internationale"*, Seuil.
- Kornai J. [1992] : *"The Socialist System: the Political Economy of Communism"*, Princeton : Princeton University Press, Edition française *"Le système socialiste: l'économie politique du communisme"*, Presses Universitaires de Grenoble, 1996.
- Lafay G., Herzog C., Freudenberg M., Ünal-Kesenci D. [1999] : *"Nations et Mondialisation"*, Economica.
- Ledeneva A. [1998] : *"Russia's Economy of Favours: Blat, Networking, and Informal Exchange"*, Cambridge University Press.
- List F. [1857] : *"Système d'économie politique"*, réédition Gallimard, Paris, 1998.
- Magee S, Brock W., Young L. [1989] : *"Black Hole Tariffs, and Endogenous Policy Theory: Political Economy in General Equilibrium"*, Cambridge University Press.
- Meade J. [1955] : *"Trade and Welfare"*, New York, Oxford University Press.

- Mendras M. (dir.) [2003]: *"Comment fonctionne la Russie ?"*, CERI/Autrement, Editions Autrement.
- Messerlin P.A. [1998] : *"Commerce international"*, Presses universitaires de France, coll. Thémis.
- Michalopoulos C., Tarr D. [1996] : *"Trade Performance and Policy in the New Independent States"*, Directions in Development, The World Bank.
- Milner H. [1986] : *"Resisting the Protectionist Temptation : Industry Politics and Trade Policy in France and the United States in the 1920s and 1970s"*, a thesis presented to the Department of Government in partial fulfillment of the requirements for the degree of Doctor of Philosophy in the subject of Political Science, Harvard University, Cambridge, Massachusetts, May 1986.
- Milner H. [1988a] : *"Resisting protectionisme: global industries and the politics of international trade"*, Princeton University Press.
- Niskanen W. [1971] : *"Bureaucracy and Representative Government"*, Chicago, Aldine-Atherton.
- Olson M. [1965] : *"The Logic of Collective Action: Public Goods and the Theory of Groups"*, Cambridge, Harvard University Press.
- Olson M. [1983] : *"Grandeur et décadence des nations : croissance économique, stagflation et rigidités sociales"*, Paris, Bonnel (édition américaine 1982).
- Radvanyi J. (dir.) [2003] : *"Les Etats post-soviétiques"*, Collection U, Paris, Armand Colin.
- Reddaway P., Glinski D. [2001] : *"The Tragedy of Russian Reforms: Market Bolchevism Against Democracy"*, Washington D.C., United States Institute of Peace.
- Réglol O. [2005]: *"Go East ! Une lecture critique de la littérature portant sur l'attitude du fonds monétaire international en Russie (1992-1999)"*, CEPES, Université du Québec à Montréal, série mémoires, n°4, mai.
- Roche M. [2000] : *"Thérapie de choc et autoritarisme en Russie. La démocratie confisquée"*, Paris, l'Harmattan.
- Rogowski R. [1989] : *"Commerce and Coalitions"*, Princeton, Princeton University Press.
- Roland G. [2000] : *"Transition and Economics : Politics, Markets, and Firms"*, The MIT Press.
- Rosefielde S. [2005] : *"Russia in the 21st Century : the Prodigal Superpower"*, Cambridge University Press.
- Rotillon G. [2005] : *"Economie des ressources naturelles"*, Paris, La Découverte, Coll. "Repères".
- Sapir J. [1996] : *"Le chaos russe. Désordres économiques, conflits politiques, décomposition militaire"*, Ed. La Découverte.
- Shafer M. [1994] : *"Winners and Losers: How Sectors Shape the Developmental Prospects of States"*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press.
- Shleifer A., Treisman D. [1998] : *"Environnement économique et politique de transition vers l'économie de marché. La Russie"*. Paris: OCDE.
- Shleifer A., Treisman D. [2000] : *"Without a Map. Political Tactics and Economic Reform in Russia"*, Cambridge, MA.

Shleifer A., Vishny R. [1998] : "*The Grabbing Hand – Government Pathologies and their Curves*", Cambridge, MA: Harvard University Press.

Stern J. [2005] : "*The Future of Russian Gas and Gazprom*", Oxford Institute for Energy Studies, Oxford University Press.

Stiglitz J. [1994] : "*Whither Socialism?*", Cambridge, Mass.: The MIT Press.

Stiglitz J. [2002] : "*La Grande Désillusion*", Fayard.

Sutela P. [2003]: "*Russia and Europe : Some Economic Aspects*", Centre Carnegie de Moscou, Gendalf.

Treisman D. [1999] : "*After the Deluge: The Politics of Regional Crisis in Post-Soviet Russia*", Ann Arbor, University of Michigan.

Vercueil J. [2002] : "*Transition et ouverture de l'économie russe (1992-2002). Pour une économie institutionnelle du changement*", L'Harmattan, Coll. "Pays de l'Est".

Weiller J. [1989] : "*Economie Internationale. Hier et aujourd'hui. Crises - ruptures et déséquilibres dans les relations internationales*", PUG, Grenoble.

Articles

Ahrend R. [2004]: "Russian Industrial Restructuring: Trends in Productivity, Competitiveness and Comparative Advantage", *OECD Economics Department Working Paper*, No. 408, ECO/WKP(2004)31, 22 October 2004.

Ahrend R. [2006] : "How to Sustain Growth in a Resource Based Economy? The Main Concepts and Their Application to the Russian Case", *OECD Economics Department Working Papers* No. 478, ECO/WP(2006)6, 09 February 2006.

Ahrend R., Tompson W. [2005] : "Fifteen Years of Economic Reform in Russia : What Has Been Achieved? What Remains to Be Done?", *OECD Economics Department Working Papers* No. 430, ECO/WKP (2005)17, 13 May 2005.

Alexeev A., Sokolov D., Tourdyeva N., Yudaeva K. [2004] : "*Estimating the effects of EU enlargement, WTO accession and formation of FTA with EU or CIS on Russian Economy*", GTAP conference, Washington, June.

Alexeev M. [2001] : "Socioeconomic and Security Implications of Chinese Migration in the Russian Far East", *Post-Soviet Geography and Economics*, vol. 42, No.2, pp. 122-141.

Alexeev M., Conrad R. [2005] : "*The Elusive Curse of Oil*", Working Paper, August 2005. Disponible sur SSRN: <http://ssrn.com/abstract=806224>

Alt J.A., Gilligan M. [2000] : "The Political Economy of Trading States: Factor Specificity, Collective Action Problems, and Domestic Political Institutions", in Frieden J.A., Lake D.A.(éds.) [2000], *International Political Economy. Perspectives on Global Power and Wealth*, 4^e ed., St. Martin's Press, New York, pp. 327-342.

Andreff [1999] : "Privatisation et gouvernement d'entreprise dans les économies en transition", *Economie internationale*, n°77, pp. 97-129.

Andreff W. [2002] : "Le pluralisme des analyses économiques de la transition", in Andreff W. (dir.) [2002] : *Analyses économiques de la transition postsocialiste*, Paris: La Découverte, pp. 269-334.

Aslund A. [2004] : "Russia's Economic Transformation under Putin", *Eurasian Geography and Economics*, vol. 45, No. 6, pp. 397-420.

Aslund A., Boone P., Johnson S. [1996] : "How to stabilize: Lessons from Post-Communist Countries", *Brookings Papers on Economic Activity*, Vol.1, pp. 217-292.

Aslund A., Warner A. [2004] : "The EU Enlargement : Consequences for the CIS Countries", in Dabrowski M., Slay B., Neneman J. (eds.) [2004] : *Beyond transition : development perspectives and dilemmas*, Aldershot, Hants, England ; Burlington, VT, USA : Ashgate, pp. 231-252.

Auty R.M. [2001] : "The Political Economy of Resource-Driven Growth", *European Economic Review*, vol. 45, issue 4-6, pp. 839-846.

Babetskaia-Kukharchuk O., Maurel M. [2004] : "Russia's accession to the WTO : the potential for trade increase", *Journal of Comparative Economics*, vol. 32, No.4, December, pp. 680-699.

Babetskii I, Babetskaia-Kukharchuk O., Raiser M. [2003] : "How Deep Is Your Trade? Transition and International Integration in Eastern Europe and the Former Soviet Union", *EBRD Working Paper* N° 83, November.

Balassa B. [1964] : "The Purchasing-power parity doctrine: A reappraisal", *Journal of Political Economy*, 72, pp. 584-596.

Balassa B. [1965] : *"Trade Liberalization and "Revealed" Comparative Advantage"*, The Manchester School of Economics and Social Studies, vol. 33, No. 2, pp.99-123.

Baldwin R. E. [1969]: "The Case Against Infant-Industry Protection", *Journal of Political Economy*, Vol. 77, pp. 195-205.

Baldwin R. E. [2000] : "Trade and Growth : Still Disagreement about the Relationships", *OCDE Economics Department Working Paper*, No.264, ECO/WKP(2000)37, October.

Balmaceda M. [1998] : "Gas, Oil and the Linkages between Domestic and Foreign Policies : The Case of Ukraine", *Europe - Asia studies*, Vol. 50, No.2, pp. 257-286.

Balmaceda M. [2002] : "Belarus as a Transit Route: Domestic and Foreign Policy Implications" in Balmaceda M., Clem J., Tarlow L. (eds.) [2002] : *Independent Belarus : domestic determinants, regional dynamics, and implications for the West*, Cambridge, Harvard University Press, pp.162-196.

Balzer H. [2005] : "The Putin Thesis and Russian Energy Policy", *Post-Soviet Affairs*, vol. 21, No.3, pp. 210-225.

Barnes A. [2003] : "Russia's New Business Groups and State Power", *Post-Soviet Affairs*, Vol.19, No.2, pp. 154-186.

Barysch K. [2005] : "EU-Russia Economic Relations" : in Antonenko O., Pinnick K. (eds.) [2005] : *Russia and the European Union : Prospects for a New Relationship*", London, Routledge, pp. 115-131.

- Bayou C. [2002] : "Les relations Russie-Union Européenne. Vers quelle intégration ?" *Le courrier des pays de l'Est*, n°1025, mai, pp. 4-16.
- Belyi A.V. [2006] : "EU-Russia Energy Dialogue : Towards a Decline or a New Breath?", *Revue de l'Energie*, N° 570, mars –avril, pp. 93-97.
- Berg A., Sachs J. [1992] : "Structural Adjustment and International Trade in Eastern Europe : the Case of Poland", *Economic Policy*, Vol. 7, n°14, April, pp. 117-173.
- Berkowitz D., DeJong D.N. [1999]: "Russia's Internal Border", *Regional Science and Urban Economics*, n°29, pp. 633-649.
- Berthaud P., Gerbier B., Peytral P.-O. [2004] : "*Mondialisation et théorie de la nation*", Working Paper pour Journée d'études François Perroux, Université Montesquieu, Bordeaux, 23 janvier 2004.
- Bessonova E., Kozlov K, Yudaeva K. [2003] : "*Trade Liberalization, Foreign Direct Investment and Productivity of Russian Firms*", CEFIR, Working Paper, Moscou.
- Bhagwati J., Srinivasan T.N. [1999] : "Outward-Oriented and Development : Are Revisionists Right ?", *Yale University Economic Growth Center Discussion Paper* N°806.
- Blanchard O., Kremer M. [1997] : "Disorganization", *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 112, November, pp. 1091-126.
- Boone P., Rodionov D. [2002] : "*Rent Seeking in Russia and the CIS*", Brunswick UBS Warburg, Moscow.
- Bordachev T. [2003] : "Strategie and strategies", in Moshes A. (ed.) [2003] : "*Rethinking the Perspective Strategies of Russia and the European Union*", Special Finnish Institute of International Affairs - Carnegie Moscow Center Report 2003, pp. 31-61.
- Boussena S., Locatelli C. [2006] : "Le secteur pétrolier russe : le privé sous la houlette de l'Etat", *Cahier de recherche LEPII*, Série EPE, N°40, février 2006.
- Boussena S., Pawels J.-P., Locatelli C., Swartenbroekx C. [2006]: "Le poids pétrolier et gazier de la Russie et de la région de la mer Caspienne", in Boussena S., Pawels J.-P., Locatelli C., Swartenbroekx C. [2006] : *Le défi pétrolier. Questions actuelles du pétrole et du gaz*, chapitre 3, Vuibert, pp. 109-173.
- Boussena S., Pawels J.-P., Locatelli C., Swartenbroekx C. [2006]: "La Chine : un nouvel acteur stratégique sur la scène énergétique", in Boussena S., Pawels J.-P., Locatelli C., Swartenbroekx C. [2006] : *Le défi pétrolier. Questions actuelles du pétrole et du gaz*, chapitre 4, Vuibert, pp. 175-201.
- Brada J. [1991] : "The Political Economy of Communist Foreign Trade Institutions and Policies", *Journal of Comparative Economics*, vol. 15, n°2, June, pp. 211-38.
- Bradshaw M., Bond A. [2004] : "Crisis Amid Plenty Revisited : Comments on the Problematic Potential of Russian Oil", *Eurasian Geography and Economics*, vol. 45, No. 5, pp. 352-358.
- Bradshaw, M. J., P. Hanson [1998]: "Understanding Regional Patterns of Economic Change in Russia", *Communist Economies and Economic Transformation*, vol. 10, n° 3, pp. 288-90.
- Brander J., Spencer B. [1985] : "Exports Subsidies and International Market Rivalry", *Journal of International Economics*, Vol. 18, pp. 83-100.
- Breslauer G., Brada J., Gaddy C. *et al.* [2000] : "Russia at the End of Yeltsin's Presidency", *Post-Soviet Affairs*, vol.16, No.1, pp. 1-32.

- Bruce C. [2005] : "Fraternal Friction or Fraternal Friction? The Gas Factor in Russian-Belarusian Relations", *Oxford Institute for Energy Studies*, NG8, March 2005
- Brunnschweiler C.N. [2006]: "Cursing the Blessings? Natural Resource Abundance, Institutions, and Economic Growth", *ETH Economics Working Paper Series*, N° 06/51.
- Bruno M. [1992] : "Stabilization and Reform in Eastern Europe. A Preliminary Evaluation", *IMF Working Paper*, WP/92/30, May.
- Bukkvoll T. [2001] : "Off the Cuff Politics – Explaining Russia's Lack of a Ukraine Strategy", *Europe-Asia Studies*, Vol.53, N°8, pp. 1141-1157.
- Chabrelie M.-F. [2004] : "Le point sur la dynamique du commerce gazier mondial", *Panorama 2004*, IFP.
- Chabrelie M.-F. [2006] : "L'industrie gazière à l'horizon 2020", *Panorama 2006*, IFP.
- Chavance B. [1995] : "Institutions, régulation et crise dans les économies socialistes", in Boyer R., Saillard Y. (dir.) *"Théorie de la régulation. L'état des savoirs"*, Paris, La Découverte, pp. 417-426.
- Chebankova E.A. [2005] : "The Limitations of Central Authority in the Regions and the Implications for the Evolution of Russia's Federal System", *Europe-Asia studies*, vol. 57, No. 7, November, pp. 933-949.
- Commeau-Yannoussis N. [2005] : *"European Energy Policy and Security of Supply"*, présentation à la conférence "Les relations énergétiques de l'Union Européenne et de la Russie dans un contexte mondial", MIEC – CGEMP, 18 et 19 avril 2005, Paris.
- Constantin C. [2000] : "Vers une nouvelle alliance? Le partenariat stratégique sino-russe et les limites des approches étato-centriques", *Notes de recherche, CEIM-CEPES, Université du Québec à Montréal*, janvier. www.uqam.ca .
- Coppieters B. [1998] : "Conclusions: The Failure of Regionalism in Eurasia and the Western Ascendancy over Russia's Near Abroad" in Coppieters B., Zverev A., Trenin D. (eds.) [1998]: *Commonwealth and Independence in Post-Soviet Eurasia*, Londres, Frank Cass, pp.191- 213.
- Corden W.M., Neary J.P. [1982] : "Booming Sector and De-industrialization in a small open economy", *Economic Journal*, vol. 92, December, pp. 825-848.
- Dallin A. [1992] : "Causes of the Collapse of the USSR", *Post-Soviet Affairs*, Vol.8, No.4, pp.279-302.
- De Broeck M., Koen V. [2000] : "The Great Contractions in Russia, the Baltics and the Other Countries of the Former Soviet Union : A View from the Supply Side", *IMF Working Paper* WP/00/32, March.
- DeBardeleben J. [2003] : "Fiscal Federalism and How Russians Vote", *Europe-Asia Studies*, Vol. 55, N°3, pp. 339-363.
- Desai P. [2006] : "Why Is Russian GDP Growth Slowing" , *The American Economic Review*, vol. 96, N° 2, May, pp. 342-347.
- Dewatripont M., Roland G. [1992a] : "Economic Reform and Dynamic Political Constraints", *Review of Economic Studies*, vol.59, n°4, October, pp. 703-730.
- Dewatripont M., Roland G. [1992b] : "The Virtues of Gradualism and Legitimacy in the Transition to a Market Economy", *The Economic Journal*, March, 102, n°411, March, pp. 291-300.

- Dewatripont M., Roland G. [1995] : "The Design of Reform Packages Under Uncertainty", *American Economic Review*, vol. 85, n°5, December, pp. 1207-1223.
- Dienes L. [2002] : "Reflections on a Geographic Dichotomy : Archipelago Russia", *Eurasian Geography and Economics*, vol. 43, No.6, pp. 443-458.
- Dienes L. [2004] : "Observations on the Problematic Potential of Russian Oil and the Complexities of Siberia", *Eurasian Geography and Economics*, vol. 45, No. 5, pp. 319-345.
- Dinopoulos E., Lane T. [1991] : "Market Liberalization Policies in a Reforming Socialist Economy", *IMF Working Paper*, WP/91/119, December.
- Dodsworth J.R., Mathieu P.H., Shiells C.R. [2002] : "Cross-Border Issues in Energy Trade in the CIS Countries", *IMF Policy Discussion Paper*, No.02/13, December.
- Dolinskaya I. [2002] : "Transition and Regional Inequality in Russia: Reorganization or Procrastination?", *IMF Working Paper*, WP/02/169, October.
- Dornbusch R. [1992] : "The Case for Trade Liberalization in Developing Countries", *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 6, n°1, Winter, pp. 69-85.
- Dosi G., Metcalfe S. [1991]: "Approches de l'irréversibilité en théorie économique", in Boyer R., Chavance B., Godard O. [1991] : *Les figures d'irréversibilité en économie*, Paris : EHESS, pp. 37-68.
- Dresen J. (ed.) [2004] : "*Russia in Asia – Asia in Russia. Energy, Economics, and Regional Relations*", Conference Proceedings, Woodrow Wilson International Center for Scholars, Kennan Institute, Occasional Paper #292, 22-23 June 2004.
- Duchêne G., Sénik-Leygonie C. [1991] : "Rentabilités, taux de change et spécialisation internationale", in Duchêne G. et Tartarin R. (éds.) [1991] : *La grande transition. Economie de l'après-communisme*, Paris: Cujas, pp. 161-187.
- Durand C. [2007] : "*Entre développementalisme et instrumentalisation de la puissance publique, le retour de l'État producteur en Russie*", séminaire CEMI-EHESS, 8 mars 2007.
- Elborgh-Woytek K. [2003] : "Of Openness and Distance: Trade Developments in the Commonwealth of Independent States, 1993-2002", *IMF Working Paper* 03/207, October.
- Ellman M. [1993] : "General Aspects of Transition", in Ellman M., Gaïdar E., Kolodko G. [1993] : "*Economic Transition in Eastern Europe*" Oxford, Basic Blackwell, pp. 1-42.
- Estrin S., Bevan A., Kuznetsov B. et al. [2001] : "The Determinants of Enterprise Performance in Russia", *William Davidson Institute Working Papers Series*, WP 452.
- Facon I. [2000] : "Facteurs permanents et fédérateurs de la politique extérieure russe: entre blocage et renouvellement", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol.31, n°2, pp.157-189.
- Facon I. [2006a] : "L'Organisation de coopération de Shanghai: Ambitions et intérêts russes", *Le courrier des pays de l'Est*, n°1055, mai-juin, pp. 26-37.
- Facon I. [2006b] : " Les relations stratégiques Chine-Russie en 2005 : la réactivation d'une amitié pragmatique", *Notes de la FRS*, Fondation pour la Recherche Stratégique, janvier.
- Filatochev I., Wright M., Bleaney M. [1999] : "Privatization, insider control and managerial entrenchment in Russia", *Economics of Transition*, vol. 7, No.2, pp. 481-504.
- Findlay R., Wellisz S. [1982] : "Endogenous tariffs, the political economy of trade restrictions, and welfare", in Bhagwati J. (ed.) [1982] *Import Competition and Response*, Chicago: University of Chicago Press, pp. 223-234.

- Finon D., Locatelli C. [2002]: *"The liberalization of the european gas market and its consequences for Russia"*, Institut d'économie et de politique de l'énergie, Grenoble, rapport, 2002.
- Fischer S., Frenkel J. [1992]: "Macroeconomic Issues of Soviet Reform", *American Economic Review*, vol. 82, n°2, May, pp. 37-42.
- Freinkman L., Polyakov E., Revenco C. [2004] : "Trade Performance and Regional Integration of the CIS Countries", *Working Paper n° 38, World Bank*, Washington, DC.
- Frieden J.A. [1988] : "Capital Politics: Creditors and the International Political Economy", *Journal of Public Policy*, Volume 8, July – December, pp. 265-285.
- Frye T. [2002]: "Capture or Exchange? Business Lobbying in Russia", *Europe-Asia Studies*, vol. 54, n° 7, November, pp. 1017-1036.
- Gaddy C. [2004] : "Perspectives on the Potential of Russian Oil", *Eurasian Geography and Economics*, vol. 45, No. 5, pp. 346-351.
- Gaddy C., Ickes B. [1998] : "Russia's 'Virtual Economy'", *Foreign Affairs*, vol. 77, No.5, September/October, pp. 53-67.
- Gaddy C., Ickes B. [1999] : "An Accounting Model of the Virtual Economy in Russia", *Post-Soviet Geography and Economics*, vol. 40, No.2, pp.79-97.
- Gaddy C., Ickes B. [2005] : "Resource Rents and the Russian Economy", *Eurasian Geography and Economics*, vol. 46, No.8, pp. 559-583.
- Gavrilenkov E. [2006] : "The Road to Spontaneous Diversification", in Ellman M. (ed.) [2006] : *Russian Oil and Natural Gas. Bonanza or Curse?*, Anthem Press, pp.127-150.
- Gavrilenkov E., Koen V. [1994] : "How Large was the Output Collapse in Russia? Alternative Estimates and Welfare Implications", *IMF Working Paper*, No. 94/154.
- Gerbier B. [2001] : "Le développement comme projet national stratégique", in Gerbier B., Abbas M., Berthaud P. [2002] : *Cours de l'économie politique internationale*, volume 2, Université Pierre Mendès France, pp. 46-63.
- Gloaguen C. [2003] : "Le complexe militaro-industriel russe. Entre survie, reconversion et mondialisation", *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1032, février, pp.4-17.
- Godoy S., Stiglitz J. [2006] : "Growth, Initial Conditions, Law and Speed of Privatization in Transition Countries: 11 Years Later", *NBER Working Paper*, n° 11992, January.
- Goode J.P. [2004]: "The Push for Regional Enlargement in Putin's Russia", *Post-Soviet affairs*, Vol. 20, N3, July-September, pp. 219-257.
- Gorenburg D. [1999] : "Regional Separatism in Russia : Ethnic Mobilisation or Power Grab", *Europe-Asia Studies*, Vol. 51, N°2, pp. 245-274.
- Gouline K., Iline V. [2005]: "Le niveau de vie en Russie 1991-2004. Des inégalités croissantes", *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1051, septembre-octobre, pp. 42-56.
- Graz J.-C. [2000] : "Les nouvelles approches de l'économie politique internationale", *Annuaire Français de Relations Internationales*, vol. 1, pp. 557-569.
- Grossman G., Helpman E. [1994] : "Protection for Sale", *American Economic Review*, vol. 84, n°4, septembre, pp. 833-850.

- Guillochon B. [2006] : "L'économie politique du protectionnisme", in Berthaud P., Kébabdjian G. (dir.) [2006] : *La question politique en économie internationale*, Paris, La Découverte, Coll. "Recherches", pp. 39-51.
- Guriev S., Rachinsky A. [2004] : "Ownership Concentration in Russian Industry", October 2004, *CEFIR Working Paper*, www.cefir.ru. (shorter version published as "The Role of Oligarchs in Russian Capitalism", *Journal of Economic Perspectives*, Winter 2005).
- Hamilton C.B. [2003] : "Russia's European Integration: Escapisme and Current Realities", *CEPR Discussion Paper*, No 3840, Centre for Economic Policy Research, March.
- Hanson P. [2004] : "Administrative Regions and the Economy" in Slater W., Wilson A. (eds.) [2004] : *The Legacy of the Soviet Union*, Palgrave Macmillan, pp. 144-168.
- Hanson P. [2005] : "Making a Good Entrance. Russia's Reengagement with the World Economy and, Unfortunately, with Europe in Particular", in Motyl A., Ruble B., Shevtsova L. (eds.) [2005] : *Russia's Engagement with the West*, M.E. Sharpe, Armonk, New York, pp.121-147.
- Harrison M. [2003] : "How Much Did the Soviets Really Spend on Defense? New Evidence from the Close of the Brezhnev Era", *Warwick Economic Research Papers*, n°662, The University of Warwick.
- Hathaway O. A. [1998] : "Positive Feedback: The Impact of Trade Liberalization on Industry Demands for Protection", *International Organization* vol. 52, No.3, Summer, pp. 575-612.
- Havrylyshyn O. [1994] : "Reviving NIS Trade", *Economic Policy*, Vol. 19, Supplement, December, pp. 171-190.
- Havrylyshyn O., Odling-Smee J. [2000]: " Réformes en panne", *Finances & Développement*, septembre, pp.7-10.
- Hazard I. [1999] : "La CEI: une union en panne? (1991-1999)", *Les études de La documentation Française*, pp. 13-35.
- Hellman J. [1998] : "Winners take all : The Politics of Partial Reform in Postcommunist Transition", *World Politics*, vol. 50, No.2, January, pp. 203-234.
- Hellman J., Jones G. et Kaufmann D. [2000]: "Seize the State, Seize the Day : State Capture, Corruption and Influence in Transition", *Policy Research Working Paper No. 2444*, The World Bank, September.
- Helpman E. [1995] : "Politics and Trade Policy", *NBER Working Paper*, No. 5309, October.
- Hillman A. L. [1982] : "Declining Industries and Political-Support Protectionist motives", *American Economic Review*, vol. 72, Issue 5, pp. 1180-1187.
- Hiscox M. J. [2001] : "Class Versus Industry Cleavages: Inter-Industry factor Mobility and the Politics of Trade", *International Organization*, vol. 55, No.1, Winter, pp. 1-46.
- Hoff K., Stiglitz J. [2002] : "After the Big Bang? Obstacles to the Emergence of the Rule of Law in Post-Communist Societies", *NBER Working Paper*, n° 9282, October.
- Hotelling H. [1931] : "The Economics of Exhaustible Resources", *Journal of Political Economy*, vol. 39, Issue 2, pp. 137-175.
- Hough J.H. [1986] : "Attack on protectionism in the Soviet Union? A comment", *International Organization*, vol. 40, No.2, Spring, pp. 489-503.

- Hughes G., Senik-Leygonie C. [1992] : "Industrial Profitability and Trade among the Former Soviet Republics", *Economic Policy*, Vol. 15, October, pp. 354-386.
- Hyde M. [2001] : "Putin's Federal Reforms and their Implications for Presidential Power in Russia", *Europe-Asia Studies*, vol. 53, n°5, pp. 719-743.
- Igritski I. [1995] : "Entre intégration et désintégration: un entrelacs de tendances", *Le courrier des pays de l'Est*, n°397-398, mars-avril, pp. 121-128.
- Ivanenko V. [2005] : "The Statutory Tax Burden and its Avoidance in Transitional Russia", *Europe-Asia Studies*, vol. 57, n° 7, November, pp. 1021-1045.
- Jégo M. [2003] : "Caspienne : le retour du "grand jeu", *Politique internationale*, n°101, automne, pp. 329-345.
- Jensen J., Rutherford T., Tarr D. [2004]: "*Economy-Wide and Sector Effects of Russia's Accession to the WTO*", May 26, disponible sur le site www.worldbank.org/trade/russia-wto .
- Jordan A. [1998] : "Crises de cohérence dans l'industrie (post-) soviétique: une mise en perspective historique", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol.28, n°1, pp.121-158.
- Kahn J. [2000]: "The Parade of Sovereignties : Establishing the Vocabulary of the New Russian Federalism", *Post-Soviet Affairs*, vol. 16, N°1, pp. 58-89.
- Kaitila V. [2007] : "Free Trade Between the EU and Russia : Sectoral Effects and Impact on Northwest Russia", *ETLA Discussion papers*, The Research Institute of the Finnish Economy, n°1087, April.
- Kalinova B. [2005] : "Regulatory Reform in the Russian Federation: Enhancing Trade Openness through Regulatory Reform", *OECD Trade Policy Working Papers*, No. 13.
- Keppler J. H. [2005] : "Security of Energy Supplies in the European Union. Role of EU-Russia Energy Dialogue", *Les relations énergétiques de l'Union Européenne et de la Russie dans un contexte mondial*, Conférence MIEC – CGEMP, 18 et 19 avril 2005, Paris.
- Khanin G. [2006] : "Economic Growth and Mobilization Model", in Ellman M. (ed.) [2006] : *Russian Oil and Natural Gas. Bonanza or Curse?*, Anthem Press, pp. 151-171.
- Konovalov A. [2000] : "Les relations russo-américaines de 1991 à 2000", *La Revue internationale et stratégique*, n°38, été 2000, pp. 169-183.
- Konovalov V. [1994] : "Russian Trade Policy" , in Michalopoulos D., Tarr D. (eds.) [1994] : *Trade in the New Independent States*, The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank, Studies of Economies in Transition: Paper n°13, pp. 29-51.
- Kornaï J. [1979] : "Resource-Constrained versus Demand-Constrained Systems", *Econometrica*, vol. 47, n° 4, juillet, pp. 801-819.
- Kornaï J. [1986] : "The Soft Budget Constraint", *Kyklos*, vol. 39, n° 1, pp. 3-30.
- Kortchagina I., Ovtcharova L., Prokofieva L., Festy P., Verger D. [2005] : "Conditions de vie et pauvreté en Russie", *Economie et statistique*, revue de l'INSEE, n°383-384-385, décembre, pp. 219-244.
- Kossikova L. [1999] : "L'endettement des pays de la CEI envers la Russie", *Le courrier des pays de l'Est*, n°445, décembre, pp. 3-16.
- Kozul-Wright R., Rayment P. [1997] : "The institutional hiatus in economies in transition and its policy consequences", *Cambridge Journal of Economics*, vol. 21, issue 5, pp. 641-661.

- Kravis I.B. [1956] : ""Availability"and Other Influences on the Commodity Composition of Trade", *Journal of Political Economy*, vol. 64, No.2, pp. 143-155.
- Krueger A. [1984] : "Trade Policies in Developing Countries", in *Handbook of International Economics*, ed. by Jones R. W., Jones P.B., Kenen P.B., North Holland, vol. 1, chap.11. Third impression, 1990, pp.519-569.
- Krugman P. [1987] : "The Narrow Moving Band, the Dutch Disease and the Competitive Consequences of Mrs Thatcher : Notes on Trade in the Presence of Dynamic Scale Economies", *Journal of Development Economics*, vol. 27, Issue 1-2, pp. 41-55.
- Krychtanovskaya O., White S. [2003] : "Putin's Militocracy", *Post-Soviet Affairs*, vol. 19, No.4, pp. 289-306.
- Kuboniwa M., Tabata S., Ustinova N. [2005] : "How Large Is the Oil and Gas Sector of Russia? A Research Report", *Eurasian Geography and Economics*, vol. 46, No.1, pp. 68-76.
- Labaronne D. [2002] : "Privatisation et performances des firmes des économies de l'Est", *Revue économique*, vol.53, n°5, 2002, pp. 1013-1050.
- Laponche B. [2003] : "Les perspectives énergétiques de la Russie et le dialogue Union Européenne – Russie sur l'énergie", *Revue de l'Energie*, N° 548, juillet – août, pp. 429-437.
- Laski K., Badhuri A. [1997] : "Lessons to be drawn from main mistakes in the transition strategy", in Zecchini S. (dir.) [1997] : *Lessons from Economic Transition. Central and Eastern Europe in the 1990s*, Dordrecht, OCDE, Kluwer, pp.103-121.
- Lassudrie-Duchêne B., Mucchielli J.-L. [1979] : "La hiérarchisation des avantages comparés et son intégration dans les réflexions sur le commerce international", *Revue économique*, vol.30, N°3, mai, pp. 467-486.
- Lassudrie-Duchêne B., Ünal-Kesenci D. [2001] : "L'avantage comparatif, notion fondamentale et controversée", in CEPII [2001]: *L'économie mondiale 2002*, La Découverte, coll. Repères, Paris, pp. 90-104.
- Lecarpentier A. [2006]: "La libéralisation des marchés gaziers en Europe", *Panorama 2006*, IFP.
- Legault A. [2004] : "Une Russie farouche et défensive mais pragmatique", in Legault A., Bastion F. et Laliberté A. [2004]: *Le triangle Russie /Etats-Unis / Chine . Un seul lit pour les trois?* Les presses de l'Université Laval, Sainte-Foy, Coll. Politique étrangère et de sécurité, pp.9-67.
- Light M. [2006] : "La galaxie CEI 1991-2006", *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1055, mai-juin, pp.14-25.
- Liikanen E. [2003] : "*The Enlargement of the EU: Impact on the EU-Russia bilateral cooperation*", 5th EU-Russia Industrialists' Round Table, Moscow, 1 December 2003. www.europa.eu.int
- Lipton D., Sachs J. [1990] : "Creating a Market Economy in Eastern Europe : the Case of Poland", *Brooking Papers on Economic Activity*, Issue 1, pp. 75-133.
- Lo B. [2005] : "Un équilibre fragile : les relations sino-russes", *Russie.Cei.Visions*, IFRI, n°1, avril.
- Locatelli C. [2004] : "*La place de la Russie dans l'approvisionnement gazier européen*", Les enjeux de la restructuration des marchés gaziers dans les pays voisins de l'Union Européenne.

Centre de Géopolitique de l'Energie et des Matières Premières, Observatoire Méditerranéen de l'Energie, Université Paris IX Dauphine, 16 juin 2004.

Locatelli C. [2005] : "*Les enseignements de la privatisation du secteur pétrolier russe*", communication présentée au séminaire du CERI "Les privatisations dans le monde", 6 décembre 2005.

Locatelli C. [2006] : "The Russian oil industry between public and private governance : obstacles to international oil companies' investment strategies", *Energy Policy*, vol. 34, No. 9, pp. 1075-1085.

Lukin A. [1998] : "The image of China in Russian border regions", *Asian Survey*, vol. XXXVIII, No9, September, pp. 821-835.

Lynch A. [2003] : "La Russie face à l'Europe", *Cahiers de Chaillot*, Institut d'Etudes de Sécurité, Union Européenne, Paris, n°60, mai.

Makienko K. [2003] : "Les ventes d'armes de la Russie à la Chine", *Le courrier des pays de l'Est*, n°1032, février, pp. 29-38.

Mandel D. [2000] : "Faiblesses du mouvement ouvrier russe", *Inprecor*, février.

Mau V. [2004] : "Russia's Relations with the EU : Problems and Prospects", in Dabrowski M., Slay B., Neneman J. (eds.) [2004] : *Beyond transition : development perspectives and dilemmas*, Aldershot, Hants, England ; Burlington, VT, USA : Ashgate, pp. 253-264.

Mau V., Stupin V. [1997]: "The Political Economy of Russian Regionalism", *Communist Economies and Economic Transformation*, vol. 9, n°1, pp. 5-25.

Maurseth P.B. [2001]: "Russian Regions in Transition: Centralisation through decentralization", in G. Honneland et H. Blakkisrud (dir. pub.) [2001] : *Centre-Periphery Relations in Russia: The Case of the Northwestern Regions*, Ashgate Publishing Company, Aldershot, pp. 91-129.

Mayer W. [1984] : "Endogenous Tariff Formation", *American Economic Review*, vol. 74, Issue 5, pp. 970-985.

McAuley A. [1997] : "The Determinants of Russian Federal-Regional Fiscal Relations: Equity or Political Influence", *Europe-Asia Studies*, Vol. 49, No3, pp. 431- 444.

Mehlum H., Moene K.O., Torvik R. [2005]: "Institutions and the Resource Curse", *Economic Journal*, vol. 116, N° 508, pp.1-20.

Ménascé E., Zlotowsky Y. [2005] : "Un retour des capitaux en Russie ?", *Le courrier des Pays de l'Est*, n°1049 mai-juin, pp. 54-67.

Messerlin P. [1981] : "The Political Economy of Protectionism: the Bureaucratic Case", *Weltwirtschaftliches Archiv*, 117, pp. 469-465.

Meynaud J. [1958] : "*Les Groupes de pression en France*", Paris, Armand Colin/Cahiers de la FNSP, n°95.

Midford P. [1993] : "International trade and domestic politics: improving on Rogowski's model of political alignments", *International Organization*, vol. 47, No.4, Autumn, pp. 535-564.

Milner H. [1988b] : "Trading Places: Industries for Free Trade", *World Politics*, vol. XL, pp. 350-376.

- Milner H. [1997] : "Industries, Governments, and the Creation of Regional Trade Blocs", in Mansfield E., Milner H. (eds.) [1997] : *The Political Economy of Regionalism*, Columbia University Press, New York, pp. 77-106.
- Milner H. V., Yoffie D. B. [1989] : "Between Free Trade and Protectionism: Strategic trade Policy and a Theory of Corporate Trade Demands", *International Organization* vol. 43, No.2, Spring , pp. 239-272.
- Milov V. [2006] : “ *The Power of Oil and Energy Insecurity*”, Institute of Energy Policy, Moscow, Russia. January 2006, présenté à la conférence CERI à Paris le 27 janvier 2006.
- Moe A., Krukov V. [2006] : "*Resource Abundance and Reserve Scarcity : Priorities and Dilemmas in the Russian Oil Industry*", presentation at the 29th IAEE International Conference, Potsdam, 7-10 June 2006.
- Moltz J. C. [1995] : "Regional Tensions in the Russo-Chinese Rapprochement", *Asian Survey*, vol. XXXV, N°6, June, pp.511-527.
- Montanaro-Jankovski L. [2004] : "Chine-Russie: des intérêts convergents", *Questions internationales*, n°6, mars – avril, 70-75.
- Murrell P. [1984] : "An examination of the factors affecting the formation of interest groups in OECD countries", *Public Choice*, vol. 43, pp. 151-171.
- Murrell P. [1992] : "Evolution in Economics and in the Economic Reform of the Centrally Planned Economies", in Clague C., Rausser G. (eds.) [1992]: *The Emergence of Market Economies in Eastern Europe*, London, Basil Blackwell, pp. 35-55.
- Murrell P. [1993] : "What is Shock Therapy? What Did it Do in Poland and Russia?", *Post-Soviet Affairs*, 9, 2, pp. 111-140.
- Murrell P. [1995] : "The transition according to Cambridge, Mass.", *Journal of Economic Literature*, vol. XXXIII, March, pp. 164-178.
- Niquet V. [2000]: "Chine-Russie: quel partenariat stratégique?", *La Revue internationale et stratégique*, n°38, été, pp. 184-198.
- Niskanen W. [1975] : "Bureaucrats and Politicians", *Journal of Law and Economics*, vol. 18, issue 3, p. 617-643.
- Nordhaus W., Peck M., Richardson T. [1991] : "Do Borders Matter? Soviet Economic Reform after the Coup", *Brookings Papers on Economic Activity*, No. 2 (1991), pp. 321-340.
- North D. [1994] : "Economic performance through time", *American Economic Review*, Vol. 84, No.3, pp. 359-368.
- Orttung R. [2004] : "Key Issues in the Evolution of the Federal Okrugs and Center-Region Relations Under Putin", in Orttung R., Reddaway P. (eds.) [2004] : *The Dynamics of Russian Politics. Putin's Reform of Federal-Regional Relations*, Rowman & Littlefield Publishers Lanham, chap. 2.
- Orttung R. [2006] : "Business-State Relations in Russia", *Russian Analytical Digest*, No. 08/06.
- Orttung R., Reddaway P. [2004] : "What Do the Okrug Reforms Add Up To? Some Conclusions", in Orttung R., Reddaway P. (eds.) [2004] : *The Dynamics of Russian Politics. Putin's Reform of Federal-Regional Relations*, Rowman & Littlefield Publishers Lanham, pp. 277-301.

- Percebois J. [2006] : "Dépendance et vulnérabilité : deux façons connexes mais différentes d'aborder les risques énergétiques ", *Cahiers de recherche CREDEN*, N°06.03.64, mars.
- Peytral P.-O. [2002] : "*L'Economie Politique du Protectionnisme, la mixité des politiques commerciales*", mimeo, Université Grenoble II.
- Popov V. [2004]: "Fiscal Federalism in Russia: Rules Versus Electoral Politics", *Comparative Economic Studies*, December, Vol.46, No.°4, pp. 515-527.
- Portes R. [1994] : "Transformation Traps", *The Economic Journal*, n°104, September, pp. 1178-1189.
- Prebisch R. [1950] : " The Economic Development of Latin America and Its Principal Problems", *Economic Bulletin for Latin America*, United Nations, Vol. 7, pp. 1 - 12.
- Puglisi R. [2003] : "Clashing Agendas? Economic Interests, Elite Coalitions and Prospects for Co-operation between Russia and Ukraine", *Europe-Asia Studies*, Vol.55, No.6, pp. 827-845.
- Radvanyi J. [2000] : "Les relations Centre-régions sous Eltsine et les enjeux du fédéralisme", *La Revue internationale et stratégique*, n°38, été, pp. 86-93.
- Rautava J. [2002] : "The role of oil prices and the real exchange rate in the Russia's economy", Bank of Finland, Institute for Economies in Transition, *BOFIT Discussion Papers*, n°3, 21p.
- Raviot J.-R. [2003] : "Les rapports centre-régions en Russie. Rééquilibrage et continuité", *Le Courrier des pays de l'Est*, n°1033, mars, pp. 4-15.
- Robinson J.A., Torvik R., Verdier T. [2006] : " Political Foundations of the Resource Curse", *Journal of Development Economics*, Vol. 79, Issue 2, pp. 447 - 468.
- Roche M [2002]. "La Russie et l'OMC : quels enjeux ?", *Cahiers de recherche CEIM*, Institut d'études internationales de Montréal, Université du Québec à Montréal, décembre 2002.
- Rodriguez F., Sachs J.D. [1999] : "Why Do Resource Abundant Economies Grow More Slowly? A New Explanation and an Application to Venezuela", *Journal of Economic Growth*, vol. 4, issue 3, pp. 277 - 303.
- Rodrik D. [1995] : "Political Economy of Trade Policy", in Grossman G. et Rogoff K. (eds.) [1995] : *Handbook of International Economics*, vol. 3, Elsevier, Amsterdam, chap. 28, pp. 1457-1494.
- Rodrik D. [1996] : "Understanding Economic Policy Reform," *Journal of Economic Literature* vol. XXXIV, March, pp. 9- 41.
- Rogowski R. [2000] : "Commerce and Coalitions: How Trade Affects Domestic Political Alignments" in Frieden J.A., Lake D.A.(éds.) [2000] : *International Political Economy. Perspectives on Global Power and Wealth*, 4° ed., St. Martin's Press, New York, pp. 318-326.
- Roland [2002] : " The Political Economy of Transition", *Journal of Economic Perspectives*, Vol.16, n°1, Winter, pp. 29-50.
- Roland G. [2005] : "*The Russian Economy in 2005*", UC Berkley, Working Paper.
- Rosefielde S. [1991] : "The Illusion of Material Progress : the Analytics of Soviet Economic Growth Revisited", *Soviet Studies*, Vol.43, No.4, pp. 597-611.
- Ross M. L. [1999] : "The Political Economy of the Resource Curse", *World Politics*, vol. 51, No. 2, pp. 297-322.

- Roubinski Y. [2001] : "Les Eclats de l'empire ou la Communauté des Etats indépendants (CEI)", Paris, Institut français des relations internationales, *Les Cahiers de l'IFRI* (33), 153p.
- Rozman G. [1998] : "Sino-Russian Relations in the 1990s: A Balance Sheet", *Post-Soviet Affairs*, vol.14, No.2, pp. 93-113.
- Runov A. [2004] : "*Demand for Private Property Right in Post-Soviet Russia : Causes and Effects in Manufacturing and Extractive Industries*", 8th Annual Conference of the International Society for New Institutional Economics (ISNIE), 30 septembre - 3 octobre 2004, 25 p.
- Rutherford T., Tarr D., Shepotylo O. [2004]: "*Poverty Effects of Russia's WTO Accession: Modelling "Real" Households and Endogeneous Productivity Effects*", Working Paper, September 23, disponible sur le site www.worldbank.org/trade/russia-wto .
- Sachs J. [1990] : "Accelerating privatization in eastern Europe", *World Bank Conference on Development Economics*, Washington D.C., 25-26 April.
- Sachs J. [1995] : "Why Russia Has Failed to Stabilize?", in Aslund A. [1995] : *Russian Economic Reforms at Risk*, London, Pinter, pp. 53-63.
- Sachs J., Warner A. [2001] : "The Curse of Natural Resources", *European Economic Review*, vol. 45, issue 4-6, pp. 827-838.
- Sachs J.D., Warner A.M. [1999] : "The big push, natural resource booms and growth", *Journal of Development Economics*, Vol. 59, No.1, p. 43-76.
- Sagers M. [1992] : "Regional Industrial Structures and Economic Prospects in the Former USSR", *Post-Soviet Geography*, vol. 33, No.8, pp. 487-515.
- Sagers M., Kryukov V., Shmat V. [1995] : "Resource Rent from the Oil and Gas Sector and the Russian Economy", *Post-Soviet Geography*, vol. 36, No.7, pp. 389-425.
- Sahm A., Westphal K. [2002] : "Power and the Yamal Pipeline" in Balmaceda M., Clem J., Tarlow L. (eds.) [2002] : *Independent Belarus : domestic determinants, regional dynamics, and implications for the West* , Cambridge, Harvard University Press, pp.270-301.
- Sakwa R., Webber M. [1999] : "The Commonwealth of Independent States, 1991-1998 : Stagnation and Survival", *Europe-Asia Studies*, vol.51, N°3, 1999, pp. 379-415.
- Samuelson P.A. [1964] : "Theoretical notes on trade problems", *Review of Economics and Statistics*, vol. 46, No.2, May, pp. 145-154.
- Sapir J. [1993] : "Formes et nature de l'inflation ", *Economie Internationale*, n°54, 2^{ème} trimestre, pp. 25-65.
- Sapir J. [1999] : "Russia's Crash of August 1998 : Diagnosis and Prescription", *Post-Soviet Affairs*, vol. 15, No.1, pp. 1-36.
- Sapir J. [2003] : "Russia's Economic Growth and European Integration", *Post-Soviet Affairs*, vol. 19, No.1, p. 1-23.
- Sapir J. [2004] : "La croissance russe détruira-t-elle la capacité d'exportation d'énergie en 2015?", *Accomex*, N°58, juillet/août . - pp. 31-38.
- Sapir J. [2005a] : "*La croissance russe au péril de la "Maladie Hollandaise"*", Séminaire franco-russe Sur les problèmes économiques et financiers du développement de la Russie, XXIX session, CEMI, EHESS, Paris, 27-29 juin 2005. Disponible sur <http://cemi.ehess.fr/document.php?id=710> .

- Sapir J. [2005b] : "*Quel niveau de l'inflation pour la Russie? Importance d'un vieux débat pour la stratégie de développement de la Russie*", CEMI-EHESS, Séminaire franco-russe XXX session, Kislovodsk, 11-13 octobre 2005. Disponible sur <http://cemi.ehess.fr/document.php?id=710> .
- Schroeder G. [1998] : "Dimensions of Russia's Industrial Transformation, 1992 to 1998 : An Overview", *Post-Soviet Geography and Economics*, vol. 39, No.5, pp. 243-270.
- Shoumikhin A. [2004] : "*Sino-Russian Relations*", National Institute for Public Policy Working Paper, December, www.nipp.org
- Singer H. [1950]: " Comments to the Terms of Trade and Economic Development", *Review of Economics and Statistics*, vol. 40, pp. 84 - 89.
- Slinko I., Yakovlev E., Zhuravskaya E. [2003] : "Institutional Subversion: Evidence from Russian Regions", *CEFIR Working Paper*, www.cefir.ru
- Smith G. [1999] : "*The state, economic liberalisation and the regions*" in "*The Post-Soviet States: Mapping the Politics of Transition*", Arnold, pp. 184-211.
- Sonin C. [1999] : "Inequality, Property Rights Protection and Economic Growth in Transition Economies", Mimeo, RECEP.
- Sosunov, K. Zamulin, O. [2006] : " *Can Oil Prices Explain the Real Appreciation of the Russian Ruble in 1998-2005?*", Working Paper, May 17, <http://www.nes.ru/~ozamulin/decomposition.pdf> .
- Stepan A. [2000] : "Russian Federalism in Comparative Perspective", *Post-Soviet Affairs*, vol.16, No.2, pp. 133-175.
- Stern J. [2006] : "The new security environment for European gas: worsening geopolitics and increasing global competition for LNG", *Oxford Institute for Energy studies*, NG15, October 2006.
- Stigler G. J. [1971] : "The Economic Theory of Regulation", *Bell Journal of Economics*, II, pp.3-21.
- Stijns J.P. [2005]: "Natural Resource Abundance and Economic Growth Revisited", *Resources Policy*, vol. 30, pp. 107-130.
- Stoner-Weiss K. [2004] : "Whither the Central State? The Regional Sources of Russia's Stalled Reforms", in McFaul M., Stoner-Weiss K. (eds.) [2004] : *After the Collapse of Communism : Comparative Lessons of Post-Communist Transition*, Cambridge University Press, pp.130-172.
- Sulamaa P., Widgrén M. [2003] : "EU enlargement and beyond: A simulation study on EU and CIS integration," *CEPR Discussion Paper*, N° 3768, February.
- Sulamaa P., Widgrén M. [2004] : "EU enlargement and beyond: A simulation study on EU and Russia integration", *CEPR Discussion Paper*, N° 4720, October.
- Tabata S. [1994] : "The Anatomy of Russian Foreign Trade Statistics", *Post-Soviet Geography*, vol. 35, No.8, pp. 433-454.
- Tabata S. [1996] : "Changes in the Structure and Distribution of Russian GDP in the 1990s", *Post-Soviet Geography and Economics*, vol. 37, No.3, pp. 129-144.
- Tabata S. [2002] : "Russian Revenues from Oil and Gas Exports : Flow and Taxation", *Eurasian Geography and Economics*, vol. 43, No.8, pp. 610-627.

- Tarr D. [1998] : "Design of Tariff Policy of Russia" in Broadman H.(ed.) [1998] : Russian Trade Policy Reform for WTO accession, *World Bank Discussion Paper*, n° 401, pp. 7-29.
- Tarr D. [2000] : "*On the Design of Tariff Policy : A Practical Guide to the Arguments for and Against Uniform Tariffs*", September, presented at the "Trade Policy and WTO Accession : A Training of Trainers Course for Russia and the CIS", World Bank Moscow Office, 28 March 2005, www.worldbank.org/trade/russia-wto
- Timmermann H. [2002] : "*The Union of Belarus and Russia in the European Context*" in Lewis A. (ed.) [2002] : *The EU & Belarus : between Moscow & Brussels*, London: The Federal Trust, pp.277-299.
- Tinguy A. de [1999]: "Russie-Asie centrale : la fin d'un "étranger proche" ", *Revue internationale et stratégique*, n°34, pp. 117-127.
- Tiraspolsky A. [1990]: "Perestroïka et réforme du commerce extérieur en URSS", in Andreff W. (ed.) [1990] *Réformes et échanges extérieurs dans les pays de l'Est*, Paris: L'Harmattan, p. 19-31.
- Tiraspolsky A. [1995] : "Le commerce intra-CEI", *Le courrier des pays de l'Est*, n°397-398, mars-avril, pp. 134-140.
- Tompson W. [1999] : "The Price of Everything and the Value of Nothing? Unravelling the Workings of Russia's "Virtual Economy"", *Economy and Society*, vol. 28, No.2, May, pp. 256-280.
- Tompson W. [2005] : "The Political Implications of Russia's Resource-Based Economy", *Post-Soviet Affairs*, vol.21, No.4, pp. 335-359.
- Treisman D. [1996] : "The Politics of Intergovernmental Transfers in Post-Soviet Russia ", *British Journal of Political Science*, vol. 26, No.3, pp. 299-335.
- Treisman D. [1998a] : "Deciphering Russia's Federal Finance : Fiscal Appeasement in 1995 and 1996", *Europe-Asia Studies*, Vol. 50, No. 5, pp. 893-906.
- Treisman D. [1998b] : "Fiscal Redistribution In a Fragile Federation: Moscow and the regions in 1994", *British Journal of Political Science*, 28, pp. 185-222.
- Treisman D. [2000] : "Inter-Enterprise Arrears and Barter in the Russian Economy", *Post-Soviet Affairs*, vol. 16, no.3, pp. 225-256.
- Treisman D. [2007] : "Putin's Silovarchs", *Orbis*, Winter (reproduit dans le *Johnson's Russia List*, n°6, 2007).
- Treivish A. [2005] : "A New Russian Heartland: The Demographic and Economic Dimension", *Eurasian Geography and Economics*, vol. 46, No. 2, pp. 123-155.
- Tsang S. [1996] : "Against Big Bang in the Economic Transition: Normative and Positive Arguments", *Cambridge Journal of Economics*, vol.20, n°2, pp. 183-193.
- Van Wijnbergen S. [1984a] : "Inflation, employment and the Dutch Disease in oil exporting countries : a short-run disequilibrium analysis", *Quarterly Journal of Economics*, vol. XCIX, May, N°2, pp. 233-250.
- Van Wijnbergen S. [1984b] : "The Dutch Disease : A disease after all?", *Economic Journal*, vol. 94, No.373, pp. 41-55.
- Vercueil J. [2003] : "La Russie et l'OMC: Enjeux d'une adhésion annoncée", *Le courrier des Pays de l'Est*, n°1031, janvier, pp. 58-65.

- Vercueil J. [2001] : "La politique commerciale de la Russie (1992-2000). De la prédation à la reprise en main ?", *Le courrier des pays de l'Est*, n°1012, février, pp. 4-19
- Volchkova N. [2005] : "*Is Dutch Disease Responsible for Russia's energy dependent industrial structure?*", presentation for the "Trade Policy and WTO Accession: A Training of Trainers Course for Russia and the CIS", World Bank, March 28-April 08, 2005.
- Wälde T. [2004] : "Energy Charter Treaty-based Investment Arbitration - Controversial Issues", *OGEL (Oil, Gas & Energy Law Intelligence)*, vol. 2, issue 5, December 2004, 64p.
- Watson R. [1994] : "Interrepublic Trade in the Former Soviet Union: Structure and Implications", *Post-Soviet Geography*, vol.35, No. 7, September 1994, pp. 371-408.
- Wegren S.K. [2005] : "Russian Agriculture During Putin's First Term and Beyond", *Eurasian Geography and Economics*, vol. 46, No. 3, pp. 224-244.
- Wei S-J. [1997] : "Gradualism versus Big Bang : Speed and Sustainability of Reforms", *Canadian Journal of Economics*, November, vol. 30, pp. 1234-247.
- Werning Rivera S., Rivera D.W. [2006] : "The Russian Elite under Putin: Militocratic or Bourgeois?", *Post-Soviet Affairs*, vol. 22, No. 2, April-June, pp. 125-44.
- Winiecki J. [1990] : "Why economic reforms fail in the Soviet system – A property rights based approach", *Economic Inquiry*, vol. 28, No.2, pp. 195-211.
- Wishnick E. [2001]: "Russia end China. Brothers Again ?" *Asian Survey*, vol. XLI, n°5, September-October 2001, pp. 797-821
- Wishnik E. [2002] : "Sino-Russian Relations in a Changed International Landscape", *Perspectives chinoises*, n°43, September-October 2002, p. 4.
- Woodruff D. [1999] : "It's Value That's Virtual : Bartles, Rubles, and the Place of Gazprom in the Russian Economy", *Post-Soviet Affairs*, vol. 15, No.2, pp. 130-148.
- Wright G., Czelusta J. [2003] : "Mineral Resources and Economic Development", *Working Paper*, Stanford University, October 2003.
- Yakovlev A.A. [2005] : "*Evolution of Business-State Interaction in Russia: from State Capture to Business Capture?*", Working paper WP1/2005/02, State University, Higher School of Economics, Moscow.
- Yudaeva K. [2003] : "Review of studies of the effects of Russia's WTO accession, Summary of the presentation", in OECD [2003] : "OECD expert meeting on developing governmental analytical capacities in the trade policy area. Proceedings and implication for Russia", Working Party of the Trade Committee Trade Relations with economies in transition, Moscow, June 3, CCNM/TD(2003)3/FINAL.
- Yudaeva K., Kozlov K., Melentieva N. *et al.* [2001] : "*Does Foreign Ownership Matter? Russian Experience*", CEFIR, NES, Moscou.

Publications en russe

"*Métallurgie russe : stratégie et limites de la croissance*", étude du centre analytique "Expert", 2006, disponible sur <http://www.raexpert.ru/researches/metallurgy/2006/> (en russe).

Belousov A. [2005] : "*Dolgosrochnie trendy rossiyskoy ekonomiki. Scenarii ekonomicheskogo razvitiya Rossii do 2020 goda*" (*Tendances de long terme de l'économie russe. Scénarios de développement économique de la Russie pour la période jusqu'en 2020*), Centre de l'analyse macroéconomique et prévisions de court terme, disponible sur www.forecast.ru .

Belousov A. [2006] : "Scenarii ekonomicheskogo razvitiya Rossii na piatnadsatiletnuu perspektivu" (*Scénarios du développement économique de la Russie pour la perspective de 15 ans*), *Problemy Prognozirovaniya*, N°1, pp. 3-53.

Belousov D.R., Solntsev O.G. [2005] : "Ob ispolzovanii resursov stabilizatsionnogo fonda dlia stimulirovaniya ekonomicheskogo rosta" (*Sur l'utilisation des ressources du Fonds de stabilisation pour stimuler la croissance économique*), *Problemy prognozirovaniya*, N°5, pp. 21-27.

Berezinskaya O., Mironov V. [2006] : "Otechestvenniy neftegazoviy kompleks : dinamika konkurentosposobnosti i perspektivy finansirovaniya" (*Le complexe pétrogazier russe : la dynamique de compétitivité et les perspectives de financement*), *Voprosy ekonomiki*, N°8, pp. 137-153.

Bessonov V.A. [2005] : "*Problemy analiza rossiyskoy macroekonomicheskoy dinamiki perekhodnogo perioda*" (*Problèmes de l'analyse de la dynamique macroéconomique de la Russie pendant la transition*), Institut de l'Economie en Transition, Moscou.

Bessonova A. [2005] : "Trebovaniya VTO i rossiyskoe zakonodatelstvo" (*Exigences de l'OMC et la législation russe*), *Carnegie Moscow Centre Working Paper*, N°6.

Bogaturov A. [2004] : "Rossiyskiy Dalniy Vostok v novykh geoprostranstvennykh izmereniyakh vostochnoi Evrazii" (*L'Extrême Orient russe dans les nouvelles dimensions géospaciales de l'Eurasie orientale*), *ME i MO*, n°10, pp. 90-98.

Burmistrov V.N., Holopov K.V. [2001] : "*Vnechniaa trgovlia Rossiiskoi Federatsii*" (*Commerce extérieur de la Fédération de Russie*), *Yurist*, Moskva.

CBR [2005] : "*Osnovnie napravleniia edinoi gosudarstvennoi denezjno-kreditnoi politiki na 2006 god*" (*Directions principales de la politique monétaire pour 2006*), Banque de Russie, approuvé le 14 novembre 2005.

CBR [2006] : "*Sotsialno-ekonomicheskaya situatsiya v 2005 godu*" (*La situation socio-économique en 2005*), Banque de Russie, www.cbr.ru , mise à jour 27 février 2006, accès le 02 juillet 2006.

Chvareva N., Plekhanov D. [2005] : "*Modernizatsiya rossiyskoi ekonomiki : vozmojnosti v usloviyakh tekouschei kursovoi politiki*" (*Modernisation de l'économie russe : les possibilités dans les conditions de la politique de change actuelle*), Institut d'études complexes stratégiques, 5 avril 2005.

Dmitrieva O. [2006] : "Formirovanie stabilizatsionnykh fondov : predposylki i sledstviya" (*La formation des fonds de stabilisation : facteurs et conséquences*), *Voprosy ekonomiki*, N°8, pp. 17-30.

Dolgopiatova T.G., Uvarova O.M. [2005] : "*Evolutsiya otnocheniy sobstvennosti v rossiyskoi promychlennosti : faktory, tendentsii i vliyanie na deiatelnost predpriyatii*" (*Evolution des relations de propriété : facteurs, tendances et impact pour l'activité des entreprises*), Pre-print WP1/2005/05, Moscou, GU-VCheE.

- Gimpelson V., Kapeluchnikov R. [2006] : "Nestandardnaya zaniatost' i rossiyskiy rynek truda" (*Emploi atypique et le marché du travail russe*), *Voprosy ekonomiki*, N°1, pp. 122-143.
- Goltz A. [2005] : "Torgovyi partner, voenniy souznik: evolutsiya voenno-tekhnicheskogo sotrudnichetsva mejdu Rossiei i Kitaem" (*Partenaire commercial, allié militaire: évolution de la coopération militaro-technique entre la Russie et la Chine*), *Pro et Contra*, noiabr-dekabr, pp. 54-57.
- Gourvitch E. [2006] : "Budjetnaya i monetarnaya politika v usloviakh nestabilnoi vnechnei konjunktury" (*Politique budgétaire et monétaire dans les conditions d'une conjoncture extérieure instable*), *Voprosy ekonomiki*, N°3, 2006, disponible sur le site www.eeg.ru (téléchargé le 5 Mai 2006).
- Gourvitch E.T. [2004] : "Makroekonomitcheskaya otsenka roli rossiiskogo neftegazovogo kompleksa" (*Estimation macroéconomique du rôle du complexe pétrolier et gazier*), *Voprosy ekonomiki*, n°10, 2004, disponible sur www.eeg.ru
- IET [2002]: "Rossiyskaya ekonomika v 2001 godu. Tendentsii i perspektivy" (*L'économie russe en 2001. Tendances et perspectives*), Institut de l'Economie de la Transition, vol. 23, Moscou, mars 2002.
- IET [2003]: "Rossiyskaya ekonomika v 2002 godu. Tendentsii i perspektivy" (*L'économie russe en 2002. Tendances et perspectives*), Institut de l'Economie de la Transition, vol. 24, Moscou, février 2003.
- IET [2004]: "Rossiyskaya ekonomika v 2003 godu. Tendentsii i perspektivy" (*L'économie russe en 2003. Tendances et perspectives*), Institut de l'Economie de la Transition, vol. 25, Moscou, février 2004.
- IET [2005]: "Rossiyskaya ekonomika v 2004 godu. Tendentsii i perspektivy" (*L'économie russe en 2004. Tendances et perspectives*), Institut de l'Economie de la Transition, vol. 26, Moscou, mars 2005.
- IET [2006] : "Rossiyskaya ekonomika : Tendentsii i perspektivy. Janvier 2006" (*L'économie russe : tendances et perspectives. Janvier 2006*), *Revue mensuelle*, Institut de l'Economie de la Transition, janvier 2006, Moscou.
- Institute of Energy Policy [2004] : "Novaya struktura rossiyskogo neftianogo sektora : nekotorye itogi" (*Nouvelle structure du secteur pétrolier russe : quelques résultats*), Discussion Paper, Moscow, juillet 2004.
- Ivanter V.V., Uziakov M.N. et al. [2005] : "Budushee Rossii : inertsiionnoe razvitie ili innovatsionnyi proryv (dolgosrochnyi scenariyi prognoz)" (*L'avenir de la Russie: développement inertiel ou un bond d'investissements (scénarios de long terme)*), *Problemy prognozirovaniya*, N°5, pp. 18-66.
- Kapeliuchnikov R. [2001] : "Sobstvennost i kontrol v rossiyskoi promychlennosti" (*Propriété et contrôle dans l'industrie russe*), *Voprosy ekonomiki*, N°12, pp. 103-124.
- Kimelman S., Andriuchin S. [2006] : "Problemy neftegazovoy orientatsii ekonomiki Rossii" (*Problèmes de l'orientation pétrogazière de l'économie russe*), *Voprosy ekonomiki*, N°4, pp. 53-66.
- Kimelman S., Andriuchin S. [2005] : "Stabilizatsionniy fond i ekonomicheskii rost" (*Le Fonds de stabilisation et la croissance économique*), *Voprosy ekonomiki*, N°11, pp. 70-83.
- Koudrine A. [2006a] : "Stabilizatsionniy fond : zarubejnyi i rossiyskiy opyt" (*Fonds de stabilisation : expérience étrangère et russe*), *Voprosy ekonomiki*, N°2, pp. 28-45.
- Koudrine A. [2006b] : "Mekhanizmy formirovaniya neneftegazovogo balansa budzjeta Rossii" (*Les mécanismes de formation de la balance non pétrogazière du budget de la Russie*), *Voprosy ekonomiki*, N°8, pp. 4-15.

- Krukov V. [2006] : "Analiz razvitiya sistemy nedropolzovaniya v Rossii (o neobhodimosti ujestocheniya institutsionalnykh uslobiy)" (*Analyse du développement du système de l'utilisation des ressources des sous-sols en Russie (sur la nécessité du durcissement des conditions institutionnelles)*), *Voprosy ekonomiki*, N°1, pp. 86-101.
- Krychtanovskaya O. [2002] : "Rejim Putina : liberalnaya militocratiya?" (*Régime de Poutine : une militocratie libérale?*), *Pro et Contra*, vol. 7, automne, n°4, pp. 158-180.
- Krychtanovskaya O. [2005] : "Anatomiya Rossiyskoi Elity" (*Anatomie de l'élite russe*), Zakharov, Moskva, 384p.
- Kuznetsov B. (dir.) [2001] : "Osnovnie napravleniya i faktory restrukturizatsii promychlennykh predpriyatiy" (*Principales directions et facteurs de la restructuration des entreprises industrielles*), Rapport analytique, Moscou, Bureau d'analyse économique.
- Kuznetsov P.V., Muraviev A.A. [2000] : "Struktura aktsionernogo kapitala i rezultaty deyatel'nosti firm v Rossii (Analiz "golubykh fichek" fondovogo rynka)" (*Structure du capital et résultats d'activité des firmes en Russie (Analyse des entreprises phares du marché boursier)*), *Ekonomicheskii zhurnal VChE*, vol. 4, n°4, pp. 475-504.
- Larine V.L. [2005] : "Rossiysko-kitayskie otnocheniya v regionalnykh izmereniyakh (80-e gody XX-natchalo XXI v.)" (*Les relations russo-chinoises en dimensions réelles (les années 1980 – début du XXIème siècle)*), Moscou, Vostok-Zapad.
- Makienko K. [2004] : "Ocherednye zadachi rossiysko-kitayskogo voenno-tekhnicheskogo sotrudnichestva" (*Les prochains objectifs du partenariat militaire-technique russo-chinois*), *Ekспорт vooruzheniy*, n°6, novembre-décembre, téléchargé du site www.cast.ru.
- Mau V., Novikov V. [2002]: "Otnocheniya Rossii i ES: prostranstvo vybora ili vybor prostranstva?" (*Les relations de la Russie avec l'UE : l'espace de choix ou le choix de l'espace*), *Voprosy ekonomiki*, n°6, pp. 133-145.
- MERT [2001] : "Osnovnye napravleniya sotsialno-ekonomicheskogo razvitiya Rossiyskoy Federatsii na dolgosrochnuiu perspektivu" (*Directions principales du développement socio-économique de la Fédération de Russie pour une perspective de long terme*), Projet. Téléchargé à partir de : <http://www.economy.gov.ru/merit/76>, date d'accès : 02.10.2003.
- MERT [2005a] : "Ob itogakh sotsialno-ekonomicheskogo razvitiya Rossiyskoi Federatsii za 2004 god i zadachakh ekonomicheskoi politiki Pravitelstva Rossiyskoi Federatsii na 2005 god" (*Sur les résultats du développement socio-économique de la Fédération de Russie en 2004 et les objectifs de la politique économique du Gouvernement de la Fédération de Russie pour 2005*), Moscou, février.
- MERT [2005b] : "Utochnenniy prognoz sotsialno-ekonomicheskogo razvitiya Rossiyskoi Federatsii na 2006 god i osnovnye parametry prognoza do 2008 goda" (*Prévisions précisées du développement socio-économique de la Fédération de Russie pour l'année 2006 et les paramètres principaux des prévisions jusqu'en 2008*) Moscou, décembre.
- MERT [2006] : "Ob itogakh sotsialno-ekonomicheskogo razvitiya Rossiyskoi Federatsii za 2005 god i zadachakh ekonomicheskoi politiki pravitelstva na 2006 god" (*Sur les résultats du développement socio-économique de la Fédération de Russie en 2005 et objectifs de la politique économique du gouvernement pour l'année 2006*), Moscou, février.
- Milov V., Selivakhin I. [2005] : "Problemy energeticheskoy politiki" (*Problèmes de politique énergétique*), *Moscow Carnegie Center Working Paper*, N° 4.
- Mironov V. [2006] : "Ekonomicheskii rost i konkurentosposobnost' promychlennosti : tsenovie i netsenovie factory analiza" (*La croissance économique et compétitivité de l'industrie: les facteurs prix et non-prix de l'analyse*), *Voprosy ekonomiki*, N°3, pp.42-61.

Obolenskiy V. [2006] : "Vnechnyaa trgovlia Rossii : tempy sverkhvysokie, tovarnoe napolnenie prejnee" (*Commerce extérieur de la Russie : les taux très élevés, la composition inchangée*), *ME i MO*, N° 1, pp. 76-87.

Olcott M. [2005] : "Vladimir Putin i neftianaya politika Rossii" (*Vladimir Poutine et la politique pétrolière de la Russie*), Carnegie Endowment for International Peace, *Carnegie Moscow Center Working Paper*, N°1.

Parshev A.P. [2001] : "*Pochemu Rossiya ne Amerika*" (*Pourquoi la Russie n'est pas l'Amérique*), Moscou, Russie : Krymsky Most-9D/Forum.

Pivovarov Y. [2002] : "Sjatie "ekonomicheskoi oikumeni" Rossii" (*Rétrécissement de "l'œkoumène économique" de la Russie*), *ME i MO*, N°4, 2002, pp. 63-69.

Plekhanov D. A. [2005] : "Otraslevye indeksy realnogo effektivnogo kursa rublia" (*Les indices sectoriels du taux de change réel effectif du rouble*), *Finansy i kredit*, N° 32(200), pp. 53-55.

Polterovitch V., Popov V., Tonis A. [2007] : "*Ekonomicheskaya politika, kachestvo institutov i mekhanizmy "resursnogo prokliatiya"*" (*La politique éconmoique, la qualité des institutions et les mécanismes de la "malédication des ressources"*), Moscou, GU-VCHeE.

Poutine V. V. [1999] : "Mineral'no-syr'evyye resursy v strategii razvitiya Rossiyskoy ekonomiki" (*Ressources minérales naturelles dans la stratégie de développement de l'économie russe*), *Zapiski Gornogo Instituta*, 144, pp. 3–9. Version anglaise parue dans *Problems of Post-Communism*, vol 53, N°1, January/February 2006, pp. 49-54, préface de H. Balzer (pp. 48-49).

Radyguine A. [2004] : "Rossiya v 2000-2004 godakh : na puti k gosudarstvennomu kapitalizmu?" (*La Russie en 2000-2004 : vers un capitalisme d'Etat?*), *Voprosy ekonomki*, n°4, pp. 42-65.

Radyguine A.D., Entov R.M. [2001] : "Korporativnoe upravlenie i zaschita prav sobstvennosti : empiricheskiy analiz i aktualnie napravleniya reform" (*Corporate governance et la protection des droits de propriété : une analyse empirique et les directions actuelles des réformes*), *Nauchnie trudy IEPP*, n° 36.

Rating "*Expert 400-Krupneichie*", 2005 (*Rating Expert 400 – majors*), rating annuel des plus grandes compagnies), www.raexpert.ru .

Schetnaya palata Rossiiskoi Federatsii [2004] : "*Analiz protsessov privatizatsii gosudarstvennoi sobstvennosti v Rossiyskoi Federatsii za period 1993-2003 gody*" (*Analyse des processus de la privatisation de la propriété d'Etat dans la Fédération de Russie pendant la période de 1993-2003*), La Chambre de comptes de la Fédération de Russie, Moscou.

TSEK [2005] : "*O konkurentosposobnosti promychlennykh predpriyatii Rossii v 2005 godu*" (*Sur la compétitivité des entreprises industrielles de la Russie en 2005*), Centre de la conjonture économique auprès du Gouvernement de Fédération de Russie, Moscou.

Vardomskiy L.B., Skaterschikova E.E. [2002]: "*Vnechneekonomicheskaya deiatelnost regionov Rossii*" (*Activité économique extérieures des régions de la Russie*), Moscou, ARKTI.

Vassilieva A.A., Gourvitch E.T. [2005a] : "Otraslevaya struktura rossiyskoi nalogovoy systemy" (*Structure sectorielle du système fiscal russe*), *Problemy prognozirovaniya*, n°3, disponible sur www.eeg.ru

Vassilieva A.A., Gourvitch E.T. [2005b] : "Reglament nalogooblozheniya neftegazovogo sektora" (*Régime fiscal du secteur pétrolier et gazier*), *Neft Rossii*, n°3, mars, disponible sur www.eeg.ru .

Volochine V.I. [2004] : "Energeticheskiy dialog Rossiya-ES" (*Le Dialogue énergétique Russie-UE*), *Tendentsii Rossiisko-Evropeskikh Otnocheniy, RECEP*, Moscou, N°2.

Yakovlev A. [2003]: "Vzaimodeistvie grupp interesov i ikh vlianie na ekonomicheskie reformy v sovremennoi Rossii" (*Interaction des groupes d'intérêt et leur influence sur les réformes économiques en Russie actuelle*), *Ekonomicheskaya sotsiologiya*, 2003, vol.4, n°5, pp 14-33; 2004, vol.5, n°1, pp.16-44.

Yasin E. [2005] : "Neft', tempy i inflitsiya" (*Pétrole, taux de croissance et inflation*), *Voprosy ekonomiki*, N°9, pp. 4-20.

Yasin E.G. [2003]: "*Rossiiskaya ekonomika: istoki i panorama rynochnik reform*" (*Economie russe: origines et panorama des réformes de marché*), Moskva, GUVCHE.

Yerchov Yu. [2006] : "Dogovor k Energeticheskoi Khartii : byt ili ne byt – takov vopros" (*Le Traité sur la Charte de l'énergie : être ou ne pas être – telle est la question*), *Investitsii v Rossii*, n°9, p. 3-10.

Zaïontchkovskaya Zj. A. [2005]: "*Kitaiskaya immigratsiya v Rossiu v kontekste demograficheskoi situatsii*" (*L'immigration chinoise en Russie dans le contexte de la situation démographique*), Working paper du séminaire du Centre pour la recherche stratégique, 14 juin 2005, disponible sur www.csr.ru .

Zoudine A. [2001]: "Neokorporativizm v Rossii ? (Gosudarstvo i biznes pri Vladimire Putine)" (*Néocorporativisme en Russie? (Etat et business à l'époque de Vladimir Poutine)*), *Pro et Contra*, Tom 6, N° 4, Osen' 2001, pp. 171-198.

Rapports des organisations internationales

EBRD [2001] : "*Transition Report 2001: Energy in Transition*", European Bank for Reconstruction and Development.

ECE [1992] : "*Economic Bulletin for Europe*", vol.44. Geneva: Economic Commission for Europe, United Nations, 1993.

ECE [1993] : "*Economic Bulletin for Europe*", vol. 44 Geneva: Economic Commission for Europe, United Nations, 1992.

ECE [1994] : "*Economic Bulletin for Europe*", vol.46. Geneva: Economic Commission for Europe, United Nations, 1994.

ECE [1995] : "*Economic Bulletin for Europe*", vol. 47. Geneva: Economic Commission for Europe, United Nations, 1995.

ECE [1996] : "*Economic Bulletin for Europe*", vol.48. Geneva: Economic Commission for Europe, United Nations, 1996.

ECE [1997] : "*Economic Bulletin for Europe*", vol.49. Geneva: Economic Commission for Europe, United Nations, 1997.

IEA [2002] : "Russian Survey, 2002", Rapport (version russe), OECD/IEA, Paris.

- IEA [2004] : "*World Energy Outlook 2004*", OECD/IEA, Paris.
- IEA [2006a] : "*Natural Gas Market Review 2006. Towards a Global Gas Market*", OECD/IEA, Paris.
- IEA [2006b] : "*Optimising Russian Natural Gas. Reform and Climate Policy*", OECD/IEA, Paris.
- IMF [2005] : "Russian Federation: Selected Issues", *IMF Country Report* No. 05/379, October.
- OCDE [1995] : "*Etudes économiques de l'OCDE. La Fédération de Russie 1995*", Paris: OCDE.
- OCDE [2000] : "*Etudes économiques: Fédération de Russie 1999/2000*", vol. 2000/7, mars, OCDE, Paris.
- OCDE [2002] : "*Fédération de Russie*", *Etudes économiques de l'OCDE 2001-2002*, vol. 2002/5, Février (version russe).
- OCDE [2003]: "*Politique commerciale de la Russie: le rôle des autorités locales et régionales*". Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
- OCDE [2004a] : "Fédération de Russie", *Etudes économiques de l'OCDE*, n°11, 302p.
- OCDE [2006] : "*Russian Federation. Enhancing Policy Transparency*", OECD Investment Policy Reviews (version russe).
- OECD [1996] : "*Trade Policy and the Transition Process*", OECD.
- OECD [2004b] : "*Russian Federation. Progress and Reform Challenges*", OECD Investment Policy Reviews.
- UNDP [2004] : "*Human Development Report 2004. Russian Federation. Towards a Knowledge-Based Society*", Moscow, 2004.
- World Bank [1992] : "*Russian Economic Reform. Crossing the Threshold of Structural Change*", Washington D.C., The World Bank.
- World Bank [1996] : "*From Plan to Market*", World Development Report, World Bank, Oxford University Press.
- World Bank [1997] : "*The State in a Transforming World*", World Development Report, World Bank, Oxford University Press.
- World Bank [2002] : "*Transition. The First Ten Years. Analysis and Lessons for Eastern Europe and the Former Soviet Union*", The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank, Washington.
- World Bank [2003] : "*Russian Economic Report*" N° 6, August.
- World Bank [2004a] : "*Russian Economic Report*" N° 7, February.
- World Bank [2004b] : "*Russian Economic Report*" N° 8, June.
- World Bank [2005a] : "*From Transition to Development: A Country Economic Memorandum for the Russian Federation*", Poverty Reduction and Economic Management Unit, Europe and Central Asia Region, Report No. 32308-RU, March (version russe).
- World Bank [2005b] : "*Russian Economic Report*", N°10, March.
- World Bank [2006a] : "*From disintegration to reintegration. Eastern Europe and the Former Soviet Union in International Trade*", ed.by H. Broadman, February 2006.

World Bank [2006b] : "*Russian Economic Report*" N° 12, April (Russian version).

World Bank [2007] : "*Russian Economic Report*" N° 13, June (Russian version).

WTO [2005] : "*World Trade Report 2005. Exploring the links between trade, standards and the WTO*", World Trade Organization.

WTO [2007] : "*World Tariff Profiles 2006*", WTO/ ITC/UNCTAD.

Autres rapports d'institution et rapports statistiques

"*Rossiiskiy statisticheskiy ezjegodnik*" (*Annuaire statistique de la Russie 2003*), Goskomstat Rossii, 2003.

Andreff M., Andreff W., Chappaz A., Laurent A., Locatelli C., Samson I. [1991] : "*Les échanges entre la CEE et les pays de l'ex-CAEM à l'horizon 1992*", Rapport final, réalisé pour le ROSES, URA 1417 du CNRS, Université Pierre Mendès France de Grenoble. Commissariat Général du Plan, comité "Economie Internationale". Octobre 1991.

BOFIT [2005, 2006] : "*BOFIT Russia Review*", Bank of Finland, BOFIT – Institute for Economies in Transition, plusieurs numéros.

BP [2005] : "*BP Statistical Review of World Energy*", June 2005.

EIA [2006] : "*Country Analysis Briefs. Russia*", U.S. Department of Energy, Energy Information Administration, janvier 2006. Disponible online sur <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/Russia/Background.html>

European Communities [2004]: "*European Energy and Transport Scenarios on Key Drivers*", September, Directorate-General for Energy and Transport.

Gazprom [2003] : "*Rapport d'activité*" (en russe), 2003.

Gazprom [2004] : "*Rapport d'activité*" (en russe), 2004.

Gazprom [2005] : "*Rapport d'activité*" (en russe), 2005.

INDEM [2005] : "*Corruption process in Russia: level, structure, trends*", disponible sur www.indem.ru.

Pozzo di Borgo Y. [2007] : "*Rapport d'information sur les relations entre l'Union européenne et la Fédération de Russie*", Délégation pour l'Union européenne, Sénat, n°307.

Samson I., Greffe X. [2002]: "*Common Economic Space: Prospects of Russia-EU Relations*", White Book, Russian - European Centre for Economic Policy, Moscow, October.

Documents officiels (liste sélective)

"Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part", *Journal officiel* n° L 327 du 28/11/1997 p. 0003 – 0069.

"Le Traité sur le bon voisinage, l'amitié et la coopération entre la Fédération de Russie et la République Populaire de Chine" (*Dogovor o dobrososedstve, drouzjbe i sotrudnichestve mejdu KNR i RF*), signé le 16 juillet 2001.

"Stratégie à moyen terme pour le développement des relations entre la Fédération de Russie et l'UE (2000-2010)" (*Strategiya razvitiya otnocheniy Rossiyskoy Federatsii s Evropeiskim Souzom na srednesrochnuiu perspektivu (2000-2010gg.)*), adoptée en 1999.

"Stratégie commune de l'Union européenne à l'égard de la Russie", 4 juin 1999, *Journal officiel* n° L 157 du 24/06/1999 p. 0001 – 0010.

"Stratégie énergétique de la Russie pour la période jusqu'en 2020" (*Energeticheskaya strategiya Rossii na period do 2020 goda*), adoptée par la disposition du gouvernement de la Fédération de Russie du 28 août 2003, N° 1234 –p.

"Traité sur la Charte de l'énergie", 1994, www.encharter.org

Commission des Communautés Européennes [2003] : "L'Europe élarie – Voisinage : un nouveau cadre pour les relations avec nos voisins de l'Est et du Sud", 11 mars 2003, COM(2003) 104 final.

Commission des Communautés Européennes [2003] : "Sur l'élaboration d'une politique énergétique pour l'Union Européenne élargie, ses voisins et partenaires", 26 May 2003, COM(2003) 262 final/2.

Commission des Communautés Européennes [2004] : "Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen concernant les relations avec la Russie", 09 février 2009, COM (2004) 106.

Commission des Communautés Européennes [2004] : "Le dialogue énergétique entre l'Union européenne et la Fédération de Russie de 2000 à 2004", Bruxelles, 13 décembre 2004, COM(2004)777 final.

Commission des Communautés Européennes [2006] : "Livre vert. Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable", Bruxelles, 8 mars 2006, COM (2006) 105 final.

Webographie sélective

<http://stat.hse.ru> - Base de données statistiques sur l'économie russe, Université d'Etat - Haute Ecole d'Economie, Moscou

www.bp.com - BP

www.cbr.ru - Banque de Russie

www.cisstat.com - Comité interétatique de statistiques de la CEI

www.customs.ru - Service d'Etat des Douanes de Russie

www.ec.europa.eu/eurostat - Eurostat

www.economy.gov.ru - MERT
www.eia.doe.gov - *United States Energy Information Administration*
www.europa.eu.int - Commission Européenne
www.gazprom.ru - Gazprom
www.gks.ru : - Service Fédéral des Statistiques d'Etat (ex-*Goskomstat*)
www.imf.org - FMI
www.kommersant.ru - *Kommersant*
www.kremlin.ru - Kremlin
www.minfin.ru - Ministère des Finances
www.ng.ru - *Nezavisimaya Gazeta*
www.unctad.org - CNUCED

Liste des tableaux, graphiques, cartes, schémas et encadrés

Tableaux

Tableau 1.1. Ex-République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) et ex-URSS (en 1989/1990)	26
Tableau 1.2. Avantages comparatifs révélés de l'URSS (en 1988 – 1989).....	34
Tableau 1.3. Part de l'industrie des hydrocarbures dans le PIB (en pourcentage)	40
Tableau 1.4. Dynamique des exportations et importations en volumes physiques (% d'accroissement par rapport à l'année précédente)	47
Tableau 1.5. Structure du commerce extérieur de la Russie (en pourcentage)	49
Tableau 1.6. Dynamique des exportations par groupes de produits en volume physique en 2004-2005 (indices par rapport à la période précédente, %).....	49
Tableau 1.7. Principaux partenaires commerciaux de la Russie (en 2005, Mns doll)	50
Tableau 1.8. Commerce extérieur de la Russie et de la CEI : ratios flux factuels/flux potentiels	51
Tableau 1.9. Structure sectorielle des échanges de la Russie avec les pays de la CEI et hors CEI (en 2004, en pourcentage).....	52
Tableau 1.10. Investissements étrangers entrants en Russie (Mns doll.).....	56
Tableau 2.1. Production et exportations des hydrocarbures (prévisions du MERT)	75
Tableau 2.2. Prévisions de la Stratégie énergétique et de l'Agence Internationale de l'Energie	76
Tableau 2.3. Les charges fiscales du secteur pétrolier en 2000-2005	98
Tableau 2.4. Tarifs moyens du gaz naturel pour les ménages et consommateurs industriels (doll./1000 m3).....	100
Tableau 2.5. Indices du volume réel du PIB (pourcentage par rapport à l'année précédente).....	106
Tableau 2.6. Indicateurs monétaires de la Russie (1999-2005)	111
Tableau 2.7. Indicateurs macroéconomiques et monétaires.....	113
Tableau 3.1. Les accords FMI – Russie.	137
Tableau 3.2. Résultats de la privatisation.....	156
Tableau 4.1. Taux moyens pondérés du tarif d'importation et bound rates initiaux et finals	182
Tableau 4.2. Tarifs d'importation moyens pondérés par groupes de produits.....	182
Tableau 5.1. La part du commerce intra-CEI dans le commerce total des anciennes républiques de l'URSS (en pourcentage).....	213
Tableau 5.2. La structure géographique des exportations russes vers la CEI	215
Tableau 5.3. La structure géographique des importations russes en provenance de la CEI ..	215
Tableau 5.4. Les exportations de la Russie envers la CEI : structure par produits	217
Tableau 5.5. Les importations de la Russie en provenance de la CEI : structure par produits	217
Tableau 5.6. La différence de prix d'exportations dans le complexe énergétique en 2003 ...	218
Tableau 5.7. Structure des échanges manufacturiers intra-CEI (en pourcentage du commerce des produits manufacturiers – CTIC 5 à 8 moins 68)	231

Tableau 5.8. Dynamique des échanges manufacturiers Russie-CEI en 2005 par rapport à 2000	232
Tableau 5.9. Echanges intra-branche des produits manufacturiers, 2000-2005.....	232
Tableau 5.10. Echanges intra-branche des produits manufacturiers, 1996-2000.....	233
Tableau 5.11. Les investissements étrangers de la Russie (actifs et passifs au début de l'année, Mns doll.)	236
Tableau 6.1. Structure des échanges commerciaux Russie-UE avant et après l'élargissement (en pourcentage).....	246
Tableau 6.2. Exportations gazières russes vers l'Europe (Mds m3).....	262
Tableau 7.1. La structure des échanges commerciaux sino-russes (en pourcentage)	273
Tableau 7.2. Structure du commerce russo-américain (en pourcentage)	289

Graphiques

Graphique 1.1. Dynamique du PIB russe depuis le début de la transition.....	36
Graphique 1.2. Les exportations et les importations de la Russie depuis 1992	46
Graphique 1.3. Ouverture de l'économie russe au commerce international.....	47
Graphique 1.4. Dynamique des IDE en Russie	56
Graphique 2.1. La production et exportations pétrolières russes en 1992-2005	77
Graphique 2.2. Forage dans le secteur pétrolier	82
Graphique 2.3. Reproduction des réserves réserves/extraction)	82
Graphique 2.4. Production gazière en Russie	85
Graphique 2.5. Les exportations de gaz par Gazprom (hors ex-URSS)	85
Graphique 2.6. L'évolution de la rente gazière et pétrolière	94
Graphique 2.7. Prix moyen russe du pétrole brut comme pourcentage du prix "mondial".....	96
Graphique 4.1. Dynamique des paiements douaniers en 1991-2004 (versé au budget fédéral)	179
Graphique 4.2. La dynamique des paiements perçus lors d'exportations.....	186
Graphique 4.3. Part des recettes douanières sur importations et exportations de marchandises en 2002 – 2004	187
Graphique 4.4. La part des paiements douaniers dans les revenus du budget fédéral en 1991-2004.....	187
Graphique 6.1. Commerce de la Russie avec les pays de l'UE	244
Graphique 6.2. Structure des exportations de la Russie vers l'UE-15.....	245
Graphique 6.3. Structure des importations de la Russie en provenance de l'UE-15	245
Graphique 6.4. Structure des importations du gaz naturel par l'UE en 2000 et 2030	257
Graphique 7.1. Les échanges russo-chinois	272
Graphique 7.2. Evolution des échanges russo-américains	289

Cartes

Carte 5.1. L'oléoduc Odessa-Brody	226
Carte 5.2. Voies d'exportations gazières vers l'Europe	227
Carte 5.3. Pipelines de la Caspienne	229
Carte 7.1. Projets de pipelines vers la Chine et le Japon.....	282
Carte 7.2. Projets de gazoducs vers la Chine	284
Carte 7.3. L'oléoduc Kazakhstan - Chine.....	286
Carte 7.4. Gazoducs en provenance de l'Asie centrale vers la Chine.....	286
Carte 7.5. Projet de pipeline vers Mourmansk	292

Schémas et encadrés

Schéma 1. Processus de la formation de la politique commerciale	17
Encadré 5.1. Biais statistiques.....	206
Encadré 5.2. Intégration sur l'espace post-soviétique : chronologie depuis 1992.....	209
Encadré 5.3. Les affrontements commerciaux russo-ukrainiens.....	220
Encadré 6.1. La Charte énergétique	258
Encadré 7.1. Le traité russo-chinois de 2001	269
Encadré 7.2. Le dialogue énergétique russo-américain.....	291

Table des matières

INTRODUCTION GENERALE	7
PREMIERE PARTIE. INSERTION DE LA RUSSIE DANS LES ECHANGES INTERNATIONAUX	22
INTRODUCTION DE LA PREMIERE PARTIE	23
CHAPITRE 1. STRUCTURES DE PRODUCTION INTERNES ET INSERTION INTERNATIONALE DE LA RUSSIE.....	24
SECTION 1. HERITAGE ECONOMIQUE DE LA RUSSIE AVANT LES REFORMES DE LA TRANSITION ET NOUVEAUX DEFIS SOCIO-ECONOMIQUES	25
1.1. <i>Pertes géoéconomiques de la Russie en relation avec l'éclatement de l'Union soviétique</i>	26
1.2. <i>Contraintes socio-économiques</i>	27
1.2.1. Climat et développement des territoires	27
1.2.2. Disparités de développement régional.....	28
1.2.3. Crise socio - démographique	29
1.3. <i>Principes de fonctionnement de l'économie soviétique</i>	30
1.3.1. Disproportions dans la production et limites de l'évaluation de la production.....	31
1.3.2. Système des relations extérieures de l'URSS: ouverture minimale d'une économie planifiée	32
1.3.3. Mesure de la spécialisation internationale de l'URSS: matières premières et combustibles	34
SECTION 2. EVOLUTIONS DES STRUCTURES DE PRODUCTION DEPUIS 1991	35
2.1. <i>Dynamique du PIB depuis le début de la transition</i>	35
2.2. <i>Reconsidération de la structure du PIB</i>	38
2.3. <i>Politique monétaire et crise de 1998</i>	40
2.4. <i>Reprise post-crise</i>	42
SECTION 3. INSERTION DE LA RUSSIE DANS LES ECHANGES INTERNATIONAUX	43
3.1. <i>Balance des paiements</i>	43
3.2. <i>L'insertion de la Russie dans le commerce mondial</i>	44
3.2.1. Limites statistiques	45
3.2.2. Mesure de l'ouverture et solde commercial	46
3.2.3. Evolution de la structure des échanges	48
3.2.4. Structure géographique du commerce extérieur de la Russie	49
3.2.5. La Russie comme pays intermédiaire entre les pays occidentaux et la CEI.....	51
3.3. <i>Indicateurs de la spécialisation internationale de la Russie</i>	52
3.3.1. Position par marché	52
3.3.2. Avantages comparatifs révélés de la Russie	54
3.4. <i>Investissements directs étrangers</i>	55
3.5. <i>Avantages absolus et avantages comparatifs : limites de l'analyse</i>	58
SECTION 4. POTENTIEL DE DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS	59
4.1. <i>Vers l'émergence d'une approche stratégique</i>	59
4.2. <i>Compétitivité des industries manufacturières : paramètres prix et non prix</i>	62
4.2.1. Approche par les prix (coûts).....	62
4.2.2. Approche globale.....	62
4.3. <i>Perspectives de développement des exportations dans une dimension sectorielle</i>	64
4.3.1. Chimie et pétrochimie	64
4.3.2. Métaux.....	65
4.3.3. Complexe militaro-industriel et constructions mécaniques	67
4.3.4. Potentiel de recherche et innovations	68
4.4. <i>Des réformes institutionnelles</i>	69
4.5. <i>Problèmes d'investissement et de financement</i>	70
CONCLUSION DU CHAPITRE 1	72
CHAPITRE 2. LE SECTEUR ENERGETIQUE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE?... 73	73
SECTION 1. PREVISIONS DES EXPORTATIONS D'HYDROCARBURES ET DEFIS DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE	74
SECTION 2. POTENTIEL LIMITE DE CROISSANCE DES EXPORTATIONS PETROLIERES	76
2.1. <i>Privatisation du secteur et diverses stratégies privées</i>	77
2.1.1. Processus de privatisation.....	78

2.1.2. Privatisations dans une industrie de rente et stratégies d'entreprises	79
2.2. <i>Soutenabilité de la production et des exportations pétrolières</i>	80
2.3. <i>Diversification vers les produits pétroliers?</i>	83
SECTION 3. EXPANSION DE L'INDUSTRIE GAZIERE	84
3.1. <i>Quelques aspects du fonctionnement du marché interne</i>	85
3.2. <i>Besoins d'investissement</i>	87
3.3. <i>La stratégie expansionniste de Gazprom</i>	88
SECTION 4. REPRISE EN MAIN PAR L'ETAT DE L'INDUSTRIE DES HYDROCARBURES	89
4.1. <i>La reprise en main par l'Etat: les faits</i>	89
4.2. <i>Les hydrocarbures entre stratégies privées et publique</i>	90
4.3. <i>Le régime des investissements étrangers</i>	92
SECTION 5. RENTE DES HYDROCARBURES ET CROISSANCE ECONOMIQUE	93
5.1. <i>Taille et partage de la rente des hydrocarbures</i>	94
5.2. <i>Partage de la rente et secteur pétrolier</i>	96
5.2.1. Différentiel des prix domestiques et mondiaux et régime d'exportation	96
5.2.2. La fiscalité pétrolière	97
5.3. <i>Partage de la rente dans le secteur gazier et "économie virtuelle"</i>	99
SECTION 6. CHALLENGES DE LA RICHESSE EN RESSOURCES NATURELLES	102
6.1. <i>Défis économiques de la richesse en ressources naturelles: de la "malédiction des ressources" à sa remise en cause</i>	102
6.2. <i>Syndrome hollandais en Russie?</i>	105
6.2.1. Effets de l'appréciation du rouble sur la compétitivité de la production domestique	105
6.2.2. Développements au niveau sectoriel.....	106
6.2.3. Ambiguïtés du "syndrome russe".....	108
6.2.4. Politique monétaire, politique de change et Fonds de stabilisation.....	109
6.2.5. Fonds de stabilisation et limites pour la croissance	112
6.3. <i>Pathologies institutionnelles</i>	114
CONCLUSION DU CHAPITRE 2	116
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE.....	117
DEUXIEME PARTIE. TRAJECTOIRE INTERNATIONALE DE LA RUSSIE: ENTRE LES CHOIX PUBLICS ET PRIVES.....	118
INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE	119
CHAPITRE 3. L'ÉTAT RUSSE DEPUIS 1991 : DE LA FRAGMENTATION A LA CONSOLIDATION ? . 121	
SECTION 1. ECONOMIE POLITIQUE DES REFORMES DE MARCHÉ EN RUSSIE.....	122
1.1. <i>L'économie politique de la transition: cadre théorique</i>	122
1.1.1. Deux approches de la transition.....	122
1.1.2. L'échec des réformes et ses explications.....	124
1.1.3. L'économie politique des réformes	129
1.2. <i>Groupes d'intérêt en présence</i>	131
1.2.1. Lutttes politiques et controverses économiques à l'origine des réformes	131
1.2.2. La constellation des intérêts réformistes	132
1.2.3. Lobbying individualisé auprès de l'exécutif.....	133
1.2.4. Aide occidentale?	136
SECTION 2. AFFAIBLISSEMENT ET CONSOLIDATION DE LA FEDERATION.....	139
2.1. <i>Destruction de l'espace juridique et économique commun</i>	139
2.1.1. Diversité des statuts juridiques et parade de souverainetés.....	139
2.1.2. Partage de compétences entre le centre fédéral et les régions.....	140
2.1.3. Diversité des compétences en matière de politique commerciale	143
2.1.4. Diversité de préférences d'ouverture.....	143
2.2. <i>Vers une recentralisation de l'Etat</i>	145
2.2.1. Renforcement de la verticale du pouvoir	146
2.2.2. Homogénéisation de l'espace juridique et économique.....	148
SECTION 3. FIRMES ET ETAT	149
3.1. <i>Privatisation et émergence des élites d'affaires</i>	150
3.1.1. Parties prenantes de la privatisation.....	150
3.1.2. Privatisation de masse (1992-1994).....	151
3.1.3. Privatisation monétaire (1994-1999)	154
3.1.4. Bilan général.....	155
3.2. <i>De la capture de l'Etat à la capture des entreprises?</i>	157

3.2.1. Capture de l'Etat	157
3.2.2. Eloignement des oligarques.....	159
3.2.3. Limites du nouvel égalitarisme.....	159
3.2.4. Vers la captation des entreprises?.....	161
CONCLUSION DU CHAPITRE 3	163
CHAPITRE 4. POLITIQUE COMMERCIALE DEPUIS LE DEBUT DES ANNEES 1990: VERS UNE OUVERTURE ADMINISTREE?.....	164
SECTION 1. EVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE EN 1991-1998.....	166
1.1. <i>Pour une libéralisation rapide des échanges extérieurs</i>	166
1.1.1. Ouverture et transition.....	166
1.1.2. Libéralisation radicale	168
1.2. <i>Entre le protectionnisme et le laisser-faire (1993-1998)</i>	170
1.2.1. Importations : le laisser - faire individualisé.....	170
1.2.2. Libéralisation des exportations.....	173
1.2.3. Investissements étrangers	174
1.3. <i>Rôle des organisations internationales</i>	175
1.4. <i>Premier bilan</i>	176
SECTION 2. UNE OUVERTURE SOUS CONTROLE (EVOLUTION DEPUIS 1998)	177
2.1. <i>Politique commerciale à la sortie de la crise de 1998</i>	177
2.2. <i>Vers un régime d'importation plus libéral</i>	179
2.2.1. Axes principaux de la réforme.....	179
2.2.2. Avantages et inconvénients d'un tarif uniforme.....	180
2.2.3. Structure du tarif.....	181
2.2.4. Mesures spécifiques. Rôle des acteurs internes et externes	183
2.3. <i>Taxation des exportations</i>	185
2.4. <i>Mise en cause des mesures appliquées</i>	187
SECTION 3. ACCESSION A L'OMC	188
3.1. <i>Les objectifs de l'accession</i>	189
3.2. <i>Economie politique de l'accession</i>	190
3.2.1. Les principales questions des négociations.....	190
3.2.2. Les perdants et les gagnants des réformes	192
3.2.3. Résultats et limites de la modélisation.....	194
CONCLUSION DU CHAPITRE 5	196
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE.....	197
TROISIEME PARTIE. INTEGRATION REGIONALE ET INSERTION INTERNATIONALE : QUELLE PLACE POUR LA RUSSIE?.....	198
INTRODUCTION DE LA TROISIEME PARTIE.....	199
CHAPITRE 5. LA CONSOLIDATION DE L'ANCIEN ESPACE SOVIETIQUE EN QUESTION: LA CEI.. 201	
SECTION 1. L'ESPACE POST-SOVIETIQUE: DE LA DISSOLUTION AUX TENTATIVES DE RECONSOLIDATION	203
1.1. <i>Eclatement de l'URSS</i>	203
1.1.1. Désintégration politique de l'URSS	203
1.1.2. Impact économique de la dissolution de l'URSS	205
1.1.3. De la gestion administrée au marché	206
1.2. <i>Evolutions depuis 1992: incohérences de l'intégration politique</i>	207
1.2.1. La Russie entre la CEI et l'Occident : objectifs en mutation.....	208
1.2.2. Faiblesses institutionnelles de la CEI et émergence des ententes sous-régionales.....	211
SECTION 2. QUELLE INTEGRATION COMMERCIALE?	212
2.1. <i>Réorientation des échanges</i>	213
2.2. <i>Un réseau d'échanges centré sur la Russie</i>	214
2.3. <i>Structure des échanges: orientation croissante sur les hydrocarbures</i>	216
2.4. <i>Régulation des échanges: absence de vraies préférences</i>	219
SECTION 3. L'INTERDEPENDANCE DANS LE SECTEUR ENERGETIQUE.....	223
3.1. <i>La dépendance énergétique comme levier d'influence politique</i>	223
3.2. <i>Sécurité du transit et accès aux réserves</i>	225
SECTION 4. RE-INTEGRATION DES RESEAUX DE PRODUCTION EN QUESTION.....	230
4.1. <i>Commerce des produits manufacturiers et échanges intra-branche</i>	230
4.2. <i>Reconstitution de liens de production dans le complexe militaro-industriel ?</i>	234

SECTION 5. OUVERTURE AUX CAPITAUX.....	235
5.1. <i>Dominance de la Russie dans un espace peu ouvert</i>	235
5.2. <i>Contestation de l'influence russe</i>	236
CONCLUSION DU CHAPITRE 5.....	238
CHAPITRE 6. RUSSIE ET UE: ASYMETRIES POLITIQUES ET ECONOMIQUES.....	240
SECTION 1. RELATIONS RUSSIE - UE: INEGALITE POLITIQUE ET ECONOMIQUE DES PARTENAIRES.....	241
1.1. <i>Un cadre juridique-stratégique défini mais incohérent</i>	241
1.2. <i>Déséquilibre des flux d'échanges</i>	244
1.3. EFFETS ECONOMIQUES DE L'ELARGISSEMENT LIMITES.....	247
1.3.1. Effets économiques de l'élargissement de l'UE.....	247
1.3.2. Des oppositions politiques entre la Russie et l'UE en relation à l'élargissement.....	250
1.4. <i>Avenir des relations russo-européennes: Espace Economique Européen Commun</i>	251
SECTION 2. SECTEUR ENERGETIQUE COMME MOTEUR DES RELATIONS RUSSO-EUROPÉENNES.....	254
2.1. <i>L'UE: vers une dépendance énergétique croissante</i>	255
2.2. <i>Interdépendance dans le secteur énergétique</i>	256
2.3. <i>Quels mécanismes de coordination entre la Russie et l'UE dans le secteur énergétique?</i>	258
2.3.1. La non - ratification par la Russie de la Charte Énergétique.....	258
2.3.2. Le développement du Dialogue Énergétique entre l'UE et la Russie.....	259
2.4. LES RELATIONS GAZIERES RUSSO - EUROPEENNES.....	261
2.4.1. Les exportations gazières de la Russie vers l'UE.....	261
2.4.2. La libéralisation du marché gazier européen et les conséquences pour Gazprom.....	263
2.4.3. La stratégie de Gazprom pour l'Europe.....	264
CONCLUSION DU CHAPITRE 6.....	266
CHAPITRE 7. LES RELATIONS DE LA RUSSIE AVEC LA CHINE ET LES ETATS-UNIS.....	267
SECTION 1. RELATIONS SINO-RUSSES.....	268
1.1. <i>Tendances du développement des relations russo-chinoises</i>	268
1.1.1. Cadre juridico-stratégique: convergence et divergences des intérêts au niveau global et régional.....	268
1.1.2. Organisation de Shanghai : pour un équilibre des puissances dans la région.....	270
1.1.3. Grandes tendances du développement des échanges.....	271
1.2. <i>Questions régionales</i>	274
1.2.1. Structure économique régionale russe en mutation.....	274
1.2.2. Des échanges régionaux: confrontation ou complémentarité?.....	275
1.3. <i>Commerce des armements</i>	278
1.4. <i>Les exportations des hydrocarbures</i>	279
1.4.1. Potentiel de la demande chinoise.....	280
1.4.2. Capacités d'exportation russes.....	281
1.4.3. Projets d'exportations pétrolières.....	281
1.4.4. Projets gaziers.....	283
1.4.5. Les enjeux de l'Asie centrale.....	285
SECTION 2. LES RELATIONS ENTRE LA RUSSIE ET LES ETATS-UNIS.....	287
2.1. <i>Une approche stratégique</i>	288
2.2. <i>Revue des relations commerciales</i>	288
2.3. <i>Investissements directs</i>	290
2.4. <i>Dialogue énergétique</i>	290
2.5. <i>Politiques commerciales restrictives</i>	293
CONCLUSION DU CHAPITRE 7.....	295
CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE.....	296
CONCLUSION GENERALE.....	298
ANNEXES.....	301
BIBLIOGRAPHIE.....	324
Liste des tableaux, graphiques, cartes, schémas et encadres.....	352
TABLE DES MATIERES.....	355